Il fait bon vivre et je vis, fût-ce à l'encontre de toute logique.

Ivan Karamazov. F. Dostoïevski, *Les Frères Karamazov,* Lausanne, Éd. Rencontre, 1961, vol.I

Aux adhérents du Cghml, qui ont eu la force de rompre l'intime et de nous confier les écrits de leurs ancêtres limousins engagés dans l'enfer de la Grande Guerre.

Limoges, le 10 avril 2019.

Mémoires de guerre des Limousins

1914-1919

Ouvrage collectif coordonné par
Philippe Grandcoing et
Jean-Jacques Mauriat

Sommaire

Avant propos - Jean-Jacques Mauriat ..... p. 7
Quand l'histoire individuelle rencontre l'histoire collective - Philippe Grandcoing ..... p. 9

Première partie : Vivre et mourir au front ..... p. 11
1914 : Le grand massacre des régiments limousins - Philippe Grandcoing ..... p. 13
La contribution des étalons nationaux en Limousin à l'effort de guerre, Diane de Sainte Foy ..... p. 21
1914 : Dans les campagnes l'armée réquisitionne 760 000 chevaux, Jean-Jacques Mauriat ..... p. 24
Artois : le rêve brisé de la percée décisive - Philippe Grandcoing ..... p. 28
Trêves et fraternisations - Brigitte Favrie-Banette ..... p. 35
Les fusillés pour l'exemple - Brigitte Favrie-Banette, Jean-Jacques Mauriat, Patrick Renaudie ..... p. 40
1915 : La bataille des Dardanelles - Philippe Grandcoing ..... p. 47
Trois marins limousins emportés par la perte du Léon Gambetta, Jean-Jacques Mauriat ..... p. 50
1916 : Verdun, la bataille de l'enfer - Philippe Grandcoing ..... p. 54
1916 : La guerre du ciel - Jean-Jacques Mauriat ..... p. 59
Deux morceaux de toile de l'avion boche abattu - Alain Pérel ..... p. 61
François Denhaut : une campagne contre l'Allemagne en hydravion militaire, Frédéric Gravier ..... p. 64
Le cahier de chansons de Louis Masmonteil - Bernard Combastel ..... p. 74
Amour, chair, tendresse, la sexualité des poilus au front - Brigitte Favrie-Banette ..... p. 76
Le Chemin des Dames ou l'impossible rupture du front - Philippe Grandcoing ..... p. 81
Soldat Pataud mort dans l'attaque d'avril 17 - Marc Chappat ..... p. 86
La grande lassitude des combattants - Philippe Grandcoing ..... p. 87
Dans le tiroir de l'armoire deux insignes du Sacré Cœur, Dominique Lecointre-Montagne ..... p. 91
Les ultimes batailles de l'année 1918 - Philippe Grandcoing ..... p. 94
11 novembre 1918 : le rendez-vous de Rethondes ..... p. 101
Une lente démobilisation - Philippe Grandcoing ..... p. 103
L'effrayant monde des blessés et des malades, Brigitte Favrie-Banette ..... p. 109

Deuxième partie : La vie à l'arrière en Limousin ..... p. 117
Le Limousin en 1914 entre essor et lent déclin - Philippe Grandcoing ..... p. 118
Tarnac, le Conseil municipal en temps de guerre - Brigitte Favrie-Banette ..... p. 124
2 août 1914 : comment les Limougeauds sont entrés en guerre ? Philippe Grandcoing ..... p. 131
Les jeunes normaliens de Limoges en août 1914 - Pascal Soula ..... p. 135
Fin de l'été 14, les réfugiés arrivent en gare de Limoges - Pascal Soula ..... p. 140
Prisonniers limousins en Allemagne - Témoignage ..... p. 149
Prisonniers allemands en Limousin - Pascal Soula ..... p. 150
Les permissions : de la faveur octroyée au droit acquis, Philippe Grandcoing ..... p. 156

Retour d'Italie en décembre 1917, le train des permissionnaires,
Jean-Jacques Mauriat ..... p. 161
À Saint-Junien, les femmes mobilisées - Annette Bigaud ..... p. 170
Les hôpitaux militaires en Limousin - Pascal Soula ..... p. 184
La Haute-Vienne berceau du pacifisme - Philippe Grandcoing ..... p. 189
Le camp de La Courtine : population civile et occupation militaire,
Bernard Bondieu, Philippe Grandcoing, Marianne Laplaud, Jean-Jacques Mauriat ... p. 193

Troisième partie : Limousins témoins de l'enfer ..... p. 205
1914-1919 La guerre à Saint-Pantaléon-de-Larche, récit de l'instituteur,
Pascal Soula ..... p. 206
La vie d'un Limousin diplomate à Berlin : René Francez,
Brigitte Favrie-Banette ..... p. 221
Les 2 fils et les 4 petits-fils du couple Montagne de Saint-Médard,
Dominique Lecointre-Montagne ..... p. 227
Lettres de poilus : « Séste térible boucherie » - Valérie Mazet ..... p. 231
Jean Couturier, 73 jours la peur au ventre avec la mort au bout - Bernard Bondieu . p. 241
Entre tragédie et cauchemar, Léon Lebret au front - Guy Dintrat ..... p. 248
Albert Lacrocq, prisonnier en Allemagne évadé vers la Suisse ..... p. 254
Paul Alfred Verguet, une gueule cassée : « Bien le bonjour à la maison »,
Gérard Chevalier ..... p. 261
Ernest Mazaud, la chance au milieu de l'enfer - Alain Pérel ..... p. 266
Gabriel Billonnet, poilu d'Orient, mon grand-père inconnu - Daniel Drouard ..... p. 272

Quatrième partie : Revivre et ne pas oublier ..... p. 277
1919 : Le grand retour des combattants, la victoire et après - Michel C. Kiener ..... p. 278
Portrait statistique, les 3003 enfants de Limoges morts pour la France,
Luc Fessemaz ..... p. 285
La Grande Guerre aux Archives municipales de Limoges - Élisabeth Saby ..... p. 294
Emma Bujardet, morte de chagrin 1855-1915 - Bernard Bondieu ..... p. 297

Bibliographie et sources ..... p. 298
Auteurs des Mémoires de guerre des Limousins ..... p. 300

Avant-propos : S'inscrire dans l'histoire des hommes

Jean-Jacques Mauriat
Président du Cghml

Lorsque la France est entrée dans le temps de la commémoration de la tragédie de la Première Guerre mondiale, le Cghml a décidé de proposer à ses adhérents et partenaires d'inscrire son action généalogique et historique dans cette démarche. Nous avions en tête le propos de Bernard Maris[1], alors conseiller scientifique à la Mission du Centenaire, selon lequel *la commémoration de 1914 doit avoir une fonction généalogique et pédagogique*.
Répondant à notre proposition, nos adhérents nous ont déposé des lettres, des cartes postales, des carnets de guerre, des photos souvenirs, des fiches matricules, des livrets militaires, témoignages toujours cruels, parfois chanceux, des tragédies vécues par leurs ancêtres mobilisés dans ce terrible conflit.
Nous devons remercier chacun et chacune d'entre eux qui, par leur acceptation de partager l'intime, nous ont permis d'essayer de comprendre la souffrance vécue par les Limousins. Avec des mots quelquefois maladroits, d'une écriture pas toujours maîtrisée, les poilus et leur famille ont dit le malheur de la guerre.
Il en est ainsi de Jean Couturier qui, le 10 décembre 1914, épuisé par tant de malheur, blessé, malade, a écrit dans son carnet sa satisfaction d'être hospitalisé : *Toujours ici. Je me suis levé hier et je me suis un peu enrhumé, c'est pourquoi je reste au lit. Aujourd'hui je voudrais que ça dure longtemps.*
Après ces mots, Jean Couturier n'a plus repris le crayon. Il est mort le 23 février 1915 à l'hôpital où il voulait demeurer pour ne pas retrouver l'enfer.
Chacun de ces témoignages, chacune de ces souffrances raisonne en nous comme la voix d'un parent. Les uns, vivant au front à en mourir, les autres pleurant à l'arrière espérant l'hypothétique retour d'un être cher. Acceptant de se battre parfois jusqu'à la résignation, les hommes survivants, blessés, prisonniers, fusillés se sont donnés à la France. Arc-boutées sur l'ouvrage, poursuivant une tâche nécessaire, les femmes ont répondu à l'appel d'être debout ! C'est l'accumulation de ces parcours qui construit notre récit historique.
Établissant les généalogies des poilus morts pour la France, nous avons retrouvé des parentèles qui nous ont permis de comprendre ou d'éclairer des souffrances oubliées de nos propres familles. Il nous fallait rassembler cette matière au-delà des articles publiés dans la revue *D'onte ses* du Cghml entre 2014 et 2019, dans une synthèse qui en présente la richesse et la force.
Avec la complicité de l'historien Philippe Grandcoing, nous avons tenté d'aider à insérer les souffrances individuelles des Limousins dans le contexte du drame qui était celui de la France. Le journaliste, attaché à la vie des gens, et l'historien ont construit un récit historique des Limousins pendant la guerre. À l'instar de François Furet, historien journaliste, nous avions *la nécessité d'interpréter les événements historiques dans la sphère des réalités politiques, là où la volonté et l'imagination des hommes s'empêtrent dans le filet des contraintes journalières*[2].

Ces *Mémoires de guerre des Limousins*, sont le fruit d'une volonté, celle d'inscrire dans l'histoire des hommes, les parcours des fils et filles du Limousin. L'ouvrage a reçu le soutien de la Mission nationale du Centenaire.

1 Économiste journaliste, assassiné à Paris le 7 janvier 2015.
2 Mona Ozouf, « Préface » à François Furet, *Un itinéraire intellectuel : l'historien journaliste de France observateur au Nouvel Observateur,* édition établie par Mona Ozouf, Calmann-Lévy, 1999.

Quand l'histoire individuelle rencontre l'histoire collective

Philippe Grandcoing

Est-il encore possible d'écrire sur 14-18 ? En cette fin du cycle de commémorations du centenaire de la Grande Guerre la question peut légitimement se poser au regard de l'immensité de la production éditoriale traitant du sujet. À l'heure où Histoire et Mémoire tendent parfois à se confondre ou, pis encore, à s'affronter, il peut paraître vain de vouloir apporter une pierre supplémentaire à l'édifice de la connaissance de ce conflit qui vit l'Europe – et le reste du monde dans une moindre mesure – basculer dans la modernité tragique du XXe siècle.
Pourtant, écrire sur la Première Guerre mondiale c'est répondre à une demande sociale. L'événement suscite de plus en plus d'interrogations et de curiosités au fur et à mesure qu'il s'éloigne de nous, au point d'en devenir désincarné. La mort du dernier poilu en 2008 a fait prendre conscience que le temps des témoins était irrémédiablement clos et qu'il fallait désormais ne compter que sur les documents laissés par ceux qui avaient vécu la guerre dans leur chair et leur esprit. L'entrée dans un nouveau siècle et, dix ans plus tôt, la fin de l'URSS elle-même enfantée par le premier conflit mondial avaient déjà questionné sur les traces laissées par la guerre dans les corps, les mémoires familiales, les inconscients collectifs et les paysages. L'heure était à l'analyse de l'événement fondateur d'un « court » XXe siècle, s'étendant de 1914 à 1989. Le mémorial de Péronne et de nombreux travaux d'historiens sont nés de ces interrogations fécondes. Ils ont fait surgir une histoire de la souffrance, du deuil, de la violence, de la sexualité, une histoire d'hommes et de femmes, redonnant chair à un conflit qui était en train d'être lentement et sûrement occulté par la mémoire hypertrophiée de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont redonné leur place aux troupes coloniales, aux enfants, aux prisonniers de guerre, aux fusillés pour l'exemple, aux réfugiés, aux mutins, aux gueules cassées et aux animaux, à tous ceux qui n'avaient pas trouvé leur place dans la mémoire combattante cristallisée autours des dizaines de milliers de monuments aux morts.

En 2014, le succès de la Grande Collecte a montré que non seulement les Français s'intéressaient à la Grande Guerre mais également qu'ils étaient prêts à confier aux services des archives des millions de documents relevant de la sphère de l'intime - photographies, correspondances, souvenirs - afin qu'ils soient numérisés et conservés. L'opération a aussi permis de prendre conscience, s'il en était encore besoin, que la guerre avait conduit au front des millions d'hommes alphabétisés à un moment où la photographie se démocratisait et que l'industrialisation permettait la fabrication en grande série d'objets évoquant la guerre, sans compter tout l'artisanat des tranchées. Ces vestiges matériels du conflit restent omniprésents un siècle plus tard. Il suffit pour s'en convaincre d'arpenter brocantes ou vide-greniers. Leur banalité rappelle que la guerre fut une expérience collective majeure et presque universelle puisque les huit millions de combattants métropolitains représentent les trois quarts de la population masculine française âgée de 20 à 55 ans.

Face à de tels chiffres l'historien peut être pris de vertige. Comment rendre compte, dans l'infinie variété des expériences individuelles, de ce que fut la Grande Guerre sans trahir l'exigence de la méthode historique et sans perdre le sens global de l'événement ? C'est le

défi qu'a souhaité relever le Cghml en publiant *Mémoires de guerre des Limousins*. Pour ce faire, l'ouvrage combine les deux approches théorisées de façon imagée par Emmanuel Le Roy Ladurie, celle du « parachutiste » et celle du « chasseur de truffes ». Des articles prennent de la hauteur, pour filer la métaphore, et exposent le contexte général de la guerre ou traitent d'un thème particulier dans sa globalité. D'autres parlent d'expériences singulières, individuelles ou collectives, au plus près du terrain. C'est là que l'on trouve des « pépites », des documents rares, des témoignages exceptionnels, qui donnent à l'Histoire toute sa dimension de reconstitution d'expériences sensibles. Bien évidemment, « pépites » et « truffes » ne rendent pas compte de l'intégralité du terrain d'où elles ont été extraites et le risque est de biaiser le regard porté sur le passé en n'en retenant que quelques aspects singuliers. *Mémoires de guerre des Limousins* a cherché à éviter cet écueil par la recontextualisation des destins et des événements évoqués. D'où le choix d'une organisation thématique permettant de confronter non pas la « grande » et la « petite » histoire, mais l'histoire individuelle et l'histoire collective. Les enchâssements ainsi opérés doivent permettre au lecteur de saisir toute la complexité et la diversité de l'expérience de guerre vécue par les populations limousines, depuis la déclaration de guerre d'août 1914 jusqu'au retour des hommes durant l'année 1919.

C'est pour cela que le pluriel prend tout son sens pour le titre. L'ambition de l'ouvrage est en effet de montrer que, au-delà de la guerre des tranchées – qui fut effectivement une réalité pour la majorité des poilus – 14-18 ne saurait se résumer à cela. D'où l'importance de la présence dans le livre de récits de vie, de témoignages, évoquant d'autres fronts (l'Italie, les Balkans, les Dardanelles), d'autres armes (l'aviation, la marine), émanant aussi bien d'officiers que de soldats, de civils que de militaires. D'où, aussi, l'intérêt de montrer que la guerre fut un moment de formidable brassage de populations, d'ouvertures vers d'autres horizons géographiques et culturels. C'est également en ce sens que le conflit fut mondial. Il fit surgir dans le quotidien des Limousins des contrées dont il n'avait pas ou peu conscience. Le poilu cantonné à Salonique, le Limougeaud qui voit passer en gare les troupes hindoues du roi Georges V, le marin naviguant en Méditerranée, l'infirmière de Brive soignant des tirailleurs sénégalais, l'habitant de La Courtine côtoyant des internés austro-hongrois ou des soldats russes, ont eu, chacun à leur manière, cette expérience de la mondialisation générée par la guerre. Bien évidemment, il ne saurait être question de prétendre à l'exhaustivité. Une vie et des dizaines de volumes n'y suffiraient pas. Mais si le lecteur, une fois l'ouvrage refermé, a découvert que 14-18 ne pouvait se résumer ni aux ouvrages généraux traitant du sujet ni aux souvenirs transmis dans le cadre familial, alors le pari du Cghml aura été gagné.

Tous ces récits de vie, tous ces moments banals ou extraordinaires posent aussi une ultime question : et après ? En filigrane, *Mémoires de guerre des Limousins* interroge l'entre-deux-guerres. La région, l'une des plus touchées par le conflit au regard de la proportion population/nombre de morts, a été profondément bouleversée par la guerre et ses suites. Les monuments aux morts rappellent l'importance de la saignée démographique qui accélère la dépopulation de certaines zones. Et il est difficile d'imaginer que ceux qui sont revenus ont repris leur vie comme avant. La montée du pacifisme, l'ancrage à gauche d'une grande partie des campagnes, mais aussi la multiplication des signes de modernité au cœur de la ruralité sont autant d'indices de changements collectifs. Il reste à les étudier au sein des familles et dans les trajectoires des individus.

*
* *

Première partie
Vivre et mourir au front



Pièce d'artillerie allemande à l'origine du déluge de feu qui submergea les régiments limousins à leur arrivée aux frontières : elle porte gravée sur le canon « Furchtlos und trew » (intrépide et fidèle), la devise des armées du Württemberg. Elle est actuellement exposée derrière la mairie de Guéret (23). Photo JJM

1914 : Le grand massacre des régiments limousins

Philippe Grandcoing

Une armée de conscription enracinée dans ses terroirs

La plupart des hommes qui partirent à l'été 1914 étaient soit des réservistes, soit des appelés effectuant trois ans de service militaire. En effet, suite à la défaite de 1870, la République avait voulu relever un double défi : d'une part, forger un outil militaire capable, le jour venu, de battre l'Allemagne et, d'autre part, de rapprocher l'armée de la Nation.

Le service militaire universel apparut alors comme la réponse la plus appropriée, même si, initialement, l'opinion publique y était hostile. La réforme militaire de 1872 instaura un système de tirage au sort et permit, par un ensemble de dispositifs, aux enfants de la bourgeoisie de ne pas faire leur service ou d'en diminuer la durée. La loi de juillet 1889 fut un premier pas vers le service militaire obligatoire. Elle supprima nombre d'exemptions tout en maintenant le système du tirage au sort. Les *bons numéros* devaient six mois de service, les autres trois ans. Une fois le service achevé, les conscrits étaient versés dans la réserve d'active pour une durée de sept ans, puis dans la territoriale pour quinze ans. Suite à l'affaire Dreyfus, la gauche souhaita républicaniser l'armée. Par la loi du 21 mars 1905, le service militaire devint vraiment universel, avec la suppression du tirage au sort et l'uniformisation de la durée du service à deux ans. Mais, du fait du déclin démographique de la France, cette durée fut prolongée en 1913 d'un an, non sans débats politiques et tensions dans les casernes. La durée de service dans la réserve d'active fut alors portée à onze ans et à quatorze dans la territoriale. Au total, un jeune homme reconnu *bon pour le service* par le conseil de révision (en moyenne entre deux tiers et trois quarts d'une classe d'âge) était susceptible de se retrouver sous les drapeaux jusqu'à l'âge de quarante-huit ans[1].

La réforme de 1889 avait aussi organisé le recrutement des régiments sur une base régionale. En effet, la rapidité avec laquelle l'armée pouvait mobiliser ses réservistes devait être une des clefs de la victoire future. Il fallait donc que les hommes puissent rapidement gagner la caserne le jour de la mobilisation générale. L'enracinement géographique des régiments facilitait également l'organisation des périodes d'exercice pour les réservistes et permettait de tisser des liens étroits entre une ville et « *son* » régiment. Le vaste mouvement de construction de casernes dans le dernier tiers du XIXe siècle témoigne des liens nouveaux qui se nouent entre l'armée et la population. Désormais, même s'ils sont privés du droit de vote, les militaires sont insérés dans le tissu social urbain. Les mess, les cercles militaires, les guérites peintes en tricolore mais aussi les fanfares militaires et les uniformes voyants rappellent au quotidien cette forte présence militaire[2]. La dimension régionale de la nouvelle organisation militaire permet aussi de donner plus de cohésion aux régiments et de faciliter le recrutement d'officiers de réserve. Il y a là une véritable entreprise d'acclimatation de la société civile à l'armée, qui doit permettre, entre autres, de faire accepter à la population le service militaire. Celui-ci ne doit donc plus être synonyme de déracinement.

Il ne faut toutefois pas parler de recrutement exclusivement local. Les études réalisées pour le Midi languedocien montrent que les conscrits sont incorporés dans tous les régiments stationnant dans la XVIe région militaire de Montpellier et non pas seulement dans celui se

1 Jean-Charles Jauffret, « L'épée », in *Histoire militaire de la France*, t. 3, De 1870 à 1940, PUF, 1992, p. 3-28.
2 Voir sur ces points Raoul Girardet, *La Société militaire en France de 1815 à nos jours*, Perrin, 1998.



Concours de gymnastique du 12e corps d'Armée de la ville de Brive en 1897. La troupe est omniprésente au sein de la population. Exposition : *Été 14, les derniers jours de l'ancien monde.* Bnf, site François-Mitterrand, Paris. Photo JJM

situant au plus près de leur domicile. Et, plus une arme demande des compétences techniques et des aptitudes physiques particulières, plus sa zone de recrutement est étendue[3]. Aussi, le service militaire est-il tout de même synonyme d'une rupture géographique, en particulier pour les ruraux. Dans la plupart des cas, les jeunes paysans partent pour de longs mois dans une localité qu'ils ne connaissent guère, voire qui leur est totalement inconnue. C'est l'occasion pour eux de découvrir un autre monde, celui de l'armée et de la ville. Ils s'y frottent à d'autres modes de pensée, à d'autres gestes et savoirs techniques, à d'autres habitudes alimentaires, même si la caserne n'est guère le lieu d'un brassage géographique à l'échelle de tout le pays[4]. Aussi, l'historien Eugen Weber voit-il dans la caserne l'une des trois principales causes – avec l'école et le chemin de fer – de la *fin des terroirs*[5].

L'armée des Limousins

Le Limousin dépend quant à lui de la XIIe région militaire (Haute-Vienne, Creuse, Corrèze, Charente et Dordogne), où stationne le 12e corps d'armée – environ 45 000 hommes – dont

3 Jules Maurin, *Armée, guerre, société : soldats languedociens (1889-1919)*, Publications de la Sorbonne, 1982.
4 Odile Roynette, *Bon pour le service. L'expérience de la caserne à la fin du XIXe siècle en France*, Belin, 2000.
5 Eugen Weber, *La Fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Fayard, 1983.



Les artilleurs manœuvrent avec difficultés chevaux inadaptés à la charge, soldats sans expérience. Collection JJM

le quartier général est installé à Limoges. Il est composé de deux divisions d'infanterie, d'une brigade de cavalerie, d'une brigade d'artillerie (encasernée à Angoulême) et d'un escadron du train des équipages. La Haute-Vienne abrite une grande partie des régiments limousins : le 63e RI à Limoges et Saint-Yrieix, le 78e RI à Limoges (et Guéret), le 138e RI à Bellac et Magnac-Laval, le 20e Dragons, le 21e Chasseurs à cheval et le 12e escadron du train à Limoges pour l'armée d'active. S'y ajoutent une brigade d'infanterie de réserve composée du 263e RI (Limoges), du 278e et du 338e RI (Magnac-Laval) ainsi que deux régiments d'infanterie territoriale, le 89e dont le centre de mobilisation est à Limoges et le 90e basé à Magnac-Laval. La Corrèze abrite quant à elle le 100e RI à Tulle et le 126e RI à Brive. L'immense majorité des conscrits limousins reste donc dans la région, mais une fraction du contingent est encasernée à Angoulême, Périgueux ou Bergerac.

Le dispositif a été prioritairement organisé en fonction des lignes de chemin de fer, d'où l'importance du nœud ferroviaire de Limoges. Mais il a aussi été tenu compte de l'intérêt économique que représente la présence de l'armée pour une localité. C'est ainsi que Magnac-Laval s'est vu doté d'une importante caserne, grâce, entre autres, à la générosité et à l'activisme politique du comte de Couronnel, propriétaire du château de la Ménagerie. Construite sur un terrain donné par l'héritier des Montmorency-Laval, elle induisait de relier par le rail Magnac-Laval à Limoges. En 1908 c'est chose faite, grâce à l'achèvement du barreau Le Dorat-Magnac-Laval.

Évoquant le rôle de son père dans cette entreprise, Marguerite de Couronnel écrit ainsi : *par ce fait, l'idée de la Patrie se montra plus vivante aux populations […]. Le bourg devint bientôt une petite ville et connut la prospérité*[6].

Région majoritairement rurale, le Limousin envoie prioritairement ses conscrits vers l'infanterie, là où les critères physiques et intellectuels sont les moins sélectifs. Aussi l'expérience de la caserne, mais aussi des premiers mois de la guerre fut-elle majoritairement celle des gros bataillons de fantassins chargeant baïonnette au canon ou se déployant en tirailleurs. Les armes « *savantes* », artillerie et génie, recrutent plutôt parmi les jeunes urbains nantis d'un bagage scolaire plus important ou d'une pratique professionnelle plus technique. Mais l'omniprésence des chevaux, dans l'artillerie, la cavalerie et le train des équipages, fait que les ruraux sont également recherchés dans toutes les armes.

6 Marguerite de Couronnel, *Notes intimes d'un gentilhomme recueillies par sa fille*, 1909, p. 247. Sur le comte de Couronnel, voir Philippe Grandcoing, *Les demeures de la distinction,* Pulim, 1999, p. 155-158.

La plupart de ces hommes, tous nés après 1870, sont passés par le moule de l'école obligatoire instaurée par les lois Ferry. Comme l'enseignement privé catholique pour les garçons est très peu présent dans la région, ils ont été dans leur immense majorité formés par les hussards noirs de la République. Sur les bancs de la communale, ils ont appris à compter, à lire et à écrire. Ils connaissent l'histoire et la géographie du pays, grâce notamment au livre de lecture *Le Tour de France par deux enfants*. Ils ont reçu des cours de morale et d'éducation civique. Ils ont aussi appris à aimer la France par l'attachement à la petite patrie, leur terroir familier, celui de leurs ancêtres et de leur vie quotidienne[7]. Disposent-ils pour autant tous d'un même bagage culturel et intellectuel ? Sans doute que non, mais l'école républicaine a contribué à forger un sentiment d'appartenance commun à une patrie. Ils sont aussi pour la plupart capables d'entretenir une correspondance régulière, voire de tenir un journal.
Les carnets d'Honoré-Jean Champcommunal, fils de paysan de Saint-Sylvestre parti à la guerre nanti de son seul certificat d'études, sont à ce titre un extraordinaire témoignage de ce que l'école de la Troisième République était en capacité d'apprendre aux enfants[8].

Les déconvenues de l'entrée en guerre

L'ordre de mobilisation générale fut affiché le 1er août 1914 dans toutes les communes, au son du tocsin. Bien plus que la déclaration de guerre, il marqua l'entrée dans le conflit. Pour des dizaines de milliers de Limousins, il signifiait l'obligation de se rendre dans le centre de mobilisation dont ils dépendaient. Versés dans les dépôts des régiments, ils furent équipés et amalgamés aux soldats effectuant leur service. Puis les régiments embarquèrent dans les gares en direction de la frontière du nord-est.

L'état-major avait en effet tiré les leçons de la défaite de 1870. Il avait compris que dans la guerre moderne la victoire dépendait de la capacité à faire rapidement converger de grandes masses d'hommes vers le lieu de la bataille décisive. Pour ce faire, il fallait utiliser au mieux les capacités qu'offrait le chemin de fer. Les plans de mobilisation reposaient donc sur une organisation minutieuse, qu'il fallait respecter scrupuleusement, si bien qu'on a pu parler de « *guerre des horaires de chemin de fer* » à propos des premiers événements d'août 1914. En quelques jours, 7 000 trains transportent vers les frontières du nord-est des centaines de milliers d'hommes[9]. Mais, si les généraux avaient intégré à leur stratégie la modernité ferroviaire, en revanche, ils n'avaient pas tenu compte de la nouvelle capacité destructrice des armes à feu à longue portée et à cadence de tir rapide, ou du moins l'avaient-ils largement sous-estimée. En effet, depuis les années 1890 et l'alliance avec la Russie, la stratégie de l'armée française reposait sur l'offensive. Dominés par l'héritage de la pensée napoléonienne, convaincus que l'élan et la bravoure caractérisaient la mentalité française, persuadés que face au feu, seul le mouvement en avant combat l'effet délétère de la peur, les stratèges ont théorisé le dogme de l'offensive à outrance. L'infanterie, formée en gros bataillons, devra marcher sur l'ennemi et enfoncer ses positions. D'où des choix d'équipements qui se révéleront plus ou moins adaptés à la guerre moderne : artillerie mobile à grande vitesse de tir (le canon de 75), long fusil équipé d'une baïonnette (le Lebel), pantalon rouge symbole de cet esprit offensif. En revanche, les armes propres à une guerre défensive ou de position (artillerie lourde, mitrailleuses) avaient été négligées.
Le plan de l'état-major, dit plan XVII, reposait sur ce dogme de l'offensive à outrance. Il prévoyait de pénétrer en Lorraine et de culbuter les armées allemandes. Mais la réalité des combats sur le terrain rendit très vite caduc ce plan initial. Outre l'échec de l'offensive en Lorraine, où les régiments français se heurtèrent au déluge de feu des défenses allemandes,

7 Jean-François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Aubier, 1996.
8 Honoré-Jean Champcommunal, *Carnets de campagne,* Culture & Patrimoine en Limousin, 2014.
9 John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Perrin, 2003, p. 24.



Les états de service du 126e RI de Brive au cours des années de guerre.

la violation de la neutralité belge par l'Allemagne obligea Joffre à réorienter une partie de son dispositif vers le nord.

Dès le 3 août, les premiers régiments limousins partirent vers les frontières. Le 5 ce fut au tour du 63e RI. Son départ donna lieu à une grande cérémonie patriotique à Limoges : défilé dans les rues de la ville, prise d'arme au Champ de Juillet, allocution du lieutenant-colonel Paulmier suivie d'une vibrante Marseillaise, le tout au milieu d'une population enthousiaste, qui acclamait la troupe et criait *à Berlin*. Du 5 au 13 août, le XIIe corps se concentra dans le secteur de l'Argonne, sous les ordres du général de Langle de Cary, commandant la IVe armée. Une partie des régiments limousins connurent leur baptême du feu les 21 et 22 août en se

portant au-devant des Allemands dans les Ardennes belges. Les pertes furent particulièrement lourdes. On est loin de la guerre rêvée par les états-majors. Les hommes sont décimés par les tirs de l'artillerie et des mitrailleuses avant même d'approcher l'ennemi. Dans ces conditions, les charges à la baïonnette sont meurtrières et vaines. Et pas seulement pour les régiments limousins. Le 22 août est resté dans l'Histoire comme le jour le plus sanglant de tout le conflit pour l'armée française avec 27 000 morts.

Le 23, ordre fut donné de faire retraite sur la Meuse et de tenir la rive droite de la rivière. Mais très vite, face au risque d'encerclement, du fait de l'effondrement de l'aile gauche du dispositif français, il fallut envisager un repli général sur l'Aisne. Le XIIe corps reçut pour mission de ralentir l'avance adverse de façon à couvrir la retraite générale. Le 28 août, le 63e RI subit d'effroyables pertes : 724 hommes et 9 officiers furent mis hors de combats en moins de trois heures. Un rescapé des combats, écrira dans son journal : *nous grimpons sur la lisière d'une forêt à 400 mètres environ, mais sans voir nos ennemis qui pendant ce temps nous arrosent de balles. Notre artillerie bat le bois, mais sans obtenir de résultats décisifs. Notre commandant est tué au moment où il ordonne la charge à la baïonnette. Bientôt nous nous retrouvons presque seuls sur le plateau battu par les obus, les balles et les mitrailleuses. Il nous faut retourner en arrière en marchant à quatre pattes et en nous protégeant le plus possible des obus qui nous poursuivent à mesure que nous nous retirons. Puis nous arrivons sur la route où nous aidons à transporter un grand nombre de blessés qui se traînent un peu partout. […] Nous étions 33 dans tout le régiment, dont un sous-lieutenant de réserve. Là [à Warniforêt] nous passons le reste de la soirée, puis nous nous dirigeons sur Stonne très lentement à cause de la fatigue et de l'épuisement* [10].

Au total, le XIIe corps, durant les deux semaines de retraite, aura perdu officiellement 4 642 hommes et 125 officiers, soit plus de 12% de ses effectifs[11]. Les régiments de réservistes, qui sont désormais opérationnels, sont également particulièrement touchés. Ce même 28 août, plus à l'ouest, les 263e, 278e et 338e RI défendent les passages de la Somme dans le secteur de Péronne. Près de 2 500 hommes sont tués, blessés, ou faits prisonniers. Parmi les morts on compte Charles Guingouin, père de Georges. Dans certaines compagnies, les pertes représentent plus de 50% des effectifs.

De la Marne à la mer

Début septembre, une partie des régiments limousins participa à la bataille de la Marne. Utilisant au maximum l'avantage que lui donnait le réseau de chemin de fer français convergeant vers Paris, Joffre fut capable de reconstituer une masse de manœuvre permettant de faire barrage aux Allemands. Le XIIe corps fut jeté dans la bataille, le but étant d'attaquer de flanc l'armée allemande qui avait obliqué sa marche vers le sud afin d'encercler les troupes combattant en Lorraine.

Du 6 au 10 septembre, en particulier dans le secteur de Sompuis, les combattants limousins affrontèrent de nouveau l'ennemi. Le journal de marche du 100e RI de Tulle donne une idée de l'apprêté des combats. Chargé de couvrir le flanc du corps d'armée qui attaquait les Allemands, le régiment dut durant toute la journée tenir ses positions sous un déluge d'artillerie. *Le bilan des pertes indique le degré de ténacité du régiment*, est-il mentionné dans le journal de marche. Un officier et 40 soldats sont tués, 6 officiers, dont le colonel, et 303 soldats sont blessés. Mais pour la première fois, la victoire était au bout des fusils et, le 11, le régiment reprenait l'offensive *à la poursuite de l'ennemi qui, démoralisé, a battu en retraite* [12]. La cavalerie put alors, enfin, être utilisée. Le 20e Dragons et le 21e Chasseurs se

10 Cité par Guy Marchadier, in *Des Armes et des Larmes. Mémoire creusoise de la Grande Guerre*, Alan Sutton, 2003, p. 46-47.

11 Jules Tintou, *Les Limousins à la Grande Guerre*, Lemouzi, 1986, p. 31.

12 Citations et informations tirées du journal de marche du 100e RI, disponible sur le site <www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>

lancèrent à la poursuite de l'adversaire. Mais les Allemands couvrirent avec efficacité leur recul. Si quelques prisonniers furent capturés, en revanche, à aucun moment la cavalerie ne fut en mesure de perturber le mouvement de l'adversaire et ses pertes furent relativement importantes.

La victoire de la Marne ne régla donc rien, faute de capacité à exploiter le succès initial. Les troupes françaises et anglaises, épuisées par un mois de combats, furent incapables d'engager énergiquement la poursuite de l'armée allemande. La retraite des troupes de Guillaume II se déroula donc en bon ordre jusqu'à une ligne de retranchements sur l'Aisne. Mais Joffre entendait bien reprendre l'offensive. Son idée était simple : tenter de déborder l'adversaire sur sa droite en utilisant au maximum le potentiel ferroviaire pour transférer ses troupes vers la Picardie et le Nord, dans le seul secteur où le front n'était pas encore stabilisé. Mais l'état-major allemand avait eu la même idée. S'en suivit, durant un mois, une série de batailles confuses, où aucun des deux belligérants ne prit l'avantage sur l'autre. À partir de la mi-octobre, les combats se concentrèrent dans les Flandres. À la fin de l'année, le front se stabilisa sur plus de 600 kilomètres entre la mer du Nord et la frontière suisse.

L'expérience sanglante de la guerre moderne

Ces cinq premiers mois de guerre auront coûté plus de 300 000 vies à la France. Les régiments limousins participèrent, on l'a vu, à de nombreux combats. Ils s'initièrent aussi à la guerre des tranchées. Le récit des combats menés le 26 septembre par le 63e RI dans le secteur de Reims en est un bon témoignage. La veille au soir, le régiment a creusé de sommaires retranchements le long de la route de Cambrai à Reims. *Tout à coup, vers 4 heures, au point du jour, un hurrah formidable retentit et les sections de la 5e et de la 6e qui sont en avant occupées à achever leurs tranchées, voient à moins de 100 mètres d'elles une ligne d'infanterie allemande qui charge à la baïonnette. Un brouillard épais a permis à l'ennemi de s'approcher sans être vu. Les sections de 1re ligne ouvrent le feu, mais les hommes ont à peine le temps de tirer 5 ou 6 cartouches ; les Allemands sont sur eux. Débordés par les deux régiments qui les chargent (3e et 4e Rgts de la garde impériale prussienne) les 5e et 6e sont rejetées, pêle-mêle avec l'ennemi, sur la 8e Cie placée en 2e ligne à la voie ferrée avec le chef de bataillon, la section de mitrailleuses et une section de la 5e Cie. Cette 2e ligne peut à peine tirer, dans la crainte de massacrer les Français qui se défendent à la baïonnette contre l'ennemi. Celui-ci peut ainsi gagner la voie ferrée et se jeter contre le remblai haut de 4 ou 5 mètres. Il reste là, immobilisé par notre 2e ligne pendant 10 minutes environ […]. Mais la supériorité numérique de l'ennemi est trop considérable ; avant que le renfort puisse arriver, la ligne allemande qui déborde de beaucoup notre gauche franchit la voie ferrée dans l'intervalle qui sépare les 2e et 3e bataillons et prend à revers la 3e Cie. Celle-ci bat en retraite jusqu'au canal, poursuivie par le feu de l'artillerie et de l'infanterie ennemie*. L'intervention de l'artillerie française permit de rétablir la situation. À 8 heures du matin, l'attaque allemande fut enfin stoppée. En quatre heures de combats, le régiment avait perdu 11 officiers (dont un commandant, deux capitaines et deux sous-lieutenants tués) et 559 hommes[13].

D'autres régiments limousins furent engagés dans le même secteur où la 3e armée lança une grande offensive à partir du 24 septembre. Le 78e RI comptait alors 44 officiers et 2 826 hommes de troupe. Une partie des pertes du mois d'août avait été comblée par l'adjonction de réservistes, mais il manquait environ 500 hommes et 12 officiers. Le premier jour de l'offensive il en perdit 26, autant le lendemain, 120 le 26, etc. Le 1er octobre, lorsqu'il fut relevé, il comptait 45 officiers et 2 581 soldats. La veille il avait participé avec le 138e RI à une attaque contre les positions allemandes. À 8 heures les troupes s'élancent. Mais, comme

13 Citation et informations tirées du journal de marche du 63e RI, disponible sur le site <www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>. Les pertes comprennent les morts, les blessés et les prisonniers.

le fait remarquer le journal de marche du 78e RI, *la configuration du terrain qui ne correspond plus aux indications de la carte rend impossible l'interprétation des renseignements donnés à l'artillerie*. Ne pouvant faire taire par un feu de contre-batterie l'artillerie allemande, le général ordonna à midi de cesser l'offensive et de fortifier les positions prises. Pour ce faire on envoya quérir du fil de fer barbelé à Reims. À la nuit tombée, une section fut détachée pour enterrer les corps qui jonchent le sol. Mais la mission est dangereuse du fait du clair de lune. Un tiers des 300 cadavres allemands n'auront pas de sépulture cette nuit-là.

À la lecture de ces différents faits d'armes, on comprend pourquoi autant d'hommes sont morts dans les premières semaines de la guerre. La plupart des monuments aux morts enregistrent aussi cette extraordinaire mortalité des premières semaines de la guerre, accentuée par la désorganisation des services de santé, incapables de faire face à l'afflux des blessés. Nombreux sont ceux qui décèdent dans les jours qui suivent, faute de soins. Ainsi à Meymac on compte 8 morts pour le mois d'août et 26 en septembre, soit à peu près autant que durant toute l'année 1916, qui fut pourtant celle de la bataille de Verdun. Ces deux seuls mois totalisent à eux seuls près de 20% des pertes meymacoises durant la Première Guerre mondiale[14]. Ce seul chiffre en dit long sur le choc, tant pour les soldats que pour les civils, que constitua le brutal surgissement de la guerre moderne dans le quotidien des Limousins d'alors.
La surprise est en effet double. Elle tient tout d'abord au fait que l'éventualité d'une guerre paraissait peu probable en 1914. Depuis près d'un demi-siècle, l'Europe vivait en paix, à l'exception de ses marges balkaniques. La crise diplomatique consécutive à l'attentat de Sarajevo ne paraissait pas plus grave que celles qui avaient vu s'opposer France et Allemagne en 1905 et 1911 à propos du Maroc. Or, à chaque fois, une solution diplomatique avait été trouvée. Surtout, la guerre imaginée par les contemporains n'avait rien à voir avec celle qui se déroula sous leurs yeux à l'été 1914. Véhiculée par l'imagerie d'Épinal, par la peinture, par la littérature, la chanson, la représentation mentale de la guerre mettait l'accent sur le combat à l'arme blanche, sur les actes héroïques individuels, sur la bravoure et le courage. On mourrait certes, mais en succombant sous le nombre, comme à Bazeilles ou dans le cimetière de Saint-Privat, ou en chargeant héroïquement comme à Frœschwiller ou Reichshoffen. Or les soldats (tout comme leurs chefs) sont confrontés au tir à cadence rapide des fusils, des mitrailleuses et des canons, dont la portée est telle que, désormais, la mort est donnée par un ennemi invisible. Les combats à l'arme blanche sont rares et la plupart des hommes sont victimes d'un déluge de feu dont personne jusque-là n'avait imaginé les conséquences en termes humains. Or une division d'infanterie disposait alors d'une terrible puissance de feu. En une minute, elle pouvait tirer entre 100 et 200 000 cartouches et 1 000 obus[15]. Face à ce mur de feu combien nous semblent aujourd'hui dérisoires les charges à la baïonnette héritées du XVIIIe siècle. C'est pourtant ce qui se passa durant les premières semaines de la guerre, entraînant le massacre que l'on sait.

14 Chiffres donnés par Marcel Parinaud, *Les Poilus de Meymac. Chronique d'une commune pendant la Grande Guerre*, Éditions de l'Esperluette, 2011.
15 John Keegan, op. cit., p. 34.

*
* *

La contribution des étalons nationaux en Limousin à l'effort de guerre

Diane de Sainte Foy

À la veille du premier conflit mondial, le service des Haras nationaux (qui dépend du ministère de l'agriculture) est à son apogée. Après la défaite de 1870, l'administration en charge d'orienter et de stimuler la production de chevaux sur le territoire national, a été renforcée par la loi Bocher du 29 mai 1874 : des nouveaux dépôts sont construits, le nombre d'étalons est augmenté. La loi du 4 juillet 1900 conforte cette évolution en portant le nombre d'étalons nationaux de 3 000 à 3 450. *Dans l'ensemble des régions d'élevage,* note Samuel Gibiat[1], *l'espèce chevaline se partage entre plusieurs débouchés, jugés plus ou moins nobles et dignes d'encouragement : au premier rang d'entre eux vient le cheval d'arme destiné au service de la cavalerie, ensuite le cheval de luxe valorisé par les courses et la chasse, et enfin le cheval de travail*. Chaque année, le directeur du service des Haras nationaux rend compte à son ministre, de l'activité de son administration. En 1910, 3 438 étalons nationaux des 22 haras effectuent la monte dans les 750 stations réparties sur le territoire et saillissent 150 467 juments, soit plus de la moitié du nombre total de juments saillies en France (248 565). La lecture des rapports annuels[2] des directeurs du service des Haras entre 1910 et 1920 montre comment l'État a infléchi sa politique de production de chevaux à la veille et pendant le conflit. Sur un plan administratif, le service des Haras est organisé en six arrondissements. Pompadour et son réseau de stations de monte appartiennent au 5e arrondissement, avec Aurillac, Perpignan, Rodez et Ajaccio. Des statistiques, établies par département, soigneusement consignées dans les rapports nationaux, permettent de connaître précisément l'état de la reproduction équine dans les trois départements qui composent le Limousin et ainsi de dégager quelques tendances.

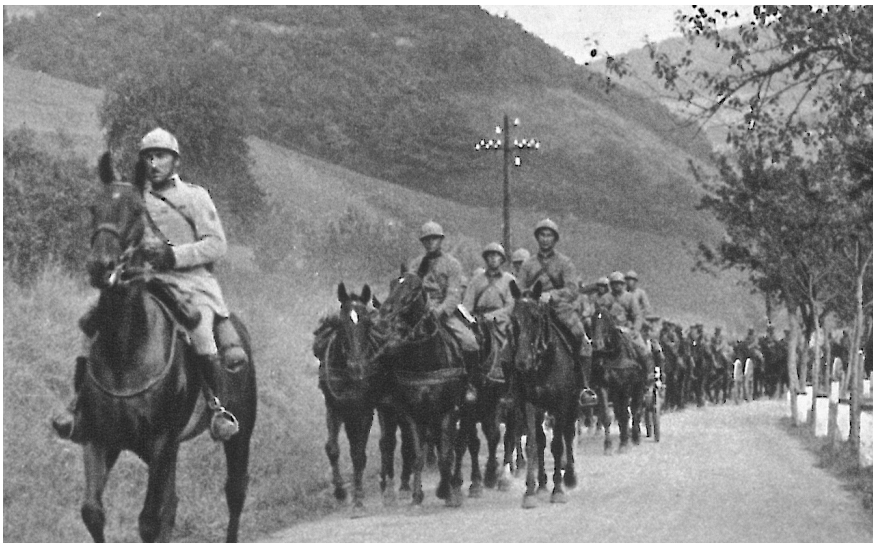
Une activité modeste d'élevage en 1910

En Limousin, comme le note Nicole de Blomac[3], les effets de la loi Bocher sont notables : *La jumenterie revit et compte 60 poulinières. Le nombre des étalons en service dans les 15 stations de la région passe vite de 42 en 1875 à 80 en 1890*. En 1910, le haras national de Pompadour compte 97 étalons dont 49 pur sang (10 anglais, 14 arabes, 25 anglo-arabes) et 48 demi-sang (25 dits du midi, 19 normands et vendéens, 4 qualifiés trotteurs) et Pompadour est le seul des 22 haras nationaux à entretenir un troupeau de juments de pur sang destinées à faire naître des poulains, dont certains produits abonderont les effectifs des étalons nationaux. En 1910, les 59 juments de la jumenterie de Pompadour, produisent 43 poulains et pouliches. Les étalons pur sang et demi sang du haras saillissent 3 005 juments de pur sang, de demi-sang et de trait, soit près de 30 juments par étalon ce qui est largement inférieur à la moyenne de chaque étalon national (44 juments). L'arrondissement auquel appartient Pompadour est d'ailleurs le plus petit contributeur

1 *Cheval Limousin, chevaux en Limousin, Grandeurs et servitudes du dépôt de remonte de Guéret, 1825-1927*, sous la direction de Bernadette Barrière et Nicole de Blomac, Pulim, 2006, p. 264.

2 Rapports de l'inspecteur général, directeur des Haras, à M. le Ministre de l'Agriculture sur la gestion de l'administration des Haras en 1909 (Eugène Hornez) ; de 1910 à 1919 (Félix de Pardieu). [Texte imprimé]. - Paris : Imprimerie nationale, [1910 à 1920].

3 Nicole de Blomac, *Le haras national de Pompadour,* les Éditions du Patrimoine, Centre des monuments nationaux, 2008, p. 24.

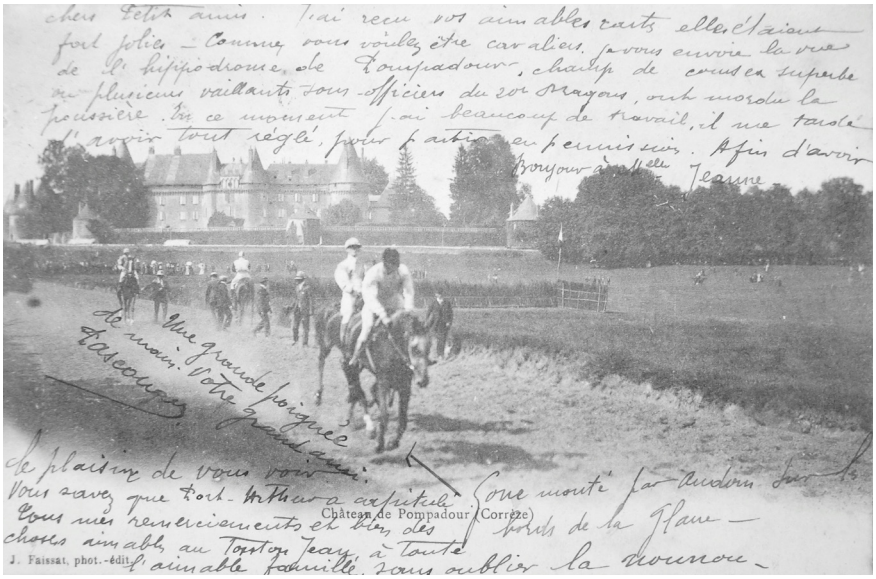


Une colonne de cavaliers se dirige en renfort vers le front. Carte postale coll. particulière.

à l'effort annuel de production nationale avec 9 802 saillies sur un total de 150 467. Au début de la saison de la reproduction, les étalons du haras sont répartis dans les stations de monte de chaque département : en Creuse, 48 étalons effectuent 1 598 saillies ; en Haute-Vienne, 25 étalons, 840 saillies et en Corrèze, 25 étalons, 620 saillies. D'autres dispositifs d'aide à la production de chevaux sont utilisés par l'administration des haras : l'autorisation et l'approbation d'étalons privés à effectuer la monte, l'attribution de primes pour les concours de reproducteurs, de dressage, de saut d'obstacles, de chevaux de selle, etc. En Limousin, tous les étalons nationaux sont des pur sang et des demi-sang et, à quelques rares exceptions près en Haute-Vienne, il n'y a aucun étalon privé autorisé ou approuvé à effectuer la monte. Les étalons de pur sang sont employés comme des étalons de croisement, à l'exception d'une petite partie d'entre eux réservés aux juments de leurs races. Chaque département a ses propres caractéristiques : la Creuse est le département où l'activité d'élevage est la plus importante des trois départements par le nombre de saillies effectuées par les étalons nationaux ; la Haute-Vienne se caractérise par une belle activité de ses étalons nationaux pur-sang ; la Corrèze apporte un tribut plus modeste à la reproduction nationale, les éleveurs corréziens privilégiant l'activité des étalons nationaux demi-sang.

La production de chevaux en Limousin augmente

Face au constat de crise effectué chez les éleveurs, le ministère de l'agriculture sous l'impulsion du Parlement, renforce en 1911 son dispositif d'aides pour encourager la production de chevaux de sang. Dès 1913, le directeur de l'administration des haras Félix de Pardieu, explique qu'il s'agit *de pouvoir organiser en France un marché de chevaux d'âge prêts à entrer en service et susceptibles par suite de former une réserve de choix en cas de mobilisation*. Sur le sol national, les mesures d'incitation sont efficaces (augmentation des primes aux éleveurs, relèvement des prix d'achat, organisation de nouveaux concours régionaux, etc.) puisqu'en 1913, le nombre de juments saillies est de 283 585 (soit 33 000 de plus qu'en 1910), ce qui permet au service des remontes des armées de doubler ses achats sur le territoire national, avec 34 642 chevaux achetés en 1913 contre 14 366 en 1912.
Dans les trois départements du Limousin pendant cette période, le nombre des étalons nationaux reste stable, entre 95 et 97, mais les encouragements proposés sont bien accueillis par les éleveurs. En Creuse, le nombre de saillies grimpe à 2 349 en 1914 contre 1 683 en 1911 ; en Haute-Vienne, il est de 1 025 contre 864 et en Corrèze, même si la progression



Le champ de courses de Pompadour sur lequel s'entraîne le 20e Dragons. Coll. particulière.

est plus faible, il est à 609 contre 567. Le nombre de chevaux achetés en Limousin par le service des remontes connaît une augmentation significative à partir de 1913 : 1 494 chevaux achetés contre une moyenne de 470 chevaux les années précédentes et un pic en 1915 avec 4 838 chevaux.

Samuel Gibiat[4] raconte comment à la veille de la guerre, la création en 1913 du *Limousin hippique* de Jules Tixier, organe de presse spécialisée des éleveurs de Haute-Vienne, Creuse et Corrèze, illustre *l'association étroite des éleveurs et de la remonte* ce dont témoigne *le contenu de ce périodique consacré à l'élevage, aux concours et aux ventes de chevaux.* Avec ses étalons de pur sang anglais, arabes et anglo-arabes, le Limousin fournit particulièrement des chevaux de remonte pour la cavalerie. Au plan national, le service des remontes militaires achète 34 642 chevaux en 1913, 40 958 en 1914 et 58 088 en 1915, soit une hausse de 40% en deux ans !

Pendant ces temps de préparation à la guerre, l'activité de la Jumenterie de Pompadour connaît une grande stabilité. Le troupeau est composé de 60 juments pur sang, dont les deux-tiers sont des anglo-arabes, aux côtés d'une douzaine de pur-sang arabes et de quelques unités de pur-sang anglais. La qualité de cet élevage permet chaque année à sept ou huit poulains (13 en 1911) de rejoindre l'important cheptel des étalons nationaux acquis en France, en Europe, voire même en Égypte.

Dans le même temps, le directeur du service des haras se sert de son rapport annuel pour demander l'amélioration de la situation de ses personnels. Ainsi en 1913, il rappelle que la situation des adjudants, brigadiers-chefs et brigadiers-gardes et grooms de la jumenterie est particulièrement précaire, car ils n'ont pas bénéficié de l'augmentation de leurs traitements comme les palefreniers et les sous-brigadiers des haras. En 1914, il note que *grâce à la bienveillance du Parlement, il a été possible d'améliorer enfin en 1913, la situation si précaire des grooms de la jumenterie* et il souligne un peu plus loin *qu'il reste encore au haras de Pompadour une catégorie de très modestes serviteurs qu'il serait injuste d'oublier, je veux parler des employés de la régie du Domaine : bouviers, charretiers, pâtres, etc. Vous avez bien voulu inscrire au budget de 1914 une demande spéciale de crédit pour leur venir en aide. J'espère que cette demande ne sera pas écartée.*

Cette prudence du directeur était de mise car, en 1914, le déclenchement du conflit

4 Ibid. p. 283.

bouleverse l'organisation si bien huilée de l'administration des haras. Les Haras nationaux de la zone occupée (Compiègne, Rosières-aux-Salines et Montier-en-Der) sont évacués, les effectifs des personnels et des étalons répartis jusqu'à Pau et Tarbes. En Limousin, comme ailleurs, les dispositifs d'aide à l'élevage sont suspendus et toutes les réunions de courses, concours, primes aux juments de pur-sang arabe et anglo-arabes sont supprimées tandis que les commissions de réquisition assument leur tâche au service de l'armée. Cependant, dès 1915 les encouragements à l'élevage sont partiellement rétablis afin de favoriser à nouveau la production des chevaux, ces compagnons d'armes des hommes pendant toute la durée du conflit.

*
* *

1914 : dans les campagnes, l'armée réquisitionne 760 000 chevaux !

Jean-Jacques Mauriat

Dès le 1er août 1914 chacun sait que la mobilisation s'accompagne de la réquisition des chevaux, ânes et mulets. L'affiche placardée dans le pays précise que *par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais nécessaires au complément de ces armées.*
Car en 1914, la France est à cheval. Le pays compte un peu plus de 3 200 000 équidés qui travaillent dans les campagnes, tirent les voitures, équipent les régiments. L'armée compte alors 89 régiments de cavalerie, 62 de régiments d'artillerie et quelque 800 régiments d'infanterie, il faut ajouter les escadrons du train des équipages et jusqu'à la jeune aviation qui mobilise aussi quelques équidés. Les chevaux assurent ainsi la monte des tous les officiers : cavalerie, artillerie et infanterie et tractent tous les chariots, charrettes, affûts de canon possibles.
Au total l'armée française compte 150 000 chevaux mais les besoins soudains nés de la déclaration de guerre, vont multiplier par trois les chevaux nécessaires.
Les *commissions de réquisition* savent par exemple qu'une batterie d'artilleries, nécessite 225 chevaux de trait. La traction animale est alors la première force de traction militaire
En 1914 l'armée française est pourvue significativement, de chevaux de race limousine[1], chevaux de monte des officiers, dont la réputation était ancienne car Napoléon lui-même montait une jument limousine *l'Embelle* entre 1806 et 1814. Ce qui a permis de dire qu'à l'instar du cheval barbe, *le cheval limousin meurt mais ne vieillit pas.*
Chevaux de selle et chevaux de trait sont mis à contribution. En temps de paix l'élevage de chevaux pour l'armée est une institution confiée aux services des haras nationaux installés pour le Limousin à Pompadour en Corrèze. Depuis la loi du 3 juillet 1877, les propriétaires d'équidés, chevaux, ânes et mulets, étaient « invités » à déclarer leurs animaux lesquels étaient alors « classés » et acceptés ou non par « une commission de classement ». Cela permettait aux armées d'identifier le cheptel sur lequel il était possible de compter en cas de conflit. Cette disposition était régit par une circulaire du Ministre de la guerre en date du 8 octobre 1894.

1 *L'Illustration,* journal universel, *Les races de chevaux en France,* Paris, 1846. Numérisé par Google.



La commission de recensement des chevaux rassemble les éleveurs, les autorités civiles et militaires. Ici à Villeneuve-le-Comte en région parisienne.

La remonte

En août 1914, le besoin en chevaux est donc considérable. Dès le 2 août, les maires accompagnés par les soldats, parcourent les campagnes et organisent les réquisitions. Sur le champ de foire de la commune ou du chef lieu de canton, les équidés sont rassemblés. Les étalons et les juments suitées sont laissés dans les fermes, mais tous les autres dès lors que leur santé semble correcte, sont achetés par l'armée au prix fixé par le ministère de la guerre. Les équidés sont ensuite triés et affectés à divers usages : la monte, la traction des pièces d'artillerie, la traction des voitures d'intendance. Certains seront affectés à la remonte des officiers, car les dépôts étaient insuffisamment pourvus.

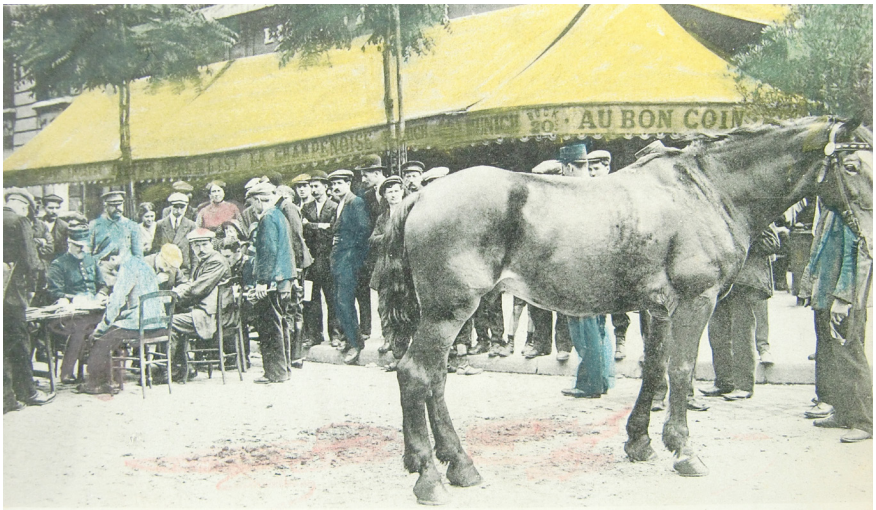
Les armées disposaient sur le territoire national d'une vingtaine de dépôts de remonte. En Limousin, le dépôt était installé à Guéret avec deux annexes à Saint-Junien et à Bellac. Le dépôt de Guéret comptait un maximum de 400 chevaux et ceux de Saint-Junien et Bellac un maximum de 200 têtes chacun. En fait le dépôt de Saint-Junien n'atteindra jamais son objectif. Disposant de places dans des casernements sous occupés, l'État major décide en août 1914, d'y rapatrier le 15e régiment d'artillerie en campagne, normalement stationné à Douai. Les 61e et 62e batteries du 15e RAC y prennent leurs quartiers à partir du 5 octobre 1914 à raison de 6 officiers, 452 hommes et 51 chevaux pour la 61e et de 3 officiers, 489 hommes et 34 chevaux pour la 62e.

Réquisition et affectation rapide

Dès leur acquisition, les chevaux achetés par l'armée, sont immédiatement affectés dans les casernes. Dans un courrier daté du 10 septembre 1914 et signé de Georges Fonsegrive[2] de Saint-Julien de Lampon en Dordogne, l'auteur y décrit la rapidité de la mise en place de la réquisition : *C'est le lendemain que doivent déjà se trouver à Bergerac, les chevaux et voitures réquisitionnés, que doivent aussi partir les hommes de plus de quarante ans chargés de conduire les chevaux. On y sera. Et la nuit se clôt sur la résolution des hommes, sur la tristesse des mères.*

Il faut bien comprendre que cette ponction sur le cheptel fut d'une grande violence pour le monde rural. Car dans un même temps, les campagnes ont vu partir les garçons et les

2 «La réquisition des chevaux en août 14», *Le Nouvel Observateur*, 30 novembre 2012.



La commission de l'armée pour la réquisition des chevaux à Paris : 1914. Coll. JJM

animaux de la ferme. Dans plusieurs villages les bovins eux-mêmes ont été réquisitionnés. Alors on a vu des paysans tenter de cacher leurs chevaux pour les soustraire à la réquisition. C'est le propos lancé par une paysanne à l'officier de la remonte qui illustre sur une carte postale d'époque, cette réalité bouleversée : *Gardez mon homme à la guerre tant que vous voudrez, mais laissez-moi au moins ma jument !* [3]

Dans son livre consacré à la *Grande Guerre des Français 1914-1918*[4], l'historien Jean-Baptiste Duroselle résume l'état d'esprit qui traverse les campagnes en ces journées de début août 1914 : *Qui va faire la moisson imminente ? Et comment, avec la réquisition de nombreux chevaux, pourra-t-on labourer en octobre, si toutefois, par impossible, la guerre n'est pas encore gagnée et terminée ?*.

Les rapports de réquisition donnent une idée de la façon dont les choses étaient organisées. Ainsi, à Ruffec en Charente, le rapport précise que le 6 août 1914 à 8 heures du matin *chevaux, juments, mules, mulets, et équidés classés* ont été présentés à la *commission de réquisition*. Trente-huit bêtes ont été examinées, vingt quatre ont été retenues et payées à leurs propriétaires. *Ils ont été emmenés le jour même, les uns affectés au 52e Régiment d'artillerie, à Angoulême, les autres au 12e Escadron du train des équipages, à Limoges.*

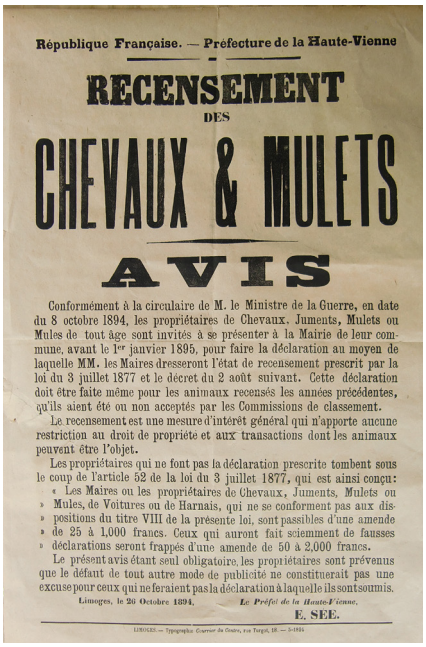
Dans le même temps l'armée a aussi procédé à la réquisition des produits agricoles nécessaires à l'alimentation et à l'entretien des chevaux : foin, fourrage sec, avoine, paille, mais aussi harnachement. Les campagnes limousines ont été très largement mises à contribution au cours de ces premières semaines de guerre.

Dans une lettre à sa femme institutrice, Albert Melun[5] de Montluçon, écrit : *Inutile de te dépeindre l'animation qui règne dans les rues de Montluçon. On ne voit que des soldats. Tous sont gais. On les croirait venus pour une période de 7 ou 9 jours. Les chevaux arrivent par bandes à la caserne. Ils sont aussitôt attelés et mis à la voiture pour être habitués à marcher à deux ou à quatre suivant le cas. Ce sont toutes de belles bêtes, toutes harnachées de neuf (...)* Les chiffres les plus couramment cités donnent une idée du tribut extrêmement lourd versé par le monde équin à la Première Guerre mondiale.

3 Revue historique des armées, *Le cheval et son image dans l'armée française durant la Première Guerre mondiale,* Damien Baldin, 2007.
4 *La Grande Guerre des Français 1914-1918*, Jean-Baptiste Duroselle, Perrin, 1994.
5 Cité dans l'article « La réquisition des chevaux en août 14 », *Le Nouvel Observateur* du 30 novembre 2012.

Dans le seul arrondissement de Boussac[6], en Creuse, en 1914, le cheptel équin compte 1 019 chevaux (entiers, hongres, juments, mules et mulets) dont 850 chevaux de moins de 5 ans. En 1920, le nombre de chevaux toutes catégories chez les propriétaires est de 994 têtes dont 197 de moins de 4 ans, et 797 au-delà, soit une perte de 653 unités pour les jeunes chevaux.

Dès août 1914, l'armée a réquisitionné 760 000 chevaux, ânes et mulets sur le territoire, dont environ 130 000 dans les départements algériens. Chaque année les *commissions de réquisition* ont assumé leur besogne, si bien que l'on estime que la France a engagé sur l'ensemble du conflit environ 1 million 800 000 chevaux. Sur ce total, dès 1914, les pertes[7] ont été de 23,2%, Compte tenu de la mortalité, des blessures, des maladies et des difficultés de poursuivre les saillies, le cheptel équin français qui était de 3 200 000 en 1914 n'était plus que de 732 000 en 1919 !



République Française. — Préfecture de la Haute-Vienne

RECENSEMENT
DES
CHEVAUX & MULETS

AVIS

Conformément à la circulaire de M. le Ministre de la Guerre, en date du 8 octobre 1894, les propriétaires de Chevaux, Juments, Mulets ou Mules de tout âge sont invités à se présenter à la Mairie de leur commune, avant le 1er janvier 1895, pour faire la déclaration au moyen de laquelle MM. les Maires dresseront l'état de recensement prescrit par la loi du 3 juillet 1877 et le décret du 2 août suivant. Cette déclaration doit être faite même pour les animaux recensés les années précédentes, qu'ils aient été ou non acceptés par les Commissions de classement.

Le recensement est une mesure d'intérêt général qui n'apporte aucune restriction au droit de propriété et aux transactions dont les animaux peuvent être l'objet.

Les propriétaires qui ne font pas la déclaration prescrite tombent sous le coup de l'article 52 de la loi du 3 juillet 1877, qui est ainsi conçu:

« Les Maires ou les propriétaires de Chevaux, Juments, Mulets ou » Mules, de Voitures ou de Harnais, qui ne se conforment pas aux dis- » positions du titre VIII de la présente loi, sont passibles d'une amende » de 25 à 1,000 francs. Ceux qui auront fait sciemment de fausses » déclarations seront frappés d'une amende de 50 à 2,000 francs.

Le présent avis étant seul obligatoire, les propriétaires sont prévenus que le défaut de tout autre mode de publicité ne constituerait pas une excuse pour ceux qui ne feraient pas la déclaration à laquelle ils sont soumis.

Limoges, le 26 Octobre 1894. *Le Préfet de la Haute-Vienne,*

E. SEE.

LIMOGES. — Typographie Courrier du Centre, rue Turgot, 18. — 3-1894.

Affiche éditée par la préfecture de la Haute-Vienne « invitant » les propriétaires d'équidés à se soumettre aux obligations de recensement. Datée du 26 octobre 1894. Coll. JJM

6 A.D. de la Creuse, 3Z95.055 à 110.

7 Éric Barratay, *Le point de vue animal : une autre version de l'histoire,* Le seuil, mars 2012.

*
* *

Artois : le rêve brisé de la percée décisive

Philippe Grandcoing

Au sortir du premier hiver du conflit, les états-majors sont loin d'avoir tiré toutes les conclusions de l'échec de la guerre de mouvement. La constitution d'un vaste réseau de tranchées est perçue comme une anomalie due à la nécessité de tenir les positions. Elle ne saurait donc être regardée comme une donnée essentielle de la guerre moderne. Pour les généraux, la manœuvre, le mouvement, l'offensive sont seuls capables d'emporter la décision et non une guerre d'usure visant à épuiser les ressources en homme et en matériel de l'adversaire.
Côté allemand, la priorité est désormais donnée au front oriental, l'armée russe présentant d'évidentes faiblesses tant au niveau de l'équipement que de l'encadrement. Côté français, s'impose l'idée de la percée qui bouterait les Allemands hors du pays et permettrait de reprendre l'offensive, cette offensive dans laquelle l'armée nationale est censée exceller. Indice de cette croyance partagée dans les vertus de la guerre de mouvement, une prière adressée à Joffre sur le modèle du *Pater Noster* inclut cette supplique : *redonnez-nous l'offensive, comme vous l'avez donnée à ceux qui les ont enfoncés*. Or le généralissime français n'a guère besoin d'être prié, tant il est lui-même convaincu que le début de l'année 1915 va voir les soldats sortir des tranchées.

La confiance de l'état-major

De janvier à mars, une première offensive a lieu en Artois et Champagne afin de prendre en tenaille l'armée allemande. Confiée aux généraux Foch et Langle de Cary, elle n'apporte presque aucun résultat positif alors que les pertes sont lourdes. À chaque fois, le schéma est le même : après une courte préparation d'artillerie, les soldats réussissent à s'emparer de la première ligne adverse mais se heurtent à une seconde ligne intacte ; et lorsque l'état-major lance la troupe à l'assaut de cette seconde ligne, il est trop tard, car l'ennemi, averti, y a massé des renforts. Pourtant Joffre persiste et croit que la percée est possible. Il suffit pour cela de s'en donner les moyens.
Le 21 mars, à l'Élysée, Joffre présente son plan devant un président et des ministres quelque peu sceptiques : attaquer en direction de Lens, sur un front de 20 km, où seront massées 400 pièces d'artillerie lourde ; six corps d'armée prendront part à l'action, soit deux fois plus que lors de l'offensive précédente. Les politiques une nouvelle fois s'inclinent face au commandant en chef qui semble si sûr de lui et qui bénéficie d'une immense popularité à l'arrière. Pourtant ni le président Poincaré ni le gouvernement Viviani ne sont totalement dupes. Des parlementaires sous les drapeaux, tel Abel Ferry sous-secrétaire d'état aux Affaires étrangères, les ont alertés sur l'inefficacité des opérations de « grignotage » lancées par le Grand Quartier Général. Certains généraux n'épargnent pas leurs critiques à l'égard de Joffre et de son dogme de la percée ! L'un des plus sceptiques est Pétain, un artilleur, qui pense que la guerre moderne a donné un immense avantage au défenseur sur l'attaquant et qu'il faut donc économiser les hommes et s'en tenir à une guerre de matériel. Or c'est à Pétain que l'on a confié le 33e corps d'armée qui doit prendre part à l'offensive.
Les leçons des précédentes offensives ayant été tirées, un soin tout particulier a été donné à la préparation d'artillerie. Celle-ci doit durer plusieurs jours, avec une intensification durant les quatre heures précédant l'assaut. Des avions équipés de TSF seront envoyés en observation au-dessus des lignes allemandes afin de régler au mieux les tirs.



Vagues d'assaut de la cavalerie en Artois : les fantassins sont envoyés en colonnes face aux positions allemandes. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

Succès sans lendemains

Le 9 mai, après plusieurs reports dus au mauvais temps et six jours de canonnage des positions allemandes, l'opération débute. Au centre, l'artillerie française ouvre le passage aux troupes de Pétain qui réalisent la percée tant attendue. La Légion étrangère, la division marocaine et les chasseurs alpins progressent de 4 km en l'espace de deux heures et commencent à prendre d'assaut la butte de Vimy, une crête dominant à 150 m d'altitude le bassin minier de Lens. La progression a été telle que l'artillerie française bombarde ses propres troupes ! Dès lors, l'offensive s'essouffle. De plus, les réserves ont été massées trop loin de la ligne de départ pour pouvoir agir promptement. Il leur faut marcher 8 km pour rejoindre les troupes engagées. Lorsque la nuit tombe ce 9 mai, une occasion a peut-être été manquée de réaliser la percée tant attendue. Faute de pouvoir exploiter ce premier succès, les Français ont laissé le temps à leurs adversaires de se ressaisir. La butte de Vimy[1] restera entre les mains des Allemands et ce pendant encore deux ans, jusqu'à ce que les Canadiens la prennent d'assaut en avril 1917 ! Ailleurs, l'offensive ne connaît que des succès ponctuels, ou des échecs. Ainsi, à Neuve-Chapelle, dans les Flandres, les Britanniques montant à l'assaut après une très brève préparation d'artillerie afin de faire jouer à plein l'effet de surprise, perdent en quelques heures 11 000 hommes, sans pouvoir s'emparer des tranchées allemandes. Pourtant, Joffre s'obstine. Le 15 mai, les troupes britanniques du général Haig se lancent à l'assaut du village de Festubert,

1 La bataille de Vimy est un des plus hauts faits d'armes du corps expéditionnaire canadien comme en témoigne le mémorial érigé en ce lieu. 30 000 hommes et près de 1 000 pièces d'artillerie furent mis en ligne. En cinq jours, les Canadiens perdirent plus de 10 000 hommes, dont 3 500 tués.



Les tranchées de l'Artois avant l'assaut. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

sur l'aile gauche de l'armée française. Ici la tactique est différente : très longue préparation d'artillerie (60 heures de tir, soit 100 000 obus sur 5 km de lignes allemandes), attaque de nuit de l'infanterie. Mais les résultats ne sont guère meilleurs : au total les attaquants ont progressé d'un kilomètre en douze jours au prix de 16 000 hommes tués, blessés ou capturés !

Le 22 mai, les Français enregistrent un nouveau succès ponctuel : la prise du plateau de Notre-Dame de Lorette dominant la plaine de Lens. Mais il est clair qu'il n'y aura pas de percée.

La faillite d'une stratégie

Le 25 juin, après 40 jours de combats, le général d'Urbal commandant la Xe armée ordonne la fin de l'offensive. Elle aura coûté 140 000 hommes aux Franco-Britanniques pour des gains minimes, illustrant la faillite de la doctrine offensive de Joffre. Elle montre aussi que les alliés ne sont pas encore totalement prêts pour la guerre industrielle, les stocks d'obus étant insuffisants pour faire face à des opérations de plusieurs semaines.

Pourtant, une nouvelle offensive aura lieu dans le secteur en septembre, coordonnée avec l'attaque sur le front de Champagne. Une nouvelle fois les Français s'emparent des pentes de la colline de Vimy le 28 septembre, avant de devoir reculer face à une contre-offensive allemande. Côté britannique, dans le secteur de Loos, les choses ne se passent guère mieux, leur première utilisation des gaz de combat s'avérant tout aussi dangereuse pour les assaillants que pour les défenseurs en raison des changements de direction du vent.

Le quotidien de la violence de guerre

Au cours de ces différents combats, les soldats limousins connaissent la violence des combats de la guerre des tranchées, en particulier lors des assauts, mais aussi au fil des jours « ordinaires » en première ligne. Pour s'en convaincre, plutôt que de tenter de reconstituer les opérations militaires dans le détail, il suffit d'ouvrir les journaux de marche des régiments[2]. L'offensive de Champagne, au début de l'année, est surtout l'occasion pour ces unités de connaître l'horreur de combats qui tiennent davantage de la guerre de siège que de l'offensive « grand style ». Dans le secteur de Perthes-lès-Hurlus[3], en février le 63e RI connaît l'éprouvante guerre de sape, mais aussi les bombardements quotidiens. Il n'est pas un jour sans que le régiment éprouve quelques pertes. Le 78e RI y connaît le même sort. Parfois, le bilan est particulièrement lourd, comme le 12 février où une bombe lancée par un Minenverfer[4] tombe sur une tranchée tenue par le régiment. « L'entrée d'une mine où plusieurs hommes s'étaient réfugiés s'effondre sous la force de l'explosion, relate le journal de marche. Tous les hommes qui étaient à l'entrée de la mine sont ensevelis ». Neuf soldats sont tués et trois blessés.

Les régiments de cavalerie sont mieux lotis, du fait de l'inaction à laquelle les cantonne la guerre de position. Le 20e Dragons est ainsi envoyé en Alsace en décembre 1914. Commence alors pour lui, dans le secteur d'Aspach, une « longue guerre de taupes », que l'historien du régiment ne daigne même pas raconter, tant elle est éloignée de l'idéal guerrier des cavaliers. Puis, en cours d'année, le régiment est transféré dans les Vosges, à la limite sud de la ligne française, près de la frontière suisse dans un secteur relativement calme[5]. Quant au 21e chasseurs, attaché aux 23e et 24e DI, il fournit régulièrement des hommes pour le service des tranchées, tout en se préparant à exploiter une éventuelle percée, ce qui n'advint jamais durant cette année 1915.

L'offensive de Lorraine

Fin mars, le XIIe corps est retiré du front. S'en suit une dizaine de jours de cantonnement à l'arrière et de transport vers la Lorraine. Certaines unités ont l'honneur d'être passées en revue par Joffre. Mais le répit est de courte durée. Le 3 avril, le XIIe CA attaque dans le secteur de Regnéville-sur-Meuse en Lorraine.

Le premier jour de l'offensive est couronné de succès, les tranchées allemandes de première ligne sont prises et le 63e RI fait 24 prisonniers. Mais, le surlendemain, lorsque l'offensive reprend, les Allemands ont renforcé leurs positions. Le journal de marches du 63e RI témoigne de l'horreur des combats et de la brutalité des affrontements. On imagine mal, aujourd'hui, comment les hommes, soumis à un tel degré de violence, ont fait pour résister et quelles ont été les séquelles psychiques de cette expérience extrême. *À peine sorties des tranchées les compagnies sont accueillies par un feu violent d'infanterie et de mitrailleuses. Un grand nombre d'hommes tombe. Les commandants de compagnie et les chefs de section enlèvent les survivants qu'ils emmènent jusqu'à une quarantaine de mètres des réseaux ennemis. Voyant ces réseaux intacts, et se rendant compte qu'il est absolument impossible de les couper à la cisaille en raison de l'intensité du feu, ils font coucher leurs hommes et passent la journée dans cette situation.*

Ne pouvant ni avancer ni reculer, les soldats risquent la mort au milieu de leurs camarades déjà tombés. On imagine les cris des blessés, l'angoisse des rescapés… Dans un style sobre, mais étonnamment réaliste le rédacteur du journal de marche écrit : « sur le glacis

2 Tous les journaux de marche pour les régiments d'infanterie sont disponibles sur le site <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>. Toutes les citations de cet article sont extraites de ces documents. Seuls les régiments composant la 23e DI ont fait l'objet de cette recherche.

3 Le village, situé dans la Marne, fut entièrement détruit et jamais reconstruit.

4 Il s'agit d'un mortier de tranchée allemand.

5 *20e Régiment de Dragons*. Historique du régiment pendant la campagne commencée le 2 août 1914, Henri Charles-Lavauzelle, 1920, p. 20.



La cavalerie, dans l'impossibilité d'agir, sillonne les chemins de l'Artois. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

de 300 m qui sépare la ligne française des tranchées ennemies, s'échelonnent des morts, des blessés et quelques vivants ». Mais les unités qui peuvent continuer à avancer ne sont pas mieux loties. Un autre bataillon du régiment est apparemment plus chanceux. L'artillerie a ouvert face à lui une étroite brèche dans les barbelés allemands. La tranchée adverse est prise après de rudes combats et « nettoyée » à la baïonnette. Mais les Allemands organisent immédiatement une contre-attaque. L'artillerie pilonne le no-man's-land, empêchant les renforts français d'arriver. La 10e compagnie est prise au piège, submergée par l'offensive allemande. C'est un massacre.

Lorsque les Allemands ont reconquis la position, ils rejettent par-dessus le parapet une cinquantaine de cadavres français. Au total, le 63e RI a perdu en trois jours quinze officiers et « 500 hommes environ », imprécision qui en dit long sur l'ampleur des pertes.

Le 78e RI, qui faisait partie de la seconde vague d'assaut, est moins éprouvé. Du 3 au 5 avril il a perdu deux officiers et 220 soldats. Le 138e, dont la mission était de couvrir la droite des régiments montant à l'assaut ne compte que 11 morts et 38 blessés en trois jours. De telles différences montrent combien les assauts étaient meurtriers pour les troupes engagées en première ligne. Le 5 au soir, le commandement ordonne une nouvelle offensive. Mais, l'artillerie française ayant été incapable d'ouvrir une brèche dans le réseau des barbelés, elle est annulée au dernier moment. Toutefois, les Allemands ayant violemment bombardé les positions de départ de l'offensive, le 78e RI compte 13 morts et 78 blessés alors qu'il n'est même pas sorti des tranchées.



Un soldat mort aux Éparges. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

L'horreur de la guerre des tranchées

Fortement éprouvés, les régiments sont relevés. Même pour ceux qui n'ont pas participé directement à l'attaque, le séjour en première ligne a été très éprouvant. Aux fusillades et bombardements s'ajoutent le manque de sommeil, la boue, le stress. Le journal de marche du 138e indique ainsi : *les hommes ne sont plus qu'un bloc de boue, des pieds à la tête, ainsi que les officiers. Les tranchées étant pleines d'une boue déliquescente et ne présentant encore aucun abri qui permette aux occupants, officiers et troupe, de prendre le moindre repos ni le jour ni la nuit, une fatigue extrême en est résulté*. Mais, là encore, le repos n'est que de courte durée puisque le 13, dans le secteur de Flirey, le 78e RI repart à l'assaut, avec plus de succès cette fois puisque la première et la seconde ligne allemandes sont prises.

Les journaux de marches ne décrivent pas les combats au corps à corps, mais on peut aisément les imaginer dernière des formules, telles que *on purge les boyaux de leurs défenseurs ou les tranchées ennemies sont remplies de cadavres allemands*. Les hommes découvrent aussi la qualité des ouvrages adverses, bien mieux organisés que les tranchées françaises, avec leurs abris qui sont de « véritables caves ». Mais la prise d'une tranchée ne signifie pas la fin des combats et des souffrances. Il faut tout d'abord la remettre en état et s'organiser pour contrer tout retour offensif de l'ennemi. Or pour les hommes du 78e RI les 24 heures qui suivent sont éprouvantes : quatre contre-offensives allemandes le jour même et pas moins de douze la nuit suivante. Le lendemain, nuitamment, le 63e RI relève le régiment fortement éprouvé. L'offensive est alors stoppée mais le secteur n'est pas calme pour autant. Du 20 au 22 avril, le 63e RI perd près de cinquante hommes, du fait des bombardements quasi-incessants. Le 5 mai, une nouvelle attaque est menée dans le secteur.

Les première et deuxième lignes allemandes sont prises. Les jours suivants, les positions sont consolidées et s'opère une rotation régulière des compagnies entre les positions conquises et les lignes arrière. Le secteur est désormais plus calme. L'offensive est stoppée et l'heure est aux récompenses. Le sous-lieutenant Menieux est ainsi décoré de la Légion d'Honneur le 21.

L'année 1915 en Artois ne modifie donc pas le cours de la guerre. Elle permet toutefois aux états-majors d'intégrer peu à peu les modifications induites par la guerre moderne. L'importance nouvelle des préparations d'artillerie, l'usage des mines, des gaz, des réseaux de barbelés, de l'artillerie lourde en témoignent. Mais le commandement, surtout du côté des alliés, ne parvient pas à renoncer à l'idée de l'offensive amenant la percée. Or celle-ci est condamnée à buter sur les secondes lignes de défense tant que ne seront pas réglées les questions de la liaison entre infanterie et artillerie, du maintien des communications entre la première ligne et le commandement à l'arrière et du soutien continu de l'artillerie lors de la progression des troupes.

*
* *

Trêves et fraternisations

Brigitte Favrie-Banette

Trois heures et demie de marche, les hommes sont lourds, fatigués et souffrent. Une odeur indéfinissable monte de cette terre qui est pleine de cadavres… Tout le long de la rivière, des milliards de mouches se repaissent de charognerie… C'est un grouillement chaotique d'humanité redevenue à demi-sauvage.

Jules Isaac, caporal au 111e RIT, 28 juin 1915.

Le 23 novembre 1915
Chers parents
(...) La dernière fois que nous sommes allés aux tranchées nous avons été attaqués par les boches le dimanche matin et le lundi après-midi et ils ont encore attaqués hier au soir les troupes qui nous ont relevé enfin il y a eu assez de mal… on a eu 150 hommes hors de combat en 1h1/2 alors tu peux voir qu'il en tombe tous les jours, enfin ce n'est pas comme cela tout le temps, il y a des jours plus heureux, nous sommes parfois à deux mètres des boches et bien quand c'est tranquille nous causons avec eux, l'on se passe certaines choses tabac saucisson jambon cigares et l'on se serre la main car eux aussi pauvres diables en ont assez et voudraient que tout soit fini, ils nous disent comme cela si il y a attaques ne tirez pas sur nous et on ne tirera pas sur vous jetez vos grenades au milieu et nous aussi, enfin on cause comme cela souvent.
(…) *Alexandre*[1]



Alexandre Bourroux, cultivateur de Tarnac, caporal au 63e RI. Né le 12 décembre 1889 à Tarnac (19) mort à la Côte du Poivre (Meuse) le 26 mai 1916.

Alexandre Bourroux écrit fréquemment à ses parents montés du plateau de Millevaches à Paris avec l'espoir d'économiser suffisamment pour revenir bien vite au pays. Son père, natif du village de Broussas (commune de Tarnac) a d'abord été scieur de long, mais la mécanisation l'a contraint à chercher du travail dans la capitale et à cesser ses migrations saisonnières vers le Sud-Ouest. Il a voulu que son fils apprenne la menuiserie.
Alexandre n'a pas encore 26 ans quand il rédige cette lettre et il ne lui reste que quelques mois à vivre.Confronté chaque jour à la *mort qui à toute heure, à toute vitesse assurait ses semailles*[2], *150 tués en une heure et demi,* précise-t-il, témoin d'absurdités irréparables : des obus français qui, se trompant de cible, ont tué en mai 1915,

1 Don de Mme Mazaud au Cghml.
2 *Le Pain noir. La dernière saison.* Georges-Emmanuel Clancier, Éditions Robert Laffont, 1961.

Couturier, lui aussi originaire de Tarnac[3], qui vient de participer à de sévères combats. Le 63e régiment d'infanterie, où Alexandre est incorporé, est depuis août à Roclincourt sur la route d'Arras à Lille et prépare une grande offensive : *Le 25 septembre à midi 25, toutes les vagues s'élancent dans un ordre parfait… nettoient les positions conquises et font des barrages. Mais aussitôt… les Allemands débouchent en masse et contre-attaquent à la grenade. Nos hommes, leurs munitions épuisées, résistent avec une énergie prodigieuse pendant deux heures… Tous les efforts se brisent contre une barrière de feu opposés par des forces supérieures et sans cesse alimentées.*[4]

Mais, en cet automne 1915, Alexandre tient à faire part à sa famille de ces *jours plus heureux* où l'ennemi apparaît soudain avec un visage si semblable au sien et non comme un *Boche*, un *Fritz* ou un *Prussien*, où la violence des combats cesse pour laisser place à ce rite d'échange de mots et petits riens du quotidien, propre aux humains.

Temps de répit, accords tacites, trêves ponctuelles, rapprochements ou fraternisation ?

En novembre 1914, la fin de la guerre de mouvement et la stabilisation du front ont conduit à l'élaboration, par les deux camps, de tranchées improvisées, face à face le long du front, séparées par *la zone balayée par le feu* bientôt dénommée *no man's land*. Simples égratignures dans la campagne à l'automne 14, elles deviendront trop vite une interminable cicatrice rougie du sang des combattants de Nieuport en Belgique à Belfort.

Les ardeurs guerrières et fanfaronnes des premiers mois se sont taries, les armées sont maintenant embourbées dans les tranchées, les hommes brusquement tirés de leur engourdissement par des offensives meurtrières, ignorant encore que déjà plus de 630 000 soldats sont tombés en 17 mois d'un conflit désormais mondialisé.

La promiscuité avec l'ennemi devient quotidienne. D'une tranchée à l'autre ce sont les mêmes soldats, des civils mobilisés, pour la plupart des ruraux qui viennent de quitter leurs quelques biens et leur famille.

La trêve de Dieu

La première trêve rendue célèbre par le film *Joyeux Noël* de Christian Carion, le documentaire de Michaël Gaumnitz et le film d'animation de Michael Foreman s'est déroulée en Artois entre Allemands et Anglais au moment du premier Noël de cette guerre. En Europe, seule la presse britannique a relaté l'événement. Les éditorialistes du *New York Times* le relaient et le commentent. Dirigeants français et allemands gardent le silence, craignant que de telles initiatives démobilisent les troupes. Les populations locales manifestent leur hostilité à ces rapprochements avec l'ennemi qui occupe leur territoire. De nombreux Britanniques s'offusquent : *Toute cette histoire de paix et de camaraderie de Noël est une pourriture ; nous ne sommes pas ici pour faire copain avec l'ennemi et entonner des chants de Noël avec lui*[5]. *Des feuilles de choux à deux pennies bavent d'attendrissement devant ces bêtises mais tout le monde ici les condamne. C'est la GUERRE, la foutue guerre et pas une réunion de braves dames.*[6]

Ces premières trêves entre les différents belligérants, qu'ils soient allemands, français,

3 - *23 mai 1915 Chers parents… La dernière fois que nous sommes allés aux tranchées j'ai oublié de te dire qu'il est arrivé un malheur à un pays… nous venions occuper la 1ère ligne de tranchée, il était environ 10 h du soir il n'y avait pas un quart d'heure que nous y étions que les canons de 75 de chez nous se mettent à tirer et au lieu de tirer sur les tranchées Boches elles ont tiré sur notre première et deuxième ligne, ce qui fait que nous avons eu 4 morts et 3 blessés par nos obus et parmi ces malheureux il y a un nommé Couturier de Tarnac… je te dis ça pour faire savoir à sa famille comment il est mort de manière que l'on dise pas tué à l'ennemi mais bien par nos propres canons et ce n'est pas la première fois que cette chose arrive et bien souvent ils ont fait la même chose…*

4 JMO du 63e RI.

5 Lettre du 6 janvier 1915 du capitaine Ton In gram à sa famille.

6 Journal du capitaine sir Morgan Crofton, 4 janvier 1915.


Friday, January 8, 1915.

The Daily Mirror

CERTIFIED CIRCULATION LARGER THAN ANY OTHER DAILY NEWSPAPER IN THE WORLD

WHY DELAY? THE DAILY MIRROR OVERSEAS WEEKLY EDITION contains all the Latest and Best War Pictures and News, and is therefore the Best Weekly Newspaper for your friends abroad. You can obtain it from your Newsagent for 3d. per copy.
Subscription rates (prepaid), post free, to Canada for six months 1s.; elsewhere abroad 1s.
Address—Manager, "Overseas Daily Mirror," 23-29, Bouverie Street, London, E.C.

AN HISTORIC GROUP: BRITISH AND GERMAN SOLDIERS PHOTOGRAPHED TOGETHER.

Image historique d'un groupe de soldats britanniques et allemands photographiés ensemble lors d'une trêve non-officielle à Noël 1914. *The Daily Mirror*, quotidien britannique du vendredi 8 janvier 1915.

britanniques, italiens, autrichiens ou russes[7], ont pris les états-majors de court. Il n'y eut pas alors de répression, mais les unités *contaminées* furent déplacées. Les années suivantes ne connurent que de rares répits au moment de la fête de la nativité, la hiérarchie y veilla et réprima si nécessaire.

Un siècle après, un monument célébrera cet acte de paix à Neuville Saint-Vaast selon le souhait émis par Louis Barthas combattant en 1915[8].

Une stèle commémore à Frelinghien, près d'Armentières le match de football entre soldats anglais et allemands de Noël 1914.

Récits d'entente…

La guerre de position met à distance de voix et de regard des ennemis lassés de la guerre qui s'éternise, nostalgiques de leur foyer. Ils vivent les mêmes souffrances, la boue, les rats, les cafards, les poux, la nourriture chiche, le fracas des armes, les premiers gaz asphyxiants…

Une tolérance réciproque s'impose quand il faut bien s'occuper des morts et des blessés tombés sous la mitraille dans le no man's land et éviter à son prochain de pourrir dans la fange ou qu'il ne sèche sur les barbelés.

Certains officiers s'y refusent : *Ils demandèrent à ramasser leurs blessés. On les fit prisonniers. Et les morts restent sans sépulture et les blessés achèvent d'y mourir ; parfois on entend leurs plaintes.* Pourtant le manuel d'infanterie précise *: Les soldats de toutes les nations civilisées sont compagnons d'armes et après la bataille, ils se doivent tous mutuellement aide et protection*.

Les conditions atmosphériques obligent à s'adapter à ce face à face menaçant. Le journal de marche et d'opération du 63e RI est discret, dans son compte-rendu des mois de décembre et janvier 1915, sur l'attitude de ses hommes lors de cette trêve imposée par la nature : *Un abominable temps pourri rend à nos hommes la vie extrêmement pénible, mais ramène en secteur un calme presque absolu… c'est la trêve de la boue*. Louis Barthas est dans cette

7 Pour ces soldats orthodoxes, elles se sont déroulées aux dates du calendrier grégorien ou à Pâques.

8 « Qui sait ! Peut-être un jour sur ce coin d'Artois on élèvera un monument pour commémorer cet élan de fraternité entre des hommes qui avaient l'horreur de la guerre et qu'on obligeait à s'entre-tuer malgré leur volonté » *Les carnets de guerre de Louis Barthas tonnelier, 1914-1918*. Éditions Maspero, Paris, 1977.

zone et consigne, plus disert, dans ses carnets : *En maints endroits de la première ligne, les soldats durent sortir des tranchées pour ne pas s'y noyer ; les Allemands furent contraints d'en faire de même et l'on eut alors ce singulier spectacle, deux armées ennemies face à face sans se tirer un coup de fusil.*

Les originaux des carnets de Léopold Noé fantassin du 280e relate des faits similaires : *21 et 22* [décembre 1915] *les Allemands et nous, la semaine dernière, tous les matins, sortions de la tranchée pour nous réchauffer quand il faisait un peu soleil ; l'artillerie avait reçu, de part et d'autres l'ordre de ne pas tirer sur les tranchées. Les hommes commençaient à fraterniser.*

Le capitaine mettra fin à cette initiative en menaçant les plus audacieux du conseil de guerre. L'un d'entre eux préférera se rendre à l'ennemi.

Mais le soldat qui se hisse sur le parapet de sa tranchée prend des risques et n'est pas assuré de la bienveillance de l'ennemi, le tir d'un officier zélé peut venir le faucher.

L'arrêt des bruits de guerre, ce silence inhabituel déconcerte et facilite les conversations, certes limitées par manque de connaissance de la langue de l'autre. Certains se côtoient lorsque dans un accord tacite soldats allemands et français réparent leurs barbelés ou vont chercher de l'eau dans un même puits. *Dans la nuit du 30 au 31, à la suite de pourparlers engagés en pleine nuit, dans la 1er secteur de la 55e brigade, les Bavarois ont laissé des fractions du 99e travailler à la pose de fil de fer sur l'assurance que nous n'exécutions que des travaux définitifs et que nous nous proposions de ne pas couper leurs propres réseaux.*

Des sources variées : les carnets tenus au jour le jour par les soldats, les nombreuses lettres du front qui ont échappé à la censure ou celles qui ont été confisquées et déposées aux archives, les journaux de marche et d'opérations, des photos, toutes ces sources témoignent de rapprochements entre belligérants durant tout le conflit. Un journal de tranchée, *Marmita n°1* rédigé par les soldats, rapporte même que *depuis quelque temps, de petites conversations s'engagent entre les loustics de tranchées de première ligne boche et française*[9]


L'Écho des Marmites

N° 8 — N° 8

Mardi 29 Février 1916

Seul quotidien périodique

Prologue

L'Écho des Marmites, journal de tranchées, 29 février 1916.

Des accords tacites ritualisent les combats. Des patrouilles s'organisent à heure fixe d'un commun accord. On se prévient des tirs à venir afin que chaque camp se protège.

Le régiment fait son travail honnêtement mais se garde de faire du zèle comme de la peste. À d'autres les prouesses !

D'abord nous nous sommes envoyé des torpilles puis nous nous sommes mis d'accord pour arrêter ces bombardements puis ne plus tirer du tout… nous avons échangé des cigares… nous nous sommes dévisagés en toute innocence… un Français est venu photographier notre sentinelle après lui avoir donné une chaleureuse poignée de main.[10]

Ces initiatives restent localisées, les hostilités se poursuivant ailleurs. La justice militaire ne sût pas toujours traiter ces cas de fraternisations souvent tolérés ou passés sous silence par les chefs de proximité qui mesurent mieux que leur hiérarchie les rudes conditions quotidiennes

9 Journal de tranchée du 16 janvier 1915.

10 Oskar Meyer, lieutenant de réserve, 29 août 1915 dans les Vosges. *In German Students' War Letters.*

de leurs troupes et les sentiments qui les animent. Les sanctions furent relativement légères (prison pour le simple soldat; les caporaux ou sergents pouvant être cassés de leur grade). Le front russe connaîtra à partir du soulèvement de Pétrograd (23-27 février 1917) des mutineries. Les soldats remettront en cause les ordres des officiers, tandis que bolcheviks et menchéviks s'opposent sur la pratique de la fraternisation.[11]

Une déconcertante sympathie

Les historiens ont longtemps ignoré, ou considéré ces relations de bon voisinage, cette *sociabilité des tranchées* qui passe les barbelés et transgresse les règles comme des faits divers. Si elles suscitent un regain d'intérêt justifié aujourd'hui, il faut se garder de tout angélisme car il y eut aussi des échanges d'injures, de vantardises, des soldats tués au cours de ces intermèdes plus ou moins pacifiés. Des rapprochements ont aussi pu être initiés par l'ennemi sur ordre du commandement allemand pour démoraliser les troupes françaises comme ce fut d'ailleurs systématisé sur le front oriental. Mais il est certain qu'il est difficile de maintenir longtemps les troupes dans un état de colère et un esprit de vengeance. Le soldat saisira toute occasion de réguler la violence omniprésente pour s'extraire de la brutalité de la guerre.

Les études menées récemment, s'appuient sur les nombreuses sources disponibles, et montrent que les rapports avec l'adversaire furent variés, complexes et fluctuants ni exceptionnels ni marginaux. L'ennemi commun aux belligérants : les conséquences des conditions climatiques désastreuses, l'artillerie et parfois le commandement qui pousse à des pertes humaines insupportables pour la base, donnent une même vulnérabilité aux soldats des deux côtés des tranchées et entraînent des contacts : *une déconcertante sympathie*. Ils ne furent cependant jamais organisés et ne se propagèrent pas d'une unité à l'autre.

Le terme même de fraternisation trop longtemps occulté tant les gouvernants craignaient l'influence des pacifistes et des antimilitaristes, doit être utilisé avec prudence car il sous-entend une condamnation implicite de la guerre. Des écrits rapportent que le refrain de l'Internationale a été entonné d'une tranchée à l'autre mais ce n'est pas l'internationalisme prolétarien qui a engendré les fraternisations. Le parti socialiste et la CGT s'étaient ralliés à l'Union sacrée et la IIe Internationale n'avait pu s'opposer à l'entrée en guerre. Ce sont surtout ceux de l'arrière qui s'enrichissent, les profiteurs, les planqués, les officiers qui provoquent la colère des hommes du front : *Le tas d'huile de l'arrière qui se gargarisent avec le sang des poilus*[12]. En avril-mai 17 sur le front occidental, ce ressentiment et les offensives inutiles déclenchent des mutineries et non la remise en cause de la guerre.

Mais les combattants qui connurent ces moments de relation apaisée entre belligérants, de tolérance réciproque, d'échange, d'entracte sur le théâtre des opérations prenaient conscience de leur communauté de souffrances, bravaient les contraintes de l'adversité, et se trouvaient pour quelques heures délivrés du poids de la guerre, de sa sauvagerie.

11 « Le soviet de La Courtine, juillet à octobre 1917 », Bernard Bondieu, *D'onte ses* n° 8, automne-hiver 2013.
12 Un soldat du 129e RI.

*
* *

Les fusillés pour l'exemple en décembre 1914

Brigitte Favrie-Banette
Jean-Jacques Mauriat
Patrick Renaudie

L'offensive en Lorraine a été superbement entamée. Elle a été enrayée brusquement par des défaillances individuelles ou collectives qui ont entraîné de très grosses pertes. J'ai fait replier en arrière le 15e corps qui n'a pas tenu sous le feu et qui a été cause de l'échec de notre offensive. J'y fais fonctionner ferme les conseils de guerre.

Le général Joffre au ministre de la Guerre Adolphe Messimy, 21 août 1914, 19 h.

Les graves revers des premiers mois de la guerre, la troupe mal nourrie *les hommes sont exténués de fatigue, de privation et de sommeil* provoquent de premières réticences. Les généraux craignent le relâchement et la perte de cohésion des troupes. Il faut maintenir l'ordre et la discipline à tout prix et le haut commandement obtient du gouvernement carte blanche[1] pour la mise en place d'une justice d'exception.
Tout commandant de régiment peut traduire devant un conseil de guerre tout citoyen militaire ou civil et le déférer sans instruction préalable s'il a été cité 24 h à l'avance. Les conseils de guerre spéciaux sont mis en place, composés de quatre juges, sans information préalable, pouvant condamner à la majorité de deux voix, et rendant des verdicts sans possible recours. Des juridictions à procédure rapide, des sentences sans appel, immédiatement exécutoires. L'usage du recours en grâce présidentiel est lui-même limité.
Tout est en place pour maintenir dans l'obéissance de jeunes soldats qui partis sans rechigner, voire résignés, étaient désormais confrontés à des pertes d'une ampleur sans précédent avec pour horizon une guerre sans fin.

La mort en partage

C'est dans ce funeste contexte que Léonard Leymarie est accusé de s'être volontairement blessé à la main. Le 305e régiment d'infanterie où il est incorporé a pris le baptême du feu dans la bataille de la Marne (où sera d'ailleurs tué le premier soldat corrézien Pierre Maimponte). Il est engagé depuis septembre 1914 sur les bords de l'Aisne dans des attaques insensées et infructueuses et a pour objectif de traverser Fontenoy et de marcher sur Nouvron. On compte alors 365 morts, blessés et disparus. Le 5e bataillon doit être reformé en particulier avec la 19e compagnie à laquelle Léonard Leymarie appartient et doit à tout prix résister. Les hommes *sont dans un état lamentable, ils sont couverts de boue*[2]. Dans la nuit du 20 *les hommes fuient en désordre en direction de Fontenoy*[3], mais la bataille doit reprendre et 351 soldats du 305e sont tués blessés et disparus. La dysenterie fait son apparition. 68 victimes de plus le 30 octobre et 255 les 12 et 13 novembre Joffre prétend grignoter les positions ennemies mais cette guerre de position n'est qu'un tragique enlisement.

1 «... l'essentiel est de faire sentir la force d'une autorité supérieure partout présente, partout vigilante et partout inflexible. Millerand a même trouvé trop indulgentes certaines des punitions appliquées. Il a prescrit qu'elles fussent étendues et aggravées » Raymond Poincaré. *Au service de la France, neuf années de souvenirs.* t .V : L'invasion 1914 in Général André Bach. *Fusillés pour l'exemple 1914-1915*. Taillandier 2013.
2 JMO 305e RI.
3 JMO 305e RI.

Léonard Leymarie


Léonard Leymarie paysan limousin, marié, père de deux enfants, fusillé pour l'exemple à 34 ans.

À quelques kilomètres de là, dans la nuit du 16 au 17 novembre, Léonard Leymarie tient un poste de guetteur dans une tranchée et se blesse à la main gauche. Ces camarades l'incitent à se faire soigner et le médecin établit alors un rapport soupçonneux, suspectant immédiatement une automutilation.

Dès le début des combats les médecins chargés d'examiner les blessés et de les diriger en fonction de leur état *furent frappés par le grand nombre de blessures aux mains et alertèrent leur hiérarchie*[4]. Le commandant de la 1re armée s'empressa de donner ses ordres dès septembre 1914 : *En conséquence les généraux commandant les corps d'armée donneront d'urgence des ordres pour que les blessés légers notamment ceux atteints à la main gauche ou au pied gauche soient attentivement examinés à ce point de vue et que tout homme soupçonné de mutilation volontaire soit immédiatement traduit en conseil de guerre*.

Cependant la mutilation volontaire est une infraction qui n'existait pas dans le Code appliqué aux militaires malgré son arsenal répressif imparable. Les juges s'accommoderont de l'accusation de désertion à l'ennemi ou abandon de poste en présence de l'ennemi pour appliquer les sanctions à ceux coupables selon eux d'automutilation.

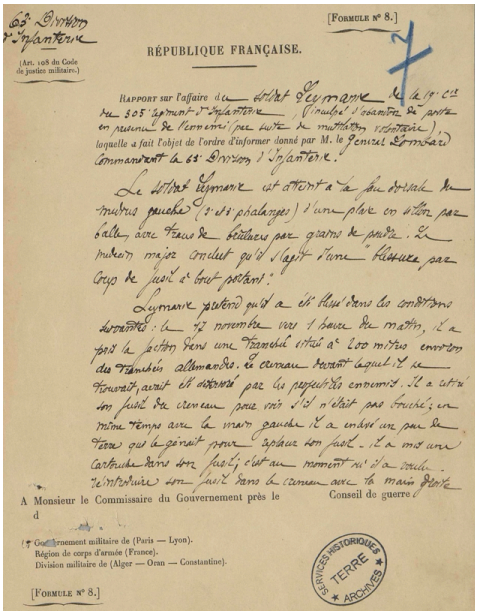
Mort en lâche ?

Léonard, né en 1880 à Seilhac, avait été incorporé en novembre 1901 au 2e bataillon de chasseurs à pied. L'un de ses frères étant au service, il obtint une déclaration de dispense, et un certificat de bonne conduite et fit plusieurs périodes d'exercice à Tulle. Affecté au 305e RI en mars 1912, il est rappelé à l'activité comme les réservistes le 11 août 1914, et se présente à son corps le 12 août.

L'intime conviction des juges du conseil de guerre dans leur huis clos, condamne le Seilhacois à mort. *Oui,* il est *coupable d'avoir abandonné son poste en présence de l'ennemi*. La décision est exécutoire dans les 24 h. L'abbé François Rochias plaide la clémence auprès des autorités militaires mais doit se résoudre à informer Léonard de son sort et de l'imminence de sa mise à mort. Son avocat François Guillaume maréchal des logis du 14e dragon[5] intervient auprès du colonel Andlauer président du conseil de guerre puis du général Julien qui a nommé les quatre juges, sans succès. Dans le rapport qu'il adressera à la Ligue des droits de l'homme, le défenseur du Corrézien précisera qu'à sa requête Andlauer répondit : *Maréchal des logis, vous avez fait votre devoir. Nous avons fait le nôtre. Il y a vraiment trop de mutilations volontaires dans l'armé. Il faut des exemples*.

Pour le paysan corrézien, père de deux enfants c'est le désarroi. Bien sûr la mort est présente à chaque minute dans cette guerre qui devait être une victoire rapide et qui aujourd'hui s'embourbe dans les tranchées. Il en a déjà vu tomber des camarades, des blessés qui agonisent sur les barbelés entre les lignes ennemies. Jusqu'à présent il a réussi à sauver sa peau, malgré la violence et la brutalité quotidienne. Il pense à sa jeune épouse Marie-Françoise aux deux petits qu'elle lui a donnés : André qui aura 3 ans au printemps et Marie-

4 Général A. Bach. op. cit.
5 Dans le civil avocat au barreau de Clermont-Ferrand.



[Formule n° 8.]

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

(Art. 108 du Code de justice militaire.)

Rapport sur l'affaire du soldat Leymarie M. de la 9e Cie du 305e régiment d'Infanterie, inculpé d'acte de peur en présence de l'ennemi (par suite de mutilation volontaire), laquelle a fait l'objet de l'ordre d'informer donné par M. le Général Commandant la 63e Division d'Infanterie.

Le docteur Leymarie est atteint à la face dorsale de [illegible] (2e et 3e phalanges) d'une plaie contuse par balle, avec traces de brûlures par grains de poudre. Le médecin major conclut qu'il s'agit d'une blessure par Coup de fusil à bout portant.

Leymarie prétend qu'il a été blessé dans les conditions suivantes : Le 17 novembre vers 1 heure du matin, il a posé la section dans une tranchée située à 200 mètres environ des tranchées allemandes. Le caveau terminé auquel il se trouvait, avait été détérioré par les projectiles ennemis. Il a retiré son fusil du caveau pour voir s'il n'était pas bouché ; en même temps avec la main gauche il a enlevé un peu de terre qui bouchait pour dégager son fusil. Il a mis une cartouche dans son fusil, c'est au moment où il a voulu réintroduire son fusil dans le caveau avec la main droite

A Monsieur le Commissaire du Gouvernement près le Conseil de guerre d

Gouvernement militaire de (Paris — Lyon).
Région de corps d'armée (France).
Division militaire de (Alger — Oran — Constantine).

[Formule n° 8.]

SERVICES HISTORIQUES TERRE ARCHIVES

Rapport du médecin qui, en contradiction avec les explications données par Leymarie, croit pouvoir accuser le jeune soldat d'acte de mutilation volontaire. Ministère de la défense, Mémoires des hommes.

Louise qui vient d'avoir un an. Dans 15 jours c'est Noël, chez lui il aurait pu tailler dans une bûche une petite charrette ou une vache. Acheter quelques friandises à l'épicerie. Marie-Louise est encore emmaillotée dans ses langes, le berceau ficelé pour que la maman puisse le balancer du pied en vaquant à ses occupations, trop tôt pour lui acheter une poupée à la prochaine foire. Qui va s'occuper des bêtes, tailler les levades dans les prés, et le ganhou qu'on devra tuer en février ? Son frère est à la guerre, comme lui, au 126e RI[6], son père est dans sa soixante quinzième année bien fatigué de faire encore le charron et cultiver son bout de terre, un de ses demi-frères est lui aussi sur le front[7], beaucoup de ses voisins sont mobilisés. Léonard ne veut pas mourir, et encore moins sali et injustement accusé. Plus familiarisé avec le patois de son village, il n'a pas su bien s'expliquer devant ses juges, les témoignages de deux de ses compagnons bien évasifs alors il écrit :

Je soussigné, Leymarie, Léonard, soldat de 2e classe, né à Seilhac (Corrèze).

Le conseil de guerre me condamne à la peine de mort pour mutilation volontaire. Et je déclare formelmen que je suis innocan. Je suis blesse ou par la mitraille ennemie ou par mon fusil, comme l'exige le major, mai accidentelemen, mai non volontairemen et je jure que je suis innocan. Je prouverai que j'ai fait mon devoir et que j'aie servie avec amour et fidélitée, et je n'ai jamais féblie à mon devoir.

Et je jure devandieux que je suis innocan[8]

Le 12 décembre 1914, Léonard a dû se mettre à genoux, les yeux bandés, le greffier lit le jugement, sur ordre d'un officier les douze hommes du régiment mettent en joue, visent la poitrine et font feu. Le coup de grâce est donné par un sous-officier. Ces compagnons d'armes doivent se résigner à défiler devant le corps de Léonard gisant la poitrine en lambeaux… Des soldats témoigneront des malaises qui affectent les soldats réquisitionnés pour un peloton d'exécution. Des auteurs rapportent que la phrase *Andlauer assassin* aurait été inscrite sur un tronc ou un pan de mur[9] .

Le JMO est laconique : *1 soldat exécuté : Léonard Leymarie (condamné par le conseil de guerre de la 63e division pour mutilation volontaire et exécuté ce soir à la tombée de la nuit).*

C'est le maire de Seilhac qui aurait dû annoncer le décès à la famille mais selon la petite-fille de Léonard Leymarie, c'est un message que reçut son épouse précisant « mort en lâche ». L'acte[10] sera transmis quelques mois plus tard sans qu'il soit *fait mention du genre de mort sur les registres de l'état civil.*

La dépouille du soldat seilhacois sera inhumée aux bords de l'Aisne bénéficiant de la loi du

6 Il décédera le 8 octobre 1915 des suites de ses blessures.
7 Il décédera le 9 avril 1917.
8 *Paroles de poilus. Lettres et carnets du front 1914-1918,* Paris Librio, 2001. Orthographe d'origine respectée.
9 *Les crimes des conseils de guerre.* Réau R.G., Éditions du « Progrès Civique », Paris, 1925. Cité dans la revue *Lemouzi* n°191 ter.
10 Selon la réglementation militaire.

29 décembre 1915, accordant une sépulture perpétuelle aux frais de l'État, puis au cimetière militaire d'Ambleny (Aisne) dans la nécropole de Bois-Roger édifiée en 1923.
Marie-Françoise Leymarie quitte Seilhac pour Tulle. Le tribunal civil de Tulle en date du 23 octobre 1919, accorde à ses deux enfants le statut de pupilles de la nation, ainsi qu'une pension de veuve de guerre pour leur mère, ne cherchant pas à en savoir plus sur le décès de leur père.

Mémoire de Léonard Leymarie

La famille se rendit au cimetière d'Ambleny dans les années trente. La sépulture de Léonard portait la mention Mort pour la France mais son nom ne figurait pas parmi les 92 noms inscrits sur le monument aux morts de Seilhac lors de son inauguration en 1926.
Dès les années vingt, la Ligue des droits de l'Homme demanda sa réhabilitation, relayée par la presse. Déjà, l'hebdomadaire local antimilitariste *La Corrèze républicaine et socialiste* s'était attaché à réunir des témoignages sur les exécutions de 1915 de soldats du 126e RI
Le journaliste Gabriel Reuillard publia dans le journal *L'Humanité* le 31 août 1921 un article intitulé *Les crimes militaires. Un innocent fusillé... pour l'exemple*, cet article fut repris par plusieurs journaux locaux. *Ainsi vit-on des intellectuels pacifistes, des antimilitaristes, des anarchistes, des incroyants s'engager en faveur du brave paysan Leymarie.*[11]
Malgré les efforts répétés de la Ligue des droits de l'Homme la demande de réhabilitation fut rejetée le 16 janvier 1922 par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Limoges, jugement confirmé par la Cour de cassation le 7 juillet 1922 , l'ultime recours transmis au ministère de la Justice en 1925 échoua. Cependant sur sa fiche la mention « mort pour la France » est rayée et remplacée par fusillé réhabilité.
Si le général Julien mourût des suites de ses blessures en décembre 1918, le général Andlauer qui lui survécut et ses supérieurs ne semblent pas avoir été interrogés lors de cette demande de réhabilitation ni encore moins inquiétés.
Les multiples démarches de la famille de Léonard, celles de M. Agnoux secrétaire-adjoint de section de l'ARAC[12] de Saint-Jal aboutissent enfin en 2008. Le conseil municipal de Seilhac, unanime, autorise l'inscription de Léonard Leymarie sur le monument aux morts. Le ministre délégué aux anciens combattants Hamlaoui Mekachera questionné par le sénateur de la Corrèze Gérard Mouly, assure que les fusillés pour l'exemple peuvent être inscrits sur les monuments aux morts dès lors que leur a été attribuée la mention « mort pour la France »[13].
Au cours des seize premiers mois du conflit, plus de 400 soldats français auront été fusillés sur un total de 600 pour la durée de la guerre, sans compter les exécutions sommaires, les morts en camps disciplinaires d'Afrique du Nord et les nombreux suicides. Le Parlement modifiera l'administration de la justice militaire en avril 1916. Les mutineries de 1917 ne connaîtront pas une telle saignée.

1915 : Les fusillés du 63e RI de Limoges

Affaire caporal Antoine Morange et Félix Baudy, François Fontanaud, Jean Henri Prébost soldats au 63e RI, fusillés pour l'exemple le 20 avril 1915, réhabilités le 30 juin 1934.
La cour spéciale de justice militaire a été réuni le 30 juin 1934, en révision du jugement prononcé par le Conseil de guerre du 63e RI qui a condamné à mort le 20 avril 1915 :
Antoine Morange, caporal, né le 20 septembre 1882 à Champagnac (Haute-Vienne) fils de Antoine et de feue Marguerite Vigier, domicilié à Lyon, employé de tramways ;
Félix Baudy, né le 18 septembre 1881 à Royère (Creuse), fils de Jean Hippolyte et de Antoinette Grandieux, domicilié à Royère, maçon ;
François Fontanaud, né le 10 décembre 1883 à Montbron (Charente), fils de François et de

11 *Léonard Leymarie (1880-1914) Un enfant de Seilhac « fusillé pour l'exemple »*, Gilles Qincy, Michel Agnoux, in *Lemouzi* n°191 ter (2009).
12 Association républicaine des anciens combattants.
13 J.O du Sénat du 1er mars 2007.

Pauline Balant, domicilié à Montbron, cultivateur ;
Jean Henri Prébost, né le 1er septembre 1884 à Saint-Martin-Château (Creuse), fils de feu Léonard et de Marie Lavergne, domicilié à Saint-Martin-Château (Creuse), plombier.

Le jugement d'acquitement et décharge de mémoire

Attendu qu'après avoir participé sans résultat les 3, 4 et 5 avril 1915, sous le commandement du colonel Paulmier, à l'attaque des positions allemandes de Régneville, dans la région de Pont-à-Mousson, le 63e RI était depuis plusieurs jours au repos à Manonville, lorsque, le 18 avril, son colonel reçut l'ordre d'enlever le lendemain, à 8 heures, avec deux compagnies, dont l'une devait rester en soutien, une portion de tranchée allemande au Nord de Flirey, en avant du bois de Montmart ; (...) il fut décidé que la compagnie d'attaque serait désignée par le sort ; (...) la désignation de la 5e compagnie ainsi faite souleva, contrairement au résultat désiré, de vives récriminations de la partie des hommes qui, protestant auprès de leurs chefs de la méconnaissance du principe du tour de service, eurent la conviction en la circonstance d'être victimes d'une injustice ;
(...) la substitution du tirage au sort au tour de service ayant pour résultat de faire supporter deux fois de suite le même péril de mort aux hommes d'une compagnie, d'ailleurs considérée comme la meilleure du régiment (...); à l'heure fixée pour l'attaque, le spectacle épouvantable du glacis jonché de cadavres français, devait achever la démoralisation d'hommes encore hantés par le souvenir de récentes attaques infructueuses, où leurs efforts héroïques s'étaient brisés sur des réseaux de fils de fer intacts, que prostrés, quelques-uns pleurant sous l'impression de la terreur qui les paralysait, selon les expressions du chef de bataillon Penavayre, ils n'obéirent pas au signal d'attaque donné par leur nouveau chef, le capitaine Dubos, laissant sortir à peu près seuls de la tranchée les officiers et les chefs de section, dont les efforts, les menaces et les exhortations restèrent sans effet ;
(...) informé de ces faits, le commandement a ordonné la réunion, en vertu du décret du 6 septembre 1914, d'un conseil de guerre spécial, devant lequel furent traduits directement, le jour même, sous l'inculpation de refus d'obéissance en présence de l'ennemi, cinq hommes de la 5e compagnie, pour la désignation desquels les chefs de section eurent recours au hasard ou à un tirage au sort ;
Le conseil de guerre, après avoir retenu à l'unanimité des voix la culpabilité des soldats Baudy et Prébost, et à la majorité de deux voix contre une celle du caporal Morange et du soldat Fontanaud, prononça contre eux la peine de mort et ils furent passés par les armes le lendemain 20 avril ;
Attendu que l'on ne saurait trop réprouver le procédé, contraire à l'idée de justice, utilisé en ce qui concerne deux des condamnés et consistant à faire désigner par le sort ceux qui auront à supporter la responsabilité pénale des fautes commises par la collectivité à laquelle ils appartiennent ;
Annule en conséquence le jugement rendu le 19 avril 1915 par le conseil de guerre spécial du 63e RI.
Déclare Morange Antoine, Baudy Félix, Fontanaud François et Prébost Jean Henri, acquittés de l'accusation retenue contre eux ;
Décharge leur mémoire des condamnations prononcées.
Compte tenu de *l'injustice des condamnations* les veuves ont reçu 1 franc de dommages et intérêts !

Mathieu Léon Gasparoux

Il est né le 1er octobre 1886 à Meymac (Corrèze), il est le fils de Louis, maçon, et de Françoise Goudenéche, servante. Il a 4 frères et 3 sœurs.
Il passe le Conseil de révision pour la classe 1906 ; il a le matricule 7872 pour le Bureau de

recrutement de Tulle (19). Il est dirigé sur le 100e régiment d'infanterie le 9 octobre 1907. Il est renvoyé dans ses foyers le 25 septembre 1909 avec *certificat de bonne conduite*.

Le 1er décembre 1913, il réside chez Monsieur Raynoir route de Saint-Sauves à la Bourboule dans le Puy-de-Dôme.

Rappelé à l'activité par décret de mobilisation générale le 1er août 1914, il est incorporé le 5 août 1914 au 100e régiment d'infanterie.

Il est déféré devant le Conseil de guerre de la 23e DI le 20 juin 1915 et condamné à mort pour *désertion en présence de l'ennemi* par jugement du 29 juin 1915. Immédiatement son avocat adresse un recours en grâce. Mais le jugement est exécuté le 30 juin 1915, à 8 h 00 du matin à Villers-Bocage département de la Somme.

Le nom de Mathieu-Léon Gasparoux, ne figure sur aucun monument aux morts. Il a été inhumé dans la nécropole nationale d'Albert. Il n'a pas été réhabilité.

Demande en grâce de Gasparoux

(...) je me suis absenté illégalement alors que nous étions dans un cantonnement de repos, aux 4 Vaux, loin des tranchées de première ligne mais je ne me serais jamais absenté en présence de l'ennemi, surtout si j'avais été chargé, ce qui n'était pas le cas d'un ordre, d'une mission ou d'une consigne.

J'ai un père âgé de 63 ans, deux sœurs encore jeunes, quatre frères dont un est employé aux chemins de fer et les trois autres sont sous les drapeaux. Pour eux je fais appel, mon Général, à votre grande indulgence, à votre extrême pitié.

Je regrette profondément mon acte et vous demande en grâce de réparer ma faute, en première ligne, face à l'ennemi.

Léon François Peyrical

Il est né le 24 décembre 1880 à Albussac (Corrèze) au village de Bros-bas, fils de Géraud, maçon et de Marie Leymarie, cultivatrice. Il a 3 frères et 2 sœurs. Il passe le Conseil de révision pour la classe 1900 ; il a le matricule 1801 pour le Bureau de recrutement de Tulle (19). Il est exempté en 1901. Mobilisé le 11 mars 1915, au 100e régiment d'infanterie puis soldat 2e classe à la 2e compagnie du 47e régiment d'infanterie, il a été fusillé le 9 octobre 1915, à Saint-Thomas-en-Argonne (Marne) pour *refus d'obéissance en présence de l'ennemi.*

Les 740 fusillés français représentent 0,4% des 200 000 décisions de justice prononcées par les tribunaux militaires[14], celles-ci étant donc loin de toutes se terminer devant un peloton d'exécution. (...) C'est ce même motif (refus d'obéissance) qui vaut à Louis Bellamy, Toussaint Besnard, François Denès et Léon Peyrical d'être fusillés pour l'exemple en 1915 après avoir été traduits devant le Conseil de guerre de la 20e division d'infanterie. (...) Les procédures concernant Louis Bellamy et François Denès contiennent plus de 45 pièces, celle relative à Toussaint Besnard n'en compte que 25 tandis que celle de Léon Peyrical se limite à une fiche de décès.

Les trois fusillés bretons du 47e RI – Léon Peyrical étant lui Corrézien – ont en effet en commun d'être des soldats hors-normes, dimension qui, ici se comprend dans le mauvais sens du mot.

François Marsaleix

Il est né le 19 novembre 1896 à Saint-Jal (Corrèze) au village des Plantadis. Il est le fils de Martial, cultivateur et Jeanne Besse. Il a sept frères et sœurs.

Il passe le Conseil de révision pour la classe 1916 ; il a le matricule 978 pour le Bureau de recrutement de Tulle (19). Il réside à Bicêtre département de la Seine.

Il est incorporé le 10 avril 1915, au 14e régiment d'infanterie, passé au 421e régiment d'infanterie le 5 août 1915, puis au 22e bataillon de chasseurs, 3e compagnie, le 19 septembre 1915.

Le 21 octobre 1915, il déserte et souhaite passer à l'ennemi. Ce faisant, il tue la sentinelle, le

14 Extrait de *En Envor* (revue d'histoire contemporaine en Bretagne) E. Saint Fuscien. <http://enenvor.fr/eeo_actu/wwi/a_propos_des_dossier_des_fusilles_marginalite_et_poids_des_circonstances.htm>

chasseur Schlier mais il est arrêté et déféré devant le Conseil de guerre. Condamné à mort, il est exécuté le 22 octobre 1915, au camp de Tinfronce (Alsace) *pour abandon de poste en présence de l'ennemi*.

Extrait des 32 pièces du dossier versées au procès[15]

VIIe Armée, 47e division.
Conseil de guerre spécial de la 5e brigade des chasseurs par ordre n° 5 en date du 21 octobre 1915.
Jugement :
Au nom du peuple Français
Ce jourd'hui vingt-deux Octobre mil neuf cent quinze, le Conseil de Guerre spéciale de la 5e brigade de Chasseurs, délibérant à huit clos, le Président a posé les questions suivantes :
Le chasseur Marsaleix François du 22e Bataillon de Chasseurs Alpins, est-il coupable d'avoir, le vingt et un Octobre mil neuf cent quinze, abandonné son poste ?
Le dit abandon de poste a-t-il eu lieu en présence de l'ennemi ?
Le Chasseur Marsaleix François s'est-il rendu coupable le vingt et un octobre mil neuf cent quinze de violences envers une sentinelle à main armée ?
Ces violences ont-elles entrainé la mort ?
Les voix recueillies séparément en commençant par le grade inférieur, le Président ayant émis son opinion le dernier, le Conseil de guerre déclare :
Sur l'ensemble des questions, à l'unanimité : Oui, l'accusé est coupable……..
En conséquence le Conseil condamne le soldat Marsaleix François à la peine de mort par application des articles 213 et 220 du Code de Justice Militaire…
L'an mil neuf cent quinze le vingt-deux octobre à 7 h 30 le présent jugement prononçant la peine de mort contre le nommé Marsaleix prénommé François d'autre part, a reçu son exécution en présence de la 3e Cie du 22e Bataillon de Chasseurs, de la 2e Cie de mitrailleuses de brigade et d'une section de la 1re Cie du 59e territorial.

15 Site *Mémoires des hommes*.

*
* *

1915 : la bataille des Dardanelles

Philippe Grandcoing

Le 18 mars 1915, Français et Britanniques pensent pouvoir débloquer la situation militaire en forçant le détroit des Dardanelles ouvrant l'accès à la mer de Marmara, et, de là à Constantinople et à la mer Noire. Leur calcul est simple. En frappant l'empire ottoman au coeur, ils entraîneront dans leur sillage les pays méditerranéens et balkaniques avides de se partager les dépouilles de « l'homme malade de l'Europe ». La Grèce, l'Italie, la Roumanie et la Bulgarie entreront donc en guerre, ouvrant un nouveau front sur le flanc sud de l'empire austro-hongrois. Celui-ci ne résisterait pas à cette nouvelle menace et serait amené à conclure une paix séparée, ce qui soulagerait d'autant l'allié russe alors en posture difficile. Isolée, l'Allemagne serait donc rapidement vaincue. Au-delà de ces plans ambitieux, attaquer dans les Dardanelles permettrait d'obliger les Ottomans à stopper leur offensive contre la Russie et écarterait les menaces pesant sur la zone du canal de Suez[1].

L'échec de l'opération navale

Voilà donc des perspectives fort intéressantes pour les états-majors après quatre mois de guerre immobile à l'ouest. Mais tous les généraux ne partagent pas cette vision des choses. En France, Joffre, auréolé de la gloire de la victoire de la Marne, pense qu'il est inopportun de dégarnir le front occidental à un moment où il prépare une offensive de grand style destinée à percer les lignes allemandes et à relancer la guerre de mouvement.

Côté britannique, le général Kitchener pense de même. Mais, à Londres, Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, et une partie des amiraux emportent la conviction du gouvernement : il est possible, par une simple opération navale, de faire tomber Constantinople. Toutefois, il ne s'agit pas pour l'Angleterre de risquer le gros de sa flotte dans l'opération. Seuls des navires anciens, plus ou moins obsolètes seront engagés. La France, qui entend ne pas laisser la Royal Navy agir seule en Méditerranée, apportera son concours.

Les 19 et 25 février, une première attaque navale est menée afin de neutraliser les forts à l'entrée des détroits[2]. L'opération est apparemment un succès, mais elle a pour conséquence immédiate d'accélérer la mise en défense de l'ensemble de la zone par les Ottomans, aidés par le général von Sanders, chef de la mission militaire allemande auprès de l'empire ottoman.

Le 18 mars, dix-huit cuirassés s'engagent dans les détroits. En tête les quatre navires français sous le commandement du contre-amiral Guépattre. C'est très vite la déconvenue, puis le désastre. Les Turcs ont installé de nombreux champs de mines que les dragueurs précédant la flotte n'ont pas tous éliminés et, sur terre, les batteries n'ont pas été réduites au silence. Le cuirassé *Bouvet*, touché par une mine dérivante, sombre en deux minutes avec ses 600 hommes d'équipage. *Le Gaulois*, touché également, s'échoue. *Le Charlemagne* et le *Suffren* sont fortement endommagés. Les Britanniques perdent également deux cuirassés, les HMS *Irresistible* et *Ocean*. Quatre autres sont fortement endommagés. En fin de journée, l'amiral John de Robeck, ordonne à la flotte de faire machine arrière.

1 Sur le contexte général qui présida aux opérations, voir Jean-Yves Le Naour, *1915. L'enlisement*, Perrin, 2013, notamment p. 165 et sq.

2 Sur le détail des opérations, voir Pierre Rigoux, *Les Dardanelles 1915. Une stratégie en échec*, Economica, 2014.



Le Courrier du Centre du mardi 8 juin 1915. Collection de Patrick Faury, remise au Cghml.

Les détroits n'ont pas été forcés[3]. Le fiasco est complet et oblige les Français et Britanniques à revoir leur stratégie. Désormais c'est par voie de terre que les alliés pensent pouvoir faire la décision en Orient. 100 000 hommes, embarqués sur 200 navires, doivent prendre pied sur la presqu'île de Gallipoli et neutraliser les défenses ottomanes. Mais là encore, les états-majors ont lésiné: hors de question de dégarnir le front occidental pour un hypothétique succès dans les Dardanelles. Aussi le corps expéditionnaire qui se présente le 25 avril face à la rive européenne du détroit est-il composé de troupes disparates : des Australiens, des Néo-zélandais, des Marocains, des Britanniques, des Sénégalais, des Indiens.

3 Churchill, qui perd dans l'affaire son poste de premier lord de l'Amirauté, considéra que ce retrait était prématuré, les défenseurs ottomans étant alors presque à court de munitions (voir François Bédarida, *Churchill*, Hachette, 2010, p. 140 et sq.

Gallipoli, presqu'île sanglante



Le torpillage le 26 février 1916 de *La Provence II*, navire de croisière transport de troupes vers les Dardanelles, a fait plusieurs centaines de victimes, dont pratiquement la moitié du 3e RI Coloniale, qui comptait 10 soldats du Limousin. In *D'onte ses* n° 12, nov. 2015.

L'opération de débarquement est apparemment un succès puisque les troupes britanniques prennent pied sur les cinq plages du cap Helles, parfois assez facilement, ailleurs au prix de lourdes pertes, jusqu'à 60% des hommes engagés. En revanche, plus au nord, le débarquement des Australiens et Néo-zélandais dans le secteur baptisé *Anzac bay*, sur d'étroites plages, fermées par des falaises en à-pic tourne au massacre. Du haut des crêtes, un jeune officier turc, Mustapha Kemal, dirige avec efficacité la défense. Au soir du 25 avril, les alliés tiennent une étroite tête de pont mais les Ottomans ont eu le temps de se ressaisir et d'organiser leurs défenses. En Orient comme en Occident, la guerre s'enterre. Mais, ici les Ottomans ont l'avantage du terrain. Tenant les sommets fermant la presqu'île de Gallipoli, ils profitent d'une position défensive extrêmement favorable. En face, le corps expéditionnaire souffre du manque d'eau, de la chaleur, des maladies, le tout compliqué par la longueur des lignes de communication. L'envoi de renforts ne change rien à la chose. Les offensives menées en mai et juin par les Britanniques et les Français qui disposent alors de quinze divisions dans le secteur sont fort meurtrières et n'amènent aucun succès décisif. Pire encore, la Royal Navy subit des pertes importantes causées par les sous-marins allemands : deux cuirassés, les HMS *Majestic* et *Triumph* sont ainsi envoyés par le fond, un troisième étant coulé par les Ottomans[4]. Mais, côté turc, la situation n'est guère plus brillante et toutes les offensives menées pour bouter les alliés hors des Dardanelles se soldent par des échecs sanglants! Comme à l'ouest, la guerre industrielle donne l'avantage au défenseur, entraînant l'enlisement du conflit. Pourtant, les états-majors croient encore à la possibilité de débloquer la situation. Par deux fois au mois d'août, le général Hamilton tente de débloquer la situation : le 6 une opération de débarquement plus au nord butte sur la défense solidement établie sur les crêtes ; le 21 une ultime offensive terrestre tourne au fiasco. Désormais, il n'y a d'autre issue pour les alliés que de mettre fin à une bataille dévoreuse d'hommes. À partir du 7 décembre se déroulent les opérations d'évacuation. Elles s'achevèrent un mois plus tard, sans trop de difficultés.

Un bilan désastreux

Au total, 145 000 soldats alliés furent tués, blessés ou capturés durant la bataille des Dardanelles auxquels il convient d'ajouter près de 100 000 malades. Le fiasco est d'autant plus important si l'on se réfère aux objectifs initiaux. Constatant l'échec de l'opération, le roi de Grèce renvoie son premier ministre partisan d'une entrée en guerre du côté des alliés et se cantonne dans une prudente neutralité, contraignant ainsi les troupes alliés qui venaient de débarquer à Salonique à rester l'arme au pied. La Roumanie agit de même. Quant à la Bulgarie, elle rejoint le camp des empires centraux le 5 octobre, entraînant l'effondrement du front serbe. Il faudra attendre l'automne 1918 pour que l'armée d'Orient, en partie composée des éléments engagés dans les Dardanelles, fasse basculer en quinze jours la situation dans les Balkans, en écrasant la Bulgarie et en menaçant les frontières méridionales de l'Autriche-Hongrie.

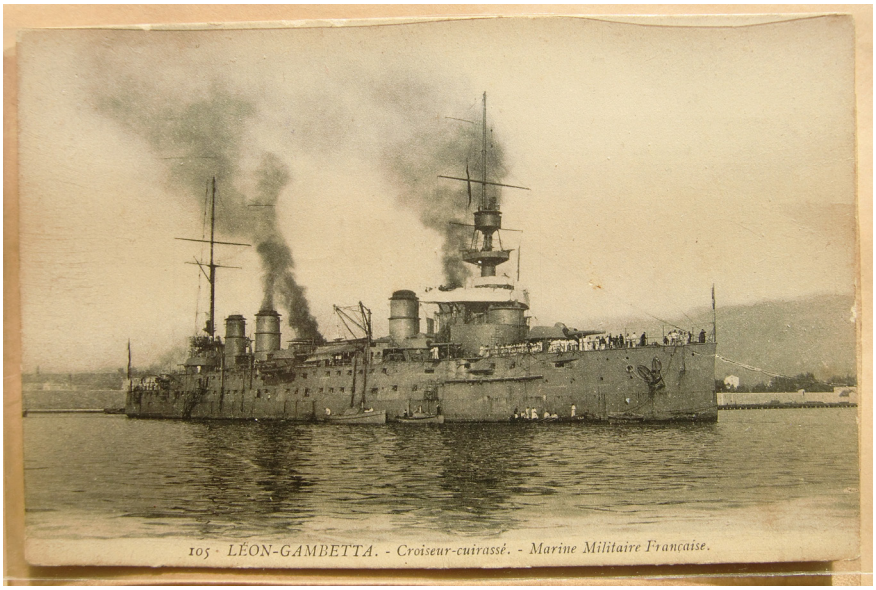
4 Ces pertes sont toutefois à relativiser, les navires appartenant à la classe des pré-dreadnoughts, alors technologiquement dépassés.

Dans la nuit du 26 au 27 avril 1915
Trois marins limousins emportés par la perte du croiseur Léon Gambetta

Jean-Jacques Mauriat

Le *Léon Gambetta* était un croiseur cuirassé de prestige. Premier d'une série de trois avec le *Victor Hugo* et le *Jules Ferry*, le *Léon Gambetta* était affecté en ce début de printemps 1915 au blocus de la mer Adriatique au sud de la pointe de l'Italie.
Dans la nuit du 26 au 27 avril 1915, le croiseur naviguait entre les îles Éoliennes au nord de la Sicile et Santa Maria Leuca un petit port du continent.
Le matin du 13 août 1914, la flotte française se trouvait à Malte quand l'amiral Boué de Lapeyrère, alors commandant en chef de la première armée navale alliée en Méditerranée, fut informé que la France avait officiellement déclaré la guerre à l'empire austro-hongrois. Le télégramme venu de Paris était précis : *Le gouvernement, comptant déterminer ainsi décision favorable de l'Italie, désire formellement que vous fassiez immédiatement acte d'hostilité contre l'Autriche-Hongrie.*
En conséquence, appareillez le plus tôt possible avec tous bâtiments français et anglais disponibles, et, après avoir passé ostensiblement en vue des côtes italiennes, faites contre côtes ou ports autrichiens, toutes opérations que vous jugerez convenables et dont le gouvernement vous laisse l'initiative. C'est ainsi que le *Léon Gambetta* se trouvait en cette fin avril 1915 en surveillance des eaux, interdisant le passage des navires de l'empire austro-hongrois à la Méditerranée.
Le 26 avril, le croiseur cuirassé avait à son bord le contre-amiral Victor Sénès, promu à ce grade par l'amiral Boué de Lapeyrère et commandant de la 2e division légère de l'armée navale.
Officiers, sous-officiers et matelots formaient un équipage de 818 hommes embarqués dans cette mission de surveillance.
Parmi tous ces hommes venus pour l'essentiel de Bretagne, du Pays Basque ou des villes de Marseille et de Toulon, il y avait trois Limousins. Henri Lenoir, matelot né à Bessines, Gaston Villoutreix, petit-fils d'un élu de Limoges et François Chazelas de Séreilhac. Tous trois sont *morts glorieusement pour la France*.
Nous avons voulu retrouver l'ascendance de ces trois matelots et le pourquoi de leur engagement dans la marine.
Le récit du torpillage du Léon Gambetta a été largement décrit et publié : en voici l'essentiel tel qu'il ressort d'un article de François-Xavier Bernard disponible sur le site des *cahiers de la Méditerranée*.

Le commandant du Léon Gambetta était le capitaine de vaisseau André ; à son bord se trouvait également le contre-amiral Sénès, commandant de la 2e division légère de l'Armée navale. Quelques minutes après minuit, le navire croisa la route du sous-marin autrichien U5, commandé par le lieutenant de vaisseau Georg von Trapp. L'U 5 était parti de Cattaro le 24 avril ; l'équipage était composé du commandant, d'un deuxième officier et de 14 sous-officiers et marins. Comme il n'était pas équipé de radio, sa mission était simplement de longer les côtes du Monténégro et de l'Albanie, à la recherche de navires à couler.
Lorsque la vedette du sous-marin découvrit la silhouette du croiseur français, le sous-marin



Le croiseur cuirassé Léon Gambetta. CP ancienne. JJM

se mit aussitôt en immersion, à huit mètres de profondeur. Deux torpilles furent lancées l'une après l'autre à 00 h 40. La première explosa à la hauteur de la paroi qui séparait les dynamos de la salle des machines, la deuxième à l'arrière de la passerelle. Le croiseur s'inclina aussitôt de 15° à bâbord. Les tirs avaient porté un coup fatal au croiseur, mettant hors d'usage l'alimentation électrique et les chaudières du navire. Pire encore, il était impossible de lancer un SOS par radio, car les explosions avaient endommagé l'antenne de transmission.

Plusieurs dizaines de marins restèrent bloqués dans les entrailles du navire, dans la plus complète obscurité. À cause de la forte inclinaison, il était presque impossible de mettre à l'eau les chaloupes de sauvetage du croiseur et une fois dégagées, ces dernières se fracassèrent sur le pont, causant la mort de nombreux marins. Les survivants jetèrent à la mer tous les morceaux de bois qu'ils pouvaient trouver, dans l'espoir de pouvoir s'y agripper une fois que le croiseur aurait coulé. Par miracle, il fut possible de mettre à la mer une chaloupe, mais elle était prévue pour accueillir seulement 58 personnes.

Tandis que le croiseur s'enfonçait rapidement dans les flots, les hommes de la chaloupe recueillirent les marins tombés en mer : 70, 80, 90 puis 108 hommes se retrouvèrent à bord... Le niveau de la barque baissa dangereusement mais fort heureusement, cette nuit-là, la mer était très calme. Les naufragés n'avaient guère de possibilité d'être secourus : les autres navires ignoraient tout du torpillage, étant donné que les communications radio étaient habituellement interrompues dans la nuit. Selon les dépositions des survivants recueillies le 4 mai 1915, la chaloupe n° 1 atteint Santa Maria di Leuca à 8 h 30 du matin, avec 108 survivants à bord. Un des survivants, Hyacinthe Tourrel, déclara : Des barques de pêche nous ont croisés et ont offert de nous prendre, mais nous avons refusé leurs offres dans la crainte de faire chavirer le canot n° 1 où nous avions tant de mal à nous maintenir. En réalité, il s'agissait de barques de pêche se trouvant à quelques centaines de mètres du rivage. Ces dernières patrouillaient dans la zone pour rechercher une ancre perdue cinq jours auparavant par le contre-torpilleur Irrequieto. Ces barques de pêche étaient commandées par le responsable du sémaphore local, Mario Sandri, qui conduisit les rescapés à terre, les recueillit de son mieux et appela le bureau du télégraphe de Castrignano del Capo, non loin de Santa Maria di Leuca, qui alerta aussitôt les ports de Tarente et Brindisi à 8 h 35.

Henri Lenoir, Marcel Chazelas et Gaston Villoutreix ont été comptés parmi les 681 victimes du naufrage du *Léon Gambetta*. Un drame qui, comme tous ceux qui ont suivi tout au long de cette guerre, a été très rapidement éclipsé par d'autres drames. La presse fut bouleversée par ce qui fut la première tragédie de ce conflit qui allait faire plusieurs millions de morts !
Dans le journal *Le Matin* du 29 avril 1915, le journaliste parle des *Marins glorieux* et écrit : *Braves enfants qui s'en allaient vers le danger avec la merveilleuse confiance de la jeunesse, parce que le danger les attendait où se trouvait le devoir ! Voilà qu'un invisible engin les a surpris la nuit en plein sommeil, et que, des hamacs, leurs corps dévêtus ont glissé dans l'abîme. Ce n'est pas cette bataille-là qu'ils avaient rêvée* ! et le journal poursuit par cette conclusion : *Sur mer comme sur terre, en somme, la guerre que font les Allemands et les Autrichiens est une guerre sans courage et sans honneur (...) elle n'empêchera pas les peuples civilisés d'avoir enfin raison du plus traître et du plus barbare des peuples !* ».

Dans son édition du 12 juin 1915, le journal *Le Temps* est revenu sur le naufrage en publiant la lettre d'un des deux survivants récupérés dans la Méditerranée par un torpilleur italien. Le marin rescapé, originaire de Sedan, raconte : *Nous revenons de loin. Je vais raconter le coup qui vient de nous arriver. Il était minuit ; je venais de prendre la faction dans le capot de la tourelle 16, quand un coup terrible, bientôt suivi d'un autre ébranlèrent la coque du bâtiment. Nous étions torpillés* (...)

En 1936, entre les deux tours des élections législatives qui allaient conduire le Front Populaire au gouvernement, *Le Figaro* du 30 avril 1936, revenait encore sur le naufrage du *Léon Gambetta*. Avec des accents grandiloquents, le journal écrivait : *On n'a jamais assez dit quelle fut la fin sublime de ce bâtiment (...) Tandis qu'il s'abîmait dans les flots glauques, le croiseur était le théâtre de traits d'héroïsme dont on semble, aujourd'hui, avoir oublié le souvenir. Par deux fois, le cri de « Vive la France ! » fut lancé par un équipage qui, déjà, était à la mer. Puis entonné par le premier-maître Grall, le Chant des Girondins s'élève au-dessus des courtes vagues contre lesquelles se débattaient les naufragés.*
Le naufrage du *Léon Gambetta* fut le premier grand drame de la guerre. Le premier seulement !

Marcel Chazelas

François Marcel Chazelas quartier maître mécanicien, né le 5 décembre 1892 à Séreilhac en Haute-Vienne, a le matricule 13558-4. Il est né au chef-lieu de la commune de Séreilhac, fils de Pierre, cultivateur et de Jeanne Robert 25 ans, son épouse. Son oncle Martial Picat, 46 ans maréchal-ferrant lui aussi du chef-lieu, vient déclarer la naissance en compagnie de Pierre, père de l'enfant. Cette famille a déjà perdu un des siens à la guerre, le grand-oncle de François Marcel, Pierre Robert Chazelas, mort à Constantinople en 1855, lors de la guerre de Crimée.
Sa fiche matricule précise qu'il mesure 1,67 m, et que son degré d'instruction est de 4. François fait partie de la classe 1910, il est engagé volontaire pour une durée de cinq ans à la mairie de Rochefort, à dater du 12 avril 1911.



Plaque émaillée de Marcel Chazelas au cimetière de Séreilhac (87). Photo Philippe Grandcoing.

Il est nommé quartier maître le 1er août 1912. Il est alors résidant à Constantinople en Turquie.

Henri Lenoir

Jean-Marie François Henri Lenoir, matelot de troisième classe électricien breveté, né le 28 avril 1896, à Bessines en Haute-Vienne, Henri a le matricule 15720-4, il est le fils de Henri Jean-Baptiste lui aussi originaire de Bessines.

Gaston Villoutreix

Gaston Henri Villoutreix matelot de seconde classe, canonnier breveté, né le 10 mars 1894 à Limoges, a le matricule 14336. Gaston a un frère Michel Louis, *mort pour la France* le 6 septembre 1914. Sur sa fiche matricule, Gaston mesure 1,68 m, son degré d'instruction est de 3. Il fait partie de la classe 1911. Il est engagé volontaire depuis le 16 octobre 1912, à la mairie de Rochefort aux titres des corps des équipages de la flotte. Il est canonnier breveté depuis le 1er octobre 1916.

Il est fils de Jean Élie 34 ans, voyageur de commerce, absent lors de sa naissance et de Marie Chibois, couturière, âgée de 26 ans. Le couple demeure au 23, faubourg du Pont Neuf à Limoges. Les déclarants de la naissance de Gaston Henri sont son grand-père, Michel Villoutreix fabricant de tissus, conseiller municipal de la ville de Limoges, âgé de 71 ans et Baptiste Élysée Villoutreix, son oncle, 28 ans tous deux résident au 91, chemin du Puy Lannaud à Limoges.

*
* *

1916 : Verdun, la bataille de l'enfer

Philippe Grandcoing

De toutes les batailles de la Première Guerre mondiale, Verdun est, au moins dans la mémoire collective des Français, la plus importante. Peut-on pour autant parler de bataille ?
Dans l'ouvrage portant ce titre, Hervé Drévillon explique que la bataille classique, caractérisée par *un lieu, une date, une concentration extraordinaire d'hommes, d'actions et de passions,* disparaît avec la Première Guerre mondiale*, où elle se dilua dans l'immensité des théâtres d'opération*[1].
Or Verdun ne ressemble en rien à une bataille classique. Dix mois de combats pour quelques kilomètres de front âprement disputés, autour de forts, Vaux et Douaumont, dont les noms sont passés à la postérité. Il s'agit bien davantage d'une véritable guerre de siège que d'une bataille à proprement parler[2].
Débutant le 21 février par l'offensive de Falkenhayn[3], les combats autour de Verdun cessèrent à la mi-décembre après qu'une ultime contre-offensive française eut repoussé les Allemands au-delà de Douaumont.
Au total, la bataille aura coûté 377 000 tués, blessés, prisonniers et disparus aux Français et 337 000 aux Allemands. L'artillerie causa 80% des pertes, sur un champ de bataille où furent tirés plus de 50 millions d'obus.

Pourquoi Verdun ?

La bataille avait fort mal débuté pour les Français, conséquence du désintérêt de Joffre pour les citadelles construites après la défaite de 1870. Conçu par le général Séré de Rivières, le dispositif fortifié était organisé autour de quatre villes : Belfort, Toul, Épinal et Verdun, chacune entourée de dizaines de forts. Dès la fin du XIXe siècle, la doctrine militaire française n'accorda plus grande importance à ce bouclier, en raison de l'invention de la mélinite ou *poudre brisante*, qui frappait d'obsolescence ces constructions, et de l'adoption du dogme de l'offensive à outrance[4]. Les premiers mois de la guerre confortèrent Joffre dans ses choix. La guerre moderne avait vu l'apparition d'un front continu constitué d'un réseau de tranchées et seule une offensive massive, précédée d'une puissante préparation d'artillerie permettrait de faire la décision. D'où la décision prise le 3 août 1915 de supprimer toutes les places fortes, ce qui permit au grand état-major de récupérer pièces d'artillerie lourde et stocks de munitions en vue de l'offensive de Champagne. Le secteur de Verdun, un saillant dans le front de Lorraine, était d'autant plus négligé qu'on estimait qu'il était difficile d'y effectuer une percée, de rompre le front à grande échelle[5].
Pourtant c'est là que Falkenhayn décida d'attaquer avec de grands moyens. On n'a jamais su exactement quel était le but recherché par le commandant en chef allemand. Sans doute espérait-il dans un premier temps s'emparer de Verdun et infliger une défaite sanglante à la France qui aurait ainsi accepté la paix, entraînant dans son sillage l'Angleterre. L'idée de

1 *Batailles. Scènes de guerre de la Table Ronde aux Tranchées*, Hervé Drévillon, Points-Histoire, 2009, p. 10-16.
2 Sur les formes nouvelles revêtues par la violence de guerre chez les combattants, voir la synthèse de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la Guerre*, Gallimard, 2000.
3 Chef du grand état-major général allemand.
4 Sur ces questions, voir Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire : politique étrangère de la France (1871-2015)*, Points-Histoire, 2015.
5 Voir Jean-Yves Le Naour, *1916, l'enfer*, Perrin, 2014, p. 59 et sq.



Cote 304, seul survivant parmi les dépouilles des soldats morts. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

saigner à blanc l'armée adverse a également pu guider sa stratégie. Les deux hypothèses ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Dans les deux cas, il s'agit, par la supériorité des moyens engagés, notamment en artillerie, d'infliger de telles pertes à l'adversaire qu'il n'aurait d'autre choix que de demander la paix.

La préparation de l'offensive n'avait d'ailleurs pas échappé à certains espions français qui avaient constaté la brutale intensification du trafic ferroviaire dans le secteur.

Sur place, les informations recueillies auprès de déserteurs et l'activité inhabituelle qui régnait dans les lignes allemandes avait aussi lancé l'alarme. Pourtant en haut lieu on se refusait à croire à une grande offensive dans le secteur de Verdun, la Champagne paraissant plus appropriée. Ce n'est qu'à la mi-février que des reconnaissances aériennes et le repérage d'une intense activité des postes de TSF dans le secteur convainquirent l'état-major que Verdun était la cible des Allemands. Heureusement pour les Français, le temps exécrable qui s'était abattu sur la région avait retardé l'offensive allemande de dix jours, ce qui leur donna le temps de faire converger des renforts.

Les débuts d'une bataille de 300 jours

La préparation d'artillerie débuta à 7 h le 21 février[6]. 1 200 pièces de tous calibres entrèrent en action. Durant neuf heures les premières lignes françaises furent soumises à un pilonnage d'une rare intensité. Un million d'obus s'abattirent sur quelques kilomètres carrés. Pourtant, lorsque la première vague d'assaut s'élança, elle se heurta à une résistance inattendue des

6 Voir la synthèse sur les combats, riche en témoignages, proposée par Malcolm Brown, *Verdun 1916,* Perrin, 2006.



Verdun bombardé. Tirage numérique à partir d'une photo stéréoscopique sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

troupes du colonel Driant au bois des Caures. Le lendemain, l'offensive reprit et la première ligne de défense fut partout submergée. Le 24, la situation devint critique. Toutes les lignes avaient cédé et le commandement envisageait d'abandonner Verdun ainsi que tous les forts sur la rive gauche de la Meuse. Pourtant Joffre s'y opposa, sans doute sous la pression du président du Conseil Aristide Briand, pour qui la chute de Verdun aurait un effet désastreux sur le moral de la nation.

Pétain fut alors nommé à la tête de la IIe armée qui tenait le secteur et le général de Castelnau, adjoint de Joffre, partit dans la nuit du 24 au 25 organiser la défense. Pétain arriva sur place le lendemain. Entre temps, le fort de Douaumont était tombé entre les mains des Allemands sans coup férir. Symboliquement, le coup était rude pour les Français. Mais sur le terrain l'essentiel se passait ailleurs. Falkenhayn, désireux d'économiser ses troupes, ne profita pas de son avantage pour lancer une grande offensive contre la ville de Verdun. De plus, il avait concentré tous ses efforts sur la rive droite de la Meuse, laissant à Pétain la possibilité de réorganiser ses défenses depuis la rive gauche. Fin février, l'offensive allemande connut un premier arrêt. La guerre de siège venait de commencer.

Elle allait pour partie se dérouler désormais sur la rive droite, où Falkenhayn lança une nouvelle offensive le 6 mars. Les Français reculèrent d'abord mais s'accrochèrent à des points stratégiques : le Mort-Homme, la côte 304. Désormais, la bataille de Verdun était une bataille de positions, durant laquelle il était essentiel de tenir. Et, dans cette perspective, plus le temps passait, plus la situation était favorable aux Français.

Tenir ou vaincre ?

En effet, puisqu'il s'agissait désormais pour Falkenhayn de *saigner l'armée française*, il devait poursuivre son offensive ; mais celle-ci était de plus en plus coûteuse en hommes, ce qui

était à l'opposé du but poursuivi. Inversement, Pétain avait adopté une stratégie défensive particulièrement efficace. L'accent avait d'abord été mis sur le ravitaillement. La *Voie sacrée*, ainsi nommée par l'écrivain nationaliste Maurice Barrès, était la seule route, depuis Bar-le-Duc, permettant de gagner le secteur de Verdun. Jour et nuit, roulant au pas, pare-chocs contre pare-chocs, une noria de camions transportait quotidiennement 2000 tonnes de matériel et 10000 hommes. Afin d'éviter l'épuisement des unités, Pétain avait en effet organisé un roulement des régiments. 70 des 95 divisions d'infanterie que comptait alors l'armée, ont combattu à Verdun, ce qui n'a pas peu contribué à la célébrité et à la popularité du futur maréchal de France, bientôt auréolé du titre de *vainqueur de Verdun*[7]. Son ordre du jour du 10 avril, au lendemain d'une offensive allemande, se concluant par ces mots restés célèbres, *courage, on les aura !*, témoigne de son état d'esprit : tenir le terrain, épuiser l'adversaire.

Mais sa stratégie défensive ne plaisait pas à Joffre car ne permettant pas de remporter la décision. Pire encore, elle nécessitait énormément de moyens au moment même où se préparait l'offensive de la Somme qui devait conduire à la percée décisive. Aussi Joffre fut-il davantage séduit par deux généraux sous les ordres de Pétain, Nivelle et Mangin, deux anciens de la Coloniale, dont la méthode dite de *la défense agressive* consistait à contrattaquer immédiatement afin de profiter de la désorganisation de l'adversaire. Le 25 avril, Pétain reçut le commandement du Groupe d'Armées du Centre. C'était une promotion, mais qui l'éloignait du terrain des opérations de Verdun qui, désormais, incombait à Nivelle.

S'ouvrit alors une nouvelle phase dans la bataille. Nivelle entendait bien apporter à Joffre les succès dont il avait tant besoin alors que sa conduite de la guerre était de plus en plus critiquée, notamment au sein du gouvernement. Profitant d'une violente explosion dans un dépôt de munitions qui avait désorganisé le fort de Douaumont, Nivelle ordonna d'attaquer. Le 22 mai, Mangin réussit à s'emparer de la superstructure du fort, mais pas de la totalité des souterrains. Le 24, la contre-offensive allemande repoussa les assaillants français. L'opération aura coûté des milliers d'hommes pour un gain absolument nul. Pire encore, tandis que Nivelle et Mangin s'épuisaient devant Douaumont, les Allemands avaient réussi à grignoter les positions françaises sur la rive gauche de la Meuse, s'emparant du Mort-Homme et de la cote 304. Puis ils tentèrent un ultime assaut en direction de la ville de Verdun. Le 7 juin le fort de Vaux fut pris, malgré la défense héroïque des hommes du commandant Raynal qui avaient résisté pendant cinq jours dans ses souterrains. Lorsque les deux cents derniers défenseurs, épuisés, à court de nourriture et de munitions se rendirent, les Allemands leur présentèrent les honneurs, fait extrêmement rare durant la guerre.

Le 23, l'attaque du fort de Souville, à moins de quatre kilomètres de Verdun, constitua un moment crucial. Précédée par un bombardement chimique à l'aide d'obus au gaz phosgène, l'offensive fut initialement un succès. Alors que Pétain envisageait un repli sur la rive gauche de la Meuse, Nivelle, soutenu par Joffre, résista. La situation resta critique quelques jours jusqu'à ce que le déclenchement de l'offensive de la Somme, le 1er juillet, soulage enfin les défenseurs de Verdun.

Ultimes combats

La bataille ne cessa pas pour autant. Côté français, il s'agissait de reconquérir le terrain perdu et tout particulièrement les forts de Vaux et Douaumont. Pour cela Nivelle expérimenta de nouvelles méthodes : tir de barrage roulant d'artillerie en avant de la progression de l'infanterie, recours à d'énormes obusiers de 400 mm afin de détruire les fortifications allemandes. Le bombardement préliminaire fut tellement efficace que, le 24 octobre, lorsque les troupes se lancèrent à l'assaut, elles ne trouvèrent face à elles qu'une poignée de défenseurs : l'état-

7 Sur l'importance tenue par Verdun dans la construction du mythe Pétain voir Didier Fischer, *Le Mythe Pétain*, Flammarion, 2002 et Pierre Servent, *Le Mythe Pétain. Verdun ou les tranchées de la mémoire*, Payot, 1992.

major allemand avait ordonné d'évacuer une position devenue intenable. Quelques jours plus tard, le fort de Vaux fut repris, lui aussi sans combats. Enfin, début décembre, une ultime offensive de Nivelle et Mangin repoussa les lignes allemandes de plus de trois kilomètres au-delà de Douaumont.

La bataille de Verdun n'aura apporté aucun avantage décisif à chacun des deux camps. Au contraire, elle aura montré l'impasse dans laquelle se trouvait la stratégie militaire. Ni la percée, ni la saignée n'avaient permis à l'Allemagne de l'emporter. À l'inverse, elle avait épuisé une partie de son armée dans des combats dont elle ne retirait aucun avantage. Côté français, Verdun était une victoire, chèrement payée certes, mais qui avait montré la ténacité des troupes. La bataille avait aussi contribué à l'ascension de deux généraux, Pétain et Nivelle, appelés à jouer un rôle majeur en 1917.

*
* *

1916 La guerre du ciel

Jean-Jacques Mauriat

L'année 1916 fut une année charnière dans l'histoire de l'aviation militaire dans le sens où celle-ci s'imposa comme une arme essentielle dans la préparation et l'exécution des offensives terrestres. La bataille de Verdun fut la première bataille qui commença par une lutte pour la supériorité aérienne. Cette importance du facteur aérien fut intégrée par les alliés et appliquée lors de la bataille de la Somme. Depuis, le combat pour acquérir la maîtrise de l'air est devenu le gage indispensable de la victoire dans les batailles terrestres[1].



Les aviateurs du 2e groupe d'aviation de Bron en 1916. Georges Mauriat est au troisième rang à droite.

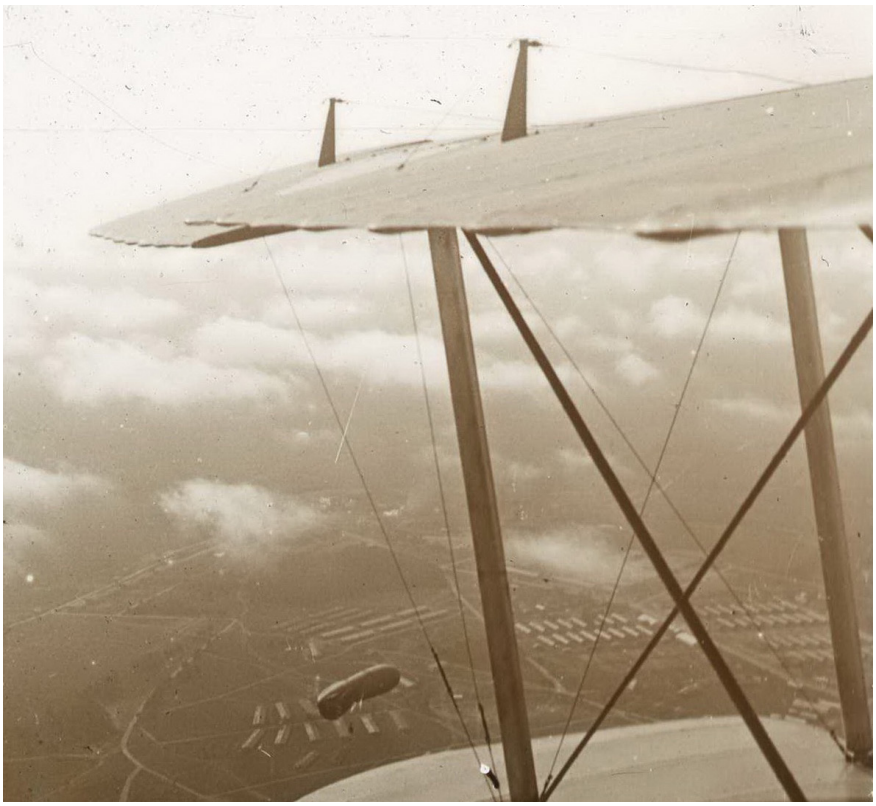
Georges Mauriat engagé volontaire 1897-1946 mitrailleur

Georges Albert Mauriat est né le 12 octobre 1897 à Saint-Germain-Beaupré. De la Creuse à Paris, Georges suit les postes d'affectation de son père Jean Mauriat, employé du PO. Après des études secondaires, il prépare son entrée à l'École des arts et métiers à Paris.
Le 11 avril 1916, il part en qualité de mécanicien au 2e groupe d'aviation à Lyon-Bron dans le Rhône. Il a 18 ans et 10 mois. Il devient mécanicien puis mitrailleur.
Mon cher papa
Je suis arrivé hier après midi avec mon pilote. Nous sommes partis d'à côté de Fismes. Je faisais partie du secteur du chemin des Dames nous avons longé les lignes jusqu'à Soissons à une assez grande hauteur puis nous avons traversé la Forêt de Compiègne à 1300 m de haut – je te prie de croire que nous étions chahutés par moments nous étions dans les nuages. À part cela le voyage s'est bien passé. Nous sommes à 2 km de Montdidier. Malheureusement

1 « 1916 ou l'année de rupture en matière d'utilisation de l'arme aérienne », Louis Chagnon, in *Revue historique des armées*. N°242-2006.

nous n'y resterons pas et on parle déjà du départ dans la direction de Saint-Quentin… Nous travaillons ici énormément d'autant plus qu'il y a pas mal de mécanos en permission de sorte que je suis seul avec deux moteurs.
Le 29 mai 1917, après avoir participé pendant 140 jours à d'incessantes sorties aériennes au-dessus de la zone de combats, Georges confirme à son père avoir déposé sa demande de permission. Il est officiellement au repos après cette période d'intense activité aérienne :
La santé est très bonne et c'est le principal avec ce travail les journées bien que longues, passent assez rapidement, j'ai déjà un mois de front dont 15 jours en ligne.
Je t'ai dit que l'escadrille avait été par erreur dans les régions dernièrement conquises par les Anglais. Inutile de te dire que l'on cherche inutilement les maisons et ce n'était guère gai !
Ton fils qui t'embrasse. Georges

Le 1er mai 1917, Georges est affecté à l'escadrille F 8, sur avions Farman biplan, qui est rattachée à la 45e compagnie d'aérostiers. Cette escadrille sera équipée d'avions Dorand puis de Salmson, elle utilise comme insigne une croix de Lorraine rouge sur fond bleu.



Biplan français survolant une « saucisse », dirigeable gonflable utilisé par les Allemands. Tirage numérique à partir d'une photo sur plaque de verre. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

*
* *

Deux morceaux de toile de l'avion boche abattu
Ernest Mazaud mobilisé de 1916 à 1918

Alain Pérel

Ernest Mazaud, mon grand-oncle, est né le 15 février 1897 à Pérols-sur-Vézère (canton de Bugeat, Corrèze). Il est le fils aîné de Michel Mazaud et d'Antoinette Nauche.
Ces derniers sont employés à la Compagnie de chemin de fer Paris-Orléans. D'abord en poste à Pérols, ils sont mutés à la gare de Saint-Julien-le-Vendômois, en basse Corrèze. Les deux frères d'Ernest y sont nés, Marcel en 1900, et Marius, mon grand-père, en 1902.
Ernest est appelé sous les drapeaux en juillet 1916. Il est versé dans l'artillerie et fait ses classes à Lyon et au champ de tir de Chambaran, dans l'Isère. Il arrive au front début septembre après affectation au 84e Régiment d'Artillerie Lourde (12e Groupe, 24e Batterie).
Inexplicablement, sur un peu plus de deux ans de guerre, presque aucune lettre de 1917 ne fait partie de l'ensemble précieusement gardé par ses parents : celui-ci comprend 10 lettres pour 1916, 2 lettres d'octobre et novembre pour 1917, et plus de 50 pour 1918. Ces courriers sont adressés à ses parents ou dans quelques cas à ses deux jeunes frères pensionnaires.
Ses périodes de permission se répartissent entre Saint-Julien-le-Vendômois et Lyon, où s'étaient installés ses grands-oncles Nauche comme entrepreneurs en bâtiment. Il est d'ailleurs fiancé à sa cousine, Léo Nauche, qu'il épousera après la fin de la guerre.
Il a successivement œuvré sur la Somme en 1916, puis à Verdun en 1917. Il retourne fin 1917 à Vincennes pour suivre les cours du peloton d'aspirants, puis est versé au 283e Régiment d'Artillerie Lourde (4e groupe, 27e batterie) en mars 1918, cette fois en tant qu'officier. Il est nommé sous-lieutenant le 15 juillet 1918. À son mariage avec Léo, le 26 novembre 1919 à Lyon, il est sous-lieutenant au 84e régiment d'artillerie lourde à Strasbourg.
En 1921, il a été rendu à la vie civile et travaille à Lyon. Il reprendra plus tard l'entreprise de bâtiment de son grand-oncle et beau-père.
Il est remobilisé en 1940 mais n'est pas fait prisonnier. Il aura la douleur, en 1944, de perdre ses deux fils, Michel et Lucien, résistants, fusillés par les Allemands comme francs-tireurs.
Il s'installe en retraite à Faux-la-Montagne (Creuse) d'où la mère de Léo était originaire et où était située la propriété familiale de sa belle famille. Il décède le 20 juin 1980, quelques mois avant Léo.
Je présente ici trois lettres de fin 1916, qui décrivent ses premiers sentiments à la découverte du front. Elles évoquent aussi un combat aérien juste au-dessus de lui. Il récupère à titre de trophée deux morceaux de toile de l'avion allemand abattu.
Une lettre de fin 1917 : Ernest est alors en formation d'aspirant à Vincennes. Dans cette lettre, il exprime (c'est rare) un certain désarroi sur la tournure de la guerre, suite au désastre italien à Caporetto contre les Austro-Hongrois, et à l'arrêt des hostilités par la Russie après la Révolution d'Octobre.
Plusieurs lettres, d'avril à octobre 1918, ont été publiées en 2018 dans la revue *D'onte ses Mémoires de guerre des limousins*, elles éclairent parfaitement les opérations : dans un premier temps, début avril, les Allemands lancent un formidable coup de boutoir, notamment sur l'Oise : le but est de percer le front allié, en profitant des ressources supplémentaires qui leur sont apportées sur le front occidental par la fin de la guerre contre la Russie, avant que l'engagement des États-Unis n'ait donné aux Alliés un avantage déterminant. L'attaque est très péniblement contenue, et la contre-offensive décisive n'intervient qu'en juillet. L'unité d'Ernest intervient

dans le secteur de Noyon, en protection de Compiègne, l'objectif des Allemands préalable à la percée finale escomptée vers Paris.
Les courriers peuvent être facilement mis en rapport, d'une part avec l'histoire du front, d'autre part avec le compte rendu du Journal des Marches et des Opérations du 283e Régiment d'Artillerie Lourde.
Les deux lettres des 9 et 11 novembre 1918, qui décrivent de façon émouvante les perspectives de cessation des hostilités puis la fin officielle de la guerre.
D'une façon générale, les lettres affichent une confiance totale en la supériorité alliée, tant en valeur militaire qu'en moyens, sur le *Boche* (le terme *Allemand* n'est employé qu'une fois, le 8 novembre 1918, pour évoquer les parlementaires Allemands en vue de l'Armistice). Rares sont les moments d'inquiétude ou de doute.
On devine toutefois, lorsque la menace allemande se fait très précise au printemps 1918, que le front français recule car les lettres d'Ernest deviennent très laconiques quant à l'orientation géographique des déplacements… à l'inverse, les courriers lors de la contre-offensive de l'été sont plus explicites sur l'itinéraire de sa Batterie…

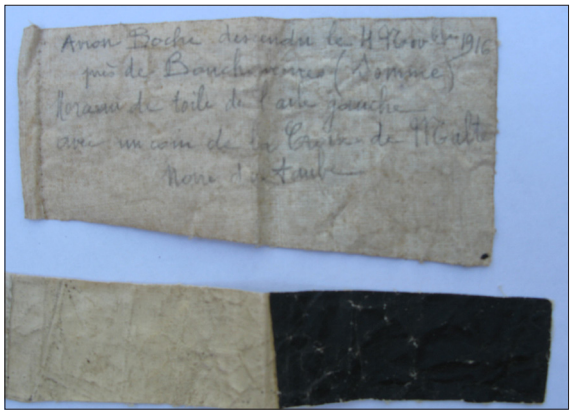
Ces lettres témoignent, en termes parfois très violents, de sa haine pour le *Boche*. Toutefois, en novembre 1916, une lettre de la mère de Léo, conservée aussi dans la famille, affirme qu'Ernest a pansé le pilote *Boche abattu*… mais lui-même n'en parle pas…
Ernest est sûr de lui et de ce qu'il fait. Ses récits des combats prennent volontiers un ton emphatique. La construction des lettres est soignée. L'orthographe utilisée (intégralement respectée dans la retranscription) est parfaite. L'écriture elle-même est bien calligraphiée.
Finalement, ses lettres de guerre sont tout à fait conformes au souvenir que je garde de l'oncle Ernest…

Lettre à ses parents *Le 19 octobre 1916*
Chers parents,
J'ai reçu avant-hier 17 votre charmante lettre avec le mandat en même temps que mon colis en bon état. Je vous en remercie. C'est tout ce dont j'ai besoin pour le moment. Quant aux effets dont vous me parlez je n'en n'ai pas besoin. La santé est excellente et je souhaite que ma missive vous trouve de même. Il fait un temps horrible ici. La pluie qui tombe fait du pays et des chemins piétinés une mer de boue.
J'ai déjà fait deux jours de service comme téléphoniste. C'est pas mal intéressant. Quand la ligne est coupée il s'agit d'aller la réparer et souvent il pleut… des marmites et pas des petites… Le plus ennuyeux dans ce métier c'est le mauvais temps car il faut en faire des kilomètres. Heureusement que je me suis porté comme bon nageur. Hier j'ai vu des cadavres de Boches. C'est dégoutant : il n'en reste plus que les os et les équipements. Vous savez ils ont les crânes salement carrés !… Tout près de nous un grand ravin de 1 km de long en est couvert. Il s'en est fait un massacre il parait là. Ci-joint croquis avec les proportions. (le croquis n'a pas été conservé) *La croix indique ma position. Vous voyez à peu près le théâtre de mes exploits. Ce n'est pas précisément le bon coin car ça y pète. Enfin, j'ai bonne confiance et bon espoir. Je termine en vous embrassant de tout mon cœur. Signé : MAZAUD*

Lettre à ses parents *Le 14 11 1916*
Chers parents,
(...) Je suis en excellente santé et vous souhaite tous de même. Il faut aussi vous faire une raison. Le danger est grand ici mais tout de même en faisant un peu attention et en étant prudent on n'est pas démoli du jour au lendemain surtout avec la bonne cagna que j'ai à présent. On entend toujours venir les obus au moins une seconde avant qu'ils tombent ; Aussitôt on s'aplatit et le tour est joué. Dans nos parages les Boches tirent un peu au hasard

et pas trop ! On reste des fois un jour ou deux sans voir une marmite. C'est qu'ils savent qu'ils n'ont pas autant de canons que nous et que s'ils nous embêtaient trop comme leurs batteries sont repérées on les aurait vite fait taire.
Il n'y a pas grand-chose de nouveau ici. Le temps est assez beau et doux et on n'est pas trop mal ces temps ci. Je mange comme quatre et me porte très bien. Je suis en train de faire un joli petit travail ici. Vous m'en direz des nouvelles…
J'espère que vous ne mangerez pas tous les marrons et que vous m'en laisserez pour ma permission. D'ailleurs j'en réquisitionne ½ sac pour mes 7 jours. Ordre militaire et supérieur. Faut obéir. Je termine en vous embrassant tous de tout mon cœur.
Votre artiflot. Signé : MAZAUD

Lettre à ses frères *Le 15 Nov 1916*
Mes chers Marcel et Marius,
Je profite d'un moment de loisir pour vous donner de mes nouvelles. Je suis en excellente santé et vous souhaite tous deux de même. (...) J'ai construit depuis une quinzaine de jours une cagna à 4 mètres sous terre, quelque chose de costaud. Là dedans, je suis tranquille et je suis presque assuré contre les marmites.
Ca bombarde presque sans arrêt et les opérations continuent toujours. D'ailleurs le temps les favorise : il n'a pas plu depuis 10 jours. Je viens d'apprendre un petit tuyau fort important : il parait que les anglais vont nous remplacer dans notre secteur dans les dix jours qui vont suivre, avant le 26 et en ce cas je ne sais pas trop où nous irions. On aura peut être un coin plus tranquille. On dit aussi que nous aurons d'autres canons (des 270 parait-il).
J'ai annoncé à St Julien ce qui est arrivé dans la gare où travaillent Barillaud et M. Bodin. Des quantités de munitions qui étaient là ont sauté faisant une quarantaine de morts. Je n'ai eu aucune nouvelle d'eux et j'irai sans doute les voir dans 3 jours. J'ai bien peur qu'il leur soit arrivé malheur car ils étaient des plus exposés.



Toile de l'*avion Boche* tombé aux pieds de l'oncle Ernest. Coll. A.P.

Je vous envoie un bout de toile d'un avion boche descendu abattu le 4 Novembre à 50 mètres de moi, un jour que j'étais allé vers Bouchavesnes à l'observatoire. C'est celui dont on a parlé au communiqué du 13. Je vous raconterai de vive voix ce combat fantastique qui se passa à 100 mètres au dessus de moi et où le taube fut dégringolé. Mon tour d'aller en permission s'approche assez rapidement et je serai à St Julien plus tôt qu'on ne pense. Je suis en train de faire un petit travail magnifique dans lequel je me suis révélé un artiste. Vous m'en direz des nouvelles (Ich binn ingénieur !…) Je l'ai réussi du 1er coup et les autres en sont épatés ! ... Les Boches ne nous marmitent pas trop car ils savent que s'ils nous embêtaient trop nous leur aurions vite cloué le bec… (...)
Votre frangin qui vous aime bien. Signé : MAZAUD

*
* *

François Denhaut : une campagne contre l'Allemagne en hydravion militaire

Frédéric Gravier

Un enfant de Champagnat

François Victor Denhaut est né à Champagnat dans la Creuse, le 4 octobre 1877. Il est le fils d'un entrepreneur en maçonnerie et ciment armé. Les premières années se passent à Champagnat, dans la maison de la famille maternelle. Son père est parti à *la campagne* sur les chantiers et ne revient que l'hiver auprès des siens. François Denhaut prend le métier de son père jusqu'en 1909, année où il se lance définitivement dans l'aviation. Il signe un premier contrat d'association avec Frédéric Danton, riche industriel et homme politique de la Creuse.

Ensemble, ils déposent plusieurs brevets dont celui d'un aéroplane qui vole à Port-Aviation (commune de Viry-Châtillon), mais ce dernier brevet l'est au seul nom de Danton. Denhaut devient alors chef pilote pour Pierre Levasseur et développe à ses heures creuses un prototype d'hydro-aéroplane à coque conçu comme un *canot volant*. Jérôme Donnet qui vient de lancer une école d'aviation lui prête un moteur pour son premier essai, mais c'est un échec. Un troisième homme vient compléter le financement du projet, Henri Lévêque. Après modification de l'appareil, c'est un succès. Le 13 avril 1912, l'hydravion à coque est inventé. Donnet et Lévêque crée la société Donnet-Lévêque qui prend en son nom les brevets des inventions de Denhaut. Peu après Denhaut est remercié et engage une procédure judiciaire contre Jérôme Donnet.

L'avant-guerre

Poursuivant sa carrière aéronautique malgré ses déboires financiers, François Denhaut est engagé en septembre 1913 aux *établissements des Aéroplanes Goupy* comme *ingénieur - directeur technique* avec un contrat pour y réaliser un hydro. Ambroise Goupy souhaite mettre au point un hydravion et a besoin des compétences et de l'expérience de François Denhaut.

Les deux hommes se sont connus lors de la grande aventure de Port-Aviation, où alors que Denhaut invente l'hydravion à coque, Goupy s'essaye à perfectionner ses avions. La société GOUPY quitte Port-Aviation le 1er juin 1913 et vient s'installer boulevard du Point du Jour à Issy-les-Moulineaux.

Le premier appareil que Denhaut étudie est un *glisseur* entièrement en acier. Ce mode de construction est très innovant, même si la fabrication d'un aéroplane en acier a déjà été testée. Mais le projet ne se concrétise pas.

Il étudie également un hydro-aéroplane, dont les essais de mise au point, se terminent quelques jours avant la déclaration de guerre. Le prototype est une évolution d'un appareil déjà réalisé quand il travaillait aux établissements BOREL entre fin 1912 et début 1913.

Les essais de mise au point de l'appareil sont menés par un pilote d'expérience Stéfano Amerigo (ex-chef-pilote de Robert Esnault-Pelterie à Toussus-le-Noble) à Triel-sur-Seine du 15 juillet au 2 août. L'appareil doit être présenté à la commission de la Marine le 2 août. La guerre interrompt la présentation.

Cet appareil propose des solutions tout à fait originales. Pour ses premiers essais à Triel-sur-Seine en juillet 1914, il se révèle excellent dans sa tenue sur l'eau et en l'air par rapport aux hydravions existants grâce à sa coque munie de dispositifs spéciaux pour la haute mer.

Au mois d'août 1914, après la déclaration de guerre, les essais sont arrêtés et l'appareil est ramené de Triel à Paris par voie fluviale, le moment étant trop critique pour le faire par la voie des airs, et on le transporte à Issy-les-Moulineaux.
Ambroise Goupy s'engage, ses ateliers s'arrêtent.
Denhaut a souhaité reprendre les essais pendant la guerre, malheureusement cette expérience est arrêtée par un incident, l'appareil entreposé à la maison Bonnet est détruit lors de l'incendie des hangars.


François Victor Denhaut, pose pour le photographe.

L'incorporation

Appartenant à la classe 97, service auxiliaire, François Denhaut ne doit être appelé que près d'un an après la déclaration de guerre, en juin 1915. Porté par l'élan patriotique qui anime la nation en ce début de conflit, il décide de devancer l'appel et se présente à l'incorporation.
Il dispose d'un ordre du général Bernard qui, persuadé que la guerre sera de courte durée, décide tout d'abord de fermer les écoles d'aviation, de refuser toutes nouvelles commandes d'avions et d'envoyer les mécaniciens d'aéronautique dans les régiments d'infanterie. Le général Hirschauer qui lui succède le 11 octobre 1914, fera annuler ces instructions.
Le général Bernard est directeur de l'Aéronautique militaire depuis le 2 août 1914, et il ordonne à François Denhaut, après bien entendu qu'il aura rejoint son corps, de partir à Dijon avec le titre de pilote aviateur et des considérations d'officier. Persuadé, comme beaucoup, que la guerre ne durerait pas plus de 3 mois, il part avec cet ordre pour chercher à s'engager. Le pilote Amerigo qui était son coéquipier chez GOUPY, en qualité d'étranger, l'accompagne, mais l'armée ne veut ni de l'un ni de l'autre !
Fort déconfit par cette mésaventure, il va trouver le capitaine Faucompré, qui est une vieille connaissance de Port-Aviation. Faucompré assure la direction de l'aviation au ministère de la Guerre. Mais, là également il est reçu comme *un chien dans un jeu de quilles*. La guerre débutant occupe tous les instants et les militaires n'ont que faire des préférences d'un engagé fut-il un ami.
Il s'en va donc directement rejoindre le 8 août 1914, la 2e réserve d'aviation de Dijon, toujours avec les considérations d'officier du général Bernard et le titre de pilote aviateur. À son arrivée, on l'adresse à un adjudant qui lui dit : *Ah ! Vous êtes pilote aviateur, vous avez des considérations d'officier !*, il lui prend son papier et le déchire devant lui. Il le classe mécanicien sous les ordres d'un caporal. François Denhaut en est surpris mais, philosophe, se dit qu'il est venu pour faire son devoir et que s'ils n'ont pas besoin de pilote, il tâcherait de rendre des services de son mieux comme mécanicien sous les ordres du lieutenant Collard.
Quelques temps après, sur la réclamation de certains camarades aviateurs auprès du commandant, il est nommé chef de hangar, et le surlendemain chef d'équipe, quelques jours plus tard, chef de piste pour les appareils Maurice Farman.
Il demande toujours à pouvoir piloter et à partir, mais jamais ce ne lui est accordé. Tous ses camarades partent dans les écoles et lui reste à Dijon. Finalement, la 2e Réserve d'aviation est dissoute et retirée de Dijon et Denhaut est versé à la compagnie pour faire la manœuvre du fusil avec les bleus !
À ce moment, le colonel Bouttiaux (ancien délégué du ministre de la Guerre et membre

de l'inspection permanente de l'aéronautique) vint à passer une revue. François Denhaut demanda à lui être présenté pour lui faire part de son désir de servir dans l'aviation. François Denhaut raconte lui-même cet épisode :

« Je demandai évidemment à lui être présenté pour pouvoir faire ma petite réclamation. Au port d'armes d'une façon impeccable, je me permis de lui dire :

- Mon Colonel, je suis Denhaut, vous m'avez connu dans telle circonstance, je suis pilote breveté etc…

Alors le brave colonel s'écria :

- Mais qu'est-ce que vous f.... là !

- Mon Colonel, répondis-je, c'est moi qui vous le demande

- Y en a-t-il d'autres dans votre cas ?

- 2 autres mon Colonel, et je les lui présentais.

Le colonel Bouttiaux donna alors l'ordre de m'envoyer sans délai au centre d'Avord. Après les rangs rompus, je vais trouver le lieutenant Voisin qui commandait la compagnie des bleus et lui dis :

- Mon Lieutenant, vous avez entendu ce qu'a dit le Colonel, je vais vous remettre mes armes et bagages, et prendre le train immédiatement.

- Oh !, me répondit-il, *tout de suite, en matière militaire, cela veut dire dans 15 jours. D'abord, vous aurez à passer un examen d'aviation.*

Je me permis de lui demander qui me le ferait passer.

C'est moi, dit-il.

Bien, je le passerai.

L'examen fut passé naturellement avec tous les avantages du côté du constructeur, et « il ne me fut permis qu'au bout de 15 jours à 3 semaines, de rejoindre le poste qui m'avait été désigné, et auquel j'aurais dû me rendre d'une façon immédiate ».

Arrivé au camp d'Avord près de Bourges, qui est une école d'application où les élèves pilotes volent essentiellement sur des appareils Voisin ou Maurice Farman, aucun appareil n'est disponible pour Denhaut. Il est envoyé à Pau le 20 décembre 1914, comme élève pilote avec les chefs pilotes Colliex (pilote d'hydro au meeting de Monaco en 1912 auquel participait également Denhaut) et le lieutenant Daucourt où il passe un mois environ. L'école dont il fait partie et qui vole sur des biplans est transportée à Avord le 7 janvier 1915. Il est rappelé à Avord parce que les biplans sont séparés des monoplans. Là, il effectue quelques vols avec les chefs pilotes suivants : de Francq, Labouret, Colliex, lieutenant Laurent, lieutenant Bielovucic.

Le retour à Dijon se fait le 8 février 1915.

Denhaut raconte la suite de sa carrière militaire comme suit :

« Je fus alors nommé instructeur technique des élèves pilotes à Dijon, et il m'arriva un petit malheur dont il vaut mieux ne pas parler. Devant ce nouveau succès, je me décidai à abandonner la partie et à rentrer dans le civil. Ma classe n'étant pas encore appelée, j'allai trouver le Commandant en lui disant : *Je vous prie de bien vouloir transmettre cette demande par voie hiérarchique de façon à ce que je sois renvoyé dans mes foyers. J'étais venu ici espérant y trouver des galons et rendre service à mon pays, je crois que je n'ai fait ni l'un ni l'autre ; je demande à rentrer.* Ma demande fut transmise, et je dois rendre justice à mes chefs supérieurs d'avoir compris ma situation en me rendant ma liberté, pour me permettre de faire tout de même mon devoir, de la façon dont nous aurons l'occasion de parler par la suite ».

Le 20 mars il est démobilisé, sa classe n'ayant pas été encore appelée. *Affecté spécial*, il est renvoyé à l'arrière.

Il est convoqué et affecté au 81e régiment d'artillerie le 15 novembre 1915, il n'a pas rejoint son régiment car le même jour il est détaché à l'usine DONNET, il est ensuite

affecté au 23e régiment d'infanterie coloniale le 1er juillet 1917 mais est maintenu détaché. Sous l'impulsion du ministère de la Guerre, il renoue avec Jérôme Donnet. Le 26 juin 1915 c'est la signature du contrat avec Jérôme Donnet et la fin des poursuites de Denhaut contre Donnet. François Denhaut est nommé le 1er juillet directeur technique des établissements Donnet.

La guerre maritime. Les forces maritimes en présence

Créée officiellement par un décret du 20 mars 1912, l'aviation maritime est encore à ses premiers balbutiements. Personne ne la prend très au sérieux et les esprits les plus innovants, s'ils accordent quelques valeurs à l'aéroplane pour les missions d'éclairage et d'observation, ne lui en reconnaissent aucune dans l'offensive. Le déroulement de la campagne lui permet de faire ses preuves et de prendre un essor considérable.

À la veille de la guerre, la France, à la tête de la 5e marine mondiale, possède hormis 8 cuirassés modernes, une flotte d'un âge assez avancé et d'une conception généralement obsolète. Face à elle, la jeune marine allemande, est dotée d'un matériel technique élevé, d'une artillerie excellente.

À cette époque, la neutralité affichée par l'Italie et l'alliance conclue avec la Grande-Bretagne, allaient nous *tirer une épine du pied*, car à elle seule, la marine française n'aurait pu soutenir la guerre sur mer.

L'Allemagne, de son côté, mobilise sa marine le 31 juillet, et sa flotte est prête dans les différents ports du pays. L'Autriche-Hongrie, a toute sa marine concentrée en mer Adriatique. Au début de la guerre, l'aviation maritime continue de recevoir quelques hydravions déjà commandés. Il s'agit d'une dizaine de Nieuport et de Voisin. Deux escadrilles à l'équipement disparate sont hâtivement créées et mises en place à Bonifacio en août et à Nice d'août à novembre, afin de surveiller l'attitude des forces italiennes dont la neutralité est vacillante, mais rien ne se passe et d'ailleurs l'Italie n'entre dans la guerre qu'en avril 1915 aux cotés de la France.

Déclenchement des hostilités

Afin de pouvoir acheminer les troupes d'Afrique du Nord vers la Métropole, des navires de commerce sont réquisitionnés. Pour protéger ces convois, l'armée navale appareille de Toulon, vers l'Algérie. Dans la nuit du 3 au 4 août, deux croiseurs allemands bombardent les villes de Bône et Philippeville. À la suite de ces actions, les hydravions Nieuport de Nice sont alors chargés d'essayer de repérer ces deux croiseurs. Ce seront de vaines recherches, ils se sont enfuis à Istanbul.

La présence à Istanbul de ces deux croiseurs, conduit les Alliés à bloquer l'entrée des Dardanelles, au moyen d'une force navale britannique renforcée par deux croiseurs français. La garde sera montée jusqu'en janvier 1915.

Premières opérations de l'aviation maritime

À l'été 1914, les armées françaises ne possèdent que 14 hydravions basés en France métropolitaine. Cette pénurie s'explique par l'indifférence des stratèges et, surtout, par la mainmise de l'aéronautique militaire qui a le monopole de la construction des moteurs, réservés en totalité aux appareils terrestres.

Le 29 juillet 1914, l'état-major général donne l'ordre de constituer, avec les moyens existants, 2 escadrilles destinées à surveiller les éventuels mouvements de la Flotte italienne basées à Nice et à Bonifacio. L'installation des hydravions à Bonifacio, s'avérant difficile, l'escadrille est ramenée à Saint-Raphaël.

En août 1914, lors de survols de la flotte autrichienne, quelques accrochages se produisent avec des Donnet-Lévêque autrichiens qu'ils avaient acheté à la France !

Fin octobre 1914, faute d'avoir trouvé une utilité à ses hydro, la marine propose à l'armée de détacher un tiers de son personnel navigant au sein des escadrilles de l'aéronautique militaire. L'aviation maritime semble en voie de disparition. En effet le recrutement du personnel est arrêté, et une grande partie de son personnel volant est cédée, sur demande du ministre de la Guerre, à l'aéronautique militaire afin de la renforcer.
Mais cette volonté n'échappe pas à la marine britannique qui obtient de la France la mise à disposition d'une escadrille de Nieuport et s'en sert pour observer les mouvements ennemis le long des côtes.
Le 5 décembre, les vols de guerre commencent et de nombreuses reconnaissances sont effectuées. Grâce à l'aviation maritime française, toutes les tentatives turques d'attaque par surprise échouent et permettent de faire échec à leur avancée sur le canal de Suez.
Lorsqu'il apparaît à l'Allemagne que la guerre risque de durer plus longtemps que prévu et que le blocus est appelé à jouer un rôle primordial dans les opérations terrestres, son état-major décide d'employer l'arme sous-marine (avec les fameux U-Boot de la marine allemande). L'amiral Lacaze du ministère de la Marine, réagit et commande la fabrication d'hydravions à coque, jugés plus fiables et plus performants que les hydravions à flotteurs, à la F.B.A. et bientôt à la firme Donnet-Denhaut qui sera créée.
Au cours cette guerre, l'aviation maritime française commande, à divers avionneurs nationaux et étrangers, près de 4 000 aéronefs des différents constructeurs. À la signature de l'Armistice, presque 3 000 d'entre eux ont été livrés. L'immense majorité de ces appareils est bien sûr constituée d' hydravions et, parmi ces machines, celles de la société Donnet-Denhaut, qui peut sans contestation possible, être considérée comme le premier fournisseur de notre marine. Ce sont en effet un peu plus de 1 000 hydravions de différents modèles qui sont construits par cette firme au profit de notre aviation maritime. De 1916 à 1918, les Donnet-Denhaut servent dans pratiquement tous les centres, en métropole bien sûr, mais également en Italie, en Grèce, en Tunisie, en Algérie, au Maroc, au Portugal et même le lointain Sénégal voit évoluer les petits hydravions dus à François Denhaut. Les premiers appareils entrent en service en 1916, les derniers ne sont désarmés qu'en 1925 soit presque une décennie plus tard.

La production des établissements Donnet-Denhaut

Jérôme Donnet pressentant le marché formidable que va procurer la guerre, a l'intention de fabriquer des appareils d'aviation de toutes sortes, notamment des hydro-aéroplanes pour lesquels il a l'expérience des Donnet-Lévêque, et de vendre lesdits appareils et tous accessoires.
Ayant besoin d'un technicien de qualité, il s'adresse de nouveau à François Denhaut et l'embauche comme directeur technique à compter du 1er juillet 1915 pour la durée de la guerre. Il loue une usine garnie de son matériel et de son outillage installée 13, boulevard de Levallois prolongé (sur l'île de la Jatte) à Neuilly. Le siège social est situé 57, rue de Villiers à Neuilly-sur-Seine.
Les deux hommes qui sont en procès depuis la création de la société Donnet-Lévêque, mettent fin à leur querelle juridique pour repartir sur de nouvelles bases. Échaudé après ses déboires avec Jérôme Donnet, François Denhaut demande à ce que soit accolé sous le nom de Donnet, sur chaque appareil la mention « Type Denhaut » ainsi que sur toutes les publicités de la compagnie (selon le contrat du 26 juin 1915 entre les deux hommes).
L'usine des *deux D*, sous l'impulsion et la direction technique de Denhaut va produire tout au long de la guerre dix prototypes et plus de mille hydravions de série. Tous les types d'appareils de cette société sont conçus par François Denhaut. D'une manière générale, ces appareils ont tous le même aspect extérieur : hydravion à coque à voilure biplan, stabilisé à la mer par des ballonnets fixés sur l'intrados des ailes inférieures. Les coques ne comportent pas de

quilles, mais ont au contraire un profil concave. Le moteur est monté dans une cabane entre les deux voilures et entraîne une hélice propulsive. Seule exception bien sûr, le bimoteur, les moteurs sont installés l'un derrière l'autre, celui situé à l'avant entraînant une hélice tractive.

Année 1915

Le premier appareil mis au point par les deux hommes est un appareil biplace à moteur le Rhône RH9c de 80 chevaux. Il effectue ses premiers vols fin 1915, mais il n'est pas sélectionné pour la production. Un seul prototype est construit.

Le second appareil est un hydravion biplace de reconnaissance. Il reflète la volonté de la marine d'avoir des appareils anti sous-marin. Il a une envergure de 14,20 m, une longueur de 10,80 m ; il est équipé d'un moteur 160 hp Canton-Unné R9 (36 exemplaires construits) ou d'un 150 Hp Hispano Suiza 8 Aa (195 appareils construits avec motorisation HS, quelques-uns ont été équipés de 160 HP Lorraine).

Malgré une mise au point laborieuse, le ministère de la Marine commande 400 de ces hydravions pour la lutte anti-sous-marine et la surveillance côtière. Le premier vol a lieu en avril 1916. Il sera produit d'avril 1916 à août 1916.

L'appareil se présente comme un biplan à coque à moteur propulsif, ce dernier étant classiquement positionné dans une cabane entre les deux voilures. L'équipage de deux hommes était installé dans l'avant de la coque et disposait de trois postes.

Le centre de Dunkerque est en 1916 le premier utilisateur de cette machine, suivi de ceux de Bizerte et Salonique. Le modèle est retiré du service opérationnel au milieu de l'année 1917. Quelques exemplaires continuèrent cependant d'être utilisés par l'école de pilotage de Fréjus-Saint-Raphaël jusqu'au 1er trimestre 1918.

Sous la menace des sous-marins allemands, il est décidé de créer un centre d'aviation maritime dans le Pas-de-Calais. Ce dernier verra tout d'abord le jour en décembre à Boulogne, puis sera transféré début 1915 à Dunkerque. Ce centre est double : sur le terrain de Saint-Pol sont stationnés des avions terrestres de bombardement Biplan Voisin, tandis qu'à l'intérieur du port sont basés des hydravions de surveillance de type FBA (Franco-British Aviation, société qui a racheté la société Donnet-Lévêque dont les brevets conçus par François Denhaut et qui s'en est inspiré pour ses appareils).

Le 10 février 1915 marque la date du premier bombardement par un hydravion (sur la base sous-marine d'Ostende). Armé de bombettes d'une dizaine de kilos, l'appareil, et pour cause, n'occasionne pas de gros dégâts. Il faut noter toutefois que ces hydravions de patrouille côtière sont armés de bombes qui leur interdisent pratiquement une action offensive énergique. Ils se contentent de signaler l'ennemi aux patrouilleurs, à l'aide d'une TSF balbutiante et plus sûrement avec des messages lestés et jetés par-dessus bord. Ils s'éloignent rarement à plus de 100 km de Dunkerque et effectuent généralement des parcours triangulaires en mer du Nord. Dans cette zone souvent couverte de brume, chalutiers, sous-marins, torpilleurs et autres petits bâtiments essaient de naviguer entre champs de mines et barrages.

Au fil du temps l'unité s'étoffera de nouveaux appareils. Aux FBA utilisés de 1915 à 1917, viennent s'ajouter à partir de 1916 des Donnet-Denhaut ainsi que des Sopwith, puis à compter de 1917 des Hanriot HD2 et des Tellier.

Durant toute la durée de la guerre, ces hydravions de reconnaissance vont repérer ou attaquer plus d'une quarantaine de sous-marins ennemis.

La guerre avec l'Autriche-Hongrie éclate le 24 mai et les bâtiments commencent les mouvements prévus lors de la convention.

L'aviation maritime française est alors très employée dans la défense des côtes et y subit quelques pertes sensibles. Ses unités sont basées à Venise fin mai 1915 (hydravions FBA) et à Brindisi (Nieuport et Caudron 150).

Le second modèle fourni à la marine française par la société est le Donnet-Denhaut à moteur



Un hydravion Denhaut en 1916.

Hispano-Suiza 140/150 ch. Il ne diffère du précédent que par une envergure un peu plus importante et des dispositions appropriées à l'installation de la nouvelle motorisation. Ce type est commandé à 195 exemplaires. Les premières livraisons ont lieu à partir du mois d'octobre 1916. Il demeure en service opérationnel jusqu'à la signature de l'Armistice et certains exemplaires continuent d'être utilisés par l'école de pilotage de Berre jusqu'au début des années 20.

Année 1916

Les sous-marins allemands continuent leurs ravages. Le front terrestre s'embourbe dans la guerre de tranchées.

La lutte anti sous-marine devient le sujet de préoccupation. Outre les mesures navales, le haut état-major se tourne vers l'aviation et l'aérostation maritime. Le programme prévoit la constitution d'un cordon de protection sur le littoral. À cet effet il est décidé de créer des centres d'aviation maritime à Boulogne (décembre), Le Havre (avril), La Rochelle-La Pallice (juin), Saint-Mandrier (août).

Chacun d'entre eux est doté de 8 hydravions de reconnaissance. Les hydravions achetés en 1915 continuent leurs patrouilles. Au cours de cette année commencent à entrer en service des Donnet-Denhaut, à moteur en étoile de 160 chevaux (livrés à partir de mars) et à compter d'octobre avec un moteur en ligne de 150 chevaux. Ces hydravions ont une sécurité de vol ainsi qu'un rayon d'action très augmenté par rapport aux FBA de 110 chevaux. De plus, deux bombes de 52 kg peuvent être emportées à bord avec les deux hommes d'équipage.

Le Donnet-Denhaut à moteur Canton-Unné de 160 HP est produit en avril 1916 et août 1916.

Tout le personnel destiné aux nouvelles escadrilles est formé au centre d'aviation maritime de Fréjus. En 1916, près de 600 hommes participent à l'installation et au ravitaillement des centres existants (Dunkerque, Boulogne, Le Havre, La Pallice, Argostoli, Corfou, Salonique, Bizerte et Venise).

Le 8 septembre 1916, la Commission d'Études Pratiques d'Aéronautique (C.E.P.A.) est créée. Celle-ci a pour but de procéder aux études expérimentales de matériels aériens et d'assurer l'instruction du personnel spécialisé de l'aviation maritime (pilotes, observateurs, mécaniciens…).

En raison du début de la prolifération des centres d'hydravions, celui de Fréjus entame les

leçons de pilotage sur hydravions, afin de faire obtenir aux pilotes de la marine fraîchement émoulus des cours basiques d'aviateurs terrestres, la capacité suffisante pour piloter ces machines marines. Ces cours qui durent environ 2 mois, permettent à l'aviation maritime de disposer en fin d'année 1916 d'une centaine et en mai 1917, de plus de 300 pilotes.
François Denhaut va participer à ces différents mouvements en se rendant régulièrement sur tous les centres d'hydravion afin d'assurer le suivi technique de ses appareils.

Année 1917

À partir de 1917 l'aéronautique maritime va se développer considérablement dans le cadre de la lutte anti sous-marine. Les sous-marins allemands constituent en effet pour la France et ses alliés une très grave menace. De très nombreux centres d'hydravions sont alors installés le long des côtes de France et d'Afrique du Nord, en Grèce et même au Portugal. Les Allemands qui en février 1917 possèdent 111 submersibles, se lancent à corps perdu dans la guerre sous-marine. Tout est bon (paquebots, cargos, bateaux de pêche, transport de troupes…). Les pertes françaises durant les 4 premiers mois de l'année sont de 2 millions de tonnes.
Une direction de la guerre sous-marine (DGSM) est créée en juin 1917, afin de coordonner tous les moyens navals et aériens pour lutter contre ce fléau. Organisée en 6 sections, l'une d'elle est la section aéronautique de l'état-major général.
Elle crée des lieux d'implantation, dont de nouveaux Centres d'aviation maritime (CAM). Les CAM existants en 1917/1918 sont pour les principaux en métropole : Dunkerque ; Cherbourg ; Camaret ; Lorient ; La Pallice ; Bayonne ; Saint-Mandrier ; Fréjus ; Ajaccio.
À partir du début du 2e trimestre de l'année 1917, les centres d'aviation maritime commencent à recevoir une version améliorée du type précédent et dont la propulsion est assurée par un moteur Lorraine (AM) de 160 ch. Si la coque est pratiquement identique aux autres modèles, la voilure en revanche est différente. Sa surface est passée à 45,77 m² et sa structure a été modifiée. Il est utilisé jusqu'en décembre 1918. Commandés à 130 exemplaires, le nombre total de machines de ce type mis en service dans la marine se situe entre 120 et 125 probablement. Au moins deux appareils de ce type sont utilisés par la marine américaine à son centre école de Lacanau-le-Moutchic.
La perte du Lusitania, transatlantique britannique coulé en mai 1915, la découverte d'un accord secret germano-mexicain (en vue de l'attaque des États-Unis), les déclarations de l'Allemagne sur les zones maritimes, qu'elle veut interdire à la navigation (préludes de la guerre sous-marine) concourent à l'entrée en guerre des Américains à nos côtés le 6 avril 1917. Les États-Unis envoient des bâtiments légers au fur et à mesure de leur armement, pour compter en Europe une centaine de leurs unités à la fin de 1917. Ces unités participent alors au blocus. Des hydravions américains sont également convoyés en France. Ces derniers arment alors divers centres sur la côte Atlantique.
Dans le Pas-de-Calais, jusqu'au mois de juillet 1917, la suprématie aérienne revient sans conteste aux appareils armés par les Allemands. La marine suspend alors les vols des FBA, considérés comme des proies trop faciles, en attendant la livraison d'appareils plus modernes. Pour pallier cette faiblesse, une version modifiée du Donnet-Denhaut HS 200 ch est étudiée un peu en catastrophe, au début de l'année 1917. Dès le mois de mai, une première machine de ce type est soumise à des essais opérationnels à Dunkerque et en juin 1917 au Centre de Brest-Camaret. Il s'agit d'une cellule en tout point comparable à celle du 150 ch, mais avec un moteur Hispano-Suiza de 200 ch. À l'issue de ces essais, une commande de 65 exemplaires de ces machines est passée le 28 juillet suivant. Les premiers appareils de série sont livrés à partir du mois d'octobre 1917 et répartis à raison de deux ou trois exemplaires par centre où, du fait de leur vitesse un peu plus élevée, ils sont en général maintenus en alerte, prêts à décoller lorsqu'un sous-marin ennemi est repéré au large.

En août apparaît une autre version de la marque. Il s'agit cette fois d'appareils de bombardement en bi ou en triplaces. Près de 400 de ces appareils vont alors être distribués dans la majeure partie des CAM, et même dans ceux de l'US Navy. L'armement de ces appareils est renforcé.
Les hydravions français en Manche et mer du Nord, deviennent tellement gênants pour les Allemands que ces derniers effectuent un bombardement sur les installations à Dunkerque. Cette escadrille, est complètement anéantie dans la nuit du 1er au 2 octobre 1917.
Néanmoins, les temps ont changé. Grâce aux nouveaux appareils entrés en service dans les nombreux centres et postes de combat répartis le long des côtes, les sous-marins allemands sont repoussés dans leurs zones d'intervention à plus de 50 milles au large, réduisant à plus de la moitié le nombre de torpillages et d'attaques de navires.
Avec les appareils Donnet-Denhaut, les lieutenants de vaisseau Lefranc et Moutrelay réalisent dès 1917 la reconnaissance du fleuve Sénégal, soit 2 015 km en 18 h 17 mn.
De tous les types d'appareils mis en service par l'aviation maritime pendant la Première Guerre mondiale, c'est certainement le Donnet-Denhaut 200ch (bombardement) qui a la plus grande diffusion. Le nombre total de machines de ce type commandées avoisine les 400 exemplaires auxquels il convient d'ajouter 35 supplémentaires utilisés dans les centres de l'US Navy.
Le Donnet-Denhaut Hispano-Suiza 8B de 200 HP ou Lorraine-Dietrich-160 HP est un hydravion triplace de reconnaissance côtière. Premier vol en mai 1917.
En 1917, quatre de ces hydravions sont achetés par le Portugal avec deux Tellier, afin de participer à l'escadron expéditionnaire en Afrique. Cependant, comme ils sont livrés seulement en 1918, ils ne prennent pas part à cette expédition et sont intégrés dans le centre de l'aviation maritime de Lisbonne.
La nouvelle machine dispose d'un équipage de trois (un pilote et deux canonniers). Une radio est également installée à bord. La première machine vole en mai 1917.

En réponse à une spécification marine pour un hydravion plus puissant, Donnet-Denhaut répond avec un hydravion de combat dédié, équipé d'un moteur Canton-Unné Z9 ou Hispano-Suiza 275 ch triplace. L'envergure de l'aile inférieure est augmentée. Bien que commandés pendant la guerre, aucun de ces biplans triplace de patrouille n'est livré avant la fin des hostilités. 30 exemplaires sont construits.
Le Donnet-Denhaut Lorraine 230 ch est commandé en juillet 1917. Il s'agit d'un appareil similaire à celui du 200 ch Hispano-Suiza, sur lequel a été installé un moteur Lorraine de 230 ch entraînant une hélice quadripale. Livré à la C.E.P.A. de Saint-Raphaël à la fin de l'année, il demeure en service jusqu'au mois de décembre de l'année suivante et est finalement condamné pour usure générale. Cette machine, seul modèle de son type, ne fait l'objet d'aucune commande en série. Ses caractéristiques ne sont pas connues, il semble qu'elles sont très comparables à celles du 200 ch biplace de bombardement.

Année 1918

En mars de cette année, l'armée américaine en France, compte 300 000 hommes. Avant que ce nombre n'augmente, l'armée allemande renforcée des 700 000 hommes qui ne combattent plus contre la Russie, pousse un coup de boutoir afin de bousculer les armées alliées.
Le général Foch, qui est nommé commandant en chef à la tête de ces armées, réussit à contenir cette poussée (les renforts allemands ont été compensés par près d'un million d'Américains en juillet), et sa stratégie domine celle de Ludendorf. L'armée allemande est repoussée sur ses frontières.
Le 1er janvier 1918, la marine émet une fiche technique sur quatre catégories d'appareils destinés à l'aviation maritime afin d'en augmenter la puissance et le rayon d'action. Parmi

ces catégories se trouve celle réservée à des hydravions multi-moteurs, de haute mer. C'est le DD BM (bimoteur) 400 HP (Hispano-Suiza 200 HP x 2) de François Denhaut qui obtient le marché le plus important avec trente appareils, mais ils ne seront pas terminés avant la fin de la guerre.

En Macédoine, le général Franchet d'Esperey déclenche le 15 septembre, une attaque générale visant à la rupture du front bulgare. La bataille du Dobro Polje contraint la Bulgarie à déposer les armes le 29 du même mois. Franchet d'Esperey franchit le Danube, libère la Serbie et la Roumanie et menace alors l'Autriche et l'Allemagne.

En Turquie, le 30 octobre, le pays sur le point d'être envahi par l'avance alliée sur Constantinople, signe l'armistice de Moudros.

Au début de 1918, les établissements Donnet-Denhaut proposent à la marine un hydravion de haute mer. Il s'agit d'un grand biplan à coque propulsé par deux Hispano-Suiza de 200 ch, identique au type dit *de bombardement*. Il ne diffère que par la présence d'un poste supplémentaire de tir installé sur la partie médiane du fuselage, immédiatement derrière l'hélice et offrant ainsi une défense contre les attaques menées de l'arrière. L'armement lui-même a été notablement augmenté puisque les deux postes de tir sont équipés d'un jumelage de mitrailleuse Lewis.

Le prototype effectue son premier vol le 24 avril 1918. Le 8 mai suivant, une commande de trente exemplaires est notifiée au constructeur. Les premières machines de série commencent à être livrées dans les derniers mois de la guerre. Après la cessation des hostilités, le modèle disparaît très rapidement des inventaires de matériels et, à la fin de 1919, la marine n'en a plus que sept exemplaires en compte, mais aucun d'assemblé. Il semble qu'en fait le type n'est réellement mis en service que par le seul CAM de Toulon et encore, à très peu d'exemplaires. Une version équipée de deux moteurs Hispano-Suiza de 275/300 ch fait ses essais au C.E.P.A. (Centre d'Expérimentations Pratiques de l'Aéronautique navale crée en 1916) à la fin de 1918.

Le Donnet-Denhaut Hispano-Suiza 275 ch, proposé en 1918, offre un dessin radicalement différent de celui des précédentes productions des établissements Donnet-Denhaut. Il se présente comme un grand biplan à coque aux voilures d'égales envergures et reliées entre elles par huit paires de mâts. Il est destiné à l'escorte d'appareils de patrouille et est lourdement armé de deux affûts doubles de mitrailleuses situés, l'un dans la pointe avant de la coque, et l'autre à mi-fuselage derrière la voilure.

Le prototype fut livré en novembre 1918, mais on ne connaît pas avec assez de précision la date de son premier vol pour savoir s'il a eu lieu avant ou après la signature de l'Armistice. Les 30 exemplaires commandés le 30 octobre 1918 ne sont livrés qu'en 1919 et sont, pour la plupart, utilisés par l'école des mitrailleurs bombardiers (future école du personnel volant) d'Hourtin jusqu'en 1924 au moins. Quelques machines sont également en service à l'école de pilotage de Berre et certaines autres enfin seront cédées à des compagnies civiles.

Le blocus instauré à l'encontre de l'Allemagne, porte ses fruits. Commençant à manquer de denrées essentielles, la population allemande souffre énormément. De graves mutineries ont lieu à Kiel et à Whilhemshapen, au sein des équipages de sous-marins. Le 5 novembre, le soulèvement de la marine impériale amène le haut commandement à la capitulation et à la signature de l'armistice du 11 novembre.

En Adriatique, la victoire italienne de Vittorio Veneto, le 24 octobre, contraint l'Autriche à signer l'armistice de Padoue le 3 novembre.

Seules deux nations autres que la France utilisent des hydravions Donnet-Denhaut au sein de leurs forces armées. Mais ce ne sont que des machines livrées sur les contrats français et non pas de commandes directes.

*
* *

Le cahier de chansons de Louis Masmonteil

Extraits choisis par Bernard Combastel

Le cahier de Louis Masmonteil est intéressant à plus d'un titre : il nous renseigne sur son parcours militaire, puis sur ses hospitalisations et enfin, au travers de chansons et de dessins humoristiques, sur quelques thèmes auxquels étaient sensibles les jeunes soldats.

Louis Masmonteil



Louis Masmonteil. Portrait avec l'aimable autorisation de la famille.

Il est né le 24 juillet 1896 à Rilhac-Treignac en Corrèze, fils de François, forgeron, et de Jeanne Parneix. Il devient charron-forgeron aux côtés de son père.

Conscrit de la classe 1916 (matricule 1198), il est incorporé le 11 avril 1915 au 23e régiment d'artillerie comme 2e canonnier stagiaire, passé au 117e d'artillerie lourde le 7 mai 1716, passé au 23e d'artillerie le 18 juillet 1916 et parti au front au 1er régiment d'artillerie coloniale le 26 août 1916, comme il l'écrit dans son cahier. Atteint d'*adénites cervicales bilatérales* il est évacué le 5 avril 1917 sur l'ambulance de Pierrefonds dans l'Oise, sur l'hôpital de Royaumond le 15 avril 1917, sur l'hôpital de Dol de Bretagne (Ile-et-Vilaine) le 18 mai 1917, sur l'hôpital du Val André (Côtes-du-Nord) le 22 juin 1917, sur le centre de réforme de Saint-Brieuc le 1er octobre 1917 et réformé temporaire le 12 octobre 1917.

Une pension de 240 F lui est accordée le 30 juin 1922 avec jouissance au 12 octobre 1921. Il épouse en 1927 Marthe Amélie Barbazanges dont il aura un fils unique, Pierre, né en 1934. Avec la seconde guerre mondiale il est rappelé à l'activité et affecté à la manufacture d'armes de Tulle le 4 septembre 1939 puis au dépôt d'Artillerie N°313 le 1er avril 1940. Louis décède en 1967.

Le Cahier

La première page, qui mentionne les régiments auxquels il a été affecté durant sa formation militaire, nous indique aussi le moment de son départ pour le front avec le 1er régiment d'artillerie coloniale. C'est cette même page qui a permis, en complément du registre matricule, de retracer son parcours résumé précédemment. Les 33 pages suivantes contiennent des chansons et des illustrations humoristiques (voir page 157 de ce numéro).



Le cri du Poilu

1er Couplet

V'là plus d'une année
Que dans les tranchées
Nos petits soldats
Loin de tout le monde sont là-bas
Tant que dans la bataille
Ils bravent la mitraille
Ils ne pensent plus à rien
Qu'à tirer sur ces sales Prussiens
Mais quand ils sont au repos
Et qu'ils n'ont plus de flingot
Couchés sur le dos

Refrain

À nos poilus qui sont au front
Qu'est-ce qu'il leur faut comme distraction
Une femme, une femme !
Qu'est-ce qui leur ferait gentiment
Passer un sacré bon moment ?
Une femme, une femme !
Au lieu de la sale gueule des Allemands
Ils aimeraient bien mieux certainement
Une femme, une femme !
Cré bon sang !
Qu'est-ce qu'y donneraient pas
Pour tenir un moment dans leurs bras
Une femme, une femme !

2e Couplet

Quand, en ribambelle,
Ils bouffent la gamelle
C'est vite avalé
En deux temps ça n'a pas traîné
Ensuite sur la paille
Allongés ils bâillent
Se faisant nom de nom
Presque tous la même réflexion
Et dans ce moment-là
À quoi pensent-ils tout bas ?
Ne cherchez pas !

Refrain

À nos poilus qui sont sur le front
Qu'est-ce qu'il leur faut comme distraction ?
Une femme, une femme !
Quand ils ont bouffé le rata
Qu'est-ce qu'ils demandent comme second plat
Une femme, une femme !
Sapristi, pour calmer leurs nerfs
S'il leur arrivait comme dessert
Une femme, une femme !
Qu'elle soit grande ou petite ma foi
Ça fait rien, pourvu que ce soit
Une femme, une femme !

3e Couplet

Quand, dans la tranchée,
Ils passent la journée
Par les petits créneaux
Ils envoient aux Boches des pruneaux
Puis ils se reposent
Pensent à des tas de choses
Qui leur font cré nom !
Passer dans tout le corps des frissons
Avant de s'endormir
Ils ont dans un soupir
Le même désir.

Refrain

À nos poilus qui sont sur le front
Qu'est-ce qu'il leur faut comme distraction
Une femme, une femme !
Il y a tant d'amoureux là-bas
Qui pourraient faire plaisir à
Une femme, une femme !
À ce moment c'est l'essentiel
Il faudrait qu'il leur tombe du ciel
Une femme, une femme !
Et comme prière du soir Ils disent :
Bon Dieu ! fais-nous donc voir
Une femme, une femme !

*
* *

Amour, chair, tendresse
La sexualité des poilus au front

Brigitte Favrie-Banette

J'entends du bruit ce sont des rats qui pas à pas
Tournent autour de ma cabane en la nuit pâle
Tournent en rond
Et je te baise
Sur ton beau sein fait d'une rose et d'une fraise
Et tu me baises sur le FRONT

Guillaume Apollinaire. Poèmes à Lou, 1re édition sous le titre *Ombre de mon amour,* Vésenaz près Genève, Pierre Cailler, 1947. Guillaume Apollinaire a reçu la visite de sa maîtresse Louise de Coligny-Chatillon sur le front en 1915.

Mon amour, ma survie !

Le caractère intime tout en tendresse et sensualité de cette missive est sans doute assez inhabituel entre époux façonnés par la pudeur et le carcan traditionaliste des familles rurales de la Haute-Corrèze. D'autres soldats se montrent plus prosaïques[1]. Ces jeunes hommes se trouvent soudain privés de leur famille, de leurs fiancées, de leurs épouses, condamnés à la boue, à la peur, à l'omniprésence de la mort. La durée du conflit, l'enlisement dans les tranchées contraignent le soldat à un long carême affectif et à bien des tourments et frustrations de ses désirs intimes.

Comment les autorités civiles et militaires ont-elles géré la souffrance sexuelle et la carence affective de toute cette jeunesse jetée dans la guerre pour de longs mois. Les femmes qui n'enfantent plus[2], la semence des époux risquant d'être avariée par les maladies vénériennes ou gaspillée avec des femmes de mauvaise vie. Des épouses laissées seules face aux tentations de l'adultère en particulier en ville, ou bientôt prématurément veuves.

Les téméraires

François Pagand a été incorporé au 100e régiment d'infanterie de Tulle en août 14. Il a participé à la bataille de la Marne puis à celle du bois d'Ailly. Son beau-frère Jean Couturas y a disparu en avril 1915. Sapeur-pompier, il est affecté au 1er régiment du Génie et est cantonné dans le secteur de Péronne en mai 1916. C'est entre Marne et Somme que Suzanne lui rend visite. Le 1er juillet débutera la terrible bataille de la Somme, offensive franco-britannique qui provoquera jusqu'en novembre un million de morts, blessés ou disparus pour quelques petits kilomètres de terrain gagnés.

La lettre de François est l'écho de ce moment d'intimité amoureuse qu'il vient de connaître avec son épouse venue le rencontrer près de la zone du front.

Cette visite est une démarche audacieuse, en principe interdite. Il faut obtenir un sauf-conduit. Mais l'enlisement de la guerre pousse de plus en plus de femmes, maîtresses et mères de famille à braver les règlements et à se rendre dans les villes où sont cantonnés leurs hommes avant le retour dans les tranchées. Les militaires s'accordent pour considérer

1 «… l'absence de caresses féminines fait de nous de jeunes sauvages maniaques et grognons… À force de ne plus fonctionner mon organe n'existera peut-être plus... » André Khan, avocat lorrain, brancardier, lettre à son épouse 18 octobre 1914.

2 Dans les 77 départements non envahis, le nombre moyen annuel des naissances vivantes est de 600 000 avant-guerre. Il tombe à 386 000 en 1915, 313 000 en 1916 et remonte à 400 000 en 1918.

ces visites comme susceptibles *d'énerver la discipline et d'amollir le courage*[3]. Ces relations *passionnelles* ne vont-elles pas épuiser le soldat ? Les femmes doivent, en attendant le retour du permissionnaire dûment incité à cette occasion à en profiter pour faire son devoir d'époux[4], s'en tenir à l'abnégation, privilégier l'amour de la patrie à celui de l'amour conjugal. C'est une minorité de soldats qui pourront rencontrer leurs épouses dans ces hôtels de la zone devenus maisons de rendez-vous où les chambres sont prises d'assaut. Les gendarmes se montrent cependant philosophes. Tandis que l'armée veille, et au besoin sanctionne le soldat, malgré les critiques de la presse et les demandes en son sein même de lever l'interdiction faite aux femmes de venir visiter leurs conjoints, en particulier pour les officiers[5].

Les empoisonneuses



La prostitution se décline avec humour... Carte postale des années de guerre.

Les militaires redoutent encore plus la prostituée, une corruptrice, voire une espionne. Et pourtant les *professionnelles* mais aussi de jeunes réfugiées, des ouvrières appauvries par la montée des prix en ville, affluent dans les cités de la zone, les lieux de passage et de casernement, autour des gares parisiennes par où transitent les permissionnaires. Aussi l'armée édicte, dès le début de la guerre de position, des zones dans lesquelles il sera possible de prendre en main le contrôle des *filles* au nom de la défense nationale et de la santé publique. Les premières années de guerre, le commerce du sexe reste alors toléré mais ses excès, la publicité éhontée de la débauche, le scandale et le tapage conduisent, plus que le risque de morbidité vénérienne, à évacuer des prostituées. La réglementation sera contrainte à évoluer et la police médicale remplacera la police des mœurs. Une circulaire du 13 mars 1918 donne le droit à l'armée d'organiser des maisons de tolérance[6]. Dans les chambres de ces bordels prophylactiques sont affichés des conseils sanitaires. L'état de santé des prostituées y est régulièrement contrôlé. Cependant, les militaires refuseront de distribuer gratuitement des préservatifs à leurs troupes. Un moyen contraceptif contraire à la campagne de repopulation nécessaire de la patrie, mais aussi jugé comme objet d'incitation au vice, ils prôneront la chasteté en service, privilégiant la

3 Général Sarrail, commandant en chef des armées d'Orient.
4 Le système des permissions est mis en place de façon chaotique entre fin 1914 et l'automne 1916. Elles sont en principe accordées pour une semaine tous les 4 mois à partir de mi 1915 selon les nécessités du combat et seront appliquées de façon inégalitaire. Certains soldats devront attendre 2 ans avant de retrouver leur famille !
5 Cf. illustration *Le Cri de Paris.*
6 Elles existent déjà aux colonies.

surveillance de la sexualité du soldat dans les établissements que l'armée contrôle. La position de l'armée française montre les ambiguïtés dont elle fait preuve, engagée à la fois dans sa mission moralisatrice des individus et dans le proxénétisme.

L'armée s'inscrit dans les courants sur lesquels, dès 1914, de nombreux penseurs de droite mais aussi de gauche s'accordent pour considérer la guerre prochaine comme une démarche régénératrice, fustigeant le goût des plaisirs, l'insouciance de ce qu'on appellera plus tard la Belle Époque. Une certaine forme d'immoralité dans les productions théâtrales ou littéraires, mais aussi l'alcoolisme, la syphilis, la pornographie et accessoirement la tuberculose (cependant moins honteuse que les fléaux précédents), menaçaient de précipiter la France dans le déclin, tout comme l'influence des néo-malthusianistes.
Cette angoisse de la dégénérescence de la race française et son corollaire de décadence morale donne tout son sens au combat antivénérien durant la Grande Guerre.

La nouvelle peste noire

La maladie vénérienne, et en tout premier lieu la syphilis, risque donc de corrompre le précieux sang français, celui du soldat, mais aussi du futur père de famille et de ses héritiers. Le soldat contaminé est suspecté de vouloir échapper à son devoir, d'être un empoisonneur. Admis dans une formation sanitaire, il est étroitement surveillé et portera jusqu'en 1916 un parement jaune au col. Soumis à la diète, les permissions lui sont bien entendu interdites. C'est à partir de la fin de l'année 1915 que, devant la croissance de l'épidémie, l'armée et le ministère de l'Intérieur entreprennent une politique de médicalisation qui passe par la contrainte et la déculpabilisation. La visite sanitaire des organes génitaux au départ comme au retour des permissionnaires devient le pilier de la lutte antivénérienne suivi par l'obligation de soins et l'internement jusqu'à la guérison. Des relevés statistiques des différentes maladies épidémiques se mettent en place durant les années 1915-1916. Mais pour être efficace il faut aussi appliquer les mesures de prophylaxie aux civils à risques, les ouvriers et ouvrières par exemple[7]. Le médecin doit dénoncer les coupables. De nombreux dispensaires aux consultations ouvertes et gratuites se mettent en place dans les villes malgré la pénurie de médecins et des laboratoires sous-équipés. Des commissions hospitalières de certaines municipalités, comme Limoges en février 1918, refusent de constituer de tels services tant que le ministère de l'Intérieur n'assurera pas la prise en charge des médicaments. Doit-on cependant rendre obligatoire pour le soldat le passage trois heures après un rapport sexuel au cabinet prophylactique comme le pratique l'armée américaine ?
Les sanctions pour ceux qui s'y soustrairaient sont rejetées, et en juin 1918 ces stations prophylactiques sont à l'essai dans les IXe et XVe régions puis généralisée, en août à toute la France.
Mais dans ce domaine comme dans celui de la prostitution, les autorités publiques et militaires ont oscillé durant le conflit entre solution autoritaire, coercition, déculpabilisation et responsabilisation du malade.

Les anges blancs

Pour le militaire, l'hôpital, autrefois lieu de déchéance et de misère, ou l'infirmerie, constitue, dans un premier temps, quelle que soit la gravité de ses blessures ou de sa maladie, une échappatoire à la guerre. Les auxiliaires de santé, sont 100 000 dont 70 000 bénévoles (parmi lesquelles des religieuses) à suppléer les infirmiers militaires envoyés au front. Majoritairement issues de la bourgeoisie, formées par la Croix-Rouge elles feront l'objet de discours élogieux à la fin de la guerre. Mais médecins et militaires vont là encore mettre bon ordre aux relations affectives (voire plus) qu'un soldat pourrait entretenir avec l'infirmière. Des

7 Cf. *Classes laborieuses/classes dangereuses*. Louis Chevalier, Paris, Plon, 1958.



Carte postale des années de guerre.

manuels leur recommandent d'éviter toute coquetterie, il leur faut être *viriles dans leur soins* mais maternantes tout en se gardant de *cajoleries puériles*. Ici encore le combattant assailli par la douleur ne doit pas être amolli. Les médecins privilégient dans leurs choix une femme âgée ou mariée, le marivaudage, la séduction pouvant susciter des désirs qui ne peuvent que détourner le soldat de son devoir. Ils traquent les attentions superflues, des caresses prodiguées à des mâles diminués par leurs blessures ou la maladie.

Cependant privés de présences féminines depuis de longs mois, le patient retrouve auprès des soignantes un peu de l'image bienveillante et consolatrice de leurs mères, leurs sœurs, leurs fiancées pour quelques jours ou quelques semaines. Et bien des panseuses sauront soigner les corps et les cœurs.

Les marraines de guerre

Dès janvier 1915, des soldats apparaissent plus isolés. Orphelins ou natifs des régions occupées, ils ne reçoivent pas de courrier, ces lettres et colis qui permettent de supporter l'absence, de retrouver quelques bribes d'intimité et l'espace rassurant de la cellule familiale. Plusieurs associations se créent comme la *Famille du soldat*, *Mon soldat* encouragées par la bourgeoisie, relayées par les annonces de la presse *La Croix* et *L'Écho de Paris* qui connaissent un vif succès. *Flirt sur le front* fondé par le journal *Fantasio* bimensuel plus léger que ses confrères est vite débordé par les annonces des soldats.

Les marraines se recrutent dans toutes les classes de la société, certaines s'organisent et *adoptent* plusieurs filleuls. Des photos s'échangent, on se rencontre lors de permissions, faisant naître idylles ou déceptions. Mais des soldats débrouillards cumulent les marraines et revendent leurs colis à leurs compagnons. Des escrocs monnayent les nombreuses réponses reçues à leurs camarades. L'opinion alertée fait des marraines, pourtant souvent caricaturées en vieilles filles laides et animées par un désir charitable de soulager les âmes, des débaucheuses et des aventurières, parfois même des espionnes. On soupçonne les Allemands de se renseigner ainsi sur les mouvements de troupes ou le moral des soldats. Les militaires exigent des contrôles et des références sérieuses. La correspondance des marraines suisses est, même, un temps, suspendue.

L'armée voit d'un mauvais œil ce besoin de confier ses peines, sa souffrance, de rechercher l'affection auprès d'une inconnue. Le poilu doit être un héros stoïque, endurant, qui n'a pas

à se plaindre. Pourtant *si la morale eût parfois à en souffrir, le moral y trouva son compte*[8]. La longueur du conflit, la mort d'un filleul, les abus de certains, la suspicion de l'autorité militaire émoussèrent l'ardeur patriotique des marraines.

Le poilu n'a pas droit à la faiblesse, à la défaillance, il doit maîtriser ses désirs sexuels, ses passions, être ferme et déterminé. Passent encore les échanges de cartes postales grivoises, les objets érotiques qu'on grave dans les douilles ou le bois. Il peut encore conter fleurette aux jeunes femmes accortes, restées dans leurs villages près des cantonnements qui lui offrent le couvert, blanchissent le linge… parfois plus…



L'obsession sexuelle ne fait guère de doute lorsque les poilus sculptent des restes d'obus. Coll. particulière.

L'armée et l'État sont là pour renforcer les normes, contrôler la morale. L'épouse doit être une mère en puissance, dévouée à son héroïque époux parti la défendre sur le front. La veuve, privée de l'autorité morale de son époux doit se montrer digne. La jeune épouse doit se préparer à accueillir un mari malade, un grand mutilé.
Amour, chair et tendresse n'ont droit d'exister que pour accomplir son devoir d'époux et remplir le ventre des femmes. L'intrusion des expériences de guerre marqueront la vie intime de bien des couples.
Roger Cahen, un des derniers combattants de la Première Guerre mondiale encore vivants en 1998, répondit à une question d'un journaliste de France 3, que c'est la tendresse qui lui avait le plus manqué durant les combats.

8 *La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*, Gabriel Perreux.Paris, Hachette, 1966.

*
* *

Le Chemin des Dames ou l'impossible rupture du front

Philippe Grandcoing

Destiné à jouer un rôle crucial lors de la grande offensive préparée par le général Nivelle, Mangin se plaisait à répéter que les Français s'étaient conduits en enfants en 1915, en vieillards en 1916 et il était temps qu'ils se conduisent en hommes en 1917[1]. Par cette formule, il entendait définir l'état d'esprit présidant aux calculs du Grand Quartier Général. Il fallait renoncer et aux coûteuses offensives mal préparées de 1915 et aux batailles d'usure de 1916, qu'elles soient défensives à Verdun, ou offensives sur la Somme. Pour Nivelle et Mangin, la méthode inaugurée à l'automne 1916 à Verdun pour reprendre le terrain conquis par les Allemands était la clé de la victoire.

Le triomphe de « l'école de Verdun »

À la fin de l'année 1916, le gouvernement a enfin obtenu ce qu'il voulait depuis plusieurs mois : le départ du généralissime Joffre de la tête des armées. Pour cela il a fallu lui promettre le maréchalat et une fonction toute honorifique – qu'il finira par refuser – chef d'état-major interallié. Pour le remplacer, le gouvernement Briand choisit Nivelle. Il n'est ni le plus glorieux ni le plus capé des généraux français, mais s'impose face à Pétain et de Castelnau. Le premier est trop temporisateur au goût des ministres et des députés qui souhaitent une victoire rapide, le second, surnommé le « capucin botté », passe pour un monarchiste catholique hostile à la république. Nivelle fait partie de ces officiers dont la guerre a brutalement accéléré la carrière[2]. Né en 1856 à Tulle d'un père capitaine et d'une mère anglaise, il est reçu à Polytechnique en 1876[3]. Colonel en août 1914 après plusieurs faits d'armes outre-mer, il est général de division en octobre 1915. Il a surtout à son actif son passage à la tête de la IIe armée, où il succède à Pétain dans le secteur de Verdun en avril 1916.

Avec Mangin, un autre officier longtemps passé par la Coloniale, il a mis au point un schéma tactique efficace : une intense mais brève préparation d'artillerie précédant une offensive brutale. La reprise des forts de Vaux et de Douaumont démontra que cet artilleur maîtrisait bien son sujet. En outre Nivelle sait ménager les hommes politiques, ce qui est plutôt rare alors dans les milieux militaires et sa parfaite maîtrise de l'anglais lui permet d'entretenir de bonnes relations avec l'allié britannique.

Nommé commandant en chef, il élabore un plan qui ne peut que séduire. L'assaut principal initialement prévu en février, doit se porter sur l'Aisne. Les Anglais en attaquant du côté d'Arras fixeront une partie des troupes adverses, tandis que les Italiens et les Russes mèneront de leur côté leurs propres offensives. Nivelle, qui aime se référer à Napoléon, pense qu'il peut obtenir facilement la rupture et ainsi réintroduire l'art de la manœuvre sur le champ de bataille. Pour ce faire, il propose une méthode qui paraît simple : un tir de barrage roulant d'artillerie, précédant d'une centaine de mètres les fantassins montant à l'assaut et progressant au même rythme qu'eux. D'après ses calculs, en avançant au rythme de 100 mètres toutes les trois minutes, la percée serait obtenue dès le premier jour ou, au pire, à J+1.

Son optimisme suscite bien sûr des réserves. De la part de Pétain, qui ne croit pas au dogme

1 Jean-Yves Le Naour, 1917, Perrin, 2015, p. 77.

2 Il existe une biographie récente de Nivelle, visant à le réhabiliter. Cf. Denis Rolland, *Nivelle, l'inconnu du Chemin des Dames*, Imago, 2012.

3 Voir la généalogie du général Nivelle *D'onte ses* N°14, automne-hiver 2016.

de l'offensive, mais aussi chez Lyautey, le nouveau et éphémère ministre de la Guerre[4] et chez son successeur, le mathématicien Painlevé. Plus inquiétant, certains de ses subordonnés ont de sérieux doutes sur la méthode préconisée par leur chef, particulièrement le général Micheler, alors que celui-ci commande le Groupe d'Armées de Rupture, censé exploiter en profondeur la percée des premiers jours[5].

Une offensive qui s'annonce mal

Ces doutes et ces craintes se font d'autant plus forts que le plan initial connaît nombre de modifications. Tout d'abord, il faut retarder le lancement de l'offensive. Des dissensions sont apparues avec l'allié anglais et il a fallu du temps pour le convaincre de ne jouer qu'un rôle secondaire dans ce qui s'annonce être la bataille finale. D'autre part, à compter du 4 février, les Allemands ont opéré un retrait tactique dans le secteur de l'Aisne et de la Somme, le long d'une ligne fortifiée à l'avance, la ligne Siegfried, afin de raccourcir leur front. Or le plan de Nivelle prévoyait d'attaquer dans ce secteur. Il faut donc trouver une autre zone pour l'offensive, les destructions allemandes ayant créé un vaste no man's land de plusieurs dizaines de kilomètres de profondeur, ne pouvant servir de point de départ à une vaste opération militaire. Ce sera donc un peu plus à l'est, dans le secteur du Chemin des Dames, que l'offensive sera lancée.

Le terrain n'est pas a priori le plus propice pour les Français. Les Allemands contrôlent les crêtes, notamment l'étroit plateau entre Craonne à l'est et Laffaux à l'ouest, entre les vallées de l'Ailette et de l'Aisne, là où dans les années 1780 avait été pavé un chemin à la demande des filles de Louis XV, d'où son nom de « chemin des Dames »[6].

Autre déconvenue, l'offensive sur le front occidental ne pourra être coordonnée avec celles des alliés italiens et russes. À l'Est, la révolution de Février a désorganisé l'armée. Certes, le gouvernement provisoire a promis qu'il tiendrait ses engagements, mais les débats font rage sur les buts de guerre russes et la population commence à montrer des signes de lassitude. En outre, la dualité des pouvoirs à Petrograd – un gouvernement soutenu par les députés de la Douma et un soviet expression d'une démocratie directe – ne facilite pas les choses. Il est donc urgent d'attendre avant de lancer une offensive. Quant à l'armée italienne, étrillée par ses dernières attaques, elle n'est pas encore prête.

Enfin, la méthode de Nivelle supposait de frapper fort à un endroit où l'ennemi serait très inférieur numériquement sans lui laisser le temps d'organiser ses défenses. Or les préparatifs de l'offensive ne passent pas inaperçus. Plus de 5 000 canons sont massés sur un front d'une trentaine de kilomètres. Des dépôts de munitions sont installés, des abris pour 200 000 hommes sont édifiés. Dès le mois de mars, les Allemands savent où portera le prochain coup et ils ont tout loisir d'amener des renforts dans le secteur et d'aménager abris et fortifications. La topographie s'y prête. Les côtes crayeuses abritent cavernes et carrières, appelées localement « creutes », qu'il est aisé de transformer en fortins bétonnés. Des tunnels, des casemates sont également creusés pour y abriter des hommes et du matériel. Pis encore, quelques jours avant l'offensive, par deux fois, les Allemands capturent des officiers porteurs d'une partie des plans détaillés de Nivelle.

Malgré ces mauvaises nouvelles, le général en chef s'entête. Pourtant, en haut lieu, on commence à s'inquiéter. Des hommes politiques, avertis par des militaires sceptiques, souhaiteraient sursoir à l'offensive. Début avril, les rencontres se multiplient. Poincaré, président de la République, soutient Nivelle. Painlevé, fort de l'avis de Pétain et d'autres généraux, préférerait se contenter d'une attaque beaucoup plus limitée.

4 Appelé au gouvernement par Briand fin 1916, Lyautey entre très vite en conflit avec les parlementaires. Refusant que des civils se mêlent de la conduite de la guerre, il déclenche le 14 mars 1917 un violent incident à la Chambre et préfère démissionner, entraînant dans son sillage la chute du gouvernement (Voir Arnaud Teyssier, Lyautey, Perrin, 2004).

5 Jean-Yves Le Naour, op. cit., p. 89 et sq.

6 Sur le Chemin des Dames, un ouvrage collectif fait référence. Voir Nicolas Offenstadt (dir.), *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire,* Stock, 2004.

Entre les deux, Ribot, chef du gouvernement, hésite. Le 5 avril, au château de Compiègne où Nivelle a installé son QG, a lieu la rencontre décisive. Tous les commandants d'armée sont là, une partie du gouvernement et le chef de l'État. Nivelle a mis sa démission dans la balance et a gagné. L'offensive est maintenue mais il s'est engagé à la stopper si dès le deuxième jour les objectifs n'étaient pas atteints[7].

La bataille s'est livrée à 6 heures du matin... à 7 heures elle était perdue[8]



Le chemin des Dames les attelages de l'artillerie, disloqués après une attaque. Photo du Cghml à partir du Fonds Jean Labetoulle.

La bataille s'engage le 9. Ce sont les Anglais qui tirent les premiers coups de canon, du côté d'Arras. Ils s'emparent de la crête de Vimy, contraignant les Allemands à reculer de 10 km. Puis la IIIe armée française se lance à l'attaque de la ligne Siegfried, mais sans succès. Toutefois, ce ne sont là que manœuvres de diversion, destinées à fixer au maximum l'adversaire, tandis que se prépare la grande offensive plus à l'est.

Le 10 avril, les 5 000 canons entrent en action. La préparation d'artillerie doit être brève mais intense. Or, elle manque cruellement d'efficacité. Une raison simple à cela : le ciel est allemand au-dessus du secteur. Cela tient tout d'abord aux conditions météorologiques. Le vent, les nuages, la pluie glaçante, gênent considérablement les aviateurs français. En outre, ils sont surclassés, en nombre et en qualité, par la chasse allemande[9]. Faute de réglages adéquats, beaucoup de tirs sont inefficaces. Les mauvaises conditions météorologiques obligent également à repousser l'assaut de plusieurs jours. Tout effet de surprise est donc réduit à néant.

Le 16, les «soldats sortent des tranchées. Dès les premières heures de combat, tous les calculs de Nivelle s'effondrent. Progressant difficilement sur un terrain escarpé et détrempé, les poilus peinent à suivre le rythme du barrage roulant d'artillerie. Ils ont également la mauvaise surprise de constater que les obus n'ont pas détruit les abris allemands.

7 Jean-Yves Le Naour, op. cit., p. 122-131.
8 La formule est du lieutenant et député Ybarnegaray, cité par Jean-Yves Le Naour, op. cit., p. 137.
9 «Un ciel allemand ?», Denis Rolland, in Nicolas Offenstadt, op. cit., p. 121-136.

Des « creutes » et des tunnels surgissent des mitrailleuses dont les tirs déciment les vagues d'assaut. Pire encore, l'avancée victorieuse peut s'avérer être un piège mortel. Certaines unités dépassent les premières lignes allemandes sans avoir totalement nettoyé le secteur si bien qu'elles sont attaquées de dos et de flanc. Et quand, parvenus sur la crête, les soldats commencent à progresser à contre-pente, ils ne bénéficient plus du soutien de l'artillerie alors qu'ils se heurtent à de nouvelles lignes de défenses allemandes, intactes celles-ci. Tel est le sort de la 10e division coloniale, commandée par le général Marchand, le héros malheureux de Fachoda, qui perd les deux-tiers de ses effectifs en quelques heures.
Même déconvenue dans l'emploi des chars. Les Français, sur le modèle des tanks britanniques, ont lancé la fabrication de chars lourds, puissamment armés de canons de 75 mm, sortes de vaisseaux terrestres. Les Schneider (13 tonnes) et Saint-Chamond (22 tonnes) sont fragiles, avancent lentement et sont mal protégés au niveau des réservoirs d'essence. La plupart sont détruits par l'artillerie allemande ou tombent en panne sans avoir réussi à percer les lignes adverses. Ceux qui ont le plus progressé se retrouvent en général coupés de leur infanterie et donc particulièrement vulnérables.

Le soldat Paul Clerfeuille, natif de Civray, dans la Vienne, a laissé un témoignage très précis de cette journée. *Nos camarades de la première vague ramènent 30 prisonniers, puis c'est à nous de partir […]. Les mitrailleuses et les obus pleuvent autour de nous ; nous heurtons des morts de la première vague, ainsi que de notre régiment parti il y a 15 minutes. À gauche une mitrailleuse en batterie dans le coteau, les deux mitrailleurs sont tués ; çà et là épars des morts et des mourants. Nous passons près du capitaine Renard, tué il y a 10 minutes […]. En haut, il y a une crête, il faut coûte que coûte y arriver. C'est notre point d'arrêt dans le plan ; y parvenir n'est pas chose facile. La température s'en mêle, le ciel s'assombrit et la neige tombe en gros flocons comme en décembre. Enfin, après mille péripéties, nous arrivons à cette fameuse crête : nous avons laissés de nombreux morts et blessés en route*[10].

Un entêtement meurtrier

Au soir du 16 avril, il faut se rendre à l'évidence : la rupture n'a pas été opérée. Au maximum, les troupes ont avancé de 2 km. Nivelle le sait et modifie ses plans en conséquence. Désormais, il s'agit de transformer l'offensive générale en opération plus limitée et consolider les premiers gains territoriaux. Or dans le secteur où commande Mangin, le succès semble se dessiner. Dans les trois jours qui suivent, l'ennemi recule partout. De quoi inciter Nivelle à continuer à attaquer. La bataille de rupture est alors en train de se transformer en bataille d'usure. Mangin y gagne le sobriquet de « boucher de noirs », tant les pertes au sein des troupes africaines sont lourdes[11].
À Paris, on commence à s'alarmer de l'entêtement de Nivelle, d'autant plus que l'on a conscience que les choses tournent mal. La bataille est en effet une catastrophe sanitaire. Il n'y a pas assez d'hôpitaux de campagne, les services de santé sont débordés. En deux semaines, pas moins de 80 000 blessés doivent être pris en charge. L'hôpital de Bouleuse qui compte 1 000 lits a reçu plus de 7 000 blessés en quatre jours. On manque de trains pour évacuer les blessés vers l'arrière. Les chirurgiens se relaient pour opérer vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans un chaos indescriptible.
À Prouilly, sur les 1 500 grands blessés reçus lors des trois premiers jours de l'offensive seuls 533 ont pu être opérés. Les autres sont évacués ou attendent, au péril de leur vie[12].

10 « Un simple soldat sur le Chemin des Dames : Paul Clerfeuille », Rémy Cazals in Nicolas Offenstadt, op. cit., p. 152-175.
11 Même si les tirailleurs sénégalais n'ont pas payé un tribut supérieur aux troupes métropolitaines engagées dans la bataille. Cf. Marc Michel, *Les Africains et la Grande Guerre. L'appel à l'Afrique (1914-1918)*, Karthala, 2003.
12 « Le désastre sanitaire du Chemin des Dames », Antoine Prost, in Nicolas Offenstadt, op. cit., p. 137-151.



Progression de cyclistes sur le Chemin des Dames. Tirage à partir de photos sur plaques de verre.
Fonds Labetoulle du Cghml.

Nivelle toutefois s'accroche. Mais il doit faire face à l'hostilité grandissante du pouvoir politique. Le 29 avril, il sacrifie Mangin. Quelques jours plus tard c'est au tour de Micheler d'être limogé. Mais cela ne suffit pas. Déjà, Painlevé a pris contact avec Pétain pour savoir s'il serait prêt à remplacer le général en chef. Mais le ministre de la guerre doit aussi compter sur l'opposition de Poincaré et de certains de ses collègues. Ils craignent que le renvoi du généralissime ne déclenche une crise politique majeure[13]. Pendant ce temps, l'offensive a repris sur un étroit secteur, celui de Craonne. Le plateau est pris au bout de deux jours de sanglants assauts, les 4 et 5 mai. De quoi, pense Nivelle, justifier son maintien à la tête des armées.
C'est sans compter sur l'obstination de Painlevé et l'inquiétude des parlementaires. Le 9 mai, devant les sénateurs, Painlevé avance des chiffres. Les pertes françaises s'élèvent à 115 000 hommes, dont 30 à 40 000 tués et disparus. C'est beaucoup, trop même. Painlevé le dit, achevant de ruiner la position de Nivelle. Le 15, Pétain le remplace à la tête des armées françaises. Depuis déjà une semaine les offensives ont cessé. Les premiers signes de lassitude des combattants apparaissent. Ils se transformeront en mutineries les jours suivants.

13 Jean-Yves Le Naour, op. cit., p. 155-163.

*
* *

Soldat Armand Pataud, mort dans l'attaque d'avril 1917

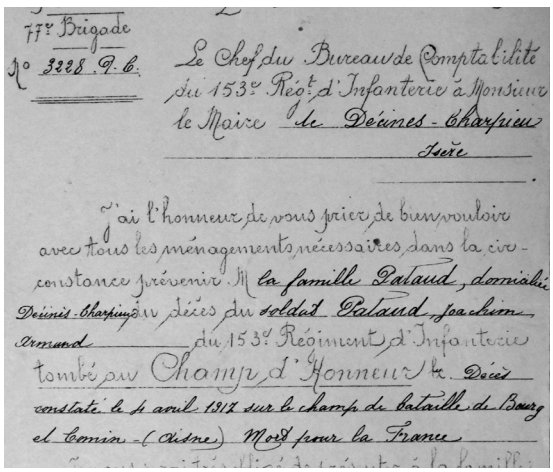
Marc Chappat

Soldat Pataud Joachim Armand

153e régiment d'infanterie 39e division d'infanterie – 20e corps d'armée.
Mort pour la France le 3 avril 1917 à Bourg-et-Comin dans l'Aisne.
Joachim Armand Pataud est né à Saint-Marc-à-Loubaud (Creuse) le 20 octobre 1894. Il est le fils légitime d'Auguste Pataud maçon à Saint-Marc-à-Loubaud (Creuse) et de Thérèse Canque. Joachim Armand est maçon à Décines Charpieu (Rhône).

Quelle a été sa vie militaire ?

Comme tout homme il a été soumis à la conscription et a effectué le service militaire car il a été reconnu physiquement apte. Nous savons qu'il a été recruté au bureau de Vienne (Isère) sous le n°79 de la classe 1914. Mobilisé, il est incorporé le 1er septembre 1914 au 19e bataillon du génie caserné à Hussein Dey à Alger. Le 15 octobre, il est muté au 141e RI. Le régiment se bat dans le secteur d'Avaucourt. Sous la pluie, les hommes consolident les tranchées, assèchent les boyaux et s'adaptent aux évolutions de l'ennemi. Le 7 janvier 1915, il est muté au 153e RI qui depuis le 6 novembre 1914 se bat dans la région d'Ypres.


77e Brigade
N° 3228 P. 6.

Le Chef du Bureau de Comptabilité du 153e Régt d'Infanterie à Monsieur le Maire de Décines - Charpieu
Isère

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir avec tous les ménagements nécessaires, dans la circonstance prévenir M. la famille Pataud, domicilié Décines-Charpieu, décès du soldat Pataud Joachim Armand du 153e Régiment d'Infanterie tombé au Champ d'Honneur le Décès constaté le 3 avril 1917 sur le champ de bataille de Bourg et Comin - (Aisne) Mort pour la France

L'annonce de la mort du soldat à sa famille le 30 avril 1917.

Du 22 février au 10 mars 1916, occupation d'un secteur de front sur la ligne Bras-Douaumont. Violents bombardement des lignes françaises par l'artillerie allemande. Les 9 et 10 mars 1916, les attaques allemandes et contre-attaques françaises se succèdent. Les attaques françaises sont bloquées par des tirs de mitrailleuses et les lance-flammes.
Du 11 au 31 mars 1916, retrait du front, mouvement sur Verdun (Meuse), Villiers-en-Lieu (Haute-Marne), puis Brillon-en-Barrois (Meuse). Repos et instruction.
Du 1er au 13 avril 1916, occupation d'un secteur de front Haucourt, Palavas, Malancourt (Meuse). Le régiment est en renfort sur les ouvrages du Peyrou et Vassincourt. Le 7 avril 1916, attaque allemande dans le secteur. Le régiment perd en deux jours 21 officiers et 1 300 hommes.
Du 2 juin au 11 août 1916, occupation d'un secteur de front entre Maricourt et Hardecourt (Somme). Le 1er juillet 1916, attaque française à Maricourt. Le 8 juillet 1916, attaque française à Hardecourt. Le 30 juillet 1916 et le 8 août 1916, attaques françaises à Maurepas (Somme).
Du 24 janvier au 3 avril 1917, occupation d'un secteur de front sur le Chemin des Dames vers Vauxcéré et Bourg-et-Comin (Aisne). Travaux défensifs. Le 28 mars 1917, le régiment est en premières lignes à Verneuil commune de Bourg-et Comin. Le 3 avril 1917, le soldat pionnier Joachim Armand Pataud est *tué à l'ennemi*, mort pour la France.

*
* *

La grande lassitude des combattants

Philippe Grandcoing

Une trompeuse lueur d'espoir

La guerre, en 1917 comme au XVIIIe siècle, est encore marquée par un rythme saisonnier. Chaque printemps voit ressurgir l'espoir d'une prochaine offensive victorieuse qui mettrait un terme à la boucherie des tranchées. L'année 1916 avait apporté son lot de déception[1]. À l'Ouest, la bataille de la Somme n'avait permis une progression maximale que de 11km au prix de 600 000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Dans les Alpes, les Italiens s'acharnaient en vain à déloger les Autrichiens solidement retranchés dans les montagnes. À l'est, l'offensive Broussilov avait été un immense succès, enfonçant le front autrichien sur plus de 100 km de profondeur, mais par manque de logistique les Russes avaient été incapables d'exploiter pleinement leur succès et n'avaient pu empêcher la défaite de l'allié roumain en décembre. Toutefois, forts de leur supériorité sur le plan matériel grâce à leur maîtrise des mers, les alliés espèrent bien remporter prochainement la victoire décisive.

À l'ouest, au printemps 1917, un faisceau d'indices laisse penser que la guerre va bientôt trouver une issue favorable. En mars, l'effondrement du régime tsariste est interprété comme un signe positif. La Russie allait rejoindre le camp des démocraties et l'on pouvait attendre que ses soldats n'en soient que plus motivés. Au même moment le recul des troupes allemandes sur la ligne Siegfried, de Lens à Soissons, laisse espérer une reprise de la guerre de mouvement. Enfin, l'entrée en guerre des États-Unis, le 6 avril, est appelée à modifier le rapport de forces. Comme l'écrit l'historien André Loez, la situation est redevenue « fluide »[2]. C'est dans ce contexte qu'est lancée l'offensive du Chemin des Dames.

Le général Nivelle ne s'en était pas caché : son offensive, minutieusement préparée, devait enfoncer le front allemand et emporter la décision. Dans les jours qui précèdent l'offensive, le moral des troupes est au plus haut. Il s'agit de gagner, pour faire triompher la paix. Mais très vite il faut déchanter. L'offensive est un échec sanglant. C'est dans ce contexte que se déclenche une grande vague de mutineries au sein de l'armée française.

Le printemps de la désobéissance collective

Les mutineries du printemps 1917 sont un phénomène complexe. Liées à l'échec de l'offensive de Nivelle, elles ne touchent pourtant pas les unités engagées à partir du 16 avril et elles interviennent plusieurs semaines après l'arrêt de l'offensive. Elles s'inscrivent dans une crise du commandement – Pétain a remplacé Nivelle le 15 mai et plusieurs autres généraux ont été destitués de leur commandement – et, surtout, dans un contexte de trouble moral profond. Si les armes ne peuvent apporter la paix, pourquoi ne pas tenter autre chose ? À Paris, les ouvrières des usines d'armement semblent montrer la voie en faisant grève[3]. Or une rumeur fait état de l'emploi de troupes annamites pour briser le mouvement social, suscitant colère et inquiétude chez les poilus[4]. De même, on sait qu'en Russie des soldats

1 Pour une synthèse, voir Jean-Yves Le Naour, 1916, Perrin, 2014.

2 André Loez, *14-18. Les refus de la guerre, Une histoire des mutins*, Folio-histoire, 2010.

3 Voir Emmanuelle Cronier, *Le rôle des permissionnaires dans la révolte de 1917 : un front contaminé par Paris ?*, in André Loez et Nicolas Mariot, *Obéir / désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, La Découverte, 2008, p. 125-138.

4 Jean-François Jagielski, *Entre fiction et réalité, la rumeur des Annamites massacrant les Parisiennes*, in ibid., p. 139-150.

forment des soviets. Les mutineries sont donc, au moins pour partie, un refus collectif de continuer à chercher à obtenir la fin de la guerre par des combats sanglants.

Il ne s'agit pas pour autant de défaitisme. Les unités en première ligne n'ont pas abandonné leur poste et nulle part on n'a assisté à des tentatives de fraternisation avec l'ennemi. En revanche, les soldats utilisent tout le registre de la désobéissance lorsqu'ils sont cantonnés à l'arrière. Des unités renâclent à remonter en première ligne, d'autres font entendre des revendications conditionnant leur retour à l'obéissance : repos, permissions. Au point que l'on a pu parler de « grève », car bien des similitudes existent entre ces deux modes d'action collective[5]. Parfois, la protestation prend un tour plus politique. C'est le cas notamment lorsque les mutins envisagent de marcher sur Paris, pour faire pression sur le parlement. Mais des troupes sûres, postées dans les gares les en dissuadent. La dimension politique se lit aussi à travers certaines pratiques et usages. Souvent les mutins improvisent des manifestations, afin de montrer leur nombre et de rallier leurs camarades. Dans un cas sur quatre, le drapeau rouge est brandi dans les cortèges et près d'une fois sur deux on chante l'Internationale. Si l'état-major s'est trompé en voyant dans les mutineries la conséquence de la propagande pacifiste colportée par de mauvais soldats[6], en revanche, force est de constater que, sociologiquement, les mutins offrent un profil assez singulier. Les Parisiens (27% de l'effectif), les enseignants, les employés et les artisans sont surreprésentés. Beaucoup sont célibataires, jeunes, la moyenne d'âge s'établissant à vingt-cinq ans et la moitié d'entre eux appartiennent aux classes 1914-1917[7]. On est loin de l'image des bons soldats, pères de famille, au front depuis le début de la guerre[8]. Au contraire, les mutins sont surtout des jeunes gens, moins socialisés par l'armée que leurs aînés et peut-être davantage politisés.

Toutefois, il serait faux de faire des mutins des révolutionnaires. Leur protestation s'inscrit dans le cadre de la démocratie incarnée par ces soldats-citoyens. On élit des délégués, on rédige des pétitions fort respectueuses de l'autorité. Les violences sont également rares. Dans les trois quarts des cas, il n'y a aucun incident violent et, si l'on refuse d'obéir aux officiers, ceux-ci ne sont ni menacés ni agressés. Dans un cas sur dix, il y a eu une « violence suggérée », consistant en des coups de feu tirés en l'air ou en des gestes menaçants. Mais dans 15% des cas, il y a eu de réelles violences, plus ou moins graves[9].

Les mutineries sont un phénomène de grande ampleur. Au total, moins d'un tiers des divisions a été épargné. L'état-major, en transférant à l'arrière certaines unités rebelles, à l'instar de la 5e DI, a contribué à la diffusion des mutineries. Mais il est difficile d'établir une statistique du nombre total des mutins. Beaucoup de rapports ne donnent pas de chiffres précis, voire sous-estiment ou taisent les incidents. Une proportion de 5 à 6% des unités concernées est aujourd'hui retenue comme vraisemblable par les historiens, soit entre 60 et 80 000 hommes. S'y ajoutent des phénomènes de « désertion », en réalité des sortes de « permissions sauvages » prises par certains hommes, qui mettent à profit la crise du commandement pour s'octroyer quelques jours de repos avant de regagner leur unité. Dans certains régiments, la proportion de ces « déserteurs » atteint 15%[10].

Une crise violente mais éphémère

La crise est donc majeure, mais elle n'entraîne pas l'effondrement du pays. Plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, l'ennemi n'a pas pris la mesure de l'ampleur du phénomène. Les

5 Denis Rolland, *La Grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Imago, 2005.

6 André Bach, *La gestion des mutineries par le Commandement militaire*, in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p. 201-215. Guy Pedroncini avait également insisté sur ce point : les mutins étaient souvent de « bons » soldats. Cf. *Les Mutineries de 1917*, PUF, 1967 et *Les Mutineries de l'Armée française,* Julliard, coll. archives, 1968.

7 Chiffres tirés d'André Loez, *Éléments pour une sociologie des mutins de 1917*, in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p. 311-327.

8 Telle était notamment la conclusion de Guy Perdroncini.

9 Voir la synthèse d'André Loez, 14-18…, op. cit.

10 Ibid.

rapports des espions font bien état d'incidents, mais l'état-major allemand tarde à avoir une vue d'ensemble de la question. De plus, pour les dirigeants allemands, le front occidental n'est plus une priorité et la stratégie n'y est que défensive, la décision devant se faire à l'Est[11]. D'autre part, en France, la crise militaire précède la crise politique qui se déploie à partir de l'été, aboutissant à la rupture de l'Union Sacrée et au retour de Clemenceau aux affaires. En mai 1917, le gouvernement d'Alexandre Ribot se montre déterminé. Il fait garder Paris par des troupes sûres, organise la surveillance des gares et, surtout, refuse de donner un passeport aux députés socialistes qui voulaient se rendre à Stockholm négocier une paix blanche. C'est clairement signifier que le gouvernement est déterminé à lutter jusqu'à la victoire. Enfin, le retour au calme est assez rapide. Pétain, contraint et forcé au regard de la situation militaire, a stoppé toute offensive. Rapidement, il fait droit aux revendications matérielles des poilus. Au 1er juillet, on compte ainsi 450 000 permissionnaires. Mais, dans le même temps il mène une répression sans faille. 26 soldats sont fusillés pour faits collectifs et 31 pour faits individuels au terme de procès expéditifs puisque les condamnés ne peuvent demander ni la grâce ni la révision. 2 000 autres sont condamnés aux travaux forcés dans des compagnies disciplinaires. Ce n'est que le 18 juin que le général en chef invite les tribunaux à davantage de clémence en ayant recours au droit de grâce présidentielle. Enfin, début juillet, sont rétablies les règles de fonctionnement ordinaires de la justice militaire[12].

Toutefois, la crise d'indiscipline de l'armée n'est pas totalement close. Les nombreux incidents ayant pour cadre les trains de permissionnaires à l'été 1917 en sont la preuve. Le soldat Honoré-Jean Champcommunal en a laissé un témoignage fort précis. De retour de permission en Limousin, en août 1917, il assiste à une scène qui le choque, lui le soldat discipliné quoique pacifiste. *Le train s'ébranle et tandis qu'il longe le canal latéral à la Marne, dans un tumulte de cris et de jurons de toutes sortes, des coups de fusil sont tirés dans ce dernier et soulèvent de petites gerbes d'eau. Mais, maintenant, c'est de toute la longueur du train que les coups de feu retentissent et, comme pour épouvanter les populations, quelques-uns ivres-fous tirent n'importe où […]. J'assiste un instant à ces actes indignes, mais qui sont bien commis par des poilus ivres qui repartent au front ! …*[13]

La réprobation émise par le conscrit de Saint-Sylvestre illustre aussi un phénomène essentiel pour comprendre pourquoi l'armée française n'a pas craqué en 1917. Beaucoup de soldats, même s'ils sont las de la guerre, savent pourquoi ils se battent : le sol de la patrie est occupé par l'ennemi, leur foyer est menacé et ce n'est pas la République qui a voulu la guerre mais le Reich allemand. La paix ne saurait donc être acquise au prix de la défaite.

Indiscipline et débâcle en Italie

Toute autre est la situation de l'autre côté des Alpes. L'Italie est entrée en guerre au printemps 1915 au nom de « l'égoïsme sacré ». Il s'agit d'une décision mûrement calculée, le gouvernement s'étant rallié au plus offrant. Il ne s'agit donc pas de défendre la patrie envahie, mais d'obtenir de bien hypothétiques « terres irrédentes ». En outre, l'unité nationale est récente, acquise au prix de deux guerres, un demi-siècle plus tôt et d'une brouille durable avec la papauté suite à l'annexion de Rome de 1870. Enfin, la démocratie n'y est qu'incomplètement établie, le suffrage universel masculin n'étant pleinement instauré qu'en 1919[14]. Dès lors, la guerre souffre d'un manque de légitimité populaire et ce d'autant plus que les coûteuses offensives dans les Alpes n'ont débouché sur aucun gain territorial significatif. Sur le front de l'Isonzo, pas moins de onze offensives sont lancées entre 1915 et 1917.

11 Voir Markus Pöhlmann, *Une occasion manquée ? Les mutineries de 1917 dans la stratégie et l'historiographie allemandes*, in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p. 385-397.
12 Voir André Bach, op. cit. et André Loez, 14-18…, op. cit.
13 Honoré-Jean Champcommunal, *Carnets de campagne 1915-1920*, Culture & Patrimoine en Limousin, 2014, p. 54.
14 Sur l'Italie à cette période, voir la synthèse de Gilles Pécout, *Naissance de l'Italie contemporaine, 1770-1922*, Armand Colin, 2004.

La dernière, d'août à septembre est particulièrement meurtrière, 15% des effectifs engagés étant détruits. C'est dans ce contexte que se multiplient les actes d'insubordination.
Durant la seule année 1917, 118 000 soldats ont été traduits devant un conseil de guerre, soit la moitié de l'effectif total du conflit. Plus encore, les peines infligées sont particulièrement lourdes, puisqu'on compte plus de 10 000 condamnations à perpétuité sur un total de 14 300 et 382 fusillés[15]. De tels chiffres témoignent à la fois de l'extrême dureté de la discipline dans l'armée italienne mais aussi de la crise morale qu'elle traverse. Celle-ci se transforme même en déroute militaire en octobre 1917. Le 24, à Caporetto, les troupes allemandes et autrichiennes réussissent une percée spectaculaire. Dans les jours qui suivent l'armée italienne se débande. 300 000 soldats sont faits prisonniers et selon certaines estimations, il y aurait eu jusqu'à 400 000 déserteurs[16]. Le front n'est rétabli que sur le Piave, 100 km plus au sud, avec l'aide des Français et des Anglais qui y ont envoyé six divisions. Mais la crise amène un sursaut à la fois militaire, avec l'éviction du général Cardona de la tête de l'armée et l'arrivée au pouvoir de Vittorio Orlando avec ce mot d'ordre : « résister, résister, résister ».

Révolution et défaitisme en Russie

En Russie, la situation politique est pire encore. Non seulement le pouvoir n'a aucune légitimité populaire, mais de plus il se montre totalement incapable d'organiser l'effort de guerre. C'est valable pour les civils mais aussi pour les militaires. Mal équipées, commandées d'une façon extraordinairement autoritaire par des officiers pour la plupart nobles alors que la masse des soldats est composée de paysans dont les grands-parents étaient encore des serfs un demi-siècle plus tôt[17], les armées russes souffrent de graves dysfonctionnements. La révolution de Février n'a pu se produire que parce que dans la nuit du 11 au 12 mars les troupes de la capitale se mutinent, puis fraternisent avec les manifestants. Le surlendemain, le soviet de Petrograd, véritable détenteur du pouvoir dans la capitale adopte le prikaze (ou décret) n°1 : la discipline et les punitions corporelles sont supprimées dans l'armée et chaque compagnie doit se doter d'un soviet, ou conseil, de soldats élus.
La mesure, destinée à sauver la révolution du danger d'une répression militaire en sapant l'autorité des officiers, aboutit dans les mois qui suivent au délitement complet de l'armée. Les officiers ne sont plus obéis, désertions et fraternisations se multiplient. Un million de soldats s'évapore dans la nature au printemps. Beaucoup sont rentrés au village, avec leurs armes, pour participer au « partage noir » qui débute. Profitant du vide du pouvoir, des paysans ont en effet commencé à mettre en application un des slogans des socialistes russes : « la terre à ceux qui la cultivent ».
Kerenski, le nouvel homme fort du régime, tente toutefois de reprendre les choses en main. Il effectue une tournée sur le front, expliquant que la défaite militaire de la Russie entraînerait la défaite politique de la révolution. Le 1er juillet, il lance une vaste offensive apparemment couronnée de succès. Le front est enfoncé sur 5 km et 10 000 prisonniers sont faits le premier jour. Mais c'est un succès en trompe l'œil. Dix divisions ont refusé de sortir des tranchées. Partout des soviets de soldats ont voté contre l'offensive. Et, lorsque quelques jours plus tard Allemands et Autrichiens lancent leur contre-attaque, l'armée russe se débande[18]. À l'Est, le front s'est effondré faute de combattants.

15 Irene Guerrini, Marco Pluviano, *Italie 1917 : l'été de feu de la désobéissance*, in André Loez et Nicolas Mariot, op. cit., p. 78-92.
16 Jean-Paul Bled, l'Agonie d'une monarchie Autriche-Hongrie 1914-1920, Taillandier, 2014, p. 328.
17 Le servage n'a été aboli en Russie qu'en 1861.
18 Jean-Yves Le Naour, op.cit., p. 338-345.

*
* *

Dans le tiroir de l'armoire : Deux insignes du Sacré Cœur

Dominique Lecointre-Montagne

Dans la ferme de Lioreix, village de La Rochette (Creuse), depuis des décennies personne n'avait ouvert le tiroir de l'armoire. Lors d'un grand rangement intergénérationnel nous y découvrîmes, pêle-mêle et empoussiérés, des lettres et cartes postales jaunies, des crayons, des aiguilles à tricoter, une montre gousset en argent d'homme et une autre de femme, deux photos, un diplôme de la Famille Française et sa médaille, et, parmi d'autres objets inanimés, deux petits insignes tricolores, de 3 x 4 cm, avec leur épingle rouillée. Sur ces insignes, un cœur et une croix insérés dans la prière : *Cœur de Jésus, sauvez la France*.

Le culte du Sacré Cœur pendant la guerre 1914-1918

Une recherche conduisit rapidement à la Guerre de 1914-1918 qui marqua l'apothéose du culte du Sacré Cœur en France.

La solennité du Sacré Cœur a été instituée par le Pape Clément XIII en 1756 et étendue à toute l'Église catholique romaine en 1856 par le Pape Pie IX. Depuis la peste de Marseille en 1720, la tradition s'était établie en France de recourir au Sacré Cœur aux heures difficiles de la vie individuelle, sociale et nationale. La dévotion se développe particulièrement à la fin du XIXe et trouve sa concrétisation dans la construction de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre à Paris, reconnue d'utilité publique et payée par souscription ; elle devait être consacrée le 7 octobre 1914. Mais le 3 août, l'Allemagne envahit la Belgique et la guerre va durer jusqu'au 11 novembre 1918.

Face à la guerre et aux échecs militaires français et sur l'initiative de l'épiscopat, toutes les églises de France adressent de solennelles suppliques pour la victoire des armées alliées, le 12 décembre 1914. Au cours de ces cérémonies, la France est consacrée au Sacré Cœur de Jésus et au Sacré Cœur de Marie, sans la participation des autorités civiles. Quelques mois plus tard, le 11 juin 1915, fête du Cœur de Jésus, le cardinal Amette, archevêque de Paris, consacre la France au Sacré Cœur en présence de députés et sénateurs catholiques, mais sans que *la France officielle* ne s'y soit associée. La prière lue dans toutes les églises du pays a pour titre : *Amende honorable et consécration de la France au Sacré Cœur de Jésus*.

Parallèlement à ces initiatives de l'épiscopat, la dévotion est vivante dans tout le peuple et parmi les soldats qui épinglent le drapeau du Sacré Cœur sur leur capote ou képi. Dès la fin de l'année 1914, des millions d'images, insignes ou scapulaires sont distribués aux soldats. Le *Pèlerin* du 1er novembre 1914 certifie la distribution en deux mois de trois millions de carrés d'étoffe blanche avec Sacré Cœur imprimé en rouge. L'œuvre des Insignes du Sacré Cœur (19 quai Tilsitt à Lyon) distribue au cours de la guerre 12 000 000 d'insignes, 1 529 000 fanions, 375 000 scapulaires, 32 425 drapeaux.

Interdiction du gouvernement en 1917

La dévotion au Sacré Cœur atteint son point culminant en mars 1917 quand les soldats alliés se rassemblent à Paray-le-Monial avec leurs étendards du Sacré Cœur pour une journée des soldats catholiques. Mais ces pratiques religieuses sont insupportables pour un gouvernement foncièrement laïc qui les condamne. Le 1er juin 1917, les Préfets interdisent l'apposition de tout emblème sur le drapeau national et menacent de poursuite les contrevenants ; les 18 et 29 juillet, au nom de la liberté de conscience et de la neutralité religieuse de l'État français, le



Les insignes du Sacré Cœur trouvés à La Rochette. Photo DLM

gouvernement interdit la consécration des soldats au Sacré Cœur et le port aux armées de fanions et étendards du Sacré Cœur. Le 6 août Pétain, général en chef, rédige la note aux Armées suivantes :

Les militaires (officiers et hommes de troupes) qui recevront d'œuvres quelconques des fanions ou étendards revêtus d'emblèmes religieux les remettront immédiatement à leur chef de corps qui en assurera la réexpédition à l'Œuvre expéditrice. Les généraux commandant les armées rappelleront aux officiers sous leurs ordres qu'ils doivent dans le service s'abstenir de tout acte à caractère confessionnel constituant une violation flagrante de la liberté de conscience de leurs hommes et de la neutralité de l'État français.

À la suite des interdictions, les soldats épinglent leur insigne sous leur capote car la dévotion au Sacré Cœur se poursuit ; elle est d'autant plus fervente en 1918 quand la victoire se profile.

En 1919 la France pleure ses morts et doit reconstruire ses régions dévastées. Les tensions religieuses ne sont plus d'actualité mais les autorités civiles ne seront cependant pas présentes lors de la consécration de la basilique de Montmartre du 16 au 19 octobre 1919 qui aurait du avoir lieu cinq ans plus tôt ; le cantique chanté à cette occasion s'intitule :

Merci mon Dieu ! Le Sacré Cœur et la France !

Cette prière était un écho à celles des millions de soldats qui avaient épinglé l'insigne du Sacré Cœur sur, ou sous, leur capote pour trouver du courage dans les terribles épreuves d'une guerre qui fit plus de 1 300 000 morts et plus de 4 200 000 blessés français, une guerre dont certains ne parleront jamais, tant elle avait dépassé les limites de l'humain.

Jean Sedon soldat creusois

Les insignes du Sacré-Cœur trouvés au fond d'une armoire creusoise, appartenaient à Jean Sedon, paysan à Lioreix de La Rochette (23), mobilisé en août 1914.

Avait-il épinglé ses insignes et avait-il prié ? Personne ne peut le savoir cent ans après. Nul moins de 60 ans, ne savait même qu'il avait fait la Grande Guerre ; ce n'était pas un oubli irrespectueux, mais la force du silence que s'étaient imposés Jean Sedon et la plupart des rescapés des tranchées. Les insignes du Sacré Cœur étaient restés dans le tiroir de l'armoire, ni Jean Sedon, ni ses enfants ne les avaient faits disparaître ; ainsi ses petits-enfants ont-ils pu retrouver la mémoire de la guerre de 1914-1918.

Jean Sedon est le second fils d'Alexandre Sedon et de Victorine Theillard. Il est né en 1882 et migre en région parisienne pour travailler comme peintre en bâtiment. Mais la mort, pendant le service militaire, de Toussaint, son aîné, le conduit à revenir à la ferme. Il passe le conseil de révision en 1902. Il est déclaré *bon pour le service*, même si sa fiche matricule n°1073 précise bien que son frère est mort en service. Il est incorporé au 78e régiment d'infanterie le 14 novembre 1903 en tant que soldat de 2e classe. Il est envoyé en congé le 18 septembre 1904, en attendant son passage dans la Réserve avec affectation au RI de Guéret.

À l'été 1914, Jean Sedon a 32 ans, est marié et a trois enfants. Il doit répondre à la mobilisation générale décidée le 1er août 1914 par le gouvernement présidé par René Viviani qui avait été élu député de Bourganeuf en 1906 et 1910.

Le tocsin sonne dans tous les clochers de France. Jean Sedon quitte sa famille et abandonne les travaux des champs pour se rendre au 78e RI de Guéret. La mobilisation du 1er août n'avait

pas prévu d'envoyer au front les hommes de la Réserve et de la Territoriale, c'est-à-dire les âgés de plus de 24 ans, mais ils furent progressivement intégrés dès la fin août pour compenser les lourdes pertes déjà subies. C'est ainsi que Jean Sedon qui a 32 ans est envoyé au combat le 5 septembre 1914. Pendant la *campagne contre l'Allemagne*, il va alterner les périodes en zones dites *intérieur* et *armées* c'est-à-dire au front.

- *Intérieur* du 3 août au 5 septembre 1914.
- *Armées* du 6 septembre 1914 au 24 juillet 1915, au sein du 36e RI. Ce régiment participe à la bataille de la Marne du 5 au 12 septembre, puis aux combats dans l'Aisne et l'Artois.
- *Intérieur* du 25 juillet 1915 au 5 mai 1916 ;
- *Armées* du 6 mai 1916 au 1er décembre 1917. Jean Sedon intègre le 289e RI qui vient de quitter Verdun et est envoyé dans les secteurs de Commercy, Arcis-sur-Aube puis Craonne. Le 10 décembre 1916, il est évacué sur un centre dentaire, mais rejoint sa compagnie le 15 du mois. Le 27 avril 1917 il est hospitalisé en zone des armées ; il rentre de convalescence le 30 juillet 1917.



Jean Sedon, soldat du 78e régiment d'infanterie. Collection privée.

En 1918, il passe le 9 janvier, au 22e RI qui se trouve à Villeneuve-Saint-Germain dans la Somme. Puis il est envoyé le 10 mars, au 76e RI qui va combattre dans l'Aisne, l'Oise, la Marne et l'Argonne. Enfin il passe le 16 octobre au 66e RI qui combat à Verdun.

L'armistice est signé le 11 novembre, mais les soldats ne sont pas immédiatement démobilisés. Le 2 décembre 1918, Jean Sedon passe au 5e régiment du génie, détaché militaire et est envoyé en congé illimité de démobilisation le 18 février 1919. Il se retire à La Rochette (Creuse) où il retrouve sa famille et reprend son exploitation agricole.

Jean Sedon, simple soldat de l'Infanterie ne reçut aucune distinction ; comme tous les *poilus* il lui fut attribué simplement la Médaille Interalliée de la Victoire (accordée à tous les combattants par décision du 24 janvier 1919) et la Médaille Commémorative, créée par la loi du 20 juin 1920, gravée par Mourlon et elle aussi accordée à tous les militaires présents sous les drapeaux du 2 août 1914 au 11 novembre 1918.

Après guerre, les associations d'anciens combattants sont actives. Une photo réunit à La Rochette (à une date non connue) trente deux anciens combattants dont Jean Sedon qui l'avait conservée soigneusement comme ses insignes du Sacré-Cœur et ses médailles.



Les médailles de Jean Sedon, deux blessures reçues lors de la campagne contre l'Allemagne, mobilisé du 2 août 1914 au 24 janvier 1919. Photo DLM.

*
* *

Les ultimes batailles de l'année 1918

Philippe Grandcoing

L'année 1918 est marquée sur le front occidental par le retour de la guerre de mouvement. À partir du printemps, avec tout d'abord les offensives de Ludendorff puis les contre-offensives alliées, le front ne cesse de se déplacer. Les hommes « secouent la boue des tranchées » pour reprendre l'expression du général Fayolle[1] et entrevoient la possibilité d'une issue victorieuse au conflit. Un tel changement est en partie le fruit de la supériorité numérique d'un camp sur l'autre. Au début de l'année, les Allemands, forts de leurs succès à l'est conclus par la paix de Brest-Litovsk, peuvent transférer massivement leurs troupes vers la France, alignant alors 191 divisions face à 175 divisions alliées, dont beaucoup étaient épuisées par les combats de l'année précédente. Puis, avec la montée en puissance de l'armée américaine, les alliées inversent le rapport de force. De plus, la trentaine de divisions commandées par Pershing montrent un allant et un mordant que n'ont plus les troupes européennes[2]. Toutefois, la reprise de la guerre de mouvement ne résulte pas du seul différentiel entre les effectifs sur le champ de bataille. Les offensives menées de 1915 à 1917 avaient montré qu'il n'était pas possible de percer le front adverse de manière significative, même en disposant d'une écrasante supériorité numérique. D'autres facteurs ont joué et, pour la première fois, le commandement militaire fut en capacité d'utiliser avec efficacité les armes nées de la guerre moderne. Si le concept de « courbe d'apprentissage » est aujourd'hui remis en cause, force est de constater que les généraux ont mieux pris en compte les données matérielles et humaines et ont apporté des réponses mieux appropriées à la gestion du champ de bataille[3].

La bataille des airs

L'aviation joua un rôle important durant ces derniers mois de conflit, sorte de préfiguration de ce qu'en seront ses usages durant la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne avait depuis 1915 utilisé son avance technologique en la matière pour organiser des raids aériens sur l'Angleterre, lançant contre Londres d'abord des zeppelins, puis à partir de 1917 des bombardiers bimoteurs, les fameux Gothas et même quelques Riesenflugzeuge équipés de quatre ou cinq moteurs[4]. Au printemps 1918, lors des dernières grandes offensives allemandes, Paris fut également bombardée de plus en plus fréquemment. On dénombra pas moins de 44 raids nocturnes, totalisant 25 tonnes d'explosifs largués[5], ce qui peut sembler dérisoire au regard des niveaux atteints un quart de siècle plus tard. Toutefois, les effets psychologiques furent importants, d'autant plus que ces bombardements coïncidaient avec les tirs de canon à très longue portée sur la capitale. Clemenceau, ne voulant pas « être un assassin » refusa de répliquer, malgré l'insistance du député Pierre-Étienne Flandin, ardent défenseur du bombardement stratégique[6]. Mais des mesures furent prises pour protéger la

1 Cité par Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français* (1918-1920), Le Seuil, 2004, p. 24.

2 Voir Christoph Mick, *1918 : fin de partie*, in Jay Winter (dir.), La Première Guerre mondiale. Combats, Fayard, 2013, p. 153-192.

3 Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre*. Un essai d'historiographie, Le Seuil, 2004, p. 94-102.

4 John H. Morrow, « Les airs », in Jay Winter, op. cit., p. 404.

5 Lee Kennett, *La Première guerre aérienne. 1914-1918*, Economica, 2005, p. 229-230.

6 Philippe Bernard, «À propos de la stratégie aérienne pendant la Première Guerre mondiale : mythes et réalités», Revue d'*Histoire Moderne et Contemporaine*, 1969, p. 350-375.

capitale : projecteurs, batteries anti-aériennes, câbles tendus à la verticale à l'aide de ballons captifs et même construction d'une « ville-leurre »[7].

Si les Français n'eurent donc guère recours – à la différence des Britanniques – au bombardement stratégique, en revanche, ils surent fort bien utiliser l'aviation comme arme tactique lors des dernières grandes batailles. La reprise de la guerre de mouvement avait en effet donné à l'aviation un nouveau rôle, celui d'appui tactique au sol, par le mitraillage ou le bombardement des troupes adverses. Ludendorff avait ainsi concentré une masse de plus de 700 avions, soit un tiers de l'effectif total allemand, en vue de la première offensive du printemps 1918. Les avions avaient pour mission de repérer et d'attaquer les troupes adverses faisant mouvement vers la ligne de front, afin de gêner l'arrivée des renforts et d'appuyer les soldats montant à l'assaut. Pour ce faire, des unités d'attaque au sol, les Schachtstaffeln, avaient été créées, avec pour objectif de porter des coups décisifs à la défense adverse, ce qui constitue une préfiguration de la Blitzkrieg appliquée en 1940. Cet emploi coordonné de l'aviation avec les autres armes a aussi été appliqué par les Britanniques dans le contexte de l'utilisation des chars d'assaut. Ceux-ci étant particulièrement vulnérables aux tirs d'artillerie, il convenait de réduire au silence les canons adverses. D'où l'habitude prise en 1918, d'envoyer en éclaireurs des avions volant à basse altitude afin d'attaquer les batteries adverses[8].

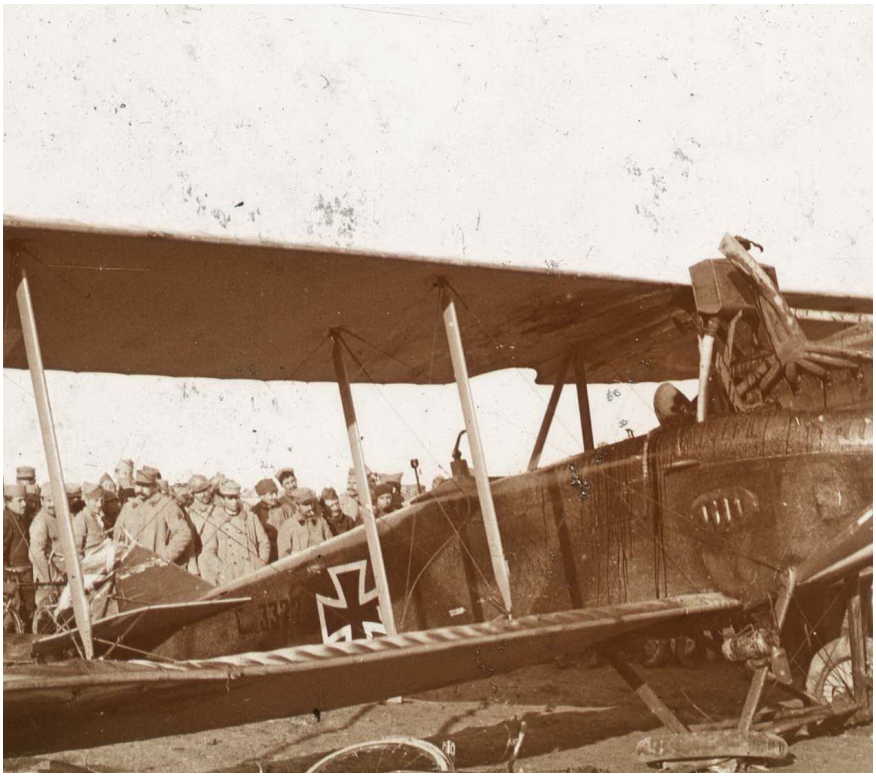
De façon plus générale et plus pragmatique, dans un contexte de plus grande fluidité du champ de bataille, l'artillerie lourde perdait de son efficacité, ce qui revenait à confier à l'aviation un rôle autrefois dévolu à la cavalerie, celui d'harceler l'adversaire en s'infiltrant profondément à l'intérieur de ses lignes. Français et Anglais ont ainsi utilisé massivement l'aviation pour retarder l'avancée des colonnes allemandes au printemps 1918, permettant ainsi de rétablir la situation gravement compromise, voire empêchant le déclenchement de nouvelles offensives. Ainsi, le 4 juin 1918, en forêt de Villers-Cotterêts, 120 chasseurs-bombardiers français clouent au sol les troupes prêtes à se lancer à l'assaut. Un mois plus tard, l'attaque des ponts et passerelles jetés sur la Marne par les Allemands lors de leur ultime offensive gêna considérablement les mouvements adverses. Pour ce type de mission, le Service Aéronautique Français disposait d'un appareil particulièrement bien adapté, le Breguet XIV. Ce biplan biplace à structure métallique surclassait alors tous ses adversaires en vitesse et pouvait embarquer jusqu'à 300 kg de bombes. Maniable et robuste, il fut un des artisans de la victoire lors de la « seconde bataille de la Marne ». Selon le ministre de l'armement Louis Loucheur, l'engagement massif de l'aviation a ainsi retardé de 24 à 48 heures l'avancée allemande et par la suite, les bombardements incessants ont sapé le moral des assaillants[9].

Enfin une doctrine d'utilisation pertinente pour les chars ?

Les premiers chars étaient apparus le 15 septembre 1916 lors de la bataille de la Somme. Si l'effet de surprise joua, très vite les lourds Mark I montrèrent leurs faiblesses : nombreuses pannes mécaniques, blindage insuffisant, difficultés à opérer sur un champ de bataille labouré par les tirs d'artillerie... Même déception côté français, lors de l'offensive du Chemin des Dames en avril 1917, où sont engagés les premiers chars lourds mis au point à la demande du général Estienne. Conçus pour la guerre des tranchées, ils devaient appuyer l'infanterie dans sa progression en aidant à la réduction des points de résistance, d'où leur dénomination d'« artillerie spéciale ».

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1917 que les tanks furent employés comme éléments de rupture par les Anglais. Le 20 novembre, à Cambrai, plus de 300 chars montèrent à l'assaut des lignes allemandes. Utilisés comme une artillerie mobile, ils infligèrent de lourdes pertes

7 Xavier Boissel, *Paris est un leurre : la véritable histoire du faux Paris*, Éditions Inculte, 2012.
8 Lee Kennett, op. cit., p. 227-228.
9 Cité par Philippe Bernard, op.cit., p. 370.



Avion allemand abattu. Photo du Cghml à partir du Fonds Jean Labetoulle.

et permirent d'ouvrir une brèche de 8 km dans la défense adverse. Mais, faute de réserves, les britanniques ne purent exploiter leur succès initial[10]. Ils n'avaient notamment aucun char en réserve, ce qui incita à davantage réfléchir à leur usage comme arme de choc et d'exploitation en profondeur d'une percée, à l'instar de la cavalerie. La solution vint en partie du développement d'un char léger côté français, le Renault FT17. Produit en grande quantité, il était équipé d'une tourelle pivotant à 360° armée d'une mitrailleuse ou d'un canon court. Engagé massivement aux côtés de l'infanterie, il permettait d'ouvrir des brèches dans les réseaux de barbelés et de réduire au silence les nids de mitrailleuses. Beaucoup plus maniables que les lourds Saint-Chamond et Schneider armés d'un canon de 75, ils permettaient aux fantassins de disposer d'un appui-feu souple, efficace et immédiat sur le champ de bataille. Parallèlement, surtout côté anglais, l'état-major continua à développer des tanks lourds et puissamment armés, les Mark IV et V, capables de créer la rupture là où ils étaient employés en masse.

Redonner de la mobilité aux troupes

Plus globalement, l'année 1918 vit le commandement trouver des solutions pour sortir de l'enlisement de la guerre des tranchées. Une plus grande efficacité de l'artillerie, l'apparition de mitrailleuses légères, le développement de l'aviation et des chars, permettait d'envisager de combiner mobilité et puissance de feu. Ludendorff fut le premier à théoriser et mettre en application les nouvelles règles d'offensive[11]. Précédé par une très courte mais très violente préparation d'artillerie, comportant dans sa dernière phase des obus de gaz lacrymogènes et toxiques, l'assaut était mené par des troupes d'élite, les sections d'assaut. Leur objectif était d'avancer le plus rapidement et le profondément possible, quitte à laisser derrière

10 John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Perrin, 2005, p. 450-453.
11 Christoph Mick, op. cit., p. 166-168.

elles des poches de résistance qui seraient réduites par la suite. Par trois fois, le plan de Ludendorff faillit réussir : en mars, en avril et en mai, sur la Somme, dans les Flandres et sur l'Aisne, les troupes allemandes percèrent le front allié et progressèrent sur des dizaines de kilomètres avant que ces offensives ne soient péniblement stoppées par les renforts envoyés en urgence[12].

Toutefois, la stratégie allemande présentait deux limites. D'une part, elle épuisait des troupes déjà presque au bord de la rupture. D'où la perte d'élan des offensives au bout de quelques jours, entraînant un arrêt à terme des opérations sans qu'aucun gain stratégique déterminant n'ait été réalisé. La formule de Ludendorff – « d'abord nous perçons ; ensuite nous verrons »[13] - trouva ici sa principale faiblesse. D'autre part, en cherchant avant tout la percée, le commandant en chef allemand était conduit à se priver du soutien de l'artillerie et à négliger l'élargissement de l'offensive sur les flancs. Il en résultait de lourdes pertes et le risque d'être exposé à de dangereuses contre-offensives. Ce fut le schéma de la seconde bataille de la Marne. Le 15 juillet, Ludendorff jeta ses dernières forces dans la bataille. Ses avant-gardes réussirent à franchir la rivière, mais, dès le 18, les divisions de Mangin débouchaient de la forêt de Villers-Cotterêts et contraignaient les Allemands à se replier. Ce jour-là, 750 chars, lourds et légers, furent engagés côté français.

Lors des derniers mois de la guerre, les alliés parvinrent à développer une stratégie permettant de vaincre. Au lieu de chercher la rupture en perçant le front adverse, prélude à de vastes manœuvres d'exploitation ou d'encerclement, ils privilégièrent des offensives plus limitées dont le but premier était l'épuisement de l'adversaire. Si leur supériorité en hommes et en armes – rendue possible par le blocus naval et l'entrée en lice des Américains – fut une des conditions de la victoire, les nouvelles techniques de combat eurent aussi leur importance. Elles reposaient fondamentalement sur une meilleure liaison entre les différentes armes et sur un emploi plus efficace de l'artillerie[14]. Les Britanniques avaient notamment mis au point un système de repérage par le son des batteries adverses à l'aide de microphones enregistrant les ondes sonores à la manière de sismographes. Une fois repérés, les canons allemands étaient réduits au silence par de puissants tirs de contre-batterie. Une telle méthode, combinée avec des tirs de barrage de plus en plus massifs, précis et efficaces, permit aux alliés de percer la ligne Hindenburg en octobre 1918. Une division anglaise montant à l'assaut du canal de Saint-Quentin fut ainsi soutenue par un puissant tir d'artillerie déversant sur 500 mètres de tranchées allemandes 126 obus à la minute et ce durant huit heures d'affilée. Aucune défense ne pouvait résister longtemps à un tel déluge de feu.

De tels dispositifs rendaient beaucoup moins nécessaires les longues préparations d'artillerie destinées à pulvériser – avec parfois une efficacité limitée – les défenses adverses. Que cela soit côté allemand ou allié, l'effet de surprise jouait de nouveau à plein et il était désormais possible de reprendre la guerre de mouvement. Toutefois, tirant les leçons de l'échec de Ludendorff au printemps, Foch préféra ne pas épuiser ses forces dans des attaques en profondeur aux objectifs imprécis et ambitieux. Au contraire, il préférait arrêter les opérations lorsque l'infanterie ne pouvait plus être soutenue par l'artillerie lourde restée en arrière, quitte à ouvrir rapidement un autre secteur du front. Sa tactique se révéla payante. Le 4 août, lors de la reprise de Soissons, les Français firent 35 000 prisonniers et s'emparèrent de 700 canons. Le 8 août, 15 000 soldats se rendirent aux Anglais, 13 000 aux Américains le 13 septembre. Chaque coup de boutoir épuisait davantage l'armée allemande qui vit rapidement ses capacités opérationnelles décroître. En cent jours, elle avait perdu 6 400 canons, soit la moitié de son parc d'artillerie sur le front occidental, et un quart de ses combattants qui avaient été faits prisonniers (363 000 hommes). C'est pourquoi le haut-commandement demanda-t-il dès

12 John Keegan, op. cit., p. 485 et sq.
13 Cité par Antoine Prost et Jay Winter, op. cit., p. 101.
14 Robin Prior, *Le front de l'Ouest* , in Jay Winter (dir.), op. cit., p. 249-256.

septembre au pouvoir politique de trouver une solution négociée afin de sauver et l'armée et le territoire national avant un effondrement complet. Le 5 octobre, le nouveau chancelier, Max de Bade, fit savoir au président Wilson qu'il était prêt à engager des négociations sur la base des quatorze points. Le Reich venait alors de reconnaître qu'il avait perdu la guerre.

Le 11 novembre : victoire et armistice

Le 12 novembre 1918, le *Populaire du Centre* titre sur six colonnes à la une : « Vive la paix ! L'Allemagne a signé l'armistice ». Plus que la victoire, c'est la fin des hostilités que célèbre le quotidien socialiste. Le long éditorial intitulé « la fin » est de même teneur. Précisant que l'armistice n'est pas encore la démobilisation, il commente : « mais plus de tueries horribles, plus de ruisseaux de sang sur les champs de bataille. C'est l'essentiel ». Et d'en appeler, en conclusion, à une paix générale mettant définitivement fin aux guerres sous l'égide du socialisme international. Le journal de la fédération départementale de la SFIO, gagnée depuis plus de deux ans à l'idée d'une « paix blanche »[15], ne saurait témoigner à lui seul de la nature des sentiments qui prévalurent lors de l'annonce de l'armistice. Toutefois, il invite à s'interroger sur la nature de l'événement historique qu'est la fin de la Première Guerre mondiale : peut-on parler de victoire française le 11 novembre 1918 ?

L'effondrement généralisé des empires centraux

Durant tout un mois s'engage un bras de fer entre Américains et Allemands. Ces derniers ont pensé qu'en s'adressant au président Wilson ils obtiendraient des conditions plus avantageuses, les clauses de l'armistice, notamment celles concernant les territoires à évacuer, conditionnant en partie la paix future. Mais Wilson, seul d'abord, en concertation avec ses « associés »[16] à la fin du mois d'octobre, se montre ferme. Au final, le gouvernement allemand doit s'incliner, ce qui entraîne la démission de Ludendorff le 26 octobre, remplacé par le général Groener.

Entre temps, la situation du Reich s'est considérablement dégradée. Désormais, le risque est immense de devoir se battre seul sur plusieurs fronts. Le 15 septembre, l'armée d'Orient commandée par Franchet d'Esperey a débuté une grande offensive. Deux semaines plus tard la Bulgarie signe l'armistice. Au même moment, le front ottoman en Palestine s'effondre et le 31 octobre est conclu l'armistice de Moudros, mettant fin au conflit au Proche-Orient. La veille, les italiens ont remporté la victoire de Vittoro Veneto. Les nouvelles provenant de l'allié autrichien sont particulièrement inquiétantes. L'armée se disloque, les régiments croates, slovènes, slovaques et tchèques refusant de continuer à se battre. À Prague, le 29 octobre la république tchécoslovaque est proclamée, le même jour à Zagreb, Slovènes et Croates annoncent qu'ils font sécession et qu'ils vont former avec les Serbes une fédération des Slaves du sud. Enfin, le 31 octobre, les Hongrois proclament leur indépendance. La double monarchie[17] n'est plus et c'est un pouvoir moribond qui signe l'armistice de Villa Giusti le 3 novembre. En dépit des promesses de l'empereur Charles à Guillaume II, les troupes italiennes sont autorisées à traverser les territoires autrichiens. La Bavière est donc directement menacée.

Enfin, la situation intérieure se dégrade brutalement à la fin octobre. Le 28 octobre, l'équipage d'un navire de guerre se mutine dans le port de Kiel. Alors que l'amirauté envisageait une sortie de la flotte pour appuyer les troupes sur la côte flamande, les marins refusent de participer à ce qu'il leur semble être un inutile et sanglant baroud d'honneur. Quelques jours

15 Sur l'évolution de la fédération socialiste de Haute-Vienne durant la guerre, voir Dominique Danthieux, *Le Département rouge, République, socialisme et communisme en Haute-Vienne (1895-1940)*, Pulim, 2005.

16 Les États-Unis ne se considéraient pas comme alliés des Français et des Anglais mais associés dans la lutte contre un ennemi commun, ce qui leur laissait une entière liberté sur le plan politique.

17 Depuis le compromis de 1867, François-Joseph est roi de Hongrie et empereur d'Autriche. Les deux entités territoriales sont sur un pied d'égalité, unies par un même souverain.



Prisonniers allemands rassemblés en longues colonnes. Fonds Jean Labetoule du Cghml.

plus tard, c'est toute la ville qui passe sous le contrôle des marins qui ont formé des soviets. Entre le 7 et le 9 novembre la situation échappe de plus en plus au pouvoir. À Munich, à Cologne, à Düsseldorf et enfin à Berlin, la révolte éclate. En Bavière, la république est proclamée le 7 au soir. L'Allemagne fondée par Bismarck en 1871 semble être sur le point de disparaître. Conscients du risque, les leaders de la droite et du centre pressent Guillaume II d'abdiquer. Le 9, après avoir consulté ses généraux qui doutent de la loyauté des troupes, le kaiser quitte le quartier général de Spa et se réfugie aux Pays-Bas. Le IIe Reich n'est plus[18].

L'enjeu des négociations

Le 10 novembre, le gouvernement allemand prend connaissance des conditions d'armistice que lui a transmis l'état-major. L'avant-veille une délégation a été reçue par Foch. Elle a pris connaissance des conditions particulièrement dures imposées par les alliés : évacuation de tous les territoires occupés, à l'est comme à l'ouest, mais aussi de l'Alsace-Lorraine, de la rive gauche du Rhin et de quatre têtes de pont sur la rive droite, flotte désarmée et conduite dans un port neutre ou allié, remise d'une partie de son matériel : avions, canons, mitrailleuses, mais aussi camions, locomotives et wagons. La guerre sous-marine doit immédiatement cesser et tous les u-boots seront remis aux alliés. En revanche ceux-ci ne lèvent pas le blocus maritime de l'Allemagne. Étant donné la gravité de la situation, le gouvernement n'a presque aucune marge de manœuvre. Il n'obtient qu'une diminution du volume des livraisons de matériel de guerre et un allongement du délai d'évacuation des zones notifiées dans le texte. Le 11, à 5 h 10, l'armistice est signé dans le wagon de Foch en clairière de Rethondes. Il prend effet à 11 h.

18 Pierre Renouvin, op. cit., p. 245-282.

S'il est logique que durant tout le mois précédent les Allemands aient tenté de négocier un accord qui leur soit plus favorable, il faut aussi garder à l'esprit que l'armistice a fait l'objet de longues tractations entre Wilson et ses interlocuteurs européens mais aussi entre pouvoirs civils et militaires[19]. Consultés, Foch, Haig, Pershing et Pétain ont obtenu ce qui leur semblait essentiel sur un plan stratégique : empêcher l'Allemagne de pouvoir reprendre le combat si elle refuse les conditions de la paix à venir. C'est pourquoi Foch tient tant à l'occupation de la Rhénanie.

Mais l'armistice comporte aussi une dimension politique. En effet, dès le départ, il est pensé comme le prélude à une paix dont les principes sont contenus dans son propre texte. D'où la référence dès la première demande allemande aux quatorze points du président Wilson. Or, chacun des partenaires des États-Unis a des critiques à formuler. Les Britanniques ne veulent pas être privés de l'arme du blocus si l'entière liberté des mers est instaurée. Français et Italiens s'inquiètent d'une stricte application du principe des nationalités qui les priverait des gains territoriaux espérés (la Sarre, le Haut-Adige, l'Istrie, la Dalmatie), Français et Belges entendent obtenir des réparations financières, etc.

Enfin, certains en haut lieu pensent que l'armistice est prématuré, car l'Allemagne n'est pas encore à genoux et sa population n'a pas conscience de l'ampleur de sa défaite. C'est notamment la position du président Poincaré qui reproche à Clemenceau de risquer de « couper les jarrets » aux soldats par des négociations prématurées[20]. Toutefois, un consensus s'est dessiné en faveur d'un armistice le plus tôt possible. Wilson, affaibli par l'échec des démocrates lors des élections à mi-mandat du 5 novembre, y tient. Les dirigeants alliés s'inquiètent du risque d'expansion en Europe centrale des troubles révolutionnaires inspirés par le mouvement bolchevique. Enfin, après plus de quatre années d'hécatombes, personne ne peut songer à demander de nouveaux sacrifices à la population, une fois la défaite allemande acquise.

Gagner la paix

Le 14 juillet 1919 les troupes alliées victorieuses défilent dans Paris. Trois semaines plus tôt, la paix a été signée à Versailles. Certains la jugent trop douce au regard des pertes et des sacrifices consentis. En Allemagne, au contraire, on parle de « diktat ». Mais pour les gouvernements français, de droite comme de gauche, le traité est d'abord et avant tout un outil, permettant de contraindre l'Allemagne à respecter les clauses de Versailles (c'est le choix de Poincaré) ou de l'enserrer dans les filets de la sécurité collective (c'est celui de Briand). Les deux politiques ont toutefois le même but : préserver la paix. C'est ce aussi à quoi aspirent les anciens combattants et les communautés endeuillées qui commémorent tous les 11 novembre le sacrifice d'une génération[21].

19 Ibid., p. 128-244.
20 Sur ce point voir Jean-Jacques Becker, *Clémenceau chef de guerre*, Armand Colin, 2012, p. 132 et sq. ainsi que François Roth, *Raymond Poincaré*, Fayard, 2000.
21 Voir la récente synthèse de Jean-Michel Guieu, *Gagner la paix, 1914-1929*, Le Seuil, 2015.

*
* *

11 novembre 1918 : le rendez-vous de Rethondes

Dans un dossier remis par Me Pierre Fargeaud avocat au barreau de Limoges, nous avons découvert 5 cartes postales tamponnées du Monument de l'armistice en date du 11 novembre 1918.
L'oncle signataire des cartes postales, est, Albert-Henri Guillet, né à Limoges en 1887, officier d'administration de 2e classe, service de santé, qui à l'occasion d'un voyage à Compiègne au lendemain de la guerre, s'adresse au «Petit Jean» à qui il veut donner, à travers le récit qu'il en fait, les clés d'un moment de l'histoire de France : la signature de l'armistice le 11 novembre 1918. Ce petit Jean est un jeune garçon d'une douzaine d'années, qui deviendra Jean-Louis Fargeaud, avocat, bâtonnier au barreau de Limoges.

1 - *Carrefour de l'Armistice en forêt de Compiègne Mon Petit Jean, Je te donne ci-dessous très brièvement les épisodes à la prise de contact des délégués allemands avec le Haut Commandement de l'Entente.*



Le 7 novembre au matin, la première armée (Général Debeney) continuait sa progression vers les sources de l'Oise et la Belgique rien ne semblait avoir de différence ce-jour des jours précédents.
Au 31e C.A. (Général Toulorge) la marche avait été rapide (2 divisions en 1er échelon une en 2ème échelon) direction La Capelle Fourmies.
À 6 h 30 le Général Ducornez, 19e B.C.P. commandant l'avant-garde ou la 166e D.I. (en premier échelon à gauche) reçoit un officier d'E.M. de la D.I. qui lui annonce que les parlementaires allemands vont se présenter. Ce jour 7 novembre 1918.
L'ordre de continuer, néanmoins, à avancer avec prudence et vigilance.
L'ennemi, en effet, ne cesse de tirer canons et mitrailleuses. La progression est lente

2 - *Un officier allemand vers le Haudroy, lève les bras et déclare qu'il a l'ordre de cesser le feu à 13 h 30.*
Le Commandant Ducornez n'en tient aucun compte et continue à avancer. Il est prescrit d'être attentif, et, il interdit toute conversation avec l'ennemi qui cherche à fraterniser.
Pendant que ces événements se passaient en première ligne, le Haut Commandement français, avait en connaissances des premiers télégrammes allemands transmis par T.S.F. à la suite des incidents dramatiques de Spa.
En prévision de l'arrivée dans nos lignes des plénipotentiaires allemands, le général Debeney avait envoyé en auto le Commandant de Bourbon-Busset et trois officiers de son E.M. à la Capelle, le Général Toulorge y avait envoyé également le Commandant du Fretay et deux officiers de son E.M.
Tous s'installent à la Villa Pasques et attendent 1 radio français prescrivant une suspension d'armes de 13 h à minimum à 15 h. 2 parlementaires allemands à cheval se présentent à la côte 232 l'un d'eux le Lieutenant Jacob à l'air très heureux et parle beaucoup. Ils déclarent au Commandant Ducornez être envoyé par le général commandant la D.I. allemande de Rocquigny pour avertir que les délégués allemands arriveront à 16 h à la côte 232.

Le Commandant Ducornez fait prévenir les officiers de l'E.M. de la Villa Pasques qui viennent en auto à la côte 232, on attend.
Des habitants arrivent des régions encore...

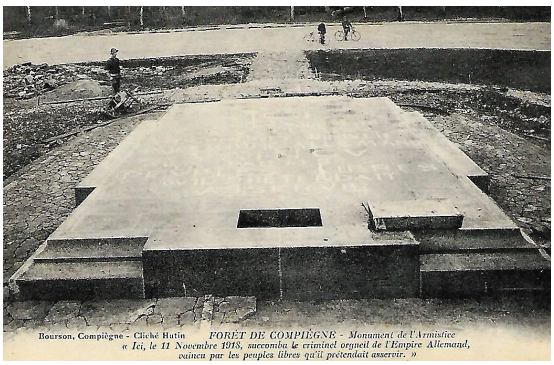
3 - *...envahies et disent que les soldats allemands se révoltent, brisent leurs armes et refusent de continuer à se battre.*
La nuit tombe aucun plénipotentiaire allemand n'arrive.
Les officiers d'E.M. français rentrent à la Villa Pasques.
À 20h30 on entend une sonnerie de clairon, le Commandant Ducornez se reporte en auto vers la côte 232.
La nuit est claire, il voit à 150 mètres des postes allemands, des sentinelles françaises qui croisent la baïonnette et 3 autos allemandes, phares allumés, arrêtées près d'un passage à niveau, un large drapeau blanc flotte sur la première voiture.



Le Général Von Winterfeld (ancien attaché militaire allemand à Paris) en descend correct et digne et se présente militairement au Commandant Ducornez en s'excusant du retard. Un banal accident d'auto survenu vers 12h à la sortie de Spa avait mis hors d'usage, 2 voitures de la délégation dont les membres avaient dû se tasser dans les trois restantes.
Erzberger à l'air hébété les autres délégués suivent silencieusement.
La mission est conduite à la Villa Pasques.
Déjà une foule curieuse d'habitants et de soldats se pressent avide de nouvelles.
Dans la Villa présentations.
Les officiers français précisent que la suspension d'armes finit à minuit.

4 - *Les délégués allemands montent dans des autos françaises et sont conduits au quartier général du général Debeney leur premier soin est de demander l'envoi d'un ordre prolongeant la suspension d'armes jusqu'à 6h du matin. Le 8, les délégués continuent leurs voyage vers Compiègne et arrivent ici (voir emplacement sur les cartes postales).*
Cependant instruit par 4 ans ½ de ruses de guerre abominables, le Général Toulorge se conforme strictement aux délais de la suspension d'armes et reprend le 8 novembre à 6h son mouvement offensif sur Haudroy. Les Allemands reprennent également la lutte. L'auto des plénipotentiaires rapportant le 8 novembre soir les conditions de l'armistice au grand quartier général allemand tombé en plein combat. Elle est arrêtée par les mitrailleuses et le canon qui ne cessent de tirer. Le 9 novembre le 31e C.A. français reprend sa marche et entre à Fourmies (fleurs, pavoisements, enthousiasme des habitants).
Les plénipotentiaires allemands réussissent enfin à repasser dans leurs lignes.
En voici l'épilogue
C'est la réponse du gouvernement allemand à l'ultimatum fixant sans admettre de discussion les conditions de l'armistice.

5 - *Le 10 novembre 1918 – 18h40 le gouvernement allemand accepte les conditions d'armistice qui lui ont été posés le 8 novembre.*



L'armistice est alors signé le 11 novembre 1918 à 5h du matin et c'est par la tour Eiffel qu'Ezberger annonce au Monde la fin de la guerre que l'Allemagne avait déchaînée en 1914.
Notre ennemi était à terre il demandait grâce, un Français ne sait pas frapper un ennemi à terre même quand cet ennemi est bôche.
Le Maréchal Commandant en Chef des Armées de l'Entente a accordé avec générosité au commandement suprême allemand l'armistice du 11 novembre 1918 qu'il était venu implorer dans le carrefour représenté sur ces cartes.
Ce fut une paix conquise par une Victoire militaire et ce fut une paix acquise par les valeurs des armées françaises et de leurs chefs.
Plus tard, Mon cher Jean tu comprendras mieux tout cela Ton Oncle...

*
* *

Une lente démobilisation

Philippe Grandcoing

La fin de guerre d'un caporal limousin

Le 24 septembre 1919, le caporal Honoré-Jean Champcommunal est démobilisé. Natif de Saint-Sylvestre, faisant partie de la classe 1916, il avait été appelé sous les drapeaux en avril 1915. Depuis le 11 novembre 1918, il avait été cantonné en Alsace – où il avait participé avec le 10e Corps au défilé de la victoire à Strasbourg – puis durant de longs mois il avait stationné en Sarre et au Luxembourg, avant de rejoindre la Lorraine puis de regagner le Limousin. Ces dix mois passés sous les drapeaux alors que la guerre est finie, ont considérablement accru son antimilitarisme. Les rigidités de la hiérarchie, la vacuité des heures, l'absurdité de la discipline et des exercices n'y sont pas étrangères. Plus que tout autre, un événement a profondément meurtri Champcommunal. Alors qu'il bataillait en vain pour obtenir une permission sachant sa mère malade, il put enfin partir suite à un télégramme indiquant que son état de santé s'était aggravé. Mais il arriva trop tard à Saint-Sylvestre et apprit son décès à sa descente du train. Il note alors dans ses carnets : *près d'un mois après, le 7 juin, il fallut me résigner à repartir, à reprendre cet uniforme que je maudissais et que, je ne sais pour quelle raison, j'accusais du malheur dont j'étais frappé*[1]. De la même façon, il est choqué par l'absence de cérémonies, voire même d'information, lorsque l'Allemagne accepte de ratifier le traité de Versailles. *Ce silence me parut ignoble. Je pensais que nous, les premiers intéressés, aurions dû être prévenus officiellement, que nos chefs par amour de courtoisie et de dignité, voire de reconnaissance, auraient dû avoir à cœur de faire part de*

1 Honoré-Jean Champcommunal, *Carnets de campagne 1915-1920,* Culture & Patrimoine en Limousin, 2014, p. 172.

la fin de la vie de martyre à ceux qui avaient de leur sang payé chèrement la victoire dont ils se glorifiaient […]. Ah ! Pauvre troupe, si tu voyais avec quelle considération on te classe et te regarde !!! [2].

Cette période est également fondamentale pour l'affirmation de ses convictions pacifistes. En Alsace puis en Allemagne, logé chez l'habitant, il a l'occasion de rencontrer des anciens combattants du camp adverse et de découvrir villes et campagnes. Il en revient admiratif pour la propreté, le sens de l'organisation et le niveau de développement constaté partout où il est passé. Plus encore, il ne veut voir en l'ancien ennemi qu'un membre d'une même humanité et dans les frontières qu'un trait artificiel tracé sur une carte, fruit de rapports de forces aléatoires. Aussi, lorsqu'il évoque les Prussiens – qu'il distingue des Bavarois – il précise : *cette race connue de tout le monde qui ma foi me parut comme les autres*[3]. Et lorsqu'il franchit la frontière pour la première fois, dans les environs de Bitche, et voit l'ancienne borne frontière, il note : *en regardant autour de moi, il me vint l'idée qu'une analogue ligne imaginaire au milieu de ces mêmes champs de blé suffit pour faire verser tant de sang. Et qu'à deux hommes qui cultivent de chaque côté de cette ligne (qui n'existe que sur le papier), voisins, amis, parents même, il suffit d'une date qui peut être fixée selon le bon goût de deux dirigeants, pour les rappeler à leur garnison respective et leur donner un uniforme différent, pour en faire deux ennemis qui feront tout pour se mettre à mort* [4].

Finalement, Honoré-Jean Champcommunal n'est rendu à la vie civile que le 24 septembre 1919. Il n'est fêté ni en héros, ni en vainqueur, mais assiste en spectateur *à la rentrée des glorieux drapeaux qu'une foule énorme était venue saluer*, ayant réussi à échapper à la corvée du service d'ordre[5]. Puis, il est une ultime fois confronté à la bureaucratie militaire, devant effectuer pas moins de douze stations avant d'arriver *au bureau final. Et je calcule, ne voulant rien comprendre, que de tout l'énorme, l'inutile peut-être assemblage de manuscrits, d'imprimés qui sont passés par mes mains en l'espace de vingt minutes et que j'ai signés 2 ou 3 fois chacun, sans parler des nombreuses signatures que j'ai données sur divers registres, il me reste un livret militaire, une carte-billet de chemin de fer valable d'ici chez moi et 250 F.*[6]

Des soldats encore longtemps sous les drapeaux

Le cas du caporal Champcommunal est-il unique ? Bien sûr que nom. L'étude exhaustive menée par Michel Kiener et Valérie Mazet à propos des régiments de la 12e région militaire le confirme[7]. Durant une grande partie de l'année 1919, les hommes sont employés à diverses tâches : garde des prisonniers allemands ou russes (les anciens mutins de La Courtine), police de la ville de Reims, surveillance de la frontière espagnole… Sans compter tous ceux qui, faisant partie du corps expéditionnaire envoyé en Italie après le désastre de Caporetto, restent dans la péninsule, voire sont envoyés dans les Balkans ou au Proche Orient, alors en plein chaos. Des éléments du 12e Corps embarquent ainsi pour le Monténégro et la Cilicie. Les derniers ne rentreront en France qu'en 1920.

La lenteur de la démobilisation s'explique donc en partie par les nécessités de l'immédiat après-guerre, ou plus exactement de cette période qui n'est pas encore tout à fait la paix mais qui n'est plus tout à fait la guerre. Comme l'a montré Bruno Cabanes, les premiers mois de l'armistice sont marqués par la crainte d'une reprise des hostilités de la part de l'Allemagne en cas de refus du traité de Versailles. Son acceptation en juin 1919 lève une première hypothèque. Mais il faut aussi faire face à tous les besoins générés par la situation

2 Ibid., p. 187.
3 Ibid., p. 203.
4 Ibid., p. 181.
5 Ibid., p. 228.
6 Ibid., p. 230.
7 Michel C. Kiener & Valérie Mazet, *Nous étions des hommes malgré la guerre. 1914-1919,* Métive, 2018, p. 306-308.



Défilé de la victoire. Les Américains sous l'Arc de Triomphe. Fonds Jean Labetoule du Cghml.

nouvelle issue de la guerre : occupation de la Rhénanie, contrôle du désarmement allemand, remise en état des infrastructures de première nécessité dans les régions dévastées, etc. S'y ajoutent les nécessaires interventions dans les zones politiquement instables, notamment tout l'est méditerranéen des anciens empires ottoman et austro-hongrois, mais aussi la Russie bolchevique alors en proie à la guerre civile[8].

Malgré tout, le gouvernement entend libérer le plus rapidement possible les combattants les plus âgés. Dès la fin de l'année 1918, les classes 1887 à 1891 sont démobilisées. Puis vient le tour des classes 1891-1906, entre le 25 décembre 1918 et le 3 avril 1919. La remontée des tensions avec l'Allemagne interrompt le processus pendant plusieurs mois. Les hommes âgés de 22 à 32 ans ne regagnent leurs foyers qu'entre juillet 1919 et juin 1920[9]. La règle qui a prévalu est donc celle de l'âge. Certains, notamment les classes 1912 et 1913, sont donc restés six ou sept ans sous les drapeaux. Mais les pouvoirs publics ont également tenu à introduire des correctifs en fonction de la situation familiale ou économique. Les soldats pouvaient être rattachés à des classes plus anciennes s'ils comptaient deux frères tués au combat, s'ils s'étaient l'aîné d'une fratrie d'orphelins, s'ils étaient agriculteur ou fils aînée d'une veuve agricultrice, etc.

La question du retour des cultivateurs est particulièrement lourde d'enjeux, en cette période de pénurie de main-d'œuvre agricole. Alors qu'approchent les travaux des champs du printemps et de l'été 1919, l'absence des hommes dans les campagnes suscite en effet de plus en plus de récriminations. Bruno Cabanes note ainsi que le nombre de lettres se plaignant de la lenteur de la démobilisation augmente fortement alors et de citer le courrier d'un soldat-vigneron de la Xe armée : « je voudrais bien être chez moi pour les vendanges »[10].

8 Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Le Seuil, 2004.
9 Ibid., p. 295.
10 Ibid., p. 325. Dans l'industrie, les enjeux n'étaient pas les mêmes. Durant la guerre, le travail des femmes, le retour du front des « affectations spéciales », l'emploi de la main-d'œuvre coloniale avaient permis de faire face aux besoins. Le brusque arrêt des commandes militaires à la fin de l'année 1918 entraîne de plus une courte mais brutale poussée du chômage.

Des poilus oubliés ou honorés ?

La longueur et la lourdeur du processus de démobilisation ont généré incompréhension, agacement et contestation. Les bureaux sont submergés de demandes d'explications et d'exposés de cas ne rentrant pas dans les critères permettant de bénéficier d'une libération anticipée. S'y ajoute la question complexe des permissionnaires et surtout des convalescents. Peut-on envisager de les renvoyer dans leurs unités pour des périodes parfois fort brèves ? Mais c'est surtout la complexité du processus qui pose problème. Le soldat démobilisé, après avoir reçu du commandant de son unité son carnet de pécule, mentionnant la solde qu'il doit toucher, gagne un centre de regroupement avant d'être envoyé dans un dépôt démobilisateur où sont effectuées les opérations finales : vérification de l'identité du soldat, établissement du titre de congé, remise de la solde et de tickets de pain, paiement des frais de route, fourniture de l'habillement, etc. À chaque fois, de longues et pénibles vérifications administratives ralentissent le rythme, sans compter d'éventuels problèmes de transport, de stocks et de logistique.

Tout cela suscite plaintes et mouvements de colère de la part des poilus pressés de regagner leurs foyers et considérant que leurs sacrifices ne sont pas pris en considération. D'où, par exemple, la multiplication des incidents dans les gares et les trains. Un rapport du 15 mai 1919 signale ainsi plus de 13 000 bris de glaces et 400 avaries de portières survenus au cours des mois précédents[11]. Les 250 francs de prime de démobilisation, les vêtements donnés – deux chemises, deux caleçons, un pardessus, un veston, une paire de brodequins, un pantalon et quelques autres accessoires – , le casque Adrian et la plaque commémorative en cuivre apparaissent souvent comme de chiches compensations au regard des sacrifices consentis[12].

La République a toutefois tenu à honorer les soldats. C'est dans cette logique que s'inscrivent les différents défilés de la victoire. Les premiers ont lieu dans l'Alsace-Moselle libérée et le caporal Champcommunal se montre sensible à l'accueil réservé aux troupes françaises par les populations locales, mais aussi à la pompe de ces cérémonies qu'il décrit longuement, notamment l'entrée des maréchaux Pétain et Foch à Strasbourg, celle de Poincaré et Clemenceau à Colmar. Toutefois, son horreur de la guerre l'empêche d'être en communion avec les spectateurs exprimant leur ferveur patriotique : *je pense que toutes ces fêtes ont quelque chose qui choque. Je pense que pour qu'elles aient lieu, il a fallu la vie de millions d'hommes. Aujourd'hui il me semble que c'est comme si l'on fêtait leur mort* [13].

Défilés et prises d'armes sont l'occasion de décorer hommes et régiments. Le 63e RI de Limoges reçoit ainsi la fourragère des mains du général Debeney le 6 janvier 1919. Le 78e sera lui aussi récompensé quelques mois plus tard[14]. Puis viennent les fêtes du retour des régiments dans leur ville de garnison. C'est sans doute à ce moment que les populations locales expriment, dans des sentiments mêlés, la joie de la victoire, la satisfaction de la paix retrouvée et le soulagement du retour des hommes. Magnac-Laval et Bellac célèbrent ainsi le retour du 138e le 27 juillet 1919, Tulle fête les 100e et 300e le 15 septembre. La veille, à Limoges, une grande cérémonie au Champ de Juillet avait marqué le retour du 63e RI au milieu des drapeaux de tous les régiments du 12e corps d'armée[15]. On sait également qu'il y a eu des fêtes du retour organisées dans certains villages, fêtes « joyeuses » incluant bal et feu d'artifice, mais aucun dénombrement n'en a été fait sur le plan régional[16].

11 Ibid., p. 313.
12 Ibid., p. 334-353.
13 Honoré-Jean Champcommunal, op. cit., p. 151.
14 Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op.cit., p. 309.
15 Ibid., p. 310-311.
16 Voir Stéphane Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme*, (1870-1940), PUR, 2011.

Une fin de guerre pour la société limousine ?

Ce temps du retour est aussi celui du deuil, de la réinsertion et de la commémoration. Le Limousin, du fait de son caractère rural, a été une des régions où les pertes ont été les plus importantes. Au total, plus de 38 000 morts, la Haute-Vienne étant proportionnellement moins touchée (autour de 15 000 décès) que la Creuse et la Corrèze (respectivement 10 000 et 13 000 morts). Mais les villes ont aussi payé un lourd tribut. Ainsi, à Limoges, on compte 3 000 soldats décédés pour une population d'un peu moins de 100 000 habitants[17]. Toute la société locale est donc touchée par les « cercles de deuil », tels que les a définis Stéphane Audoin-Rouzeau[18]. La visibilité dans l'espace public des veuves de guerre, des pupilles de la nation[19], identifiables à leurs vêtements ou leur brassard noirs, mais aussi celle des mutilés, amputés et autres blessés rappelle au quotidien le lourd bilan de la guerre. L'érection des premiers monuments aux morts, le retour des dépouilles des soldats rendu possible par la loi du 31 juillet 1920[20], les premières cérémonies du 11 novembre font de la guerre une perpétuelle actualité dans les années qui suivent l'armistice. Dans les cimetières, de nombreuses plaques funéraires rappellent le souvenir des disparus. Souvent, le corps est ailleurs, dans un cimetière militaire, à moins qu'il n'ait jamais été retrouvé ou identifié. Mais, grâce à la chromophotographie et à la diffusion massive des plaques funéraires en porcelaine, il est possible aux familles de réintégrer symboliquement les soldats décédés dans le caveau familial et, au-delà, dans la communauté locale des vivants et des morts[21].

S'y ajoutent d'autres phénomènes indiquant qu'il ne pourra y avoir de retour à l'avant 1914. Il en est ainsi du personnel des écoles communales. Désormais, la règle de la non-mixité n'est plus tenable et des femmes remplacent les instituteurs devant les classes de garçons, à moins que l'on fusionne les classes[22]. De la même façon, l'agriculture manque de bras et il faut avoir recours à une main-d'œuvre étrangère à la région. Il faut également vivre avec l'inflation, la disparition du franc-or, l'évaporation d'une grande partie de l'épargne… Si les détenteurs d'emprunts russes ou les rentiers de la terre ont perdu tout ou partie de leurs revenus, en revanche les producteurs ont mieux tiré leur épingle du jeu. Il en résulte une prospérité réelle des campagnes, mais qui ne s'accompagne pas d'une véritable modernisation, l'essentiel des bouleversements ayant eu pour effet de transférer la propriété de la terre des notables vers les paysans[23].

Se pose enfin la question de la démobilisation des esprits et de la capacité des poilus à reprendre le fil d'un quotidien interrompu durant plusieurs années. On manque, localement, d'études sur le sujet[24], sauf pour ce qui est des conséquences politiques. De façon générale, on sait que les anciens poilus ont peu parlé de leur expérience de guerre à leurs proches. En revanche, les associations d'anciens combattants ont connu un succès massif et le 11 novembre est très vite devenu leur fête. Ces associations, qu'Antoine Prost qualifie de « confréries modernes » perpétuent le souvenir des camarades morts, mais sont aussi les gardiennes vigilantes des droits des anciens combattants et s'érigent en censeurs de l'action

17 Chiffres tirés de Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op. cit.

18 Stéphane Audoin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre. 1914-1918,* Némésis, 2001.

19 Ils sont 1 100 000 à l'échelle du pays (Olivier Faron, Les Enfants du deuil. Orphelins et pupille de la Nation de la Première Guerre mondiale, La Découverte, 2001). En Corrèze on en dénombre 9 000 (Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op. cit., p. 315).

20 Voir Béatrix Pau, *Le Ballet des morts. Etat, armée, familles : s'occuper des corps de la Grande Guerre*, Vuibert, 2016.

21 Jean-Marc Ferrer & Philippe Grandcoing, *Des Funérailles de porcelaine*, Culture & Patrimoine en Limousin, 2000.

22 En Corrèze, sur les 173 instituteurs mobilisés, 94 ne sont jamais revenus de la guerre (Michel C. Kiener & Valérie Mazet, op.cit., p. 312).

23 Philippe Grandcoing, « La crise dans les campagnes limousines a début des années Trente », in 1936. *Le Front Populaire en Limousin*, Les Ardents Editeurs, 2016, p. 117-126.

24 Sur un plan national voir Dominique Fouchard, *Le Poids de la guerre. Les poilus et leur famille après 1918*, PUR, 2013.

politique, veillant à ce que le sacrifice de tant d'hommes ne soit pas vain[25]. En Limousin, même s'il convient de ne pas généraliser, l'expérience combattante a renforcé l'ancrage à gauche de la région, la SFIO et le PCF étant les formations politiques les plus soucieuses de défendre la paix et de dénoncer les horreurs du conflit. D'où, surtout en Corrèze, l'apparition d'un communisme rural prenant appui sur les communautés paysannes traumatisées par le conflit[26].

Porté notamment par la jeune génération estimant que les pères avaient trahi en 1914 la cause de la paix et du peuple des campagnes, le mouvement connaît son apogée un quart de siècle plus tard, enrichi de l'expérience de la Résistance. Le Limousin, pour reprendre la formule de De Gaulle, venait alors de clore sa nouvelle « guerre de Trente Ans ».

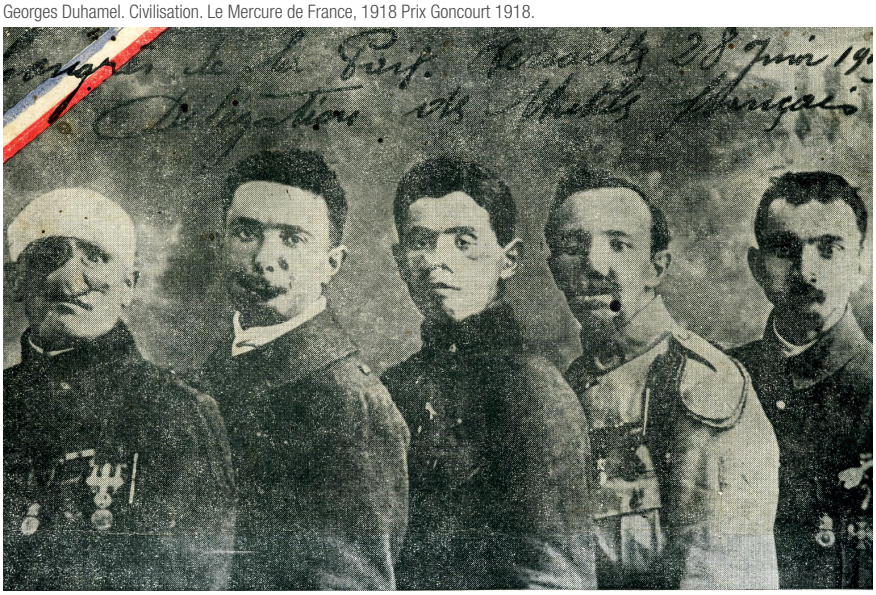
25 Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française 1914-1939,* Presses de la FNSP, 1977.
26 Dominique Danthieux, *Le Département rouge. République, socialisme et communisme en Haute-Vienne (1895-1940)*, Pulim, 2005, p. 217 et sq. et Laird Boswell, *Le Communisme rural en France. Le Limousin et la Dordogne de 1920 à 1939*, Pulim, 2006.

*
* *

L'effrayant monde des blessés et des malades

Brigitte Favrie-Banette

Cet enfer, cette boucherie, ces malheureux hurlant, ces salles regorgeant d'une souffrance houleuse et confuse où la mort travaillait à mettre de l'ordre.
Georges Duhamel. Civilisation. Le Mercure de France, 1918 Prix Goncourt 1918.



Congrès de la paix. Versailles le 28 juin 1918, délégation de mutilés français.

Les morts pour la France de la Première Guerre mondiale sont très justement honorés, avec respect et compassion, depuis près de cent ans mais les blessés, mutilés et estropiés sans oublier les soldats qui ont contracté une maladie au cours du conflit ont bien souvent été occultés lors des cérémonies commémoratives. Et pourtant 3 153 000 hommes furent blessés, accidentés ou gazés sur 8 millions de mobilisés et 40% des soldats subirent au moins une fois une blessure auxquels il faut ajouter les 5 millions de malades (ce chiffre prend en compte ceux qui le furent à plusieurs reprises).
La Grande Guerre se caractérise dramatique-ment par son extrême violence et la brutalité des combats et ce, dès les premiers affrontements. Elle rompt avec ce qu'était depuis le XVIIe siècle une « guerre réglée » : arme blanche, lance, sabre, baïonnette et balles tirées à une vitesse assez lente, pouvant laisser de réelles chances de survie si l'abdomen n'était pas atteint et l'infection enrayée[1], et des belligérants respectueux des trêves pour secourir les blessés et ramasser les morts…

L'efficacité meurtrière des nouvelles armes

En 1914, « la modernité industrielle se met au « service de la guerre »[2] et les armes deviennent plus vulnérantes. Le projectile des mitrailleuses vrille dans les corps, se fragmente en particules métalliques, une cavité temporaire trente fois plus grande que le diamètre de

1 Une étude comparative des pertes britanniques à Waterloo en 1815, et dans la Somme en 1916, a montré que le taux de survie était plus important en 1815, qu'un siècle plus tard.
2 Gérard Guicheteau Jean Claude Simoën, *Les années sanglantes 1914-1918*. Fayard 2006.

la balle provoque des lésions à distance sur les nerfs, les os, les organes sans qu'il y ait eu contact. Les grenades, efficaces sur une courte distance, s'avèrent redoutables pour les hommes confinés dans les tranchées.

La grande vélocité des balles délabre les visages. Hématomes, œdèmes et bouillie cérébrale causent des dommages irréversibles en atteignant les crânes sans protection efficace (il faut attendre septembre 1915 pour que les soldats soient équipés du casque Adrian qui se révélera un abri bien précaire pour les os crâniens, 77% des blessures sont infligées à la tête, et 88% sont mortelles)[3]. La mitraille d'obus propulsée à 1200 mètres par seconde a des effets encore plus dévastateurs sur le corps mais aussi plus septiques car les projectiles peuvent être souillés par la terre et les vêtements. L'obus explosif crée une onde de choc qui atteint l'oreille, le larynx, provoque une surpression sur le thorax et le diaphragme entraînant l'écrasement du poumon entre les côtes et le rachis. Il y a les projectiles qu'on reçoit mais ceux qu'on envoie sur l'ennemi affectent et blessent aussi les artilleurs. Les servants du crapouillot sont atteints de malaises, céphalées, saignement du nez et des oreilles. L'acier échauffé fait exploser le canon, les tirs tombent parfois sur leur propre ligne. C'est l'artillerie qui occasionne 70% des blessures, les éclats d'obus hérissés d'aspérités causent les pires dégâts. Les corps peuvent être volatilisés, des fragments de chair et d'os projetés sur les soldats proches. L'impact sur un abri mal étayé, l'explosion des mines sous les tranchées adverses condamnent les victimes à être emmurées vivantes. Les blessures par le gaz utilisé sur le front ouest en 1915, l'ypérite, occasionnent de graves atteintes et d'atroces souffrances, considérées comme les plus inhumaines, tant par les soldats que les médecins. C'est pour le combattant une longue agonie par étouffement qu'on ne peut ni efficacement soulager ni soigner. « À Litz, on traite les gazés, hypérités ; les yeux sont rouges, pleurent sans arrêt, les nez suintent. Au bout de quelques jours, les gorges et les trachées se dépouillent, les patients expectorent tout le moule intérieur. On soulage à la cocaïne, on lave les pauvres yeux à l'eau bicarbonatée et l'on met des tampons d'huile goménolée dans les nez. Après avoir douché les blessés tout le corps est passé au talc, les vêtements à l'étuve ; les complications pulmonaires sont graves surtout les cas de pallite, cause d'énormes œdèmes pulmonaires »[4]. Que dire des gueules cassées ces 10 à 15000 soldats défigurés par cet armement particulièrement destructeur.

L'obusite

Les médecins dépourvus de connaissance appellent ainsi au début du XXe siècle le syndrome de stress post-traumatique. Ils disposent de peu d'outils pour traiter les cauchemars, les troubles, les tremblements des patients, souvent dépourvus de mémoire et de sentiments, immobiles et en pleurs « muets parce que personne ne voulait les entendre ». Des sujets décrits par le Dr Janet comme « accrochés à un obstacle insurmontable et passant leur vie indéfiniment contre un mur ». Un sérum est bien mis au point. Mais les militaires n'y voient que de la faiblesse, assimilée à de la lâcheté ou à un refus de discipline. Certains seront d'ailleurs considérés comme déserteurs et fusillés. Les rescapés ne seront qu'une charge pour la société d'après-guerre. On estime à 100000 ces « soldats de la honte » traumatisés par la violence qu'ils avaient subie et celle qu'ils avaient dû infliger à leur corps défendant.

La tranchée foyer de morbidité

Les tranchées voulues par les Allemands pour conserver leurs gains territoriaux avaient bénéficié d'aménagements moins précaires que celles des Français, l'état-major refusant que le soldat « s'installe, pour maintenir l'ardeur guerrière ». Le froid, la boue, la chaleur, les détritus, les latrines délaissées dans l'ardeur des combats, les cadavres qu'on ne peut évacuer à temps

3 In *Mémoire des Hommes.*
4 Georges Legros, *Médecin au front.* Éditions Sutton, 2018.

Alphonse Pierre Froment

Le douloureux parcours du combattant.
La Patrie doit à nos chirurgiens de carrière ou à nos chirurgiens improvisés un million de vies humaines et cinq cent mille combattants retournés au front après blessures.
Dr Bianchon. Compte-rendu du bilan annuel de la Société de chirurgie 1915.
Né en 1891 à Pontcharraud, Canton de Crocq (Creuse). Il est incorporé le 8 octobre 1912 et passe de l'instruction militaire directement au front en octobre 1914.
– 21 septembre 1914, évacué blessé au bras par éclat d'obus. Reparti aux Armées le 2 février 1915.
– Intoxiqué par les gaz le 1er juin 1916, évacué et hospitalisé jusqu'au 27 juin 1916, rejoint la compagnie le 28 juin 1916.
– évacué le 4 mars 1917 vers l'hôpital Luxembourg, rejoint son régiment le 4 avril 1917 après 7 jours de congé.
– évacué blessé le 28 septembre 1917 entre à l'HOE La Veuve. Rejoint son corps après un congé de 20 jours le 23 novembre 1917.
– évacué malade le 28 décembre 1917 à l'ambulance 514 jusqu'au 26 janvier 1918.
– Au dépôt d'éclopés (*sic*) du 4e C.A. du 27 janvier au 2 mars 1918.
– Évacué blessé le 15 août 1918, éclat d'obus à la main gauche.
Réformé définitif avec une pension d'invalidité de 65% pour impotence presque totale de la main gauche. Ablation des 3 derniers doigts de la main gauche et de leurs métacarpiens. Préhension nulle.
Caporal le 15 novembre 1915.
Réformé définitivement le 11 octobre 1918. Médaille militaire le 20 juin 1919.
Chevalier de la Légion d'honneur en 1960. Registre matricule des archives départementales de la Creuse.
Alphonse Froment[1] est peintre en bâtiment. Un chirurgien prothésiste réussira à lui adapter une fixation en forme de pince fixé à ses deux doigts restants dont le pouce, ce qui lui permettra une meilleure préhension de sa main gauche bien utile pour sa profession. Sur les photos il tiendra sa main amputée bien cachée dans son dos.

1 Avec l'aimable autorisation de Michèle Froment Védrine.

engendrent une prolifération de rats[5], mouches, poux. Les mycoses, la teigne et la gale, assaillent le combattant. Tuberculose, pleurésie, bronchite, pneumonie, les gelures – pied de tranchée – intoxication au plomb des mitrailleuses, syphilis[6] mettent les hommes sur le flanc. Dans les tranchées d'Orient « les maladies serpentent allongent leurs tentacules invisibles et tenaces dans l'air, dans la nourriture, l'eau pourrie, le sifflement des moustiques, le bourdonnement des mouches énormes, la morsure intolérable des puces et des poux »[7]. Dysenterie, dengue et paludisme atteignent 120 000 soldats des Dardanelles, 40 000 en meurent.
La saleté, les chaussures rarement délacées (les rats s'attaquent aux doigts de pied), les bandes molletières souillées (les Allemands ont des bottes), les vêtements qu'on ne peut changer ni laver, aggravent les risques de maladie. Le barda alourdi par la pluie lors des marches de 30 à 40 km au pas cadencé, le ravitaillement qui ne suit pas, le sommeil impossible sous la menace des bombardements, le transport des troupes dans les wagons à bestiaux de 36 à 40 hommes et 8 chevaux, le matériel qu'il faut apporter dans les boyaux boueux – claies, madriers, sacs de terre – autant de facteurs qui fragilisent le soldat. Les pioupious sont pour l'essentiel des ruraux pourtant habitués aux rudes travaux et à un confort rudimentaire…

5 Il faut attendre 1916 pour que des campagnes de dératisation soient entreprises.
6 Cf. Brigitte Favrie-Banette, « La sexualité des poilus au front ». *D'onte Ses* n° 14. Automne-hiver 2016.
7 Capitaine Canudo. Cité par Pierre Miquel.

Le chaotique périple du malade et du blessé

Le service de santé des armées doit faire face, dès les premières semaines du conflit à une masse considérable de victimes militaires dont la prise en charge immédiate, à proximité des zones de combat, n'a pas été anticipée et se révèle quasi impossible.

Les premiers postes de secours, de modestes abris précaires installés à la hâte n'ont pas vocation à soigner les blessés et les malades. Il y a bien un médecin et une vingtaine de membres du personnel sanitaire, brancardiers et infirmiers, mais en nombre insuffisant et manquant de matériel pour traiter efficacement et dignement la victime. Encore faut-il que le blessé ait pu être évacué du champ de bataille ! La violence des combats ne permet pas toujours aux brancardiers de relever les blessés, les trêves ne sont pas respectées. Il faut souvent attendre qu'il fasse nuit pour les rechercher au milieu des terrains bouleversés par les obus, la boue et sans lumière. Les brancardiers n'ont pas l'expérience des blessures et peuvent laisser sur place telle victime qu'ils jugent perdue. Que dire du soldat inanimé incapable de se signaler à l'équipe de sauveteurs, ou de se mouvoir pour rejoindre les lignes arrière. Combien agonisèrent sans aucun secours, combien ont « séché sur les barbelés »! « Il entre à Sapicourt un malheureux blessé resté sept jours entre les tranchées françaises et ennemies, sans être pansé, sans absorber la moindre parcelle de nourriture. Relevé au cours d'une attaque heureuse des nôtres, il est amené à l'ambulance dans un état d'émaciation et d'inanition extrêmes. Il succombe peu de jours après son entrée, malgré tous les efforts tentés pour relever son état général. C'était un chanteur de café-concert ! »[8]. La gravité des blessures avait-elle permis au soldat de s'appliquer lui-même, ou avec l'aide d'un compagnon épargné ou moins grièvement touché, le pansement dont il était muni ? Le blessé relevé, il faut le transporter, cheminer à travers les tranchées, le porter à bout de bras ou enroulé dans une toile de tente maintenue par une perche, sans aucune précaution liée à la nature de la blessure. En 1915, des brouettes porte-brancard furent distribuées mais elles étaient peu maniables sur les terrains boueux.

Ce n'est qu'à l'arrivée à l'ambulance, que le médecin pratique les premiers gestes d'urgence : arrêt d'une hémorragie, traitement d'un état de choc, lutte contre l'infection. Il est assisté d'une équipe composée dans le meilleur des cas, d'un chirurgien, un radiographe, un pharmacien et une dizaine d'infirmiers. Mais le blessé est pris en main bien souvent trop tardivement, souvent dix à onze heures de transport depuis les lignes. Les moyens sanitaires et chirurgicaux sont sommaires. Les salles de soins sont installées dans des caves, des baraques en planches, sous des tentes, près d'une ligne de chemin de chemin de fer – cible privilégiée de l'ennemi – éclairées par des lampes à acétylène. Le chirurgien pouvait pratiquer, dans l'urgence, jusqu'à trente opérations par 24h. Devant l'affluence des blessés, les diagnostics restent sommaires, la gravité des cas mal évaluée.[9] Une blessure simple peut, par complication septique, compromettre le pronostic vital d'un blessé. L'absence d'hygiène élémentaire compromet les soins : « Des mouches volent partout, se posent sur les instruments, les pansements et même sur les intestins mis à découvert »[10]. Les équipes ne sont pas toujours formées pour évaluer la nature et la sévérité des blessures, établir la fiche médicale, diriger le patient vers les structures sanitaires adaptées à ses pathologies : les hôpitaux de l'avant dans un premier temps puis ensuite dans les hôpitaux d'origine d'étape (H.O.E.).

Ce sont dans ces établissements, que sont accueillis les blessés et malades triés. Les médecins affectés aux centres de triage doivent faire preuve d'un sens clinique certain et dans un temps record. Situés à proximité immédiate du front, ces centres de soin sont exposés aux canons à longue portée. Les soldats intransportables sont opérés et les évacuations par train sont préparées vers les hôpitaux militaires de l'Arrière. Ces transports sanitaires, dont

8 Georges Legros. Op. cit.

9 À Tarnac, un tiers des soldats morts pour la France, décède à l'ambulance à la suite de leurs blessures de guerre. Grièveté de leur état ou absence de soins appropriés ?

10 Georges Legros. Op. cit.

Georges Legros, médecin originaire de la Creuse, engagé sur le front

Né le 28 mai 1861 à Aubusson, fils unique de Laurence Cancalon et de Michel Legros, médecin, il fait ses études à Paris et épouse sa cousine germaine, Renée Cancalon, fille de médecin. Il s'installe à Montrichard dans le Loir-et-Cher en 1888 et est élu député de cette circonscription en 1914. Républicain progressiste il rejoint à la Chambre le parti de la gauche républicaine et démocratique. À 53 ans il s'engage dans le service de santé des armées et consigne dans ses carnets son journal. Il prend aussi de nombreux clichés sur les activités médicales au front.
Il est par ailleurs le biographe du naturaliste Jean-Henri Fabre.

l'équipement ne s'améliorera que très progressivement, rencontrent par ailleurs des difficultés à circuler. Les rails sont encombrés de convois qui acheminent troupes et matériel, mais aussi réfugiés à évacuer des zones occupées par l'ennemi. Les lieux n'ont pas toujours été préparés à temps : « Un train de huit cents blessés errait sur le réseau ne sachant où déposer son chargement », rapporte Léon Jouhaud[11], un général fait évacuer une caserne, « mais quand il s'agit de coucher les blessés, on s'aperçut qu'on n'avait pas de couvertures, pas de seaux, pas de matériel, pas de pansements, pas de nourriture, pas de médecins, pas d'infirmiers… » Progressivement des hôpitaux militaires sont aménagés dans des casernes, des écoles, des locaux industriels, des bâtiments religieux et aussi dans des maisons particulières. Brive, Guéret, Tulle et Limoges par exemple en Limousin[12] accueillent plus de 7 000 patients en 1916[13].
Les flottements dans l'organisation du service de santé des armées, les lenteurs, les tâtonnements dans son organisation ont coûté la vie à bien des combattants, en particulier les premières années de guerre. Les médecins se divisent sur les soins à apporter. Méthodes d'asepsie pasteurienne (empêcher l'introduction de microbes dans l'organisme par des moyens appropriés) et/ou d'antisepsie (détruire les micro-organismes responsables d'infection médicale ou chirurgicale) sont en débat. Certains amputent à tout va, alors qu'il faudrait opérer et soigner de façon rationnelle même si la chirurgie de guerre est une chirurgie d'urgence. Des médecins militaires sont soupçonnés par leurs collègues civils de rechercher les galons au détriment du dévouement aux malades. D'autres vantent les pratiques allemandes qui soignent en priorité les mobilisés qui sont immédiatement récupérables pour retourner au front, envoyant les autres à l'Arrière.
Des améliorations techniques et fonction-nelles sont cependant adoptées, tout au long du conflit : formation du personnel, répartition plus équilibrée des soignants. Elles impulsent de nouvelles pratiques de soins innovantes et adaptées aux blessures. La médecine de guerre s'appuie sur les progrès de la fin du XIXe siècle et tente de s'adapter aux pathologies qui ne sont pas nouvelles mais qui présentent des signes cliniques déroutants voire spectaculaires. Des mesures prophylactiques sont propo-sées, car des rapports officiels mettent en cause la responsabilité de l'armée dans le développement de pathologies graves comme le typhus, le choléra, les dysenteries, les parasitoses mais aussi les infections des plaies (tétanos, gangrène gazeuse qui provoque une mortalité de 21% chez le soldat atteint aux membres inférieurs[14]). La vaccinothérapie (antityphoïdique et antité-tanique), la sérothérapie, sont largement développées.

11 Léon Jouhaud, *Souvenirs de la Grande Guerre*, PULIM, 2005.
12 Cf. Pascal Soula, « Les hôpitaux militaires en Limousin » in *D'onte Ses* n°14. Automne-hiver 2016.
13 On trouve aussi des structures sanitaires dans des localités plus modestes comme à Saint-Junien où infirmières bénévoles et visiteuses s'investissent dans les soins aux blessés. Cf. Annette Bigaud. «À Saint-Junien : après la mobilisation des hommes. Les femmes mobilisées » in *D'onte Ses* n°14. Automne-hiver 2016.
14 La gangrène gazeuse est une infection microbienne provoquée par une bactérie anaérobie qui produit du gaz au sein du tissu infecté. Elle se déclare après souillures des plaies par la terre, des instruments ou mains sales. Très fréquente sur les plaies de guerre elle est redoutée et souvent soignée par amputation.

Pension

« Ces Français que nous fûmes contraints de jeter dans la bataille, ils ont des droits sur nous » Georges Clémenceau président du conseil. La République française reconnaissante envers les anciens combattants et victimes de la guerre qui ont assuré le salut de la patrie s'incline devant eux et devant leur famille (article 1 du Code des pensions militaires) C'est par la loi du 31 mars 1919 que fut instauré un véritable droit à réparation pour les anciens combattants infirmes, mais aussi pour les veuves et orphelins. Cette loi prend en compte la reconnaissance des notions d'aggravation, de présomption d'imputabilité et d'origine des infirmités par le fait ou à l'occasion du service.
La générosité des intentions s'est heurtée aux difficultés économiques et les associations d'anciens combattants ont dû batailler avec les pouvoirs publics et pas toujours avec succès, pour que les pensions soient à la hauteur des handicaps subis au cours du conflit et revalorisées avec justice.

L'anesthésie (à l'éther, au chloroforme, ou au chlorure d'éthyle), la radiographie qui facilite la localisation et l'extraction des projectiles, viennent seconder plus efficacement la chirurgie. Les prothésistes font preuve d'ingéniosité pour maintenir les membres fracturés en place, aider les amputés à se mouvoir. Différentes méthodes de greffes osseuses et de chirurgie réparatrice sont expérimentées, avec des débuts incertains, en particulier pour les blessures maxillo-faciales. Tout au long du conflit le monde médical, praticiens, chercheurs, infirmiers, pharmaciens, se mobilise pour être plus efficace et faire face au défi imposé par l'hécatombe des victimes alors même que les industries de l'armement continuent elles, à déployer des techniques de plus en plus destructrices.
Durant le conflit, plus de 9 millions d'admissions sont recensées dans les formations sanitaires (à l'avant comme à l'arrière), 10 700 000 évacuations se font par voie routière et 5 000 000 par voie ferroviaire[15].

Le blessé de guerre : héros ou tire au flanc ?

Les premières images diffusées par la presse montrent un blessé intrépide, insensible à la douleur, allant au-devant du sacrifice. Exemplaire, n'envisageant que son retour sur le champ de bataille immédiat, le blessé même mutilé et en lambeaux fait preuve d'un patriotisme sans faille… mais cette image s'effrite et on évoque des simulateurs qui doivent être sévèrement sanctionnés. Les médecins militaires sont attentifs aux blessures des mains et des bras afin de débusquer des éventuelles automutilations et n'hésitent pas à établir des rapports qui risquent de conduire le soldat au poteau d'exécution. Les malades et blessés sont examinés avec attention, en particulier au moment de leur éventuelle évacuation vers l'arrière, afin de renvoyer au front les resquilleurs qui feignent quelque pathologie.
On s'enorgueillit de soigner pour garder des forces vives à remettre sur le champ de bataille : « Combien de blessés guéris par nous sont retournés prendre leur place au combat ! Leur nombre est assez grand pour former des armées entières »[16] ; « La Patrie doit à nos chirurgiens de carrière ou à nos chirurgiens improvisés, un million de vie humaines et cinq cent mille combattants retournés au front après blessures »[17].
Les fiches matricules des soldats pensionnés montrent qu'ils sont nombreux à avoir été évacués pour maladie ou blessure, puis remis à disposition de leur régiment en zone de

15 Statistiques extraites d'Éric Deroo, *La médecine militaire : le service de santé des armées.* Ivry Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense. 2008. Cité par Jérémy Brunet *Quand la Grande Guerre s'invite à Brive*. Pulim 2014.
16 Dr J.L.Faure. « Compte-rendu du bilan annuel de la Société de Chirurgie » in *Le Figaro* 1915.
17 Dr H. Bianchon « Compte-rendu du bilan annuel de la Société de Chirurgie » in *Le Figaro* 1915. In *Le Figaro* Histoire Octobre 2014.

combat, les moins malchanceux sont affectés aux services auxiliaires.
(Cf. l'exemple du soldat Alphonse Froment). Ceux qui ne peuvent être remis à la boucherie, retournent à la vie civile, diminués, amputés, ou défigurés. Les populations de l'Arrière les découvrent avec gêne. Ils sont le témoignage de la violence guerrière, de ses répercussions physiques, de l'infernale réalité des combats que la presse s'est bien gardée d'évoquer. La famille, les voisins, les amis sont partagés entre pitié, compassion, embarras, reconnaissance, dégoût, inquiétude. Quel patron les embauchera ? Comment pourront-ils travailler la propriété ? Des fiançailles sont rompues. L'État, des associations s'attacheront avec difficulté à leur réinsertion professionnelle, sociale et affective. « Mon corps était retranché de la vie ; par amour pour elle je rêvais d'abord de le détruire (…) Blessé je devenais déjà ma blessure. J'ai survécu dans une chair qui était la honte de mes désirs »[18].

La violence des chiffres

28% des combattants ont perdu la vie. Un million de pensionnés (dont plus d'un quart souffrant d'un taux d'invalidité supérieur à 50%) répartis entre 600 000 invalides, 300 000 mutilés et amputés, 42 000 aveugles, 10 à 15 000 « gueules cassées ». Parmi les victimes, 19% sont mortes des suites de leurs blessures, 13% de maladie (on dénombre 19 morts par maladie pour 100 blessés)[19].

Les Gueules cassées

10 à 15 000 soldats blessés de la face ont perdu sur le champ de bataille une part de leur identité. Epreuves morales, matérielles, souffrance et parfois échec des douloureuses opérations subies « La nature même de nos blessures qui constitue à proprement parlé l'Horreur » en a plongé plus d'un dans la détresse.

Cinq d'entre eux furent invités en juin 1919 à la cérémonie de la signature du traité de Versailles. Une présence symbolique mais aussi un des pires héritages de la violence de la Grande Guerre.

Leur apparence physique, les conséquences de leurs blessures, on les appelait les baveux, car ni lèvres ni mâchoires pour retenir leur salive, leur rendaient tout accès au travail et à la société difficile. Leur désarroi, la difficulté à affronter le regard des autres, a poussé les plus atteints, à se constituer en association et à tenter de se regrouper dans des établissements adaptés (cf. le château de Moussy le Vieux en Seine et Marne), se protégeant des regards extérieurs dans un souci louable de fraternité, mais aussi se marginalisant dans une forme de résignation et de renoncement.

Il fallut attendre 1925 pour que soit reconnu le préjudice spécifique à la défiguration et le droit à la réparation.

Des familles déchirées, une génération saignée, d'autres morts qui s'ajoutent, dans les années qui suivent le conflit sans que statistiques ou hommages les prennent réellement en compte. Les séquelles de la guerre s'affichent dans la souffrance des blessés, gazés, mutilés, infirmes et finissent par se banaliser[20]. Médailles et croix de guerre peinent à consoler des cauchemars endurés. Les pensions ne compensent pas les revenus perdus, sa force de travail amoindrie, sa vaillance d'homme diminuée. Le sentiment d'inutilité, d'être à charge de la société, s'installe sournoisement. Le patient doit se soumettre aux commissions de révision des taux d'invalidité. Leur manière parfois tatillonne de suspecter quelque simulation marque pour l'infirme un manque de reconnaissance des dommages subis.
La blessure peut guérir, l'infirme s'accom-moder de ses béquilles, cacher la perte de son bras en rentrant sa manche de veste dans sa poche mais le combattant ne peut oublier cette sauvagerie destructrice qui imprègne au plus profond sa condition d'homme et pèse sur son devenir.

18 Joël Bousquet, *Le meneur de lune*, Paris, Albin Michel 1979. Cité par Jérémy Brunet in *Quand la Grande Guerre s'invite à Brive,* Pulim 2014.
19 Joseph Toubert, *Documents de statistiques concernant la guerre mondiale et l'après-guerre,* Paris, Charles Lavauzelle, 1934.
20 - 500 000 soldats sont morts des suites de leurs blessures après le conflit, pour l'ensemble des belligérants.

Cette violence de guerre, brutalité sans précédent, palpable au quotidien bien des années après est conceptualisée par l'historien George Mosse sous le terme de *brutalisation*, « amenant les hommes qui en ont été les acteurs et les victimes – et souvent hélas avec leur consentement – à prendre en charge cette brutalité nouvelle et à être eux-mêmes rendus brutaux par l'expérience inouïe qu'ils avaient traversée »[21].
Certains y puisent une inébranlable conviction pacifiste tandis que d'autres constatent avec amertume et pessimisme que désormais « les civilisations sont mortelles »[22].

21 Stéphane Audouin-Rouzeau, préface in *Les Gueules Cassées,* Sophie Delaporte, Noêsis 1996.
22 Paul Valéry, *La crise de l'esprit*, 1919.

*
* *

Deuxième partie
La vie à l'arrière en Limousin



L'infanterie, comme l'artillerie, dispose de chevaux de traits, réquisitionnés dans les campagnes, pour tracter les lourdes charges : munitions et approvisionnement, nécessaires aux combattants. Coll. JJM.

Le Limousin en 1914 entre essor et lent déclin

Philippe Grandcoing

À la veille de la Grande Guerre, le Limousin offre un visage contrasté. Par certains aspects, la région connaît une forme d'apogée, fruit d'un essor que le premier conflit mondial interrompt brutalement. Mais la région connaît aussi des faiblesses structurelles et a entamé dans certains secteurs – tant géographiques qu'économiques – un lent et profond déclin. Le contraste entre l'archaïsme et la modernité, pour reprendre le titre de l'étude qu'Alain Corbin avait consacrée au Limousin des années 1840-1880, est donc toujours d'actualité[1].

Une démographie en demi-teinte

La démographie est un exemple de ce contraste. Au recensement de 1911, on compte 960 000 habitants dans la région. C'est 60 000 de plus qu'en 1872, mais 25 000 de moins qu'en 1895, année du maximum démographique régional. Si la Creuse et la Corrèze voient leur population décroître, en revanche, la Haute-Vienne est toujours en phase ascendante, tirée par la croissante de Limoges qui compte alors 93 000 habitants, soit 20 000 de plus qu'en 1891. De même, Saint-Junien gagne 2 000 habitants en vingt ans, soit une croissance d'environ 1% par an. Clairement, le dynamisme démographique est l'apanage du monde urbain, grâce notamment au développement de l'industrie et des transports. Mais toutes les villes n'en bénéficient pas. Tulle a ainsi perdu 3 000 habitants en vingt ans, tandis que Brive en a gagné 4 500 dans le même temps[2]. Désormais, il est clair que les petites villes qui tiraient jusque-là profit de leur situation de centre administratif et commercial sont en perte de vitesse. Mal reliées au réseau ferroviaire, sans patronat dynamique, elles sont entrées dans une phase de récession et deviennent de *belles endormies*, à l'instar de Saint-Léonard ou Aubusson[3]. La Creuse, dépourvue de centre urbain dynamique souffre particulièrement sur le plan démographique.

Quant aux campagnes, elles connaissent toutes ou presque un déclin démographique, dû à l'exode rural. La natalité n'est pas en cause. Globalement, les populations limousines sont alors plus fécondes que la moyenne nationale et le solde naturel est en moyenne de 4 000 habitants par an. Le vieillissement de la population est à peine marqué et la Haute-Vienne peut se targuer d'être encore un des plus jeunes départements de France. Mais l'émigration a pris un caractère massif et a changé de nature. Si jusque dans les années 1870 elle était en partie un phénomène saisonnier (les maçons n'en étant que la forme la plus connue), elle est devenue par la suite une émigration définitive. En Creuse, ce sont en moyenne 1 700 personnes qui quittent le département chaque année, soit près de 1% de la population et en Corrèze les départs se chiffrent à plus de 2 000 par an. Les communes de la montagne limousine sont particulièrement affectées par ce phénomène. Le canton de Bugeat perd environ 1% de sa population tous les ans à la Belle Époque. La situation est identique dans celui de Royère-de-Vassivière. Or la plupart de ces migrants ne vont pas s'installer ailleurs en Limousin : Dominique Danthieux a montré qu'en 1914 moins de 3% des

1 Alain Corbin, *Archaïsme et modernité en Limousin au XIXe siècle*, M. Rivière, 1975.
2 Voir Georges Dauger et Daniel Dayen, *Histoire du Limousin contemporain*, Lucien Souny, 1997, p. 129-130 et *Un siècle et demi de population en Limousin*, INSEE Limousin, 2001.
3 Sur le cas particulier de la Haute-Vienne, voir les analyses de Dominique Danthieux, *Le Département rouge*, Pulim, 2005, p. 34.



L'été 1914, point d'orgue de la Belle Époque : « *(…) J'en ai rarement vécu de plus luxuriant, de plus beau, je dirais presque de plus estival. Jour après jour, le ciel resta d'un bleu de soie, l'air était doux sans être étouffant, les prairies parfumées et chaudes, les forêts sombres et touffues avec leur jeune verdure* », écrira Stefan Zweig, dans *Le Monde d'hier*. Les paysans ramassent les récoltes, finissent en toute hâte les moissons, pressés par l'imminence des orages. La Croix du 8 avril 2014.

Limougeauds étaient natifs de Creuse ou de Corrèze[4]. Paris, mais aussi Lyon, Saint-Étienne et Bordeaux attirent massivement ces Limousins expatriés[5].

Quelles raisons poussent tant de Limousins à partir ? Il est évident que la misère est un facteur répulsif important. Les zones où les conditions économiques sont les plus défavorables connaissent l'émigration la plus massive. S'y ajoute sans doute le désir d'échapper à un monde où les contraintes familiales et communautaires sont lourdes et pesantes. La ville, et surtout la grande ville ,fait rêver car elle permet l'ascension sociale mais aussi l'émancipation. De véritables filières migratoires se mettent en place, conduisant à la constitution de communautés professionnelles, comme celle des cochers de fiacre parisiens venus de Haute-Corrèze.

L'entrée contrastée des campagnes dans la modernité

Mais la modernisation des campagnes est aussi en cause. En effet, le désenclavement relatif de la région a mis en concurrence l'agriculture limousine avec les productions venues d'autres régions. Il a aussi permis de faire venir à moindre coût des engrais et des machines. Inversement, il est devenu plus facile et moins coûteux de vendre au loin les produits du terroir local. Il en est résulté des formes de spécialisation de l'agriculture locale et un déclin – relatif – de la polyculture vivrière. Beaucoup de micro-exploitations ont ainsi disparu, tandis que des productions nécessitant peu de main-d'œuvre se sont développées. C'est le cas, par exemple, de la forêt qui commence à prendre la place de la lande sur le plateau de Millevaches, grâce à une politique volontariste de grands propriétaires, introducteurs des premières plantations de résineux à la Belle Époque[6]. De même, le *couchage en herbe*, c'est-à-dire la transformation d'une partie des landes, des pâtures, voire des châtaigneraies, en prairies pour les bovins a fait reculer la polyculture familiale, grosse consommatrice de

4 Dominique Danthieux, op. cit., p. 35.

5 C'est d'ailleurs à cette époque que les associations d'originaires connaissent un essor remarquable. Voir *Limousins de Paris : les sociétés d'originaires limousins sous la IIIe République*, Pulim, 1991.

6 Voir Christian Beynel, *Forêt et société de la montagne limousine*, Pulim, 1998, p. 77-78.

main-d'œuvre. Surtout, les campagnes souffrent de la disparition d'activités qui offraient aux familles paysannes des ressources complémentaires : artisanat, industrie rurale saisonnière, migrations temporaires, biens communaux, etc.

Mais, pour l'heure, il n'y a guère à s'en inquiéter, car c'est le signe de l'entrée dans la modernité. L'exemple du châtaignier est ici particulièrement signifiant. Cultivé en châtaigneraies, il avait durant plusieurs siècles fourni un complément alimentaire vital pour nombre de Limousins. À la fin du XIXe siècle, les châtaigneraies disparaissent, victimes de la maladie de l'encre et de l'exploitation des bois par l'industrie des matières tannantes qui en est une grosse consommatrice. Parallèlement, sous la forme de taillis, les châtaigniers sont exploités pour produire des bois souples et imputrescibles, largement exportés via le rail en direction du Bordelais notamment pour la vigne et la tonnellerie[7]. De la même façon, le cheptel ovin a massivement reculé, mais personne ou presque ne s'inquiète de la disparition de ces maigres brebis limousines que l'on laissait paître jadis sur les landes[8].

Toutefois, le déclin démographique des campagnes ne signifie pas, bien au contraire, qu'il y ait crise de l'agriculture. Les paysans limousins vivent globalement mieux, et souvent bien mieux, que leurs ancêtres. Ils bénéficient tout d'abord de la modernisation des campagnes opérées par la République ce que l'historien américain Eugen Weber a appelé la « *fin des terroirs* » : construction d'écoles publiques, développement du réseau vicinal, arrivée du chemin de fer, etc. Il suffit de regarder les clichés pris par le photographe et épicier Jean-Baptiste Boudeau dans les environs de Limoges durant la Belle Époque pour s'en convaincre[9]. Surtout, les ruraux ont bénéficié de la prospérité de l'agriculture et tout particulièrement de l'élevage bovin local[10]. Initiée à partir des années 1850 par de grands propriétaires, l'amélioration de la race limousine couplée avec l'introduction de nouvelles méthodes culturales a permis d'intégrer l'agriculture locale au marché national voire international. Les bovins limousins étaient déjà exportés au XVIIIe siècle, mais les qualités reconnues de la race grâce aux concours agricoles, l'arrivée du chemin de fer et la création d'un *herd-book*[11] en 1886 ont considérablement accru son rayonnement. Désormais, les éleveurs limousins placent des animaux de travail ou de boucherie dans la France entière. De nouvelles productions sont apparues, hautement rémunératrices, tels les veaux de Lyon et de Saint-Etienne, vendus pour la boucherie à l'âge de huit à douze mois. Les grands domaines agricoles ont été les premiers bénéficiaires de cette prospérité et la fin du XIXe siècle est marquée par une forme d'âge d'or des grands domaines châtelains, au moins en Haute-Vienne[12]. Mais ils ont aussi été d'importants points de départ de diffusion du progrès agricole en direction des petites exploitations paysannes.

De plus en plus tournée vers l'élevage bovin (on compte alors 650 000 têtes de bétail contre 375 000 en 1871), l'agriculture limousine a dû adapter l'ensemble de ses productions à ce nouveau débouché. Les céréales traditionnelles destinées à l'alimentation des hommes (seigle et sarrasin) reculent au profit des plantes sarclées et des fourrages. L'heure est désormais aux raves, topinambours et autres trèfles. La pomme de terre est désormais omniprésente. Entre 1871 et 1914 sa production a triplé en Creuse et en Haute-Vienne. Si une partie est vendue hors de la région, l'essentiel sert à la consommation locale, pour les hommes, mais aussi les bêtes et notamment les fameux cochons de race limousine, appelés également culs-noirs. À la veille de la guerre, la vente des porcs assure aux exploitations limousines, et surtout haut-viennoises, des rentrées d'argent non négligeables. Il est enfin à

7 Voir Philippe Grandcoing, « La naissance d'un marqueur paysager régional : le Limousin et le châtaignier », in *Paysage et environnement en Limousin*, Pulim, 2010.

8 Guy Bouet, *L'élevage en Limousin*, CREL-SELM, 1971

9 Vincent Brousse, *Jean-Baptiste Boudeau : un épicier photographe des campagnes limousines*, Les Ardents éditeurs, 2012.

10 Voir sur l'ensemble de la question Dominique Danthieux et Philippe Grandcoing, *La Limousine : histoire d'une race bovine*, Pulim, 2007.

11 Herd-book, livre généalogie des races bovines.

12 Philippe Grandcoing, *Les Demeures de la distinction*, Pulim, 1999.



Champ de foire à Limoges : là se rencontrent éleveurs de bovins limousins et maquignons. Collection privée : JJM.

signaler que le bassin de Brive, très touché par la crise du phylloxera dans les années 1880, a réussi depuis sa reconversion dans la production de fruits et de légumes, entraînant aussi le développement d'une industrie de la conserve[13].

Il faut toutefois se garder de généraliser le propos. Des pans entiers des campagnes limousines sont restés à l'écart de la modernisation. Mais il est difficile d'en donner la mesure, les sources gardant surtout trace des phénomènes les plus dynamiques et les plus innovants. On peut cependant rappeler que la micropropriété paysanne, souvent synonyme de grande pauvreté, est à l'époque omniprésente. Quelques chiffres pour s'en convaincre : en 1892, les exploitations en faire-valoir direct en Haute-Vienne couvrent moins de 1 hectare pour un tiers d'entre elles et moins de 10 hectares, pour 78%, la moyenne étant autour de 6 hectares[14]. Autre témoignage d'une misère économique et sociale persistance, les affaires criminelles examinées à la Belle Époque par les jurys d'assises révèlent des formes persistantes de précarité et de détresse morale[15].

Dynamiques urbaines et industrielles

Le monde urbain n'est pas à l'écart de la misère. Loin s'en faut. On observe même, pour rester dans le domaine judiciaire, un glissement de la criminalité des campagnes vers les villes. Limoges en particulier connaît toute une population marginale que certaines affaires mettent spectaculairement sur le devant de la scène[16]. Mais l'essentiel n'est pas là. En effet, il s'agit là d'un épiphénomène lié à la croissance rapide d'une ville qui s'impose de plus en plus comme une véritable capitale régionale. Avec une croissance annuelle de sa population d'environ 1,5% entre 1881 et 1911, Limoges est un demi-point au-dessus de la moyenne nationale (0,95%). Cette croissance qui fait passer la ville de 42 000 habitants en 1851 à 73 000 en 1891 et 93 000 en 1911.

À cette date, 60% des Limougeauds sont des ouvriers et la ville vit au rythme des usines. Le développement des machines à vapeur, la mécanisation d'une partie des productions, le

13 *Histoire de Brive et de sa région*, Privat, 1991, p. 214-220.
14 Dominique Danthieux, op. cit., p. 99.
15 Voir la série des *Grandes affaires criminelles* et des *Nouvelles affaires criminelles* couvrant les trois départements (6 volumes) publiée chez De Borée par Vincent Brousse, Jean-Marie Chevrier, Philippe Grandcoing et Jean-Michel Vallade.
16 Voir notamment *Cadavre exquis : le crime de Montplaisir*, Limoges 1908, Le Bruit des autres, 2012.

passage d'une industrie de luxe à une industrie de demi-luxe a ainsi transformé les conditions de fabrication de la porcelaine.
En 1905, Charles Haviland emploie sur un seul site 2 500 ouvriers et son frère Théodore 1 100. Au total, les 30 fabriques de porcelaine de la ville emploient près de 10 000 salariés. Cette population ouvrière est en train de changer. La mécanisation a entraîné un processus de déqualification. Signe qui ne trompe pas, les femmes prennent massivement le chemin de l'usine. Presque totalement absentes sous le Second Empire, elles représentent désormais 20% de la main-d'œuvre porcelainière, particulièrement dans les ateliers de décor où les « *décalqueuses* », utilisant la technique de la chromolithographie, ont partiellement remplacé les peintres sur porcelaine.
La chaussure, qui constitue alors l'autre grande branche de l'activité industrielle à Limoges, est, elle aussi, en profonde mutation. Là encore l'usine domine, remplaçant le travail domestique. La vingtaine d'entreprises emploient 4 500 salariés, dont plus de 700 pour la seule société Monteux. Mais tous les secteurs ne connaissent pas une telle évolution. Ainsi, à Saint-Junien, le monde des gantiers, travaillant pour l'essentiel à domicile une matière première distribuée par les patrons, contraste avec celui des mégissiers et papetiers, regroupés dans des usines pouvant compter plusieurs centaines d'ouvriers[17]. De même, le monde des lissiers d'Aubusson, dispersés en petits ateliers, tranche avec celui des employés de la manufacture d'armes de Tulle, regroupés sur un seul site.
Au total, l'industrie en Limousin emploie près de 110 000 personnes, dont plus de la moitié en Haute-Vienne. Il s'agit clairement là d'un apogée, associant des secteurs phares, comme la porcelaine à Limoges, et tout un semi de petites et moyennes entreprises, souvent disséminées dans les campagnes pour tirer le meilleur profit des ressources naturelles et/ou des productions agricoles, sans compter l'atout de salaires plus bas qu'en ville. Les énumérer toutes serait fastidieux. Rappelons toutefois qu'on produit en Limousin du papier (notamment du papier-paille), de la pâte à porcelaine, du feutre, des chapeaux, des tapisseries, des conserves, des produits chimiques, des chaussures, des sabots et des galoches, des livres, des armes, des gants, divers textiles, sans compter les mines et carrières d'où sortent kaolin, ardoises, granit, wolfram, charbon et or. À cet inventaire à la Prévert, il faudrait ajouter tout un ensemble d'activités, confinant souvent à l'artisanat, mais indispensables à une époque où le coût des transports est encore élevé : tuileries, briqueteries, minoteries, huileries, distilleries, brasseries…[18]

Les mutations économiques et sociales à l'œuvre dans la décennie précédant la guerre ont considérablement accru la combativité ouvrière. Limoges fut ainsi en avril 1905 le théâtre d'un conflit social particulièrement âpre, associant grève ouvrière, lock-out patronal, manifestations et violences sous diverses formes : barricades, heurts avec l'armée, destruction de biens, etc. Au final, après une nuit d'émeutes autour de la prison, on releva un mort, un jeune porcelainier tué par les soldats qui avaient fait feu. Les « *événements de Limoges* », comme on les nomma alors, eurent un énorme retentissement national, voire international et valurent à la ville l'épithète de « *rouge* »[19]. Pour spectaculaire qu'il soit, cet épisode ne doit pas occulter les autres conflits sociaux. Durant l'année 1905 Limoges compte pas moins de 26 grèves, dont une dura plus de six semaines. Saint-Junien est durant plusieurs années le cadre d'incidents violents entre militants anarchistes et catholiques. Et l'on voit même les campagnes gagnées par la contestation sociale avec des grèves de feuillardiers dans le secteur de Saint-Yrieix en 1908 puis 1912.

17 Dominique Danthieux, op. cit., p. 19-61.
18 Georges Dauger et Daniel Dayen, op. cit., p. 133-134.
19 Voir *1905, le printemps rouge de Limoges*, Culture et patrimoine en Limousin, 2005.

Une région politiquement à gauche

Cette forte présence industrielle et donc ouvrière est-elle à l'origine du vote « *rouge* » du Limousin ? En partie sans doute. Rappelons tout d'abord quelques chiffres. Lors des élections législatives de 1914, la Haute-Vienne envoie au Palais-Bourbon quatre socialistes et un radical. La représentation corrézienne est uniformément radicale et celle de la Creuse se partage entre radicaux, socialistes indépendants et républicains socialistes, tous hommes de gauche ou de centre-gauche. Très clairement, la Haute-Vienne est alors politiquement plus « *avancée* » que les deux autres départements et nul doute que le poids de l'électorat ouvrier de Limoges a beaucoup joué dans ce choix. D'ailleurs, il est à noter que la force de la SFIO réside non seulement dans son fief limougeaud (la mairie a été conquise par Léon Betoulle en 1912), mais aussi dans les campagnes environnantes sillonnées par les militants socialistes depuis 1905[20]. Ceux-ci ont permis d'évincer les notables plus modérés, souvent de gauche mais hostiles au socialisme. Toutefois, ces derniers conservent quelques bastions locaux, au niveau municipal notamment.

En revanche, en Creuse et en Corrèze, la gauche non socialiste domine, en raison notamment du poids de l'électorat local. Mais, qu'il vote pour le député maire de Limoges Léon Betoulle, pour le socialiste indépendant René Viviani à Bourganeuf ou pour le radical Henri Queuille en Haute-Corrèze, l'électeur limousin manifeste l'attachement à un certain nombre de valeurs qui explique en grande partie l'identité politique de la région. Celle-ci s'appuie notamment sur un fort anticléricalisme, fruit du divorce entre les attentes du clergé et les pratiques populaires locales. Elle se nourrit également d'un profond sentiment égalitaire, dû aux faibles écarts sociaux existant dans les campagnes, aux nombreux usages collectifs (concernant les droits d'eau, les biens communaux, les bois), à la force du cadre communautaire villageois. Riches notables et curés étaient donc souvent peu appréciés, ce qui a favorisé l'émancipation politique des ruraux. *A contrario*, les quelques contrées où la pratique religieuse reste forte et où les grands propriétaires fonciers dominent économiquement (la Basse-Marche occidentale et les marges auvergnates de la Creuse et de la Corrèze) restent majoritairement acquises aux conservateurs.

Le brutal surgissement de la guerre à l'été 14 et, surtout, le prolongement du conflit durant presque cinq années vont radicalement transformer cette société limousine, en raison de la saignée démographique, mais aussi des bouleversements économiques induits par l'inflation, le manque de main-d'œuvre, la fermeture des marchés internationaux. Si la guerre a accéléré dans certains domaines la marche vers la modernité, elle a aussi fortement renforcé le retard de la région dans de nombreux autres domaines. Le XXe siècle débutait donc bien mal pour le Limousin.

20 Dominique Danthieux, op. cit., p. 191-216.

*
* *

Tarnac : le Conseil municipal en temps de guerre

Brigitte Favrie-Banette

Les cadavres des hommes gisent comme du fumier à la surface des champs, comme une gerbe laissée derrière le moissonneur et personne pour les ramasser (Jérémie, 9, 21.)

La guerre devait être courte, la victoire gagnée d'avance, Tarnac était bien loin des zones de combat. Pouvait-on alors envisager, en ce jour d'août 1914, les conséquences du conflit sur la vie quotidienne d'un modeste village et sur son devenir ?
Ses habitants sont cependant bien conscients des enjeux de la guerre qui se prépare. Les migrants partis chercher de l'ouvrage en ville, maçons, cochers de fiacre ont été en contact avec les idées socialistes des grandes villes, les discussions animent les veillées à leur retour au pays et déjà certains habitants ont dès les années précédant le conflit fait l'objet d'une surveillance particulière.
Ainsi trois d'entre eux étaient-ils inscrits sur le carnet B[1], ils furent tous trois mobilisés et l'un d'eux perdit la vie dans les combats. L'allongement de la durée du service militaire à 3 ans provoque des protestations en mai 1913, en particulier au 100e régiment de Tulle et au 126e de Brive où sont incorporés des Tarnacois nés en 1893. Certains passeront ainsi 7 ans de leur jeunesse sous les drapeaux.
La commune est alors dirigée depuis 1905 par Annet Aimé Verdeaux, médecin de son état comme son père Jean Baptiste Annet Ernest, maire de 1890 jusqu'à son décès en 1902. Il sera aussi conseiller général de 1911 à 1931. C'est un radical qui terminera son mandat départemental sous la bannière de la SFIO[2]. Mobilisé, c'est son adjoint Léonard Cloup qui va se charger des affaires municipales et faire face aux difficultés rencontrées. La paix retrouvée, une équipe renouvelée jettera les bases d'une gestion municipale aux couleurs d'un communisme rural singulier et se chargera de graver dans le granit la mémoire des 102 victimes du conflit.

1914-1918 des années meurtrières

1er août 1914 : la mobilisation concerne tous les hommes valides nés entre le 1er janvier 1870 (classe 1890) et le 31 décembre 1890 (classe 1910), les jeunes des classes 1911 et 1913 étant déjà sous les drapeaux. Progressivement, les conscrits des classes 1914 à 1919 seront convoqués à leur tour. Pères de famille ou fratries de trois ou quatre personnes n'échappent à l'engagement dans la guerre.
À Tarnac on peut estimer, en s'appuyant sur le recensement de 1911, à près de 375 le nombre des jeunes hommes appelés au cours du conflit. Parmi les seize membres du conseil

1 C'est un fichier sur lequel sont répertoriés les noms de ceux, Français ou étrangers qui sont susceptibles de menacer l'ordre public en s'opposant à une guerre contre l'Allemagne, une instruction secrète de 1912 prévoit des arrestations préventives.
La procédure ne sera pas activée car la position de la CGT a évolué. Alors qu'elle déclarait le 20 juillet « que la guerre européenne peut, doit être évitée si la protestation ouvrière, jointe à celle de tous les partisans de la paix, est assez formidable pour faire taire les clameurs guerrières ». Léon Jouhaux son secrétaire général annonce le 4 août devant le cercueil de Jean Jaurès : « Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. Nous ne voulons pas que sombrent les quelques libertés si péniblement arrachées aux forces mauvaises ».
2 Il est aussi conseiller du Grand Orient de France entre les deux guerres. Institut d'études et de recherches maçonniques, GODF, 16 rue Cadet, Paris.

municipal, le maire dès l'automne 14, puis Jules Vacher, Jean Barbas et Albert Neige au printemps 1915, doivent aussi rejoindre leur régiment.

Ce départ ne se fait pas dans l'insouciance mais sans véritable grogne ou insoumission. Le paysan tarnacois quitte sa famille et son exploitation alors que le seigle et le blé noir ne sont pas encore rentrés, la batteuse est prévue en septembre. La plupart rejoignent des régiments d'infanterie du XIIe corps d'armée. Ils seront nombreux dans les 63e, 78e, 92e, 100e, 126e et 300e régiments d'infanterie de Tulle, Brive, Limoges, Saint-Yrieix, Guéret ou Clermont-Ferrand.

Les plus âgés se verront affectés dans la territoriale où ils exerceront des fonctions d'entretien du matériel, de l'habillement, d'intendance, de ravitaillement ou de secours aux blessés. Ils n'en seront pas pourtant à l'abri des balles dont l'un d'entre eux âgé de 44 ans, fut victime en service commandé.

Les premiers affrontements surprennent par l'ampleur des pertes que les familles ont à déplorer : vingt jeunes tués en trois mois[3]. L'hécatombe va se poursuivre les années suivantes : 25 décès dont 11 en trois jours entre le 23 et 26 septembre 1915 en Artois et en Champagne. Les déluges de feu des batailles de Verdun et de la Somme en 1916 allongent la liste des tués de 18 nouveaux noms. Certains y seront gravement blessés. En 1917 ce sont 7 tués de plus, essentiellement lors de l'offensive du chemin des Dames, mais l'un des mobilisés appartenant à un régiment envoyé en Serbie, blessé, décédera en Saxe.

En cette année de doutes et de rébellion[4], plusieurs régiments où sont incorporés des Tarnacois connaissent des mutineries : refus de monter en ligne en avril au 363e, actes d'indisciplines collectives au 159e, et révoltes au 120e en juin.

Le conseil municipal participe à l'effort de guerre

Le 15 octobre 1916 les élus décident de souscrire au second emprunt de la Défense nationale et votent la somme de 3150 francs *somme à prendre sur les fonds appartenant aux pauvres et provenant de la part qui est réservée à ceux-ci dans le produit de la vente des concessions au cimetière. Étant entendu que la rente ainsi acquise appartiendra aux pauvres de la commune de Tarnac*.

Le 25 mars 1917, le conseil municipal, conformément à la circulaire du 1er mars 1917, sollicite du ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement 36 quintaux de semences de pommes de terre qui une fois cultivées sur des « terres abandonnées » seront récoltées au profit du service du Ravitaillement.

La commune se mobilise face à la perte de ses forces vives et de ses artisans. Malgré le relais pris par les femmes et les plus anciens, tous déjà habitués à prendre leur part aux travaux de la ferme familiale, et la mise à disposition de la commune de prisonniers allemands, les hommes commencent à manquer à l'économie du village. La guerre s'éternise et le conseil municipal essaie d'intervenir pour faire revenir les artisans qui font défaut à ce bourg agricole. Il doit aussi venir en aide aux épouses de mobilisés enceintes.

18 novembre 1917

Le conseil décide qu'il y a lieu de demander à l'autorité militaire par l'intermédiaire de M. le Préfet la mise en sursis de M. Urbain Henri du 5e génie détaché aux ateliers de la compagnie des chemins de fer d'Orléans à Périgueux pour le motif suivant : le forgeron maréchal Cloup, 68 ans qui jusqu'ici avait pu faire les travaux indispensables aux cultivateurs est malade et paraît ne plus pouvoir travailler, Urbain qui avait avant la mobilisation une forge à Tarnac et

3 Durant la décennie 1902-1912 la moyenne des décès s'élève à 30 par an.

4 Ainsi quatre Limousins, Léonard Leymarie de Seilhac du 305e RI, André Morange de Champagnac-la-Rivière, Henri Prébost de Saint-Martin-Château et Félix Baudy de Royère-de-Vassivière, tous du 63e RI, ont déjà été fusillés pour l'exemple en 1914 et 1915. Les trois soldats du 63e ont été réhabilités en 1934. Léonard Leymarie a dû attendre le XXIe siècle.

faisait le même travail que Cloup serait aujourd'hui indispensable chez lui pour assurer les réparations des instruments agricoles et ferrer les animaux de trait.
Le conseil décide également qu'il y a lieu de demander la mise en sursis de Vareillette Emmanuel charron mobilisé au 24e d'artillerie. Il a le seul atelier de charron à Tarnac et son père, 68 ans, qui l'a maintenu ouvert jusqu'ici paraît ne plus pouvoir travailler ; la présence du fils serait de la plus grande utilité aux cultivateurs.[5]
Cette demande sera renouvelée trois fois jusqu'en mai 1918.

3 mars 1918
Le conseil décide qu'il y a lieu de demander la mise en sursis de M. Cloup Léon secteur 88 de la classe 1908 maréchal forgeron mobilisé au 52e d'artillerie 5e batterie pour les motifs suivants: avant la guerre il y avait deux ateliers de maréchaux forgerons ouverts à Tarnac, travaillant presque exclusivement pour les cultivateurs ; aujourd'hui ces deux ateliers sont fermés, l'un par suite de mobilisation l'autre à la suite du décès de M. Cloup père du soldat demandé.

3 mars 1918
Le conseil admet au bénéfice de la loi sur l'assistance aux femmes en couches, Mmes Faury, Dejammet, Salagnac femmes de mobilisés.

12 mai 1918
Le conseil décide qu'il y a lieu de demander la mise en sursis de M. Vareillette Emmanuel[6] *charron à Tarnac, mobilisé au 24e d'artillerie (2e colonne de ravitaillement secteur 153) ; Il a le seul atelier de charron à Tarnac et son père (68 ans) qui l'a tenu ouvert jusque dans ces derniers temps paraît ne plus pouvoir travailler. La présence du mobilisé serait pour le moment de la plus grande utilité aux agriculteurs pour lesquels il travaillait à peu près exclusivement.*
Le conseil demande également un mobilisé maréchal-forgeron qu'on pourrait faire travailler dans un atelier à Tarnac. L'absence d'un maréchal-forgeron à Tarnac commence à compromettre sérieusement les travaux agricoles ; il n'y a personne pour effectuer les réparations des instruments de labour et pour ferrer les animaux de trait. Un ouvrier maréchal et forgeron serait indispensable.

2 septembre 1918
Le conseil considérant que le manque d'eau empêche le fonctionnement de la plupart des moulins de la contrée, que seul dans la commune le moulin de M. Orliange peut fonctionner et qu'il faudrait pour satisfaire la clientèle qu'il soit en mouvement nuit et jour, que M. Orliange est seul, que la mairie est dans l'obligation de délivrer des cartes de pain à des cultivateurs qui ne peuvent pas faire moudre leur grain, alors que la farine manque au boulanger et prie Monsieur le Préfet de la Corrèze de faire son possible pour obtenir la mise en sursis de M. Vergonzane Pierre garde-prisonnier à Corrèze, chantier 134, gendre de M. Orliange et qui travaillait avec son beau-père avant d'être mobilisé. En 1918 les derniers 18 soldats tués terminent la longue liste des 102 soldats du monument aux morts[7]*. Plusieurs décèdent de leurs blessures dans des hôpitaux, dont un Tarnacois fait prisonnier par les Allemands. D'autres sont victimes des offensives allemandes de mars à juillet, les derniers perdront la vie dans la seconde bataille de la Marne ou en Picardie.*
Pour près de 600 000 combattants, le conflit s'est soldé par la captivité, mais seulement trois Tarnacois (selon nos sources) sont concernés. En effet la plupart des jeunes mobilisés

5 Cahier des délibérations du conseil municipal de Tarnac. Archives de la mairie de Tarnac 19170.
6 Emmanuel Vareillette sera tué quelques semaines plus tard, la veille de ses 38 ans. Il était père de deux enfants.
7 Certaines fiches de soldats tarnacois ne sont pas renseignées : date, lieu et cause du décès restent inconnus pour une petite dizaine d'entre eux.

de la commune, comme bien d'autres des villages de France étaient envoyés en première ligne. C'est surtout la mort qui les y attendait bien plus que l'humiliation du travail forcé au service de l'économie des ennemis. La nation perd au cours de ce conflit un habitant sur 28. À Tarnac, la proportion est de 1 sur 16[8]... 350 000 prisonniers de guerre Allemands furent internés au cours du conflit.

En Corrèze certains ont travaillé sous l'autorité de Marius Vazeilles[9] au reboisement du plateau de Millevaches. Dans le canton de Bugeat une équipe fut employée au tracé de la route Toy-Viam – Tarnac. D'autres étaient requis pour aider aux travaux agricoles dans les fermes. La commune envisage de les faire travailler à l'amélioration des chemins ruraux déjà listés avant la déclaration de guerre. Mais l'argent pour les fournitures manque et les élus se décident à emprunter à des particuliers tarnacois, les caisses publiques sont alors mobilisées par l'effort de guerre. Les habitants de Larfeuil firent une avance de 2000 francs sur les titres qu'ils possédaient depuis la vente de leurs biens communaux.

L'armistice

1er décembre 1918

Le conseil adresse ses félicitations au sergent Goulois commandant le détachement de prisonniers allemands occupé dans la commune aux travaux agricoles pour la façon intelligente avec laquelle il a su faire travailler ces prisonniers et la discipline qu'il a su leur imposer.

Le conseil adresse ses félicitations au gouvernement de la République qui, dans la période tragique que nous venons de traverser s'est montré digne de la France. Il envoie par delà la tombe un salut ému à ceux de ses soldats qui ont donné leur vie pour le salut de la patrie, aux vivants il dit sa reconnaissance pour la bravoure dont ils ont fait preuve, et enfin constate avec orgueil qu'au sein de la nation en armes sont sortis des chefs, sélectionnés par les épreuves des champs de bataille, incarnant le génie de la France, ont montré toute la supériorité d'un peuple libre sur les peuples courbés sous le despotisme[10].

Le caveau de famille : l'hommage privé

De nombreuses familles entameront des démarches afin que les corps de leurs soldats défunts leur soient restitués. Elles feront le déplacement sur les champs de bataille pour assister à l'exhumation de leurs parents et les rendre à la vie civile et à leur « petite patrie »[11]. Les croix des cimetières militaires ne les offusqueront pas alors même que bien de leurs morts avaient pris leurs distances avec l'église catholique. Une petite dizaine ne pourra qu'apposer une plaque commémorative dans un des nombreux ossuaires militaires, qualifiés par la presse de « casernes éternelles », édifiés sur les champs de bataille.

Certains proches ont souhaité honorer leurs morts dans le cadre de la sépulture familiale. Les épitaphes apposées sur des plaques émaillées, de marbre, métalliques ou tressées traduisent le chagrin d'une mère ou d'une épouse, soulignent la bravoure d'un soldat, une carrière brisée. Les décorations militaires s'affichent, comme une ultime fierté et pour tenter de donner un sens à cette disparition injuste, même si elles ne consolent pas de la perte d'un être cher. La mort se nomme différemment dans la bravoure de l'affrontement ou la gloire de la patrie, le soldat est « tué à l'ennemi », « mort pour la France ». Le théâtre de la bataille est sublimé « mort au champ d'honneur ».

8 Il y a 1564 habitants au recensement de 1911.

9 Marius Vazeilles est « garde général du plateau de Millevaches ». c'est un forestier, mais aussi botaniste, préhistorien, archéologue ou géologue à ses heures. Il incite les paysans à reboiser afin de constituer une casse d'épargne « solide et jamais vide ». Il sera à l'origine de la création du Syndicat des Travailleurs de la terre en août 1920 réservé aux seuls paysans qui « travaillent la terre de leurs mains ». Il sera élu député en 1936.

10 Cf. note 2.

11 C'est le mensuel *Art funéraire et commémoratif* qui lance une pétition en mai 1919 pour le rapatriement des corps par les familles.

Le monument aux morts : l'hommage public

La Première Guerre mondiale a créé une situation politique nouvelle. Ceux qui s'étaient battus dans les tranchées en rapportent un message pacifiste et antimilitariste confortant l'espoir que les idées socialistes avaient suscité chez les migrants. Le détachement des pratiques religieuses perceptible avec des baptêmes plus tardifs et le début des enterrements civils à partir de 1905 progresse au retour des soldats mobilisés[12]. La nouvelle révolution russe attire les sympathies, elle est perçue comme ayant instauré la paix et une nouvelle ère de justice sociale qui signifie sur la Montagne accession à la propriété privée pour tous. La médiocrité et la similarité des conditions sociales accentuent la tendance à l'égalitarisme. Le népotisme des radicaux est dorénavant discrédité.

La radicalisation des socialistes de la Montagne, absents de l'appareil gouvernemental, conduit une majorité d'entre eux à adhérer à la Troisième internationale au congrès de Tours en 1920. Onze des treize conseillers municipaux de la liste SFIO majoritairement élue en 1919 rejoindront la SFIC en 1921. Le parti communiste français est fondé, le « communisme aux champs »[13] aussi.

C'est dans ce contexte que le nouveau conseil municipal délibère de l'érection d'un monument aux morts de la commune et tient à rendre un hommage indépendant des préconisations préfectorales. Les 16 membres qui y siègent ont été élus le 11 décembre 1919 : François-Louis Banette le maire[14], François Ambiaud, Jean Barbas, Henri Bonnet, François Borzeix, François Couffy, Léger Dars, Gabriel Dejammet, Jean Dumaître, Léon Laroubine, Antoine Mazaleyrat, Gabriel Mazaleyrat, Louis Moratille, Léonard Nière, François Nony, Maurice Vedrenne.

Les choix, l'aide financière sont strictement encadrés par la loi relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la Grande Guerre et la loi de finances du 31 juillet 1920 III 5bis. Une subvention est accordée au prorata du nombre de morts en se référant au recensement de 1911.

Les monuments présentés sur catalogue diffusés avec insistance par les autorités préfectorales coûtent cher sans recueillir l'assentiment de ceux qui se préparent à honorer leurs morts et Tarnac manque d'argent. Une souscription sera ouverte et un terrain municipal vendu : un jardin de 475 m² est proposé au prix d'environ 2375 francs. Il est situé à l'arrière du bureau de poste, ancien presbytère, propriété de la commune depuis la loi de séparation de l'Église et l'État en 1905.

1 février 1920

Le conseil décide de former un comité pour l'érection d'un monument aux morts des enfants de la commune morts pour la patrie et nomme président M. Banette Louis maire et Dars Léger secrétaire trésorier et les conseillers municipaux comme membres actifs.

Le comité est chargé de recueillir les offres pécuniaires des habitants de la commune de Tarnac et des originaires habitant Paris ou à Lyon.

11 septembre 1921

M. le Président donne connaissance au conseil que l'adjudication du monument aux morts qui devait avoir lieu à la sous-préfecture le 25 août n'a donné aucun résultat, un seul entrepreneur s'est présenté demandant une augmentation de 10%. Dans de semblables conditions il serait préférable de traiter de gré à gré.

12 Louis Perouas - *Refus d'une religion, religion d'un refus en Limousin rural 1800-1940,* EHESS, 1985.

13 Vincent Brousse - Une identité communiste limousine ? in *Le Limousin pays et identités*, PULIM, 2006.

14 Cette élection rompt avec la longue liste de notables, notaires, rentiers ou médecins qui ont assumé les fonctions de maire. François-Louis Banette avait entamé des études mais d'une fratrie de onze enfants il doit renoncer à préparer l'examen du baccalauréat et se prendre en charge. Après avoir été cocher de fiacre à Paris, son père prématurément décédé et la guerre déclarée, il reprend l'auberge, la boulangerie avec sa mère et ses cinq jeunes frères et sœurs mineurs. Chargé de famille il échappera à la mobilisation, un de ses frères aînés étant déjà sous les drapeaux.

À l'unanimité le conseil autorise le Maire de traiter de gré à gré et le prie de faire les démarches nécessaires auprès de M. le sous-préfet pour cette autorisation.

23 novembre 1921

M. le Maire présente le traité de gré à gré convenu entre le Maire agissant au nom de la commune et M. Plazanet Jean entrepreneur de travaux publics par lequel M. Plazanet s'engage à faire le monument aux morts moyennant une augmentation de 10% sur le prix du devis soit 716 frcs plus la somme de 480,99 portée pour imprévus. La somme totale s'élève donc à 8 351 frcs 95. Le conseil accepte le traité tel qu'il a été convenu avec l'augmentation et les diverses modifications apportées.

2 juillet 1922

M. le Maire donne connaissance du courrier de M. le sous-Préfet au sujet l'érection du monument aux morts qui désirant activer le plus possible cette érection maintient la proposition acceptée dans sa séance du 4 juin dernier de s'adresser à une maison spéciale pour l'achat d'un monument commémoratif, s'engage à payer tous les frais qu'à occasionné le premier projet et à ne pas dépasser la somme de huit mille frcs déjà prévue.

1er octobre 1922

M. le Maire communique au conseil la proposition de M. Plazanet Jean entrepreneur à Tarnac lequel s'engagerait à exécuter les travaux d'érection du monument aux morts moyennant une augmentation de mille frcs sur les prix du devis et transmet à son approbation le traité intervenu. Le conseil après avoir mûrement réfléchi et examiné avec attention un échantillon de pierre adressé par « les Marbreries Générales de Paris » (maison qui fournirait un monument tout fait) reconnaît qu'il serait préférable d'employer le granit du pays dont on a pu apprécier la résistance en notre rigoureux climat.
Le conseil accepte donc la proposition de M. Plazanet et approuve le traité de gré à gré et vote l'ouverture d'un crédit de mille frcs en supplément de la somme de huit mille francs déjà prévue pour ce monument.

26 novembre 1922

Le Maire communique au conseil une liste de soixante sept signatures de famille qui ont perdu leurs enfants à la guerre protestant contre l'érection sur la place publique du monument aux morts. Ces familles parmi lesquelles plusieurs ont perdu deux des leurs tiendraient à ce que ce monument soit érigé au cimetière, où prétendent-elles, il serait mieux respecté.
Messieurs Mazaleyrat et Couffy conseillers municipaux sont d'avis qu'il soit mis sur la place publique[15].
Plusieurs conseillers ayant fait remarquer que l'on doit respecter la volonté des familles, le Maire met la question aux voix. L'érection au cimetière du monument aux morts est acceptée par 8 voix contre 2[16] ».
La cérémonie du 11 novembre s'organise avec les associations d'anciens combattants soucieux que cet hommage ne soit pas accaparé par des préoccupations politiciennes. Le discours d'inauguration du monument tarnacois n'a pas été retrouvé. La presse proche du pouvoir se fait l'écho de textes écrits par les plumitifs des cabinet préfectoraux, des modèles sont adressés par les autorités, bien souvent émaillés d'un vocabulaire grandiloquent et de tournures de phrases éloignés de l'esprit qui anime les nouveaux responsables municipaux de cette commune rurale et à cent lieux de la réalité des boucheries gravées à jamais dans la chair des combattants.

15 C'est l'actuelle place du Coudert. Un tilleul a été planté à l'emplacement prévu pour le monument aux morts.
16 Cf. Note 2.

L'après-guerre

Les années d'après-guerre sont assombries par les deuils, les blessés, les mutilés, les gazés, les trépanés qui sont près de 75 à revenir souffrants dans leur chair, choqués moralement, incertains de pouvoir reprendre leurs activités, de se réadapter, de vivre tout simplement. La liste des veuves et orphelins, des familles brisées, des fratries décimées pèsent sur les joies de ceux qui ont échappé à la tragédie et reviennent au pays. Au cours des années de guerre, la commune dût faire face à 239 décès dont 102 jeunes hommes morts sur les champs de bataille.

Le déficit démographique amorcé dès le début du siècle s'accentue avec l'absence des jeunes hommes pendant ces années de conflit et la perte de classes d'âge vives[17] mais aussi l'émigration vers Paris, Lyon ou Bordeaux qui devient définitive. L'amertume de la victoire et la fragilité de la paix se lisent dans la sobriété du monument, un simple obélisque sur une stèle, en granit local, cette pierre métamorphique venue de l'ère primaire si résistante au temps. Il se dresse, telle une vigie, au milieu même du cimetière tout nouvellement inauguré[18], dans la sérénité des champs qui l'entourent, déjà prêt à veiller ceux qui ne vont pas tarder à mourir des suites du conflit. Une épitaphe plus civique que patriotique « La commune à ses morts » est apposée sur ce cénotaphe, les 102 noms sont gravés en lettres noires sur fond blanc, par ordre alphabétique, sans distinction de grade et sans référence au hameau d'origine.

La palme apposée par l'Union fédérale des anciens combattants, symbolise ici, plus l'immortalité et le martyr des victimes que le triomphe des vainqueurs. En son centre, un écusson, orné de deux coqs gaulois et d'une francisque, surmonte la flamme portant l'inscription « à nos camarades ».

Sa localisation dans le cimetière le situe au croisement d'une double tradition républicaine et chrétienne associées dans un même culte des morts que les habitants du plateau de Millevaches, les femmes en particulier, perpétuaient depuis des générations.

La victoire était amère, certains pensaient-ils déjà qu'il leur faudrait bientôt se résoudre à graver de nouveaux noms des générations à venir ?

Les autres communes du canton s'en tiendront à des monuments similaires, d'un sobre dénuement. Certaines proches afficheront un pacifisme affirmé. L'écolier de Gentioux (Creuse) dans sa blouse noire, pointe la phrase gravée dans la pierre : « Maudite soit la guerre ».

La faute d'orthographe corrigée depuis sur celui de Rempnat (Haute-Vienne) « Mort (un S a été ajouté) à la guerre » laissera planer un doute sur les intentions des commanditaires...

17 C'est en 1886 que la population atteint son maximum 2180. Elle chute à 1324 habitants en 1921.
18 C'est en octobre 1920 que les inhumations ont été définitivement arrêtées dans l'ancien cimetière.

*
* *

2 août 1914 : comment les Limougeauds sont entrés en guerre

Philippe Grandcoing

Il est aujourd'hui difficile d'imaginer que l'Europe ait pu, sinon avec insouciance du moins avec légèreté, se précipiter dans cette entreprise de suicide collectif que fut la Grande Guerre. S'il est faux de penser que l'annonce de la mobilisation générale en France ait éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, il ne faut pas imaginer, non plus que la population vivait dans l'attente anxieuse de la résolution de la crise balkanique déclenchée par l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914.

Un risque de guerre largement sous-estimé

Jean-Jacques Becker a retracé avec minutie l'évolution de l'opinion publique durant l'été 14 et c'est à lui que nous emprunterons l'essentiel des informations de notre propos liminaire[1]. Jusqu'au 24 juillet, la crise diplomatique est passée au second plan de l'actualité, les journaux rendant compte en priorité du déroulement de l'affaire Caillaux, la femme de l'ancien ministre des finances étant poursuivie pour avoir assassiné le directeur du Figaro qui menaçait de publier une correspondance compromettante pour son mari. Il faut aussi rappeler que Raymond Poincaré, président de la République, et René Viviani, chef du gouvernement et député de la Creuse, sont absents du territoire national jusqu'au 29 juillet, du fait d'un voyage officiel en Russie.

Le numéro du *Populaire du Centre* du 25 juillet témoigne bien de ce décalage entre le traitement de l'information en France et la réalité des tensions internationales. Toute la première page du quotidien – qui n'en compte que quatre – est consacrée au procès Caillaux, avec photo à l'appui et il faut aller chercher en bas de page 3, sous le titre « *dernière heure* » une trentaine de lignes (sur une colonne) consacrées à la crise austro-serbe. En revanche, les lecteurs du *Courrier du Centre* sont mieux informés de la gravité de la crise internationale, puisque ce même jour, la une du quotidien conservateur est barrée de ce titre alarmiste : *Le conflit austro-serbe. La situation est jugée très grave*. Le lendemain, l'éditorial politique et la *Lettre de Paris* sont également consacrés à la crise internationale dans le *Courrier du Centre*. Dans le quotidien socialiste, cette actualité est remontée en page 2 et les titres se font plus gros, mais toute la première page est encore consacrée au procès Caillaux. Il faut attendre le 28 pour qu'en première page du *Populaire* apparaisse ce titre lourd de menaces : *Est-ce la guerre européenne ?*.

Mobilisation pacifiste et élan patriotique

Ce mardi 28 juillet est aussi le jour où commence à se manifester une opposition à la guerre, orchestrée par la CGT et la SFIO. À Paris d'abord, dans une trentaine de départements ensuite, des meetings et des manifestations se déroulent, surtout dans des centres industriels. C'est aussi le jour, où, au moins en ville, la population commence à manifester de l'inquiétude et où l'activité militaire se fait plus intense. À Limoges, *les boulevards présentaient un aspect curieux. Les gens discutaient avec animation sur les causes de la guerre qui menacent d'éclater entre les puissances européennes. À l'agence Fournier, au Crédit Lyonnais, au Comptoir d'Escompte, où sont affichées les dernières dépêches, c'est un défilé continuel.*

1 Voir Jean-Jacques Becker, *Comment les Français sont entrés dans la guerre,* PFNSP, 1977.

Jamais la situation ne fut aussi tendue : la Compagnie Électrique, les gares, les tunnels, sont gardés par la troupe[2]. Le lendemain, un meeting tenu dans la salle de l'Union rassemble 4 à 5000 participants venus manifester leur opposition à la guerre. Toutes les tendances politiques sont représentées dans le public, où l'on compte aussi beaucoup de femmes et d'enfants. Léon Betoulle, le député-maire de Limoges, Sabinus Valière, député socialiste de Bellac, Paul Faure, rédacteur en chef du *Populaire du Centre* et Rougerie, secrétaire de la Bourse du travail y prennent la parole. *Dans un langage empreint de sagesse, de calme et de pondération, sans excitation ni violence, tous les orateurs, après avoir dénoncé les périls de l'heure présente, exprimèrent l'espoir que le redoutable conflit qui plane depuis quelques jours sur l'Europe pourrait être évité*[3].

Il est finalement décidé qu'une délégation rencontrera le préfet afin de lui transmettre un appel à la paix. Si l'on en croit le *Courrier du Centre*, les orateurs socialistes ont aussi été obligés de reconnaître qu'il n'y avait aucun moyen d'empêcher la guerre si elle était déclarée et qu'il fallait respecter la légalité républicaine, ce qui entraîne quelques bruyantes protestations de la part des militants anarchistes présents dans la salle. Le lendemain, une délégation conduite par Léon Betoulle est reçue par le préfet Paul Truc, tandis que des centaines de manifestants se sont rassemblés devant la préfecture et crient : *à bas la guerre !* L'entrevue est courtoise, le préfet s'engageant à transmettre au gouvernement le message pacifique des manifestants limougeauds et assurant qu'aucune nouvelle alarmiste ne lui était parvenue.

Le 30 et le 31 juillet, la tension monte encore d'un cran. Les retraits dans les banques limougeaudes augmentent brusquement, au point que la chambre de commerce se fend d'un communiqué appelant la population au calme et demandant à la Banque de France de proroger de quelques jours les effets de commerce arrivant à échéance. Les permissionnaires regagnent en urgence leur caserne et déjà des réservistes sont rappelés. On commence aussi à voir apparaître les premières manifestations patriotiques spontanées. Le 31, les soldats du 78e RI, revenant d'une marche d'entraînement sont ovationnés place Tourny et place Denis-Dussoubs tandis que retentissent les cris de *vive l'armée ! vive la France*. Le soir, la musique du 63e RI qui donne un concert place de la République se voit réclamer à la fin du programme la Marseillaise. L'hymne national est écouté tête nue par un public nombreux qui, à la fin, acclame les musiciens[4].

La guerre est devenue une réalité

Le lendemain, un samedi, le doute n'est plus permis : la paix n'est plus à l'ordre du jour. C'est donc en l'espace de 72 heures que l'on passe de la menace de guerre à la guerre elle-même, du moins à la mobilisation générale. Mais dans l'esprit des populations, mobilisation et guerre sont synonymes et seule la date du 1er août a frappé les esprits, associée au son du tocsin et aux affiches bordées de tricolore. Ce jour-là, les Limougeauds peuvent lire en première page du Populaire que *la situation ne s'améliore pas. Les hostilités austro-serbes continuent. La Russie mobilise. Partout ailleurs on se prépare* et, coiffant le tout, cette interrogation : *Est-ce la guerre européenne ?*. Mais une *dernière heure* vient quelque peu contrebalancer ces nouvelles alarmistes avec ce titre en page 3 : *nouvelles un peu rassurantes, l'Allemagne et la Russie conversent*. Le journal accorde aussi une large place aux tentatives socialistes pour empêcher la guerre, qu'il s'agisse des démarches de Jaurès à Paris ou de la rencontre entre Betoulle et le préfet à Limoges. La vie continue donc et, ce même jour, la cour d'assises acquitte une jeune femme de vingt ans, accusée d'infanticide. À la mairie, Jean-Baptiste Pommier, typographe épouse Marie Barbe et Albert Malamas, peintre, convole avec Léontine Laurent.

Mais la presse socialiste ne rend compte qu'avec décalage de ce qui se sait déjà grâce au

2 *Le Populaire du Centre*, n° du 30 juillet 1914.
3 *Le Courrier du Centre*, n° du 30 juillet 1914.
4 *Le Courrier du Centre*, n° du 1er août 1914.

La mobilisation du 20e dragons de Limoges

« Dimanche 2 août 1914 : Mobilisation générale (…)
16 août : *Départ de Limoges, embarquement à 11 h je suis de faction au wagon découvert armé contre les aéroplanes. En route il tombe une ondée, je passe par dessus le wagon et je me fourre sous un fourgon. Nous sommes très bien reçus en passant à Saint-Sulpice, la Souterraine, Les Dames de France nous distribuent pain, chocolat, vin, thé, etc… Tous nos wagons sont couverts de verdure, fleurs, drapeaux. Sur l'un un loustic a marqué « Gloire aux 20e Dragons ». À la suite je rentre avec les autres ; tout le monde chante des chansons patriotiques.* (…)
18 août : *Nous bivouaquons dans le parc du château[1] qui a été donné par Napoléon au Maréchal Bessières. Nous couchons sous les arbres en plein air avec les chevaux.* (…)
24 août : (...) *J'apprends qu'il y a alerte et que nous partons. Je repars au pas de course et j'arrive juste à temps pour seller et monter à cheval. Nous partons embarquer à la gare de Survilliers. Nous voyageons de nuit sans savoir où nous allons. Nous arrivons à 3 h du matin à Arras.*
26 août : **PREMIER ENGAGEMENT**
Nous repartons le matin à 3 h dans la direction de Douai que nous traversons. Nous poussons vers Aniche ; je suis en éclaireur de pointe, les habitants arrêtent mon cheval, me remplissent mes poches de pommes, d'œufs, de pain, de beurre, les uns apportent du vin d'autres de la bière et de la gniaule. Il y a de quoi nourrir un escadron. Nous sortons d'Aniche et arrivons à Somain ; on nous dit qu'il y a des cavaliers ennemis qui arrivent ; tout le monde est fou de joie, si c'était vrai ils passeraient un mauvais quart d'heure.
L'officier nous fait mettre pied à terre dans la cour d'une ferme qui est entourée de fils de fer. Nous chargeons nos carabines et attendons l'ennemi.
Mais en fait de cavaliers c'est une colonne d'infanterie qui arrive ; elle se met à nous fusiller, impossible de sortir par la rue, nous sommes dans un traquenard ; enfin nous coupons les fils de fer par derrière et partons au galop sous une grêle de balles. Plusieurs chevaux sont tués, notre chef et un sous-off. Blessés. Nous rejoignons l'escadron.
Un brigadier est envoyé avec quatre hommes reconnaître une ferme. Ils sont reçus à coups de fusils, deux tombent grièvement blessés ; les autres, blessés aussi, parviennent à s'échapper. Après leur chute un officier Allemand sort de la ferme et froidement achève nos blessés avec son revolver. Cette action nous révolte, nous sommes tous animés du désir de les venger ».

Récit de Jean Léon Marc Théophile dit Théophile Deserces[2] ;
Cavalier au 20e Dragons, né à Saint-Junien (87), fils de Jean Justin Deserces, gantier et d'Anne Frémont domiciliés à Saint-Junien.

1 Village nommé Le Tilley en région parisienne non loin du Bourget.
2 Récit remis au Cghml par Emmanuel Baroulaud, archiviste de Saint-Junien.

téléphone et au télégraphe. Le 31 au soir est parvenue la nouvelle de l'assassinat de Jean Jaurès. Le conseil municipal, réuni en séance officieuse pour, de nouveau, exprimer son attachement à la paix, décide de mettre en berne le drapeau de l'Hôtel de ville et salue par un communiqué la mémoire du leader socialiste, « *l'une des consciences les plus hautes, l'un des cœurs les plus généreux, destiné à rendre à la cause de la paix d'inestimables services* »[5]. Dès le matin du 1er août, les événements se précipitent donc. D'ailleurs, les lecteurs du *Courrier du Centre*, manifestement mieux informés que ceux du *Populaire*, ne peuvent guère se faire d'illusions. Le numéro du jour évoque en première page, photo à l'appui, les préparatifs en vue de la mobilisation française (on y voit l'approvisionnement des entrepôts de Bercy et des grands moulins de Corbeil) et dresse un tableau des forces

5 *Le Populaire du Centre*, n° du 2 août 1914.

Copie de la lettre de Maurice Alegre, instituteur en région parisienne, originaire d'Uzerche. Son père né dans cette ville en 1857, est en 1914 peintre et sculpteur au château de Versailles où son fils Maurice est né en 1889.
Maurice Alegre écrit cette lettre adressée à sa fiancée Pauline Bac, née à Limoges en 1892. Institutrice elle est en vacances à Limoges où elle recevra ce courrier.

Versailles, le 2 août 1914, Ma chérie,
C'est fait nous partons tous pour la guerre et j'espère y faire largement mon devoir pour mériter ton amour en revenant. Ici, grand-mère, maman et Suzanne pleurent. J'ai eu, jusqu'à présent, la force de caractère de ne pas pleurer, mais j'écourte ma conversation avec toi car je sens mon cœur se gonfler. Je redoute les adieux de demain matin ! Espérons ma Pauline, en des jours heureux et, si le malheur voulait que je ne revienne pas, tu pourrais être assurée que ma dernière pensée se serait envolée vers toi. J'arrête car je ne vois plus clair. Embrasse maman et ma seconde sœur. Embrasse aussi Bonne maman et oncle Georges. En attendant le bonheur de t'embrasser prend ici les plus affectueux baisers que je dépose pour toi. Ton Maurice.

Extrait du dossier Conchon, Mme Sauvaget, déposé au Cghml à Limoges - 2014.

militaires en présence, d'un côté la triple alliance (Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie), de l'autre la Triple entente (France, Russie, Angleterre).
L'annonce officielle de la mobilisation, connue en fin d'après-midi, ne surprend donc pas en ville. Elle ne déclenche ni enthousiasme revanchard ni mouvement de panique. Le *Courrier du Centre* parle de « *recueillement grave* » et le *Populaire* de « *population calme mais consternée* ». Mais elle incite la population à sortir, à échanger. La presse signale les rues remplies de monde et les terrasses de café regorgeant de consommateurs. L'état de siège, décrété en même temps que la mobilisation générale, ne modifie guère les habitudes. Pendant ce temps, les autorités commencent à préparer ce qu'il faut bien appeler une économie de guerre. Le préfet organise avec les acteurs économiques et les responsables politiques une réunion afin de lutter contre le chômage à venir. Déjà, au moins deux usines de porcelaine ont décidé de fermer, mettant 400 ouvriers à la rue. Il invite aussi les maires des communes rurales à faire connaître leurs besoins en main d'œuvre pour achever les récoltes afin d'employer les chômeurs au mieux. Au cours de la même réunion, un comité a été créé pour collecter des dons destinés à soulager les victimes de la guerre. Les patrons de presse limousins sont chargés de collecter les souscriptions. Quant à la municipalité, elle décide de débloquer des fonds pour employer les chômeurs sur des chantiers et secourir les plus nécessiteux.
La mobilisation générale n'est peut-être pas la guerre, mais dans la logique des états-majors, le belligérant qui aura le premier réussi à rendre son armée opérationnelle se sera assuré un avantage stratégique. Aussi n'attend-on pas pour faire converger les régiments vers la frontière. Dès le 2 août au soir, le 78e RI embarque en gare de Limoges, alors que depuis le matin le trafic civil est interrompu. De la caserne de la Visitation à la gare des Bénédictins, les soldats sont accompagnés par des milliers de personnes, les acclamant, mais aussi les pleurant, selon *Le Populaire*. Les Limougeauds ne le savent pas encore, mais ils viennent de rentrer dans la Première Guerre mondiale.

*
* *

Des adolescents face à la guerre
Les normaliens de Limoges en août 1914

Pascal Soula

Quelques jours après la mobilisation, dès le 8 août 1914, Monsieur Vigneras[1], directeur de l'École normale d'Instituteurs de Limoges adresse la lettre circulaire suivante aux élèves-maîtres[2]. Les élèves destinataires font partie des promotions 1911/14 ; 1912/15 et 1913/16.

Aux élèves-maîtres de l'École normale d'Instituteurs.

Lorsque vous avez quitté l'École-Normale, le 24 juillet, nous étions loin de penser aux graves événements qui se préparent et qui vont sans doute donner à vos vacances une durée exceptionnelle.

Que vous ressentiez à l'heure actuelle ce frisson de patriotique espoir dont la France toute entière est secouée, je ne vous ferai pas l'injure d'en douter. Mais votre directeur a le devoir de vous demander de traduire cette profonde émotion en une leçon de morale pratique et vécue en actes utiles au pays.

Chacun de vous, le regard fixé vers la frontière, où se joue le destin de la nation, doit seconder de toutes ses forces l'héroïsme de nos soldats en les rassurants sur la situation de leurs biens et de leurs familles.

En dehors de l'engagement volontaire que vous pouvez contracter à l'âge de dix-sept ans avec le consentement de vos parents, vous n'aurez pas à chercher longtemps l'emploi de vos énergies. Ici la moisson réclame vos bras, là c'est le service de la poste ou de la voirie qui manque d'employés. Ailleurs vous remplacerez au secrétariat de la mairie l'instituteur mobilisé; ou bien s'il reste vous l'aiderez dans l'organisation des classes de vacances, de la garde civique, etc... en un mot de toutes manifestations de solidarité dont la variété récemment révélée au public, fait le plus grand honneur à l'esprit ingénieux et désintéressé du corps enseignant.

Quatre de vos professeurs sont appelés à la défense du territoire. Les autres avec leurs familles se préparent dans votre école transformée en hôpital militaire, à mettre au soulagement des blessés toute leur intelligence et tout leur coeur. Inspirez-vous de leur exemple et faites que les populations limousines réconfortées en ces heures d'angoisse par votre courage juvénile souhaitent vivement d'avoir à vous confier dans un avenir prochain ce qu'elles ont de plus cher: l'âme de leurs enfants.

Vous me ferez un grand plaisir en m'adressant dans quelques jours une lettre détaillée sur l'emploi de votre temps.

Le directeur de l'École normale

P. Vigneras

Dans les jours qui suivent, 55 élèves-maîtres, depuis le lieu où ils se trouvent en vacances, répondent à leur directeur. Les réponses sont d'une longueur et d'un intérêt inégaux mais tous les futurs instituteurs ont à coeur de répondre respectueusement aux attentes de leur chef d'établissement en rendant compte de leur emploi du temps.

La plupart ont anticipé les consignes données et participent déjà activement à l'effort de

1 Paul Vigneras a dirigé l'École normale d'Instituteurs de la Haute-Vienne de 1910 à 1932. Une rue de Limoges, située près de l'ancienne EN de garçons porte son nom.

2 La circulaire et les réponses sont conservées aux A.D. de la Haute-Vienne sous la cote 1 T 781.



Ordre de mobilisation

Sont mobilisés tous les hommes valides nés entre le 1er janvier 1870 (classe 1890) et le 31 décembre 1890 (classe 1910).
Les jeunes des classes 1911 et 1913 sont déjà sous les drapeaux.
Cela concerne les natifs de France métropolitaine, de Corse, d'Algérie, des colonies[1] et des protectorats[2]. Progressivement, les conscrits des classes 1914 à 1919 seront convoqués à leur tour sous les drapeaux. Pères de famille ou fratries de 3 ou 4 personnes, n'échappent à l'engagement dans le conflit.

1 Martinique, Guadeloupe, Réunion, Madagascar, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Polynésie, AOF, AEF, Cochinchine.
2 Tunisie, Maroc, Laos, Cambodge, Annam.

Promotions scolarisées à l'École normale de garçons en 1914[1] :

Promotion 1911-1914 : Germain Bayle, Alfred Bouchaud, Camille Boucheron, Jean-Marie Duchadeau, Camille Fermigier, Jean Habrias, Martial Lhéritier, Jean-Louis Malivert, Louis Pallot, Louis Peygnaud, Pierre Robuchon, François Rodier, Gaucher Teilloux, Pierre Tessier.

Promotion 1912-1915 : Pierre Bachellerie, Eugène Benoîton, Jean Bonnaud, Maurice Bréjaude, Félix Faure, Alexandre Lagueunière, Jean Laporte, Antoine Malivert, Jean Mastounin, Pierre Michaud, Léonard Périchaud, Henri Périchon, Alfred Reix, Jean Riffault, Léonard Rousseau.

Promotion 1913-1915 : Charles Antzemberger, Marcel Bonnet, Jean Broussaud, Louis Couégnas, Jean Courivaud, Léon Duban, René Janicot, Léonard Jude, André Mazaud, François Nicole, Jean Plaignaud, Francis Raffier, Jean Rebeyrolle, André Roche, Jacques Salles, Gaston Thomas, Alexandre Torchon, Marcel Touratier.

1 École normale d'Instituteurs de Limoges. Annuaire des promotions (1900 à 1970), sans date, Limoges, imprimerie nouvelle.

guerre qui débute dès les premiers jours de la mobilisation. A. Laporte[3], de Saint-Solve[4] a *été requis pour la surveillance de la voie ferrée* [ligne Limoges-Brive par Saint-Yrieix-la-perche] *ou pour aider au secrétaire de mairie. Du dimanche 2 août au vendredi 7, raconte Pierre Bachellerie[5] de Rancon[6], je fus occupé à la garde des ponts du chemin de fer de la*

3 Jean Laporte, promotion 1912-1915.
4 Saint-Solve, canton de Juillac , arrondissement de Brive, département de la Corrèze.
5 Pierre Bachellerie, promotion 1912-1915.
6 Rancon, canton de Châteauponsac, arrondissement de Bellac, département de la Haute-Vienne.

ligne de la ligne du Dorat à Laurière. Lorsque ces ponts furent gardés militairement et que la garde civique fut organisée, je m'y fis inscrire comme volontaire et fus occupé le soir même de 6 heures du soir à minuit. Enfin, Alfred Reix[7], de la Jonchère[8] assure la même tâche : *les réservistes affectés à la garde des voies étant des paysans âgés et ignorant la gravité de la situation d'alors se mirent dans un état d'ivresse tel qu'ils n'avaient plus conscience de leur devoir. La voie et les ponts se trouvaient de ce fait sans gardiens alors avec un camarade de l'École des Travaux Publics j'allai trouver l'adjoint pour obtenir l'autorisation d'assurer le service sur la voie. Nous avons recruté une dizaine de jeunes gens de la Jonchère et nous sommes restés de 9 heures du soir à 6 heures du matin au poste qu'on avait assigné à chacun de nous sans jamais avoir été relevés*.

Beaucoup de réponses commencent par un point sur la situation dans le village où ces élèves-maîtres sont en vacances auprès de leurs parents; la grande majorité d'entre eux sont en effet issus du milieu rural, ainsi Nanot, de Châteauponsac[9] *habitant un petit village au milieu d'une dizaine de cultivateurs, j'ai déjà consacré tout mon temps à les aider dans leurs travaux champêtres. La moisson bat son plein. Tous les voisins viennent solliciter mon aide pour charger leurs gerbes; car pas un homme n'est resté au village. Ce travail est trop pénible pour des femmes ou pour des hommes âgés, aussi je cours de ferme en ferme, les aidant de mon mieux à rentrer leurs récoltes. Dans quelques jours, la moisson sera terminée, les battages vont commencer, déjà plusieurs familles m'ont prié de transporter leurs sacs de blé dans les greniers.* De nombreux élèves-maîtres font ainsi état de leur participation aux travaux des champs, en remplacement des hommes mobilisés, malgré l'effort que cela leur demande : *je me suis offert, sans hésiter, pour le travail des champs et votre petite note m'a beaucoup aidé à en supporter la dureté* avoue Léonard Rousseaud[10].

Les plus chanceux remplacent le secrétaire de mairie dans les tâches administratives, particulièrement lourdes vu les circonstances. C'est le cas en particulier, de tous ceux dont le père est déjà instituteur et souvent lui-même secrétaire de mairie. Germain Couégnas[11] donne la liste des tâches qu'il effectue à la mairie d'Eymoutiers[12] : *j'ai fait des sauf-conduits, j'ai recopié des arrêtés préfectoraux qui ont été affichés dans notre ville. J'ai passé quelques heures à faire des demandes d'allocations accordées aux familles nécessiteuses et de secours aux femmes des mobilisés. Ce soir, j'ai dressé la liste des personnes qui ont des demandes et je les ai classées par ordre alphabétique* ; Le plus souvent, ils s'occupent des réquisitions. Dans plusieurs communes, des souscriptions sont organisées, au profit des blessés militaires ou des familles des soldats mobilisés, comme à Saint-Pardoux, où Camille Boucheron[13] précise que *c'est une occasion pour nous de remonter le moral des femmes découragées qui n'ont pas reçu de lettres du fils ou du mari parti pour la frontière*.

Un grand nombre d'entre eux lit assidûment les journaux *tremblant de voir l'Allemagne remporter la victoire* comme le dit Joseph Brousseaud[14], de Brujarat, par Saillat[15].

Le patriotisme est assez souvent présent dans ces réponses ; Camille Habrias[16], de Savignac-Lédrier[17] rappelle *le sentiment patriotique que vous nous aviez si clairement développé en cours, et que vous vous étiez efforcé de nous faire sentir, a vibré et vibre plus fortement que*

7 Alfred reix, promotion 1912-1915.
8 La Jonchère, canton de Laurière, arrondissement de Limoges, département de la Haute-Vienne.
9 Châteauponsac, chef-lieu de canton, arrondissement de Bellac, département de la Haute-Vienne.
10 Léonard Rousseaud, promotion 1912-1915.
11 Louis dit germain Couégnas, promotion 1913-1915.
12 Eymoutiers, chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges, département de la Haute-Vienne.
13 Camille Boucheron, promotion 1911-1914.
14 Jean dit Joseph Broussaud, promotion 1913-1915.
15 Saillat, canton de Saint-Junien, arrondissement de Rochechouart, département de la Haute-Vienne.
16 Jean dit Camille Habrias, promotion 1911-1914.
17 Savignac-Lédrier, canton de Lanouaille, arrondissement de Nontron, département de la Dordogne.



A.D. de la Haute-Vienne 46 Fi 14150. Collection du Docteur Robert.

jamais maintenant dans mon âme. Alfred Bouchaud[18], de Mézières sur Issoire[19] remercie le Directeur *de n'avoir pas douté de notre profond patriotisme. Déjà il s'est traduit en actes et depuis que la menace de la guerre et la guerre elle-même ont secoué nos campagnes tranquilles, mais courageuses, j'ai fait tout ce que j'ai cru que mon devoir commandait*.
La réponse de Joseph Périchaud[20], de Saulgond[21], présente un caractère nettement plus patriotique en évoquant *un immense frisson de haine pour l'Allemagne quand ils prennent connaissance des atrocités des officiers allemands*, faisant ainsi référence aux campagnes de presse qui paraissent dès la déclaration de guerre. De son côté, Jean Rebeyrolle[22], de Saint-Martin[23] précise : *...je me suis employé de toutes mes forces à combattre les fausses nouvelles si vite répandues et si vite grossies. C'est là un travail assez ardu car tout fait imprimé ou toute explication du facteur est crue avec une facilité remarquable*.
Certains font référence à la défaite de 1870 pour *venger les glorieux vaincus de 1870*, précise André Mazaud[24].

Beaucoup souhaitent s'engager, mais Joseph Périchaud indique que *l'on n'accepte aucun engagement volontaire avant le 20e jour* [de la mobilisation]. Cependant les plus jeunes n'y tiennent pas particulièrement, alléguant les sentiments de leurs parents sur la question. L'un d'entre eux l'exprime clairement : *Quoi qu'il en soit il est à peu près sûr que je ne m'engagerai pas, je ne tiens pas à aller au régiment et mes parents ne tiennent pas eux aussi à me voir partir*. Camille Habrias termine sa réponse datée du 11 août par les mots suivants, qui laissent percevoir son appréhension : *Hélas ! cette joie de me rendre utile dans ma commune ne durera pas longtemps. Les gendarmes m'ont apporté avant-hier soir mon ordre d'appel sous les drapeaux. J'ai regret de quitter toutes ces bonnes gens qui chaque soir attendaient avec anxiété les nouvelles que je leur apportais. Mais puisque d'autres réclament*

18 Alfred Bouchaud, promotion 1911-1914.
19 Mézières sur Issoire, chef-lieu de canton , arrondissement de Bellac, département de la Haute-Vienne.
20 Léonard dit Joseph Périchaud, promotion 1912-1915
21 Saulgond, canton de Chabanais, arrondissement de Confolens, département de la Charente.
22 Jean Rebeyrolle, promotion 1913-1915.
23 Saint-Martin-le-Vieux, canton d'Aixe sur Vienne, département de la Haute-Vienne.
24 André Mazaud, promotion 1913-1915.

mes services, je partirai sans hésiter là où le devoir m'appelle. Et si ce n'était la douleur de ma famille et de ma mère qui pleure de me voir partir, je quitterais Savignac, non sans regret, mais avec plaisir.

Une réponse, plus longue que les autres, attire particulièrement l'attention, il s'agit de celle de Charles Antzemberger[25], élève-maître de 2e année, originaire d'Alsace, comme il le rappelle : *je me serais volontiers engagé mais je n'avais pas la permission de ma mère. J'aurais peut-être pu revoir mon ancien pays l'Alsace, mais combien changée. Je l'ai quitté riante, pleine de vie. Je crois que je la reverrais déserte. Qui sait ce que sont devenus mes parents qui y habitent encore. Ils ont peut-être été maltraités pas les Allemands*. Vivant à Saint-Junien[26], il décrit la ville en état de guerre : *...la vie est comme arrêtée. On ne voit plus à midi ou le soir, les longues files d'ouvriers remontant de l'usine. Dans les rues il y a peu de monde. C'est qu'en effet tous les hommes valides de 20 à 50 ans sont partis pour servir la France*.

Après avoir évoqué la solidarité de ceux qui restent, ils précise que *tous les ouvriers ne faisaient pas de même. Certains qui avaient été cultivateurs avant d'aller à la ville étaient trop fiers maintenant pour se baisser et couper quelques tiges de blé. Non seulement, ils n'aidaient pas , mais encore ils pillaient. C'est ainsi qu'un champ de sarrazin en fleur fut complètement coupé. Dans un champ de pommes de terre, des maraudeurs arrachèrent des pieds, prirent les plus jolies pommes de terre et replantèrent les pieds*. Un peu plus loin, il rapporte des propos entendus dont le caractère défaitiste l'a choqué : *...j'entends bien souvent des paroles qui me font mal au coeur. C'est ainsi qu'il y a quelques jours, j'entendais une femme parler de la guerre. Son mari était parti : Allez, disait-elle, l'Allemagne aussi bien que la France voulait la guerre. Tout cela c'est pour faire tuer du monde. La France sera battue comme en 1870. Cela m'est bien égal d'être Allemande ou Française. J'essayais vainement de lui expliquer,* continue-t-il, *que la situation n'était pas la même qu'en 1870. Elle ne voulait rien entendre et s'en tenait toujours à ses premières paroles. Sans doute elle ne se rendait pas compte de toutes les vexations subies par les Alsaciens et le Lorrains depuis 1870.*
Les élèves de 3e année reçoivent peu à peu leur ordre de mobilisation ou l'attendent incessamment : ils font partie de la classe 1914. Quant aux autres, ils se déclarent prêts à remplacer à les maîtres mobilisés. Ce sera effectivement le cas dès la rentrée d'octobre. La promotion recrutée en 1913 ne passera que deux années en formation et les élèves-maîtres seront affectés pour leur troisième année en remplacement des instituteurs mobilisés.

25 Charles Antzamberger, promotion 1913-1915.
26 Saint-Junien, chef-lieu de canton, arrondissement de Rochechouart, département de la Haute-Vienne.

*
* *

Fin de l'été 1914, les réfugiés arrivent en gare de Limoges

Pascal Soula

Émilie Versefoix, épouse Célis, accompagnée de ses quatre enfants, débarque à la gare d'Allassac en Corrèze dans les premiers jours de septembre 1914, après un voyage éprouvant depuis son domicile de Billy-Montigny dans le Pas-de-Calais. Elle a été évacuée par les autorités militaires françaises, pour fuir l'offensive des troupes allemandes fin août. Elle figure sur la liste des familles de réfugiés dressée par les services de la mairie d'Allassac à l'arrivée du convoi. Une mention postérieure indique qu'elle est partie pour Firminy[1] le 16 février 1915.

L'arrivée des premiers réfugiés en août et septembre 1914

Un premier convoi de 108 personnes en provenance de la région parisienne est arrivé à Brive dans la nuit du 12 au 13 août 1914[2]. Début septembre le nombre de réfugiés devient de plus en plus important ; ils viennent maintenant du Nord et de Belgique. À partir du 2 septembre, les journaux régionaux, notamment à Limoges évoquent quotidiennement leur arrivée. Le 4 septembre le *Populaire du Centre*, sous le titre *Les émigrants* relate l'événement : *Ainsi que nous l'avons annoncé, une quantité considérable d'émigrants sont arrivés à Limoges [...] Ceux qui sont arrivés dans la nuit de mardi à mercredi ont été conduits au Café de la Paix où un repas leur avait été préparé. Puis ils ont passé cette première nuit dans des locaux aménagés pour les recevoir au cirque[3] et place Denis Dussoubs dans les salles destinées à être démolies pour le cinéma Mario. Ces familles sont composées surtout de femmes, d'enfants et de vieillards. Leur dénuement est navrant. Les pauvres petits inconscients dansent « la Capucine ». C'est à faire pleurer. La municipalité a pris également toutes les mesures pour parer autant que possible à cette épouvantable détresse. On attend d'autres évacués à chaque instant.*

Les conditions du voyage sont particulièrement éprouvantes. La presse locale s'en fait régulièrement l'écho, comme dans la *chronique locale* de l'édition du 8 septembre du *Populaire,* sous le titre *Douloureux exode : C'est un triste spectacle que nous offrent en ce moment les trains venant de Paris. Des milliers de voyageurs fuient les régions menacées par la guerre. On les a entassés dans des wagons de marchandises où ils roulent depuis d'interminables heures. Un train d'émigrés parti de Paris vendredi à 7 heures n'est arrivé à Limoges que dimanche, 10 heures du matin. Où vont-ils ? Beaucoup ne le savent même pas. Ceux qui ont la chance d'avoir un parent ou un ami en province n'hésitent pas à aller lui demander asile. Les autres s'en vont au hasard, confiant au destin leur triste sort. Ils logeront en commun dans les villes, dans des établissements publics, attendant la fin de l'horrible cauchemar de la guerre. Nous avons pu voir hier des familles entières, de pauvres vieux effarés et craintifs, des femmes aux traits tirés, aux yeux rougis, des enfants inconscients du drame, s'amusant des choses nouvelles, tout cela s'en allant vers un inconnu d'angoisses et de mystères. Ils sont partis abandonnant leurs fermes qu'ils trouveront peut-être brûlées, leurs appartements qu'on aura saccagés.*

La presse précise rarement la provenance de ces réfugiés afin de ne pas donner d'indications sur les positions militaires et les zones évacuées. Les listes conservées par les administrations

1 Firminy, chef-lieu de canton, arrondissement de Saint-Étienne, département de la Loire.
2 A.D. de la Corrèze, 4 M 232 Courrier du sous-préfet de Brive au préfet de la Corrèze ; 17 août 1914.
3 Le cirque municipal était situé sur l'emplacement de l'actuel théâtre municipal.



Femmes et enfants en gare de Limoges dessin à la plume d'Eugène Alluaud. A.D. de la Haute-Vienne, 20Fi18.

montrent qu'ils viennent des pays ou des régions envahies par les Allemands, comme la Belgique, les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise, de la Seine-Inférieure, de l'Eure, de la Seine, de la Seine-et-Oise. Les plus nombreux sont des urbains, mais on trouve également des groupes de ruraux, évacués de leurs villages ou chassés par l'ennemi.

Combien sont-ils ? Il est difficile de répondre. L'administration semble avoir été dépassée par l'ampleur du phénomène. Des listes ou des répertoires alphabétiques de réfugiés ont été conservés dans les archives des préfectures, des sous-préfectures ou des communes de notre région, mais ils sont postérieurs à l'année 1914. De plus, il devait être difficile dans les premiers mois du conflit d'établir des statistiques précises, les déplacements des réfugiés étant liés aux mouvements de troupes et au déplacement de la ligne de front. On apprend ainsi que des familles du Nord ont été évacuées sur Limoges début septembre, qu'elles ont été rapatriées dans leur département d'origine puis de nouveau déplacées à Limoges où



Groupe de réfugiés en gare de Limoges, dessin d'Eugène Alluaud. A.D. de la Haute-Vienne, 20Fi21.

elles sont de retour à la mi-octobre, à la suite de l'occupation de la ville de Lille par l'armée allemande !4 *La Croix de Limoges* avance le chiffre de 50 000 réfugiés depuis le début du mois dans son édition du 20 septembre.

Les articles de journaux insistent quotidiennement sur le dénuement matériel des réfugiés à leur arrivée : *ils errent par nos rues, avec, à la main, de pauvres paquets, tout dépaysés, tout tristes*.

Malheureusement, un certain voyeurisme apparaît dans la ville ; le journaliste déplore : *le public devrait bien user d'un peu plus de discrétion. Autour du cirque, des badauds deviennent indécents. Ils devraient comprendre que les réfugiés sont assez malheureux sans que la curiosité des gens ajoute encore à la cruauté du sort*[5].

Les préfets de chacun des trois départements font imprimer à l'intention des maires une liste d'*Instructions relatives aux règles à suivre pour l'organisation dans les communes du service des évacués et réfugiés*[6] qui recense précisément les opérations à effectuer par les autorités à l'arrivée des convois. Après avoir enregistré leur état-civil, on demande aux autorités de les désarmer, puis de les soumettre à la vaccination ; les articles suivants concernent le logement et la nourriture. Ils reprennent le contenu de la loi du 5 août 1914 concernant le logement et l'alimentation[7].

L'organisation des secours

Rien n'avait été prévu pour ces réfugiés ; l'armée française, préparée à l'offensive, devait repousser l'ennemi très rapidement. L'État est donc obligé de trouver des solutions dans l'urgence de l'été. La loi du 5 août 1914 permet à l'autorité militaire puis par délégation à l'autorité civile de réquisitionner nourriture, logement, chauffage pour *la subsistance des individus qui, ayant été évacués comme bouches inutiles par le gouverneur d'une place forte, auront déclaré se trouver sans moyen d'existence*.

4 *Le Populaire du Centre,* 16 octobre 1914.
5 *Le Populaire du Centre*, 8 novembre 1914.
6 A.D. de la Creuse, 1 Z 244.
7 Cf infra : l'organisation des secours.

La ville de Brive accueille dès le mois d'août des Austro-Allemands provenant du camp retranché de Paris. Ils sont regroupés dans les bâtiments du collège de garçons[8], spécialement réquisitionnés. Le sous-préfet de Brive met rapidement en place un règlement concernant tous les aspects de la vie quotidienne de ces familles déplacées : couchages, repas dont les rations sont réduites au bout de quelques jours, *à la suite d'instructions émanant du général commandant la 12e Région en état de siège*. Dans la rubrique : *Facilités de sortie*, le sous-préfet indique : *en raison des incidents probables et pour les éviter, ces étrangers sont retenus dans le collège; quant à les occuper chez l'habitant, la chose ne me paraît guère possible [...] l'habitant manque le plus totalement de sympathie à son égard...* Il convient donc plutôt de les protéger.



Réfugiés en gare de Limoges, dessin d'Eugène Alluaud. A.D. de la Haute-Vienne, 20Fi22.

Des appels à des dons sont lancés dans la presse dès les premiers jours de septembre. À Limoges, ces dons sont centralisés par les services de la mairie. Dans l'édition du *Populaire du centre* du 6 septembre, J.B. Blanc, adjoint au maire de Limoges fait paraître l'article suivant *Secours aux réfugiés - Le Bureau chargé d'organiser, au cirque municipal, les secours aux réfugiés de Belgique ou du Nord de la France, a reçu et reçoit chaque jour, des dons de toute nature et notamment des lots importants, de chapeaux, bérets et casquettes, de porcelaine, de sabots, linge, vêtements, aliments, etc... L'administration municipale remercie très sincèrement toutes les personnes généreuses qui veulent bien l'aider à secourir ces malheureux arrivés pour la plupart à demi vêtus. Les dons sont reçus au cirque même où est installée une permanence*.

M. Blanc est aidé dans sa tâche par messieurs Marty et Barataud, conseillers municipaux et par M. Galatry, chef de bureau de l'architecture à la préfecture. Les locaux du cirque ont été spécialement aménagés pour les circonstances : *à l'entrée, à gauche, se trouve le bureau de réception où fonctionne une permanence de jour et de nuit. À droite, le magasin de lingerie, dirigé par M. Arnold, tailleur. Des ouvrières y travaillent constamment. Dans d'autres locaux contigus au bureau, on a placé la chaussure[...] les loges réservées aux artistes et les dépendances, appartements spacieux, sont occupés par des familles complètes [...] dans le pourtour, se trouvent de nombreux lits d'isolés. Ces lits consistent en une paillasse ou un*

8 Actuel Lycée d'Arsonval.

matelas, un drap en forme de sac, un traversin et une couverture. L'éclairage, le soir, est assuré par l'électricité.

Les mesures d'hygiène ne sont pas oubliées ; après avoir été inscrits dans un registre sur lequel sont relevés leur état-civil et leur origine, les émigrés reçoivent un premier repas puis ils sont invités à se rendre aux bains-douches, situés en face du cirque. *Le plus tôt possible, on procède à la vaccination... une visite médicale a lieu deux fois pas jour*.

Dans les jours qui suivent, un habitant de la ville propose de louer son appartement à des réfugiés *désireux de n'y introduire que des personnes habituées à un intérieur équivalent au sien et représentant le maximum de garanties*, comme le précise l'article paru dans le *Populaire* du 12 septembre. *Lorsqu'il a eu découvert et cela sans peine des locataires correspondant à la catégorie cherchée, il leur a loué l'appartement moyennant 50 % du prix habituellement pratiqué et il est allé verser cette somme au Cirque Municipal au profit de nos hôtes. Aussi les réfugiés de tous les milieux trouvent leur compte à cette combinaison*. Une commission, composée d'industriels comme Jean Haviland et René Frugier ou de collaborateurs des principaux journaux locaux, se met en place afin d'examiner les propositions de logements.

Des abus sont signalés concernant le logement de ces familles. Dans le *Réveil du Centre* du 11 novembre 1914, Léon Betoulle, député-maire de Limoges dénonce *certaines personnes peu scrupuleuses (propriétaires, logeurs ou autres), profitant de l'afflux à Limoges de nombreux étrangers à la ville, émigrés, évacués, ayant plus ou moins de ressources [qui] avaient majoré leurs prix de location dans des proportions scandaleuses. On lui a signalé notamment que de malheureuses femmes avaient dû payer 10 francs pour deux lits dans une chambre au deuxième étage. Le Maire prévient les intéressés qu'il ne tolérera pas une minute de plus de semblables agissements.*

Au fil des semaines, de nouveaux trains de réfugiés arrivent dans la région. Les villes principales ne suffisent bientôt plus à les héberger. Les préfets des trois départements demandent aux maires de bien vouloir leur indiquer les possibilités existant dans leur commune. Dans son rapport du 28 novembre 1914[9], le brigadier Cazaux, de la gendarmerie de Chénérailles indique que son secteur vient de recevoir les réfugiés suivants :

- Chénérailles[10] : 25 dont 8 Belges
- Saint-Dizier-la-Tour[11] : 10 dont 5 Belges
- Peyrat-la-Nonière[12] : 17 dont 4 Belges
- Saint-Chabrais[13] : 9 dont 1 Belge

Tous ces réfugiés, précise-t-il, *sont installés dans des locaux précédemment inoccupés, où ils reçoivent des municipalités les denrées nécessaires à leur subsistance. Dans la commune de Peyrat-la-Nonière, par exception, les réfugiés sont nourris et logés chez l'habitant*.

La circulaire du préfet de la Creuse, Rischmann, datée du 4 novembre 1914[14] précise les conditions matérielles d'hébergement : *je sais que beaucoup de familles qui ont recueilli des réfugiés ne demandent aucune rémunération. Mais tous ne peuvent supporter une pareille charge, que la loi ne leur impose d'ailleurs pas. À tous ceux qui le demanderont doivent être payées les prestations et fournitures par eux fournies. Le Maire, s'il ne l'a déjà fait, doit fixer, d'un commun accord avec chaque famille à laquelle ont été confiés des réfugiés, un prix journalier pour le logement et la nourriture desdits réfugiés [...] On ne saurait adopter un taux uniforme; le prix doit varier d'une commune à l'autre suivant le plus ou mois de cherté de la vie*. Chaque maire doit ensuite établir en double exemplaire, tous les dix jours, un état des prix de journée à payer et le transmettre au receveur municipal qui acquitte les

9 A.D. de la Creuse, 1 Z 245.
10 Chénérailles, chef-lieu de canton, arrondissement d'Aubusson, Creuse.
11 Saint-Dizier-la-Tour, canton de Chénérailles, arrondissement d'Aubusson, Creuse.
12 Peyrat-la-Nonière, canton de Chénérailles, arrondissement d'Aubusson, Creuse.
13 Saint-Chabrais, canton de Chénérailles, arrondissement d'Aubusson, Creuse.
14 A.D. de la Creuse, 1 Z 244.



Groupe de réfugiés en gare de Limoges, dessin d'Eugène Alluaud. A.D. de la Haute-Vienne, 20Fi19.

sommes dues. Celui-ci, tous les dix jours également, établit en double exemplaire un relevé récapitulatif sommaire des dépenses acquittées qu'il adresse au receveur des Finances. Après vérification, le préfet délivre à la commune un mandat sur les crédits du budget du ministère de l'Intérieur.

Un rapport de la brigade de gendarmerie de Saint-Sulpice-les-Champs[15], dressé par le commandant Jean Vergne[16], donne une idée précise du quotidien d'une famille de réfugiés. Cette famille est composée par Mme Petit, âgée de 48 ans et de ses 4 enfants, âgés de 17, 15, 10 et 8 ans. *Ils sont logés, éclairés et chauffés dans une maison donnée par la commune de Saint-Avit-le-Pauvre[17].[...] La commune lui donne 4 livres de pain par jour, 4 livres de viande par semaine, et depuis son séjour elle a reçu 1 kg de saindoux pour préparer ses aliments. Les voisins fournissent les choux, pommes de terre et salades. Les deux aînés de ses enfants ne travaillent pas. Les deux plus jeunes fréquentent l'école. Madame Petit m'a dit recevoir une allocation de 1,25 F par jour pour son fils aîné, chasseur à pied au 8e Bataillon à Étain.*

Un mouvement d'entraide

Dès l'arrivée des trains, les *émigrants*, comme on les appelle à ce moment-là, font l'objet de mesures d'entraide. L'association limousine des PTT, prend *toutes les mesures nécessaires pour faire supporter à leurs collègues la dure épreuve que leur imposent les tragiques circonstances*[18]. Ils sont ainsi 300 employés des PTT des départements de la Somme et du Nord à être pris en charge par leurs collègues limougeauds.

L'édition du 14 septembre 1914 du *Populaire* publie un appel de l'*Union amicale des Institutrices et Instituteurs de la Haute-Vienne*. Cette association recherche des personnes, appartenant ou non à l'Enseignement, qui pourraient accueillir, à titre gracieux, quelques enfants de la Belgique ou des départements français de le frontière. Des demandes sont

15 Saint-Sulpice-les-Champs, chef-lieu de canton, arrondissement d'Aubusson, Creuse.
16 A.D. de la Creuse, 1 Z 246.
17 Saint-Avit-le-Pauvre, canton de Saint-Sulpice-les-Champs, arrondissement d'Aubusson, Creuse.
18 *Le Populaire du Centre*, 4 septembre 1914.

faites dans ce sens, certains des courriers adressés à la Préfecture de la Haute-Vienne ayant été conservés. Ainsi, le 1er octobre 1914, M. Guillemot, institutrice publique à Oradour-Saint-Genest[19] écrit au préfet de la Haute-Vienne afin de lui indiquer qu'elle aimerait prendre chez elle *pour l'élever et l'instruire une petite fille des Belges ou du département du Nord. Je voudrais, ajoute-t-elle, une petite fille de sept à huit ans que je garderais jusqu'au moment où elle pourrait gagner sa vie*.[20]

D'autres enseignants écrivent à l'inspecteur d'Académie ou au préfet afin de proposer d'héberger des familles, mais ils précisent tous qu'ils souhaitent recevoir des enseignants ou à défaut des membres de la fonction publique[21].

À l'approche des fêtes de Noël, une nouvelle forme de solidarité se met en place. *Le Populaire du Centre* annonce, dans son édition du 9 décembre, sous le patronage du gouvernement et la direction d'un comité franco-belge à Paris, la vente de petits drapeaux belges le 20 décembre suivant, au profit des soldats et réfugiés belges en France. Dans l'édition du 25, le même journal indique que pour la ville de Limoges, la vente a produit la somme de 9 083,80 francs ; le lendemain, on estime le produit total à plus d'un million de francs pour toute la France.

À partir du 16 décembre 1914, les journaux régionaux annoncent *Le Noël des Réfugiés du Nord*. Il s'agit *d'apporter un peu de consolation et de joie aux enfants des malheureux réfugiés de la Belgique et du Nord et des départements envahis*[22]. Un comité limougeaud se met en place au cirque municipal, *pour organiser dans ce vaste établissement un arbre de Noël qui donnera à tous ceux que la guerre a si cruellement frappés et qui sont venus chercher l'hospitalité sur la terre limousine, un réconfort matériel et moral*. Le comité fait circuler des listes de souscription et reçoit directement les offrandes *(sic)*. L'édition du 27 décembre donne le compte-rendu de cette manifestation ; en présence de M. Truc, préfet de la Haute-Vienne et de M. Betoulle, député-maire de Limoges, des enfants des écoles de la ville accueillent leurs camarades réfugiés. Après un concert comprenant de la musique militaire, plusieurs chanteurs et une séance cinématographique, les enfants reçoivent *une copieuse distribution de gâteaux* puis des jouets : *poupées limousines, lorraines et alsaciennes, panoplies d'armes et bonbons*.

Un climat de suspicion

Dès l'automne 1914, les brigades de gendarmerie fournissent régulièrement aux sous-préfets des rapports sur les réfugiés hébergés dans leur circonscription. Dans l'ensemble, ceux-ci *se déclarent tous très satisfaits de la façon dont ils sont traités par les particuliers chez lesquels ils sont logés*[23]. cependant le Maréchal des Logis-chef Jolivet de la brigade d'Aubusson signale que quelques réfugiés de la commune de Blessac *se plaignent de l'insuffisance de la nourriture qui leur est donnée, notamment au repas du soir, où il leur est seulement servi de la soupe. Il convient de remarquer, à ce sujet, que les indigènes (sic) qui hébergent ces mécontents se nourrissent exactement de la même façon que ceux-ci et que dans ces conditions leurs récriminations paraissent plutôt mal fondées.*

Le préfet de la Corrèze, Henri Lacombe arrête le 30 novembre 1914 des mesures de police concernant les réfugiés et qui font l'objet d'une affiche[24] : outre l'obligation de recensement sans délai, il est précisé qu'il leur est interdit de s'éloigner de plus de dix kilomètres de la commune où ils font leur résidence, sans être muni d'un sauf-conduit délivré par le commissaire de Police ou le maire.

Dans la précipitation avec laquelle les convois de réfugiés ont été constitués, ils comportent

19 Oradour-Saint-Genest, canton du Dorat, arrondissement de Bellac, Haute-Vienne.
20 A.D. de la Haute-Vienne, 3 R 2.
21 Ibidem note 18.
22 *Le Courrier du Centre*, 16 décembre 1914.
23 A.D. de la Creuse, 1 Z 245.
24 A.D. de la Corrèze, R 1470.



Évacués du Nord, dessin d'Eugène Alluaud. A.D. de la Haute-Vienne, 20Fi20.

bien entendu leur lot de personnes louches ou indésirables : prostituées, voleurs, escrocs, espions... Certains font l'objet de mesures de surveillance ou d'enquête, comme Charles Bonnert. Horloger à Lunéville, marié à une française, il a été évacué à Brive où il est arrivé le 3 septembre 1914, dans un convoi d'Austro-Allemands. Il a été interné au collège de cette ville. Compte tenu du fait qu'il est né à Strasbourg et *qu'il paraissait professer des sentiments francophiles*, il est autorisé à se rendre à Tulle où il a trouvé du travail chez un horloger. Quelques jours plus tard, il est reconnu par la femme d'un militaire qui déclare que *Bonnert, qu'elle avait connu à Lunéville, menait la vie joyeuse, ne vendait presque rien et trouvait moyen d'acheter des maisons de bon rapport. On disait qu'il s'occupait d'espionnage, mais la police qui le surveillait n'avait pu relever aucun fait délictueux contre lui. Estimant qu'il pouvait y avoir des inconvénients à le laisser en liberté à Tulle, siège d'une manufacture nationale d'armes, je (c'est le sous-préfet de Brive qui écrit) lui ai fait réintégrer le dépôt de Brive le 9 octobre d'où il a été dirigé sur l'Ile d'Yeu.*[25] [il y rejoint son père].

Trouver un travail

Dans un courrier daté du 27 octobre 1914[26], le préfet de la Creuse demande au sous-préfet d'Aubusson de bien vouloir établir d'urgence des fiches pour les nouveaux réfugiés Belges et Français. En outre, il demande un recensement précis comportant *le nom de l'homme, le domicile ordinaire, la profession, la dernière usine dans laquelle il a travaillé et le stage qu'il a fait dans sa dernière pla*ce pour les professions suivantes : tourneurs sur métaux, ajusteurs, métallurgistes, forgerons et professions similaires.

En effet, afin de remplacer les ouvriers mobilisés, de nombreuses industries font appel à la main d'œuvre évacuée de régions industrielles comme le Nord. *Le Courrier du Centre*, dans son édition du 22 octobre 1914 publie une annonce pour le compte de la Société des Forges d'Allevard (Isère), qui recherche des ouvriers métallurgistes au courant de la conduite des fours Martin, ainsi que des lamineurs. On précise que l'entreprise est fournisseur de guerre et que les salaires seront conséquents. Le même journal avait déjà fait appel, dès le 27 septembre aux ouvriers armuriers ou mécaniciens belges pour des emplois dans les

25 A.D. de la Corrèze, 4 M 233, lettre du préfet de la Corrèze au ministre de la Justice.
26 A.D. de la Creuse, 1 Z 244.

fabriques d'armes de Saint-Étienne. Inversement, la chambre de commerce belge lance *un appel pressant aux commerçants et aux industriels qui auraient des emplois disponibles*[27].
Les services des préfectures dressent des états de réfugiés par professions[28] ou domaines d'activités.
D'autre part, des particuliers adressent des demandes spécifiques, comme l'attestent les courriers reçus par le préfet de la Corrèze[29]. Le 9 novembre 1914, le comte de la Guéronnière, demeurant au château du Bordas, commune du Lonzac[30], renouvelle la demande qu'il a déjà faite deux mois auparavant pour obtenir *une dame de bonne compagnie, ainsi qu'un ménage* qu'il propose également d'héberger. Le 5 novembre, madame Courtine, épouse du boulanger de Combressol[31], demande un boulanger français ou belge afin de remplacer son mari, mobilisé depuis le 13 août.

Le cas des hommes belges

Le Populaire du Centre publie, le 10 novembre 1914, un *Appel aux Belges résidant en France* ; *Sur la demande du gouvernement belge, le ministre de l'Intérieur porte à la connaissance des réfugiés belges actuellement en France l'extrait suivant de l'appel qui leur est adressé par le gouvernement de leur pays :*
26 octobre 1914 Au nom du Roi et de la Nation, nous adressons un appel solennel à tous les Belges valides et spécialement à ceux âgés de 18 à 30 ans, afin qu'ils s'enrôlent en qualité de volontaires pour la durée du temps de guerre. Toutes facilités leur seront données à cet effet. Il suffira qu'ils s'adressent aux consuls de Belgique. Ceux-ci, après s'être assurés qu'aucun motif majeur d'ordre moral ou physique ne les rend inaptes au service, leur feront, s'il y a lieu, l'avance des frais en vue de leur permettre de rejoindre immédiatement les centres d'enrôlement en Angleterre et en France.
Les Belges célibataires âgés de 18 à 30 ans qui n'auront pas répondu à cet appel avant le 15 novembre prochain, pourront être réquisitionnés d'office pour être employés à des travaux d'ordre militaire, conformément à la loi du 14 août 1887.
Un mois plus tard, le préfet de la Haute-Vienne adresse aux maires des communes du département une circulaire[32] rappelant et complétant les instructions déjà communiquées à ce sujet le 5 décembre précédent. Suite à une polémique soulevée par un cas, il précise que cet ordre s'adresse également aux fils de Belges, nés en France, célibataires, âgés de 18 à 22 ans. Tous les hommes valides concernés doivent se rendre à Clermont-Ferrand [consulat de Belgique le plus proche de Limoges] afin d'y contracter un engagement volontaire dans l'armée belge.
Apparemment, les autorités rencontrent une certaine résistance puisque le préfet ajoute : *S'ils refusaient une nouvelle fois de répondre à l'appel de S.M. le Roi Albert 1er, ils risqueraient d'être réquisitionnés pour des travaux d'ordre militaire*.
Il conclut en demandant aux maires de *cesser de leur prêter l'assistance à laquelle ils ont droit et notamment de leur allouer l'indemnité journalière de 1,25F*. La même liasse des archives conserve plusieurs réponses de sous-préfets et de maires qui informent le préfet des noms des jeunes Belges concernés.

*
* *

27 *Le Courrier du Centre*, 27 octobre 1914.
28 A.D. de la Corrèze, 1M 88.
29 A.D. de la Corrèze, 1 M 91.
30 Le Lonzac, canton de Treignac, arrondissement de Tulle, Corrèze.
31 Combressol, canton de Meymac, arrondissement d'Ussel, Corrèze.
32 A.D. de la Haute-Vienne, 3 R 4.

Prisonniers limousins en Allemagne

Témoignage



Adrien Couteau, caporal du 338e RI au camp de l'hauspital en Allemagne.

Prisonnier français en Allemagne, le caporal Adrien Coteau du 338e régiment d'infanterie apprend la naissance de sa fille Gabrielle alors qu'il est en détention. Il est alors en bonne santé, mais vient de connaître une longue période de maladie atteint par le typhus pendant l'hiver 1914-1915.

En juillet 1915, le ministère de la guerre prévient Auguste Couteau que son fils Adrien, caporal au 338e RI est prisonnier en Allemagne, tombé aux mains de l'ennemi à Maubeuge.
Selon les lettres qu'il adresse à sa famille et à sa femme Marcelle, installée à Saint-Étienne de Fursac en Creuse, le 10 août 1915, Adrien Couteau est en détachement à *Maria Veen* où il semble travailler dans l'agriculture. Le 7 octobre 1915, il revient à Munster III, son lieu de détention au camp de l'hauspital.
Dans sa lettre datée du 17 juin 1915 à sa *très chère Marcelle*, Adrien se dit en parfaite santé et espère qu'il en est de même *pour toi ainsi que mes vieux.* Et il poursuit *pour l'instant je ne me fais pas trop de mauvais sang, je vis en bon philosophe.* Ce qui l'embête c'est l'importance du travail *à l'époque de la moisson.*



Marcelle, épouse Couteau, et sur ses genoux la petite Gabrielle née fin mai 1915. Collection de la famille remise au Cghml en 2014.

Puis il s'interroge sur la naissance de sa fille: *Ensuite*, écrit-il, *quand tu me répondras tu me donneras des détails sur la naissance de la petite et quel nom vous lui avez donné...*
Après avoir demandé à sa femme de transmettre à toute la famille, aux cousins et à tous les amis *le bonjour*, il ajoute: *je termine en t'embrassant tendrement et du plus profond du coeur ainsi que la petite, mon père, ma mère et tes vieux. Celui qui t'aime toujours.*
Adrien.

Prisonniers allemands en Limousin

Pascal Soula

Les premiers prisonniers allemands

Les premiers prisonniers allemands arrivent en Limousin dès la fin de l'été 1914, après la bataille de la Marne. Deux photographies de Jean-Baptiste Boudeau, datées de fin août ou septembre, conservées à la Bibliothèque francophone multimédia de Limoges, représentent un groupe de *Prisonniers allemands pelant les patates*; ces photos ont probablement été prises dans la cour de l'ancienne caserne Beaupuy de Limoges.

Le Courrier du Centre daté du 19 septembre 1914 relate l'arrivée dans la capitale régionale *d'un convoi sanitaire, rempli de prisonniers allemands, sous la conduite de deux médecins ennemis, à l'attitude hautaine et rogue*. Ces blessés sont dirigés sur les casernes Beaupuy et Jourdan, puis affectés vers d'autres établissements hospitaliers de la ville. Cinq jours plus tard, le même journal évoque l'attitude des officiers allemands prisonniers : *À Limoges, comme ailleurs, on a pu juger de l'étonnement des officiers allemands en se voyant soignés dans la même salle que leurs subalternes. Ces «Messieurs» eussent désiré loger à part*.



Prisonniers allemands à la corvée de pluches, dessin d'Eugène Alluaud. A.D. de la Haute-Vienne, 20 Fi 12.

Un prince allemand à Limoges

Le Courrier du Centre consacre plusieurs articles en octobre et novembre 1914 à la présence, parmi les officiers prisonniers, du prince Carolath[1]. L'édition du 28 octobre relate ainsi son arrivée à Limoges : *Nous avons pu, mardi, vers 3 heures de l'après-midi, assister au passage d'un convoi de quatre automobiles transportant une vingtaine de blessés, dont cinq officiers. Peu grièvement atteints, quelques-uns de ces hommes portaient sur le visage les traces de fatigue par eux endurées, pourtant leur uniforme gris ne paraissait pas trop avoir souffert*

1 Il s'agit de Sieghart, prince de Schönaich-Carolath (1886-1963)

de la vie des camps. Coiffés de la casquette plate à lisière rouge, les officiers étaient, eux aussi, dans une tenue présentable: bottés de cuir fauve, ils portaient un élégant uniforme de campagne; deux d'entre eux, dont le prince Carolatt, ayant le grade de lieutenant, durent être transportés du train à l'automobile couchés sur des civières. Le prince était accompagné de deux cantines très luxueuses à son chiffre.


LES BOCHES A LIMOGES

Après le départ de Carolath

Nous conservons le souvenir de son gracieux profil. — Le prince barbare était très religieux...

Nous avons annoncé récemment le départ de Limoges du prince Carolath, que Du Kercy a pu « croquer » spécialement pour nos lecteurs. — Notre cliché représente le « livre de prière » de Carolath, qui lui avait été offert ainsi qu'en atteste la dédicace, par « son fidèle parrain et oncle Frédéric-Guillaume », en 1905. Carolath était donc le filleul et le neveu du Kronprinz... un hôte de marque, quoi !

Caricature du prince allemand, *Le Courrier du Centre,* 1er décembre 1914.

Ce journal fait de la présence à Limoges de ce personnage un véritable feuilleton. Le 30 octobre, un entrefilet précise que *Le prince Sieghart von Schönaich Carolath, lieutenant du corps de la garde* [...] *est un cousin du kaiser. Sa famille, alliée aux Hohenzollern, avait été, en 1860, autorisée par le roi de Prusse à donner à un régiment ses armes de noblesse.*

Le 22 novembre, on apprend que le prince a quitté Limoges le samedi précédent pour rejoindre le dépôt de prisonniers de Cahors. Mais le *Courrier du Centre* évoque une dernière fois cet *hôte de marque* le 1er décembre dans la rubrique *les Boches à Limoges* ; le quotidien publie alors une caricature de Carolath par Du Kercy, accompagnée de la photographie de la page de son livre de prières sur laquelle figure la dédicace de *son fidèle parrain et oncle Frédéric-Guillaume-le Kronprinz* en personne !

L'arrivée des prisonniers en Limousin

Au cours de l'année 1915, toute arrivée ou passage dans la région de groupes de prisonniers allemands fait l'objet d'articles dans la presse locale. À partir du mois d'août 1915, leur nombre semble augmenter pour culminer au mois d'octobre[2], d'après les chiffres indiqués dans les différents articles. L'arrivée d'un convoi de prisonniers semble constituer, pour les Limougeauds, un spectacle recherché puisqu'ils ont la patience d'attendre tout l'après-midi et une partie de la soirée du lundi 27 septembre un convoi qui ne passe finalement que le lendemain mardi 28 vers 10h30[3]. Ces prisonniers allemands rejoignent les casernes de la ville *sous la garde d'importants détachements de toutes les troupes de la garnison: chasseurs cyclistes, fantassins, dragons et chasseurs à pieds-la baïonnette au canon du fusil ou du mousqueton.*

Le journaliste décrit le *lamentable spectacle* que constitue le passage de ces Allemands : *sales, l'uniforme gris encore souillé de la boue crayeuse des tranchées champenoises, hâves et maigres, ils paraissaient exténués; beaucoup d'entre eux, sans coiffure, portaient des traces de la terrible lutte commencée et terminée, pour eux, samedi matin: il s'agissait de contusions ou de blessures plus apparentes que graves.*

Concernant cette journée, aussi bien le *Populaire* que le *Courrier du Centre* soulignent le contraste entre l'accueil fait par la population aux soldats et aux sous-officiers d'un côté et aux officiers, de l'autre. La foule est restée calme au passage des premiers, si ce n'est quelques quolibets sans conséquences, mais *l'attitude de nos concitoyens changea totalement lorsque, derrière le convoi, apparut, solidement encadré, un groupe d'une quarantaine de prisonniers, qui furent facilement reconnus, à leurs uniformes, pour des officiers du kaiser.*

2 Offensives de Champagne.
3 *Courrier du Centre* du mercredi 29 septembre 1915.



Un convoi de prisonniers allemands arrivent à Limoges. Collection particulière.

Un frémissement de colère secoua la foule, devenue nettement hostile; des coups de sifflets partirent de ses rangs, accompagnés de quelques vigoureuses apostrophes; néanmoins, il ne se produisit aucun incident fâcheux...

En Creuse, la population adopte la même attitude. Dans son édition du 25 février 1915, le *Réveil de la Creuse* relate l'arrivée de prisonniers allemands à Aubusson : *... dans l'après-midi, une foule énorme se porta à la gare et se massa sur le passage du convoi qui comprenait une cinquantaine de prisonniers , assez jeunes pour la plupart et qu'encadraient des soldats du 162. Aucun incident ne s'est produit le long du parcours. La foule garda une attitude d'une irréprochable correction. Ces prisonniers qui venaient de Châteauroux ont pris la direction de Lupersat.* Auparavant, le maire avait fait avertir la population, *ajoutant qu'il comptait sur le calme et la dignité* de ses concitoyens.

Finalement, au moins pendant les deux premières années de la guerre, il semble que la population limousine ait accueilli les prisonniers allemands avec un relative compassion envers les simples soldats et leurs sous-officiers. Le mauvais accueil reçu à Limoges par les officiers peut peut-être être compris comme une manifestation politique contre la classe sociale dont ces derniers sont issus ou censés l'être aux yeux d'une population majoritairement ouvrière.

L'organisation des camps de prisonniers

Le nombre croissant de prisonniers de guerre dirigés vers notre région dans le cours de l'année 1915 pose un problème récurrent aux autorités civiles; à la demande du général de division Davignon, commandant la XIIe région, les préfets des trois départements limousins se mettent à la recherche de locaux qui pourraient être transformés en « dépôts » de prisonniers. En Haute-Vienne, le sous-préfet de Bellac propose le couvent de Mortemart[4] qui pourrait permettre de loger 500 à 600 prisonniers et que son propriétaire, Monsieur Robert a proposé aux autorités dans le but d'en faire *une maison de retraite pour les grands blessés*. Cependant, le projet est abandonné à cause du manque d'hygiène des locaux et de l'insuffisance de la population locale, incapable de subvenir aux besoins d'une population supplémentaire. Au Dorat, on envisage un moment d'utiliser les locaux de l'École Primaire Supérieure, mais on y renonce finalement: ils seront transformés en hôpital militaire complémentaire. Un chantier de prisonniers de guerre fonctionnera cependant dans cette localité dans l'année suivante.

4 Mortemart, canton de Nouic.

Dans l'arrondissement de Saint-Yrieix-la-Perche, on propose d'en loger un certain nombre sur les sites miniers alors en exploitation : Cheni, Nouzilleras et Lauriéras[5], en échange de leur travail dans les mines.
Un article du *Courrier du Centre*, en date du 29 septembre 1915 fait état de l'arrivée, le lundi précédent, d'un convoi de 1126 prisonniers dont 44 officiers. Ils sont logés dans les casernes de la ville. *Le Populaire*, quatre jours plus tard précise les effectifs suivants pour la ville de Limoges : 500 prisonniers à la caserne Marceau, près de 450 à la caserne Beaublanc et 70 environ qui ont été transportés au Mas-Éloi[6].
Le château du Mas-Éloi a été transformé, dès ce moment en hôpital pour les soldats allemands blessés. Le cimetière de Chaptelat contient un carré de tombes de soldats allemands décédés dans cet établissement.



L'ancien séminaire de Servières (19), transformé en dépôt de prisonniers allemands. Collection privée.

En Corrèze, pour faire face à la demande de main d'œuvre que représentent les prisonniers allemands, on installe des dépôts dans certaines localités disposant de locaux suffisants en capacités d'accueil. Une polémique naît aussitôt au sujet des bâtiments de l'ancien séminaire de Servières[7]. Dans un style pittoresque, le journaliste du *Courrier du Centre*[8], après avoir regretté l'abandon du site suite à la fermeture du séminaire, semble déplorer l'installation des nouveaux occupants des lieux : *Juillet 1915. Servières est habité : c'est maintenant un dépôt de prisonniers allemands. Sous les voûtes quasi-monacales retentit le pas des lourds Teutons et les odeurs de charcuterie que les familles d'outre-Rhin envoient à profusion à leurs prisonniers vont aller flotter parmi les senteurs mielleuses des bruyères. Cela heureusement n'aura qu'un temps; les Boches désillusionnés retourneront dans leur pays vaincu et l'ancien séminaire purifié de l'odeur de cervelas, continuera à regarder mélancoliquement le torrent de toutes ses fenêtres vides.*
En Creuse, la présence de groupes est attestée sur des chantiers mais il semble qu'il n'ait pas existé de dépôt de prisonniers.

5 Tous les trois, commune de Saint-Yrieix-la-Perche.
6 Commune de Chaptelat, Haute-Vienne.
7 Servières, canton d'Argentat, arrondissement de Tulle.
8 *Courrier du Centre*, 2 août 1915.

Que faire des prisonniers ?

Au début de l'année 1915, le préfet de la Haute-Vienne semble bien embarrassé des prisonniers de guerre allemands envoyés dans son département par le général de la XIIe région. Il prend contact avec son homologue du Puy de Dôme afin de savoir quoi faire de ces hommes. Celui-ci lui répond le 5 mai[9] que dans son département les prisonniers sont employés soit à des travaux d'assainissement, soit à des travaux agricoles, selon des modalités précises concernant les conditions de travail, de rémunération et d'hébergement, dont les principes vont être repris dans les règlements préfectoraux rédigés dans les semaines suivantes dans nos départements limousins.

Les préfets de nos trois départements échangent alors de nombreux courriers avec différents ministères afin d'organiser au mieux cette main d'œuvre qui n'avait pas été prévue. Chaque département rédige ensuite, dans le courant de l'année 1915 un règlement préfectoral qui va encadrer les conditions de travail des prisonniers. Les règlements des trois départements limousins sont très proches. Ils définissent tout d'abord trois catégories de travaux prioritaires :

- travaux d'améliorations agricoles (plantation, assainissement, construction de chemins ruraux) ;
- travaux agricoles proprement dits (main d'œuvre complémentaire mise à la disposition des cultivateurs dans des conditions déterminées) ;
- travaux de construction, de réparation et d'entretien des chemins d'intérêt commun et de grande communication.

Au mois de mai 1915, le préfet de la Haute-Vienne adresse aux maires du département un courrier afin de recenser les demandes de main d'œuvre. À l'approche de la période des grands travaux agricoles, les besoins semblent très importants. Les grands propriétaires terriens notamment sont très inquiets, à l'instar de Mme Baudon de Mony, propriétaire de 13 domaines pour une superficie totale de 1200 ha sur la commune d'Azat-le-Ris[10]; les métayers et les ouvriers agricoles sont souvent mobilisés.

Dans le cadre des améliorations agricoles, le préfet cherche aussi à recenser les besoins des communes, notamment celles du canton d'Eymoutiers: zones humides à assainir dans la commune de Saint-Amand-le-Petit, chemins à remettre en état ou à construire dans celle de Nedde[11].

Sur l'injonction du préfet, l'agent-voyer en chef du département de la Haute-Vienne fournit un rapport sur les travaux à effectuer sur les routes, ainsi que sur les carrières susceptibles d'être exploitées.

De nombreuses demandes émanant de particuliers arrivent dans les préfectures ; en plus des maires ruraux et des syndicats agricoles locaux, qui demandent de l'aide pour les travaux d'été, on découvre des propriétaires d'entreprises, notamment des entreprises de travaux publics ou des entreprises d'autres activités. La priorité reste l'entretien et l'amélioration du réseau routier. L'autorité militaire accepte les demandes de main d'œuvre égales au moins à 20 prisonniers et quand les conditions de surveillance sont réunies. L'employeur doit ensuite respecter une convention qui fixe un cahier des charges. Celui-ci reprend les grandes lignes des règlements concernant l'organisation des camps de prisonniers[12].

En Corrèze, les demandes de main d'œuvre pour l'amélioration agricole sont si nombreuses que la préfecture ouvre un « carnet d'enregistrement des demandes », conservé aux Archives départementales[13]. Notons que toutes les demandes figurant dans ce document émanent de l'arrondissement d'Ussel dont les communes cherchent à améliorer le réseau routier et à mettre en valeur des terres jusque-là incultes.

9 A.D. de la Haute-Vienne, liasse 8 R 4 - *correspondance avec les préfets.*
10 Azat-le-Ris, canton du Dorat, arrondissement de Bellac, département de la Haute-Vienne.
11 A.D. de la Haute-Vienne, 8 R 4 - *correspondance avec les maires.*
12 Ibidem *L'organisation des camps de prisonniers.*
13 A.D. de la Corrèze, 7 M 79.

Les conditions de cantonnement sont décrits précisément, chaque prisonnier disposant d'une paillasse de 5 kg de paille qui doit être changée tous les 15 jours et isolée du sol. La nourriture, l'hygiène, l'habillement et les soins médicaux sont également définis. Enfin, le montant des salaires est prévu selon le décompte suivant : pour le logement, chauffage et éclairage : 0,14 F par homme et par journée de présence ; pour la nourriture : 1,03 F par jour et par jour de travail ; pour l'habillement : 0,30 F ; soit un total de 1,47 F par homme et par jour, pour « la partie fixe ». En outre, chaque prisonnier reçoit de l'employeur 20 centimes de poche par journée de travail ; cette somme pouvant être augmentée suivant la valeur du travail du prisonnier. Les prisonniers restent sous l'autorité militaire, seule habilitée à les punir, le cas échéant.

Parallèlement, des Comités départementaux de la main d'œuvre des prisonniers de guerre se mettent en place, notamment en Creuse[14] et en Corrèze[15]; ces deux départements semblent en avance par rapport à la Haute-Vienne où il faut attendre la fin de l'année 1915 pour que le travail des prisonniers s'organise. Ces Comités sont chargés *de déterminer avec compétence les travaux auxquels cette main d'œuvre peut être utilement et pratiquement appliquée et le cas échéant d'établir entre eux un ordre de priorité d'exécution eu égard à leur nature et à l'intérêt plus ou moins général qu'ils présentent [...] considérant que le Gouvernement et l'autorité militaire accorderont plus facilement des contingents nouveaux lorsque, demandés par une commission compétente, ils s'appliqueront à des travaux précis et d'incontestable utilité générale*. En Corrèze, ce comité, présidé par le préfet, comprend des membres du Conseil général, ainsi que l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, l'agent voyer en chef et les agents voyers d'arrondissements, le directeur des services agricoles, l'ingénieur des améliorations agricoles et le garde général des Eaux-et-forêts.

Lors des séances du conseil général de la Haute-Vienne, des débats s'engagent, en cette année 1915, entre certains élus qui souhaitent pouvoir utiliser cette main d'œuvre pour des travaux au profit d'intérêts particuliers et d'autres qui rappellent les instructions du gouvernement, pour lequel les travaux réalisés par les prisonniers doivent rester d'un intérêt collectif.

Cette mobilisation de l'administration et du personnel politique porte ses fruits puisqu'à l'automne 1915, de nouveaux contingents viennent répondre à ces demandes. *Le Courrier du Centre* du 25 octobre fait état de 1200 prisonniers allemands supplémentaires au moins pour la région; ces derniers viennent d'être capturés lors des offensives de Champagne. Le journaliste souligne le rôle joué en Corrèze par Henri Queuille[16] et Marius Vazeilles[17] dans le plan de travaux d'aménagement et de reboisement sur le Plateau de Millevaches. Il se fait ensuite le porte-parole de ce qu'il nomme la « petite culture », c'est à dire les innombrables petites exploitations agricoles de notre région, et dans lesquelles les hommes, mobilisés, manquent cruellement.

14 A.D. de la Creuse, 9 R 34.

15 A.D. de la Corrèze, 7 M 49.

16 Henri Queuille (1884-1970), alors député d'Ussel depuis 1914. Il sera plusieurs fois ministre sous la IIIe République et président du Conseil sous la IVe.

17 Marius Vazeilles (1881-1973). Mobilisé en 1914, il est détaché en 1915, sur l'intervention d'Henri Queuille, pour la mise en valeur du Plateau de Millevaches.

*
* *

Les permissions : de la faveur octroyée au droit acquis

Philippe Grandcoing

Lorsque la guerre se déclenche en août 1914, le commandement en chef français n'a rien prévu quant à l'octroi d'éventuelles permissions. Dans la perspective d'une guerre courte – tous les états-majors ont tablé sur quelques mois d'opérations – il n'est pas question d'éloigner les soldats des régiments. L'armée doit disposer le plus rapidement possible du maximum d'hommes pour affronter l'adversaire dans une bataille décisive. Mais, lorsque le front se stabilise à la fin de l'automne, suite à l'échec de la *course à la mer*, il faut se rendre à l'évidence : la guerre va se prolonger au moins jusqu'au printemps suivant. Côté français, Joffre croit encore que la percée est possible. Mais, une fois l'échec des offensives d'Artois et de Champagne consommé, la perspective d'une troisième année de combats se profile. La question des effectifs est alors cruciale et ce d'autant plus que les premiers mois du conflit ont été particulièrement meurtriers. L'utilisation rationnelle des mobilisés, les contraintes économiques d'une guerre totale, mais aussi la nécessité du consentement des populations, civiles comme militaires, placent les permissions au cœur du débat.

Une progressive mise en place

Depuis que le service militaire a été rendu obligatoire en juillet 1889, l'armée a mis en place un système de permissions pour les conscrits dans le cadre du règlement du 1er mars 1890. Initialement limitées à quinze jours, elles sont fixées à quarante jours par an lors du vote de la loi des trois ans, en 1913. Il s'agit alors de faire accepter la prolongation d'une année du service militaire, de ne pas totalement couper le conscrit de la vie civile alors que les critiques se multiplient notamment à gauche vis-à-vis de l'institution militaire, mais aussi de rendre à l'agriculture les bras dont elle a besoin lors des travaux des champs, à une époque où la France est encore majoritairement rurale[1].

C'est ce manque de main d'œuvre qui explique que dès l'été 1914 des *permissions agricoles* soient accordées à des soldats que l'armée n'utilise pas en première ligne. Des paysans mobilisés dans la territoriale ont ainsi pu être libérés pour les récoltes et les vendanges, entre août et octobre. En janvier 1915, de nouveaux congés sont octroyés pour les semailles.

Parallèlement à cela, le Grand Quartier Général met en place des permissions de quarante-huit heures le week-end pour des soldats appartenant à des unités cantonnées à l'arrière. L'idée est notamment qu'ils puissent consacrer ce temps à la gestion de leurs affaires, disposition qui intéressait particulièrement commerçants et artisans. Enfin, en décembre 1914, le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, généralise la pratique du congé de convalescence d'une semaine pour les blessés. Initiée dès octobre 1914, la mesure visait avant tout à désengorger les unités sanitaires. Soumis au départ à la bonne volonté des officiers, l'octroi de ce congé devient alors une forme de récompense ou du moins de compensation pour ceux qui ont versé leur sang pour la patrie[2].

à la fin de l'année 1914, les autorités militaires ne se montrent toutefois guère favorables à la généralisation du système des permissions. Les officiers craignent que le retour, même bref, à la vie civile n'affaiblisse leur autorité et sape le moral des combattants. Pourtant, les

1 Voir Odile Roynette, *Bons pour le service. L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000.
2 Sur tous les aspects concernant le cadre législatif et réglementaire des permissions, voir Emmanuelle Cronier, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, Belin, 2013, particulièrement le premier chapitre.



Illustration issue du cahier de Louis Masmonteil, artilleur du 23e RA, publié en page 74 du présent ouvrage.

militaires doivent s'incliner, sous la pression des événements et de l'opinion publique. En effet, à l'hiver 1914-1915, l'armée connaît une vague de désertions importante. Il ne s'agit guère de soldats cherchant à se soustraire définitivement à leurs obligations militaires mais d'individus qui s'octroient quelques jours de repos loin de leur unité. Généralement, ils réapparaissent au bout de quelques jours. Parallèlement, le pouvoir politique, sensible à la question des embusqués et soucieux de mieux gérer la main d'œuvre nécessaire à l'industrie de guerre, vote en juin 1915 la loi Dalbiez, créant à la fois le système des affectations spéciales pour les ouvriers qualifiés et envoyant dans les unités combattantes nombre de mobilisés planqués à l'arrière[3]. C'est à l'occasion des débats autour de cette loi que le lieutenant-colonel Driant, par ailleurs député, soulève la question des permissions devant la commission des armées.
Joffre, sans doute pour ne pas se voir imposer par le pouvoir civil une mesure qu'il sait inévitable, prend alors les devants. Le 30 juin 1915, il annonce la mise en place d'un système de permissions. Sa circulaire précise que 3 à 4% des effectifs peuvent partir en permission, pour huit jours au maximum, à condition que le bénéficiaire ait déjà passé six mois dans la zone des armées. Les chefs de corps ont toute latitude pour les attribuer, le texte expliquant qu'*il sera donné satisfaction en priorité aux demandes qui paraîtront les plus intéressantes, soit parce que leurs auteurs sont depuis plus longtemps au front, ou se sont distingués par des faits d'armes, soit parce que les motifs invoqués sont plus sérieux*[4].
La permission n'est donc pas encore un droit reconnu au soldat, elle reste un système de récompense, souvent discrétionnaire. Ce faisant, le nouveau système suscite bien des critiques et génère un sentiment d'injustice, accentué par le régime de faveur dont jouissent alors les officiers. Les journaux des tranchées s'en font l'écho, mais aussi des parlementaires qui reçoivent un abondant courrier sur ce thème. Pour tenter d'apaiser la troupe, Joffre est amené à apporter des précisions à sa première circulaire : il enjoint d'instaurer un roulement en fonction de l'ancienneté au front, de donner au moins six jours de congé, hors délais de route, etc. Le général Gallieni, ministre de la Guerre, autorise quant à lui les soldats à transmettre leurs réclamations à ses services.

3 Charles Ridel, *Les Embusqués*, Armand Colin, 2007.
4 Cité par Emmanuelle Cronier, op. cit., p. 20.

Malgré tout, le système reste très imparfait. Il faut normalement six mois pour que tout l'effectif d'une compagnie bénéficie d'une permission. De surcroît, il ne s'agit que d'un délai théorique. Toute offensive suspend l'octroi de congés. Ainsi, les déclenchements des batailles de Verdun puis de la Somme en 1916 ralentissent-ils le rythme des départs. Entre juillet 1915 et décembre 1916, chaque combattant n'a en moyenne bénéficié que de deux permissions, cette moyenne masquant de grandes disparités[5].

Les permissions : un droit reconnu

À l'automne 1916, il est clair que le système a besoin d'être réformé. La bataille de Verdun a achevé de convaincre dirigeants politiques et militaires que la guerre ne pourra être gagnée que grâce à une gestion optimale des hommes et du matériel. Le consentement des civils et des soldats au prolongement des sacrifices est une impérieuse nécessité, au moment même où se dessine un timide mouvement en faveur d'une paix blanche. Les permissions, qui permettent au combattant de se reposer, de renouer avec la vie civile et de retrouver ses proches, constituent une des pièces maîtresses du dispositif. La logique de la guerre longue l'a donc emporté.

Le 1er octobre 1916, un nouveau règlement reconnaît que la permission est un droit, ce qui s'inscrit dans la logique républicaine du soldat-citoyen. Il instaure également un régime plus généreux et plus équitable : chaque soldat bénéficie de trois permissions de sept jours par an, le pourcentage de permissionnaires par unité passant à 9%, proportion qui peut même monter à 25% lorsque la troupe est cantonnée à l'arrière. Tout est ainsi fait pour que l'engorgement constaté précédemment soit rapidement résorbé pour les unités au repos. Les permissions pour raison familiale (décès, mariage, naissance) sont plus nombreuses et, désormais, le régime des officiers est aligné sur celui de la troupe. À cette date, le combattant français bénéficie en théorie du dispositif le plus généreux de tous les belligérants. Mais il s'agit là d'un régime réservé aux seuls citoyens français. Les troupes coloniales de l'AOF (les fameux *tirailleurs sénégalais*, mais qui en fait viennent de toute l'Afrique occidentale) n'en bénéficient pas avant février 1917, Malgaches et Indochinois devant même attendre septembre 1917 pour leurs premières permissions[6].

Toutefois, ce nouveau système est mis à mal par la préparation de l'offensive du Chemin des Dames. Le 2 mars 1917, pour les unités – nombreuses – qui doivent prendre part à la bataille, on ne compte plus que 2% de permissionnaires. Durant plus de deux mois une grande partie des combattants est donc privée de permissions. C'est là un des motifs de la vague de mutineries du printemps. Selon Emmanuelle Cronier, les régiments les plus touchés par les mutineries sont ceux où les permissions ont été le plus chichement octroyées dans les semaines qui ont précédé la crise. André Loez, dans son étude sur les mutineries, confirme également le rôle important joué par cette revendication, même si elle est loin d'être déterminante selon lui[7].

Pétain, nommé commandant en chef en juin, donne rapidement satisfaction à la troupe sur ce point[8]. Le taux de permission est alors relevé à 13% et comme beaucoup d'unités sont alors au repos, on atteint au 1er juillet 1917 un nombre record de permissionnaires. En octobre, un nouveau règlement officialise ce taux de 13% et fixe à dix jours la durée d'une permission. Cela signifie qu'il y a en permanence quelque 300 000 soldats en permission, chiffre qui est considéré par l'état-major comme le seuil au-delà duquel l'effort de guerre serait mis en péril.

5 Emmanuelle Cronier, op. cit., p. 23.

6 Ils ont alors le choix entre une seule permission de vingt-cinq jours pour repartir outre-mer ou plusieurs permissions à prendre sur le territoire métropolitain.

7 André Loez, *14-18. Les refus de la guerre, Une histoire des mutins*, Folio histoire, Gallimard 2010.

8 Rappelons que ce n'est pas Pétain qui a décidé de mettre un terme aux offensives. La décision s'était imposée d'elle-même peu de temps auparavant étant donné la situation catastrophique de l'armée.

La permission au quotidien

Il est difficile de connaître le vécu des permissionnaires. La plupart des sources disponibles sont issues du contrôle exercé par les autorités. En effet, la présence de nombreux soldats échappant à l'autorité militaire n'est pas sans inquiéter. Paris fait notamment l'objet d'une surveillance particulière. La capitale est à la fois un lieu de transit essentiel, fruit du plan en étoile du réseau ferroviaire français, mais aussi une ville où se concentrent plaisirs et distractions. Or l'état-major s'inquiète très vite de la concentration de permissionnaires à Paris. Joue d'une part la crainte du péril vénérien, la prostitution y ayant connu un développement spectaculaire durant la guerre[9]. D'autre part, les autorités s'inquiètent des conséquences sur le moral des civils du spectacle de milliers de permissionnaires, mal vêtus, sales, mal rasés, s'agglutinant autour des gares, dormant à même le sol, parfois en état d'ébriété. Enfin, Paris est perçu comme un dangereux foyer d'agitation politique. Dès octobre 1916, Joffre, afin de masquer la grande misère de beaucoup de soldats et d'éviter les contacts délétères entre civils et militaires, limite le séjour parisien des permissionnaires. Pétain, suite aux mutineries, renforcera le dispositif.



Le désir de femme hante la pensée du poilu...
CP ancienne. Coll. Ph.G.

Si une partie de ces considérations relève davantage du fantasme que de la réalité, force est de constater que la capitale est le théâtre de nombreux incidents mettant en cause des permissionnaires. Ceux-ci supportent mal la présence de nombreux embusqués dans les bureaux des ministères, voient dans les soldats et officiers alliés des *concurrents* sur le plan sexuel et s'en prennent souvent aux agents de l'autorité dont la légitimité semble contestable à leurs yeux : sergents de ville, employés des chemins de fer, etc[10].

Les autorités militaires incitent donc les soldats à regagner leurs foyers le temps d'une permission. Pour ceux qui sont isolés, qu'il s'agisse des coloniaux ou des poilus originaires des régions occupées, des structures d'hébergement sont organisées.

Être permissionnaire, c'est tout d'abord faire l'expérience des trains spéciaux, gratuits, mais très lents et fort inconfortables. En moyenne, 45 000 soldats empruntent tous les jours ces trains de permissionnaires. Le réseau est donc au bord de l'asphyxie et le matériel s'use rapidement, entraînant retards et accidents[11]. Dans les gares, rien n'est initialement prévu pour les accueillir. Les soldats dorment sur des bancs ou à même le sol et achètent fort cher alcool et nourriture. Aussi n'est-il pas rare que des incidents éclatent. Lors de la crise consécutive à l'échec de l'offensive du Chemin des Dames, des centaines de wagons sont

9 Voir Jean-Yves Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre*, Aubier, 2002. Cette prostitution inquiète d'autant plus qu'il s'agit souvent de prostituées occasionnelles échappant donc aux contrôles sanitaires existant alors pour les « filles en carte ».

10 On trouvera de nombreux exemples de ces frictions entre permissionnaires et détenteurs d'une autorité civile dans Emmanuelle Cronier, op. cit.

11 La catastrophe de Saint-Michel-de-Maurienne, le 12 décembre 1917, dans laquelle 675 permissionnaires revenant du front italien trouvèrent la mort, constitue à ce jour l'accident ferroviaire le plus meurtrier en France. Voir à ce sujet l'article de Jean-Jacques Mauriat dans *D'onte ses* n°3 - mars 2011, *41 Limousins morts dans le train des permissionnaires de l'armée d'Italie en décembre 1917*.

ainsi vandalisés par des permissionnaires exaspérés[12]. Peu à peu l'armée prend en main les choses, installant des baraquements, proposant des distractions ou les services de coiffeurs. Afin d'éviter les désordres, la vente d'alcool est réglementée et à partir de l'été 1917 des militaires d'active viennent épauler les territoriaux dans les gares.

Revenu chez lui, le permissionnaire est censé renouer avec la vie civile, avec une forme de normalité. Dans l'esprit des autorités, la permission est une forme de parenthèse, de repos octroyé, qui doit permettre de renouer les liens entre civils et militaires, de redonner un sens au sacrifice des uns et des autres en rappelant que l'on ne se bat pas seulement pour la patrie mais aussi pour les siens. On en attend aussi une reprise de la natalité, mise à mal par la séparation durable des couples. Si les permissions eurent effectivement ces fonctions, elles ont aussi facilité les circulations entre le front et l'arrière. Le permissionnaire est un *commis voyageur*, selon Emmanuelle Cronier. Il apporte avec lui trophées et objets issus de l'artisanat des tranchées, donne des nouvelles de ses camarades et, peut-être aussi, fait part de son expérience de guerre.

Toutefois, la confrontation entre le monde des tranchées et la vie à l'arrière peut aussi s'accompagner d'un sentiment d'incompréhension réciproque. Le temps de la permission ne serait-il pas aussi, dans ce cas, un temps de silence ? Honoré-Jean Champcommunal, soldat natif de Saint-Sylvestre qui a scrupuleusement noté toutes ses impressions durant la Grande Guerre, n'évoque jamais ses permissions. Son récit s'arrête lorsqu'il descend à la gare de Limoges et d'Ambazac pour reprendre lorsqu'il monte à nouveau dans le train des permissionnaires[13]. Cette ellipse dans le récit est à l'image de ce que furent les permissions : une parenthèse lourde de non-dits.

12 Voir sur ce point André Loez, op. cit.

13 Honoré-Jean Champcommunal*, Carnets de campagne 1915-1920*, Culture & Patrimoine en Limousin, 2014.

*
* *

Retour d'Italie, en décembre 1917 des Limousins parmi les victimes du train des permissionnaires

Jean-Jacques Mauriat

Ce fut la plus grande catastrophe ferroviaire de tous les temps en France. Elle fit sans doute 675 victimes. Soldats officiellement morts pour la France.

Décembre 1917, entre Modane et Saint-Michel-de-Maurienne. Un train de permissionnaires, retrouve la France. Officiellement 952 soldats quittent ainsi le front italien pour passer les fêtes de Noël en famille. Nuit glaciale du 12 au 13 décembre, le train bondé de jeunes militaires fatigués, parfois malades, mais heureux, roule ses 19 voitures à vive allure dans une pente à 4 ou 5 % dans le défilé au milieu duquel serpente la voie ferrée.

L'allure est rapide. Trop rapide. Les cheminots de la gare de La Praz, voient passer un train dont ils estiment la vitesse à 150 km/h. Le premier fourgon, qui suit la locomotive et son tender, bringuebalé par la vitesse, déraille avant l'arrivée à Saint-Michel-de-Maurienne. Il est vide et trop léger par rapport à la puissance du convoi long de 350 mètres, qui le suit. Le mécanicien et son chauffeur ne voient rein, n'entendent rien, mais la vitesse les affole. Le mécanicien actionne le sifflet de sa locomotive, signal donné pour serrer les freins. En queue de convoi, et dans les voitures réparties au milieu du train, les quatre cheminots « serre-frein » s'acharnent à tenter de ralentir les 350 m de voitures et fourgons surchargés lancés à pleine vitesse. Rien n'y fait.
Sorti de sa locomotive qui vient de se coucher sur le flanc en gare de Saint-Michel-de-Maurienne, l'adjudant Girard, mécanicien et Mollard, son chauffeur ne savent toujours pas ce qui s'est passé lorsqu'ils se retrouvent sur le quai. Les lampes vacillantes éclairent imperceptiblement les bâtiments dans la nuit.
Un silence à hurler. L'effroi se lit sur le visage des cheminots de la gare quand ils les rejoignent. Il n'y a plus de train. Machine blessée, la locomotive crache sa vapeur. Ils sont seuls.
À pied, les cheminots refont en courant les quelques centaines de mètres pour comprendre ce qui vient de se produire. L'horreur est à 1 000 m, au bout des rails. Les voitures sont enchevêtrées les unes dans les autres. Le feu a embrasé le convoi. Les jeunes soldats crient leur douleur et vont périr ainsi, le long d'un virage au bord d'un ravin, entre Modane et Saint-Michel-de-Maurienne.

Des soldats limousins

Parmi les corps sans vie, calcinés, mutilés, ensanglantés il y a au moins trente neuf jeunes limousins. Ils sont issus de 36 communes différentes, il y a trois limougeauds. Par département, la répartition est la suivante : 15 soldats sont de Haute-Vienne, 12 sont nés en Corrèze, 12 sont Creusois.
Parmi les trente-neuf hommes, il y a 36 soldats, trois sous-officiers et aucun officier. Ces derniers avaient pris, en gare de Modane, un autre train pour poursuivre leur voyage jusqu'à Chambéry. Les trois sous-officiers sont le brigadier Émile Guillon, de Villars (Creuse) du 34e RI, le sergent Armand Leblois, de Saint-Maurice (Creuse) et le caporal Antoine Montel de Bussières-Poitevine (87) l'un et l'autre du 138e RI basé à Bellac et Magnac-Laval.
Le sous-officier Armand Leblois est un garçon particulièrement courageux. 1,70 m à la

toise, il a les yeux marron et le cheveu châtain clair. La fossette qu'il porte au menton, est suffisamment significative, pour être notée en signe particulier. Il a le teint coloré des garçons de la campagne. Cultivateur, fils de cultivateur, il n'a qu'un niveau d'études primaires, mais sa vaillance et son allant lui ont permis de gravir les échelons.

Simple soldat lorsqu'il est incorporé le 8 octobre 1913, il est promu caporal le 17 avril 1914. Il est toujours sous les drapeaux lors de la mobilisation générale le 1er août 1914. Il est nommé sergent dès le 15 septembre 1914. Deux fois blessés par des éclats d'obus à Fey-en-Haye[1] en Lorraine, le 25 mai 1915 de façon superficielle sur le cuir chevelu, puis plus sérieusement au bras droit le 2 septembre 1916, dans l'Aisne. Sa fiche militaire précise : *excellent sous-officier, grenadier d'élite, très brave et plein d'allant*, cité à l'ordre de la 23e division le 31 juillet 1917 *sous-officier très courageux et très énergique, a mené à bonne fin sous un feu violent de mitrailleuse ennemie tirant à courte distance, la préparation, dans les réseaux français, d'un passage pour le groupe d'attaque*. Il reçoit la « Croix de guerre avec étoile de bronze et étoile en argent ». Né le 28 juin 1892 à Saint- Maurice en Creuse, il s'était marié le 3 février 1913, avec Marie Renaud elle aussi de Saint-Maurice.

Le plus jeune des soldats vient d'avoir 20 ans, il s'appelle Alfred Antoine Coudert, il est né à Ussel le 20 octobre 1897 d'une famille de cheminot. Il a été affecté au 107e régiment d'infanterie basé à Angoulême. Ils sont six jeunes soldats limousins à avoir fêter leur vingtième anniversaire en cette année 1917.

Depuis la mi-novembre, leurs différents régiments ont été envoyés sur le front d'Italie. Les cantonnements ont été installés dans les tranchés du Grappa et autour de Monte di Malo le Quartier général du général Fayolle qui commande en Italie. Placé dans la réserve, le général Fayolle a repris du service à la déclaration de guerre. Pétain, nouveau commandant en chef nomme le 4 novembre 1917, cet Auvergnat qui vient d'avoir 65 ans.

Le 11 décembre le général italien Armando Diaz[2], accueille les troupes françaises et britanniques par un message qui est reporté sur le JMO[3] du 50e RI : *J'adresse le salut des armes italiennes à nos alliés de France et d'Angleterre promptement accourus parmi nous et aujourd'hui en ligne à nos côtés*.

Mais les soldats mobilisés depuis si longtemps n'entendent pas les mots du général italien. Car ce 11 décembre 1917, dans chaque régiment, les permissionnaires saluent leurs compagnons. Ils partent pour 15 jours. Retour en France pour passer les fêtes de Noël en famille. À l'année prochaine !

Direction Bassano où un train doit les conduire à Modane. Engoncés dans leur capote d'hiver, une centaine d'officiers, et quelques 900 sous-officiers et soldats se retrouvent le 12 décembre au matin sur le quai de la gare italienne. Plus d'un millier d'hommes sont ainsi rassemblés. Leur première permission depuis leur arrivée en Italie. Un voyage de plus de 500 km parcouru à petite vitesse. Bassano, Bergame, Milan, Turin puis la traversée du Tunnel du Mont-Cenis, long de presque 14 km inauguré au lendemain de la guerre de 1870. De l'autre côté ce sera la France, dans la nuit, et l'arrivée en gare de Modane.

Une foule de réservistes mariés et soutiens de famille

La plupart des permissionnaires sont réservistes, rappelés sous les drapeaux après un premier temps de service militaire. Ils sont 24 dans ce cas parmi les Limousins qui mourront le soir même avant d'arriver à Saint-Michel-de-Maurienne. Parmi eux, il y a 14 hommes

1 Fey-en-Haye est un village de Meurthe-et-Moselle qui s'est retrouvé entre les lignes françaises et allemandes en 1914. Le village a été totalement rasé. Il a été reconstruit à un kilomètre de l'ancien bourg. Il compte aujourd'hui moins de 100 habitants.

2 Chef de l'état-major de l'armée italienne, Armando Diaz (1861-1928) fut nommé en novembre 1917 en remplacement du général Luigi Cadorna, défait par les troupes austro-hongroises à la bataille de Caporetto du 24 octobre au 17 novembre 1917.

3 JMO : Journal de marche et d'opérations des régiments. Tenu au jour le jour, il est l'instrument de connaissance de ce que fut la vie au quotidien. Consultable sur le site de *Mémoires des hommes (SGA)*.



Carte postale 1914-1918. Coll. JJM.

mariés et deux soutiens de famille. Les autres réservistes ont été emportés par la tourmente de la guerre. À peine démobilisés, ils ont dû repartir, tandis que quelques autres ont enchaîné leur service militaire et les premières années du conflit. Ils ont plus de 25 ans, le plus âgé est Lucien Delmas, 2e classe au 1er régiment d'artillerie, 38 ans. Il est né 20 février 1879, à Aubusson dans la Creuse. Il a 15 ans de plus que la plus part des jeunes soldats qui l'entourent. Lucien Delmas vit à Roanne dans la Loire où il est camionneur. Marié depuis seize ans avec Louise Verrier qu'il a épousée à Aubusson. Elle était tapissière, elle avait 26 ans. Il venait d'avoir 22 ans. Il est parti faire son service militaire, mais il a échappé au service actif parce qu'il avait un « chevauchement des orteils », cela ne le gênait pas pour conduire, mais pour marcher c'était différent. Alors le conseil de révision de Guéret l'avait versé dans le « service auxiliaire ». Démobilisé en 1903, il avait quitté la Creuse pour la Loire et il vivait à Roanne quand la guerre a éclaté. Son statut lui a évité la mobilisation de 1914. Il a poursuivi son travail de camionneur jusqu'à ce 8 septembre 1915, où il lui a fallu quitter sa famille pour rejoindre le 1er RI basé à Grenoble.

Il y a aussi le 2e classe Léonard Redondin, marié le 9 mai 1912, avec Marie Anna Vaillot à Sarran. Il est né le 13 janvier 1880, à Égletons en Corrèze. Son père est scieur de long, sa mère Marie Bordas est sans profession. Le 1er août 1914, il a été affecté au 322e RA de Tulle puis il est passé 52e RA en qualité de 2e canonnier conducteur. Comme Guillaume Apolinaire, il est artilleur[4]. Et s'il avait connu le poète, peut-être aurait-il pu se retrouver dans la description qu'il fit du canonnier conducteur :

Les 3 servants bras dessus bras dessous
se sont endormis sur l'avant-train
Et conducteur par mont par val sur le porteur
Au pas au trop ou au galop je conduis le canon
le bras de l'officier est mon étoile polaire
Il pleut mon manteau est trempé et je m'essuie parfois la figure
Avec la serviette-torchon qui est dans la sacoche du sous-verge
Voici des fantassins aux pas pesants aux pieds boueux
La pluie les pique de ses aiguilles le sac les suit.

Adrien Biojoux est artilleur. Il est 2e canonnier, comme l'un des « trois servants » décrit par Apollinaire. Adrien Biojoux a 28 ans. Il est né à Cussac au Moulin de la Bregère propriété de sa famille. Il est le fils de Léonard Biojoux meunier du moulin installé sur la Colle. Léonard a eu 7 enfants. Adrien est né en 1889. Il a été appelé à l'armée en 1909 avec sa classe pour effectuer son service militaire. Puis la guerre est venue, la mobilisation générale a fait de lui de nouveau un soldat. Adrien est affecté au 52e régiment d'artillerie et se retrouve en Italie : 2e canonnier.

4 Guillaume Apollinaire, Recueil *Calligrammes*.

Adrien Biojoux pense qu'il va retrouver le Moulin de la Colle au bas du village de Cussac, entre le bourg et le château de Cromières. Avec les uns, puis les autres, il est monté dans ce train qui devait les mener jusqu'à Modane, puis à Chambéry. Ensuite il devra prendre un autre train jusqu'à Limoges.

Le train 612 est en gare de Bassano en Vénétie. Les soldats plaisantent, chantent, s'engueulent, parlent politique et se disent que la guerre a bien trop duré.

Adrien Biojoux et Armand Mornet artilleurs du 52e, se retrouvent sur le quai. Ils sont limousins l'un et l'autre. Mornet est creusois né à Boussac-Bourg son père y était sabotier lui est cultivateur. Il n'est pas grand Armand Mornet, 1,63 m, le cheveu châtain, les yeux gris, mais il est courageux. Son livret militaire précise qu'en avril et mai 1916, *il a fait preuve du plus grand courage au cours des ravitaillements de nuit exécutés sous le feu et a donné le plus bel exemple à ses camarades a réussi à sauver plusieurs chevaux embourbés*. Il a obtenu la Croix de guerre le 1er juin 1916.

Le train 612 s'ébranle en direction de Modane. Deux locomotives ont été attelées. L'une en tête de train, l'autre en queue. *Le 612 est formé de 17 voitures et de 2 fourgons. À l'exception d'un fourgon de queue français, toutes les voitures sont italiennes, et plusieurs locomotives tracteront ce convoi jusqu'à la frontière. Ces permissionnaires français sont les soldats de deux divisions, la 46e et la 47e, qui viennent de se battre dans la plaine de la Piavre. Les deux divisions étaient venues en renfort pour sortir le général italien Cadorna de la situation difficile où il s'était trouvé face aux armées austro-allemandes menaçant toute la Lombardie*[5].

Les Limousins qui vont mourir en cette nuit du 12 au 13 décembre 1917 appartiennent à tous les régiments présents en Italie. L'infanterie est dominante avec les 50e, 78e, 107e, 108e, 126e, 138e et 140e régiments d'infanterie, au total 24 des Limousins sont fantassins. Et puis il y a les artilleurs avec les 1er, 34e, 52e et 112e régiment d'artillerie. Il y aussi le 8e régiment de génie avec le soldat André Mas de Saint-Yrieix la Perche qui devait fêter le 29 décembre avec sa famille son 23e anniversaire, et le soldat Émile Sejotte de Saint-Martin le Mault, lui le réserviste qui du haut de ses 37 ans voudrait retrouver sa famille et son Limousin.

Enfin, il y a le seul chasseur comptabilisé parmi les morts limousins du train des permissionnaires : Léonard Monteil un corrézien de Bar (arrondissement de Tulle), qui a fêté son 26e anniversaire en Italie, sans même s'en apercevoir. Alors que le train 612 était en perdition, le chasseur à cheval Léonard Monteil a du se souvenir du 19 novembre 1917. Ce jour-là, son régiment circulait entre Briançon et Gap en route vers l'Italie.

En cours de route avant la descente vers Gap, le train emportant le 4e escadron se rompt en deux tronçons. Grâce à l'intelligente initiative du brigadier Malfaut et du chasseur Roche qui ont fait exécuter la sonnerie « halte » par le trompette de garde, un accident grave a pu être évité[6]. Mais toute sonnerie était inutile en cette nuit du 12 au 13 décembre à l'entrée du défilé puis du pont métallique de La Saussaz.

En revanche Léonard Monteil n'a pas oublié le 22 novembre 1917, jour anniversaire de sa naissance, car ce fut le jour de l'arrivée en Italie du 21e régiment de chasseurs à cheval. Cantonnement autour de di Mola. Le 9 décembre, le lieutenant Barbier de Escoët, officier de son régiment, est remis à la disposition du Ministre et dirigé sur le dépôt de Limoges. Un limogeage en règle comme l'ont été plusieurs généraux dès 1914 sur décision du général Joffre alors général en chef. Sa mise en route est prévue pour le 10 décembre. Il partira en même temps que les permissionnaires. En même temps que le jeune Léonard Monteil. Mais à Modane, il ne sera pas dans le train 612.

Modane. Il fait froid dans cette nuit du 12 décembre 1917. Les soldats sont descendus du train, le temps que le trafic se libère, que la centaine d'officiers montent dans un train plus confortable en direction de Chambéry. Le temps que passent, prioritaires, les trains de

5 Extrait de l'article de J.L. Chardans, *Historia* n°311, d'octobre 1972.

6 JMO du 21e régiment de chasseurs à cheval en date du 19/11/1917. SGA. Mémoires des hommes.fr



Survivants, paysans savoyards et sauveteurs rassemblés autour de la carcasse du train. (Photo FGAAC)

munitions et les trains de soldats partant au front. Le temps qu'une seconde locomotive vienne suppléer la machine de tête qui se retrouve seule pendant ces manœuvres.
L'adjudant Girard, mécanicien de cette unique locomotive pour un train trop long et trop chargé, a refusé de partir sans cette seconde machine qu'il sait indispensable pour rejoindre Saint-Michel-de-Maurienne. Il connaît la ligne et sait que le train ne peut rouler en sécurité dans les pentes trop fortes qui mènent vers la Maurienne. Trop de voitures, trop de passagers. Il faut deux locomotives. Mais l'ordre a été donné de partir et mettre fin à l'agitation née de la présence de ce millier de soldats en permission sur le quai et dans la gare de Modane.

Trains de permissionnaires vecteurs de mutineries

Le contexte politico-militaire de cette année 1917 portait en lui toutes les inquiétudes de la part de la hiérarchie militaire. Le printemps avait été marqué par des mutineries, qui s'étaient soldées par des condamnations et des exécutions « pour l'exemple ». Les trains de permissionnaires étaient particulièrement surveillés. Dans les gares, on crie : « vive la paix ! », « vive la Révolution ! »[7]. Sur un autre train, en juin 1917, les soldats permissionnaires qui rentrent du front ont écrit : « À mort Poincaré !8 ».
Si bien que l'état-major a décidé, pour mettre un terme, ou à tout le moins, limiter les désordres causés par les trains de permissionnaires, d'installer dans les gares des piquets de surveillance[9].
Le rôle de ces piquets de surveillance est difficile. Un témoin raconte *À la gare de Château-Thierry, le 8 juin 1917, des permissionnaires ont arrêté leur train, frappé des officiers dont un général. (...) Le train a été coupé en trois parties, le mécanicien a été chassé de la locomotive. Nous venons de passer la journée dans cette gare sans aucun désagrément, mais les fonctions de policiers ne nous conviennent pas. (...) Nous nous sommes demandés avec anxiété ce que nous devrions faire devant des rebelles, nos frères d'armes compagnons de souffrance de trente-trois mois, qui ont lutté si opiniâtrement et versé quelques fois leur sang. Tirer sur eux, le pourrions-nous ? Décidément non ! (...) Nous n'avons pas l'esprit cornélien. Nous souhaitons de tout cœur ne voir que des trains de permissionnaires assagis*[10].

7 *Les mutineries de 1917,* Guy Pedroncini, PUF, 1996.
8 *Les socialistes dans l'Europe en guerre,* sous la direction de Romain Ducoulombier, éditions L'Harmattan.
9 *Des mutineries à la victoire 1917-1918* , Victor Bataille et Pierre Paul, Éditions Robert Laffont, 1965.
10 *Journal d'un fantassin,* Louis Beaufils et Hippolyte Simon, p.240-241, L'Harmattan, 2007.

Selon des témoins, la scène qui s'est déroulée cette nuit là sur le quai de la gare de Modane, est à la fois surréaliste et tragique : *Je suis responsable du convoi... je ne partirai qu'avec une motrice derrière moi. Ce sont des wagons italiens. Déjà, l'autre mécano m'a signalé que les freins sont bricolés. je connais la ligne ; je ne pars pas*... L'homme qui parle ainsi, est l'adjudant Girard, mécanicien du train. La main sur la poignée de bronze de l'admission, il tient tête au chef de quai, aux gendarmes, à la patrouille. Décontenancé, un jeune lieutenant tente de négocier, de persuader. La machine promise est réservée à un convoi d'artillerie. Il n'est qu'un exécutant, c'est la guerre... Les poilus rigolent de l'incident. Alerté, le commandant de la gare sort du buffet en rajustant sa pelisse de fourrure. Il ne veut pas d'incident. Mille hommes qui reviennent du front après être passés par les estaminets, il a peur. Et, la pagaille en 1917, s'appelle une mutinerie. Voyant arriver le capitaine Fayolle, commandant du trafic, Girard espère enfin obtenir sa motrice de queue. Mais Fayolle ne veut pas perdre la face, il veut un exemple... - *Girard, c'est un ordre,* hurle-t-il. *Vous démarrez tout de suite, ou c'est la forteresse ! Compris ?* D'un geste las, Girard lance sa machine[11].

En 1917, il en était ainsi de la responsabilité des cheminots qui transportaient à travers la France de l'arrière aux frontières des milliers de soldats, allant ou revenant du front. Le mécanicien était un militaire et n'avait pas les moyens de résister à l'ordre donné par l'officier de régulation du trafic. Alors il est parti à travers les Alpes vers Saint-Michel-de- Maurienne et le défilé de La Saussaz.

En moins de 14,5 km se noue le destin des poilus permissionnaires. Quand le train s'est emballé, alors que Girard usait avec force de son sifflet pour faire actionner les freins, quelques soldats ont compris ce qui allait arriver. Dans un réflexe, ils ont sauté du train lancé à plus de 100 km/h... Leurs corps ont été retrouvés disloqués, le long du ballaste. Le train 612 enchaîne à une folle allure, les tunnels, les ponts, les virages. Il est bientôt minuit en cette nuit tragique du 12 au 13 décembre 1917. Il fait un froid glacial. Les chants des permissionnaires se sont transformés en cris d'effroi. Au kilomètre 121 les voitures sont stoppées net. Amas sinistre de poutrelles à l'approche du pont de la Saussaz. Les dix-sept voitures du train et les deux fourgons, détachés de la locomotive qui poursuit seule sa route vers Saint-Michel-de-Maurienne, se compactent par la vitesse et la force d'inertie.

Les voitures de bois s'enflamment, les soldats blessés ou vivants tentent comme ils peuvent d'échapper au brasier qui gagne l'ensemble de l'amas qui vient de se former entre voie ferrée et ravin. Amoncellement de corps transpercés par la ferraille, corps écartelés par la force de l'impact.

Le petit journal[1]
du 18 décembre 1917

Les obsèques des victimes

Modane le 17 décembre. – Les obsèques nationales des victimes de l'accident de chemin de fer qui s'est produit dans le département de la Savoie, dans la nuit du 12 et 13 décembre, ont eu lieu aujourd'hui en présence des ministres de la Justice et des Travaux publics.

Sur le passage du long cortège, les honneurs étaient rendus par des détachements d'artillerie, d'infanterie, des (...) italiens et des troupes britanniques.

Des discours ont été prononcés par M. Fayen maire ; M. Borel député ; le général italien Rostagno, et M. Nail ministre de la justice, dont voici le dernier adieu aux victimes :

Soldats de nos armées, ils ne sont pas morts les armes à la main. Mais hier, toujours depuis qu'ils ont tout abandonné pour le devoir, ils n'ont cessé de témoigner de la conscience la plus haute, de l'abnégation la plus sublime. Cent fois ils ont bravé la mort pour opposer un mur de fer à la rage impuissante de l'ennemi, s'efforçant d'ébranler nos lignes. Ils ont atteint l'héroïsme, ils sont morts pour la patrie.

1 Ce texte a été publié à l'identique dans le journal *La Croix* du 19 décembre 1917.

11 Extrait de l'article de J.L. Chardans dans *Historia,* n°311, d'octobre 1972.

À Saint-Michel et Modane, le sinistre décompte des morts et des blessés se déroule dans la nuit puis les jours suivants.... Combien étaient-ils dans ce train en surcharge ? Les corps affreusement mutilés, souvent inidentifiables, sont rassemblés sur un terrain adjacent au cimetière. Ils seront enterrés sur place. Avec une croix et un nom lorsque cela sera possible. Adrien Biojoux de Cussac, Léonard Blondeau de Coussac-Bonneval, Louis Eugène Chazette de Maison-Feyne, Alfred Antoine Coudert d'Ussel, Émile Faye de Sadroc, Jean Malagnoux de Le Lonzac, Armand Mornet de Boussac-Bourg et Jean Terrasson de Saint-Vaury ont été identifiés. Ils ne sont que huit sur les 39 Limousins du train 612 dont les corps ont été retrouvés.

Ils reposent aujourd'hui dans des tombes individuelles à la nécropole nationale de La Doua à Villeurbanne, après avoir été, dans un premier temps inhumés dans le cimetière de Savoie. Mais les autres, tous les autres, restes anonymes rassemblés dans des tombes du carré E, rang 4 de La Doua.

Au total 424[12] corps, ont été sortis de la ferraille et des voitures de bois calcinés, tandis que 267 soldats portés disparus ne seront reconnus décédés que le 14 décembre 1918, par une décision du tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne, parmi eux 135 corps avaient été enterrés sur place. 207 blessés ont été rassemblés dans une entreprise voisine transformée en hôpital de fortune, parmi eux beaucoup n'ont pas survécu. Il y a eu 183 rescapés.

Les morts, les blessés emportés à leur tour, les disparus, dont on sait qu'ils furent dans le train, mais dont aucun reste n'a jamais été retrouvé, tous un à un décompté, feront dire à la presse que le total des victimes fut sans doute de 675[13].

La censure fait silence

Mutineries, révoltes, mise en cause des politiques et de l'état-major militaire incapable de venir à bout d'une guerre qui endeuille tous les villages, toutes les familles, cette année 1917 est celle d'une indicible lassitude. Dans le contexte de cette terrible année, la censure militaire est promptement intervenue. Le secret militaire a été invoqué par les

Le petit journal

du 18 décembre 1917 sur une colonne en bas de page 3.

« Comment se produisit le déraillement du train ramenant des permissionnaires d'Italie »

(Du correspondant du Petit Journal)

Modane le 17 décembre. – Je suis autorisé seulement aujourd'hui à vous donner des détails sur le grave accident de chemin de fer survenu près de Modane la nuit du 13 courant. Le train militaire qui a déraillé, entre les gares de La Praz et Saint Michel à 18 kilomètres environ de Modane, étaient composé de 20 voitures italiennes de 1re et de 2e classe, et ramenait en France, comme on le sait des soldats malades et des permissionnaires.

La ligne de chemin de fer de Modane à Saint-Michel descend en très forte pente. À peine sorti de la gare de Modane, le convoi ayant subitement brisé la résistance des freins, se lança dans une course effrénée, vers la catastrophe. À 6 kilomètres de Modane, on le vit passer à la gare de La Praz comme un train fantôme. Le personnel de cette gare téléphona tout de suite à Saint-Michel pour que le train emballé aiguillé si possible vers des voies de garage. Mais, à un kilomètre avant la gare de Saint-Michel, la machine sortie des rails se détacha du train, et après avoir parcouru une centaine de mètres et alla se briser contre le talus[1]. Le tender, renversé sur les rails, obstrua le passage aux wagons qui montèrent les uns sur les autres et prirent feu.

1 Cette version est aujourd'hui partiellement contredite par le témoignage du mécanicien Girard et de son chauffeur comme nous l'avons vu dans le récit de l'accident.

12 En juin 1923, André Maginot, le ministre de la Guerre, a inauguré un monument en mémoire des victimes au cimetière de Saint-Michel-de-Maurienne. En 1961, les restes des victimes ont été transférés au cimetière militaire de La Doua à Villeurbanne. Le 12 décembre 1998, une stèle a été inaugurée sur le lieu dit La Saussaz.

13 À Modane chaque voiture du train 612, devait compter 65 soldats, soit un chiffre possible supérieur à 1 100 hommes. C'est cette estimation qui a fait dire à la presse suisse que la catastrophe à fait plus de 900 morts.



Une voiture du train des permissionnaires 612, après l'incendie. Photo FGAAC.

autorités françaises pour faire silence sur le drame. Il fallait se taire. La presse, soumise à la censure, sera extrêmement peu diseuse sur les causes et les conséquences de cette catastrophe.

Il faut se pencher sur les comptes-rendus des journaux[14]. *Le Figaro*, *Le Petit Journal*, ou *La Croix* de décembre 1917. On parlerait aujourd'hui « d'éléments de langage » fournis aux rédactions pour raconter les détails du déraillement. Mais en ces temps de guerre, le gouvernement informait la presse par « communiqués ». *La Croix* du 15 décembre 1917 titre : *Déraillement d'un train de permissionnaires venant d'Italie*. Puis le communiqué explique : *un grave accident de chemin de fer* s'est produit dans la nuit du 12 au 13 décembre. *Toute idée de malveillance doit être écartée... Le chiffre des blessés est assez élevé, on compterait malheureusement des morts. En raison de cet accident, un certain retard est à prévoir dans l'arrivée des permissionnaires d'Italie actuellement en route.*

Le petit journal du 16 décembre 1917 est plus précis sur la source de l'information. Sous le titre d'une colonne en page intérieure *le déraillement d'un train de permissionnaires*, le journal écrit : *on nous communique la note suivante : l'accident de chemin de fer qui s'est produit en Savoie, dans la nuit du 12 au 13 décembre est plus grave qu'on ne l'avait supposé tout d'abord. Bien que les travaux de déblaiement soient menés très activement, la circulation normale des trains, ne sera rétablie que dans la journée du 16 courant.*

Le gouvernement a décidé que la France, ne devait pas savoir. Mais il a considéré qu'il était de bonne politique de se faire représenter aux obsèques par les ministres de la justice et des travaux publics.

Que dit en fait ce communiqué : si *l'accident est plus grave* c'est qu'il est en fait très grave. À preuve la décision du gouvernement *de se faire représenter aux obsèques des victimes par deux ministres*. Il y a donc des morts puisqu'il y a obsèques. Mais le mot n'est pas prononcé dans le communiqué. Comme est tue le nombre des victimes. En revanche on se veut rassurant car on dit que les efforts de déblaiement vont permettre la *circulation normale* des trains le jour même... Comme si la chose était seulement envisageable. On se reportera aux photos de la catastrophe pour comprendre que le rétablissement d'une circulation normale devrait attendre de longues semaines.

14 *Le Petit journal* des 15 décembre 1917 et 18 décembre 1917, *La Croix* du 19 décembre 1917, *Le Figaro* du 18 décembre 1917.

Le Figaro du 18 décembre en page 2 sur une colonne relate : *les obsèques des victimes de la catastrophe* se sont déroulées la veille en présence notamment du garde des Sceaux M. Nail. *Le Petit Journal* du 18 décembre et *La Croix* du 19 rapportent un extrait du discours prononcé par le Garde des Sceaux.

Pendant cinq jours, et seulement cinq jours, la presse informera ses lecteurs par la publication de communiqués successifs. Ensuite on ne parlera plus, jamais plus, de la catastrophe du train des permissionnaires. Pendant ces cinq premiers jours, les articles ne seront jamais placés en « Une », mais toujours relégués en bas de page intérieure.

Ils seront au maximum, de quelques dizaines de lignes et sur une seule colonne. Puis le silence sera fait sur la plus grande catastrophe ferroviaire de tous les temps !

L'ensemble des JMO des régiments d'Italie seront, à l'exception du 52e RI, totalement silencieux sur l'accident alors même que de nombreux soldats et sous-officiers partis en permission le 10 décembre 1917, ne sont jamais revenus. L'objectif est de maintenir l'esprit combatif des hommes, rassurer les populations civiles et rassembler le pays derrière les chefs militaires et le gouvernement.

Le 31 décembre 1917, le JMO du 52e régiment d'infanterie publie la note suivante :

Ordre général n°101

Officiers, s/officiers soldats 1918 va s'ouvrir il faut que la lutte continue : le sort de la France l'exige. Soyez patients ; soyez obstinés Dans l'attaque, comme dans la défense vous avez montré ce que vous valez : chaque fois que vous avez attaqué, l'ennemi a reculé. Chaque fois qu'il a voulu passer, vous l'avez arrêté. Il en sera de même demain. La défaillance russe n'a pas ébranlé votre foi, que vient confirmer chaque jour le concours plus puissant des États-Unis. Vous avez la ferme volonté de vous battre autant qu'il faudra pour assurer la paix à vos fils, car vous savez que si le plus pressé réclame la paix, le plus persévérant en fixe les conditions. Je salue vos drapeaux, et, en vous adressant mes vœux les plus affectueux pour 1918, je vous exprime, une fois de plus, ma fierté de vous commander et ma confiance entière dans l'avenir. Signé : Pétain.

Tout au long de cette année 1918, le ministère de la guerre poursuivra sa macabre comptabilité des hommes disparus qui ne rejoindront jamais leur régiment. Par soustraction des hommes sortis des effectifs et non comptabilisés parmi les hommes tués aux combats, l'armée mettra plusieurs mois à établir la liste des 276 hommes pour lesquels le tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne considérera le 14 décembre 1918, que *la présomption de décès dans le train accidenté à Saint Michel de Maurienne est fondée*.

Un tribunal a été réuni en conseil de guerre pour juger, non les militaires responsables, mais six cheminots de la Compagnie des chemins de fer PLM. Ils ont été acquittés.

Il n'y aura donc eu, ni véritable enquête, ni recherche de responsabilités. Les victimes, de ce qui reste la plus grande catastrophe ferroviaire seront officiellement « Morts pour la France » !

*
* *

À Saint-Junien : après la mobilisation des hommes, les femmes mobilisées

Annette Bigaud

Ville industrielle de 11 500 habitants, Saint-Junien à l'ouest de Limoges, vit au début du xxe siècle, de ses mégisseries et de ses ganteries, de ses papeteries (fabrication du papier de paille et de sacs en papier) et d'activités annexes : lavage de laine, teinturerie... Elles emploient une main d'œuvre féminine nombreuse : sachetières, couturières de gants à la main ou piqueuses à la machine à l'atelier. Elles cumulent alors leur activité professionnelle, dont les revenus sont souvent considérés comme un salaire d'appoint, avec leurs obligations domestiques de femmes au foyer. Elles sont aussi couturières de robe, lingères, corsetières, chapelières, domestiques dans les maisons bourgeoises, cuisinières ou bonnes à tout faire comme on dit alors.

Dans le commerce, elles travaillent dans la boutique aux côtés de leur époux.

Le développement de l'enseignement public, des écoles primaires et supérieures, des cours complémentaires, l'attribution de bourses d'études ont permis aux jeunes filles de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine et rurale d'accéder aux emplois de la fonction publique. L'école primaire supérieure étant réservée aux garçons, c'est le cours complémentaire qui les prépare au concours d'entrée à l'école normale d'institutrices, passage obligé pour exercer dans l'enseignement. Le secteur privé en expansion recrute des secrétaires sténo-dactylos, disciplines enseignées à Saint-Junien dans un cours privé.

Les épouses et filles de notables, riches industriels et membres des professions libérales qui dirigent l'activité économique de la cité et la vie municipale, ne travaillent pas sauf à de nobles activités. Mme Teilliet, mère du peintre Jean Teilliet, plus connue comme musicienne et professeur de piano que comme le chef d'entreprise qu'elle fût dans les années 1860, jouit d'un grand prestige. Mlle Germaine Villoutreix, dont la famille possède le journal local, *L'Abeille de Saint-Junien* propose elle aussi des leçons de piano... et d'anglais. Ces dames et ces demoiselles ont reçu une éducation soignée, pour apprendre à être de bonnes maîtresses de maison, de bonnes épouses, de bonnes mères et de bonnes chrétiennes. Pour le salut de leur âme, sans doute, elles sont exclues de la plupart des débats proposés par le Cercle d'études catholiques. Celui du 4 juillet par exemple : est-il possible d'être, de bonne foi, un libre-penseur ? Elles sont admises à celui du 24 juillet : à quoi est utile le Cercle d'études catholiques ?

Elles s'investissent dans les œuvres caritatives. Mme Merle, née de Font-Réaulx, épouse de Auguste Merle, notaire et maire de la ville, est présidente du bureau de bienfaisance dont Mme Palant est trésorière. Mme Bramaud du Boucheron, née Pénicaud, originaire de Limoges et épouse d'un industriel associé à MM. Ménigault et Lhédet, fabricants de carton ondulé, visite les foyers ouvriers modestes. C'est sur son insistance que la petite Catherine Coiraud, née le 16 mars 1914, sera baptisée, elle lui donnera le prénom d'Anna, qui restera son prénom usuel. À la veille de la guerre, les femmes sont cantonnées dans leur rôle traditionnel, la mère et la ménagère et pour celles qui travaillent, dans des activités typiquement féminines : le textile, la domesticité, l'enseignement, la santé.

Les revendications des organisations féministes, dont celles prônant le droit de vote, souvent pacifistes, ont-elles eu un écho à Saint-Junien ? En tous les cas, celles-ci s'engagent résolument dans l'Union Sacrée, invitant les femmes, d'abord et avant tout, à faire leur devoir : servir.



Affiche de l'emprunt de 1918. *Elles servent la France.* Hommage au travail des paysannes.

Debout femmes françaises !

Le 7 août 1914, le président du Conseil et président d'honneur de la Ligue française du droit des femmes, René Viviani, lance, en des termes virils, cet appel aux paysannes, ouvrières agricoles, épouses de métayers ou d'exploitants agricoles dans de petites propriétés. Persuadé que la guerre sera courte, il juge que le pays a besoin d'elles : *Debout donc, femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la Patrie ! Remplacez sur le champ de travail ceux qui sont sur le champ de bataille. Préparez-vous à leur montrer, demain, la terre cultivée, les récoltes engrangées, les champs ensemencés ! ... Debout ! À l'action ! à l'œuvre ! Il y aura demain de la gloire pour tout le monde.*

Mission accomplie : le bétail réquisitionné pour le besoin des armées a été acheminé à Saint-Junien du 20 août au 23 septembre, en différents points de la ville, les récoltes engrangées, grâce au travail des femmes, des enfants, des vieillards, des bénévoles non mobilisés, des sans-emplois. Les institutrices en vacances se sont proposées pour soulager les mères de certaines tâches, comme la garde des enfants ou du bétail. À la fin de l'année, une grande partie des champs est labourée et ensemencée.

L'urgence est aussi de procurer des moyens d'existence aux femmes restées sans ressources après la perte du salaire du chef de famille mobilisé, ou la perte de leur emploi du fait du ralentissement voire de l'arrêt des activités industrielles.

Dès le 5 août, l'État a ordonné un moratoire sur les baux et les loyers et accordé aux foyers

plus démunis une allocation de 1,25 francs par jour et de 0,50 franc pour chaque enfant de moins de 16 ans.

À la fin de l'année 1914, le front se stabilise de la mer du Nord aux Vosges. La guerre sera plus longue que prévue et apparaît, après les mutineries de 1917, comme ne devant jamais finir. Guerre de tranchées, guerre de matériel, guerre industrielle qui mobilise toute les ressources matérielles et humaines de la nation. Meurtrière pour les hommes au front, elle est aussi éprouvante à l'arrière par les sacrifices et les angoisses qu'elle suscite.

Quel rôle pour les femmes ?

Aux femmes restées seules, la loi du 3 juillet 1915 permet d'exercer l'autorité parentale et d'agir sans autorisation maritale, à condition que la justice ait constaté l'urgence de l'affaire et l'impossibilité, pour le conjoint, de remplir sa mission. Une avancée juridique, certes, mais sous contrôle.

Dans la petite exploitation agricole, à la boutique, à l'atelier, elles remplacent le mari et les fils absents. À la campagne, le travail est dur, la main d'œuvre rare. Beaucoup d'épouses de métayers ne peuvent y suffire : atteler les bêtes, manier la charrue exigent une force physique qu'elles ne peuvent déployer. Beaucoup abandonnent la terre, la solitude et vont vivre avec les enfants chez leurs parents. Plus de loyer à payer mais elles y perdent leur indépendance.

Les femmes remplacent les hommes *à titre provisoire* (car tout le monde pense que la guerre sera courte) dans de nombreux secteurs de la fonction publique, de l'administration municipale ou du privé comme secrétaires, employées de bureau. À la mairie de Saint-Junien, le secrétariat est assuré par Mlle Gagne et des personnes de bonne volonté.

L'école et l'hôpital : deux domaines où la présence des femmes se renforce

Les institutrices, titulaires ou intérimaires, remplacent les instituteurs dans les écoles de garçons. Des professeures sont nommées à l'école primaire supérieure de garçons.

À la rentrée scolaire de 1916, Mlle Bénézech licenciée es sciences, (mathématiques générales, SPCN, minéralogie), est chargée de l'enseignement des sciences en remplacement de Mlle Prin, nommée professeure à l'école primaire supérieure de filles de Quimperlé. Leur présence et leur enseignement ne compromettent ni la discipline dans les classes ni la réussite scolaire des élèves.

En dehors de leur service et pendant les vacances, les institutrices s'impliquent lors des journées de recueil des dons, voire dans les travaux agricoles, gardent les enfants, donnent des leçons gratuites aux plus faibles Elles abandonnent 1/30e de leur salaire pour les œuvres de bienfaisance.

À l'hôpital, aux côtés des religieuses, les infirmières bénévoles sont, le plus souvent, des jeunes filles de la bonne bourgeoisie, formées et diplômées par la Croix-Rouge. Elles portent l'uniforme réglementaire à l'intérieur, une blouse blanche avec insigne, tablier en pointe boutonné sur la blouse, voile blanc brodé de la petite croix ; en ville, un voile bleu bordé de blanc et une longue cape de drap bleu foncé avec à gauche, une croix rouge et au-dessus, un groupe de lettres indiquant à quelle organisation appartient l'infirmière.

Le bel uniforme ne fait pas toujours l'infirmière, beaucoup démissionnent car le travail est ingrat, les tâches mal définies à la fois domestiques et thérapeutiques : soins et surveillance des blessés et des opérés, des malades (typhoïde, maladies vénériennes, tuberculose, grippe espagnole), stérilisation, préparation des pansements et des opérations. Elles vont découvrir ce à quoi leur éducation ne les avait pas préparées : les corps nus et le sexe des hommes, le sang, les déjections, le vomi, la souffrance, la mort...

Elles vont soigner des hommes du peuple et des hommes de couleur. Elles doivent être en bonne santé, propres, dévouées et obéissantes, calmes et de moralité irréprochable.

Rassurer et réconforter les blessés qui retrouvent en elles toutes les attentions de la mère, de l'épouse, de la sœur : elles sont les Anges Blancs popularisés par les cartes postales et les magazines. Elles ont contribué à changer l'image de l'hôpital et de la femme. L'exercice de la profession n'est pas sans risques, les maladies contagieuses ne les épargnent pas. Marguerite Merle, la fille unique du maire, en est la victime et doit se tenir éloignée un temps de l'hôpital.



La jeunesse des infirmières au service des blessés. Archives municipales de Saint-Junien.

Dans sa séance du 31 août 1917, le conseil municipal, reconnaissant, approuve l'attribution d'un insigne pour récompenser les infirmières des hôpitaux militaires et des formations sanitaires : en or pour celles qui ont 3 ans de service, en argent pour 2 ans de service, en bronze pour 1 an de service.
À la sollicitude des infirmières s'ajoute celle des visiteuses qui assistent aux pansements, font le courrier des blessés, expédient des colis pour les soldats du front ou les prisonniers... Ensemble, elles organisent des journées récréatives comme celle du mardi 17 août 1915 : organisée pour les blessés de l'hôpital par Mme Palant et Mlles Merle et Desselas en présence de tout le personnel. Elle débute par un discours de Monsieur le Maire, suivie d'une vibrante *Marseillaise*, chantée par l'assistance, accompagnée au piano par Marguerite Merle. Les artistes locaux se produisent ensuite dans les œuvres du répertoire ou des récits patriotiques.
Des idylles se nouent parfois entre visiteuses et malades, condamnées par l'opinion publique et par l'armée quand elles impliquent des coloniaux de couleur...

En dehors de l'hôpital, visiteuses, infirmières, institutrices animent de nombreuses œuvres philanthropiques et, avec les enfants des écoles très impliqués dans la défense de la patrie, participent aux quêtes destinées à leur procurer des fonds. Ces fonds sont aussi alimentés par des subventions, des souscriptions et des galas de charité. Leur destination et leur usage ayant donné lieu à des abus scandaleux, la loi du 30 mai 1916 place les œuvres charitables de guerre sous le contrôle d'une commission qui émet l'autorisation d'*utilité publique* et vérifie périodiquement les comptes. Une vingtaine de journées charitables sont organisées pendant la guerre : en 1915, *la Journée du 75*, la *Journée du Soldat, des Orphelins, du Poilu* et les journées locales comme la *Journée du Limousin*... Mais la générosité diminue avec la lassitude et les difficultés de la vie quotidienne. En 1917, *le mois des Tuberculeux* n'a eu qu'une maigre récolte.
Ces dames sont aussi des marraines de guerre. Qui aura répondu à la demande, le 7 octobre 1916 de ce *militaire sérieux sans famille*, Louis Ranson, 5e Escadron du Train, Meknès, Maroc ? Ou à ces sept jeunes pilotes de la 4e Cie du 1er groupe d'aviateurs de Longvic (Côtes d'Or) qui souhaitent de *réelles* marraines de guerre ?
Institutrices, infirmières ou épouses des employés communaux mobilisés ne connaissent pas, cependant, les difficultés matérielles dans lesquelles se débattent les femmes de la classe ouvrière.

L'activité économique reprend lentement

Malgré le départ de leurs ouvriers et de leurs cadres, les industries travaillant pour la défense nationale peuvent fonctionner avec une main d'œuvre restreinte : ceux qui restent, trop jeunes ou trop âgés pour aller aux tranchées et les affectés spéciaux. La ganterie, industrie de luxe, tourne au ralenti mais garde une clientèle étrangère ou aisée. Le chômage des femmes, en privant de ressources les foyers modestes, devient préoccupant. Sur injonction du préfet, la municipalité décide l'implantation d'un ouvroir, travaillant pour l'intendance de la 12e région militaire. Installé au mois de mars 1916 dans la salle du conseil municipal, l'ouvroir occupe, en mai, plus de 300 ouvrières sous la direction... d'un homme, M. Gaillard. En septembre 1916, le bilan est satisfaisant : dépenses 34 196,91 francs, recettes 34 241,18 francs, salaires versés 33 581 francs. Les ouvrières ont confectionné 3 372 paires de draps, 500 vestes en toile, 17 720 couvre-casques, 20 024 gamelles, 30 000 caleçons, des vestes et des pantalons en toile, des sacs de distribution, des enveloppes de paillasse, des paires de molletières, des bonnets de police etc... Pour ces bons résultats, M. Gaillard recevra une gratification de 500 francs. En 1917, 500 ouvrières sont inscrites, touchant un salaire de 10 à 80 francs par mois, jusqu'à 180 francs pour les plus habiles et 500 francs pour M. Gaillard.
Pas de munitionnettes à Saint-Junien pour faire tourner la machine de guerre mais à l'automne 1915, paraissent les premières circulaires ministérielles invitant les industriels à embaucher les femmes partout où c'est possible. En 1916, le général Galliéni fait appel aux femmes susceptibles d'occuper des emplois militaires, secrétaires et dactylos, cuisinières. Avis aux dames : le 15e RAC, replié de Douai (Nord) et installé dans les bâtiments du dépôt de remonte de Saint-Junien, recrute.
Mme Marguerite Bigaud, veuve avec un enfant de 8 ans, sera embauchée comme rédactrice-comptable.
Au mois de novembre 1917, l'usine de porcelaine Michelaud, au Pont-à-la-Planche est remise en service : une bonne nouvelle pour l'emploi. Travaillant pour la défense nationale, 120 ouvriers et ouvrières sont employés au façonnage de porcelaine pour la guerre : isolateurs, bougies pour moteurs, etc.

La vie quotidienne

Les classes populaires subissent de plein fouet les difficultés du ravitaillement et la vie chère, aggravée par une crise de la petite monnaie, et l'insuffisance des transports. Tout cela pèse sur les femmes, chargées de nourrir, vêtir, chauffer les familles. On manque de tout, charbon, pétrole, bois, électricité, papier, blé, produits alimentaires de première nécessité, sucre, farine, viande, café, œufs... Les pénuries s'aggravent en 1916 et 1917 alors qu'un froid rigoureux sévit ces hivers-là. Les causes en sont multiples : baisse de la production agricole, rupture des circuits commerciaux traditionnels, guerre sous-marine à outrance. S'y ajoutent les pénuries artificielles du fait des spéculateurs, intermédiaires, commerçants et paysans, profiteurs de guerre peu scrupuleux qui accaparent les denrées pour les revendre au plus haut prix. Malgré les réquisitions, bien payées au demeurant, la campagne s'en sort mieux que la ville où les entreprises sont menacées de fermeture, et la population de chômage.
Fidèle au dogme de la libre entreprise, l'État tarde à prendre des mesures de contrôle des prix. En 1915, un prix maximum est fixé pour la viande et le pain, l'affichage est obligatoire, les contrôles sont renforcés sur les foires et les marchés où des frictions opposent paysannes et ménagères. Pour les besoins domestiques, une carte de charbon est instaurée au début de 1917 ; en mars, un carnet de sucre : 700 g de sucre par mois et par personne, 500 g en août ; en août aussi, la carte de pain.
La ration de pain est établie en fonction des besoins hebdomadaires de la famille, selon l'âge des consommateurs. Viennent *les jours sans,* les pâtisseries fermées le mardi et le mercredi



Le tricot est considéré comme un devoir national. Dans les ouvroirs, dans les familles, les femmes confectionnent des chandails, des chaussettes, des mitaines, des bonnets... La laine est fournie par l'État et distribuée sur inscription des tricoteuses. Coll. A. Bigaud.

de chaque semaine, les boucheries fermées le lundi et le mardi. Les boulangers ne peuvent mettre en vente que du pain fabriqué la veille. Les repas dans les cafés et les restaurants se limitent à deux plats par personne. En août 1918, Clémenceau impose le rationnement généralisé : la carte d'alimentation devient obligatoire. La population est divisée en enfants (E), jeunes (J), travailleurs (T), adultes (A), vieillards (V). Seul le tabac n'est pas rationné. Le pain est vendu au poids et par fractions de une ou de plusieurs centaines de grammes : la ration varie de 500 g à 100 g pour les enfants de moins de 3 ans.
Économiser : c'est une exigence pour les pouvoirs publics... heure d'été, coupures de gaz et d'eau potable, réduction de l'éclairage public et des vitrines des magasins, suppression des séances de cinéma du dimanche soir et de la messe de minuit de Noël 1916. Pour les ménagères des menus de circonstance. Remplacer la bouillie dans le potage par de l'avoine décortiquée. Utiliser des ersatz comme la saccharine pour faire des confitures et quand c'est possible, organiser un petit élevage domestique de lapins et de volailles, cultiver un carré de jardin et... s'adonner à la maraude et la cueillette dans les champs ou les prés de la campagne environnante.
Autre mot d'ordre : produire plus devient un devoir patriotique. Jardins ouvriers et surtout, jardins scolaires doivent permettre d'assurer une partie de l'approvisionnement local en produits maraîchers. Ils ne donneront pas les résultats escomptés et seront vite abandonnés.

La grogne

Pénuries, réquisitions, paperasserie contraignante alors que de nombreuses femmes ne savent ni lire ni écrire et parlent mieux le patois que le français, hausse des prix, phénomène jusqu'alors inconnu... la grogne gagne les saint-juniaudes. Les propriétaires se plaignent du moratoire sur les loyers et les baux qui amputent leur pouvoir d'achat. Les clientes accusent les boulangers de ne pas donner le poids du pain qu'elles achètent. L'attribution de l'allocation pour les familles des mobilisés fait l'objet de récriminations et suscite des mécontentements vis-à-vis du maire qui se défend de tout favoritisme. Cette allocation a fait l'objet d'un grand malentendu. Elle n'était pas un droit pour les familles des mobilisés, mais un secours d'urgence pour celles dont le principal soutien était au front. Accordée par la commission cantonale avec beaucoup de largesse, il s'en est suivi un grand nombre d'abus. Les bénéficiaires n'étaient pas toujours les plus démunis.
Mais c'est contre la vie chère que les sachetières se mettent en grève en juillet 1915, réclamant une hausse de salaire de 20%. Avec l'arbitrage du maire, elles obtiendront 15%. Les gantiers obtiendront eux aussi satisfaction. Le 7 octobre, 200 à 220 gantières appartenant à 15 maisons se mettent, à leur tour, en grève. Le mouvement est mené par les épouses des anciens du groupe libertaire Germinal, actives au sein de la section féminine du Syndicat des cuirs et peaux. Les femmes peuvent se mobiliser plus facilement que les

hommes, que l'on peut envoyer ou renvoyer au front. La plupart d'entre elles travaillent à domicile, et les salaires sont inférieurs de 40% à ceux des hommes. Ce salaire d'appoint s'avère nettement insuffisant quand l'époux est mobilisé et que le chômage menace quand vient la morte-saison. À travail égal, salaire égal ! c'est l'une des revendications récurrentes. La grève dure 9 jours et se termine par un nouveau contrat de travail : le tarif de piqûre est unifié dans les 15 maisons ; le salaire des piqueuses passe à 3 francs 90, celui des couturières et des noircisseuses à 2 francs 75 pour 8 heures de travail. Au même moment, les sachetières gagnent 1 franc 40 à 1 franc 60 par jour. Sont-elles de bonnes Françaises ? Peut-on faire grève et revendiquer alors que le pays est en guerre ? Est-ce la rupture de l'Union Sacrée ? Ces premiers mouvements sociaux n'ont pas eu d'effet d'entraînement sur les autres corporations : les revendications sont restées salariales, leur satisfaction apportant la preuve qu'il y a, malgré la guerre, de substantiels profits et que l'arbitrage syndical patrons-ouvriers peut s'avérer efficace.

Le mécontentement persiste devant les difficultés de la vie quotidienne et la lassitude d'une guerre qui paraît interminable. En 1916, les ouvriers gantiers réclament des augmentations de salaire et, devant le refus des patrons, se mettent en grève le 8 août ; grève dure, menée par le Syndicat des cuirs et peaux où se retrouvent les anciens meneurs du groupe Germinal à l'origine des mouvements de 1904 et de 1905 dans la cité gantière. La grève va durer jusqu'au mois d'octobre, les jusqu'au-boutistes n'hésitant pas à afficher leurs opinions pacifistes en brandissant le *Populaire du Centre* et *L'Étincelle*, le *journal de la Fédération des métaux*. Le mouvement n'entraînera pas les autres corporations. Les dirigeants du Syndicat envisage alors des sanctions contre les non-grévistes, voire leur radiation en tant que membres de *L'union syndicale ouvrière*.

L'agitation reprend à Saint-Junien, le 6 janvier 1917. *Ce jour-là*[1]*, 400 femmes débauchées par un noyau d'une cinquantaine d'entre elles, se rendent en cortège devant la mairie. Elles sont une centaine à réclamer l'augmentation des allocations militaires* (…).

La majorité refuse de signer cette pétition et la manifestation dégénère en manifestation... pacifiste, ainsi que le rapporte le commissaire de police : *Durant un quart d'heure, la manifestation a été assez violente et le vestibule de la mairie où je me trouvais seul était sur le point d'être envahi... Les femmes du deuxième groupe, les plus exaltées, tenaient des propos des plus violents et parmi les vociférations, je distinguais les cris de « À-bas la guerre ! Vive la paix ! Qu'on fasse la paix !... » Ce n'est qu'à l'arrivée des troupes que l'ordre a pu être rétabli.*

Pour ramener le calme, le maire rappelle que *les attroupements sont interdits et que leurs auteurs peuvent être rigoureusement poursuivis*. Il les invite en conséquence *à éviter de stationner sans motifs dans les rues et de s'y livrer à des manifestations quelconques*. La Nation en armes réclame le maintien de l'Union sacrée, *N'oublions pas que l'ennemi du Droit, l'ennemi du Peuple, c'est-à-dire le Prussien, sème parmi nous les germes de désordre, qu'il nous écoute, qu'il nous guette. Haut les cœurs ! Et vive la France immortelle !*

Quelques mois plus tard, c'est toute la France qui sera secouée par de vastes mouvements de grève, tandis que des mutineries éclatent sur le front de l'Aisne et des refus d'obéissance dans de nombreux régiments d'infanterie.

Les gardiennes du foyer

Même si elles participent à l'effort de guerre, les femmes restent cantonnées dans leur rôle traditionnel de mères aimantes, épouses fidèles, infirmières compatissantes. Les féministes les encouragent à ne pas démoraliser les soldats en permission et à être des *semeuses de courage*. Chacun, chacune est dans son rôle : l'homme combat et défend la patrie ; la femme doit tenir, assurer la vie économique de l'arrière, la marche des affaires, l'entretien de la demeure et l'éducation des enfants.

1 Christian Dupuy, op.cit. p.181. Archives municipales de Saint-Junien.

La mobilisation s'est accompagnée d'une chute des mariages et des naissances. En 1915, le gouvernement autorise le mariage par procuration : le garçon mobilisé peut se faire représenter par un fondé de procuration spéciale. Mais les couples préfèrent attendre, pour se marier, les permissions qui seront mises en place au printemps 1915, avec le respect du rituel et du caractère solennel de la cérémonie. La reprise des mariages intervient à la fin de 1916 et 1917, avec une durée réduite parfois à moins d'une semaine entre la date de la publication des bans et celle de la cérémonie. Nombreux sont les artilleurs du 15e RAC qui épousent des *payses* réfugiées à Saint-Junien ou des Saint-Juniaudes.

En l'absence de parents décédés ou restés en zone occupée par les Allemands, les artilleurs du 15e RAC, doivent solliciter l'autorisation du procureur de la République.

Compte-tenu des circonstances, les mariages se font dans une discrétion toute relative comme celui de Mlle Merle avec M. Camille Ernest Robert de Masson de Saint-Félix, avocat et homme de lettres, demeurant à Treignac, mobilisé au 101e RAL et titulaire de la Croix de guerre. Les fiançailles ont été annoncées le 9 mars 1918, les bans publiés le 27 avril. Le 17 août 1918 le mariage a lieu dans la plus stricte intimité, mais une foule nombreuse se presse sur le parcours du cortège, de la maison familiale du boulevard Victor Hugo à la mairie, puis de la mairie à l'église, et dans l'église.

Le maire et père de la mariée a cédé son écharpe à son adjoint. À l'église, un mariage chrétien dans toute sa solennité, grand-messe chantée et dans une envolée telle qu'on n'en fait plus aujourd'hui, le curé-doyen en appelle dans un parallèle audacieux à Dieu, à la France, à Saint-Louis, à la reine Marguerite, son épouse... Retenons cet hommage rendu à la jeune épousée : *Il suffit de vous avoir vue au chevet de nos chers blessés, dans votre uniforme de la Croix-Rouge, pour apprécier vos soins assidus, pour deviner votre zèle, admirer votre délicatesse. N'avez-vous pas vous aussi payé votre tribut, en contractant une épidémie qui vous obligea à un repos forcé et vous tînt éloignée de votre champ d'action.*

C'est à l'Hôtel Laudouze qu'aura lieu le repas de noces dont on ignore le menu. Devenue Mme de Saint-Félix, Marguerite poursuit ses activités caritatives. Les 7 et 14 septembre, elle participe à deux concerts donnés au profit de la Croix-Rouge, de l'Union fraternelle de blessés de la Grande Guerre et des œuvres de bienfaisance de la ville avec, entre autres, son amie et témoin à son mariage, Mlle Meunier, premier prix de harpe du Conservatoire de Paris.

En Belgique, les jeunes filles ont décidé de se marier en noir tant que durera l'occupation allemande.

Il est un devoir auquel la femme doit se soumettre : garantir l'avenir de la famille et de la race. Depuis la fin du XIXe siècle, la baisse du nombre des naissances inquiétait les pouvoirs publics et les milieux catholiques à cause du risque de dépopulation de la France face à la vitalité démographique de l'Allemagne. Sous l'influence de médecins-puériculteurs, de leurs recherches sur la santé des mères et des nourrissons, la première loi sur la maternité est adoptée en 1909, accordant un congé de huit semaines à la femme enceinte, à sa demande et sans rémunération. Pas toujours assurées de retrouver leur emploi, beaucoup de femmes renonceront à cette possibilité, pénalisante sur le plan financier, peu adaptée aux ouvrières à domicile. Ces dernières travaillent jusqu'à la limite de leurs forces et reprennent leur activité juste après l'accouchement au détriment de leur santé et de celle du bébé.

Qu'en est-il des femmes non-salariées et privées de ressources ?

En 1910, les institutrices et les dames de la poste obtiennent deux mois de congés payés, à prendre avant ou après les couches. Le 17 juin 1913, la loi accorde aux femmes munies d'un certificat médical, le droit à un congé post-natal non rémunéré mais assorti d'une indemnité. Le congé prénatal est facultatif, le congé post-natal de quatre semaines pour les femmes salariées qui travaillent hors de chez elles est obligatoire. Il faut attendre 1917 pour qu'en bénéficie toute femme sans ressources et les ouvrières à domicile.



Carte postale : ***Je l'offre à la France.*** Archives municipales de Saint-Junien. Collection Jean-Claude Aréna.

À Saint-Junien, l'aide accordée par l'État est complétée par une assistance municipale, après examen des dossiers. Environ une vingtaine de demandes sont entérinées par chaque conseil municipal. Les non-salariées reçoivent un secours essentiellement municipal et une aide provenant de la *société d'assistance aux mères* et de l'*aide maternelle*. Elles sont admises gratuitement à la maternité de l'hôpital qui a mauvaise réputation, c'est le refuge des miséreuses et des filles-mères. Son image s'améliore grâce aux infirmières et aux soins donnés aux blessés, mais les femmes préfèrent encore accoucher à domicile, à l'aide du docteur, de la sage-femme ou d'une matrone.

La formation des sages-femmes est renforcée et elles doivent être titulaires d'un certificat d'aptitude pour exercer leur profession. En 1917, leur salaire est de 14 francs par mois. L'*aide maternelle* distribue lait et vêtements aux enfants du premier âge. Malgré ces mesures, la mortalité infantile reste élevée à la naissance ou pendant la première année du bébé.

L'aide de la municipalité aux familles ne se limite pas au premier âge de la vie. Pour les enfants plus âgés, elle propose les fournitures scolaires gratuites, émet des avis favorables pour les demandes de bourse ou de sursis militaire pour les étudiants. Elle maintient l'aide aux vieillards et aux infirmes, augmente les salaires des épouses des mobilisés municipaux, les subventions aux nombreuses œuvres d'assistance.

Toutes les demandes ne sont pas couronnées de succès : Madame B... n'a pas obtenu le soutien qu'elle demandait pour permettre à sa fille d'apprendre le piano et à son fils de suivre des cours d'anglais... Les institutrices remplaçantes vont bénéficier, à titre gracieux et provisoire, de l'indemnité de logement que ne touchent plus les collègues au front qu'elles remplacent.

Mais quelles sont ces belles familles françaises[2] que la presse locale cite en exemple ?

Celle de madame Veuve Fargeot de La Coquille qui, à 44 ans, a douze enfants de 27 ans à 18 mois, six garçons, trois gendres sont sous les drapeaux. À Louhans, les époux Bernard ont dix-neuf enfants de deux lits : seize fils et gendres sont mobilisés, un est prisonnier, deux autres vont partir... De même, à Gorre, M. Redon a quinze enfants, sept garçons, huit filles ; l'aîné est né le 3 mars 1890, le dernier le 26 février 1916. Trois sont mobilisés. *Toute cette famille est en excellente santé*.

Soulignons l'héroïsme des quatre soeurs Vatel : Marie, Hélène, Camille et Madeleine ont ravitaillé, au péril de leur vie sept soldats français cernés par l'ennemi à Fère-en-Champenois : *quatre sœurs, fleurs modestes de la belle race paysanne française*.

Elles seront décorées lors d'une revue et tout le régiment défilera devant elles.

Pour sauvegarder la race, il est essentiel de mener une politique en faveur de la famille. C'est ce à quoi s'emploient les associations natalistes et famillialistes qui se sont constituées avant la guerre : l'*Alliance nationale pour l'accroissement de la population française,* la *Ligue des fonctionnaires pères de familles nombreuses*, et surtout la très influente *Ligue populaire des pères et des mères de familles nombreuses*, complétée par les cercles d'études, très présents et très actifs à Saint-Junien. Les associations mènent des actions de propagande et de pression sur les élus, exigeant la justice fiscale en faveur des familles nombreuses, des allocations et l'amélioration des conditions de logement. L'adoption de la loi de 1913 en faveur des familles nécessiteuses, même si elle est loin de répondre à leurs demandes, va permettre l'essor du mouvement familial.

Pendant la guerre, d'autres mouvements vont se constituer, portant un projet global, moral et éducatif, social et souvent religieux. En 1916, *La Ligue pour la vie* veut *réveiller les consciences, le sentiment du devoir de transmission de la vie*, avec ce slogan : *Repeupler, c'est moraliser*. *La plus grande famille* veut faire reconnaître les droits de la famille et son rôle dans la prospérité de la nation. Avec *L'Alliance nationale* et la *Ligue des fonctionnaires*, elles vont former un *Comité central des ligues de familles nombreuses*. Le comité demande des allocations et une justice fiscale étendues aux familles nombreuses et pas seulement aux plus pauvres, le vote familial en nombre de voix élargi en fonction du nombre d'enfants pour les pères de famille, l'instauration d'une journée des mères, comme il en existe une aux États-Unis et en Angleterre. En 1917, les Américains en France célèbrent le *Mother's day*, placé sous le signe de l'œillet blanc.

Le mouvement entreprend une véritable croisade morale mettant en cause ceux qu'il juge responsables de la dénatalité : les célibataires et les fils uniques, la pornographie, le cinéma, les pratiques anticonceptionnelles. Contre l'avortement, il demande une pénalisation

2 Témoignages lus dans *l'Abeille de Saint-Junien*, *Les belles familles françaises.*

renforcée, la levée du secret médical, la surveillance des maisons d'accouchement, en appelle à la délation y compris de la part de celles qui ont eu recours aux *faiseuses d'ange*. Les organisations ouvrières sont méfiantes car ces propositions relèvent de la morale la plus traditionnelle, demandant aux pauvres d'être prolifiques, bons chrétiens, bons travailleurs, *méritants*, *dignes d'intérêt*. Elles rencontrent un écho favorable dans l'opinion, alarmée par la baisse de la natalité et le vieillissement de la population. Les médecins, les écrivains, les artistes, les enseignants, le clergé incitent à la procréation car le bilan humain de la guerre est catastrophique. Aux morts aux combats s'ajoutent ceux liés aux épidémies, typhoïde, tuberculose, grippe espagnole... La femme se doit de revenir à son rôle traditionnel : enfanter tandis que les hommes meurent sur le champ de bataille.

Les veuves de guerre

Le deuil est annoncé dès que le mort est identifié. C'est au maire qu'il appartient de prévenir la famille. Mme Bramaud du Boucheron a le triste privilège de recevoir la première visite de M. Merle : son époux a été tué à La Besace lors du repli de son régiment le 28 août 1914. Nous sommes le 19 septembre 1914. L'angoisse étreint la ville, qui accuse le maire de ne pas communiquer les informations qu'il est supposé connaître concernant les morts au combat. Il s'en indigne, met ses administrés en garde *au sujet de listes qui n'existe que dans l'imagination de personnes mal intentionnées ou mal renseignées. Il communique toutes les nouvelles aux familles dès qu'il les connaît lui-même*. Dès lors, c'est l'attente des lettres venues du front ou la crainte de la visite du maire. Celui-ci remplira plus de 500 fois son triste devoir, qui en fera un véritable oiseau de malheur.

Le soldat ou l'officier blessé, cela signifie, pour lui, l'hospitalisation et la convalescence loin du front s'il s'agit de la *fine blessure*. Sa famille peut lui rendre visite.

Louis Codet, blessé lors de la bataille de l'Yser en novembre 1914, est évacué sur l'hôpital du Havre. Il y mourra, dandy repenti, muni des sacrements de l'Église, avec à ses côtés, sa femme et sa belle-sœur : *Ne me pleurez pas, je meurs pour la France*. Édouard Delavie, blessé dans le même secteur, sortira de l'hôpital de Plancoët pour une longue convalescence au dépôt de son régiment à Mende, en Lozère.

Disparu... c'est ne rien savoir des conditions de son décès, du lieu de son inhumation, ou l'espoir fou qu'il est vivant, peut-être prisonnier en Allemagne, loin de la zone des combats. Si le cas est avéré, sa famille peut communiquer avec lui par l'intermédiaire de la Croix-Rouge à Genève, envoyer lettres et colis même contrôlés, et recevoir des nouvelles. Il y a des Saints-Juniauds au camp de Friedrichsfeld. Il peut s'évader ou être libéré dans le cadre d'échanges de prisonniers. Parfois, le miracle a lieu : le caporal Lestrade du 307e RI, porté décédé le 14 octobre 1914, et deux militaires du 7e de ligne, portés disparus depuis le 17 août 1914, sont prisonniers de guerre, l'un à Minden, les autres à Geissen.

Paul Veyrat du 147e RI, blessé aux Eparges, disparu depuis juin 1915, interné au camp de Darmstark, a réussi sa deuxième tentative d'évasion après quinze jours de marche à travers l'Allemagne... À Rochechouart, l'œuvre d'assistance aux prisonniers de guerre conseille les familles et les aide dans leurs recherches éventuelles. Pour nombres d'épouses, il faudra attendre l'après-guerre pour avoir la confirmation que leur époux ne reviendra pas.

Mort au champ d'honneur, Mort pour la France : la famille reçoit les citations, la croix de guerre, remises à la veuve ou à la mère du défunt lors des cérémonies officielles, devant les troupes du 15e RAC et les autorités civiles. Mais que sait-on des conditions de sa mort, de son agonie, de son inhumation ?

Rares sont les défunts qui peuvent être inhumés au cimetière de Saint-Junien. Louis Codet, dont le corps a été rapatrié ou les blessés décédés à l'hôpital de Saint-Junien ou cet artilleur du 15e RAC Alphonse Agez, accompagné par sa veuve et ses orphelins. Leurs obsèques solennelles, les services funèbres sont suivis par une foule nombreuse.



Deuil en Limousin, gravure de Jules Adler 1931. *L'impossible oubli.* Coll. particulière.

En 1915, M. Pallant, directeur d'école, et son épouse ont reçu cette missive réconfortante de la part d'un camarade de combat de leur fils : *Nous l'avons enterré ce matin, 16 avril, au petit cimetière de Bervicourt (...) Il a eu tous les honneurs (...*). Pour les plus modestes, c'est une simple transcription dans la liste de l'état-civil, et parfois un entre-filet dans *l'Abeille* qui rapporte les faits d'armes d' *UN BRAVE* et les citations qui l'accompagnent. Comment faire son deuil quand le rituel de la mort n'a pu être accompli ?

Individuel et privé, le deuil est aussi collectif et social. Il se manifeste lors des cérémonies religieuses ou civiles qui prennent toutes des accents patriotiques, accompagnées par les troupes et l'état-major du 15e RAC : fête de Jeanne d'Arc, la Toussaint, le Jour des morts et bien sûr, le 14 juillet, avec les discours convenus célébrant l'unité nationale, le sacrifice des soldats et la consolation que les chers défunts sont morts victimes du devoir, le courage des familles et l'assurance de la victoire finale, soit le triomphe du droit sur la barbarie.

Grand moment d'œcuménisme pour la cité, les Ostensions ont lieu en 1918, placées sous la protection des saints tutélaires de la ville : saint Amand et saint Junien.

Pour les femmes et les jeunes filles, le deuil se matérialise avec des habits noirs et un long voile noir. La tristesse envahit les lieux publics. La durée officielle légale du deuil est de dix mois, mais en fait, elle relève d'une appréciation personnelle, familiale, voire régionale. La veuve se trouve confrontée à de multiples problèmes, matériels et moraux. Problème d'héritage tout d'abord. Si le couple était marié sous le régime de la communauté, elle hérite de la moitié du bien commun, et l'usufruit partie des biens du mari. Si les enfants sont mineurs, la femme a droit à jouissance entière de la part leur revenant, mais sous la surveillance d'un subrogé tuteur. Cependant pour la majorité des femmes, il y a peu de choses dans l'héritage, et la perte du compagnon signifie la perte du gagne-pain que ne compense pas la maigre pension. Celle-ci est fonction du grade du mari, indépendante du nombre d'enfants. Relativement élevée pour les veuves d'officier (en 1916, de 933 francs à 5 250 francs), elle est dérisoire pour les femmes des soldats (375 à 563 francs soit 1 F ou 1,50 F par jour). Les veuves des fonctionnaires sont privilégiées car jusqu'à la fin des hostilités, elles touchent la moitié de la solde de leur mari.

En 1917, les enfants orphelins deviennent *pupilles de la nation* et à ce titre, reçoivent une allocation qui doit leur permettre d'obtenir une bourse d'études, des secours et des prêts.

C'est avec fierté que nous portons nos deuils (...) et ce serait les trahir que de songer à la paix, proclame le *Comité central des femmes françaises*. Un modèle s'impose, celui de la veuve éplorée, d'une conduite irréprochable, fidèle par-delà la mort, qui doit faire de ses fils des hommes courageux et de ses filles de dignes compagnes tels que le père glorieux les eût souhaités. Maurice Barrès invente le *suffrage des morts* pour *les femmes et les mères des héros (...) dignes de recueillir (pour la défense de leur famille et de la patrie) le bulletin de vote du soldat dont l'âme était pareille à la leur*. Sa proposition, qui n'est en rien féministe, ne sera pas adoptée (...).

Le contre-modèle ? Les veuves joyeuses à la conduite inconvenante, les prostituées. Afin de lutter contre l'alcoolisme et le racolage, les cafés sont interdits aux femmes et aux enfants, et ouverts aux militaires à des heures très précises. Pas de rideaux aux fenêtres. Pour avoir enfreint la loi, quatre débitrices bien connues dans la ville seront condamnées à de fortes amendes.

Il y a les très mauvaises Françaises, les espionnes, dont la forfaiture est punie de la peine de mort. *L'Abeille* rapporte longuement le procès et l'exécution de Mata Hari.

Existe-t-il des maisons closes à Saint-Junien ? La rumeur publique fait état de deux ou trois établissements clandestins.

En février et en mai 1916, le préfet de la Haute-Vienne rappelle au maire qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prostitution clandestine. La 12e région militaire à laquelle appartient Saint-Junien se classe au 3e rang pour les maladies vénériennes et au 5e rang pour la syphilis, sur les 19 régions existantes.

En 1918, brisant un tabou, Clémenceau demandera, à chaque région militaire, dans les villes de garnison, l'ouverture contrôlée de maisons closes. Un foyer du soldat accueillera au 42 rue Lucien Dumas en plein centre-ville de Saint-Junien, les artilleurs et tous les militaires de passage, en tenue, où ils trouveront de quoi faire leur correspondance.

Une ville triste ?

La guerre a entraîné la fermeture des salles de spectacle et, à Saint-Junien, de la salle de cinéma inaugurée en grandes pompes en avril 1914. Les deuils, la guerre qui n'en finit pas, la froidure des hivers rigoureux, les difficultés du ravitaillement font que Saint-Junien n'a plus le coeur à la fête. Mais il faut bien distraire les blessés et les convalescents, maintenir le moral de la nation, alimenter les caisses de solidarité. Aussi le gouvernement autorise-t-il, dès le mois de novembre 1914, la réouverture des salles de spectacle, pour la bonne cause. Les matinées de bienfaisance se multiplient, avec des artistes locaux ou des bénévoles, des

concerts de charité avec l'orchestre du 90e RIT qui interprète des œuvres du répertoire.
En octobre 1915, le casino de Limoges propose deux représentations extraordinaires de sa grande revue patriotique, *Retour du front* et *Le truc d'octave*, grand succès parisien. *Bien entendu, cette revue est parfaitement convenable. Elle ne contient aucun mot qui ne soit de bonne compagnie... Qui ne viendrait applaudir nos poilus dans des scènes vibrantes de patriotisme comme* Victimes de l'invasion, La marraine des poilus, Marche à la gloire, Des canons ! des munitions ! *et des scènes hilarantes* Vive Rosalie, Les tramways départementaux... Le mariage par procuration.
Le cinéma *L'Avenir* propose un drame patriotique en trois parties : *Mourir pour la patrie* et les actualités de guerre : *Nos soldats à l'embouchure de l'Yser*. L'édifiant *Le petit soldat de bois* aura sans aucun doute fait pleurer dans la salle obscure...
1917 semble marquer un tournant dans la volonté d'oublier la guerre. Progressivement, le cinéma va proposer des films de détente, mettant en scène les héros de romans-feuilletons, *Fantomas*, *Rocambole*, *Judex* et surtout des films américains à épisodes portés à l'écran par la société Pathé : *Les Mystères de New-York* (20 épisodes), *Les exploits d'Elaine*, *Le Masque aux dents blanches*, dont « l'influence détestable sur la jeunesse » est dénoncée par les bien-pensants. Chaque séance de cinéma comporte, outre le film principal, des *Actualités* et des reportages sur le front. Les bals qui avaient repris clandestinement sont interdits par le préfet jusqu'à la fin des hostilités.
La mode féminine reprend ses droits. Les couturières copient les modes de Paris diffusées par *Le Petit Echo de la Mode* dont la réclame est timidement réapparue dans *l'Abeille*. Toutefois, la mode évolue. Pour économiser le tissu, les jupes raccourcissent. Les robes sont à la mode-tonneau. Coco Chanel *invente* le jersey. Le corps se libère du corset mais celui-ci a la vie dure. Mlle Dhorne, de Limoges, se dit spécialiste des vêtements de deuil qui se porte avec élégance.
Les mères de famille, seules au foyer, travaillant six à sept jours par semaine, avec de maigres revenus, ne profitent guère de ce changement d'atmosphère. Saint-Junien reste une ville triste.
11 novembre 1918 : l'armistice enfin... Les réjouissances qui l'accompagnent vont être de courte durée. Dès le 13 novembre, les *remplaçantes* sont conviées à laisser leurs emplois aux hommes démobilisés, à se consacrer à leurs métiers traditionnellement féminins ou à retourner dans leur foyer pour enfanter des graines de poilus. Malgré les sacrifices et les peines endurés, les responsabilités assumées en tant que chefs de famille et chefs d'entreprise, elles ne partagent pas la gloire des héros des tranchées. Pas de reconnaissance officielle et de droits nouveaux politiques, juridiques, salariaux, elles n'ont fait que leur devoir. La déception est grande chez les féministes qui attendaient, par leur adhésion à l'*Union Sacrée*, des avancées en matière d'égalité des droits entre hommes et femmes. Mais la société a changé, un retour à la normale, comme avant la guerre, même pour les couples à nouveau réunis, est-il possible ?

*
* *

Les hôpitaux militaires en Limousin

Pascal Soula

Une impréparation totale

Les combats de l'été 1914, dès le début de la guerre, sont particulièrement meurtriers ; en plus des morts au combat, entre les mois d'août et de décembre, les services de santé de l'armée doivent prendre en charge 800 000 blessés et 300 000 malades. Or rien n'a été prévu pour prendre en charge autant de monde, la guerre était censée être courte. De plus, le fonctionnement des soins est encore proche de ce qu'il avait été lors de la guerre franco-prussienne de 1870. L'impression générale qui prévaut est celle d'une impréparation matérielle généralisée.

Les conditions de combat sont terribles. Pour la première fois dans l'histoire militaire de notre pays, le nombre de blessés est largement supérieur au nombre de malades et les services de santé doivent s'adapter.

Au cours des quatre années de guerre, la direction générale du Service de Santé aux Armées n'a de cesse de démultiplier les capacités de soins en prévoyant des solutions innovantes comme le recours aux civils avec la possibilité d'hospitalisation chez des particuliers.

L'organisation des secours

La prise en charge des blessés évolue au cours des quatre années de guerre. Au début, prévaut l'évacuation *à outrance* des blessés et malades vers l'arrière[1]. Selon la doctrine élaborée lors des conflits antérieurs, il s'agit d'évacuer des zones de combat et des formations sanitaires de l'avant le plus grand nombre de blessés en les dirigeant vers la zone de l'intérieur. Au cours des années, les formations de l'avant prennent de l'importance, afin de réduire les contraintes de transport.

À l'avant

Très rapidement, les secours sont organisés de la façon suivante :

- relève des blessés par les personnels de service de santé et application des premiers soins ;
- prise en charge par les postes de secours, établissement des fiches de diagnostic (fiche rouge = blessé évacuable/ fiche blanche = blessé non évacuable) ;
- transport vers l'hôpital d'évacuation (HOE : hôpitaux origines d'étapes) ;
- évacuation vers l'arrière via une gare régulatrice (Gray[2], Is-sur-Tille[3], Saint-Dizier[4], Troyes[5], Noisy-le-Sec[6], le Bourget[7], Creil[8], Dunkerque[9]) puis une gare de répartition (Limoges ou Brive pour notre région) ;
- répartition des blessés entre les différentes formations sanitaires de l'intérieur.

À l'intérieur

Un personnage joue un rôle essentiel dans l'organisation et l'équipement des formations

1 *Hôpitaux et blessés de guerre 14-18 du front vers la Corrèze* (catalogue de l'exposition des A.D. de la Corrèze).
2 Gray, chef-lieu de canton, arrondissement de Vesoul, département de la Haute-Saône.
3 Is-sur-Tille, chef-lieu de canton, arrondissement de Dijon, département de la Côte d'Or.
4 Saint-Dizier, chef-lieu de canton et d'arrondissement, département de la Haute-Marne.
5 Troyes, chef-lieu de canton et d'arrondissement, département de l'Aube.
6 Noisy-le-Sec, canton et arrondissement de Bobigny, département de Seine-Saint-Denis.
7 Le Bourget, canton de la Courneuve, arrondissement de Bobigny, département de Seine-Saint-Denis.
8 Creil, chef-lieu de canton, arrondissement de Senlis, département de l'Oise.
9 Dunkerque, chef-lieu de canton et d'arrondissement, département du Nord.



Groupe de convalescents dans les rues de Limoges, dessin d'Eugène Alluaud. AD 87 20 Fi 6.

sanitaires de l'intérieur : le directeur régional du Service de Santé. Le Limousin est particulièrement bien pourvu en établissements divers grâce à un maillage assez important des voies de chemin de fer (réseau de la Compagnie Paris-Orléans et tramways départementaux). À l'arrivée en gare de Limoges ou de Brive, les blessés sont répartis entre les différentes formations sanitaires de la région. Ces établissements se répartissent en deux catégories principales :

- les hôpitaux permanents parmi lesquels on compte les hôpitaux militaires, les hôpitaux civils, les hôpitaux mixtes (principalement des établissement qui existaient antérieurement) ;
- les hôpitaux temporaires mis en place en fonction des besoins ; ils comprennent les hôpitaux complémentaires, les hôpitaux-dépôts de convalescents, les hôpitaux auxiliaires, les hôpitaux bénévoles.

Ces hôpitaux temporaires connaissent une évolution au cours de la guerre, en fonction des besoins. Très nombreux au début du conflit, l'autorité militaire décide en octobre 1915 la fermeture immédiate des formations sanitaires d'une capacité inférieure à 20 lits. Dans l'année 1917 de nouveau, de nombreux autres établissements temporaires sont supprimés ou mis en réserve. Parallèlement, les formations sanitaires de la zone de l'avant sont augmentées et renforcées.

Ces hôpitaux temporaires sont installés de façons très diverses dans de nombreux établissements scolaires, dans des bâtiments religieux, dans des hospices, dans des locaux industriels. Dans certaines localités, des familles mettent à la disposition des autorités leurs maisons ou leurs châteaux.

Les établissements en Limousin

Selon leur typologie, les hôpitaux dépendent d'autorités différentes ; les hôpitaux complémentaires sont rattachés à l'administration militaire alors que les hôpitaux auxiliaires sont sous l'autorité d'une direction civile, un médecin généralement.



Le personnel et quelques patients de l'Hôpital temporaire N°11 de Limoges. AD 87, 46 Fi 13910 (Fonds Robert).

Un rapport du Service de Santé daté de 1916[10] donne les statistiques suivantes pour les villes limousines de la 12e région militaire :
- Limoges : 36 hôpitaux pour 4 256 lits ;
- Guéret : 4 hôpitaux pour 1 085 lits ;
- Tulle : 4 hôpitaux pour 691 lits ;
- Brive : 3 hôpitaux pour 1 294 lits.

Les hôpitaux complémentaires, sous autorité militaire disposent d'un médecin, d'un médecin aide-major, d'un médecin auxiliaire et d'étudiants en médecine ainsi que d'un nombre variable d'infirmières bénévoles, laïques ou religieuses.

Pour la Haute-Vienne, un rapport du préfet dénombre pour 1918[11], 65 hôpitaux dont 15 hôpitaux complémentaires, 2 hôpitaux auxiliaires, 40 hôpitaux bénévoles, 4 œuvres d'assistance aux blessés et convalescents et 4 hôpitaux américains.

Si les établissements importants sont situés dans les villes principales, on note la présence de petites structures dans certaines localités modestes. Dans ces communes, on a réquisitionné des établissements scolaires et des propriétaires ont mis leur maison ou leur château à la disposition, proposant parfois une seule chambre.

Dans tous ces établissements règne une discipline militaire très stricte. Les principes d'hygiène sont appliqués de façon rigoureuse. L'autorité attend de la part des patients une docilité totale aux soins. La même discipline est exigée du personnel soignant, notamment des militaires. À plus d'un titre, le médecin-chef a les prérogatives d'un chef de corps.

Si le dévouement des infirmières est indéniable, il donne cependant parfois lieu à des doutes sur leur motivation profonde, comme l'a évoqué le docteur Léon Jouhaud[12]. Certaines n'acceptent de soigner que des blessures, en prenant parfois des initiatives inappropriées, refusant d'apporter des soins aux soldats atteints de maladies vénériennes par exemple. D'autres méprisent les tâches subalternes qui font pourtant également partie de leurs missions. En fin de compte, les blessés gardent le plus souvent un souvenir ému de l'abnégation totale de ces infirmières, dont certaines laissent parfois la santé au service des patients.

Un article, accompagné d'un dessin d'Eugène Alluaud[13], est consacré aux Annamites, employés comme agents d'entretien dans les hôpitaux limougeauds. Ils seraient au nombre

10 Cité dans *Quand la Grande Guerres s'invite à Brive 1914-1917 Histoire de deux hôpitaux de l'arrière,* Jérémy Brunet, Pulim, 2014.
11 A.D. de la Haute-Vienne, 2R190.
12 *Souvenirs de la Grande Guerre*, Léon Jouhaud, Pulim, 2005.
13 *Le Courrier du Centre*, mardi 26 décembre 1916.

de 30 dans chaque établissement de la ville. Le journaliste les dépeint sur un ton léger, évoquant la recherche et la coquetterie de leur tenue ; le côté ingrat et obscur de leurs tâches est par contre tout à fait passé sous silence.

Des soins pour tous

Dès le début de la guerre, une circulaire ministérielle en date du 15 novembre 1914 préconise, dans la mesure du possible, le regroupement des blessés ou malades d'origine musulmane dans le même hôpital. Par contre, ils doivent s'y trouver en compagnie de soldats de troupes métropolitaines, afin de se rendre compte qu'ils ont droit aux mêmes soins. En Haute-Vienne, un camp leur est spécialement dédié à Nexon.

De nombreuses cartes postales représentent plaisamment ces soldats des troupes coloniales venus du Maroc, d'Algérie, d'Afrique occidentale, d'Afrique équatoriale ou d'Indochine. Ils font l'objet d'une curiosité certaine de la part des populations locales. Pour la première fois, l'empire colonial français apparaît ainsi de façon concrète aux métropolitains.

Il semble qu'il y ait eu de la part de soldats « indigènes » blessés ou malades (principalement nord-africains), une certaine résistance aux soins proposés. Ceux-ci constituent probablement un choc culturel violent pour ces troupes coloniales. De plus, les problèmes d'incompréhension linguistique ne simplifient certainement pas les relations avec le personnel soignant.

Le Limousin a également facilité l'implantation de plusieurs établissements réservés à des soldats des armées alliées. En Corrèze, on dénombre ainsi un hôpital militaire belge à Beyssac[14], installé dans la Chartreuse du Glandier et un « US camp hospital » à Beaulieu-sur-Dordogne[15], qui fonctionne de septembre à novembre 1918.

En Limousin, chacun des trois hôpitaux-dépôts de convalescents de Brive, Guéret et Limoges disposent d'un centre de physiothérapie[16] qui réunit les services de mécanothérapie et de radio-électrothérapie. Certaines méthodes de soins, à la limite du supportable pour les patients, nécessitent un contrôle très strict d'assiduité. Les refus de soins ne sont pas rares, comme le signalent les registres conservés. Effrayés à la perspective de rejoindre le front, certains blessés ou malades tentent de retarder leur guérison.

La mobilisation des milieux civils

En Corrèze, le préfet fait appel à la population par voie d'affichage[17] pour que les familles accueillent des blessés légers, afin de désengorger les hôpitaux.

Dans le courant de l'année 1915, à mesure que l'opinion publique comprend que le conflit risque de durer plus longtemps que ce que l'on pensait, les fêtes et manifestations au profit des œuvres de guerre se multiplient. La presse locale les annonce dans ses colonnes puis en donne le compte-rendu détaillé dans les jours qui suivent. C'est l'occasion à chaque fois d'entretenir le patriotisme de la population civile.

Les villes pourvues de théâtres programment régulièrement des concerts, sinon, ce sont des séances de cinéma ou représentations théâtrales qui sont données au profit des œuvres de guerre. Les séances se terminent souvent par une tombola.

Tout au long des années de guerre, les « journées » se succèdent : « Journée du Poilu, Journée du 75, Journée des Troupes coloniales, Journée française du Secours national, etc. »[18] Lors de ces journées, il est fait appel à des dons d'argent par des quêtes sur la voie publique ou de porte en porte, souvent réalisées par les enfants. L'argent récolté lors de ces manifestations sert à améliorer les conditions de vie des blessés soignés dans les établissements de la ville. Il permet d'acheter du linge, mais également du chocolat, du tabac[19].

14 Beyssac, canton de Lubersac, département de la Corrèze.
15 Beaulieu-sur-Dordogne, chef-lieu de canton, département de la Corrèze.
16 *Quand la Grande Guerre s'invite à Brive, op. cit.,* p 161.
17 A.D. de la Corrèze; R 418.
18 *Hôpitaux et blessés de guerre 14-18 du front vers la Corrèze*, op. cit., p 59.
19 *Le Populaire*, 10 juin 1915.

Les appels à la générosité paraissent souvent dans les journaux, les responsables font appel à la population civile pour des dons de linges, de légumes et de fruits qui permettent d'améliorer l'ordinaire des cantines des hôpitaux. Pour faire face au foisonnement des initiatives, la loi du 30 mai 1916 organise l'activité des œuvres de guerre qui doivent être déclarées devant la Commission départementale de Contrôle des Œuvres de Guerre[20]. Sont déclarées d'utilité publique les œuvres suivantes :

- La Société de Secours aux Blessés ;
- L'Union des Femmes de France ;
- L'Association des Dames françaises.



Zouave blessé au bras gauche, dessin d'Eugène Alluaud. AD 87, 20 Fi 10.

À ces trois associations s'ajoute la Croix-Rouge française, qui existait déjà depuis longtemps. Les comités participent aux obsèques des militaires décédés lors de leur hospitalisation par l'achat de couronnes mortuaires. De nombreuses associations professionnelles organisent également des collectes au bénéfice des œuvres de guerre.
Force est de constater qu'à partir de 1916-1917, une certaine lassitude semble gagner la population, notamment en milieu urbain. Les sacrifices endurés sont de plus en plus difficiles à supporter. Les dons sont de plus en plus parcimonieux. Dans certaines villes, on réclame aussi la restitution des locaux scolaires, transformés en hôpitaux, à leur usage initial, perdu pour certains depuis deux ou trois ans. Cet état d'esprit est aussi le reflet de la baisse de moral observée chez les combattants au même moment.

20 A.D. de la Corrèze, R 418.

*
* *

La Haute-Vienne, berceau du pacifisme ?

Philippe Grandcoing

Au printemps 1914, l'électorat haut-viennois avait massivement voté en faveur des candidats socialistes qui faisaient campagne contre la loi faisant passer de deux à trois ans la durée du service militaire. Quelques semaines plus tard, Limoges avait accueilli un grand meeting pacifiste alors que l'Europe était sur le point de s'embraser[1]. Pourtant, comme sur le plan national, les socialistes locaux s'étaient très vite ralliés à la politique d'Union Sacrée et la mobilisation générale s'était déroulée dans le calme[2], quoique sans enthousiasme ni élan belliqueux. Dès le 6 août, Paul Faure, rédacteur en chef du *Populaire du Centre*, écrivait : *maudissons-la* [guerre] *de tous nos cœurs qui saignent, maudissons-la de toutes nos angoisses d'aujourd'hui, de toutes nos douleurs et de toutes nos larmes de demain*[3]. Nul ne parle cependant de se désolidariser de la patrie attaquée.

Premiers craquements

En 1915 toutefois, apparaissent les premiers flottements dans l'appareil local de la SFIO. Léon Berland, alors secrétaire fédéral départemental, se permet de dénoncer le *jusqu'auboutisme* de son parti et demande à ce que l'on se montre attentif à toute rumeur de paix. Le 9 mai, un texte signé de Léon Berland, Paul Faure, Adrien Pressemane, Sabinus Valière et Jean Parvy[4] affirme, au nom de la fédération départementale *espérer la fin de la guerre […] dans l'intérêt du socialisme, de la patrie, de la classe ouvrière*. On attend alors du parti qu'il *ne désavoue aucune des tentatives qui pourront être faites par des sections socialistes d'autres pays pour rechercher les moyens d'en finir avec cette boucherie effroyable où coule à flots le sang des innocents et des victimes*[5]. Désavoués par la direction nationale, les pacifistes hauts-viennois n'en continuent pas moins à défendre leurs idées, notamment en direction de leurs électeurs. Ils disposent pour cela des colonnes du *Populaire du Centre* dirigé par Paul Faure, lequel publie une série d'articles hostile à la guerre sous le pseudonyme de Pax[6]. Mais la censure se montre vigilante et de nombreux numéros paraissent avec des blancs. Les ciseaux d'Anastasie sont particulièrement actifs durant l'année 1916, la bataille de Verdun symbolisant aux yeux des socialistes locaux l'absurdité et la cruauté de la guerre d'usure.

Il est difficile de mesurer l'audience de telles idées dans la population locale. Il est également impossible de savoir si les responsables socialistes se sont fait l'écho des sentiments de leurs compatriotes ou si c'est leur propagande qui est à l'origine de la montée d'une opinion critique quant à la poursuite de la guerre. Toutefois, dès le printemps 1915, les autorités s'inquiètent de la lassitude observable dans certains milieux paysans. Le commissaire de police de Saint-Léonard se fait ainsi l'écho en 1915 du rejet croissant de la poursuite du

1 Voir Philippe Grandcoing « Le 1er août 1914 : comment les Limougeauds sont entrés en guerre ? », *D'onte ses ?*, n° 10, automne-hiver 2014, p. 25-28.

2 Sur ces aspects voir Jean-Jacques Becker, *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, PFNSP, 1977.

3 Cité dans *Pacifisme*, in Stéphane Capot et Jean-Michel Valade, *Limousin 14-18. Un abécédaire de la Grande Guerre*, Les Ardents éditeurs, 2008, p. 116.

4 Les trois derniers sont députés de la Haute-Vienne. Paul Faure, né à Périgueux, fonda le *Travailleur du Périgord* en 1906 avant de devenir le rédacteur en chef du *Populaire du Centre*. Il tenta, mais en vain, d'être élu député de la Dordogne à trois reprises avant-guerre.

5 Cité par Dominique Danthieux, *Le Département rouge*, Pulim, 2005, p. 229-230.

6 *Pacifisme*, op. cit., p. 117.

conflit chez *beaucoup de paysans […] très montés contre la guerre*[7]. Il semble qu'alors les milieux ouvriers urbains, pourtant plus politisés, soient plus en retrait dans l'expression de cette lassitude.

Lassitude dans les campagnes

Il n'y a rien d'illogique à cela. Les campagnes ont en effet payé un très lourd tribut humain et économique à la guerre. Certes, en tant que producteurs, les paysans ont pu bénéficier des hauts prix des denrées agricoles, mais cela ne saurait faire oublier que beaucoup ont dû réduire leurs emblavures en raison de la pénurie de main d'œuvre et de la réquisition des animaux de trait, chevaux et bœufs. En tant qu'épargnants, ils sont également victimes de l'inflation. Or à partir de 1915, la monnaie de papier se multiplie, notamment sous la forme des *billets de confiance* émis par les Chambres de commerce, faisant disparaître coupures de la Banque de France et pièces d'or et d'argent. C'est toute l'ancienne économie, basée sur la stabilité des prix et la confiance dans la monnaie, qui s'effondre.

Surtout, les campagnes ont été saignées par la guerre, particulièrement dans les premiers mois, les plus meurtriers du conflit. Il y a là l'origine d'un profond malaise. En effet, les ruraux, souvent sans savoir technique et sans diplôme, forment le gros des bataillons de l'infanterie. Les jeunes urbains sont plus fréquemment versés dans l*es armes savantes*, le génie, l'artillerie, moins exposées. S'y ajoute, à partir de 1915, le phénomène des affectations spéciales. Conscient des enjeux économiques alors que le conflit se prolonge et prend de plus en plus la forme d'une guerre de matériel, le parlement a voté en juin 1915 la loi Dalbiez qui permet d'affecter la main d'œuvre spécialisée alors sous les drapeaux à des industries travaillant pour la défense nationale. Bien évidemment, ce sont les mobilisés issus du monde ouvrier qui en ont prioritairement bénéficié, d'où le sentiment chez beaucoup de ruraux que les campagnes payaient pour les autres *l'impôt du sang*[8].

S'y ajoute localement l'importance de la figure du député Adrien Pressemane. Âgé de 35 ans au début de la guerre, il a participé aux premiers combats avant de retourner siéger sur les bancs de l'assemblée. Profondément traumatisé par son expérience des combats, il n'a de cesse, à partir de 1915, de militer pour une issue rapide au conflit. Issu du Limoges populaire et ouvrier – il est lui-même peintre sur porcelaine – Pressemane va réussir son implantation dans la seconde circonscription de Limoges au cours des années 1910, grâce à son authentique charisme et ses talents d'orateur et d'organisateur. Il sillonne sans cesse les campagnes et se rend populaire auprès des paysans de sa circonscription qui couvre les cantons de Laurière, Nieul, Aixe-sur-Vienne, Pierre-Buffière, Saint-Léonard, Châteauneuf et Eymoutiers. Lors de la campagne pour les législatives de 1914, il parvient à tenir meeting dans plus du tiers des communes. Au soir du premier tour, il est élu avec 58 % des suffrages exprimés et 43 % des inscrits, seul Léon Betoulle, candidat sortant à Limoges, faisant mieux. Par sa victoire, il met un terme au règne des notables radicaux solidement implantés dans les campagnes, à l'instar de la famille Tarrade à Châteauneuf[9].

La SFIO divisée

Adrien Pressemane bénéficie d'une aura croissante au sein de la SFIO durant l'année 1916 en raison de ses prises de position pacifiste. En effet, se structure alors la tendance favorable à une *paix blanche*, sans annexion ni indemnité de guerre. Elle s'appuie sur le renouveau encore timide d'une Internationale socialiste qui s'est manifestée lors de deux conférences en Suisse, à Zimmerwald en septembre 1915 puis à Kienthal en avril 1916. Au cours de cette seconde conférence, trois députés de la SFIO ont participé aux travaux qui se sont conclus

7 Rapport en date du 15 juin 1915, cité par Dominique Danthieux, op. cit. p. 231.
8 Sur ces questions voir Charles Ridel, *Les Embusqués*, Armand Colin, 2007. Plus de 300 000 mobilisés bénéficièrent de cette loi en 1915.
9 Dominique Danthieux, op. cit., p. 196-199, 205-208 et 219-224.

Adrien Pressemane mobilisé en août 1914 Libéré pour reprendre son mandat de député



Adrien Pressemane, député socialiste de la Haute-Vienne, est né le 31 janvier 1879, à Limoges, sous le nom d'Adrien Layet, fils de Marguerité Layet sa mère et de père inconnu.
Sa mère, veuve de Pierre Mazaud, est âgée de 32 ans demeure à Beaugaillard. Les témoins qui déclarent sa naissance le 1er février sont Adrien Baleynaud et Alfred Vincent porcelainiers.
La mention marginale qui figure sur son acte de naissance précise, que l'enfant *a été légitimé par le mariage de Martial Pressemane avec Marguerite Layet ses père et mère, le 17 novembre 1883* à Limoges.
Sa fiche militaire précise son signalement, Adrien Pressemane était en 1900 peintre en porcelaine et domicilié rue de Nénert à Limoges. C'est un garçon de 1,67 m, brun, au visage ovale. Son degré d'instruction générale est égal à 3, c'est-à-dire d'un niveau correspondant aujourd'hui aux études secondaires.
Une première fois ajourné pour faiblesse en 1900, il est reconnu propre au service en 1902 et est affecté au 63e régiment d'infanterie. C'est ce régiment qu'il rejoint le 14 août 1914 jusqu'au 1er décembre 1914, date à laquelle il est libéré *pour reprendre l'exercice de son mandat comme député*.

par un appel à la mobilisation des peuples afin de faire cesser la guerre. Il est à noter qu'ils sont élus de trois départements qui présentent bien des similitudes avec la Haute-Vienne : des départements majoritairement ruraux, mais avec des centres industriels importants et où le socialisme est fort bien implanté : l'Allier, l'Isère et le Vaucluse. Les trois députés, qui avaient agi de leur propre chef sans en référer à la direction de leur parti, sont désavoués par les autorités socialistes. Mais leur démarche déclenche un débat au sein de la SFIO.
Désormais, les minoritaires, partisans de la paix, s'opposent aux majoritaires qui veulent poursuivre l'Union Sacrée jusqu'à la victoire. Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, est le principal leader des minoritaires. Il dispose depuis mai 1916 d'un journal, le *Populaire*, imprimé à Limoges sur les presses du *Populaire du Centre*. Pressemane compte parmi les principales figures du mouvement. Le 7 août, lors du conseil national de la SFIO, il explique que *le socialisme national est la négation du socialisme*[10]. Au terme du vote, les minoritaires sont désavoués par 1 842 délégués contre 975. Toutefois, le courant minoritaire ne cesse de se renforcer. Il bénéficie du soutien d'une partie du monde syndical, puisque la même division s'observe au sein de la CGT. Autour de Merrheim, du journal *La Vie ouvrière* et de certaines fédérations (les Métaux, le Tonneau, l'Habillement, etc.) s'est aussi développé un courant pacifiste. À la fin de l'année, le congrès national de la SFIO témoigne de la montée des refus de la guerre. L'écart entre les partisans et les adversaires de la poursuite de l'Union Sacrée n'est que de 130 voix sur plus de 2 900 suffrages. La fédération de la Creuse a, elle aussi, rejoint les minoritaires. Toutefois, la direction du parti décide de maintenir sa participation au gouvernement. La rupture n'interviendra qu'en 1917. Mais déjà quelques députés avaient refusé de voter l'affichage d'un discours d'Aristide Briand. C'était se démarquer de la direction du parti.

10 Cité par Jean-Yves Le Naour, *1916, L'enfer*, Perrin, 2014, p. 313.

Les prémices de nouvelles ruptures politiques

Il est difficile de connaître l'état de l'opinion publique locale en cette année 1916. La censure règne, les libertés publiques sont toujours suspendues. Les Français savent que la correspondance peut être interceptée par les autorités. Globalement, il est sûr qu'il n'y a pas encore de contestation ouverte et organisée de la poursuite de la guerre. En revanche se dessine une critique argumentée de la conduite de la guerre par le gouvernement et du soutien par la SFIO de cette politique. On assiste donc bien aux prémices d'une crise morale et politique qui éclatera au grand jour en 1917.

En Haute-Vienne, au traumatisme vécu par les campagnes viennent s'agréger les scrupules politiques d'un groupe de dirigeants socialistes, la plupart appartenant à la même génération que les soldats au front et issus des mêmes milieux sociaux. Les convictions pacifistes internationalistes rejoignent ici la lassitude d'une partie des populations.

Il ne s'agit toutefois pas de défaitisme. Personne n'envisage la fin de la guerre au prix de la défaite de la patrie. Mais, après-guerre, lorsque l'heure des choix politiques sonnera et qu'il faudra trancher entre le maintien de l'Internationale socialiste qui avait renoncé à ses convictions pacifistes en 1914 et l'Internationale communiste auréolée du succès de la Révolution d'Octobre et de la sortie de la Russie de la guerre, beaucoup des militants et des électeurs de Pressemane feront le choix du communisme, sans doute davantage par pacifisme que par adhésion au marxisme-léninisme[11].

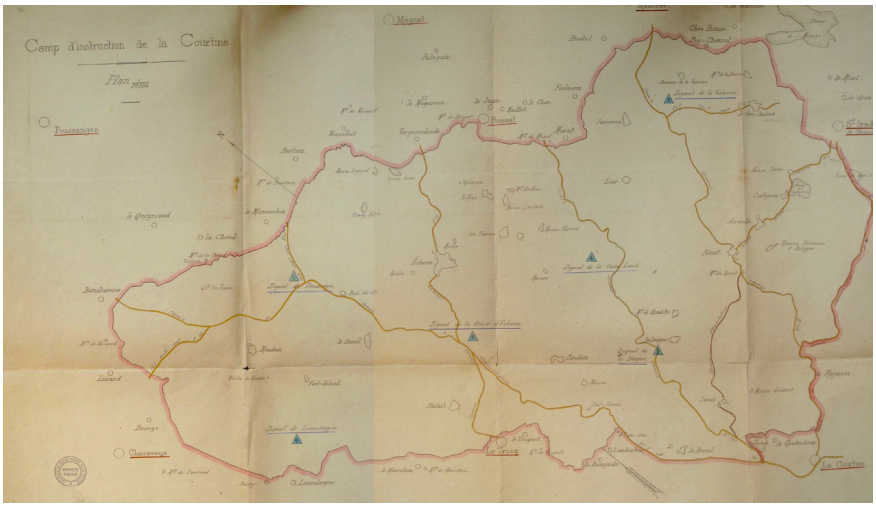
11 Voir Dominique Danthieux, op. cit., p. 245 et sq. et Laird Boswell, *Le Communisme rural en France. Le Limousin et la Dordogne 1920-1939*, Pulim, 2007. Pressemane, après l'échec de sa motion au congrès de Tours visant à préserver l'unité du parti, restera fidèle à la SFIO.

*
* *

Le camp de La Courtine entre population civile et occupation militaire

Bernard Bondieu
Philippe Grandcoing
Marianne Laplaud
Jean-Jacques Mauriat

Le camp militaire de La Courtine, voulu par les élus Creusois dès 1897 a été témoin de toute la misère et des contradictions du conflit. Il a vu passer des artilleurs français à l'entraînement, des populations étrangères rassemblées par crainte d'espionnage, des soldats russes divisés entre loyalistes et bolchéviques, des troupes américaines installées en campement provisoire.
Cette année 1917 porte témoignage de toutes les incompréhensions, de toutes les exactions, de toutes les misères qui se sont développées pendant le conflit.



Le camp militaire de La Courtine. A.D. de la Creuse.

Aux origines du camp

Le 6 octobre 1892, le conseil général du département de la Creuse qui a déjà par deux fois manifesté le vœu de voir se confirmer la décision de la création du camp, reçoit une nouvelle lettre d'attente du ministère de la Guerre.
Le général, chef de cabinet du ministre écrit : les études relatives à ce camp sont, en effet, poursuivies depuis 1897 ; elles sont aujourd'hui assez avancées pour qu'on puisse passer à l'exécution ; mais en raison de l'énorme dépense qu'elle occasionnera, il n'est pas possible, pour le moment du moins, de préfigurer de l'époque à laquelle il pourrait être donné suite au projet. En janvier 1899, le département de la Creuse s'impatiente, mais le préfet reçoit du ministère la même réponse, il faut attendre !
Le 24 juin 1900, le conseil municipal de La Courtine prend une délibération qui précise que depuis nombres d'années les études ont été menées. Ce faisant, le conseil municipal en appel au président de la République et au chef du gouvernement républicain pour qu'ils interviennent auprès du ministère de la guerre et des chambres et que la décision la plus

prompte intervienne en vue de la construction du camp de la Courtine, qui offre à la France et à la République son principal noyau de défense.
Enfin, le 8 décembre 1901, le président de la République Émile Loubet, signe le décret d'expropriation de la totalité des parcelles en ces termes : Est déclaré d'urgence, pour les besoins du service militaire, la prise de possession des parcelles de terrain non bâties permettant la création du camp de La Courtine.
Le 19 mars 1903, l'état-major de la 12e région militaire fait le point et constate que : le camp de La Courtine s'étend sur les territoires de neuf communes pour une surface totale de 6 200 hectares environ, qu'il servira à l'instruction des troupes de toutes armes pour un effectif de 12 000 hommes et 1 200 chevaux (...), que les constructions des voies et réseaux divers devraient se dérouler au cours de l'année 1903 et que le camp pourrait être occupé au printemps 1904 par une brigade d'infanterie, deux groupes d'artillerie et un détachement de cavalerie.
Qu'au printemps 1905 après les dernières acquisitions de terrains et la construction d'une ligne de chemin de fer entre La Courtine et Felletin ou Ussel, le Camp pourrait fonctionner normalement à plein effectif.

À l'été 1914, un camp d'internement des ressortissants des Empires Centraux

par Guy Marchadier



Population étrangère cheminant, avec valises et baluchons, vers le camp de La Courtine. Carte postale ancienne de Guy Marchadier.

La découverte de cartes postales nouvelles et inédites est toujours un événement pour un collectionneur et en l'occurrence quand celles-ci apportent un éclairage sur des périodes de l'histoire du département de la Creuse et l'histoire en général. Ces trois cartes expédiées du Camp de La Courtine le 13 août 1914 étaient destinées à des correspondants autrichiens.
Ces cartes ne sont pas parvenues à destination et portent côté correspondance les mentions : « RETOUR À L'ENVOYEUR » par un cachet de la poste et celle manuscrite précisant « Relations postales suspendues avec l'Autriche ». Les expéditrices en sont Marie Nusser et Marguerite Fischer dont les noms sont à consonance autrichienne, elles occupent la baraque n°5

chambre 13 dans le camp. *Nous ne savons pas quand nous reviendrons chez nous par la Suisse et peut être aussi par l'Italie nous sont fermés. Il faut avoir patience*. (...) *Nous nous portons bien. Priez la révérende mère qu'on me garde ma place à l'école si je ne pouvais être à Vienne au commencement de l'école*. Cette écriture dénote une bonne maîtrise de la langue française. Étaient-elles étudiantes en France ou enseignantes ? Côté vue, sur les trois cartes, on voit un cortège de gens en civil habillés comme des citadins portant des bagages et parmi lesquels on distingue outre les hommes nombre de femmes et d'enfants. Des soldats en armes sont visibles sur les clichés ainsi qu'un officier à cheval. L'énigme posée par ces trois documents trouve sa réponse dans les numéros d'août 1914 du *Courrier du Centre*.

N° du jeudi 6 août 1914

Au camp de La Courtine.

Un certain nombre d'étrangers doivent arriver au Camp de La Courtine le 7e jour de la mobilisation. Une partie de ces étrangers sera mis à la disposition des communes pour les travaux divers et notamment agricoles. Le maire prévient les habitants qui pourraient en avoir besoin d'en faire immédiatement la demande à la mairie. Il est à préciser que la participation de ces étrangers à des travaux agricoles ne trouva pas de suite pour des gens n'ayant aucune expérience en ce domaine.

N° du vendredi 14 août 1914

Le camp de La Courtine (Creuse) est affecté à l'internement de la colonie étrangère.

Samedi 8 août, par trois trains spéciaux, sont arrivés, pour être parqués au camp de La Courtine, onze cent quatre-vingt- onze étrangers, de toutes les nationalités: femmes, enfants, hommes.

Tous les habitants de La Courtine se sont massés à l'entrée de l'avenue de la gare au camp pour voir défiler cette longue théorie, vraiment pittoresque, composée de gens appartenant à toutes les classes de la société, revêtus de costumes variés. Les uns étaient richement habillés, les autres portaient la livrée de la misère.

Quelques-uns avaient à la boutonnière les couleurs françaises, quelques autres portaient des décorations étrangères. Des femmes tenaient dans leurs bras des enfants nouveau-nés; tous portaient riches et pauvres, de lourdes valises, qui semblaient peser lourdement aux bras débiles des femmes ou de gens paraissant peu habitués à transporter des fardeaux même légers. Cette foule hétérogène était encadrée de troupes françaises, des réservistes baïonnette au canon et fusils chargés à balles. La garde civile, nouvellement créée à La Courtine prêtait son concours à la troupe et à la gendarmerie pour veiller à l'internement des prisonniers dans les casernes du camp. Le défilé de la gare aux bâtiments militaires s'est effectué en silence et dans le plus grand ordre.

Aucun cri discordant n'a été poussé sur le passage de cette colonne, qui comprenait des hommes et des femmes de toutes les races reconnaissables aux traits du visage. Beaucoup des hommes semblaient être des commis-voyageurs. Les objets transportés par cette foule bigarrée appartenaient à toutes les catégories : valises, malles, ballots, instruments de musique, etc. Le sous-préfet d'Aubusson présidait à cet internement accompagné d'un sous-intendant militaire et d'autorités municipales. Ces étrangers vont être nourris par les soins de l'état : ils auront droit à 300 g de pommes de terre et 500 g de pain par personne et par jour. Ils seront soigneusement maintenus dans le périmètre du camp.

On nous annonce de nouvelles arrivées pour la semaine prochaine et il parait que le nombre des internés dépassera 2400 individus.

Cette conséquence de la guerre impressionne vivement la population courtinoise, habituée à voir des soldats circuler dans ses rues et non cette foule où toutes les races européennes, toutes les professions, toutes les situations sociales se mêlent dans une confusion pleine d'imprévu et de pittoresque.

N° du jeudi 15 octobre 1914
La Courtine. Au camp.
Comme nous l'avions annoncé, les Allemands et Autrichiens qui avaient été concentrés au camp au début de la guerre, ont été évacués ces jours derniers sur Agen (Lot-et-Garonne), Bergerac (Dordogne) et Ajain (Creuse).

Ce dernier article du *Courrier du Centre* fait état de l'évacuation du camp de La Courtine pour des destinations diverses. Certains iront rejoindre les bâtiments de l'ex petit séminaire d'Ajain qui deviendra pour la durée de la guerre « Camp de Concentration des étrangers » tel que le confirme le cachet du camp[1].

De juillet à octobre 1917 : Le soviet de La Courtine, le Tsar soutient la France

Bernard Bondieu

C'est en 1916 que le tsar de Russie envoie des troupes sur le front Ouest pour soutenir son alliée la France, en échange d'armes pour ses armées en difficultés sur le front Est. Compte tenu des effectifs, il semble qu'il s'agissait principalement pour le gouvernement Français, d'une opération visant à redonner confiance à des troupes occidentales épuisées et démoralisées. En fait, ce sont quatre brigades qui ont été mises sur pied à partir de janvier 1916 soit environ 40 000 hommes.
On parle alors de « rouleau compresseur » russe, susceptible de faire basculer le rapport des forces sur le front. Il semble que pour le tsar, il y ait eu aussi dans cette affaire un objectif de politique intérieure, celui d'éloigner des usines du pays des militants jugés un peu trop subversifs en cette période de grande agitation politique.
Cet épisode est évoqué par Léon Trotsky dans *Ma Vie*, lequel raconte comment l'arrivée du corps expéditionnaire russe a abouti à son expulsion de France en septembre 1916 : *il se trouva qu'en expédiant à la République Française des soldats russes, des détachements insignifiants qu'on disait symboliques, le gouvernement du tsar avait aussi mobilisé en toute hâte un nombre disproportionné de mouchards et d'agents provocateurs*. Quoiqu'il en soit, ce sont quarante mille hommes qui arrivèrent en France au printemps 1916, après avoir embarqué à Vladivostok en mer du Japon pour la première brigade partie de Moscou le 3 février 1916, et arrivée à Marseille le 20 avril, au terme d'un épuisant voyage de soixante-quinze jours.
Les trois autres brigades partirent du port d'Arkhangelsk, en mer Blanche, afin d'éviter les sous-marins allemands. Elles atteignirent La Rochelle en quinze jours après avoir navigué dans l'océan glacial arctique et la mer du nord. Cependant, l'acheminement de leur matériel prit un énorme retard et ces troupes ne furent finalement disponibles qu'au mois d'août. Les deuxième et quatrième brigades furent alors expédiées sur le front de Macédoine et seules restèrent sur le territoire français la première et la troisième.
Ce sont les hommes de cette première brigade qui furent les acteurs principaux des événements de La Courtine. Des études ont montré qu'ils étaient majoritairement d'origine urbaine, qu'ils savaient pour la plupart lire et écrire et qu'ils étaient considérés comme des éléments politisés. Il y avait entre ces hommes et leurs officiers un véritable fossé puisque le vieux maréchal Palitzine, commandant « suprême » des troupes russes en occident, était un des organisateurs de la terrible répression de la révolution de 1905. D'une manière générale, les officiers étaient issus des rangs de la noblesse tsariste honnie par les hommes du rang.

1 Documents rassemblés par Guy Marchadier, *D'onte ses* n° 8, automne-hiver 2013. Cghml-Limoges.

Il faut savoir que dans les troupes russes pouvait être pratiqué le châtiment corporel : les soldats indisciplinés étaient fouettés. Les troupes russes furent donc envoyées au camp de Mailly pour y être préparées à la guerre de tranchée en particulier à l'utilisation des masques à gaz. Les soldats seront tout d'abord engagés sur le front de Champagne, jetés en première ligne avec les troupes coloniales et subiront des pertes énormes. Ces premiers assauts vont rapidement contribuer à nourrir leur mépris pour les officiers prudemment installés à l'arrière des lignes pour mieux apprécier les effets dévastateurs de leurs tactiques.

Plus tard, ces hommes seront notamment engagés dans l'offensive Nivelle, au printemps 1917. Ce terrible épisode plus connu sous le nom de « Chemin des Dames » se révélera être l'un des plus grands désastres de cette guerre. D'énormes moyens en hommes et matériels avaient été concentrés. L'opération devait être décisive et entraîner la dislocation des lignes allemandes. Il n'en fut rien et les rêves de gloire du général Nivelle s'effondrèrent bien vite.

Côté français, ce sont plus de 100 000 hommes qui périrent en quelques jours pour un résultat négligeable. Le général, lui, ne perdit que son commandement et fut remplacé par Pétain, nommé « généralissime ». Ces cent mille morts venaient s'ajouter à la sinistre comptabilité ouverte depuis le début des hostilités : 360 000 morts en 1914, 320 000 morts en 1915, 270 000 morts en 1916 et 136 000 pour l'inutile offensive de la Somme.

À ce rythme, les ressources du pays en jeunes hommes étaient en passe de s'épuiser et « le moral » au front, mais aussi à l'arrière dans les faubourgs populaires et les usines, était profondément affecté.

Les soldats russes et leurs compagnons d'infortune des bataillons sénégalais furent particulièrement exposés durant cette offensive, avec pour mission, le 16 avril, de reprendre Courcy. Ils subirent de lourdes pertes du fait notamment de l'utilisation des gaz et de leur manque de préparation. Pierre Miquel, dans *Le Chemin des Dames* (Éd. LAP) parle de 5 000 morts en une journée. Il faut imaginer ce qu'était la situation de ces soldats russes, séparés de leurs familles par des milliers de kilomètres, condamnés à mourir par centaines sur des terres étrangères et pour des enjeux ne les concernant pas. Il faut imaginer leur état d'esprit alors qu'avant leur départ déjà, ils avaient côtoyé la fermentation révolutionnaire qui balayait la Russie. Il faut comprendre leur amertume à se retrouver contre leur gré engagés dans des affrontements meurtriers pendant que dans leur pays se déroulaient des événements considérables qui allaient bouleverser le monde et susciter un formidable espoir.

En effet, au printemps 1917, c'est le début de la révolution russe avec « les journées de février » (du 27 février au 12 mars) qui conduisirent le tsar Nicolas II à l'abdication. L'un des moteurs de ces journées avait été l'aspiration populaire à la paix immédiate. L'une des premières décisions des nouvelles autorités (gouvernement provisoire de Kerenski) fut justement de poursuivre la guerre. Dans ces conditions, le processus révolutionnaire ne pouvait que s'amplifier.

Le pays se couvrit de conseils ouvriers et paysans (soviets), instaurant progressivement une situation de double pouvoir avec une influence grandissante des bolcheviques (minoritaires). Ces événements parvenaient par bribes aux troupes russes engagées sur le front français et bien sûr le souffle de la révolution produisit là aussi ses effets. Des rapports de police signalaient l'activité « d'agitateurs » pacifistes dont Mecheriakoff, ainsi que la circulation dans les régiments russes d'un journal révolutionnaire *Natcholo* (Le Début).

La révolte

Le premier mouvement collectif d'indiscipline chez les soldats russes se produisit à l'arrière du front le 1er mai 1917, à Neufchâteau dans les Vosges où le contingent avait été replié, les officiers ayant perçu les premiers signes de lassitude et de résistance des hommes. À l'occasion d'une étrange revue militaire, l'immense foule des soldats se range encore par bataillons et compagnies, mais ils arborent des oriflammes rouges et des inscriptions sur

calicots « Vive les Soviets des soldats, à bas la guerre ! ». Le général Palitzine est conspué et les soldats disent leur refus de retourner au front.
Les comités régimentaires, qui avaient été mis en place sous l'impulsion de deux délégués du gouvernement provisoire de Kerenski et qui étaient contrôlés par la hiérarchie, furent boycottés par les hommes de troupe, les officiers perdant peu à peu leur autorité et leurs privilèges (droit de disposer d'une ordonnance et d'aller à cheval...). Un rapport du gouvernement provisoire russe parla alors de la publication dans la troupe de « bulletins de tendance léniniste ». Il s'agissait pour l'un d'entre eux d'une allusion à la « Déclaration des Droits du Soldat », parvenue de Moscou. Mais pour l'essentiel, les brigades se rassemblaient sous les mots d'ordre de « liberté ! » (contre les excès répressifs des états-majors tsaristes toujours en place) et de « retour en Russie ! ».
Une telle évolution des choses était intolérable pour l'état-major français, lui-même confronté à une considérable augmentation des cas de désertions, de fraternisations avec l'ennemi ou de rébellions face à des ordres criminels.
Dans son livre *La Grande Guerre*, publié chez Fayard, Pierre Miquel évoque cette période : « le 19 mai c'est le premier incident sérieux à Troyes. Les désordres continuent jusqu'au 5 juillet ; les drapeaux rouges fleurissent aux fenêtres, on chante l'Internationale dans les gares, on brise les vitres, on dételle les locomotives, dont on a vidé les réservoirs ». « Buveurs de sang ! Assassins ! Vive la Révolution ! », crièrent au général Bulot, venu les haranguer, deux mille hommes de la cinquième division française à Ville-en-Tardenois.
Partout ce furent des actes de résistance, des centaines de ces faits ayant été mis en évidence par les historiens. S'opéra alors la jonction avec « l'arrière » où, en mai, se déclenchèrent des grèves qui à Paris entraînèrent 100 000 ouvriers et ouvrières, contre la pénurie et la hausse des prix des denrées alimentaires. On parlait alors de « front intérieur » pour évoquer la considérable croissance des effectifs syndicaux : 200 000 à la Fédération des Métaux, contre 7 000 en 1914. Cette organisation appelait les ouvriers à s'unir contre la guerre avec leurs camarades Russes et Allemands (Pierre Miquel, *Le Chemin des Dames*).
Les mêmes causes produisirent les mêmes effets en Italie, en Grande-Bretagne, mais aussi en Allemagne. Le spectre de la Révolution hantait toutes les bourgeoisies européennes.
Les tribunaux militaires frappèrent alors avec la plus extrême brutalité, au service de leurs maîtres, « marchands de canons », qui n'avaient pas encore leur content de chair humaine. Il s'agissait parfois de fusiller pour l'exemple, y compris des innocents. Ce fut le cas dans l'affaire des six fusillés de Vingré et des quatre caporaux de Sovain. Il y eut aussi l'exécution sur sa civière d'un lieutenant blessé qui avait osé ordonner le repli à ses hommes après plus de 60% de pertes de ses effectifs. L'objectif était de terroriser pour poursuivre l'ignoble boucherie.
C'est le 26 juin 1917 que la première brigade russe, ainsi que deux bataillons de dépôts, arrivent à La Courtine. Leur effectif est de 10 300 hommes et 136 officiers. Le général Foch indique, dans une note, que cette brigade est la plus « contaminée », composée d'« ouvriers et de meneurs ».
Ces hommes refusèrent de rendre leurs armes qu'ils amenèrent avec eux dans le camp.
La troisième brigade arrive le 5 juillet, forte de 6 504 hommes et de 113 officiers. Cette brigade « semblait être d'un meilleur esprit que la première » (P. Poitevin : *Bataille au Centre de la France*). Il semble bien alors que le choix des autorités ait été, à défaut de rapatriement en Russie ou de reddition des insoumis, de pousser les troupes russes dans une lutte fratricide, pour rétablir l'autorité.

À La Courtine

Déjà aux prises avec ces difficultés, l'état-major décida d'éloigner les troupes russes du front afin d'éviter la contagion révolutionnaire et permettre la répression des éléments insoumis. C'est le sens d'un rapport du général Castelnau adressé à Foch. Le premier juin 1917, le



Soldats russes et troupes françaises en armes au camp de La Courtine.

ministre de la guerre Paul Painlevé décide d'envoyer ces troupes au camp de La Courtine à cinq cents kilomètres du front.
On peut penser que le site de La Courtine fut choisi du fait de son isolement au centre du pays, loin des grands axes de communication et de tout centre urbain d'importance.
Il est évident que la décision de mater la révolte, y compris par les armes, avait été prise et, qu'à cette fin, la plus grande discrétion devait être observée. De ce point de vue, La Courtine avait la configuration idéale. À cela vint s'ajouter une censure militaire particulièrement hermétique, qui ne laissera rien filtrer. À ce propos, notons que dans la presse locale, consultée aux archives départementales de la Creuse à Guéret, on ne retrouve la trace de ces événements que par un appel anodin des autorités à destination de la population, laquelle est invitée à signaler la présence de chevaux errants, qui ne sont autres que ceux des soldats russes, libérés par leurs soins avant la « bataille ».

Constitution du Soviet

De leur côté, les soldats de la première brigade, balayant les comités bidons mis en place par la hiérarchie et contrôlés par elle, organisèrent leur soviet (conseil). Ils constituèrent une milice pour maintenir l'ordre dans le camp, régler les conflits et veiller au respect des populations civiles. Les généraux et officiers russes furent rapidement déchus de leur commandement et expulsés. Le 22 juin (date russe), une assemblée générale de la première brigade adressa au monde la note suivante :
La seule ressource pour cela (pour retourner en Russie, ndlr), *c'est de s'unifier et catégoriquement refuser d'aller sur le front français* (...) d*onc, encore une fois, nous prions, nous exigeons et nous insistons qu'on nous renvoie en Russie. Envoyez-nous là d'où nous avons été chassés par la volonté de Nicolas le Sanglant* (...) *là-bas, en Russie, nous saurons être et nous serons du côté de la liberté, du côté du peuple laborieux et orphelin...*



Le Soviet de La Courtine, au centre le jeune soldat Globa considéré comme le leader du mouvement avec Baltaïs, Saraïkine et Kediaïev. Photo GB.

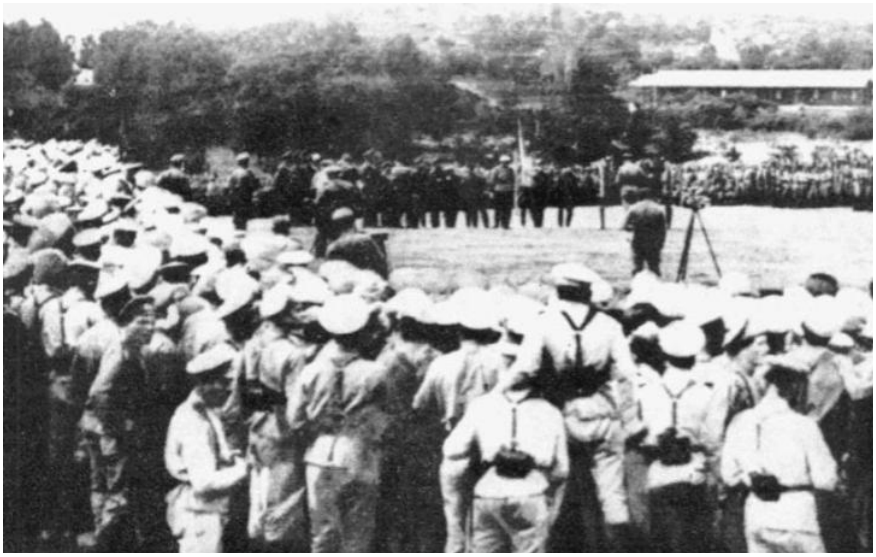
Un journal de la brigade fut créé, intitulé *Le Bulletin*. L'objectif jusqu'au bout restera pour ces hommes le retour en Russie. Le moyen sera le refus de toute préparation d'un éventuel renvoi sur le front, sorte de grève des armes, et la non-restitution de l'arsenal dont ils disposaient. Sous l'impulsion de trois marins russes qui, venant de Brest, avaient réussi à gagner le camp, le mot d'ordre des bolcheviques, « à bas la guerre ! », conforte la détermination des insoumis. La répression sera longue à s'organiser, juillet et août étant consacrés à des « négociations » dont le seul objectif pour le commandement russe était d'obtenir la capitulation des mutins. Les états-majors, à ce point coupés des réalités, avaient largement sous-estimées la capacité de ces hommes à rester unis ainsi que leur inébranlable volonté.

De son côté, le gouvernement français exerçait de multiples pressions sur le gouvernement russe. Le premier exigeait le rapatriement des brigades en Russie ou à défaut leur répression par l'état-major russe lui-même. Mais les autorités russes, confrontées au développement du processus révolutionnaire sur leur territoire, rechignèrent à rapatrier ces troupes, optant pour leur retour sur le front français après rétablissement de l'ordre dans le respect des engagements... du tsar déchu. Pour justifier la solution militaire du problème, on parla d'incidents, l'un d'entre eux étant pour les hommes de la première brigade de refuser le rétablissement de l'exercice.

Après diverses péripéties, le 8 juillet, la troisième brigade jugée « loyaliste » sera séparée de la première et installée provisoirement au village de Mendrin à huit kilomètres du camp. Finalement le onze, elle sera installée sous tentes plus au nord, à Felletin. Il s'agissait aussi de mettre ces hommes à l'abri de la sédition. Le général Zankévitch, commandant supérieur des troupes russes en France, effectua le voyage de La Courtine pour tenter de ramener la première brigade dans les rangs. On le vit exhortant les hommes à faire leur soumission, pendant que ceux-ci déployaient des drapeaux rouges portant des inscriptions révolutionnaires. La situation restera bloquée sans résultat, les soldats par l'intermédiaire de leurs porte-parole, Baltaisse, Filotov, Globa, ... exigeant leur retour en Russie, le gouvernement Kerenski s'y refusant.

Des troupes françaises furent envoyées en renfort et, le 31 juillet, le camp fut encerclé par des régiments en provenance de Tulle, Brive, Guéret, Limoges, Angoulême, commandés par le général Comby commandant la douzième région militaire de Limoges.

Le gouvernement français s'impatientait. Il somma les Russes de liquider cet abcès.



Rassemblement des différentes brigades russes au camp de La Courtine. Photo GB.

Le premier août, un ultimatum fut adressé par le général Zankévitch, avec expiration le 3 août à dix heures. L'épreuve de force se rapprochait. Le 12 août, la troisième brigade, de moins en moins sûre, fût transférée par train à Courneau en Gironde. 2700 hommes de cette brigade seront néanmoins débauchés et ramenés à La Courtine pour compléter le dispositif de répression mis en place par l'armée française comprenant déjà 5500 hommes.
La population civile de La Courtine fut évacuée le 13 septembre, sur décision du préfet de la Creuse. En fait, dès le début du mois, la décision d'affamer les mutins avait été prise. Les rations alimentaires, jusqu'alors fournies par l'intendance de l'armée française, furent réduites pour démoraliser et affaiblir la détermination des hommes de la première brigade. La canonnade reprend le 17 au matin.
Participent à l'offensive, encadrés par des « techniciens » français, les deux mille sept cents hommes « sûrs » de la troisième brigade auxquels s'ajoutent quatre cent hommes « volontaires » prélevés sur la deuxième brigade spéciale d'artillerie russe, stationnée à Orange et initialement prévue pour l'armée d'Orient. Par ces artifices, les autorités civiles et militaires françaises veulent réduire les événements de La Courtine à une simple affaire entre Russes et ainsi dégager leur responsabilité devant l'histoire. On peut aisément comprendre l'épouvantable et dramatique condition des hommes de la 1re brigade, décimés parce qu'ils ont refusé de poursuivre la guerre. Face à ce déluge de fer et de feu, ils se rendent en masse mais ne renoncent pas. On sait que des comités secrets survivent à la répression, incitant jusqu'au bout les soldats à exiger leur retour en Russie.

Le bilan

Le 19 septembre vers neuf heures, le problème de la révolte des soldats russes de La Courtine est militairement réglé avec l'arrestation des membres du Soviet, dont Globa, l'un des porte-parole. Celui-ci et quatre-vingt-un de ses camarades furent conduits à Bordeaux le 21 septembre, pour être déférés devant les juridictions militaires russes, lesquelles se seraient montrées impitoyables.
Il est facile de comprendre ce qui se cache derrière ces mots. La répression aura été à la hauteur de la panique qui a saisi les états-majors français et russe dans cette affaire.
Le bilan officiel de ces événements est de neuf morts et quarante-six blessés côté russe et un tué, un blessé côté français. Cela semble bien peu au regard des deux jours de canonnade,

(certains ont parlé de huit cents obus tirés en soixante-douze heures) et autres mitraillages qu'eurent à subir les insurgés. Ne perdons pas de vue que ces hommes étaient encerclés sur quelques hectares, affamés et statiques.

La répression

Conscients de leur isolement, du fait notamment de la censure, qui interdit toute diffusion d'information à leur sujet, les soldats de la première brigade s'efforceront jusqu'au bout de maintenir de bonnes relations avec les civils de La Courtine et de se lier à la population. Bien sûr il y aura quelques incidents, mais pouvait-il en être autrement, compte tenu des effectifs en cause? Pour leur part, les notables locaux, inquiets de la présence de ce ferment révolutionnaire à leur porte, n'auront de cesse de manœuvrer pour créer un climat d'insécurité et précipiter la répression. Affamés et encerclés, les soldats russes de la première brigade refusèrent néanmoins de se soumettre, et le 16 septembre à dix heures, l'ordre est donné d'ouvrir le feu contre eux. Ce sont notamment des canons de 75 mm qui entrent en action, au rythme semble-t-il d'un obus toutes les trente secondes ! Pendant que les mitrailleuses « balayent le terrain ».

Sauf à envisager l'inefficacité des moyens et des troupes qui leur étaient opposés, il est évident que les conditions d'un véritable carnage étaient réunies.

Laurent-Yves Giloux, dans une étude publiée par la Société des Sciences Naturelles et Archéologiques de la Creuse, conclut à la disparition de six cents hommes de tous les décomptes macabres qui seront faits lors de la dispersion ultérieure de ces troupes.

A. Ranvier, dans un article publié dans la revue *Le Peuple Français*, numéro 17, évalue le nombre des victimes à un millier, parlant de décimation à la romaine. Rentrés chez eux le 20 septembre, les habitants de La Courtine, dont les témoignages sont reproduits dans *Police Magazine* (L.-Y. Giloux), affirment avoir vu passer des wagons de chaux vive *destinée à combler les fosses, où furent alignés les cadavres.*

L'auteur de cet article, Émile Hennin, estime à deux mille le nombre des morts. André Obey, dans *Camarades Rousky*, revue de Paris, cité par L.-Y. Giloux, écrit : *on entendit dans la soirée* (du 18 septembre) *quelques feux de salves qui trouent le silence nocturne, sans doute des exécutions rapides, sans jugement. Il y a par moments des explosions de cris suraigus ; qui les poussent ? Et pourquoi ?* Dans son livre *Dix Jours qui ébranlèrent le Monde*, John Reed, évoquant ces événements, parle de deux cents mutins fusillés de sang-froid après la capitulation. Il est donc évident que le bilan officiel est une sombre farce et que la réalité a été autrement effroyable. Ceux qui auront échappé au massacre, seront pour deux cent quarante-neuf d'entre eux, déportés à l'île d'Aix (Charente-Maritime). Il y a parmi eux Globa, Baltaïs, Saraïkine et Kediaïev considérés comme les meneurs les plus dangereux à isoler du reste de la troupe impérativement.

Trois cents seront internés au camp de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme). Seulement deux mille des mutins de La Courtine répondront favorablement à la proposition qui leur est faite, de travailler en France pour trois francs la journée. Soixante « éléments » supplémentaires, jugés eux aussi dangereux, seront ultérieurement expédiés à l'île d'Aix.

En ce qui concerne l'île d'Aix, les hommes furent enfermés dans le fort Liédot, place forte voulue par Napoléon 1er pour défendre la côte mais rapidement recyclée en lieu de détention pour prisonniers politiques. Des communards (communeux) y furent internés en 1871 après la répression versaillaise. Du passage des Russes au fort Liédot on trouve plusieurs traces émouvantes. Tout d'abord une inscription gravée dans la pierre en alphabet cyrillique aux chiffres et aux lettres élégamment tracés qui nous disent « en 1917, ici il y avait des russes ». Ensuite ce sont trois tombes dans le petit cimetière de l'île. Il semblerait qu'il s'agisse là des tombes de trois russes qui se seraient noyés en tentant de s'évader à la nage.

Nous sommes alors en octobre 1917 et la révolution prolétarienne est victorieuse en

Russie. Dès lors le gouvernement français ne prend plus aucun ménagement, les soldats russes n'étant plus considérés comme des alliés mais comme des ennemis, les nouveaux dirigeants de leur pays ayant entamé des pourparlers séparés avec l'Allemagne pour une paix immédiate conformément aux aspirations du peuple. Le 9 décembre 1917, le général Comby annonce que tous les Russes restant à La Courtine doivent être expédiés en Afrique où les « Bats d'Af » les prendront en charge. Ne pourront rester en France que ceux qui accepteront d'aller travailler. Le 13 décembre, trois mille d'entre eux prennent donc le chemin de « Biribi », via Marseille.

De leur côté, les « loyalistes », pour mille sept cents d'entre eux, formeront la légion russe qui combattra à nouveau sur le front français, d'autres iront renforcer les armées blanches de Wrangel en Ukraine.
Enfin, l'Armée Rouge ayant capturé des soldats français, dans ses affrontements contre les troupes françaises venues prêter main forte aux armées blanches réactionnaires tentant par la guerre civile d'abattre la révolution, le gouvernement de Lénine en organisa l'échange contre les trois mille soldats russes détenus en Afrique.
Il fallut plus de trois ans pour que les derniers rebelles de la première brigade qui avaient défié la bourgeoisie occidentale et combattu la guerre impérialiste, puissent en n retrouver leur patrie.

Michka, l'oursone de 1917

Marianne Laplaud

En voyant la photo de ce petit ourson, héros d'un conte des *Albums du Père Castor,* édité en 1941 par Paul Faucher[2], on cherchera le lien avec la Grande Guerre. C'est par hasard et avec l'aide d'un cousin de Paul Faucher, que le lien a été trouvé[3]. L'auteure de ce conte, Marie Colmont[4], née et vivant à Paris, a entendu parler et a sans doute vu cet ours, attraction du Jardin d'Acclimatation, décédé en 1933. Sur le devant de sa cage, une plaque gravée indiquait qui il était. Accrochés à la plaque, se trouvaient également un ruban bleu, blanc, rouge et une Croix de guerre.



Couverture de l'album du Père Castor, *Michka*, paru en 1941.

Nous sommes en août 1916. L'armée française s'enlise dans une guerre de tranchées et ne réalise qu'une progression limitée en Champagne. C'est alors que, dans le cadre d'accords signés avec la Russie, le tsar Nicolas II envoie en France deux régiments d'infanterie dont le 5e régiment spécial (3e brigade). La surprise des Français est grande lorsqu'ils aperçoivent un jeune ours au milieu de tous ces soldats. Il est appelé Michka, un diminutif de *medved* qui signifie littéralement mangeur de miel et par extension ours en langue slave. Que vient faire cet ours au milieu de cette armée ?

2 Voir n°15 de la revue *D'onte-ses* du Cghml.
3 <http://web.ac-reims.fr/books/la-marne-dans-la-grande-guerre-le-catalogue/files/assets/basic-html/page20.html>
4 De son vrai nom Germaine Moréal de Brévans née à Paris 05/05/1895, décédée à Paris 06/12/1938.

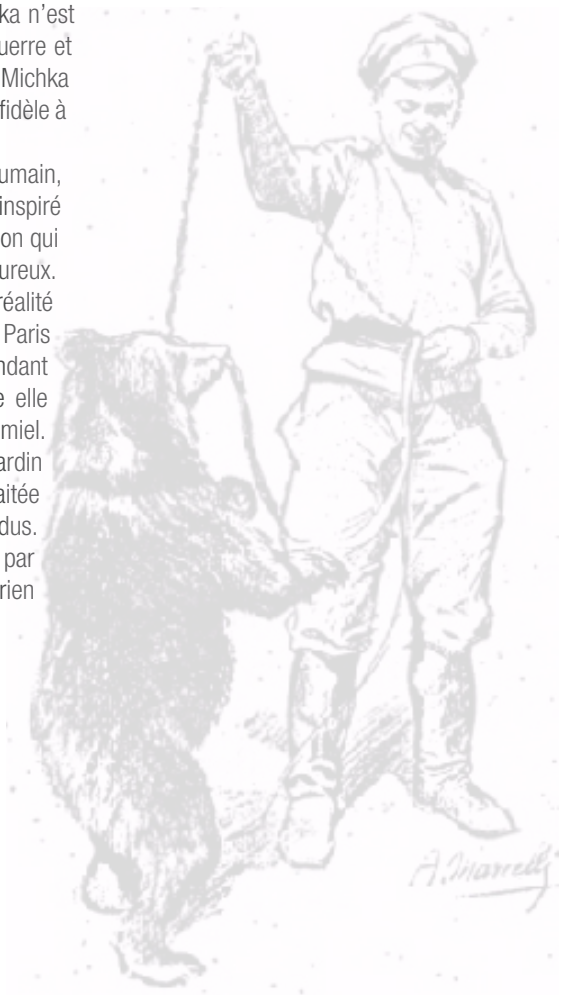
Michka la mascotte

La présence d'une mascotte était conçue pour augmenter le moral des troupes et leur faire oublier leurs souffrances. C'est durant son passage à Ekaterinbourg que les soldats du régiment se cotisent pour acheter un ourson qui va faire le voyage avec eux jusqu'en Champagne et ils le prénomment Michka. L'ourson est joueur, espiègle, attachant.

Michka partage toutes les souffrances du 5e régiment de la 3e brigade, installé au camp de Mailly, en juillet 1917. Il échappe à un gazage : pris dans une nappe de gaz asphyxiants, il a gratté la terre et enfoui son museau dans le trou. La vague passée, il a repris tranquillement sa marche. Michka, par ses ébats devient très rapidement célèbre, une attraction qui ne laisse pas indifférents ceux qui l'approchent. Retirés du front en raison de la Révolution russe commencée en février 1917, les soldats loyalistes, subissent de nombreux sévices de la part des soldats mutins. Michka n'est pas épargné. Jusqu'à la fin de la guerre et malgré une mutinerie à la Courtine, Michka garde une attitude héroïque et reste fidèle à « ses » soldats contre les mutins.

C'est sans doute son caractère humain, espiègle, joueur et fidèle, qui a inspiré Marie Colmont et a fait ce petit ourson qui se sacrifie pour rendre un enfant heureux.

Michka, mascotte du régiment, en réalité une ourse, a été offerte à la ville de Paris par le colonel Gothoua, commandant de la Légion russe. À sa demande elle sera nourrie de viande cuite et de miel. Installée dans une cage du Jardin d'Acclimatation à Paris, elle sera traitée avec tous les égards qui lui étaient dus. Elle sera soignée, cajolée, dorlotée par la direction et ne manquera de rien jusqu'à son décès en 1933.



*
* *

Troisième partie
Limousins témoins de l'enfer



La Marne après une attaque... Fonds Jean Labetoule du Cghml.

1914-1919 : La guerre à Saint-Pantaléon-de-Larche
Récit de l'instituteur

Textes et notes rassemblés par Pascal Soula

À l'instigation du ministre de l'Instruction publique, les instituteurs publics, dès le mois d'août 1914, sont invités à rédiger des témoignages sur les événements liés à la guerre dans leurs communes respectives. Rares sont les documents parvenus jusqu'à nous.
Lors de travaux effectués à la fin des années 70 à la mairie, un déménagement des archives communales de Saint-Pantaléon-de-Larche, a permis de retrouver les notes prises par l'instituteur-secrétaire de mairie de l'époque sur un cahier d'écolier.
Le rédacteur, Joseph-Félix Vallat, a été nommé dans la commune en 1900. Il est né le 1er octobre 1868 à Forgès[1], il avait été nommé précédemment à Saint-Chamant[2] puis à Argentat[3]. Le bourg possède une école de garçons et une école de filles de deux classes chacune.
Au recensement 1911, la commune de Saint-Pantaléon comptait 293 maisons, 333 ménages pour une population totale de 1 424 habitants.
Le conseil municipal, dirigé par le maire Auguste Marchant[4], comprend un adjoint, Bernard Berthy et neuf conseillers municipaux, François Lac, Léon Ségéral, Jean Certes, Pierre Bosredon, Léopold Chauvignat, Antoine Malagnoux, Eugène Sarrant, Jean Lacombe et Joseph Duverdier.

La mobilisation

Il est quatre heures et demie ; les élèves viennent à peine de sortir de classe lorsque arrive une voiture conduisant un gendarme de la brigade de Larche.
Sans qu'une parole soit échangée, tous ceux qui sont présents ont compris.
Aussitôt se rendent à la mairie : MM. Mayjonade, gendarme, Lac, conseiller municipal, remplaçant le maire absent, Vallat, instituteur, secrétaire de mairie.
Pendant que les cloches sonnent à toute volée, sont signés les récépissés constatant le dépôt des pièces officielles annonçant la mobilisation. Les gens arrivent de tous côtés, les bonnes volontés s'offrent pour aller afficher aux lieux indiqués les ordres de mobilisation et de réquisition.
Si la surprise et l'émotion se lisent sur tous les visages, on n'entend pas une note discordante et chacun accepte la situation avec patriotisme.
Malgré les forains et les quelques étrangers qu'avait attirés la fête patronale du lendemain, la soirée est calme, sans bravade ni tristesse, les premiers appelés font leurs préparatifs et se disposent à partir, comme il est dit sur leurs fascicules « immédiatement et sans délai ».

Le premier jour

C'est la fête patronale, et, comme d'habitude, les forains sont venus nombreux dès vendredi 31 juillet. Sous les vieux platanes de la coquette place publique, les tentes d'alignent symétriquement tout autour du monument du général Couloumy.
L'annonce de la mobilisation est venue arrêter tous ces préparatifs. Propriétaires de tournants et marchands de confettis se regardent d'un air consterné. Le dimanche matin, ils sont encore

1 Forgès, canton d'Argentat.
2 Saint-Chamant, canton d'Argentat.
3 Argentat, chef-lieu de canton.
4 Maire depuis 1906, Auguste Marchant décède le 7 septembre 1916, il sera remplacé en 1918 par Jean Galandy.



La place de l'église de Saint-Pantaléon et les platanes sous lesquels devait se dérouler la fête patronale le 31 juillet 1914. Collection privée.

là ; mais la foule qui sort de l'église passe indifférente. Les préoccupations sont ailleurs. Les enfants eux-mêmes semblent comprendre la gravité de la situation; ils s'éloignent après un regard aux jolis bocaux, aux faïences et aux porcelaines si joliment échafaudées sur les nombreux tourniquets.
La fête est finie, avant d'avoir commencé. Peu à peu les tentes se démontent, les objets s'emballent et vers midi il ne reste plus rien sur la place.
Voici des mobilisés qui partent. De chaudes poignées de mains s'échangent. Tous s'en vont, sinon contents, du moins pleins d'espoir, tant est grande la confiance en l'immanente justice qui ne peut permettre une fois encore que le droit soit primé par la force et que l'Europe asservie revienne à plusieurs siècles en arrière.

Ordre public

La guerre est à peine déclarée qu'on signale de toutes parts des actes d'espionnage accomplis par des piétons et des automobilistes. La population est fiévreuse. M. le Maire décide aussitôt de faire placer la nuit des gardes civils au passage principal et il signale à la sous-préfecture la nécessité qu'il y aurait à faire surveiller la viaduc sur la Vézère.
Dès le 5 au matin, une escouade de soldats arrive; mais le sergent qui la commande s'est trompé de lieu ; son ordre de réquisition concerne la commune de Larche et c'est pour surveiller la circulation à l'entrée de cette ville que l'escouade est envoyée.
Les gardes civils vont donc continuer la tâche, mais pas longtemps ; car, dans la soirée du même jour, un sergent, un caporal et douze soldats du 95e territorial se présentent avec ordre de garder la voie Brive-Périgueux aux abords du viaduc sur la Vézère et du pont sur la route nationale.
Le poste est aussitôt organisé à l'école de garçons et jusqu'au 31 août Saint-Pantaléon aura sa petite garnison.
On s'habitue à voir les factions se relever toutes les deux heures, et, lorsque le 31 août, au matin, le petit groupe reprendra la route de Brive, la population qui n'a eu que des attentions délicates pour les hommes le composant, les verra partir avec regret.
Quant à nous, nous ne pouvons oublier l'empressement de ces braves gens à se rendre utiles à leurs moments de loisir, la douce figure et l'agréable compagnie du sergent Mons qui les commandait ; mais qui était plutôt leur ami que leur supérieur.

Administration communale

L'administration communale de Saint-Pantaléon n'a pas été modifiée par l'état de guerre. Le Maire, M. Marchant, âgé de 66 ans, est venu s'installer au chef-lieu de la commune dès le quatrième jour de la mobilisation et y est resté jusqu'aux premiers jours d'octobre. L'instituteur, secrétaire de mairie, M. Vallat, classe 1888, n'a pas été mobilisé, et, l'un et l'autre, à leur poste depuis le matin jusqu'au soir, assurent avec ponctualité l'expédition des affaires de toutes sortes dont les mairies ont à s'occuper en ce moment et répondent aux nombreuses demandes de renseignements pour lesquelles on vient les consulter.

Trois membres seulement du Conseil ont été mobilisés et le Conseil et le bureau de bienfaisance ont toujours été en nombre lorsqu'il y a eu lieu de les réunir.

Chaque dimanche, sur la place publique, à l'issue de la messe, l'instituteur rend compte des événements de la semaine, donne lecture des déclarations du gouvernement, des instructions préfectorales ou militaires, provoque les offres de denrées ou d'animaux, fait appel à la générosité des gens lorsqu'il y a des souscriptions à organiser.

C'est un plaisir de voir avec quel empressement les gens se rendent à ces réunions de plein air, comme ils se forment en cercle et avec quel silence ils écoutent les explications qui leur sont fournies. « N'oubliez-pas de nous rendre compte de ce qui a été dit », recommandent à leurs voisins ceux qui n'ont pu venir au bourg.

Grâce à cette organisation, la mairie a eu la satisfaction de n'éprouver aucune difficulté pour le fonctionnement des réquisitions et du ravitaillement.

Les réfugiés

Dès le début des hostilités, un grand nombre de réfugiés : Belges, Alsaciens-Lorrains, etc. chassés de leur pays par l'invasion allemande ou évacués à l'intérieur du territoire pour y être surveillés, en raison de leur origine, furent dirigés sur Brive. Après identification, beaucoup quittèrent le Collège de cette ville, où ils étaient internés, pour être envoyés dans diverses régions du département.

La commune de Saint-Pantaléon s'honore d'avoir été la première à recueillir gratuitement sur l'initiative de l'instituteur, quelques-unes de ces malheureuses victimes de la guerre.

Le 14 septembre, nous amenions un premier convoi de douze personnes : hommes, femmes et enfants qui étaient aussitôt répartis dans le bourg et dans les villages environnants.

Leur arrivée fut tout un événement. C'était le soir ; une voiture transportait les maigres bagages et eux suivaient à pied, telle une colonie errante en quête d'un abri pour la nuit.

Leur séjour parmi nous a rendu populaire le nom de Charmes (Vosges)[5] d'où la plupart étaient originaires. D'autres vinrent ensuite et dans le courant d'octobre ils étaient 27 dans la commune, les derniers venant de Liévin[6] et d'Avion[7] dans le Pas-de-Calais.

Déjà quelques-uns sont repartis pour rejoindre des membres de leur famille, dispersés ailleurs ; d'autres ont pu retourner au pays natal[8] ; un Lorrain a eu le tristesse d'apprendre la destruction par les hordes allemandes de la ferme près d'Arracourt[9] où depuis plusieurs années il travaillait en qualité de domestique ; deux sont morts : un jeune Belge de quinze ans et une petite Lorraine de sept ans.

Pauvres victimes innocentes de cette guerre terrible, reposez en paix dans cette vieille terre de France, toujours si hospitalière. Vous n'aurez pas la joie d'assister au triomphe final ; mais aussi, vous n'aurez pas la tristesse, au moment du retour, de retrouver vos malheureux pays souillés et dévastés par les barbares d'outre-Rhin.

Assistance

Dès qu'eut sonné l'heure tragique et que les premiers départs de mobilisés se furent effectués, ce fut comme un affolement parmi la population ouvrière de la papèterie de Laumeuil et dans nombre de ménages vivant à peu près exclusivement du travail du mari.

5 Charmes, chef-lieu de canton, arrondissement d'Épinal, département des Vosges.
6 Liévin, chef-lieu de canton, arrondissement de Lens, département du Pas-de-Calais.
7 Avion, chef-lieu de canton, arrondissement de Lens, département du Pas-de-Calais.
8 La seconde partie de ce chapitre a été rédigée postérieurement.
9 Arracourt, chef-lieu de canton du département de Meurthe-et-Moselle, arrondissement de Lunéville.

Aux tristesses de la séparation venaient s'ajouter les angoisses de l'existence matérielle. La loi du 5 août 1914[10] vint aussitôt pour permettre de calmer les appréhensions de toutes les mères qui envisageaient l'avenir avec effroi. Loi humanitaire au plus haut degré, elle a sauvé de la misère des millions de familles ; elle a aussi, et c'est un point important, elle a permis (sic) au mobilisé qui expose sa vie de ne pas être obsédé par l'idée de penser que pendant qu'il est au loin, les êtres chers qu'il a laissés n'auront pas le nécessaire pour vivre. Il pourra ainsi mieux se consacrer à sa lourde et dangereuse tâche en toute indépendance d'esprit.
Elle a sans doute donné lieu à plus d'un abus, mais la faute en est à ceux qui eurent à l'appliquer et non à la loi elle-même.
Malgré la célérité avec laquelle la loi permet d'instruire les demandes, un temps toujours trop long s'écoule entre le moment où elles sont faites et celui où les intéressés peuvent se présenter à la caisse du percepteur ; temps d'autant plus long que chaque mobilisé a, la plupart du temps, absorbé toutes les économies pour s'en aller avec quelque argent en poche. Pour permettre d'attendre les premiers heureux effets de la loi, il faut agir vite, car le moratorium en paralysant le commerce a supprimé le crédit, et, pas d'argent, pas de pain.
Aussi, pour remédier à cet état de choses, Mr le Maire convoqua le 7 août par une délégation du Conseil municipal, le boulanger de la localité et il est entendu, qu'en attendant le paiement des premières allocations, du pain sera fourni à tous les ménages nécessiteux et que le montant de la dépense sera supporté par le budget du bureau de bienfaisance.
Le 13 décembre 1914, la Commission administrative du Bureau de bienfaisance et le Conseil municipal ratifient, à l'unanimité, la décision qui avait été prise et grâce à laquelle des jours sombres ont été évités[11].

Manifestation patriotique : 22 décembre 1914

Mardi 22 décembre, environ 600 hommes du 126e qui avaient cantonné la veille à Larche et exécuté durant la matinée des manœuvres dans la région, faisaient la grand'halte près de Saint Pantaléon.
Vers deux heures et demie de l'après-midi, leur repas terminé, nos braves soldats allaient reprendre la route de Brive. Sur l'initiative du Dr Jean Bosredon qui était venu rejoindre le groupe des officiers, et avec l'approbation unanime de ceux-ci, il fut décidé de rendre les honneurs militaires au Général Couloumy[12], dont le buste se dresse fièrement sur la coquette place de Saint Pantaléon. Les élèves des deux écoles furent associés à cette touchante manifestation. Petits garçons et petites filles, groupés sur un côté de la place, avaient devant eux, correctement alignés, les jeunes soldats de la classe 1914.



Le buste du général Couloumy devant lequel se déroula la prise d'armes du 22 décembre 1914. Collection privée.

10 La loi du 5 août 1914 concerne les allocations journalières aux familles des mobilisés se trouvant dans la nécessité.
11 Note postérieure : la dépense pour les années 1914 et 1915 s'est élevée à 169,65 F.
12 Annet-Antoine Couloumy, général d'Empire. Il est né le 26 août 1770 à Gumont, commune de Saint-Pantaléon, décédé le 29 octobre 1813, des suites d'une blessure reçue à la bataille de Leipzig. Son buste se trouve toujours sur la place de l'église de Saint-Pantaléon.

Après un solennel : Présentez armes ! un officier, d'une voix forte et bien timbrée, donna lecture d'une courte notice biographique du général, remise par l'instituteur, secrétaire de mairie, et religieusement écoutée par tous les assistants.
Un instant après, les compagnies défilaient autour du monument, prenaient la route de Brive et nos écoliers et écolières, le chemin de leurs classes.
Dans les heures graves que nous traversons et lorsque tous les cœurs vibrent au passage de nos troupes héroïques, la population Saint-Pantaléonaise est reconnaissante de cette manifestation au Dr Jean Bosredon qui en a été le promoteur et aux officiers et soldats du 126e qui lui ont donné tout l'éclat d'une petite fête patriotique.

1915 : Après un an de guerre
Vie économique et industrielle

Dès le début de la mobilisation, 85 hommes environ ont été rappelés sous les drapeaux. De jour en jour, ce nombre a augmenté : au 31 décembre [1914], il était de 115 et au 15 avril 1915 de 135.
Les classes 1911 à 1916 fournissant un contingent de 63 soldats : (9 pour 1911, 12 pour 1912, 14 pour 1913, 7 pour 1914, 10 pour 1915 et 11 pour 1916), le total des absents était donc de 167 en fin d'année 1914 et de 198 au 15 avril 1915, pour une population totale de 1 424 habitants (recensement de 1911).
Il est donc facile de comprendre quelle perturbation le manque de tant de bras allait apporter dans une population surtout agricole et à un moment de l'année où d'importants travaux réclament l'attention des cultivateurs.
Lorsque fut décrétée la mobilisation, le battage était à peine commencé, mais aucun des trois batteurs que possède la commune n'étant mobilisé, il s'est poursuivi régulièrement et plus rapidement qu'en temps ordinaire. C'est d'habitude une affaire de clientèle (chaque propriétaire de machine ayant ses amis) et il en résulte un va et vient qui occasionne une perte de temps considérable.
Conformément aux instructions préfectorales, les batteurs sont convoqués à la mairie le 9 avril. Après discussion, l'itinéraire suivant[13] *est approuvé par tous :*

Noms des batteurs	*Noms des villages*
M. Berthy bourg	*Laroche-Basse, Laroche-Haute, Lajarousse, les Nicoux, Gumont*
M. Bourdu	*La Cave, Belotte, Cramier, Vinevialle, Audeguil*
M. Lafon machine n°1	*Lavarde, Grange, Lestrade, Puyfaure, la Nadalie, les Guierles*
Machine n°2	*Renaudet, communes de Chasteaux et Chartriers*

L'arrivée dans le village de Grange d'une machine étrangère à la commune, hâte encore l'ouvrage et permet à M. Lafon de partir plus rapidement pour une tournée extra-muros.
Un moment on put croire que la main d'œuvre ferait défaut ; mais grâce à la bonne entente des habitants, il n'en fut rien.
Grâce aussi aux nombreuses permissions accordées par les autorités militaires aux hommes des dépôts, la récolte du regain, l'arrachage des pommes de terre et les semailles se sont faits dans d'excellentes conditions, favorisées par une magnifique fin d'été et par un beau commencement d'automne.

13 Chasteaux et Chartrier-Ferrière sont deux autres communes du canton de Larche.



Saint-Pantaléon-de-Larche, l'école des filles est aussi la mairie de la commune. Collection privée.

Les emblavures de 1914 ne sont pas inférieures à celles de 1913. Dans maintes familles, le travail a été fait par des femmes seules, qui, courageusement, se sont mises à l'œuvre pour suppléer le chef de famille absent.
Et pourtant, la rentrée scolaire s'est effectuée le premier octobre, aussi régulièrement que d'habitude. Le chiffre des inscriptions et des présences, durant les derniers mois de 1914 et les premiers mois de 1915 ont été supérieurs à ceux des mois correspondants des années antérieures.
Le contre-coup de la mobilisation s'est fait plus vivement sentir dans les deux usines que possède la commune.
Le 17 août, la papeterie de Laumeuil fermait ses portes conservant seulement le contremaître, le mécanicien et un ouvrier chargés de veiller à l'entretien du matériel. Il en a été ainsi jusqu'au 10 novembre. La ruche bourdonnante qu'est l'usine Siou s'est tue pour quelque temps. Sa haute cheminée a cessé de lancer ses longs panaches de fumée, et sur les rives de la Vézère n'ont plus circulé, vers midi et minuit, les « factions » allant au travail ou en revenant.

Le coquet village a conservé néanmoins un certain mouvement par la présence au château de plusieurs membres de la famille du propriétaire et par l'installation dans la salle de triage d'un dépôt bien aménagé pour six convalescents. Du 14 septembre au 1er novembre, 14 soldats y ont été soignés gratuitement.
La paumellerie de la Chatonie n'a pas été plus favorisée. Elle a dû fermer ses portes dès le premier jour de la mobilisation par suite du départ de la presque totalité de son personnel. Dès le début de la guerre, elle a perdu son ingénieur, son contremaître, son ajusteur et son forgeron, tombés au milieu de tant d'autres au champ d'honneur.
L'usine n'a recommencé à fonctionner qu'au mois d'août 1915. Achetée par une firme qui devait en faire une usine de guerre, elle a été considérablement agrandie. Une fonderie y a été installée [où seront produits des obus].

Ravitaillement

Comme toutes les communes de France, St-Pantaléon a contribué pour sa modeste part au ravitaillement de nos armées du front et de l'intérieur.
Les offres de denrées et d'animaux se sont faites régulièrement et presque toujours sans

contrainte ; la mairie a pu sans difficultés fournir au Comité de réception de Brive tout ce qui lui avait été demandé et quelque fois même elle a pu augmenter les quantités qui lui avaient été réclamées.
D'autre part, du début des hostilités jusqu'en juin 1915, l'officier d'approvisionnement chargé du ravitaillement de la place de Brive, agissant la plupart du temps directement, a demandé à la commune de St-Pantaléon, en raison de sa proximité de Brive, de nombreuses fournitures en bovidés et en porcs. Dans l'espace de moins d'un an, la commune a ainsi fourni 36 bœufs, 55 vaches et 32 porcs.

Une alerte - 18 février 1915

Le jeudi 18 février 1915, la paisible population du village de Laroche-Basse était mise en émoi par la présence de deux rôdeurs aux allures suspectes.
Peu d'hommes se trouvaient dans le village à cause de la foire de Brive et les apeurées voyaient de dangereux espions dans ces deux étrangers qui paraissaient vouloir se cacher. Ils avaient passé une partie de la journée dans un champ d'osier avoisinant la Vézère ou dans les coteaux qui dominent le village. Vers le soir on les avait perdus de vue, raison de plus pour les craindre ; aussi, pour beaucoup, la nuit ne fut pas très calme.
Au matin, nos deux rôdeurs sont retrouvés au moment où, après avoir passé la nuit dans une grange isolée, ils se disposent à partir. Malgré leur apparente tranquillité, les gens du village se mettent à leur poursuite et les escortent jusqu'au bourg en criant. Pour se soustraire à la foule qui devient de plus en plus menaçante, les deux personnes entrent dans une auberge et c'est là que deux gendarmes, prévenus en toute hâte par un cycliste, viennent les interroger. C'étaient un réfugié belge et un jeune Briviste qui, après une journée de fête, étaient venus se reposer sur les rives de la Vézère et, trouvant sans doute le site agréable, avaient eu le tort d'y prolonger leur séjour insolite.
Après une visite à la brigade, ils étaient relâchés et reprenaient le chemin de leur logis.
Quant à nos bons villageois, ils rentraient également chez eux, riant de l'importance qu'ils avaient attribuée à un fait si insignifiant.

Un an après - août 1915

Un an s'est écoulé ; un an durant lequel la vaillance de nos braves poilus ne s'est pas démentie ; un an que les non-mobilisés ont employé à assurer la vie nationale à l'intérieur.
De toutes parts on a travaillé ferme.
Sur le front, après la victoire de la Marne, de Belfort à la mer du Nord, les alliés ont tenu bon ; non seulement ils sont parvenus à résister à des offensives violentes, ils ont même réalisé quelques progrès et montré, aux Eparges ou ailleurs, qu'ils étaient capables à leur tour d'attaquer avec ardeur et succès.
Aux Dardanelles, dans des combats gigantesques, peu à peu nous progressons. En Russie, dans la retraite comme dans l'offensive, nos amis infligent aux Austros-Allemands des pertes si considérables qu'il leur sera bientôt difficile de combler les vides faits dans leurs rangs.
Après une attente que par moment nous avons trouvée bien longue, l'Italie est venue se joindre à nous pour défendre contre les barbares la cause de la civilisation.
De lointaines rumeurs nous permettent peut-être d'escompter d'autres interventions.
Dans tous les pays alliés un vigoureux effort a permis d'intensifier la fabrication des armes et des munitions.
À l'intérieur, la tâche pour être moins dangereuse, n'a pas été moins rude. Un temps inclément a souvent contrarié les cultivateurs. Et pourtant, malgré les intempéries, malgré une main d'œuvre rare et coûteuse, tous les travaux importants se sont accomplis : culture des plantes sarclées, fauchaison et moisson, tout s'est fait, grâce à l'entraide qui, ainsi que l'an dernier, a été généreusement pratiquée.



Saint-Pantaléon-de-Larche, l'usine de Laumeil. Collection privée.

Comme il y a un an, dans nos campagnes riantes, on entend le ronflement régulier des batteuses nous annonçant que la vie se continue toujours et partout.
Comme pour fêter l'anniversaire de la glorieuse victoire de la Marne, nos vaillants soldats, à tour de rôle ont quitté pour quelques jours leurs tranchées et leurs gourbis et sont venus montrer à leurs familles étonnées et ravies que leur santé est toujours florissante, leur bonne humeur toujours entière.
Dans ces conditions si la victoire est encore sans doute éloignée, au moins elle est certaine.
À un an d'intervalle nos pensées vont aux rives de la Marne et de l'Ourcq, aux marais de St-Gond et dans tous ces endroits désormais historiques où l'invasion la plus terrible et la plus sauvage a été arrêtée. En esprit nous envions ceux qui pieusement parcourent ces lieux pour y déposer des couronnes et des palmes pour rappeler et exalter le courage de ceux qui y sont tombés, pour commémorer un événement important entre tous, œuvre de nos troupes admirables auxquelles nous devons « ce que nous sommes aujourd'hui et ce que la France victorieuse sera demain ».
Pour nous, nous n'avons qu'une manière de nous acquitter envers elles, c'est de travailler unis et disciplinés pour notre pays.
Cet air vivifiant qui nous est venu du front nous en donnera le courage.

Obsèques d'un soldat - 18 décembre 1915

Le samedi 18 décembre ont eu lieu à Saint-Pantaléon les obsèques du soldat Boudy Pierre de Crouzet, classe 1912, décédé à l'hôpital de Saintes des suites de blessures.
Les enfants des écoles, sous la conduite de leurs maîtres et maîtresses, marchaient en tête du cortège.
Au cimetière, Mr Vallat, instituteur a prononcé l'allocution suivante :

« Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie
« Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.
« Entre les plus beaux noms, leur nom est le plus beau (...)
« La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau ! » [14]

Celui que nous accompagnons à sa demeure dernière est un de ces morts glorieux dont parle le poète.

14 Il s'agit des premiers vers de « Hymne », poème tiré des *Chants du crépuscule* de Victor Hugo (1835).

Il a été fauché à la fleur de l'âge pour la défense de nos droits et de nos libertés, pour sauver l'indépendance de notre pays menacé.
Boudy Pierre avait 23 ans. Il était déjà incorporé au 60e d'infanterie à Besançon lorsque éclata la guerre. Il prit part aux premiers combats livrés en Alsace. Blessé à la joue droite le 6 septembre 1914, il fut évacué ; mais après quelques jours passés à l'hôpital Saint Yves à Rennes il rejoignait son dépôt et repartait pour le front le 1er octobre.
Il a fait campagne depuis jusqu'au dernier 25 novembre [1915] où il était blessé de nouveau en installant des fils de fer au-devant de nos tranchées, à cinquante mètres des ennemis.
Il ne devait pas survivre à ces blessures. Une complication se produisait brusquement qui l'enlevait en quelques jours.
Il va reposer maintenant près de ses parents aimés qu'il avait eu la douleur de perdre lorsqu'il n'était encore qu'un enfant.
À son frère, sur le front depuis le début de la guerre et à toute sa famille j'adresse l'expression de notre respectueuse sympathie.
Mais notre souvenir ému et notre reconnaissance vont par delà les murs de ce modeste cimetière à tous les enfants de la commune, et ils sont déjà nombreux, qui sont tombés au champ d'honneur.
Le mort d'aujourd'hui est le premier , revenu du front que nous accompagnons ici ; je profite de cette occasion pour les glorifier tous, ceux qui ont succombé déjà et ceux que la mort guette.
Le deuil de leur famille est le nôtre ; il est celui de la France entière qui ne les oubliera pas.
Vous tous qui dormez votre dernier sommeil loin de la terre natale, je salue votre mémoire.
Que vous soyez morts dans les hôpitaux ou que vous soyez tombés glorieusement face à l'ennemi, votre mérite est le même. Vous avez fait vaillamment votre devoir.
Héros des plaines de Belgique, de l'Alsace, de la Marne, de la Champagne, de l'Artois ou d'ailleurs, vous avez arrêté la plus formidable invasion qui ait jamais menacé la France.
Grâce à vous, nous avons pu reprendre haleine, forger de nouvelles armes, équiper de nouveaux soldats. L'heure viendra certainement où contre l'héroïque résistance de ceux qui marchent sur vos traces viendra se briser l'effort allemand. Ce jour-là, maîtrisant notre douleur et refoulant nos larmes, nous penserons à vous et nous vous bénirons.
En attendant, devant ce cercueil qui ravive nos douleurs, nous inspirant de vos précieuses vertus, en nos cœurs attristés mais confiants, nous ne voulons avoir qu'un cri : courage ! parce que nous ne voulons avoir qu'un espoir : que la France vive !

Ceux qui sont sur le front

Ceux qui sont sur le front sont dignes de nos éloges et de notre admiration.
Vaillants soldats français, qui, d'après les Allemands, n'étiez pas capables de tenir six semaines, vous avez étonné le monde par votre entrain et votre mordant, par votre bonne humeur et votre générosité. À l'offensive ou dans la retraite, dans les tranchées ou dans les airs, vous avez été des soldats merveilleux ; vous avez confondu tous ceux qui vous croyaient des efféminés et des sans patrie.
Voici pour St-Pantaléon quelques exemples de ces qualités magnifiques, tirés des lettres écrites du front par des soldats de tout âge à leurs parents.
Couloumy René, classe 1913, soldat au 78e d'Infanterie
26 janvier 1915 - Gourbi n°2, villa Madeleine.- Et après tout, il y a du bon d'être soldat toutes les nuits, feu d'artifice, grand concert, fusées, grenades, fusillade, canonnade ; ce serait bien ennuyeux de n'y pas assister...
9 février 1915 - La campagne est bien rude, mais ayons la fermeté de la supporter. Ayons une entière confiance dans le devoir et nous vaincrons...
25 février 1915 - L'heure de la victoire n'a pas encore sonné ; elle est peut-être loin ; mais l'espoir de nous tous est qu'un jour elle nous sera réservée.

Lac Louis, classe 1913, 12e section des infirmiers militaires.
25 février 1915 - Annonçant à ses parents l'envoi d'un quart à boire, gravé par un camarade : Vous le conserverez bien ; si je reviens, j'y boirai les jours de fête ; si je ne reviens pas, vous le garderez comme souvenir d'un combattant de la civilisation...
...Cette nuit, nous avons fait une tournée chez les Boches, nous gagnons toujours du terrain, ce sera bientôt le jour qu'on va les sortir d'ici.
Delclaud Pierre, classe 1912, télégraphiste.
27 janvier 1915 Oh ! viennent les beaux jours, que l'on puisse attaquer carrément ces maudits Allemands et les repousser dans leurs pays afin que l'on puisse venger toutes les atrocités commises par eux dans notre pays. Nous venger, non pas en commettant les forfaits dont ils se sont rendus coupables, car il n'y a pas de Français assez lâches pour commettre certaines infamies que les soldats du kaiser osent commettre. Oui, chers parents, nous ferons la guerre chez eux et ces Français qu'ils accusent de débauchés et de gens qui leur sont inférieurs au point de vue de la morale, sauront montrer à leurs femmes, aux vieux parents de ces bourreaux qu'ils ont une civilisation bien supérieure que la Kulture germanique .
Joseph-Félix Vallat

31 août 1916 : Deux ans après

Une année nouvelle vient de s'écouler. Au front elle a été marquée par l'offensive de Champagne et d'Artois en septembre 1915, par l'assaut furieux et impuissant de l'armée du Kronprintz contre Verdun et par le début de l'offensive franco-anglaise de la Somme.

À l'intérieur, les jeunes conscrits de la classe 1917 ont été incorporés au début de l'année 1916 et au moment où nous écrivons ces lignes partent les récupérés des classes 1915-1916 et 1917.
À différentes dates ont été appelés aussi un certain nombre d'auxiliaires des classes anciennes.
Voici la situation au 31 août 1916.
Total des mobilisés : 249 à défalquer :
Réformés peu après leur arrivée au corps : 2
Réformés N° 1 ou réformés temporaire : 5
Rentrés dans leur foyer classes 1887 et 88 : 4. Total : 20
Mis en sursis chez eux ou dans les emplois qu'ils occupaient avant la guerre : 6
Rentrés dans leur foyer comme pères de 6 enfants : 3. À la disposition de l'autorité militaire. Sur ce nombre, 9 travaillent dans les usines ou les poudreries, 20 sont décédés, 7 sont disparus, 8 sont prisonniers de guerre et combien sont dans les ambulances, les hôpitaux ou les dépôts de convalescents.
Joseph-Félix Vallat

1917 : Ravitailler la population

Dans le courant des années 1917 et 1918, la campagne sous-marine, en rendant les approvisionnements à l'étranger de plus en plus difficiles, a eu pour conséquence la raréfaction de certaines denrées.
Pour assurer une répartition plus équitable il a fallu établir la carte de sucre en avril 1917. Cette carte a fonctionné jusqu'en avril 1918, moment où l'établissement d'une carte générale d'alimentation est intervenue pour réglementer la répartition du pain, du sucre, du pétrole et des autres denrées de première nécessité lorsque le besoin s'en est fait sentir.

Sucre

Une carte spéciale pour le sucre, valable dans le département seulement, continue à fonctionner en 1920, mais il existe des sucres libres qui peuvent être achetés à un prix plus élevé que les sucres du ravitaillement.

La répartition du sucre entre les trois épiciers de la commune a été faite par l'intermédiaire de la mairie et du mois de mai 1917 au 31 décembre 1919 la quantité reçue et répartie s'est élevée à 16 210 kg soit une moyenne de 506 kg par mois.

Pain

La question du pain a été à différentes reprises d'une gravité exceptionnelle.
Pour essayer de la conjurer un décret du 30 novembre 1917 et un arrêté préfectoral du 10 janvier 1918, avaient prévu la nomination par commune d'une commission du ravitaillement.
Voici la composition de celle nommée par le Conseil municipal à la séance du 20 janvier 1918 :
Propriétaires récoltants : MM. Coste à la Cave, Leygonie à Grange
Consommateurs non récoltants : MM. Coudert à Vinevialle, Debord à Laumeuil
Fonctionnaire : M. Vallat, instituteur
Dans une première réunion, tenue le 22 janvier 1918, la Commission s'occupe de dresser la liste des ayant-droit au pain : 347 habitants sur 1 135. Fin mars, il y a 495 personnes à alimenter en pain dont 136 s'approvisionnent à Larche et 359 à Saint-Pantaléon. Au commencement du mois de mai, lorsque vont fonctionner les tickets de pain, les habitants sans farine sont au nombre de 606 ; il y en aura 762 au mois de juillet, 268 seulement au mois d'octobre lorsque les battages seront terminés. Ce nombre ira ensuite de nouveau en augmentant, mais au mois de mai 1919 il y en aura 418 au lieu de 606 au même mois de l'année précédente ce qui est une première preuve de l'importance de la récolte de 1918.
Dans une deuxième réunion, le 1er avril suivant, la commission recherche les excédents de blé et peut faire livrer à l'amiable une petite quantité de blé qui à deux reprises permet d'alimenter la boulangerie de l'endroit et d'obvier aux difficultés du ravitaillement.
Déjà, durant le dernier trimestre de 1917, avant l'application du décret du 30 novembre, la boulangerie avait pu être approvisionnée à trois moments différents par une quantité de 53,23 q de blé, fournie par une vingtaine de propriétaires récoltants.
Malheureusement, il n'a pu en être toujours ainsi et au cours de l'été 1918, Saint-Pantaléon, comme la plupart des communes a connu les jours de mauvais pain et même les jours sans pain ; mais à ce moment l'ennemi commence à faiblir, la victoire devient certaine et ceci fait un peu oublier cela. L'entraide a d'ailleurs adouci légèrement les rigueurs de ces petites crises qui ont été supportées très vaillamment.
L'établissement des permis de circulation, 16 janvier 1918, et des permis de mouture a réduit dans une petite proportion, la consommation de pain chez les récoltants. Il convient d'ajouter que dans nos campagnes le pain est la base de l'alimentation et qu'il était bien difficile de se contenter de la ration journalière de 500 grammes au moment des grands travaux.

Taxation des céréales et déclarations diverses

Des voix autorisées avaient cru pouvoir affirmer au début de la guerre que, qu'elle qu'en soit la durée, nous ne manquerions de rien. Paroles imprudentes que les événements devaient bientôt démentir.
À partir de 1916 et surtout de 1917 il a fallu envisager des mesures pour tirer le meilleur parti possible des ressources du pays.
La loi du 25 avril 1916 interdit l'usage des céréales panifiables pour l'alimentation du bétail.
La loi du 8 avril 1917 prescrit le recensement des céréales chez les cultivateurs. Sur les quantités déclarées, les cultivateurs sont autorisés à conserver 100 kilos de blé ou de toute autre céréale par tête, pour leur consommation et celle de leur famille jusqu'au 15 août 1917.
Les quantités de blé en excédent qui auront fait l'objet d'une déclaration seront payées 36 F les 100 kilos et les autres, trouvées par le contrôleur des stocks, 33 F.
Résultat de cette opération :
Nombre de récoltants : 208

Nombre de déclarations reçues : 157
Quantités déclarées :
Blé : 449,85 q
Seigle : 4,44 q
Quantités disponibles chez 30 cultivateurs : 58,55 q
Quantités livrées les 24 et 30 juillet 1917 : 56,54 q
Le décret du 13 juillet 1917 décide de fixer ainsi qu'il suit le prix des céréales de la récolte 1917-1918 :
Blé : 50 F les 100 kilos ;
Orge, maïs, seigle, sarrasin, avoine : 42 F les 100 kilos;
Le décret du 13 juillet réglemente le battage de 1917 et institue le carnet de récoltes du cultivateur.
Une quinzaine de bulletins n'ont pas été remis à la mairie du fait de M. Guy et de M. Levet, tous les deux étrangers à la commune[15] ; M. Guy, employé par quelques récoltants, n'a fait parvenir aucune déclaration.

Réunions patriotiques

Au cours de l'année 1917, la propagande défaitiste a été active en France. Pour la combattre et pour paralyser les effets qu'elle avait produits ou qu'elle pouvait produire encore, *la Ligue nationale contre la propagande ennemie en France* s'adressait aux instituteurs. Elle leur demandait par la voix de M. l'Inspecteur d'Académie de *faire des conférences ou des causeries sur des sujets d'actualité, de s'efforcer par tous les moyens en leur pouvoir, de relever les esprits et de fortifier la confiance de leurs concitoyens, de lutter vigoureusement contre les pessimistes et les « défaitistes » dont les menées sournoises affaiblissaient le moral du pays, de remettre sans cesse en mémoire les crimes impardonnables de nos ennemis*.

L'école et la vie nationale

Les écoles de Saint-Pantaléon ont répondu à l'appel que MM. Clémentel et Viviani, ministres de l'Agriculture et de l'Instruction publique, adressaient en 1917 à toute la jeunesse scolaire française en vue d'obtenir *de notre terre généreuse tout le bien que nous pouvons en attendre*.
Voici les résultats obtenus en 1917 :

École de filles

L'élevage des lapins par les écolières a donné un bénéfice net de 30 F.

École de garçons

1) L'élevage des lapins par les élèves de la 2e classe ; bénéfice net 20,75 F.
2) Cultures diverses
a) avec le concours des élèves de la 1re classe : champ ensemencé en pommes de terre ; 6 ares. Le propriétaire a fait le labour, fourni le fumier et la semence ; les écoliers ont fait les autres travaux et doivent avoir le tiers de la récolte suivant les usages locaux.
Récolte totale : 10,50 hl dont 3,50 hl pour l'école.
Bénéfice net : 42,50 F ;
Total : 63,25 F qui ont été versés à l'œuvre des Pupilles de l'école.
b) sans le concours des élèves, par l'instituteur :
Champ ensemencé en pommes de terre : 6 ares ;
Récolte : 9 hl dont 3 hl pour l'instituteur ;
Champ ensemencé en maïs et haricots : 8 ares ;
Récolte de haricots : 70 l dont la moitié pour le propriétaire ;
Récolte de maïs : 2 hl dont la moitié pour le propriétaire.
Depuis 1917, l'instituteur a toujours un petit champ de 5,20 ares pour la culture des pommes

15 La commune de Saint-Pantaléon comptait deux batteurs : MM. Berthy et Lafon.

de terre, du maïs, des haricots et de quelques légumes. Ce terrain, bien placé pour servir de champ de démonstration a donné depuis les meilleurs résultats.

2 août 1918 - On les aura !

Quatre années de guerre viennent de s'écouler, quatre années de martyre pour nos héroïques Poilus. Mais on sent que la fin est proche. L'arrivée de nombreux contingents américains, la présence d'un homme énergique et résolu à la tête du gouvernement, la nomination du général Foch comme commandant unique et suprême de toutes les armées alliées ont déjà commencé à porter leurs fruits ; l'ennemi recule et tout permet d'espérer un heureux dénouement. Enfin « on les aura ». Quelle joie pour tous et quelle fierté pour ceux qui n'ont jamais désespéré.

Depuis 1916 de nouveaux appels ont été faits : la classe 1918 a été incorporée au mois d'avril. Par contre, les cultivateurs des classes 88, 89, 90, 91, les auxiliaires des classes 92 à 97 ont été successivement libérés de janvier 1917 à avril 1918.

Pour Saint-Pantaléon, l'appel des classes 18 (16 hommes), 19 (7 hommes) et celui de 4 nouveaux récupérés ont porté à 276 le nombre des appelés, mais le retour des classes précitées a rendu à la terre 25 hommes dont l'aide a été précieuse.

Voici la répartition par classe des territoriaux libérés :

Classe 1888 : 1 ; 89 : 7 ; 90 : 4 ; 91 : 5 ;

Auxiliaires classe 92 : 1 ; 93 : 2 ; 94 : 1 ; 96 : 3 ; 97 : 1.

Le travail des champs a été encore facilité par les nombreux détachements à la terre accordés par l'autorité militaire, après avis du service départemental de la Main d'œuvre agricole, conformément à la circulaire ministérielle du 4 décembre 1917.

Le nombre des demandes établies par la mairie a été de 115 dont un très grand nombre a pu recevoir satisfaction.

Jours de gloire, jours de souvenir 11 novembre 1918

L'armistice

L'armistice est signé, le télégramme annonçant la nouvelle a été apporté vers deux heures de l'après-midi. On se met aussitôt à pavoiser. Les enfants sont d'une gaieté exubérante. « La guerre est finie » dit un bambin de trois ans ; et, se dirigeant d'un air résolu vers la grand'route, « je vais attendre mon papa », dit-il.

Les cloches qui ne devaient commencer à sonner que vers quatre heures et demie sont mises en branle dès quatre heures et jusqu'à neuf heures sans discontinuer, elles ont égrené leurs joyeux carillons. À chaque instant, et d'un peu partout arrivent de nouveaux sonneurs : hommes, femmes et enfants ; tous veulent avoir travaillé à annoncer l'heureuse nouvelle à tous les échos. Sous le porche de l'église on sert à boire aux sonneurs ; la joie est sur tous les visages et c'est à peine si l'on perçoit un peu de tristesse, bien excusable pourtant chez les éprouvés dont la pensée à ce moment doit aller vers ceux de la famille qui sont tombés au champ d'honneur.

À neuf heures les cloches sonnent toujours et elles auraient sonné sans doute longtemps encore sans la rupture de l'attache d'une cloche qui mit fin au carillon de la victoire.

Pendant toute la soirée la foule joyeuse continue de manifester et durant une partie de la nuit les auberges retentissent de chants et de cris de joie.

28 juin 1919

Signature de la paix avec l'Allemagne

Après plusieurs mois de patientes et laborieuses délibérations, le traité de paix avec l'Allemagne est enfin sur pied. Le jour de la signature est arrivé.

De nouveau, les cloches viennent de s'ébranler, les drapeaux claquent au vent ; le soir, les bâtiments publics s'illuminent. Mais l'enthousiasme n'est plus le même qu'au moment de



L'entrée du bourg de Saint-Pantaléon-de-Larche. Collection particulière.

l'armistice. Cette longue attente a fini par détendre les nerfs. D'ailleurs les prisonniers sont rentrés de captivité en décembre et janvier, la plupart des poilus ont rejoint leurs foyers et retrouvé leurs occupations d'avant-guerre ; il ne reste à démobiliser que les jeunes classes et cette opération tant attendue s'effectue lentement peut-être mais avec régularité.
D'autre part, les grands travaux de la fenaison et de la moisson battent leur plein et à la campagne, ce n'est pas le moment des démonstrations bruyantes.

3 août 1919

Journée de la « Reconnaissance nationale envers le soldat français »

Le dimanche 3 août 1919, à onze heures du matin a eu lieu à la mairie, en présence du Conseil municipal, des institutrices, des instituteurs, de leurs élèves et d'un public nombreux, la manifestation nationale en l'honneur des Poilus.
Programme de la réunion :

Distribution des insignes aux Poilus
Allocution de M. Vallat, instituteur
Lecture de la liste des soldats de la commune morts au champ d'honneur et remise du tableau « Aux Morts pour la Patrie » au nom de l'« Union des Grandes Associations Françaises »
Lecture des déclarations de MM. Poincaré, Président de la République, Maréchal Foch, Clémenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre
Deschanel et Lavisse, Présidents de « L'Union »
Poésie de Jean Aicard, par Mlle Olive
Poésie de Richepin par H. Bordas
Lecture de la déclaration de M. Robelin, délégué général de « L'Union »
Hymne à la France
Poésie de V. Hugo, par M. Vallat, instituteur

2 novembre 1919

Hommage aux Morts pour la Patrie

La distribution solennelle des diplômes offerts par « L'Union des grandes Associations Françaises » aux familles des soldats morts pour la France a eu lieu à la mairie à onze heures et demie, en présence du Conseil municipal, du Président de la section cantonale des Pupilles de la Nation et d'une nombreuse assistance.



Le monument aux morts est désormais dressé sur la place de Saint-Pantaléon-de-Larche. Collection part.

Compte-rendu de la séance : *Aux Morts pour la Patrie*
Chant par les élèves de l'école de garçons
Allocution de M. Vallat, instituteur
Salut aux Morts !
Poésie de Henri de Régnier, récitée en chœur par les petits enfants *Les Orphelins de la Guerre*,
Poésie de J. Aicard par Mathou Charles ;
Distribution des diplômes et lecture du livre d'or de la Commune ;
Au soldat, mort pour la France, poésie de M. Hébrard de Villeneuve, par M. Vallat ;
Allocution de M. Duverdier, président du Comité Cantonal des Pupilles de la Nation

La vie chère

La guerre a créé une crise économique mondiale. Il en a d'ailleurs été ainsi après tous les conflits d'une certaine durée : la valeur de denrées et des marchandises diverses s'est élevée à des prix exorbitants. Pour suppléer à l'insuffisance de la monnaie divisionnaire et de la petite monnaie, devenues très rares, la Chambre de Commerce de la Corrèze a émis, à partir de 1916, des coupures de 1 F et de 0,50 F, et en 1917 l'Union des Commerçants de Brive, des pièces de 0,10 F et de 0,05 F en carton.
Ces mesures, en permettant de faire l'appoint, ont rendu les transactions plus faciles.



Pièce en carton de 10 centimes émise par l'Union commerciale de Brive. Collection Lapeyre[16]

16 La jeune fille représentée en barbichet à l'avers de la pièce est Marguerite Priolo (1890-1955), fille du Dr Priolo de Brive, épouse Gaillot. Elle fut reine du Félibrige en 1913 à Aix-en-Provence après avoir été reine du Félibrige limousin de 1909 à 1912. Conteuse limousine, auteur de plusieurs ouvrages, elle fut en outre infirmière aux côtés de la Croix-Rouge à Brive durant la 1re Guerre mondiale.

*
* *

La vie d'un Limousin diplomate à Berlin, René Francez : attaché d'ambassade 1913-1914

Brigitte Favrie-Banette

La diplomatie n'est pas une sorte d'académie mondaine ainsi que les journaux la représentent[1]. Jules Cambon ambassadeur de France à Berlin.

René Francez arrive à Berlin fin mai 1913 où il vient être nommé attaché d'ambassade. Brillant étudiant, titulaire d'une licence de lettres de l'Institut catholique de Paris, d'un doctorat de droit[2], il parle couramment l'anglais, l'allemand et a fait de fréquents séjours linguistiques à Munich, Fribourg, Marienbad. Ses voyages touristiques et culturels en Italie[3] lui ont permis d'en apprendre la langue. C'est un jeune intellectuel catholique de 25 ans, passionné d'art et de littérature, qui rêve d'une *vie exclusivement d'érudition*.
Dans le train qui le conduit vers Berlin, la nostalgie envahit insidieusement ses pensées. Les jardins, les bois précieux des meubles, la vaisselle de Haviland des propriétés du Mas Rome et de Bel-air à Limoges- où vivent encore les deux branches de la famille - ses souvenirs d'enfance entre douceur et tragédie. Sa sœur aînée Maria qui l'a élevé et son frère Jules ordonné prêtre en 1909, sa belle-sœur Camille Tarneaud veuve de son frère Paul et ses deux enfants. Les crêpes sombres qui ne quittent pas les revers des vestons, l'aile de voile noir des chapeaux des femmes qui assombrit deuil après deuil leurs visages nacrés. Ses grands-parents décèdent alors qu'il vient de naître, sa mère, déjà meurtrie quelques années plus tôt par la perte d'un fils, disparaît en 1891, puis son père en 1906 et deux ans plus tard son frère aîné Paul qui avait pris le relais paternel et assuré le suivi de son éducation.
Il s'interroge sur cette carrière qu'il n'a pas vraiment choisie, lui préférant celle de critique d'art. *Diplomatie? Eh bien oui. Comme on cède aux influences des familles!*[4]. Il essaie d'y trouver des intérêts *vie très ouverte, très variée, résidences habituellement brillantes et intéressantes, vie mondain*e il s'imagine invité aux soirées du salon de la princesse Radziwill, qui compenseront son «*humble métier de bureau*» il va lui falloir apprendre à se servir d'une machine à écrire ! Il entend bien cependant consacrer son temps libre à visiter les musées. Il aurait préféré Rome et son patrimoine artistique, se rapprocher de la prestigieuse Florence.

La France a installé sa légation en 1860 dans le palais Beauvryé, construit entre 1735 et 1737 et situé sur la Pariser Platz[5] non loin de la porte de Brandebourg.
Dès fin juillet 1913, René se plaint auprès de sa belle-sœur Camille *de la surcharge d'occupations mal réglées, irrégulières qui se prolongent tard*. Ses collègues ne deviennent pas ses amis, *juste des camarades* et il ressent *une grande solitude de cœur*. Les conversations avec l'ambassadeur, au cours des promenades de service et repas ne réussissent pas à vraiment l'intéresser aux affaires politiques.
D'ailleurs les grandes affaires ne sont pas du ressort d'un attaché et comme le notera plus tard Jules Cambon : *la diplomatie comporte le règlement d'affaires mesquines intéressant*

1 Lettre de condoléance à la famille de René, 13 décembre 1914.
2 Il traduit l'ouvrage de Giorgio Delvecchio *L'idée d'une science du droit universel comparée.*
3 Il assiste à la béatification de Jeanne d'Arc à Rome en 1909.
4 Lettre à Camille début 1913.
5 Place de Paris, nommée ainsi en 1814 pour célébrer la prise de Paris par les armées coalisées.


René Francez, attaché à l'ambassade de France à Berlin.

les particuliers qui se traiteraient chez nous chez l'avoué[6]. La visite à la chancellerie de l'empereur de Russie le laisse sur sa faim car il n'est pas convié à la réception. Il retrouve un peu de joie de vivre lors de ses escapades culturelles à Dresde et Vienne. Il y repère et photographie quelques émaux limousins qu'il signalera à une société artistique dont il est membre ainsi qu'à celle de Limoges. Il se réjouit à l'idée de consulter le livre que veut lui offrir Camille pour ses étrennes, sur Tiepolo, grand peintre baroque du XVIIIe siècle, bien plus estimable que ces nouveaux peintres Impressionnistes.

L'arrivée d'un archiviste le dégage de ses tâches rébarbatives mais néanmoins il s'occupe activement d'obtenir sa mutation pour Rome. *L'ensemble de cette vie est facile, agréable même, après ne pas l'avoir assez longtemps été. Mais qu'est-ce que j'y ai gagné et quel horizon m'y attend ?* [7]

Loin des préoccupations qui gagnent la chancellerie, René, en ce 10 juin 1914[8], organise sa période estivale. *Comment vais-je passer ces mois d'été qui s'annoncent si tranquilles si favorables aux travaux personnels ? (...) visites méthodiques des musées, collections particulières, la peinture française au XIXe siècle, lecture des classiques (…).* Pourquoi s'inquiéter davantage puisque les crises récentes, comme celles d'Agadir, ont pu se traiter par la diplomatie et que les conflits concernent des pays bien éloignés de cette Europe du progrès, centre de gravité du monde. Il a fait un court séjour à Paris et préoccupé de se marier observe *qu'en ce moment nombre de jeunes filles pourraient m'accepter si je les demandais* (…) et se propose de se *renseigner adroitement sur les jeunes filles, les familles, les fortunes* même s'il remarque que pour le moment, je ne désire pas changer d'état.[9]

René est séduisant, c'est un bel homme raffiné et élégant, les yeux gris, le visage harmonieux, d'une belle stature pour son temps, il mesure plus d'1 m 82. Sa famille et les alliances qu'elle a nouées lui permettent d'évoluer dans le cercle d'une bourgeoisie fortunée en plein essor.

Cependant, dès le 29 juillet, il commence à s'alarmer des derniers événements. L'assassinat de l'héritier du trône austro-hongrois à Sarajevo un mois plus tôt ne paraissait pas de nature à générer un conflit. Mais l'Autriche vient de déclarer la guerre à la Serbie et dès le lendemain la Russie et l'empire austro-hongrois s'apprêtent à décréter la mobilisation générale.

Tous les diplomates sont sous tension. Jules Cambon note à l'automne 1913 l'*hostilité contre nous s'accentue et l'empereur a cessé d'être partisan de la paix*[10].

René demande à sa famille d'être sur le garde à vous, d'envisager les pires hypothèses… nous n'avons aucun renseignement qui nous fasse croire à la guerre d'une façon assurée, mais il y a un doute. Pourtant les multiples dépêches qui lui passent entre les mains, décrivent et analysent la gravité des événements qui se précipitent. Souhaite-il ne pas inquiéter les siens, et rester sur la réserve qu'implique son poste ?

6 Lettre de condoléances de Jules Cambon, 13 décembre 1914.
7 Lettre à Camille. 1er janvier 1914.
8 Notes manuscrites rédigées au crayon sur le papier de l'ambassade.
9 Idem note 10.
10 Coupure de presse non datée.

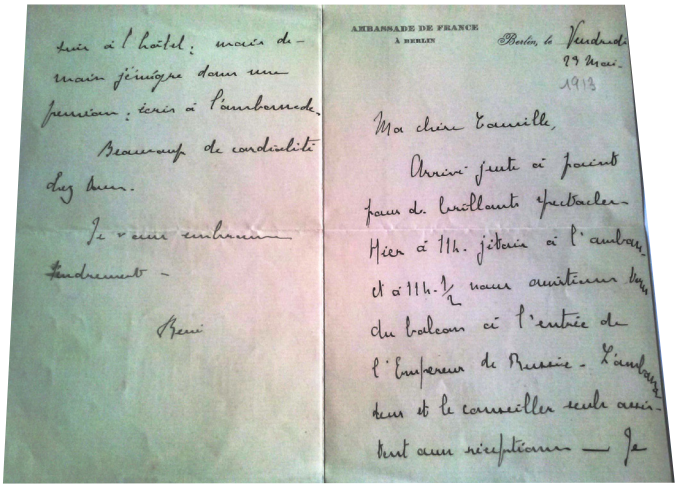
Les treize jours qui viennent seront les derniers de ce qu'on appellera bientôt *l'ancien monde*. L'Europe est sur le point de s'embraser mais seulement pour quelques semaines, car la guerre, que les puissances viennent de se déclarer, sera courte proclame les gouvernants.
Les lumières sont en train de s'éteindre partout en Europe et nous ne les verrons pas se rallumer de notre vivant.

Juillet 1914 : l'Europe oscille vers l'abîme...

Edward Grey, ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne. Août 1914. Mémoires.

Jour après jour, heure par heure, les dépêches s'échangent entre Jean Baptiste Bienvenu Martin, ministre des Affaires étrangères et les ambassades françaises d'Europe.
23 juillet, remise de l'ultimatum austro-hongrois.
25 juillet, la Grande-Bretagne et la Russie demandent une prolongation de l'ultimatum austro-hongrois.
Dès le 26, Jules Cambon informe son ministre de l'enthousiasme patriotique des Berlinois :
Les manifestations semblent devoir se continuer toute la nuit dans les rues et dans les lieux publics où l'on chante parmi d'autres hymnes patriotiques la Garde du Rhin[11]. Il souligne que : si l'heure du conflit entre le Russie et l'Allemagne vient à sonner, celle-ci n'attendra pas pour agir sur sa frontière de l'ouest que nous lui fournissions un prétexte. Nous serons son premier objectif[12].
À la veille de l'ordre de mobilisation en France et en Allemagne, le ministre affirme : L'agresseur ne sera en aucun cas la France.
René s'inquiète *La situation est extrêmement grave. On ne peut absolument pas prévoir ce qui arrivera*. Il demande «*une ceinture ou un sachet en cuir à attacher au cou pour emporter de l'or sur moi s'il faut partir*.
Souhaitons que notre gouvernement ne soit pas lâche, ne trahisse pas la France et que tous les Français sachent faire tous leurs devoirs… Si la guerre est déclarée je rallierai Limoges le plus tôt que je pourrai pour rejoindre mon régiment. Dis à mes domestiques que je désire qu'ils préparent toutes mes affaires et particulièrement chemises de flanelle, chaussettes de laine, quelques grands mouchoirs solides[13]. Il conseille à sa sœur Maria de partir en Suisse en cas de conflit.
Le 3 août l'Allemagne vient de déclarer la guerre à la France et dès le lendemain il lui faut faire ses bagages en toute hâte. La veille, une foule menaçante avait assailli les voitures de l'ambassadeur de Russie et molesté sa suite.
Les relations diplomatiques sont immédiatement rompues, Jules Cambon négocie le rapatriement du personnel de l'ambassade et demande à la Wilhelmstrasse[14] de passer par la Hollande. Il essuie un refus alors même que l'ambassadeur de la Grande-Bretagne y sera autorisé le lendemain. C'est par Vienne que les autorités allemandes veulent organiser le départ de la représentation diplomatique française puis se ravisent et décident que M. Cambon et son personnel seront reconduits à la frontière danoise. Berlin exige un minimum de bagages. Dans la journée, la foule avait attaqué l'ambassade d'Angleterre et en avait brisé les vitres.
Le trajet jusqu'à la gare de Lehrte se fait escortés par des cavaliers et entre deux haies

11 « Un cri gronde comme un coup de tonnerre, Comme le bruit des épées et des vagues écumantes ; Au Rhin, au Rhin, au Rhin allemand ! Qui veut être le gardien du fleuve ? ».
Refrain : « Chère patrie soit calme, Ferme et loyale est la garde, la garde au Rhin », extrait de *Die Wacht am Rhein,* hymne composé en 1840 alors que la France revendiquait la rive orientale du Rhin comme frontière naturelle.
12 Idem.
13 Lettre à Camille, 29 juillet 1914.
14 Nom de la rue où se trouve le ministère des Affaires étrangères. C'est l'équivalent du *Quai d'Orsay* à Paris.


AMBASSADE DE FRANCE
À BERLIN

Berlin, le Vendredi 29 Mai 1913

Ma chère Camille,

Arrivé juste à point pour le brillant spectacle. Hier à 11h. jetais à l'ambassade et à 11h.½ nous assistions du balcon à l'entrée de l'Empereur de Russie. L'ambassadeur et le conseiller seuls assistent aux réceptions — Je

Lettre de René Francez à sa belle-soeur Camille.

d'agents de police[15]. Il faudra 24 heures pour parcourir 400 kilomètres. 24 heures à subir vexations et humiliations. Des représentantes de la Croix-Rouge huent les voyageurs à leur arrivée à proximité de la gare de Kiel. Les stores des wagons doivent rester baissés, un garde armé surveillant les faits et gestes de chacun. Les autorités allemandes exigent même le prix des billets, trois mille marks en or et en espèces !

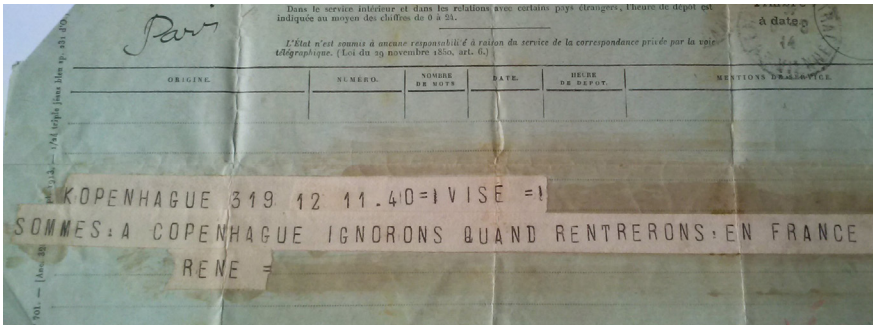
L'accueil fut chaleureux au Danemark puis en Norvège. *Mais il faudra quinze jours pour regagner la France. De Copenhague, nous avons dû nous rendre à Christiania, Bergen, Edimbourg et Londres et nous n'avons pu nous embarquer pour la France qu'aujourd'hui dix-neuf août.*[16] Durant le voyage René a le temps de discuter, avec ses collègues de la légation de Norvège, de la situation et en particulier partager l'espoir du *retour possible de L'Alsace-Lorraine à la France* C'est à leur invitation qu'il fait une excursion dans le fjord de Christiania et visite la Glyptotek de Copenhague et *s'enthousiasme pour la collection des Rodin*[17].
Il adresse des télégrammes à sa famille à chaque étape de ce parcours chaotique et incertain. Il n'a maintenant qu'une idée s'engager et combattre pour défendre la France et demande à ses proches de lui trouver *un révolver d'ordonnance et une ou deux culottes militaires en bon état*[18]. Il a refusé tout net de rester à Christiania[19] au service de la France malgré l'insistance de Jules Cambon.
L'Europe est en train « d'osciller vers l'abîme »[20] et René s'apprête à faire sienne les paroles de Charles Péguy : *Il y a l'honneur de la guerre et il y a la grandeur de la guerre.*[21]

Le ricochet d'une balle allemande le frappe en plein front

Le temps est délicieux ; ce pays est celui des belles églises ; le jardin du curé est rempli de fleurs et je retrouve ici les plus douces impressions du temps de paix. Mon cœur est près de vous. René Francez. Lettre à sa sœur Maria. 19 septembre 1914.

Enfin parvenu à Paris, René est attendu au ministère des Affaires étrangères qui souhaite continuer à l'employer mais René veut aller au front, défendre sa patrie, faire son devoir. Il est animé depuis longtemps par un sentiment d'exaltation de l'effort, du dépassement de soi, d'exigence morale et intellectuelle, d'aspiration à une grandeur d'âme, comme en témoignent ses notes personnelles.
S'il manifeste, dans ses écrits intimes, un goût pour l'introspection, une attirance pour l'art et la littérature, il semble se tenir éloigné des préoccupations politiques de son temps. Mais les

15 Interview de Jules Cambon, *Le gaulois,* 4 août 1918.
16 Attestation de Jules Cambon remise à René à l'ambassade de Londres.
17 Idem.
18 Télégramme du 22 août 1914 adressé à Camille.
19 Appelée Oslo depuis 1925.
20 Jean Jaurès.
21 *L'argent, suite* 1913.


Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure de dépôt est indiquée au moyen des chiffres de 0 à 24.

L'État n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie télégraphique. (Loi du 29 novembre 1850, art. 6.)

Paris

à date

ORIGINE. | NUMÉRO. | NOMBRE DE MOTS | DATE. | HEURE DE DÉPOT. | MENTIONS DU SERVICE.

COPENHAGUE 319 12 11.40=VISE =

SOMMES:A COPENHAGUE IGNORONS QUAND RENTRERONS:EN FRANCE

RENE =

Télégramme émis par René Francez de Copenhague avant son retour en France.

débats qui animent la France de ce début du XXe siècle n'ont pu le laisser indifférent. Écrits, discours bellicistes, nationalistes, pacifistes, socialistes ou antimilitaristes que la presse relaie, sont commentés avec complaisance, intérêt ou critique dans les salons parisiens qu'il a fréquentés. Plus proche de Charles Péguy que de Romain Rolland. Mais en cette première semaine d'août, c'est l'Union Sacrée : les parlementaires ont voté à l'unanimité les crédits pour la guerre.

La fondation de la CGT, en 1895 à Limoges où il vivait avec les siens, avait suscité de vives inquiétudes dans sa famille, parmi les propriétaires des manufactures de porcelaine et les banquiers de Limoges. Elle vient par l'intermédiaire de son secrétaire Léon Jouhaux de se rallier à la nécessité de défendre sa patrie : *Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime*[22].

René, d'abord attaché à l'état-major du général Gallieni, *enrage de rester dans cette situation sédentaire*. La mort au champ d'honneur de Firmin Tarneaud, frère de sa belle-sœur Camille, à tout juste 20 ans, l'affecte profondément mais sa décision est prise. Le 18 septembre il est affecté à l'état-major de la 27e brigade d'infanterie commandée par le général de Villaret, à quelques kilomètres de la forêt de Compiègne. Il se trouve dans *une situation intéressante, bien placé et bien monté. Le moral est excellent*. La vie militaire lui réussit et c'est pour lui *une grande joie d'être ici*.[23]

Sous-officier, que sait-il de la réalité de la guerre ? Le conflit de 1870 est maintenant bien loin. Comme ses contemporains il a été nourri des images d'une guerre mythique, les héroïques soldats légendaires de Napoléon, les cavaliers de Reichshoffen chargeant héroïquement les Prussiens[24]. À l'instar d'autres jeunes de sa génération il imagine *sans horreur et magnifie à l'avance cette aventure inconnue*[25]. La guerre ne faisait-elle pas, jusqu'alors, partie de l'histoire des sociétés semblant *en assurer l'ordre, les fièvres nécessaires, la violence autorisée, ritualisée, glorifiée, […] s'inscrivant dans un cycle d'héroïsation*[26].

Le 20 septembre au matin, il se trouve sur la ligne de feu, au village d'Autrêches dans l'Oise. L'ennemi occupe les hauteurs qui dominent la vallée de l'Aisne et le colonel Bourquin, commandant le régiment d'infanterie, charge René de porter au général de Villaret, stationné à trois kilomètres, des renseignements sur la situation craignant que les Allemands parviennent à occuper le village.

René part vers 8 heures, suivi de son ordonnance, il mène son cheval à vive allure.

22 Léon Jouhaux, discours aux obsèques de Jaurès, 4 août 1914.
23 Lette à René Rigaut, 19 septembre 1914.
24 Popularisés par le tableau d'Aimé Morot 1899 et la chanson-comptine populaire enfantine.
25 Général de Gaulle, *Mémoires de guerre,* tome 1.
26 Laurence Bertrand Dorléac. Commissaire général de l'exposition *Les désastres de la guerre, 1800-2014,* Musée du Louvre-Lens.


Crayon non signé du sous-lieutenant Francez.

Il sent un projectile atteindre son front et un brouillard noir envahit son crâne.
Cette vive douleur qu'il ressent à la tête c'est peut-être le ballon que son frère Jules vient de lui lancer dans l'allée du jardin du Mas-Rome, d'ailleurs il voit sa mère qui accourt et le prend dans ses bras. René pleure doucement. Son père s'amuse de ce chagrin d'enfant. Soudain voilà Louise[27]. Louise qu'il a aimé courtiser, une compagne qui aurait su *attiser mes ambitions* mais Louise a été si promptement perdue, promise à un autre. Blessure.
On me presse de galantiser l'héritière des D., mais c'est Elizabeth[28] qui me charme. *Vous êtes amoureux, vos sonnets la font rire, tous vos amis s'en vont, vous êtes mauvais goût. Puis un soir, l'adorée a daigné vous écrire…*[29]
Sa robe bruisse doucement dans le matin frais. Elle va me donner un baiser... mais ma famille s'interpose. Elle doit s'effacer, son volant en frôlant l'herbe s'est taché de rouge, coquelicots de sang sur la mousseline. Cruelle obéissance, respect, tradition, mais regrets et cœur lourd. Mon frère Paul se penche vers moi il me dit de m'accrocher qu'on va me sortir de là mais je suis bien, allongé sous ce tilleul, mon cheval à bascule oscille lentement dans l'herbe, je ne veux pas bouger, juste tendre la main pour le caresser. Aurai-je le temps d'aller communier en ce dernier dimanche de l'été de mes 26 ans ?
Il est environ dix heures, Pierre Henri Joseph René Francez, sous-lieutenant de la classe 1908 expire, mort pour la France, dans une ambulance stationnée à l'auberge proche. Selon les médecins une balle ennemie s'est logée dans son cerveau, après avoir ricoché contre un obstacle.

Septembre 1914, les Allemands viennent d'être repoussés par la bataille de la Marne mais l'offensive franco-britannique a échoué. Le front se stabilise. La bataille de l'Aisne marque le début de la guerre de tranchées.

27 Le prénom a été modifié.
28 Idem.
29 D'après *Roman,* Arthur Rimbaud, 1870.

*
* *

Les 2 fils et les 4 petits-fils du couple Montagne de Saint-Médard (23) : deux générations mobilisées

Dominique Lecointre-Montagne

Mobilisés dès 14, Charles Montagne et Frédéric Ferrandon meurent au combat

Charles Montagne, classe 1901, mort le 14 novembre 1914.

Charles, le cadet des fils de Michel Montagne, dès la mobilisation du 1er août 1914 doit abandonner Marie sa femme et Marcel son fils qui va avoir 4 ans. Il part de Perpirolles rejoindre le 63e RI de Limoges où il est incorporé le 12 août. Il ne reverra jamais ceux qu'il quitte.

Il part immédiatement au front. Le 15 novembre 1914, Charles est tué à l'ennemi devant Auberive dans la Marne. Il avait 33 ans. Il est cité à l'ordre du Régiment : *A donné un magnifique exemple de sacrifice en faisant sortir ses camarades d'un abri qui s'écroulait tandis qu'il restait seul pour essayer de soutenir la charpente. A été écrasé sous les décombres*.

Frédéric Ferrandon, classe 1910, disparu au combat le 22 décembre 1915.

Fils de Françoise Montagne et Jean Ferrandon, Frédéric Ferrandon est né en 1890 à Saint-Médard et passe le conseil de révision pour la classe 1910 ; il a le matricule N°1398. Il est appelé par la mobilisation du 1er août 1914. Il est intégré au 152e RI surnommé *régiment des Diables Rouges* par les Allemands lors du combat à Hartmannswillerkopf – *vieil Armand* (Haut-Rhin) ; c'est dans ce combat que Frédéric Ferrandon disparaît le 22 décembre 1915. Après jugement du 15 décembre 1920, son décès a été transcrit sur les registres de Saint-Médard.

Charles Montagne et Frédéric Ferrandon, « des héros ordinaires » morts pour la France qui figureront sur le monument aux morts de Saint Médard ; un fils et un petit-fils perdus pour Michel et Joséphine Montagne. Cependant, pour eux la guerre n'est pas finie ! Elle se poursuit et s'enlise dans les tranchées.

Pierre Félix Montagne réserviste est rappelé début 1915

Pierre Félix Montagne, classe 1898, intégré au Services Auxiliaire.

Pierre Félix Montagne né en 1878 a 36 ans lors de la déclaration de guerre mais a été réformé en 1909. Pourtant le 2 mars 1915, il est rappelé à l'activité et dirigé vers le 10e groupe de chasseurs cyclistes à Limoges. (Constitué en 1913 ce groupe est un noyau de formation pour les volontaires des RI et 2 250 recrues des classes 12 et 13, ainsi que des réservistes.) Pierre Félix y fait un bref passage car dès le 15 avril 1915, il est affecté au 78e RI. Il sera finalement classé dans le Service auxiliaire pour légère surdité.

Pierre Félix ne sera jamais envoyé au front, mais effectuera deux périodes à *l'Intérieur* : mars à août 1915, et mars 1916 à janvier 1917. Au-delà du 20 janvier 1917, son registre matricule indique que Pierre Félix qui est bucheron, est détaché à la maison Latour de Vaurousset de Saint-Médard, puis à la maison Lauradoux de La Villeneuve.

Jean Pierre Paul Montagne, sergent de la classe 1915, (les classes 15, 16, 17 et même 18 seront appelées. Trois petits-fils de Michel et Joséphine partiront et seront blessés) blessé en 1916 et en 1918.

Paul Montagne, maçon, est né le 25 janvier 1895 à Saint-Médard, fils naturel d'Eugénie Montagne. Il appartient à la Classe 15 et est enregistré sous le matricule 777. Il mesure



Sergent Paul Montagne, croix de guerre et médaille militaire, blessé à deux reprises. Maçon à Saint Médard.

1 m 63, a les yeux gris et les cheveux châtains. Paul Montagne passe le conseil de révision en 1914 et est classé dans la 1re partie de la liste. Comme il appartient à la classe 1915 il n'est pas mobilisé dès la déclaration de guerre du 3 août, mais en fin d'année. Il est incorporé le 17 décembre 1914, et arrive au Corps comme soldat de 2e classe le 18 décembre. Il appartient au 95e régiment d'infanterie basé à Bourges.

Le registre matricule ne donne aucune indication sur les combats auxquels il participe ; il faut se référer aux données du 95e RI pour suivre son parcours. Incorporé en décembre il a du être envoyé au front en avril-mai. Jusqu'en février 1916, le 95e RI se trouve dans la Meuse dans le secteur d'Apremont-la-Forêt. Du 4 au 21 février il est à Belrain pour exercices, instruction et repos. Le 22 février, il se porte au ravin de Thiaumont au sud-ouest de Douaumont, c'est la bataille de Verdun.

Paul Montagne est blessé à Douaumont le 26 février 1916 : *petite plaie pénétrante de la région malaire droite par éclat d'obus*. Du 24 au 26 février 1916, à Douaumont, le 95e régiment d'infanterie va perdre 800 hommes, mais sauver Verdun. Ces trois jours de combats constituent une des pages les plus glorieuses du régiment et ont été relatées dans un *Historique* publié anonymement par la librairie Chapelot à Paris. Paul Montagne a été blessé au 3e jour. Pour sa bravoure à Douaumont, Paul Montagne sera cité à l'ordre du régiment le 4 mai 1917 : *soldat grenadier très courageux et très dévoué ; A maintenu l'ennemi pendant 2 heures empêchant celui-ci de tourner la compagnie et permettant à sa section d'établir des barrages.* Cette citation lui vaut la Croix de Guerre avec étoile de bronze.

Au cours de l'année 1916, le 95e RI va se trouver dans le secteur de Verdun, puis en Lorraine, et enfin dans la Somme autour de Péronne.

L'année 1917 sera marquée par des combats en Argonne et en Champagne. Le 95e RI sera retiré du front du 6 décembre 1917 au 2 février 1918, pour instruction et travaux ; puis ce seront de nouveaux combats en Champagne et dans les Ardennes.

Paul Montagne est nommé caporal le 11 septembre 1917. Il passe dans la réserve de l'armée, mais est maintenu sous les drapeaux. Il est blessé le 16 octobre 1918, à Lor – Ardennes : *plaies du sourcil.*

Pour cette seconde blessure Paul Montagne sera cité à l'ordre de la brigade le 9 novembre 1918 : *Gradé énergique et brave donnant toujours l'exemple du devoir dans les circonstances les plus difficiles, a été gravement blessé le 16 octobre 1918.* Cette citation lui vaut une deuxième étoile de bronze sur la Croix de guerre.

Le journal du 95e RI indique que le 16 octobre est *une journée assez calme. Le 16 au soir le 95e relève le 27e par un bataillon en ligne…* Il y eut 2 tués, 4 blessés et 16 évacués malades. L'*Historique du 95e RI,* déjà cité, donne plus d'informations sur le contexte de cette journée. Fin octobre les combats s'achèvent pour le 95e RI qui subit sa dernière journée de bombardement le 31 octobre ; il se rend au repos près d'Epernay où il apprendra l'Armistice signé le 11 novembre 1918, mais les soldats ne sont pas pour autant démobilisés. Il leur faudra attendre près d'une année.

Le 26 novembre, la 16e division d'infanterie se regroupe sur la forêt de Compiègne, puis le 18 décembre, fait mouvement pour se regrouper dans la région d'Hirson. Enfin le 30 décembre une partie des effectifs est affectée à la garde des frontières dans le Nord.
Pendant cette période supplémentaire, Paul Montagne est nommé sergent le 22 mars 1919.
Il est démobilisé le 14 septembre 1919, avec un certificat de bonne conduite. Il s*e retire à Saint-Médard.*
Par décret du 3 avril 1931, il obtient la Médaille militaire. Il est classé dans la position *sans affectation* le 15 mars 1933.

Eugène Nuellas, classe 1916, blessé en avril 1917.
Eugène est né à Saint-Médard en 1896, fils d'Euphrasie Montagne et Henri Nuellas. Il vit au village de Perpirolles avec sa mère, Euphrasie qui garde des enfants de l'assistance alors que son père est domestique au village de Mazeaubouvier. Il sait que son oncle Charles est mort lors de la bataille de la Marne ; il a vu partir ses cousins Frédéric Ferrandon et Paul Montagne, mais il n'a pas d'états d'âme, aussi dur que ce soit, pour abandonner sa mère… Eugène mesure 1,68 m et a les yeux bleus. Il part en avril 1915, rejoindre le 6e RI.
En novembre 1915, il passe au 128e RI et est envoyé au front. Il va combattre avec le 128e, puis avec le 418e RI à partir d'avril 1916. Les combats, les tranchées… Le 15 avril 1917, il est blessé à Troyon (Meuse) par un éclat d'obus ; il est évacué immédiatement sur une ambulance, puis à l'hôpital de Clermont-Ferrand où il va faire de nombreux séjours jusqu'en février 1918, car les blessures sont graves : la jambe gauche au tiers supérieur et le 4e orteil sont amputés.
Eugène Nuellas sera renvoyé dans ses foyers en mars 1918. Comme pour son cousin Paul Montagne, ses actes valeureux lui valent : la médaille militaire, la Croix de Guerre avec palme et une citation à l'ordre de l'Armée : *Excellent soldat et plein d'entrain donnant le meilleur exemple à ses camarades. Grièvement blessé au moment où il s'élançait à l'attaque le 15 avril 1917* – (amputé de la jambe gauche).
Eugène Nuellas est invalide, mais il revient en Creuse avant la fin de la guerre ; sa mère, Euphrasie n'aura plus l'angoisse de son devenir pendant les derniers mois de sa vie ; elle meurt à Guéret le 18 juin 1919.

Armand Mouranson, classe 1918, blessé en septembre 1918.
Armand Mouranson, fils de Françoise Montagne et Jean Mouranson, est né le 15 janvier 1898, à Chambon ; il fait partie de la classe 18 qui est appelée dès 1917. Armand a 19 ans quand il est incorporé le 3 mai 1917, au 127e RI avant de passer au 43e RI en décembre 1917.
Comme ses cousins Armand Mouranson est blessé au combat par un éclat d'obus, face gauche, le 27 septembre 1918 à Vailly (Aisne), qui a été enlevée par les Allemands le 26. Il est évacué le 29 septembre, mais est de retour le 27 octobre.
Armand Mouranson est cité à l'ordre du régiment le 18 janvier 1919, et obtient la Croix de guerre avec étoile de bronze ; comme tous les combattants de 14-18, il reçoit la médaille commémorative et la médaille interalliée de la victoire.
La guerre est terminée mais Armand n'en a pas fini avec ses obligations militaires ; il passera dans la réserve de l'armée active le 16 avril 1920 ; et sera renvoyé dans ses foyers le 14 juin 1920.
Le 11 novembre 1918, l'Armistice est signé, la guerre est finie. Michel Montagne, père et grand-père ne le saura pas, car il est mort le 25 avril. Pourquoi encore vivre, quand on a perdu un fils et un petit-fils, et que trois petits-fils ont été blessés dont l'un restera invalide. *Des héros ordinaires*… oui mais des hommes meurtris à tout jamais qui vont être accueillis par des hommes et des femmes qui ont tant pleuré qu'ils n'ont plus de larmes.
Michel Montagne est mort le 25 avril 1918, à l'âge de 76 ans. Il était né dans la prison de

Gouzon, mais son fils Charles et quatre de ses petits fils ont connu de pires *prisons* dans les tranchées. Sa femme Joséphine Chabredier lui survivra de quelques mois, elle décédera le 9 août 1919.

La guerre 1914-1918 marque la fin du monde rural issu de la Révolution. La guerre était enfin achevée mais le deuil était partout dans les campagnes. Sur le monument aux morts de Saint-Médard, commune de 1 124 habitants en 1911, figurent 59 noms, 11 pour 1914, 9 pour 1915, 6 pour 1917, 15 pour 1916 et 16 pour 1918. Dans toutes les communes creusoises les listes sont longues sur les monuments érigés dans les années 1920. Au total la Creuse a perdu près de 11 000 hommes ; près de 20% - (19,5%) - des mobilisés avaient été tués ou avaient disparu au combat. Les conséquences démographiques seront importantes et durables ; la Creuse comptait 266 235 habitants en 1911, elle en aura seulement 228 244 en 1921.

*
* *

Lettres de poilus : « Séste térible boucherie »

Valérie Mazet

Un paquet de lettres serrées dans leurs enveloppes, 182 lettres adressées à un soldat par une trentaine d'expéditeurs, déniché au fond d'un dépôt-vente, cela tient du miracle. Cette correspondance, qui s'inscrit dans un milieu particulier, celui des maçons migrants de la Creuse, offre de quoi reconstituer à l'échelle d'un village tout un réseau de relations et retrouver ce que se disaient en guerre « ces hommes et ces femmes » si peu familiers de l'écrit, ceux que les chercheurs contemporains appellent les « gens ordinaires » ou encore les « mal-lettrés ». Les lire, c'est accéder à toute une humanité, celle de ceux qui faute de savoir brasser les mots, s'acharnent à écrire parce que l'événement les y contraint.

Ceux de Mareilles

182 lettres, c'est ce qui reste de la correspondance reçue par Camille Labonne, tailleur de pierre d'un hameau creusois, le village de Mareilles, commune de Sous-Parsat[1]. Il faut y ajouter un petit carnet d'adresses, de la main de Camille, une aubaine, même si cela n'a pas suffi pour identifier la totalité des expéditeurs[2]. Ceux-ci sont vraiment des « pays », des hommes et des femmes qui sont allés à l'école ensemble. Les villages forment autant de petites communautés bien identifiées, des îlots de vie collective entourés de leurs champs, isolés au milieu de collines couvertes de landes.

On est là, entre Pontarion et Ahun, au plus profond de la Creuse des cultivateurs maçons migrants, où les familles travaillent à la fois la terre et la pierre. Mareilles[3], village de 150 habitants alors, regroupe une quarantaine de ménages. En 1914, les hommes y sont cultivateurs, maçons/tailleurs de pierres et cimentiers, sabotiers, marchand de chiffons. Les femmes, cultivatrices, ménagères, couturières… Seuls se distinguent un « chauffeur d'auto » au service d'un notable, et l'aubergiste.

Le bourg de Sous-Parsat – moins d'une centaine d'habitants – où loge le couple d'instituteurs, est comme une réplique de Mareilles, un monde de « petites gens », dans le bois, scieur de long ou sabotier, dans la pierre ou dans le fer, forgeron, charretier, mécanicien… Une micro-société reliée à Paris par le biais des hommes partis sur les chantiers de la capitale.

Paris-Mareilles et retour

D'où ces expéditeurs « parisiens » que l'on retrouve dans les lettres. En ce début du XXe siècle, l'exode rural a déjà frappé : en dix ans la commune de Sous-Parsat a perdu un cinquième de sa population pour ne plus compter en 1911 que 373 habitants. Sur la quarantaine de maçons signalés « émigrants » dans le recensement de 1901, combien ont renoncé à la migration saisonnière et se sont définitivement installés à Paris ? En fait, dans la foulée, bien des jeunes filles sont parties, elles-aussi, pour rejoindre leur mari. Voilà pourquoi tant de correspondants de guerre de Camille Labonne, pourtant « gens du pays », lui écrivent de là-bas. C'est de la rue Cambronne qu'Albert Buvat et l'ami Marcilloux expédient leurs lettres, c'est là aussi qu'ils passent la moitié de leur permission avec leur épouse, avant ou après être allés voir au pays « les vieux et les copains ». Les lettres d'Henri Coulaud et de sa fille Victoria

1 Canton de Saint-Sulpice-les-Champs. Le village, seul mot utilisé en Limousin, est un écart ou hameau composé de quelques maisons.

2 Seuls trois des vingt-huit expéditeurs n'ont pu être identifiés.

3 152 habitants au recensement de 1911.



Mariage de Maurice Giraud en 1911: le sabotier entouré de tous ses copains. Coll. Michel Conchon.

viennent de Versailles ; Maurice Giraud habite Paris dans le 14e arrondissement. *Ce coup la j'irai Paris 4 jours et le reste au pays,* écrit Buvat fin 1915*, Je profiterais de cette occassion pour voir tout mon monde*[4]. En septembre 1916, la belle sœur de Camille le regrette : *Je vien de savoir aujourd'hui que Victore Raphanaud a eu une permission mais i nait pas venu nous voire il ait aller la passer a Paris.* Ces Creusois-Parisiens ou Parisiens-Creusois constituent un tiers des correspondants de Camille. *Panam* donc, écrit ainsi. C'est par là que passe pendant la guerre la foule des permissionnaires en transit, hébergés pour une nuit ou davantage par les copains parisiens. Les familles restées au pays s'en impatientent : *Heureusement tu me dit que tu va aller au pays. Si tu peut avoir une perme pour venir ici l'on serai bien content de te revoir surtout que tu n'a pas a te jainer ici il y a tout ce qui faut pour te recevoir tu n'a pas a t'en faire*[5].

Camille Labonne : le destinataire

Le 16 avril 1917, la guerre est finie pour Camille Labonne dont la quatrième blessure lui vaut d'être réformé temporairement et maintenu « Service Auxiliaire » pour le restant de la guerre. C'est là sa deuxième blessure à la tête, la précédente l'ayant fait entrer dans le contingent des trépanés qu'on renvoie quand même au front. Deux fois cité au cours du conflit, il se voit octroyer en mars 1923, comme tant d'autres la médaille militaire. Mais pas d'avancement de grade pour ce tailleur de pierre sachant tout juste lire et écrire, né à Sous-Parsat[6] en Creuse, mobilisé à 29 ans et affecté dans des régiments d'infanterie coloniale. D'août 1914 à avril 1917, Camille passe vingt-deux mois au front dont deux en Orient (aux Dardanelles), ce qui lui permet de « voir du pays », contrairement à un de ses camarades qui *voudrait bien aller un peu plus loin car il n'a jamais quitter son coin*[7]. Vingt-deux mois de guerre active, puisque ses quatre blessures – deux en 1915, une en 1916 et la dernière en 1917 – lui valent à chaque fois une évacuation vers les hôpitaux puis un temps dans les dépôts tremplins pour un retour au front.

Affecté par les différents troubles consécutifs à ses multiples blessures, ce n'est que le 10 mai 1924, à 39 ans, qu'il épouse la petite couturière de son village, Pauline de 9 ans sa cadette, fille du charron et sœur de son ami serrurier puis mécanicien, Victor Raphanaud. Pauline qui, durant toute la guerre, lui avait fait passer, avec insistance *bien le bonjour*.

4 Toutes les citations sont données dans leurs langue et orthographe exactes.
5 Louis Marcilloux.
6 Canton de Saint-Sulpice-les-Champs.
7 Mme Marcilloux.

Ceux qui écrivent

En fait, 60% de la correspondance est familiale. Établir la parentèle fut un peu délicat en raison des nombreux homonymes, au sein du même village, où un ami devient vite un « parent ». Le reste de la correspondance est le fait des « copins », et de « camarades » du régiment. De Célestine, la mère, 54 ans, ne restent que huit lettres[8]. Il n'empêche, les écrits des « gardiennes », des femmes de l'arrière, constituent la moitié de la correspondance familiale[9]. En dehors de Célestine, les principales épistolières[10] sont les deux, Alice, sœur et belle-sœur de Camille (24 et 21 ans[11]), lesquelles, un beau jour de mars 1912 ont convolé en doubles noces à Sous-Parsat. La soeur[12] de Camille épouse ce jour-là le sabotier de Chantegrelle[13], alors que son frère aîné, Ernest, s'unit à la fille d'un maçon de Mareilles. Ajoutons à cela Victoria, la petite sœur de 13 ans, « employée » à quelques kilomètres de là, ainsi que les femme et fille de l'ami Henri, maçon-migrant de Paris. Du côté des hommes, vingt-trois expéditeurs[14] : dix ou onze d'entre eux sont maçons ou tailleurs de pierre (dont les trois frères de Camille), quatre sont cultivateurs, trois sabotiers, un cordonnier et un serrurier. Un monde de « gens ordinaires », on le voit, parmi lesquels, grâce à l'école obligatoire, certains vont pour la première fois pouvoir prendre la plume.

Écrire quand même

On le sait, chaque jour de la Grande Guerre se sont croisées 1,8 million de lettres du front vers l'arrière et 3,4 millions de lettres de l'arrière vers le front[15], écrites en français bien sûr, car si l'on parle le patois entre soi, on ne l'écrit pas. Célestine, la mère, y a recours une fois espérant contourner la censure. Tous écrivent comme ils peuvent, parce que la demande est pressante, implorante, qu'elle vienne de l'arrière, des frères au front ou des copains : *Je suis très content que tes frères donnent toujours de leur nouvelles, car écoutes, ceux qui sont au pays n'ont qu'une seul idée, c'est d'attendre le facteur*[16]. La première fonction de la lettre venue du front est de rassurer en se faisant porter « encore vivant » auprès des siens : *Nous avons pas de nouvelles de Jules, voilà 4 mois, tu parles si c'est long, il lui ai bien arrivé quelques choses. Le copain qui était avec lui n'écrit pas non plus, on ne sait quelles illusions se mettre dans la tête. Enfin il y aurait de quoi devenir fou. […] Voilà combien de nuits que j'étais après toi, je m'étais mis dans l'idée qu'il t'étais encore arrivé quelques choses. […] Camille tout ce que je puis te recommander c'est de me donner de tes nouvelles assez souvent car vois-tu, il ne me reste que toi et tes frères comme grand camarades*[17].

Peu importe son contenu, car l'objet-lettre, la lettre que l'on reçoit du vaguemestre a avant tout l'odeur du « pays ». Ils écrivent, mais c'est pour recevoir en retour et ils réclament une réponse, pour se sentir relié encore à quelque humanité : *Chér camarade tu poura mécrire souvent pasque on san bétte asé de puie le tent é quon névoiplu de fien […] en fien tu mécrira le plusouvent plosible pasque Jeme bien resevoire de té nouvél […] Jatan une réponse bientau*[18]. Et voici Armand : *Chér frère situ peux mécrire fait moidon savoire detes nouvlles, je serét conten. […] jatant tout les joure tai nouvelles et écrit moidan un peuplus souvant si tu peut*[19]. Nul ne peut échapper au pacte, ne pas écrire est impensable, quitte à faire appel à un camarade :

8 Mère de 9 enfants dont une petite fille décédée à 7 ans en 1895.
9 3 autres femmes ne font pas partie du cercle familial.
10 37 lettres au total.
11 En 1914.
12 Alphonsine Labonne.
13 Village de la commune voisine de Lépinas.
14 Dont deux non identifiés.
15 Propos de Clémentine Vidal-Naquet : une rencontre de Calais, lundi 2 mai 2016.
16 Émile Simonet.
17 Ibid.
18 Maurice Giraud.
19 Armand Labonne, frère de Camille.

un certain Duplaix, maçon creusois lui-aussi, dont on a retrouvé la correspondance[20], dit à sa femme qu'il écrit souvent pour les copains. Quelques mots peuvent suffire : *Je te fait se deut mot de lettre pour te faire savoire de mai nouvelles et pour an resevoi des tiain* [21]. Pour certains, écrire est une épreuve et on s'excuse : *Je ten mé palon pour aujourduie* [22], ou l'on préfère invoquer la paresse : *Pardonne moi si gaie tant tardées à técrire se nest pas que je toublu seulement je sui un pau paresau pour ecrire*[23].

En fait, le silence de certains cache souvent la peine à écrire. Du silence d'un copain dont il est sans réponse, l'ami Buvat s'en agace : *J'avais même ecri à Marcilloux pour savoir s'il avait de tes nouvelles mais j'attend toujours sa réponse, tu sais bien que lui n'est pas pressé.* Et c'est parfois l'épouse qui se met en colère : *Je vais vous donner l'adresse de votre frère Ernest puisque vous me dite que vous lavez perdu. Il ne doit pas vous écrire bien souvent, ce qu'il ait pareceux pour ce mettre a écrire, moi qui suit un peut même beaucoup exigente. Ses souvent que je lui en fait des reproche, aussi maintenant ca ne lui fait plus rient.*

« Je te fais deux mots de lettres » : le minimum épistolaire

Que se disent-ils à tant s'écrire ? En boucle sont évoqués l'inquiétude en cas d'absence de lettre, les courriers reçus, dates à l'appui, le temps qu'il fait, les colis : *Di moi ce qu'il te fau tu dois savoir que tu aura tou ce que tu me demandera* [24]. Viennent ensuite les nouvelles de la famille ou du village et puis ils font le compte des blessés et des morts : *Tu as bien dû savoir que notre pauvre copin Eugène Pingales*[25] *a été tué en montant à l'assaut le 20 Juillet. Écoutes, c'est horrible moi je ne puis le sortir dans mon idée, voilà bientôt 3 semaines qu'il a été tué, tout le monde en a été tout confu, [...] Je vais t'apprendre que l'on vient de couper une jambe à Channeaud des Fayolles.*

Chacun tient un compte exact des lettres qu'il reçoit. Ainsi la sœur de Camille : *Mon frère, jé reçus les nouvelles d'Edouard hier me disant qu'il était en bonne santée, ça lettre était du 7. Elle avait pa mis l'omptent pour venir mes la semaine dernière j'en reçevait pas beaucoup. Elle mettait toujours de 7 a 8 jours pour me parvenir. […] Je nais pas de nouvelle de Julien non plus depuis le 26 il navait pas par habitude de rester aussi longtemp. Quand a Constant jai reçu ce matin une lettre ou il me dit que lui aussi ce trouve en trancher. La lettre était date du 28, il faut se contenter de vieille nouvelle*[26]. Mais dans les lettres destinées à la famille, on reste évasif sur la guerre : *Il ont prie quelle que chose pour leurs rhume aux environs du 17 mai , il en ait très peut rester [...] il y en as quelque un qui sont porter disparue. Jai recu une lettre de Ferdinant hier alors il me dit qu'il les font barder même dure.*

L'important c'est d'être compris

La segmentation non normée des mots[27], parfois associée à une graphie médiocre ? Il faut imaginer ce temps passé à faire s'accorder l'écrit à la parole, car à coup sûr, le scripteur ânonne son texte à haute voix : *il serat peutaire miut*, *quan amoi sava trai bien*, *Ge dédire cille etes qecession* [Je te dirai qu'il est question], *je suie aurepau pour quél queten*. Qu'importe les fautes lexicales, *omptent/ aujouh'dui*, et ailleurs c'est l'apostrophe qui est systématiquement ignorée[28] : *sattendre/jai reçu/ leau/ larrière*. Comme si souvent dans les correspondances des « humbles », les lettres ne comportent ni ponctuation et accentuation, ni majuscules sinon

20 Correspondance de Pierre Duplaix. Fonds privé B. Ducout.
21 Maurice Giraud.
22 Ibid.
23 Henri Coulaud.
24 Célestine Labonne, la mère.
25 Cousin de Camille.
26 Sœur de Camille.
27 Béatrice Dal Bo « La variation orthographique dans les écrits peu lettrés de la Grande Guerre : une analyse des mots graphiques ». www.canal-u.tv/producteurs/parole_de_chercheurs. Colloque de Montpellier du 18/06/2018.
28 Ibid.

posées ça et là de manière hasardeuse[29]. Mais qu'on ne s'y trompe pas, au-delà du caractère illisible qui tendrait à disqualifier la lettre, le discours est parfois éloquent. Il existe de grands écarts entre les épistoliers. On ne s'écrit pas pareil de maçon à maçon, de sabotier à sabotier ; si l'on a fréquenté la même école, écrire reste quand même une affaire individuelle.

Tous en tout cas ont le souci d'écrire une « vraie lettre » qui réponde à des règles épistolaires apprises et intégrées depuis longtemps. Les sœur et belle-sœur de Camille s'y adonnent à pleines pages, usant de longues formules d'adresse déclinées en variantes, qui constituent parfois plus de la moitié du propos : *J'ai tardé un peuta te faire reponse a ton aimable lettre qui ma fait bien plaisir de te savoir en bonne santée et que tu était en repot. Cher frère, ma santée et très bonne ainsi que mes enfants et tout le monde de la maison. Je désire de tout cœur que ma présente lettre te trouve comme elle me qu'itte en ce moment*[30]. Même la petite sœur de Camille, 14 ans, se laisse dicter le code : *Je te fais ses deux mot pour te faire savoire de mes nouvelle qui sont très bonne pour le moment, je désire que ma présente lettre te trouve de même.* Les hommes ne sont pas en reste : *Je te fait part d'une carte pour te faire part de mes nouvelles qui son toujour tres bonne. Je voudrais bien que ma carte te trouve la même chose*[31]. La seule, oui, la seule qui ne tergiverse pas et qui en fasse l'économie, c'est la mère, toute à ses angoisses, on le verra.

Après le prologue, on passe d'un sujet à l'autre par des « je te dirais que », et/ou par l'interpellation du récepteur, ce qui a pour effet de ponctuer le texte : *Je te dirais que je suis était très heureuse de te savoir en bonne santée* […] *mon frère, il y a tombe de la neige toute la journée. Il y en a un jolie ta. Cher frère, Armand il y a qu'elleque temps qu'il ne ma pas écrit*. Et voici Armand, le jeune frère de Camille : *Je te fait ses deut mot de lettre pour te faire savoire de mai nouvelles* […] *Chér frère jatant tout les joure tai nouvelles et écrit moidan un peuplus souvant* […] *j'ai reçu une lettre de marcel Guson il mede mande ton adreésse* […] *Chér frère si tu peux jatant tout les jour je désire que ma lettre te trouve quome elle mequite an se mome.*

En fin de lettres, pas « d'adieux », ou d'« à bientôt », mais le plus souvent, une formule expéditive que l'on retrouve partout : *Je voi plurien a te dire pour aujourd'huit*, *Je neue vois pas garchausse a de dire pour lienstant*, *Je ten dit pa plus long pour aujourh'dui*[32], et qui se termine le plus souvent par *une cordial poigner de main, ton frère qui te sérre la main*.

Mes « cher fils »

En rupture avec ces codes, voici la mère de Camille, Célestine. Huit lettres d'elle, mais quelles lettres ! Des lettres pleines d'angoisse, et qu'on ne lui parle pas de la victoire à venir ! Début août 1914, ses trois aînés, Ernest, Camille, et Julien sont mobilisés ; en juillet 1916, le jeune Armand rejoint ses frères.

Le discours de la mère, adressé à ses « cher fils », ricoche de lettre en lettre, donnant à chacun des nouvelles de tous pour aboutir à une histoire commune et partagée : *Armand je ne peu te dire vous* [où] *il va aller encore quand il ai venu il étai à la cote de S*[ain]*t M*[ih]*iel]. À présent saoir vous* [où] *ai son régiment. Quan il écrira sil men parle je te ferai par.*

Julien j'ai su de ses nouvelles il y a deux jours il ai dans les tranchées. Armand a écri hier sa santé étai bonne pour le momen il ai loger dans des près. Le village qu'il étai les boches l'on pri. Il di qu'il on du renford à présan, se n'ai pas trop bon pour eu il von essayer encore reprendre le village qu'il on perdu [...].

La mère ressasse et tisse l'histoire. Ernest écrit à Camille : *Cher frère, j'ai apris par ma mère hier au soire que tu était en champagne et que tu pansser de faire encor une ataque. Tu vourais bien me faire savoire de tes nouvelles le plutau posible*, et quelques mois plus tard :

29 On a ponctué les extraits cités et rétabli les accents et majuscules nécessaires à la compréhension.
30 Sœur de Camille.
31 Ernest Labonne.
32 Frères et ami de Camille.

Tu bien du savoire que Julien ainsi que Armand son venu en permission, Armand et reparties du 7 sep et d'appres se que ma mère dis il parais que sa lui a fait baucout de la peine poure repartire, je veu bien le croire. Et en 1917 c'est au tour d'Armand : *J'ai reçu une lettre de ma mère, tout le mon et en bonne santé, elle medonne de tes nouvelles, je suit étai très conten de savoire de tai nouvelles, voila lonten que jatandét* [...].

Seules, on l'a dit, huit des lettres de Célestine ont été conservées. Evoquant rarement les affaires du village, sinon pour dire le mariage d'un soldat, la venue d'un permissionnaire, le temps qu'il fait (*Aujourd'hui on dirai que sa veu tombé de leau*), elle informe à chaque fois de sa santé et de celle de ses autres enfants : *Camille, ma santé et bonne* [...] *Ne porte pas peine pour nous. Nous somme bien heureux contre toi* [...] *Julien à écri hier sa santé et bonne*.

Mais l'essentiel du propos exprime, et ce de façon obsessionnelle, bien plus encore que l'éventualité, la probabilité de la mort de ses fils. Car en effet, quand tant sont déjà morts, comment imaginer que ses quatre fils seraient épargnés ?

La seule « fin » qu'elle appelle, loin d'espérer une fin proche et victorieuse, est bien celle de revoir tous ses fils vivants. Et la mère de pleurer : *Quan donc sa finira cette maudite guerre, jamais j'aurai le bonheur de voir tout mes pauvres enfants.* En janvier 1916 : *Mon fils tu me dis* [..] *vous allez gelé cette année* […] *qu'à présen les mitrailles* [...] *pu vous donner la mor.* [...] *faudra mourire tout de même* [...] *Sai bien triste de voir des pauvres efants coucher trois hiver d'ehor. On ne peu savoir de quoi veu faire on ne voi pas fin de se massacre. On me dit que sa sera au printemp le plus dure, commen sa veu devenir, on per espoir en ce momen.* Et le « printemps » passé : *Pour la fin je pense qu'elle ne viendra pas pour que je puisse revoir mes enfants tous ensemble* [33]. En septembre : *Je voi mon fils que tu à de forte attaque encore qui se prépare pour toi. Tan que tu poura, écri, on à de quoi se désoler.*

Chaque lettre reçue est une joie et une étape dans l'espoir, mais imagine-t-on l'attente ? : *Mon fils écri un peu souven, quand même qu'il y ai que deux mots, sa suffira pour me donné de tes nouvelles. Quand je reste quelque jours sans rien recevoir, tout de suite je pense que mes enfants so mor.* [...], *Je me désolé de lui, je pansai qui lui avai arrivé du mal*, *Je te fai par de quelques mots pour te dire que j'ai reçu une lettre de toi hier un grand plaisir tan que je pourrai en recevoir*.

Pourtant la lettre n'offre de répit que le temps de sa lecture. Pour Célestine, le seul répit qui vaille est de savoir ses fils au-delà du front, d'un « frond » dont elle ne sait rien si ce n'est qu'il est garni de « tranchées », de « courbes » comme dit sa fille aînée. Un front avant tout lieu de massacre. Quand ses fils sont « aux tranchées », elle visite les permissionnaires des mêmes régiments pour savoir si là-bas, *on fai de for combat*. En juin 1916 elle écrit : *Pas trop contente de te savoir dans le tranchées et toujour malade. Il faut que ta destiné soi bien malheureuse, tu éprouvera du mal jusqu'à la fin. Je désire mon fils que ma lettre te trouve sorti des tranchées, le bonheur de ne pas les reprendre.* Elle évoque les permissions qui ne viennent pas : *Tu ne panse pas de venir tu nen parle pas pourtan ton tour est bien ariver à présen. Toujour tu panse de venire chez nous j'amai tu vien, toujour ses repoussé.*

Le répit pour Célestine c'est la blessure du fils qui l'envoie à l'hôpital et qu'importe la souffrance puisqu'il est encore en vie : *Sa ma fai plaisir de savoir que tu ai pour quelqu temp à Bordeaux tan mieux pour toi tu me réconsole de me dire sa parceque tu à assez éprouvé des misère pour le momen. Tu souffre je men doute san sa tu repartiré bien, mai sa fai rien tu ne sera peut-être pas si malheureux que sur le frond.* Mais l'Armée a besoin d'hommes. Tant d'entre eux sont tombés, qu'on rappelle en hâte les rescapés à peine guéris : *Je voi mon Camille que tu ne sortira pas du front tu a beau être malade il fau marché tout de même di moi si tu souffre de ta tête bien plus que chez nous, si tu pouvai rentré à l'hospice pour quelqu temps sa serai tan de passé.*

Et même, et c'est le comble, lorsque blessé une quatrième fois en avril 1917, Camille lui écrit

33 Juillet 1916.

au mois d'août que la guerre est finie pour lui et que cette fois-ci il sera réformé, résignée, la mère n'y croit même plus : *Mon fils avec tan de blessure que tu à éprouver je croyais très bien que sa serai la dernière fois que tu retournerai plus sur le frond à présen que tu va un peu mieux et je ne voi pas de fin. Tu reprenda encore une foi la direction du frond.* Un peu plus tard encore : *Mai je voi que sa ne va pas bien for pour toi. En me disan que la guerre et fini pour toi il fau que tu soi bien misérable. Car tu aurai le tan d'y retourné le massacre nai pas encore fini.* Mais faut-il seulement qu'on lui dise la vérité à la mère : *Mon fils, Julien à écri hier sa santé et bonne, il me di qu'il à trouvé un bon poste pour le momen, tant qu'il sera la il ne fau pas porté peine, je ne sai si sai la vérité. Tu me di sa, sai pour me reconsoler mai je voi que tu a bien du mal. J'aimerai meiux que tu me dise la vérité mon fils* [...] *je sai que tu as bien du mal pourquoi le me caché ?*

Nommer la guerre

En juin 1917, quand le tout jeune Raoul arrive à Ahun en permission, il ne trouve pas les mots pour exprimer ce qu'il vient de vivre : *Il ait rester un bon moment, il arrivait que du front, il nous as dit quil avait vu du mal terrible depuis 2 mois, que lon ne peut pas sen faire une idée.*[34]

Les qualificatifs abondent pour désigner la guerre que l'on n'évoque d'ailleurs le plus souvent que pour en souhaiter la fin au plus vite. Et on est loin ici du sacrifice consenti et des morts glorieuses qui émaillent le discours des patriotes. De plus, dans les lettres de ces si peu-croyants, nulle trace de ces médailles du Sacré-Cœur censées protéger le soldat de la mort, ou des prières pour s'en remettre à la Sainte Vierge. On est trés loin du « Dieu et patrie » qui sous-titre *Le messager de la Creuse*.

Depuis longtemps déclaré inapte suite à un accident d'échafaudage, Émile, 35 ans, tailleur de pierre et spectateur du conflit ne mâche pas ses mots, et tant pis pour la censure : *Quel massacre va-t-il se faire là-bas ? C'est terrible de voir chose pareille* [...] *Ou es la fin de ce massacre, de cette tuerie ? C'est donc tout de même affreux de voir mourir ces pauvres copins par une boucherie pareille* [...] *Le pauvre*[35] *il a été vites disparus et bien d'autres comme lui et quand donc sera la fin de ce maudit massacre ?* [...] *C'est à vous autres, voilà bientôt 3 ans d'éprouver tant de mal et ne voyant pas de fin, c'est horrible.*

Les sabotiers eux, ne sont pas en reste et si, en 1916, le copain Maurice ne connaît pas d'autre mot : *Je séré canmême content de voir la fien de séste térible boucherie*. Henri, muté dans un régiment de zouaves le dit dans un registre plus élaboré : *Je me demande si l'on ne va pas avoir bientôt la fin ce qui serait grand temps d'en finir je crois, nous avons cependant assez de cadavres, de ruines amoncelées et de misères consenties dont la France aurait bien besoin de ce qui reste pour renaître. Après la guerre on pourra mesurer l'étendue du terrible fléau, des misères, des ruines et des cadavres tombés en masse*[36].

Dès février 1915, l'ami Buvat ne peut croire à la prolongation du conflit. Un autre hiver ? Inconcevable : *Je pense que ce ne sera pas bien long maintenant pour que l'on puisse reprendre ces vieilles parties de manilles et des billard et que l'on retournera faire un tour aux Halles mangés la tourte au fromages.* Huit mois plus tard, l'ami a changé de ton : *Mon cher Camille, que pense tu de cette guerre, crois-tu qu'elle va finir ? Je n'ose y penser que c'est long. Le jour que nous nous sommes quittés, jamais je n'aurai cru d'être encore la en ce moment, enfin, que veux tu, il faut bien espérer que nous en verrons la fin. Oh quelle belle journée, je crois la plus belle de ma vie.* [...] *mon cher Camille en veront nous la fin, je n'ose y penser. Où donc que tu es toi maintenant ?* Et janvier 1916 : *Moi, cela va toujours a peu prêt a part que j'ai toujours le cafard de ne pas voir finir ce fléau qui charge l'humanité. Enfin j'espère que la Toussain finisse tout cela et que nous serons tous rentré chez nous. Moi, mon cher Camille,*

34 Belle-sœur de Camille.
35 Eugène Pingal, tué en juillet 1916.
36 Henry Mazeaud, cultivateur niv. 3.

je jure sur la tête de ma fille que c'est le dernier hiver que j'y passe et toi, qu'en pense tu ? Pourtant, en décembre 1916, Buvat finit, comme les autres par prendre le parti de la résignation en poursuivant son « métier[37] » de soldat. La « délivrance[38] » viendra plus tard. En décembre 1916, il écrit : *Je suis dans l'artillerie de tranchée les crapouillot en un mot et je t'affirme que cela ne vaut guère mieux que la place que tu occupe, enfin, que veux tu, obligés de ce résoudre à tous, est d'attendre de jours meilleurs.*

Émile, dont le frère est prisonnier ne dit rien d'autre à Camille : *Malgré toutes les souffrances qu'il endure il est mieux que toi, lui n'attend que la fin pour revenir s'il n'y lui arrive pas de mal et toi, pauvre diable, tu n'attends que la mort mais que veux-tu il faut vivre avec espoir, tu as eu et supporté combien de mal jusqu'alors peut-être que tu t'en sauveras.*

Dire sa guerre

Quels mots pour raconter la guerre ? De fantassin à fantassin, il est inutile d'en dire bien long : *En fien* [enfin] *Je ten fait pa de dé taille tu le coné ausie bien come moie.* Seul, le plus jeune des Labonne, qui vient d'arriver au front éprouve le besoin de se confier à son aîné : *An semomen je suit à Verdun, je fait des tranchet. Hier ausoire les bauche noux son anvoiellés des aubus.* [...] *Je panse dales an premier ligne dans 4 jour* […] *on na réstai 12 jour an 1e Ligne, le sécteur comense avenire maules tout tout les soire onna un bombaredeman a charenét [acharné] il nousanvoie des grena a la main. Les trancheét son à 7 métres.*

On s'écrit pour dire où l'on est : *Mientenant Je vé te dir je suie an cor danzun sal petie couin, je suie a bériaubac* [Berry-au-Bac] *on doie pa le dir mé a toie, je te lemé.* [...] *tu mésquzera bien sie ee netér pa écrie plutau pasque tu sée avèc les fameuze au fansive que lon de vér faire et quie napas réusie*[39].

On informe les autres sur le sort des camarades au front. Après le terrible échec de l'offensive Nivelle du 16 avril 1917 lors de laquelle Camille reçoit sa dernière blessure, son copain d'escouade lui écrit : *Je m'empresse de répondre a ta lettre* [...] *nous somme tous heureux de te savoir a l'hopital. Tu me demande comme ça ses terminée, bien mal je te l'assure car l'Adjudant et tué, H*[…] *Blessé, Jung mort et aussie Pagés le jeune de la classe 17 et disparue et toute la 9e escouade, dans la section, nous ne somme revenu que 16 sur 42. Tous les officiers ont été tué ou Blessé, il ne reste que Galibert pour commender la Cie*[40].

Exprimer ses émotions

Mais surtout, dans ce milieu d'hommes rudes, plutôt pudiques, plutôt taiseux, pour la première fois sans doute on ose s'épancher et avouer son cafard : « *Mois Je te diré que savapatrobien pour le maument* [...] *mé nou some danzun mauvé couin mé que veutu on atent sa mort a chaque maument moie Jusca mientenent Je népa a me plindre come bléssur mé sétune chanse : mé aulieux dune bléssur sa sera peutêtre la mort.* Celui qui écrit cela, sabotier de Sous-Parsat et migrant-parisien avant la guerre, ne s'en conduit pas moins en héros, capable de prendre le commandement de sa section en plein combat[41]. Légèrement blessé au Chemin des dames, le voici *sours come un vieupot par un éclatemen de taurpille poure la tac du 17 mai…* En attendant donc et puisqu'*on ne peu pa anpêchérien* dit-il encore, il s'agit de profiter des bons moments et l'on s'enivre pour oublier : *Comme consecrie Je seré eureu de te voire avec moie on pouré boire de tanzenten quel que cilodevien séleseul pléziez que lon na sure latérre.* Et pour le maçon Henri : *Sile omt pouveté allet en meryert [en arrière] on poure se radapé un paux seurre le pinard.*

37 Le terme « devoir », n'apparaît jamais dans nos lettres.
38 Émile Simonet.
39 Maurice Giraud.
40 Julien Mazuel.
41 Maurice Giraud : « mal-lettré » de niveau 2, parti simple soldat au 121e RI, caporal 1914, sergent sous le feu en novembre 1916 après avoir pris le commandement de sa section privée de cadres.

Mais rien ne vaut l'amitié ou la camaraderie. Une amitié réaffirmée et ravivée à l'occasion des permissions, histoire de se persuader que la vie d'avant est encore possible : *Je vais te dire que Jé éttér a mareille et puie tusér jé bue un bon cou a véc Emile Simonet et puie Rafaneaux et puie Lanaute, J'ai vu tes deux frères, Armand et Ernest nous étions une dizaine de camarades, tu parle d'une noubat, Julien* (…) *sa santé etai bonne pendan son repos il a étai voire ses camarades il on passé une journée de plaisire ensemble.*[42]

Une amitié que l'on n'hésite pas à mettre en mots, tout comme les mots d'amour encore jamais dits mais que le danger et la distance font éclore dans les correspondances conjugales : *Je vois et tu me prouve que de bons camarade comme nous, ont ne s'oubli jamais. Je véterrminé ante seran lamien bien faur Ton copien citoublipa. Raphanaud Ton copin qui panse a tois qui panse toujour. Chér camarade Je véterminé malétre an te dérent la mien bien fore ton copien citeme* [qui t'aime] *poure la vie* [...].

Une amitié à vivre encore : *Cie* [Si] l*e boneure te lesais revenire, qu'elle bombe a faire, une bombe a tous casais pandans 8 jour, la table se ras garnie comifos chais Raphanaud* et d'autant plus intense pour Félicien qu'elle est vécue au front : *Mon vieu poteau je me souvien toujours l'orsque dans les tranchées un peu degouter de la guerre, toi, tu me remonter toujours le moral puis avec toi et Blanc il y avait toujours un mot pour remonter le moral et un au*[tre] *pour le demicetier. Tu ma bien fait rire quelques fois. Puis les soirs l'orsque le feu dartifice nous éclairer tu disait voici la fêt qui commence puis le pauvre Dumas qui chanter toujours quelques vieux refrain de danse pour nous amuser il n'as pas eu de chance. Je regrette beaucoup quil soit mort* [43].

Les survivants, en quel état seront-ils à leur retour, pour faire à nouveau la fête : *Espérons qu'après la guerre de nous retrouver encore un peu valide, ce jour là sera une réjouissance et un bonheur pour nous.*

Échapper à la mort

Dans toutes les correspondances et même dans celles des plus patriotes, le thème de la bonne blessure revient comme en refrain. Être blessé mais pas trop gravement, c'est être retiré du front pour un temps plus ou moins long et échapper à coup sûr à la mort : *Je vé tanonsé que Maréése* [Mareix] *a et té bléssé a lamien, on la évacué mé sétune bonne bléssure*[44]. Quant à Armand, c'est autre chose, et pourtant : *Il me dit qu'il pense d'être estropié de son bras, il dit que la guerre est finie pour lui mais il sera toujours sauvé de la mort* [45]. Les frères restés au front invitent Camille à faire durer la guérison et y voient une issue salvatrice : *Ne te presse pas pour revenir car on attent tous les jours a donner un gran cou, espéron que sa cera le dernier, que nous les faurseron a nous donner la paix.* Et encore : *Je suis été très content de savoir de tes nouvelles et que tu et toujours à l'hopital, tâche d'y rester le plus longtemps possible, car tu sais, ca ne vient pas bon.* Un autre : *La première sur laqu'elle tu m'annoncer ta troisième blaisur, vraiment mon pauvre Camille tu n'as pas de chance a se sujet. Si seulment la guerre pouvait finir pendent que tu sera a l'hopital. Par se moyent tu pourrais te sauvai du reste de cette triste vie de boucherie. Seulment tu n'as pas cette chance, aussi tot que tu es guéri il te font reppartir sous la mitraille.* Et le cousin : *Tu es sorti de sous les balles pour qu'elleque temps. Peut-être que la guerre sera fini l'orsque tu sera complètement guéri.*

Dès 1915, les deux Alice sont bien conscientes, elles aussi, de l'opportunité de la blessure : *Reste le plus lonptent possible a l'hopital, Enfin vous voila au repos pour quelque temps, peut-être que la guerre sera fini quand vous serez guéri.*

Faut-il encore que celle-ci ne soit pas trop invalidante. En apprenant qu'Armand doit se faire

42 Extraits de différentes lettres.
43 Félicien est lui-même tué en 1916.
44 Maurice Giraud.
45 Cousin Marcel.

opérer, Célestine sa mère s'affole et exige qu'il ne soit pas amputé : *je porte bien peine* […] *si on l'opère son brat et perdu. À présen qu'il a prené un peu de force on va parvenire a lui coupé son brat, je lui ai bien défendu de ne pas se laissé opéré.*
Pour Camille, ça commence à bien faire : une troisième blessure, à la tête, par éclat d'obus en février 1916. N'a-t-il pas fait sa part ? Sa sœur se saisit d'une rumeur : *J'ai aprit que tu pouver te faire retiré du front comme tu était opérée dans la tête. Fait toi porter malade, s'il ne veule pa le reconêtre, refusse de marché.* […] *Il ne faut pa avoir peur il te menaseront mes lèse les faire.* Et la mère, plus prudente, le lui écrit en patois : *Fa dou le fa ch*[…] *qua té poussible. Ta le motif qua te sourtero sou la bale*[46]. L'ami Simonet, à l'arrière, insiste lui-aussi : *Tâches donc de te débrouiller pour pouvoir en sortir, tu as le cas*.

« C'est toujours les mêmes qui marchent »[47]

Émile, le spectateur impuissant de l'arrière s'indigne des retours au front précipités et prématurés de Camille après chacune de ses blessures : *Ça m'a beaucoup frappé de te voir arrivé sur le front. Oh quand même, il n'y a donc plus de justice, cela est trop fort,* […] *ce n'est pas l'égalité* […] *tu sais que les jours pour vous autres, pauvres malheureux sont vites écoulés au pays et que les jours que tu reste au dépôt sont vites comptés pour toi,* [...] *c'est terrible de te voir toujours le premier en avant.*
L'ami maçon parisien Buvat, s'offusque de la vie parisienne : *C'est affreux de voir la vie à Paris, tout le monde se fiche de la guerre, c'est honteux de voir des choses pareille.* [...] *Je ne sais pas mais je crois qu'après la guerre, il y aura du remu ménage.* Comme Emile, il dénonce l'injustice dont son ami est victime : *Je crois bien que ma foi tu as fait ta bonne part mais dans ce métier on ne regarde pas cela, depuis le début c'est toujours les mêmes qui sont sur le front et toujours les même qui sont embusqués,* [...] *les Américains vont venir nous relevé petit a petit et je crois que ce serait bien leur tour, nous, nous avons fait notre part.*
En cette fin du mois de juin 1917, on est bien là au lendemain de l'échec de l'offensive Nivelle, où à Paris comme ailleurs, s'exprime ouvertement le sentiment de l'inégalité des combattants devant la mort.
Un mois auparavant, la belle-sœur de Camille, apprend que son beau-frère devenu aveugle est toujours mobilisé ; elle n'en revient pas : *Je ne savais pas que le beau frère Édouard était repartie a l'arrière du front lon ma dit ça hier jen ai était comme deux rond de fritte. Alors ce nest pas la peine si réellement il ne voie plus que sa mère dit,* [...] *il arriveront peut être a lui faire voire claire sil ne voie pas.*
Non, de cette guerre, décidément, personne n'en voit la fin.

46 (fais ton possible, tu as une bonne raison de te soustraire aux balles).
47 Émile Simonet.

*
* *

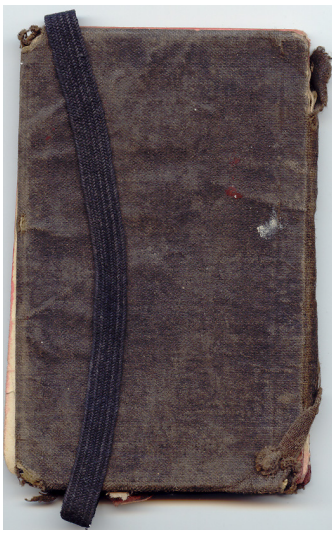
Jean Couturier : 73 jours la peur au ventre... avec la mort au bout

Bernard Bondieu

Quand je fouinais dans la caisse d'archives de mon arrière-grand-père Jean Bondieu, à maintes reprises j'ai pris un modeste petit carnet entre mes mains, tournant les pages recouvertes d'une écriture dense et serrée difficile à lire et le reposais dans la caisse.
Puis, un jour, j'ai décidé de le mettre en lumière. Ému par le témoignage de ce soldat victime de la machinerie de la guerre, j'ai décidé de le publier pour ne pas oublier.
Malgré tous les efforts que nous avons fournis, mon amie Éliane et moi, nous n'avons pas pu tout déchiffrer. Nous avons fait le choix de conserver l'intégralité du texte sans modification d'orthographe, de ponctuation, de soulignement… et il reste beaucoup de questions et de mystères autour de ce carnet :

- Qui a récupéré le carnet ? Comment est-il arrivé dans les mains de la famille alors que la censure sévissait ?
- De quoi Jean Couturier est-il vraiment mort ?
- Pourquoi le corps n'a été rendu à la famille que huit ans après ? Que de questions !

Je vous livre le texte avec quelques documents. À vous de poursuivre la recherche. Ce sont des moments d'émotions et de découvertes enrichissants.
Ce document a pu être réalisé grâce à mon arrière-grand-père Jean Bondieu qui, jour après jour, a conservé archives, actes de notaire, coupure de journaux ou d'almanach, factures, petits papiers…
Cela prouve l'importance qu'il accordait à la chose écrite, lui qui n'a passé que quelques années de sa vie sur les bancs de l'école, avant de partir à 16 ans sur les routes de France en tant que maçon de la Creuse. Ce petit carnet, souvenir de son gendre Jean Couturier, était donc en bonne place, à l'abri, dans la caisse d'archives. Le carnet est ainsi reconstitué avec toutes ses pages jusqu'à sa couverture ci-contre.


Couverture du carnet précieusement conservé de Jean Couturier.

Le texte intégral des carnets de Jean Couturier, a été publié dans *D'onte ses*, n°12 automne-hiver 2015. Nous publions ici un extrait correspondant à son installation dans les tranchées jusqu'à la fin de novembre 1914.

On songe à la mort, gelés dans nos trous, on songe à la mort

Vendredi 20 novembre

On se lève encore avec les pieds gelés. Il y a une épaisseur de glace. Elle porte facilement. Oh, faut-y en voir. Et dire que la nuit prochaine, on va relever les camarades. Oh je n'ai plus la tête à moi car tous les matins, on voit venir dans des pleines voitures, tous ces pauvres malades ou blessés. Et encore, quand on a le bonheur de revenir. Enfin, s'il faut périr soit par les balles, soit par les obus ou soit par le froid. À 8 heures du soir, en route. Il faisait un froid terrible. Nous voilà partis. On marche 6 heures de temps, sans poser le sac mais pas vite, et on arrive.

On était en 2ème ligne mais on n'était pas loin d'eux, et les balles qui sifflaient. On était dans un bois de petits sapins à 3 ou 4 km d'Ipres. Ils avaient un peu reculé. On se fourre dans la terre, dans des trous. C'était couvert et de la paille ou fond.
Et on peut dire qu'on s'est endormi au son du canon et des balles, on était tellement fatigué. Je me suis roulé dans ma couverture à côté de Chenebit et on a dit : si ça nous tue, tant pis. On s'est endormi à 3 heures malgré le froid et on ne s'est réveillé qu'à 8 heures, tout gelé.

Samedi 21 novembre

En ce jour, on a dormi une bonne partie de la journée. On ne dort pas, car à tout instant, on songe à la mort car on en passe bien près à tout instant. Un éclat d'obus sur la tranchée. Oh que c'est triste.
À tout instant, des tués ou blessés. On attend toujours sa dernière minute. Enfin, voilà la nuit. Pourvu qu'on n'aille pas en 1ère ligne. Que le bon Dieu et la bonne Sainte Vierge ainsi que Notre Bonne Dame de Lourdes que je prie tous les jours, me garantissent des balles et des obus meurtriers. Ça ne s'est pas manqué.
Vers les 5 heures ½ : monter les couvertures, départ dans 5 minutes. J'avais quitté mes souliers. J'avais enroulé mes pieds dans ma couverture pour être plus au chaud et pas de lampe et fatigué. On est dans ces tranchées couché comme un chien. Je me suis débrouillé car ce n'est pas le moment de se perdre. On a marché un moment sous les balles et on n'arrive pas loin des 1ères lignes qui sont des endroits à 40 m des unes des autres.
On nous met dans des tranchées pas couvertes et il faut y passer la nuit, et pas de paille. Assis sur ses sacs et il fait un froid terrible. On tremble de tous ses membres. Si j'ai le bonheur de m'en retourner, je crois que je ne craindrais plus le froid car j'apprends à le connaître maintenant. Et pas moyen de se lever. Les balles passent à tout instant au-dessus de nous. Les membres craquent dans les os. Avec tout cet équipement, on ne peut pas se tourner. On donnerait sa vie pour pas grand chose.

Dimanche 22 novembre

Aussitôt le jour, en route pour retourner d'où on était la 1ère fois. On se recouche dans nos trous. On mange un peu de soupe avec un petit morceau de viande froide car pour l'apporter, ils vont faire la soupe loin et on a une goutte d'eau de vie le soir et un peu de café le matin mais ça fait pas de bien, au moment que j'écris, je m'arrête car il y a une grêle de coups de canon qui ont tombés sur nous, à côté de ma tranchée. Il y en a tombé 2 : un a cassé le fusil d'un homme que se trouvait en dehors et un éclat qui a coupé la cartouchière d'un autre et sa musette. Il n'a pas eu de mal.
C'était drôle. On n'a pas le temps de s'en apercevoir : ça y est. Il y a des chevaux et des hommes pas loin de moi peut-être…, ils ne sont pas enterrés. Il y a un jardin à côté d'une maison, pas loin de nous. Et c'est là qu'ils les enterrent. Et c'est plein de croix. On n'y fait pas attention car on en voit tout le temps. Pourvu qu'on n'aille pas en 1ère ligne ce soir. J'ai bien prié pour que le Bon dieu et la bonne Sainte Vierge ainsi que notre bonne Dame de Lourdes, me conservent des balles et des obus meurtriers.
S'il faut aller dans des tranchées pas couvertes, je tremble à l'avance. On passe un joli dimanche. Que le bon Jésus que vous avez prié aujourd'hui mes bons Parents, m'épargne. On n'est pas allé dans d'autres tranchées. On est resté dans nos trous. On a été assez tranquille pour passer la nuit car le canon ne marche pas beaucoup. La nuit il n'y a que les balles et c'est bien assez.

Lundi 23 novembre

Au moment que j'écris, il est 10 ou 11 heures. Les obus nous tombent dessus. Il y a un aéroplane qui nous a signalés et on reçoit quelque chose. Il y a eu des blessés grièvement à

20 m de moi. Un a une jambe de coupé et d'autres qui sont bien blessés. Aussi le cuisinier en apportant le jus ce matin, a été blessé par une balle à côté de ma tranchée mais peu grièvement. On a passé une triste journée car pas moyen de sortir de nos trous. Juste un peu les matins et les soirs pour faire ses besoins. J'ai eu encore le bonheur de n'être pas touché. Dieu m'a gardé. Je le prie tous les jours encore écris une lettre.
Une journée qui se tire. Toujours la peur d'aller en 1ère ligne. On risquerait moins des obus. Il n'y a que les balles. Que la bonne Ste Vierge et le bon Jésus me gardent toujours. On a passé encore la nuit. La nuit bien froide. Oh qu'on est mal. On ne peut pas s'étendre. Encore qu'on n'est pas blessé.

Mardi 24 novembre

Le jour nous voit encore ici, et au moment que j'écris, il est 11 heures et on a eu qu'une petite tasse de café, et on a bien faim. On a que du pain sec, bien dur. Oh que c'est triste.
Je suis forcé de m'arrêter un moment car à tout instant, il arrive un obus 2, 3, 4, 5 ensemble qui tombent à 40 ou 50 mètres de moi. La terre en tremble et je ne peux pas seulement tenir mon crayon et pourtant il faut que je tienne mon carnet à jour pour vous faire voir toutes les misères qu'on a eu à supporter. Je veux écrire une lettre à Mlle Menut car tu me l'as dit chère sœur, ça m'étonnait cette écriture sur les enveloppes. Peut-être que ce soir on va y aller. Que le bon Jésus et notre bonne Dame de Lourdes me préservent de la mort des balles et des obus. On a passé une triste nuit car par-là, à 1 heure du matin : préparez-vous pour aller en 1ère ligne et les balles qui sifflaient. J'en menais pas large ainsi que François[1]. On nous fait passer par un boyau pour y aller. On a fait au moins 500 mètres en rampant car si on avait le malheur de lever la tête : pan, ça y était. À un, ça a emporté un doigt.
On prend chacun son trou et nous voilà encore pour 2 ou 3 jours à la merci des balles et des obus.

Mercredi 25 novembre

Pour faire ses besoins, on les fait au bout du trou et on les jette avec une pelle. Il n'y a rien de plus triste. Je suis tout seul dans le trou à ce moment, car Chenebit est allé se chauffer à côté, ils ont un peu de feu et moi, j'ai entortillé mes pieds dans ma couverture. Je les sens plus et je crois que les ongles vont me tomber et pas moyen de marcher. Si seulement on n'avance pas cette nuit, j'en tremble à l'avance. J'en pleure et je prie mon Dieu bonne Ste Vierge bon Jésus et vous bonne Dame de Lourdes. Protégez-moi des balles et des obus. Que je revois mes chers et bons Parents car je songe bien à vous en ces moments de malheur.
On est à 40 ou 50 mètres des tranchées ennemies, et la nuit, ils envoient des projecteurs qui font clair comme du jour. Je finis car la nuit vient et j'ai peur qu'ils nous surprennent. Je suis avec Chenebit, on cause et ça rassure un peu. On a passé la nuit et il n'y a pas eu d'attaque heureusement.

Jeudi 26 novembre

Le jour nous trouve encore ici avec les pieds gelés. Chenebit est allé se chauffer à côté et au moment où il a été parti, il arrive un obus et un éclat qui arrive et envoie de la terre sur moi. J'en menais pas large je vous l'assure. Heureusement que les autres sont allés plus loin et Chenebit est arrivé et ça m'a consolé un peu. Je prie je vous l'assure. J'étais en train d'écrire à mon cher Papa. Je me suis arrêté et on a attendu la nuit. Heureusement pas d'attaque, mais il faut veiller toujours et il fait bien froid. On a les pieds gelés et beaucoup les ont eu gelés et ils sont partis. Oh que c'est triste enfin.

1 Il s'agit de François Chenebit, natif de Sannat.

Vendredi 27 novembre

Voilà le jour. Aussitôt il arrive un lieutenant d'Artillerie un peu plus loin dans la tranchée avec des Jumelles. Et le téléphone qui signalait à l'artillerie l'emplacement de leurs tranchées. Tout à coup, un canon arrive. Il tape un peu trop loin, un autre plus près, puis un autre 2, 3,4 et 5 et toute la journée, on était étourdi d'entendre ça. Tout à coup, ils se sont mis à nous tirer aussi dessus et c'est une mitrailleuse qui nous signalait. Il en est tombé une dizaine à côté de nous et un qui arrive. Pan. Il tombe entre notre trou et un à côté blesse profondément les 2 qu'ils y avaient dedans. Et arrivent deux éclats, qui arrivent et qui tombent sur nos tentes, les percent et tombent à nos pieds à 3 ou 4 centimètres, on était comme mort. On était blanc et on prie tout haut : mon Dieu protégez-nous, bonne Ste Vierge, ayez pitié de nous bon Jésus. Et les autres : deux qui appelaient au secours, et pas moyen de sortir. Oh que c'est triste.
Enfin ça s'est calmé un peu et on est sorti. On les a mis sur une couverture, fait un petit pansement et on les a traînés dans le boyau à genou, car c'est dangereux. On a fait 3 ou 400 mètres. On avait bien chaud. Les brancardiers les ont emporté et on est revenu à la nuit dans nos trous. Encore un ce matin en portant les lettres de notre section qui a reçu une balle dans la tête. Le pauvre gars. Il était du côté de Nantes. Il est mort deux ou trois heures après. Que c'est triste à 22 ans de mourir et laisser ces pauvres os en Belgique. J'ai prié et dis mon chapelet et on a passé la nuit en veillant car on ne dort plus. toujours sur le qui vive. Heureusement il y eu une attaque sur la droite, mais elle n'est pas venue jusqu'à nous.

Samedi 28

Encore ici. On a passé encore une triste journée. Ils ont envoyé encore beaucoup d'obus et de balles. L'adjudant, en suivant les tranchées, a attrapé une balle au bras droit qui l'a bien blessé. Deux obus ont passé pas loin de nous mais on n'a pas été atteint. Encore la nuit ici, bien tristement en priant toujours. Pas eu d'attaque.

Dimanche 29 9bre

On se lève encore avec les pieds gelés. On ne peut plus se lever. On est tout brisé et on se demande si ça durera longtemps s'ils veulent pas nous relever. Encore passer la journée. On élargissait la tranchée. Ils nous ont signalé. C'était temps de rentrer dans nos trous. Les obus rappliquent, et on rentre dans nos trous. Ce soir on nous dit qu'on est relevé à 9 heures. On part pour passer dans le boyau. On ne s'y fie pas, mais au lieu de nous en aller tous, il n'y a eu que notre section et on est allé qu'à 20 mètres en arrière dans le bois dans d'autres trous. On risquait moins des balles, mais on risquait plus des obus.
On a passé la nuit assez tranquilles, mais on avait toujours bien froid. Et tous les matins, beaucoup de malades. Sur 50 à notre section, on est plus que 18.
Quel triste dimanche qu'on a passé.

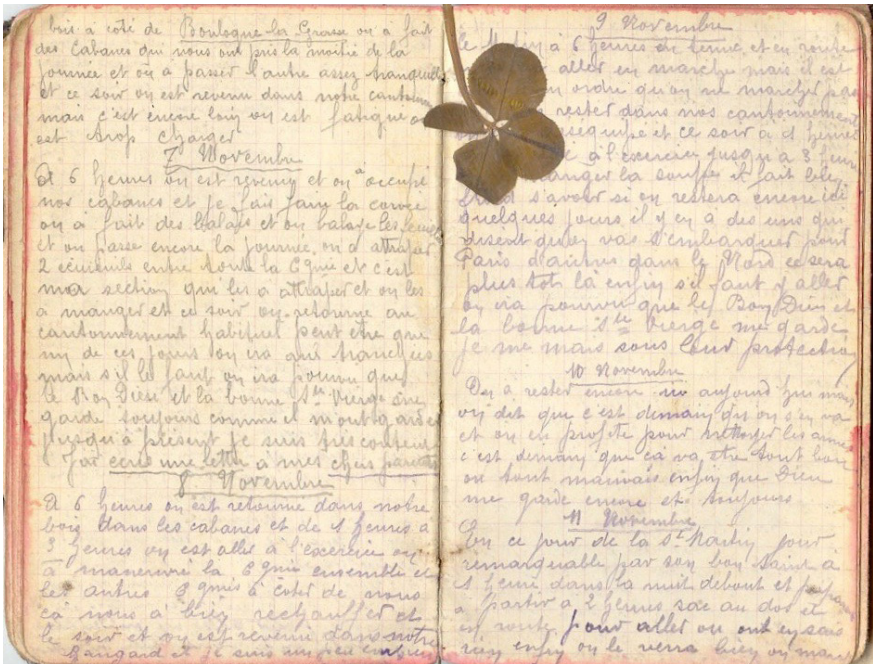
Je suis malade, je tousse...

Lundi 30 novembre

On se lève encore avec les pieds gelés. Il a fallu faire des tranchées à côté pour en mettre d'autres. On a été assez tranquille pour les obus, mais on est tellement fatigué, on ne sent plus ses membres. Voilà le soir. On se recouche encore dans nos trous et on se demande si on va y rester encore longtemps. On passe la nuit sans être trop inquiété. Il n'y a pas eu d'attaque. J'ai écris au papa et j'ai bien prié Dieu pour vous et…….

Mardi 1er 12bre

Encore on se lève, et les obus et les balles sifflent sans blesser heureusement personne. Ça passe tout sur nos têtes. Ils nous disent que c'est ce soir à 9 heures qu'on est relevé. Ça nous a rassuré. En effet à 9 heures, sac au dos, en route. On a marché, on a marché, on est passé



Récit des premiers jours de novembre 1914. Léonard Jean Couturier a placé un trèfle à quatre feuilles dans la page du carnet. Il y est resté...

à Ipres, jolie ville de 4 000 habitants mais toute brûlée, des quartiers entiers, de jolies maisons toutes tombées, et cette pauvre cathédrale toute démolie. C'est bien triste, des trous d'obus partout, des obus de 420 qui font des trous de 3 mètres de profondeur sur 10 ou 12 m de tour, au milieu de la route partout on passe à la gare toute démolie.
On marche toujours. On n'en pouvait plus. On repasse à Flaminstingh où on était avant d'aller en 1ère ligne. On y passe et ils nous disent que c'est encore à 10 km et on en avait fait déjà une douzaine. Beaucoup sont restés en route. Moi j'en pouvais plus. je suis tout de même arrivé. Les jambes ne pouvaient plus me porter. On s'est tous couché au lieu de manger. On a dormi un peu et on a mangé.
Figurez-vous, qu'on est parti à 9 heures et arrivé à 6 heures du matin. Si on a marché. On a passé la nuit un peu tranquille quand on n'entend plus ces canons. J'ai bien prié le Bon Dieu qu'il me conserve.

Mercredi 2 12bre
On a passé la journée couché. On est fait comme des ramoneurs. On ne se connaît plus. Rester 12 jours dans la terre, on en a plein dans les cheveux et une barbe. J'ai attrapé un rhume. J'ai toussé beaucoup la nuit. Je me suis débarbouillé un peu quand même. Et on a passé la nuit encore content d'être à l'abri des balles et des obus.

Jeudi 3 12bre
Je me réveille. Je voulais me faire porter malade. Il y en a eu un devancé à notre section. Et je pensais, si je pouvais être évacué, je serais bien tranquille si je pouvais m'en aller pour quelque temps. J'ai dit demain. Je me fais porter malade. S'ils ne me reconnaissent pas, tant pis, on peut toujours essayer. On a passé encore la journée à se nettoyer et on a eu deux revues par le Capitaine et par le Général. On s'est couché et j'ai encore beaucoup tousser et j'ai dit : je me ferai porter malade demain. Et je priai Dieu que je sois évacué et ça n'a pas manqué.

Je suis au lit... je voudrais que ça dure longtemps

Vendredi 4 12bre

Je me lève. L'heure de la visite arrive. On était 5 à la section. Le major nous examine les uns après les autres. Moi je dis que je suis fatigué et que je tousse. Je me déshabille. Le major m'ausculte et me dis : vous avez un peu de bronchite du côté droit. Évacuer avec un autre, j'étais content. On s'équipe et le Capitaine nous mène à la gare à Poperinge. Ils me font un billet d'hôpital et on monte dans le wagon.

On nous passe un peu de soupe, un morceau de viande et au moment où j'écris, il est midi. Et on est toujours dans le wagon en attente. On embarque des blessés. Je suis content. Si seulement on pouvait aller à Montluçon pour quelque temps, ça serait autant de passé. Ah, j'ai reçu votre cher colis hier au soir. Heureusement mais je n'ai pas reçu de lettre mais j'ai dit à Chenebit de me les renvoyer une fois que je serai arrivé à destination.

Je suis content Mon Dieu que vous m'avez donné cet espoir. Parti de Poperingh à 5 h ½, passé 2 petites gares Belges, arrivé à 7 heures à Hazebrouck (France). Arrivé à Dunkerque à 10 heures ½. Resté jusqu'à 12 h. a eu du bouillon et de la viande et du pain. Arrivé à Calais à 2 heures du matin. On a vu un peu la mer dans le train quand le phare marchait, passé à Boulogne sur Mer à 3 heures ½ et arrivé à Etaples à 5 heures. Arrivé à Montreuil à 5 heures. Passé à Anvin à 6 heures. Passé à St Pol à 8 heures ½ . Parti à 10 heures, passe à Frévent à 10 ½, reparti à 11 heures.

On n'a encore rien touché depuis hier au soir. Heureusement que j'ai du chocolat pour manger avec mon pain. Arrivé à Moulens à 1 heure au moins, à donner à manger un peu et on est reparti à 2 heures. Passer à Canaples à 5 heures pour arriver à Amiens à 10 heures. Oh on reste dans les gares. C'est plein les trains, de tous les côtés. Ici on mange. On a eu du bouillon, du fromage, et du café. On est resté 2 heures. On est parti.

On est arrivé à Montdidier à 1 heure, Clermont à 1 h ½, Creil à 3 heures, Chantilly à 3 h ½, Epluches 4 heures, Hachei à 5 h ½ , passé à St Germain en Laye à 6 h, passé à St Cyr à 6 h ½ Versailles passer à 7 heures. Passer à Palaiseau à 8 heures, passer à Longjumeau à 8 H. passé à Juvisy à 9 heures.

On a mangé un peu et on est reparti à 11 h ½. Passé à Brétigny à 12 heures ½ , passé à Etampes à 0 heure ½ à Cercottes à 3 heures ½ les Aubrais-Orléans à 4 h, Baregency à 5 heures ½ Blois 6 heures, Amboise 7 H St Pierre des Corps Tours 8 heures ½ Ambroise à 10 H et arrivé à Angers (Maine et Loire).

7 Décembre lundi 1914

à 1 h du matin on nous fait monter en voitures et on nous emmène dans un Lycée transformé en hôpital. On monte dans une salle de 25 on nous prépare des lits et je me couche. Je suis avec un nommé Deschamps de Ville Frenade commune de Marissah qui a une bronchite mais plus grave que moi.

Le major le met au lait et moi à la 1ère portion avec un peu de vin et du quinquina. Je suis plutôt fatigué. Ecris une lettre à maman.

Mardi 8 12bre 1914

Toujours ici au lit. Le major me dit que j'étais simplement fatigué. Pas de bronchite. Je mange bien. J'ai écris une lettre à ma sœur. Je suis bien content d'être à l'abri des balles et des obus.

Mercredi 9 12bre 1914

Toujours ici. Le major me dit de me lever un peu. J'ai écris une lettre à vous chers Parents.

Jeudi 10 12bre 1914
Toujours ici. Je me suis levé hier et je me suis un peu enrhumé, c'est pourquoi je reste au lit. Aujourd'hui je voudrais que ça dure longtemps.

Le carnet de Léonard Couturier se termine ainsi. Il n'a plus repris le crayon. Il est mort des suites d'une « maladie aggravée au service » le 23 février 1915 à l'hôpital temporaire N°17, installé dans les locaux du collège municipal de Châlons-sur-Marne.

*
* *

Entre tragédie et cauchemar
Léon Lebret au front du 2 août 1914 au 19 août 1919

Textes rassemblés par Guy Dintrat

C'est en déménageant le grenier que j'ai retrouvé dans une vieille commode les carnets de campagne ainsi que des photos et objets de mon grand-père. Il avait pris soin d'écrire tout au long de la guerre sur ce qu'il appelait son carnet de notes ou carnet de route, toute la campagne 1914-1918.
Il s'appelle Léon Lebret, il est né le 28 juin 1892 à Saint-Priest-Taurion (Haute-Vienne) et faisait parti de la classe 1912, n°1871 au registre matricule du recrutement, n°4247 de la liste matricule. Il a combattu du 2 août 1914 jusqu'à l'armistice et faisait partie du 100e régiment d'infanterie stationné à Tulle. Il a passé cinq ans, dix mois et dix neuf jours dans l'armée active. Il est 1re classe le 29 juillet 1914, caporal le 20 septembre 1914, sergent le 1er octobre 1915. Il a été blessé trois fois et a été décoré de la Croix de Guerre avec citations à l'ordre du régiment le 3 août 1916 et de l'armée le 23 juin 1918. Il a la médaille commémorative de la Grande Guerre, la médaille Interallié et la médaille Militaire le 26 août 1931.
J'ai retranscrit fidèlement ses notes sans modifier le texte.

(Le texte intégral du témoignage du sous-officier Léon Lebret a été publié dans la revue *D'onte ses* n°16, automne-hiver 2017. L'extrait publié ici, correspond à la première bataille de la Marne du 5 au 12 septembre 1914, puis à la période qui suivit jusqu'à sa première permission.)

Le 11 (septembre 1914) au matin, on a poussé un soupir quand on s'est aperçu qu'il n'y avait plus personne devant nous et à 9 heures on a reçu l'ordre de marcher. Les Allemands battaient en retraite alors quelle joie de tous malgré toutes les pertes, mais on a marché que très peu et le soir on est resté aux abords d'un village que les Allemands avaient déjà mis le feu et dans une maison on a trouvé une table mise où soi-disant il y avait des officiers ennemis qui y mangeaient quand un obus, à nous, a traversé la maison. Ils ont tout laissé.(...)
En sortant du village on a trouvé deux Allemands dont un mort et l'autre blessé, c'était des Uhlans qui avaient été pris par une patrouille d'éclaireurs de chez nous et de là on s'est dirigé sur Somme Py où on y a passé la journée et le soir on nous a amené dans un bois en réserve. Avant on voulait nous faire cantonner dans un bois de sapin où il y avait de la paille à coté mais voila que de suite il y a un autre ordre pour nous faire aller dans un petit bois de sapins et d'arbustes où on a passé deux jours, le 15 et le 16 septembre. De là on est revenu sur Somme-Py puis après à Somme-Tourbe où on a trouvé le village tout brûlé malgré cela il y avait encore quelques paysans où on a acheté du miel. Le soir même on est reparti pour aller dans le bois de sapins tout près de la ferme de Jonchery où on a allumé du feu pour nous sécher car on avait pris une bonne trempe. Le lendemain ils nous ont fait mettre dans des tranchées tout près d'un autre petit bois encore plus près de la ferme où on a passé une partie de la journée et on a été finir de la passer dans un autre bois où pendant un moment on nous disait que l'on devait attaquer mais il n'en a était rien et là comme on avait encore rien touché comme ravitaillement, on nous a distribué du riz avec du sucre mélangé dedans. On a fait cuire cela avec un peu d'eau que l'on avait dans nos bidons et on l'a mangé comme cela.
À la tombée de la nuit, on nous a dit de prendre position à un endroit où que commandant

et capitaine n'ont jamais pu trouver et l'on était tout près. Le lendemain, au petit jour, on l'a trouvé de suite mais toute la nuit on l'a passé à attendre en plein champ et sous la pluie battante mais dans la matinée on a changé de place et on a été de l'autre coté de la ferme comme soutien d'artillerie et d'attaque car le 1er bataillon a attaqué et il y a eu beaucoup de pertes et le commandant était blessé et le soir même notre capitaine a été prendre le commandement et nous pour la première fois on a touché un ravitaillement.

Je suis promu caporal

Comme on était en réserve, on a été ravitaillé le 1er bataillon et nous au retour on est rentré à la ferme de Jonchery où on est resté deux jours. Là on a pu se laver et se raser et la j'ai été proposé comme caporal. Au moment que je décousais mes galons de soldat de 1re classe, car je n'en voulais pas puisque l'on me les avait fait attacher par force, voila que le sergent qui commandait ma section vient et me dit : *il ne faut pas découdre vos galons car au lieu d'en mettre un, il faut que vous en mettiez deux* ...
Alors moi, je n'ai pas voulu le croire comme on ne m'avait rien dit. Mais le lendemain, il me fait voir ma nomination en date du 21 septembre et j'étais bien obligé de les prendre.

Le lendemain on a été à Jonchery même ou on y est resté quatre jours, on a eu de nouveaux officiers, lieutenant et capitaine et le cinquième jour on était en première ligne dans les marais en avant de St-Hilaire-le-Grand mais on y a passé que la journée et la nuit. C'est le 125e qui nous a relevé. Nous on est parti à Mourmelon où on a juste passé la journée et on est parti dans les bois de sapins en avant de Mourmelon où on a changé trois ou quatre fois de place et après on s'est mis dans un bois bien fourré et le soir on allait ravitailler les autres. Au bout de quatre jours on est revenu à Mourmelon où on est resté deux ou trois jours et on a couché dans le casernement et de là on nous a monté une nuit en réserve dans des sapins et la nuit d'après en première ligne.

Froussards et bon à rien !

Le jour que l'on a été en réserve, le lieutenant qui nous commandait nous a perdu tout un peloton, le capitaine est venu nous trouver, il était presque jour, on dormait tous couché sur le dos avec sac au dos, alors il a dit au lieutenant que *quand on était pas capable, il ne fallait pas prendre de galon !*
Le lendemain on était en première ligne dans une plaine à moitié et l'autre moitié dans des petits bois de sapins en avant du village de Baconne. Le premier jour, il y a eu une fusillade formidable: premièrement du coté allemand qui faisait cela pour fêter la prise d'Anvers et après s'ensuivit de notre côté. À ce moment moi je faisais la relève des sentinelles qui se trouvaient dans le bled à environ cinquante mètres en avant et il y avait déjà une rangée de piquets placés et trois fils de fer et on était en avant et pour se replier, on ne pouvait faire assez vite, on se butait dans les fils mais quand on a été arrivé dans le bout de la tranchée que l'on avait déjà fait, on a tiré à bien dire, jusqu'à la dernière cartouche. Mais ils y en avaient qui avaient la frousse et tiraient en l'air et d'autres comme le sergent major qui commandait la section, se couchait au fond de la tranchée et disait aux autres: *tirer, tirer !* mais lui ne faisait rien, le froussard le bon à rien, rien que bon pour crier après les autres et les faire mal voir...
Enfin là on y a passé deux jours et on est revenu à Mourmelon le Grand où on est resté encore deux jours. On a reçu le renfort du 104e Territorial et la fois d'avant on avait reçu ceux du Nord du 73e, 1er et 84e et après nos deux jours on est revenu à la même place ou on y est resté qu'une journée. On est encore revenu à Mourmelon où on a passé la journée. Le soir on est parti à Thuisy où on est monté en ligne le 8 octobre au soir en face de Thuisy et à coté de la ferme des Marquises et le même soir on a eu un bon bombardement, la 5e compagnie a eu 7 morts et 15 blessés et le lendemain ça était sur nous.

Des jours et des nuits de marche

Dans ma section on a eu quelques blessés et moi-même il m'est tombé plusieurs éclats à coté de moi, un sur ma baïonnette et sur une épaule mais sans blessure et là on a commencé la vie de tranchées: 6 jours de ligne, 6 de réserve et 6 jours repos à Courmelois ou Thuizy et cela jusqu'au 24 mars 1915 où on a été relevé pour aller passer deux jours à Villers-Marmery. Le deuxième jour au soir on est parti pour Saint-Hilaire-au-Temple. Toute la nuit on a fait qu'à marcher, là on y passe la journée et le même soir on repart pour Sarry ou l'on passe la journée du 27 et on repart le matin 28 à 5 heures pour Drancy, où l'on passe la journée du 28 et 29 et le soir on repart pour embarquer à Vitry-le-François pour la direction de Toul où l'on passe toute la nuit dans le train. On débarque le matin 30 à Foug où on touche deux jours de vivre, de là on part pour Pagny-sur-Meuse ce qui nous fait 9 kilomètres de marche après le débarquement, là on y passe la journée et on repart le matin 31 mars pour Avrainville où on passe la fin de la journée.

Le 1er avril on repart pour Griscourt , là on y reste le 2, 3, 4 et le 5, on touche deux jours de vivre de réserve et le soir à 11 heures, on part pour les tranchées où on passe six heures derrière un bois sous la pluie glaciale. On fait un peu de bouillon de potage salé et du café pour nous réchauffer et on repart pour le gourbi où l'on y passe deux jours, le 6 et 7.

Refus de sortir de la tranchée

Le 8 au matin on part pour la première ligne, on passe la journée dans le village de Regniéville que l'on venait de reprendre, on s'était mis dans les caves et le soir on part faire une tranchée à 200 mètres des Allemands à 2 heures du matin. On la creuse, à peu près, de cinquante centimètres et on y passe la journée. On veut nous faire attaquer malgré les 40 mètres de barbelés qui sont devant nous et que les obus n'ont même pas touchés. Alors il se passe ceci : personne ne veut monter et le mot d'ordre passe de l'un à l'autre de ne pas monter ou que ce serait la mort certaine et là on voit le 3e bataillon qui monte ainsi que le 63e d'infanterie. Mais ils se replient aussitôt car il est impossible de s'approcher et toute la journée on est bombardé par les gros canons des forts de Metz. Il tombe de l'eau et de la neige toute la journée.

On a eu deux morts à déplorer et on a été trois blessés, tous les trois de la même section. Moi j'ai reçu une balle en pleine poitrine, par bonheur mon bouton de veste me la faite ricocher et m'a repassé au bras gauche où elle ne m'a fait qu'une égratignure au biceps et coupé ma chemise, veste et capote, cela était le 9 avril et le 10 on est descendu en réserve au village de Regniéville dans les caves.

Là je vais me faire panser et le commandant me fait appeler et me félicite d'être resté et me dit de garder mon bouton comme souvenir car c'est lui qui m'a sauvé la vie. Le 11 on va dans une autre tranchée de soutien et on est relevé le soir à 7 heures. On va cantonner jusqu'à 11 heures du soir à Regniéville puis on part pour Tremblecourt où l'on arrive au jour et là on touche une distribution en arrivant et une autre le soir et distribution de souliers et de capote. On y passe la journée du 12 et la nuit du 13, 14 et 15 et on repart à 4 heures pour les abris où on arrive à 11 heures et demi. À minuit on va apporter à toute la compagnie à chacun 7 trousses de cartouches pour la première ligne et on passe la journée du 16 aux abris, le 17, 18 et 19 on repart pour 4 jours de repos à Martincourt, on y prend la garde en arrivant. On y passe la journée du 20 et on part le 21 au matin pour aller renforcer le 8e corps. On prend les camions automobiles à 2 heures et on en descend à 9 heures à Commercy et fait 4 kilomètres à pied et on cantonne dans la caserne de Lérouville. On y reste une journée et on repart pour renforcer le 29e d'infanterie. On couche à Mécrin où on est à la disposition du Colonel du 29e.

De Mécrin on part au matin, à 10 heures et demi, on passe la journée et la nuit dans les abris et tranchés de deuxième ligne. Le matin du 24 avril à 7 heures on monte à l'assaut et on prend la tranché allemande, on y passe la journée avec de grosses pertes pendant toute



Les poilus posent pour la photo dans les tranchées. Photo collection Guy Dintrat.

la journée et je suis blessé de nouveau par une même balle qui en avait tué un autre et avait traversé une pelle portative par derrière moi et on m'évacue à l'infirmerie à Champville avec des copains de ma compagnie. Là je reste 10 jours et je repars pour rejoindre mon régiment. Le 4 mai on nous envoie à Commercy à la division et là, la division ne sait pas ou est parti le régiment qui a embarqué le 2 mai, alors on nous a mis en subsistance avec le 6e escadron de chasseur à cheval à Commercy. On nous met dans un vieux château et le 8 mai départ pour rejoindre le régiment. On s'embarque à Commercy et on change de train à Grandicourt où on prend la direction de Paris. On reste à Bar-le-Duc et on y cantonne. On repart le matin dans la direction de Verdun et à Verdun on prend une autre direction et on descend à Ancemont où on part pour rejoindre le régiment mais il est déjà parti aux tranchées. On mange alors avec le 126e à la 3e compagnie, on cantonne au village de Sommedieue et on en repart le 10 mai pour les tranchées de première ligne. On y reste 4 jours et on en redescend le 14 au soir et on passe 5 jours à Sommedieue au repos.

On reçoit la classe 15 et des ajournés de toutes classes. Le 19 au soir on remonte dans les tranchées et on est de réserve 2 jours et 2 jours de première ligne et une journée de réserve et on part au repos à Sommedieue, on y reste 2 jours et on part pour embarquer à Verdun et on débarque à Pagny-sur-Meuse. Là on part pour 15 kilomètres à faire et on arrive à deux heures de l'après-midi à Dommartin-les-Toul où on prend un repos de huit jours. On part pour Pompey et on y reste 2 jours. On part pour Dieulouard pour une journée seulement, de là on va à Pont-à-Mousson, là aussi on y reste 3 jours et on part pour Griscourt, on y passe la journée et on part au matin, à quatre heures pour Montauville soit le 13 juin, on y cantonne jusqu'au 16 et on part le soir à quatre heures pour Rosières-en-Haye, on y prend un repos de huit jours.

Le 22 juin comme la section avait fait du bruit, alors comme discipline, le capitaine nous a fait faire une marche de 12 kilomètres, rien que la section commandée par un sergent. Le 23, de service et le 24, départ à 9 heures pour Villers-en-Haye, là on est de réserve du régiment pendant que le 1er bataillon est dans la tranchée. On y reste 7 jours et on part pour Liverdun, on y passe 2 jours et on part pour embarquer à minuit à Toul où l'on embarque à 9 heures

pour Sainte-Menehould. On y cantonne une journée et on passe une revue du général de la 3e armée[1] avec des officiers anglais à 2 heures et on part à 9 heures pour La Neuville-au-Pont, on y passe la nuit et on repart pour le gourbi en réserve au Four-de-Paris et de Four-de-Paris à Vienne-le-Château. Là tout le régiment est en première ligne, on a un peu de perte mais sans être trop considérable et on a été relevé le 7 juillet et on est parti cantonner à Moiremont-sur-Marne où on a touché une distribution d'effets et chaussures et c'est là que les premiers permissionnaires sont partis. On est reparti le 13 juillet en réserve de la division. Le 14 on nous a fait mettre sacs au dos et après on les dépose dans des abris. On nous fait rouler la toile de tente sur le dos, prêt à partir pour monter à l'assaut et après contre-ordre, on reste dans les abris jusqu'au 15. Le 15 on prend la place du 1er bataillon dans les abris, on y reste jusqu'au 20 juillet et là on fait toutes les corvées de soupe et on va faire des boyaux et couper des piquets tous les deux jours. Le 20 on monte aux tranchées en première ligne, on y passe 4 jours. Pendant ces 4 jours on fait attaquer le 3e bataillon et la 5e compagnie de mon bataillon. On nous fait tenir les positions au cas où les Allemands auraient eu évacués la première ligne. Une patrouille devait aller reconnaître et aussitôt, s'il n'y avait plus rien, la 3e section de ma compagnie allait l'occuper avec une autre du 169 qui était à notre gauche. Le 24 on est relevé de la première ligne et on passe en 3e ligne de réserve. On fait des petits abris pour nous et on arrange la tranchée. De là on est relevé de la troisième ligne pour passer 4 jours en réserve aux abris et de là on part à la Croix. On y passe une journée et demie et on revient dans les abris à cause d'une attaque allemande. À 1 heure de la nuit, on nous fait rouler nos toiles de tente et le couvre-pied pour aller en soutien d'attaque et on finit de passer la nuit à la tranchée de réserve. On descend manger la soupe aux abris et on remonte à 4 heures faire une corvée. On mange la soupe en quatrième ligne et de là on part en troisième ligne pour monter attaquer le soir. Là il y a contre-ordre et on redescend aux abris. Le lendemain on va relever la 11e compagnie. On y passe 2 jours en première ligne à Blanleuil et on passe en deuxième ligne où on remplace la 5e compagnie. On y passe deux jours, puis on remplace la 6e en première ligne et on y reste 2 jours. On est relevé le 10 août à 7 heures du matin et on part aux abris pour 3 jours. On va faire des corvées tous les jours. Les Allemands ont attaqué à 11 ou 12 mètres plus loin où on était à gauche. Le 13 au matin à 6 heures, on remonte en première ligne, on y passe 3 jours et 3 de réserve et on redescend dans les abris pour 3 jours, encore avec des corvées tous les jours.

Le 22 au matin, on remonte en réserve de première ligne, on y passe 3 jours, on revient pour 3 jours à La Fontaine-aux-Charmes et trois jours en première ligne à la tranchée de la Marout pour Blanleuil et de là on part pour le repos. On prend le café aux abris et on part pour Moiremont, là on prend le déjeuner et à midi on embarque en auto pour Saint-André où l'on passe le repos et là on va à l'exercice tous les matins et le soir nettoyage. Je prends la garde avec la première section du 5 au 6 septembre et le 7 on part pour renforcer le 7e d'infanterie et le 11e d'infanterie qui se sont fait prendre par les Allemands. On y travaille 4 jours et on fait trois jours de tranchées et avant de monter.

Attaque générale... avec de la gnole et de l'éther

Je devais aller en permission mais alerte et tout le monde a fallu remonter attaquer et là j'ai eu sept hommes de ma section de tués ou blessés par un obus de 75. Après on a été relevé et on est parti à Florent. On y passe 3 jours et on revient à Saint-André et on y reste que deux jours et là encore je devais partir en permission, et après avoir mis mon sac dans la voiture de compagnie, il est venu un contre-ordre que les permissions étaient suspendues et il a fallu reprendre le sac et s'embarquer en auto pour Saint- Thomas. On y passe quatre jours dans

1 Il s'agit du général Sarrail qui avait remplacé le général Ruffey, limogé par le général Joffre. Le général Sarrail connaîtra le même sort le 22 juillet 1915. Sauvé par ses amitiés politiques avec les socialistes, il part le 3 octobre 1915, à l'armée d'Orient. Il en devient le commandant en chef le 16 janvier 1916.

un ravin avec l'artillerie lourde qui bombardait les tranchées de réserve allemande afin de préparer l'attaque du 25 septembre (1915) et le 25, jour de l'offensive, on est de réserve de la division qui attaque et là on nous a distribué à tous un quart de gnole avec moitié éther dedans, aussi on est presque tous moitié fous. Il y en a qui se roule par terre et à 9 heures on donne l'ordre d'attaquer et là il y a toute la division plus de la cavalerie derrière qui doit poursuivre les Allemands mais elle n'a pas pu sortir à cause du bombardement. Elle a été toute anéantie ainsi que tous les régiments d'infanterie qui étaient en première, deux et troisième vagues. Là où nous n'avons pas pu sortir, notre colonel voulait nous faire monter, nous et la section Orant mais au même moment où il donnait l'ordre de monter, il est venu un obus qui l'a fait sauter, lui et le capitaine d'état-major qui était avec lui et son ordonnance. Ce qui fait que l'on a tenu la tranchée mais on n'est pas monté à l'assaut et bien content.
On est resté le lendemain et une bonne partie de la nuit. On est relevé et on part en passant par Moiremont et là on rend les honneurs devant la tombe du colonel.
On repart et nous mettons les sacs dans les camions. On va à Bellefontaine et après à Longeville et Broussay, Rigny-la-Salle, là je suis nommé sergent et je pars pour la première fois en permission.

Le sous-officier Léon Lebret était le 11 novembre 1918, à Somme-Tourbe après avoir soigné une grippe espagnole à l'hôpital. Le 17 août 1919, il est à Amiens où il est démobilisé le 19 août 1919.

*
* *

Albert Lacrocq : Prisonnier en Allemagne, évadé vers la Suisse mars-août 1918

Lacrocq Albert, né le 23 août 1893, à Guéret. Classe 1913 ; n° matricule du recrutement : 77. En sursis d'études, incorporé en août 1914 au 121e RI, passé peu après au 78e RI Parti au front, comme caporal, le 12 février 1915, avec le bataillon de marche du 63e RI ; versé peu après au 54e RI, 2e Cie ; nommé sergent au début de septembre 1915. Blessé par balle le 25 septembre 1915 à la bataille de Champagne et évacué à Saintes, hôpital temporaire n°13 ; rentré au dépôt du 54e RI, reparti au front en juillet 1916 avec un bataillon du 124e RI, versé peu après au 19e RI, 2e Cie. Stage à Saint-Cyr en mars 1917, nommé aspirant ; retourné au front en juillet 1917, fait prisonnier à Étalon (Somme), le 25 mars 1918 ; interné le 7 avril 1918 au camp de Mannheim ; évadé du camp dans la nuit du 2 au 3 juillet ; passe la frontière suisse dans la nuit du 27 au 28 juillet.

Après congé, versé au 50e RI, nommé sous-lieutenant. Démobilisé en juillet 1919. Citation à l'ordre de l'armée n° 17404 D.

Médaille des Évadés (notification du 18 août 1927). Albert Lacrocq devenu journaliste, directeur du quotidien *Centre-presse*, a épousé à Versailles le 4 avril 1921, Marie Yvonne Françoise Albert-Roulhac originaire de Limoges.

Albert est le fils de Louis Lacrocq, célèbre avocat de Guéret auteur de nombreux articles publiés par la Société de sciences naturelles et archéologiques de la Creuse.

Selon sa famille, le récit de sa capture, de sa captivité et de son évasion a été rédigé par Albert Lacrocq, à partir des notes qu'il avait gardées et rassemblées pendant son évasion, lors de son arrivée en Suisse et à son retour en Limousin.

Le récit complet d'Albert Lacrocq, a été publié dans la revue *D'onte ses* n° 18 automne-hiver 2018. L'extrait que nous publions ici, correspond à son arrestation puis à la traversée de la frontière allemande vers la Suisse.

La plus forte humiliation de ma vie

Le capitaine nous annonce que les Anglais sont en pleine retraite et que, d'un instant à l'autre, nous pouvons avoir à attaquer ou à nous défendre. Toutes les unités doivent rester sous les armes. Je rejoins ma section, mets mes hommes au courant et, après avoir mangé une boîte de conserves avec mes sergents, m'étends sur la paille.

À minuit, le capitaine m'envoie chercher et m'indique que le régiment va prendre ses positions de combat. La compagnie occupera la gauche du front et ma section la toute extrémité, le village d'Étalon (canton de Roye). Nous partons, au petit jour, à travers champs et le 25 au matin j'occupe, sans incident, un village où se trouve une vingtaine de soldats anglais égarés. Je leur demande des renseignements, mais ils ne savent rien. Finalement, je décide la majeure partie d'entre eux à combattre avec nous. J'inspecte le terrain, installe ma section à la lisière nord du village et cherche à entrer en liaison avec les Anglais qui devraient se trouver à ma gauche. Une patrouille explore, sans y rien découvrir, la lisière d'un bois qui encercle à moitié le village à gauche. Nous voici sérieusement isolés, avec ce maudit bois par où peut s'infiltrer l'ennemi. L'unité du régiment la plus proche est à 500 mètres à droite, mais le front à défendre est si vaste que le régiment est étalé au maximum.

La bataille commence bientôt par l'arrivée d'obus de 150, puis les fusils entrent en jeu. Devant tout le front, en tel nombre que je n'en ai jamais vu autant, les Allemands attaquent. Sur le terrain que notre feu peut battre ils ne progressent pas, mais ils se rendent compte que



Albert Lacrocq assis avec son camarade infirmier au début de la guerre. Collection de la famille.

notre ligne est faible et courageusement cherchent les trous qu'elle offre. À notre gauche, pas de bruit ; c'est mauvais signe. Notre ligne tient bon jusqu'au soir, puis vers 17 heures, à ma droite, j'aperçois au sommet de la pente, de l'autre côté de la vallée située en arrière et à droite du village, des unités qui se replient. Voici ma section seule sur la ligne primitive, en flèche, avec l'ennemi déjà plus qu'à ma hauteur sur la droite, mais bloqué devant nous par notre feu. Comme je n'ai pas reçu mission de prolonger la résistance plus longtemps que le reste de la ligne, je décide de chercher à rejoindre le bataillon. Je donne alors l'ordre de traverser la petite vallée et de gagner un bois au sommet de la pente. Le repli se fera en deux bonds, le premier nous amenant jusqu'à un chemin encaissé qui coupe la pente en oblique au premier tiers de sa hauteur. Rapidement nous traversons le village et nous élançons au pas de course vers le chemin sous le feu des mitrailleuses allemandes. Des hommes tombent ; on accélère l'allure et enfin, à bout de souffle, nous voici au chemin bordé de broussailles dans lequel nous sautons... pour tomber dans les bras d'une forte troupe d'Allemands qui s'est infiltrée par le bois à gauche d'Étalon. Rien à faire. En un instant, sous la menace des fusils et des revolvers, la douzaine de survivants que nous sommes est désarmée. J'avoue avoir éprouvé, à ce moment, en me voyant prisonnier, la plus forte humiliation de ma vie.

Je suis désormais un objet appartenant à l'ennemi

Que valut ma résistance ? Il ne m'appartient pas de l'apprécier, d'autant plus que l'ennemi, dont l'opinion a bien quelque valeur, s'en est chargé. Le communiqué allemand du 26 mars dit : « Étalon, défendu avec acharnement, a été enlevé aux Français et aux Anglais ». Nous restons un long moment dans ce chemin pendant que les boches explorent nos sacs. Un officier me demande si je possède des plans directeurs et sur ma réponse que je n'ai que des cartes d'état-major me réplique qu'à ce point de vue il est aussi bien outillé que moi. Puis il donne à quelques hommes l'ordre de nous emmener et nous redescendons la pente en ramassant un

des nôtres gravement blessé au bras, au flanc et à la tête. Nous voici bientôt au village d'Étalon où nous rejoint un groupe de soldats d'autres unités du bataillon, faits prisonniers sur la droite. Notre petite troupe s'ébranle, descend dans un ravin et le traverse sous un tir de barrage français qui contrairement au dicton « mieux vaut tard que jamais » est vraiment superflu.

Nos gardiens et la plupart des prisonniers filent en courant et je suis un peu distancé avec les quatre hommes qui m'aident à porter notre blessé dans une couverture. Au sommet de la pente j'aperçois un brancard abandonné sur lequel nous plaçons le blessé. Mais, pendant l'arrêt nécessité par l'installation de notre malheureux camarade, la petite colonne a pris un peu d'avance et nous sommes à une cinquantaine de mètres en arrière d'elle. Un artilleur allemand dont nous longeons la batterie profite de la circonstance pour venir nous examiner et, apercevant mes leggings, se précipite sur moi sans plus de façon et me les enlève. Rien à dire et je n'ai qu'à me faire à l'idée que je suis désormais un objet appartenant à l'ennemi ; mais c'est là une constatation qui ne donne pas précisément satisfaction à mon amour propre. Hâtant le pas, nous rejoignons notre groupe qui croise sans cesse des troupes se rendant sur la ligne du feu. La vue de ce vaste plateau, grouillant de fantassins, d'artilleurs, au-dessus duquel évoluent des avions allemands est impressionnante. Il s'en dégage la sensation d'une force immense, ordonnée, s'en allant inexorablement vers son but.

Continuant son chemin à travers champs, notre colonne traverse une route et fait halte. À ce moment deux médecins à cheval s'approchent et veulent faire enlever notre blessé de son brancard pour y placer un Allemand légèrement touché au bras. Je proteste ; l'un d'eux descend de sa monture, examine notre camarade et me dit en excellent français : « C'est exact. C'est lui le plus gravement blessé. Laissez-le sur le brancard ».

Nous repartons ensuite, emmenant par surcroît le soldat allemand et atteignons un village que traverse juste à ce moment, une troupe d'infanterie. C'est le pillage. Les hommes sortent des maisons, chargés de vêtements, de linge de femme, de vivres. L'un d'eux tient par les oreilles un énorme lapin et, riant de l'aubaine, repart au pas de gymnastique rejoindre son unité.

À l'extrémité du village, est installée une ambulance de fortune. Notre blessé va de plus en plus mal et un médecin décide de le faire laisser là. Pendant qu'il le regarde un aumônier s'approche et me demande en français s'il est catholique. Sur ma réponse affirmative, il lui administre les derniers sacrements, tandis que, rangés autour du brancard, nous saluons militairement.

On nous regroupe ensuite et nous repartons portant des brancards chargés de blessés allemands. De village en village nous allons, charriant toujours notre fardeau dont le poids se fait de plus en plus lourd. Enfin le cortège s'arrête dans une cour de ferme où sont rangées des voitures sanitaires. Avec soulagement nous déposons nos brancards et reprenons notre marche croisant sans cesse la colonne interminable des voitures de ravitaillement des troupes de renfort, des caissons d'artillerie. Nous arrivons enfin à Ham et, par la grand-route, prenons la direction de Saint-Quentin. Mais, peu après avoir dépassé Ham, notre troupe s'arrête dans le fossé. Les sentinelles font descendre les hommes dans une carrière et ma qualité d'aspirant me vaut d'être conduit dans une cabane où je trouve trois officiers prisonniers, deux français et un anglais. Le gardien, vieux territorial bien calme, me donne un peu d'ersatz de café et une tranche de ce pain noir gluant dont j'ai déjà vu des échantillons peu appétissants aux mains des prisonniers allemands, en des jours meilleurs. Le boche me fait comprendre que je dois lui remettre la correspondance particulière que j'ai sur moi. Je m'exécute puis, m'étendant sur le sol, m'endors comme une brute jusqu'au jour. (...)

Rassembler les détails d'une évasion avec Marcelli

Dès mon arrivée à Mannheim je recherche des camarades susceptibles de me fournir des renseignements pour mon évasion et fais la connaissance, vers le 10 mai, de l'adjudant Caël et du sergent Wattelier qui sortaient de prison après une tentative malheureuse. Ce dernier, dont l'attention a été attirée sur moi un jour où j'ai remis à sa place, vigoureusement, l'interprète

français de la compagnie, personnage peu intéressant, vient d'être repris pour la huitième fois. Il m'indique les objets qu'il faut emporter et il me conseille de partir d'un kommando agricole avec un seul camarade. C'est à deux qu'on a le plus de chances de passer inaperçu et de réussir.

Je fais la connaissance d'un soldat qui désire lui aussi s'évader ; nous échafaudons un plan, mais, vers le 20 mai, ce camarade tombe malade. J'attends avec impatience sa guérison. Comme il est toujours souffrant, je m'adresse à nouveau à Wattelier qui me met en rapport avec le sergent Joseph Marcelli.

Joseph Marcelli, du 7e bataillon de chasseurs alpins, originaire de Nocario (arrondissement de Bastia), prisonnier depuis trente mois, venait de sortir à ce moment-là de prison après une quatrième tentative d'évasion. Tous ceux à qui je demande des renseignements sur ce camarade me disent son énergie extraordinaire – deux fois il est parti seul des environs de Mannheim – et m'assurent que l'on peut avoir confiance en lui. Je décide donc d'en faire mon compagnon d'aventure.



Le sous-lieutenant, Havart, dessinateur de son métier, avec qui Lacrocq a lié connaissance est l'auteur de ce croquis. Collection de la famillle.

La première difficulté est la question du départ. Marcelli vient d'être condamné par le conseil de guerre de Fribourg à quinze mois de prison pour avoir frappé un landsturm et il est sur le point d'être conduit à la forteresse de Cologne. Les Allemands ne veulent naturellement pas l'envoyer en kommando. Moi-même, j'ai peu de chance de voir aboutir une demande semblable, étant aspirant et de plus en mauvais termes, on l'imagine, avec l'interprète français de la compagnie qui joue un certain rôle dans les désignations. Dans ces conditions nous décidons de partir du camp.

C'est une entreprise délicate. Des fils barbelés forment une enceinte le long de laquelle se promènent les sentinelles. Leur surveillance est facilitée par des becs électriques placés de vingt mètres en vingt mètres et par un phare tournant, que l'on allume par à-coups, situé au sommet d'une tour au milieu du camp. Avec pareil éclairage il est vraiment bien difficile de couper les fils barbelés de l'enceinte sans être vu.

Nous choisissons alors comme point de départ des cabinets dont une partie est réservée aux prisonniers, d'autres aux sentinelles, cette dernière partie ayant son entrée sur le chemin de ronde où elle fait solution de continuité dans la ligne d'enceinte. Une cloison en planches sépare les deux parties de ce bâtiment à l'intérieur duquel nous pourrons travailler sans avoir à craindre les lumières électriques. Ces cabinets sont situés dans le block des colis où nous sommes employés Marcelli et moi. Malgré tout nous aurons à couper des fils barbelés pour atteindre ce local.

Notre plan de sortie arrêté et bien étudié à diverses reprises sur le terrain, nous établissons la liste des objets nécessaires. Pour les vêtements il n'y a aucune difficulté. Je décide de prendre une culotte de velours beige, reçue de la maison, et une veste noire de prisonnier anglais dont je recouvrirai le brassard jaune au moyen d'un morceau de drap. Marcelli portera une culotte noire et une vareuse bleu foncé ; chacun de nous aura une casquette. Ainsi nous aurons l'air de civils, la nuit du moins. Nous faisons consolider nos souliers qui vont avoir un rude effort à fournir et confectionnons dans une vieille couverture des chaussons que nous mettrons par-

dessus nos chaussures pour ne faire aucun bruit en marchant dans la baraque et sur le ciment des cabinets.

Il faut expliquer, à propos du brassard jaune de ma veste que les Allemands, pour permettre de reconnaître immédiatement un prisonnier ne portant pas l'uniforme mais des vêtements civils ont pour règle d'enlever une partie de la manche gauche sur une longueur de cinq centimètres et de combler le vide par un morceau d'étoffe de couleur voyante. Les casquettes subissent, de la visière à la nuque, les mêmes opérations mais les « gefangs » ont, depuis longtemps, tourné la difficulté. On remet à la censure une casquette beaucoup trop large et lorsqu'elle revient avec une bande médiane jaune, verte ou rouge du plus gracieux effet, on l'enlève, on recoud les deux bords et du coup on obtient un couvre-chef à la grosseur de sa tête.

La question qui paraissait la plus difficile à résoudre était celle de la carte, de la boussole et de la pince coupante, mais j'en viens à bout aisément grâce à un heureux hasard. Je fais popote avec un verrier du Nord qui travaille dans une usine de Mannheim. Il part le matin de bonne heure et rentre le soir pour dîner, rapportant fréquemment des fleurs qui ornent notre table. Intrigué je l'ai questionné sur leur provenance. Il les reçoit de « Ketch», une ouvrière de l'usine, son amie.

La vertu des Badoises n'est pas en effet à l'abri de tout soupçon et c'est un spectacle curieux, le dimanche après-midi, que le défilé, le long de l'enceinte près de l'entrée principale, des amies des prisonniers travaillant en ville venues échanger quelques œillades avec leur « Français ». Ces « amitiés » ne vont d'ailleurs pas sans occasionner parfois des ennuis aux bénéficiaires. Combien en ai-je entendu interpeller le soir à l'appel: « Demain, à huit heures, à la kommandantur ! » qui ne riaient plus en songeant à la question du gosse dont on allait parler, sans oublier celle de la prison.

Puisque « Ketch» nous envoie des fleurs, peut-être nous procurera-t-elle les objets précieux qu'il nous faut. Le verrier pose la question. La réponse est affirmative. Trois jours après – en échange d'un kilo de chocolat, cadeau royal à cette époque de disette en Allemagne – je suis en possession d'une carte au 300 000e du Duché de Bade, de deux boussoles lumineuses, d'une pince coupante et d'une lampe électrique avec pile de rechange. (...)

Nous crions au feu de toutes nos forces

28 juillet, et il y a vingt-six nuits que nous marchons, ayant parcouru, à mon estimation, près de 350 kilomètres.

Nous décidons de continuer notre marche par Schaffhouse et, voulant être sûrs de notre route, nous cherchons un poteau indicateur. Aucun n'apparaît. Mais il y a de la lumière dans une maison. Voilà ce qu'il nous faut ; les habitants nous renseigneront. Nous frappons à la porte. Personne ne répond.

Il était dit que notre aventure offrirait jusqu'au bout de l'imprévu. En effet, n'obtenant pas de réponse malgré nos vigoureux coups de poing, nous faisons le tour de la maison située à l'angle d'une rue, pénétrons dans le jardin et avançons. La lumière que nous avons vue de la rue est celle d'une lampe électrique qui brûle dans une étable où personne ne se trouve. Mais un peu plus loin se voit une lueur. Nous y allons : c'est un commencement d'incendie dans un appentis. Un seau d'eau et une grande jatte de lait se trouvent sur le sol ; vivement nous en jetons le contenu sur les flammes encore courtes et crions « au feu » de toutes nos forces. Les habitants s'éveillent. Emportant les deux récipients nous courons vers une fontaine aperçue dans le village à quelque distance et revenons aussi vite que possible. Quand nous sommes de retour les habitants, avec de l'eau prise à un robinet que nous n'avions pas vu, ont fait le nécessaire et tout danger a disparu.

Voilà une manière peu banale d'entrer en relations ! Ces paysans, réveillés brusquement, mal revenus de leur émotion, regardent avec quelque inquiétude ces deux gaillards à mine patibulaire. J'explique qui nous sommes, pourquoi nous nous trouvons là et comment nous

avons essayé d'éteindre le feu. Une des jeunes filles de la maison, qui parle très bien français, me questionne, traduit à ses parents et tous, enfin, nous accueillent avec cordialité.
Nous entrons dans la cuisine. Il nous faut donner quelques détails tout en buvant du café au lait et mangeant du pain et du gruyère. On nous offre ensuite un lit. À sept heures réveil, ou plutôt lever, car nous sommes dans un tel état de nervosité que nous n'avons pu fermer l'œil. Nous nous lavons, pour la première fois depuis le 2 juillet, et apercevons dans une glace nos silhouettes inquiétantes : visages hirsutes et maigres, vêtements en loques.
Nouveau café au lait. Puis deux des jeunes filles, qui vont chaque matin vendre le lait à Schaffhouse, nous emmènent en voiture et nous les aidons à charger les bidons. Avant le départ le chef de famille nous fait donner, à chacun, par la plus jeune de ces filles une pièce d'argent de cinq francs, que nous acceptons sans vergogne, et un paquet de cigarettes.
Dans un état de bonheur et de joie bien compréhensible, qui expriment d'une manière muette les regards que nous échangeons Marcelli et moi, nous descendons sur Schaffhouse, la « Terre Promise » vers laquelle, pendant près d'un mois, nerfs tendus, nous avons marché. De temps à autre la voiture s'arrête devant la maison d'un client qui regarde d'un air surpris les étranges voyageurs que les laitières emmènent. À l'entrée de la ville, pendant que les jeunes filles vendent leur marchandise, un passant francophile, qui a deviné en nous des évadés, nous entraîne dans un cabaret pour boire un verre de marc. Nous voici sur une grande place. Nos deux conductrices arrêtent leur véhicule près d'un agent de police ; nous les remercions et nous nous disons adieu. Nous allons au commissariat où on nous offre le choix entre rester en Suisse ou regagner la France.
Nous n'avons pas d'hésitation et signons une déclaration pour notre retour immédiat.
Un policier nous conduit ensuite à un hôtel où deux chambres sont retenues en permanence pour les évadés. Peu après, l'agent consulaire français, M. Otto Blank, homme plein d'amabilité et de prévenance, arrive.
Il nous fait prendre une douche, nous donne du linge, une veste et un pantalon, des souliers, des cigarettes. Lui-même nous coupe les cheveux et nous rase. Avant le déjeuner, il nous conduit à la poste d'où nous envoyons une dépêche à nos familles grâce aux cent sous de Lohn. Nous sommes en effet complètement dépourvus d'argent et le gouvernement français n'a accordé aucun crédit à son agent. Le soir, M. Blank nous emmène au café où se réunissent les francophiles. Nous apprenons là, avec joie, le succès de l'offensive des armées alliées. Nous dînons ensemble et nous séparons après avoir remercié de l'accueil reçu.

Le lendemain matin, 29 juillet, un policier vient nous prendre à l'hôtel, à cinq heures, et nous met dans le train. À dix heures nous sommes à Berne. On nous conduit à l'hôtel, puis au Consulat où un bureaucrate nous remet quatre francs à chacun, comme argent de poche, avec recommandation expresse de conserver soigneusement dix-huit sous pour payer notre place en tramway de Genève à Annemasse !
Et nous voici dans les rues de la ville aux pittoresques arcades, aux fontaines fleuries, avec nos trois francs utilisables en poche, jetant sur les cigarettes, les tablettes de chocolat et les friandises exposées aux devantures, les mêmes regards d'envie que des enfants sur des jouets. De temps en temps l'un de nous s'arrête et s'exclame : « Ça y est. On est en Suisse ! », puis, nous reprenons notre promenade, parlant à voix basse, n'osant pas tousser, tellement nous avons pris l'habitude, pendant un mois, d'éviter tout bruit. Quelques jours nous ont été nécessaires pour nous accoutumer à la liberté reconquise. Nous rentrons à l'hôtel où l'on nous fait déjeuner seuls, dans une petite salle, en raison sans doute de notre tenue peu élégante. L'après-midi je vais chez M. d'Hauteville que connaît mon père et qui m'a fait envoyer des colis par le comité bernois de Secours aux prisonniers de guerre. Mais il est en voyage. Nous nous dirigeons alors vers l'Ambassade où nous nous présentons à l'attaché militaire qui m'apprend la mort de mon colonel, le comte Taylor, tué au Chemin des Dames

au mois de mai. En sortant je me souviens tout à coup que mon camarade de lycée, Camille Sauty, interné en Suisse, est employé à un service de l'Ambassade. Je le fais demander. Il vient. Surprise, causerie... et emprunt de cent francs.

Nous voici riches, pouvant satisfaire notre désir de cigarettes, de bière et de chocolat !

Au dîner, à l'hôtel, nous attendait un dernier incident qui ancra définitivement dans la cervelle de Marcelli, Corse superstitieux, la conviction – maintes fois exprimée en cours de route – que j'avais le « bon œil ».

À peine ai-je franchi, précédé de mon camarade, la porte de la salle à manger où, cette fois, on nous laisse entrer, qu'une jeune femme se lève au fond de la pièce et s'écrie : « M. Lacrocq ! ». Marcelli se retourne, l'air effaré. C'est Madame Bonnet, fille de M. Duchier, maire de Saint-Sulpice-le-Dunois, qui est venue avec son père voir son mari interné en Suisse depuis quelques jours.

L'accueil est chaleureux. Bras ouverts, M. Duchier m'embrasse. Nous dînons à la même table, racontons notre aventure. Avant de se séparer, M. Duchier, sans même que je lui fasse une demande, me tend son portefeuille pour que j'y puise à ma convenance. Crésus n'était qu'un gueux auprès de nous, riches de trois cents francs que j'emprunte !

Marcelli part pour Marseille et moi pour Limoges. (...)

*
* *

Paul Alfred Verguet, une gueule cassée de Jouillat (23)
« Bien le bonjour à la maison »

Gérard Chevalier

Gérard Chevalier était agriculteur, aujourd'hui retraité depuis août 2017 dans la Creuse, aux Châtelards sur la commune de Jouillat où il a élevé des bovins charolais durant son activité. Paul Michaud, lui-même agriculteur, était son arrière grand-père. Sa sœur Marguerite, épouse Verguet, mit au monde Paul Alfred le 26 décembre 1888. Il était de ce fait cousin germain de sa grand-mère Marceline, avec qui il a entretenu une correspondance pendant les années de guerre.

Cette correspondance en grande partie conservée, a permis grâce à l'association Ateliers et vie aux Coudercs, la création d'un ouvrage témoignage sur la vie de ce poilu sous le titre de *Bien le bonjour à la maison*, signé de son nom : Gérard Chevalier.

1914 – 1918... Un siècle s'est écoulé et ceux qui ont vécu ces années-là sont désormais disparus, avec leurs souvenirs parfois indicibles et si secrets que nous n'avons eu connaissance qu'avec la plus profonde réserve, de leurs souffrances... À leur retour, ceux qui vivaient encore élevèrent dans chaque bourg un monument à la mémoire de ceux qui ne vivaient plus. Ils demeurent aujourd'hui plantés au cœur de nos villages... et nous regardent aller dans la paix de nos occupations.

La vie des tranchées

Le 30 octobre 1916, Alfred s'adresse à son oncle Paul :

Cher oncle, Deux mots seulement pour vous donner de mes nouvelles qui sont assez bonnes pour l'instant et je désire que vous en soyez de même tous à la maison. La situation reste toujours périlleuse et le mauvais temps continue. À vous tous bonnes embrassades et poignées de main. Ton neveu qui ne t'oublie pas.

Et le 14 novembre 1916, c'est à toute la famille du Bretouilly qu'il adresse cette ultime correspondance du front.

Chers parents, Je vous souhaite le bonjour et une bonne santé. Je vais bien pour ce jour, vu la situation. Je vous en donnerai plus de détails plus tard, si je peux. À vous tous bonnes embrassades. Votre neveu, fils et parrain. A. Verguet.

À l'instant où ses proches lisaient ces quelques lignes, ils ne pouvaient imaginer que pour Alfred, la vie cachée dans les tranchées était terminée. Le silence angoissant et interminable qui s'ensuivit fut probablement, comme dans de nombreux foyers, propice à la prière et au recueillement.

La reprise de Pressoir

Un héroïque épisode de la reprise de Pressoir. Le communiqué de jeudi après-midi annonçant la reprise de Pressoir, signalait que dans le village occupé par l'ennemi, des éléments français s'étaient maintenus, résistant avec une énergie admirable.

Une relation officielle a fait connaître aujourd'hui qu'il s'agit de deux compagnies du 338e. Sous un bombardement d'une violence inouïe, ces braves résistèrent à tous les efforts faits par l'ennemi pour les rejeter des positions où ils se cramponnaient. Leur ténacité permit à un détachement commandé par le colonel du 338e et composé d'éléments

de ce régiment et du 278e de revenir à la charge et de rejeter l'ennemi hors du village. Le même récit signale également l'héroïque conduite des grenadiers d'élite du 307e. « Attaqués dans la soirée du 14 décembre 1916, au sud d'Ablaincourt, ils escaladèrent le parapet et se lancèrent bravement au-devant de l'ennemi qui hésita et reflua tout à coup vers ses lignes de départ». Au cours de la bataille de Pressoir, un éclat d'obus vient frapper Alfred au visage. Grièvement blessé à la mâchoire inférieure, il fut dans un premier temps porté disparu, avant que l'on apprenne par « les nouvelles du soldat » du 22 décembre 1916, qu'il était détenu prisonnier à l'hôpital du camp de Darmstadt, en Allemagne. Et c'est de là qu'il s'adressera le 3 janvier 1917, à son oncle Paul Michaud du Bretouilly.

Kriegsgefangenenlager Darmstadt, 3 janvier 1917. Bien cher oncle, nous voici dans cette nouvelle année, dans ma situation elle a bien commencé pour moi et j'espère qu'elle nous amènera la paix et le retour près de vous. Je suis en bonne santé et ma blessure vient à bien. Mais c'est long, surtout en captivité. Je saurais de vos nouvelles depuis, mais je compte bien que cette carte ne manque pas de vous trouver en bonne santé. À vous tous poignée de main et embrassades.

Alfred était vivant !

Alfred était vivant et il allait demeurer au camp de Darmstadt du 15 novembre 1916 au 7 août 1917, soit près de neuf mois captif en Allemagne. L'absence de correspondance avec sa famille de Bretouilly durant cette période ne nous permet pas aujourd'hui de connaître les conditions de sa détention. La suite de son parcours nous fera comprendre que les soins qu'il a reçus étaient probablement assez sommaires.

Marceline, la cousine, la filleule, qu'il appelait aussi parfois Pauline de son deuxième prénom, devait se faire un sang d'encre.

Nous ne saurons jamais si elle poursuivit sa correspondance durant cette période, mais elle avait comme beaucoup de femmes, assuré son « travail » de marraine de guerre, essentiel au moral des soldats. Et n'oublions pas non plus le rôle des épouses des maçons migrants creusois qui avaient accompagné leurs maris, souvent installés aux abords de grandes régions industrielles, et qui ont apporté dans les usines toutes leurs compétences pour remplacer les hommes partis sur le front. Ce fut le cas de Jeanne Chevalier du bourg de Jouillat et future belle-mère de Marceline. Elle s'investit en qualité de magasinière chez l'avionneur Louis Breguet à Vélizy-Villacoublay (Seine et Oise), du 7 août 1916 au 24 décembre 1918.

C'est le 7 août 1917 qu'Alfred Verguet a quitté l'Allemagne pour être hospitalisé en Suisse (zone neutre) où il séjournera jusqu'au 28 mars 1918. Il fut interné à Chernex /Montreux, dans le canton de Vaud, à l'hôtel Windsor. La neutralité de la Suisse allait enfin permettre à Marguerite de se rendre au chevet de son fils. À cette fin, elle obtint un passeport et un visa à la préfecture de la Creuse le 21 septembre 1917.

Deux jours après son arrivée en Suisse, Alfred lui avait adressé une lettre, comme en témoigne cette carte à destination de l'oncle Paul.

Berne, le 9 août 1917. Bien cher oncle, puisque tu verras la lettre que j'envoie à ma mère, je vous dis simplement bonjour et meilleures embrassades à tous. Ton neveu.

Installé en Suisse, Alfred avait la possibilité de reprendre sa correspondance avec sa filleule Marceline.

De la clinique Florissant de Genève, il lui adressa cette carte le 22 septembre 1917 :

Ma chère filleule, je suis toujours en bonne santé pour le moment et le temps me tarde d'être opéré pour être tranquille et pouvoir prendre un parti si possible, rentrer ou travailler et cela toujours dans quelques temps. Je désire que cette carte vous trouve en bonne santé, ainsi que mon père. Je termine avec un bonjour et mes plus tendres baisers. Ton parrain dévoué.

Mais bien qu'il dise toujours aller bien, sa santé reste fragile.

Genève, le 15 octobre 1917. Ma chère filleule. Merci de ton aimable carte du 23 septembre,



Passeport n°310 accordé à Marguerite Verguet le 21 septembre 1917 pour un an. Avec ce document elle a retrouvé son fils blessé soigné en Suisse. Document Gérard Chevalier.

et excuse si je n'ai pas répondu plutôt, j'y pensais bien ces jours derniers mais deux abcès dans le corps m'ont fait filer quatre mauvais jours. Aujourd'hui je vais bien et je crois que le docteur ne sera pas longtemps maintenant à me greffer la lèvre, ce qui me fait beaucoup moins de peine que ce que je viens de supporter. Pour le jour, température assez bonne, mais la neige est tout autour de Genève. Je te quitte en vous souhaitant à tous une bonne santé et vous envoie un bonjour. Un gros baiser de ton parrain.

Genève, le 22 octobre 1917, Villa Beaulieu. Mon cher oncle, je suis en bonne santé et j'espère que la présente vous trouvera tous de même. Ce matin je suis allé me faire radiographier, rayons X, pour voir s'il ne restait aucun éclat, et après que le docteur aura vu les plaques on pratiquera au plus vite. En France, en ce moment nous possédons de l'aluminium, et ils pourrons aller bombarder Berlin en Zeppelin. Quelle râfle à ce coup là. Le temps est beau mais gagnant sur le froid. Je vous envoie à tous un cordial bonjour et vous serre la main d'assez loin, ainsi qu'à mon père. Ton neveu dévoué. Au revoir. Bonjour chez Bichon. »

Le zeppelin (du nom de son inventeur) était un ballon dirigeable allemand, à carcasse métallique.

Genève le 28 octobre 1917. Ma chère filleule, je te fais connaître pour aujourd'hui que je suis toujours en bonne santé et que je souhaite que cette carte vous trouve tous en bonne santé, ainsi que mon père. Rien de nouveau encore concernant mon opération, il y a déjà quelques jours que le docteur ne m'a pas vu. Aujourd'hui il fait très mauvais. Bonjour à tous. Je t'embrasse tendrement. »

Et ils étaient nombreux à être comme cela, en captivité, loin de chez eux, en cette année 1917: souvenons-nous de ces 10 300 prisonniers russes détenus chez nous, en Creuse, au camp de La Courtine, et qui devaient eux aussi envoyer le bonjour à leurs familles, des proches que beaucoup n'auront jamais revus, suite à un mouvement de révolte réprimé dans le sang, épisode étouffé longtemps sous le silence.

De Genève, Alfred répond à sa cousine qui le presse de questions.

Genève, le 3 novembre 1917, Ma chère filleule, merci de ta charmante carte que j'ai reçu il y a quelques jours, d'une chose qui m'a fait grand plaisir dans ces quelques lignes, c'est que mon père n'avait pas été malade de l'année, et que vous étiez tous en bonne santé. Pour moi, cela va toujours bien également pour le moment. Je ne puis t'expliquer les résultats de la greffe comme tu me le demandes. Mais cela ne sera pas longtemps à ce faire attendre

maintenant. Lundi prochain, je suis présenté par le docteur à une conférence pour montrer mon cas et enseigner sa pratique. Si je n'avais pas été en traitement, j'étais rapatrié. Mais je veux vous surprendre, que vous ne puissiez pas dire que je suis une victime de la guerre. À vous tous un bonjour. Je t'embrasse tendrement.

Mais le courrier passe mal.

Genève, le 13 novembre 1917. Ma chère filleule. Aujourd'hui je te fais deux mots pour te faire savoir que je suis toujours en bonne santé pour le moment, et j'espère bien que lorsque j'en aurai de toi, j'en aurai aussi de bonnes. Il y a déjà longtemps que je n'ai rien eu et je ne sais quand la frontière était fermée, rien ne passe. Je t'envoie donc la clinique où je serai opéré prochainement. Maintenant je crois que c'est l'hiver. Bonjour à mon père. et pour vous tous mes meilleurs baisers et amitié. Ton parrain qui ne t'oublie pas.

Genève, le 26 novembre 1917 (Villa Beaulieu, avenue Beauséjour) Ma chère filleule, en bonne santé je t'envoie un tendre baiser en attendant de vous donner de bonnes nouvelles après mon opération. Bien le bonjour à tous. Ton parrain qui t'aime.

et c'est à son oncle qu'il annonce que son opération est enfin réalisée.

Genève, le 5 décembre 1917. Cher oncle, deux mots pour te faire savoir que depuis le temps que j'en parlais, cette fois ça y est, tout s'est bien passé et ça va à merveille. Tout ira pour le mieux je pense. Il y aura peut-être encore quelque chose à enlever plus tard, mais ce ne sera rien. Je ne sais pas si je t'ai accusé réception de ton mandat. Je l'ai touché il y a déjà longtemps. Dans tous les cas je t'en adresse tous mes remerciements. Il fait assez beau. Le plus dur maintenant, c'est encore pour manger. Mais ce ne sera pas de longue durée heureusement. Bonjour à mon père et à vous tous ainsi qu'une cordiale poignée de main. Ton neveu.

Pour Alfred, la perspective de revoir les siens se faisait grandissante.

Genève, le 13 décembre 1917. Ma chère filleule, Deux mots pour te faire savoir que je vais bien en ce moment et la lèvre aussi. Seulement cela demande encore quelque temps. Mais enfin je suis très heureux que cela va bien s'arranger. Merci de ton souvenir du 25 dernier que j'ai reçu il y a quelques jours. Bonne température ici, mais froide. Il me reste à vous donner à tous un bonjour ; ainsi qu'à mon père. En attendant le grand plaisir de ce parler tous ensemble un jour, je vous serre la main et à toi tendres baisers.

1918

Et revoilà la saison des vœux !

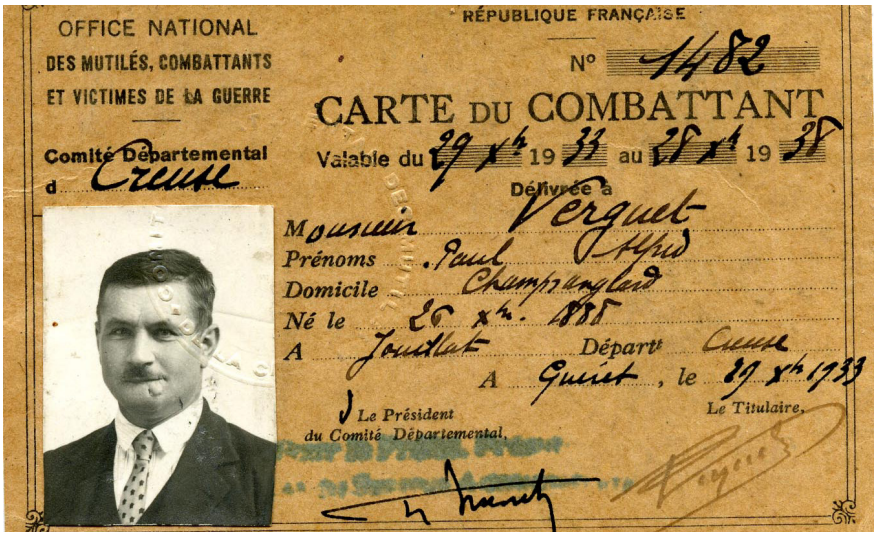
Genève, le 1er janvier 1918. Ma chère filleule, j'ai reçu ta carte de bonne année hier et je t'en remercie. Tu dois avoir reçu la mienne maintenant. Je suis toujours en bonne santé et je vais bien en tout lieux. Ici à Genève, c'est l'hiver en plein, il gèle et il neige. Bonjour à toute la maison et reçois un tendre baiser de ton parrain.

et déjà, il perçoit le printemps.

Genève, le 21 janvier 1918. Ma chère filleule, je vous envoie un bonjour à tous et désire de grand cœur que la présente vous trouve en parfaite santé, comme elle me quitte. Voici quelques jours que la neige est partie ici, et depuis il fait un temps superbe, véritables premières journées de printemps, il serait à souhaiter que cela continue. Je parle pour nous. Au revoir chère filleule, je te quitte avec un gros baiser.

Son impatience se fait grandissante.

Genève, le 1er mars 1918. Ma chère filleule, je serais donc en France de ce moment si mon appareil avait été terminé comme je te le marquais sur la précédente, j'ai été accepté rapatriable au lendemain que je t'avais écris, je suis toujours en bonne santé et je désire que vous soyez de même, en attendant un jour qui ne se fera peut-être pas trop attendre maintenant pour nous voir. Aujourd'hui il tombe encore de la neige. Les camarades sont heureux de se regarder en France. Au revoir. Je t'embrasse.


OFFICE NATIONAL
DES MUTILÉS, COMBATTANTS
ET VICTIMES DE LA GUERRE

Comité Départemental
d Creuse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1482

CARTE DU COMBATTANT

Valable du 29 Xbre 19 33 au 28 Xbre 19 38

Délivrée à

Monsieur Verguet Alfred
Prénoms Paul
Domicile Champnaglard
Né le 26 Xbre 1885
A Jouillat Départt Creuse
A Guéret, le 29 Xbre 1933

Le Président
du Comité Départemental,

Le Titulaire,

Carte du combattant d'Alfred Verguet. Son visage souriant affiche la trace de cette blessure qui lui emporta la lèvre inférieure. Document Gérard Chevalier.

Mais une nouvelle opération va retarder encore son départ.
Genève le 20 mars 1918. Ma chère filleule j'accuse réception de ta carte du 8 qui m'a fait plaisir en vous sachant tous en bonne santé. Tant qu'à moi, cela va bien également. Mon appareil est fini, et en attendant de rentrer je vais être opéré encore à nouveau le 25. Mais ce ne sera pas aussi fort que la première. Je pense bien qu'après ça il n'y aura plus rien et je n'en serai point fâché, depuis seize mois, c'est bien long. J'espère que je ne serai plus trop longtemps à attendre pour rentrer. Ici il fait beau temps. Un grand bonjour à tous, ton parrain qui t'embrasse de loin. Alfred.
Alfred quittera définitivement la Suisse, pour rejoindre la France le 28 mars 1918. Il gardera sa vie durant, la cicatrice provoquée par cet éclat d'obus qui lui brisa le maxillaire inférieur gauche le 15 novembre 1916, lors de la reprise de Pressoir. Son nom s'est alors inscrit dans la trop longue liste des blessés de la face, que l'on appellera plus communément « les gueules cassées ».
Le sénateur de la Creuse, Monsieur Defumade, était intervenu en haut lieu, semble-t-il, un peu tardivement pour que soit rapatrié le soldat Alfred Verguet.
Depuis sa mobilisation, le 3 septembre 1914, Alfred Verguet avait connu des jours bien sombres, comme tous ses camarades partis au front. Il en avait reçu des autorités une citation du corps d'armée en date du 14.
Soldat très dévoué et très courageux, a été blessé grièvement le 15 novembre 1916 à Pressoir, à son poste de combat. Et il reçut la croix de guerre avec étoile en vermeil, ainsi que la médaille militaire qui lui fut attribuée bien plus tard, le 31 décembre 1936.
La guerre se termina pour lui au 78e régiment d'infanterie, qu'il rejoignit le 13 juin 1918. Afin d'être pensionné pour les dommages causés par sa blessure, il dut subir différentes expertises et contre-expertises médicales qui le conduisirent tant à Guéret qu'à Limoges. Mais de nombreux combattants ont perdu la vie dans ce conflit, et dans les familles, celles et ceux, femmes, personnes âgées et enfants qui avaient à charge les fonctions matérielles du quotidien et la lourde tâche de faire produire les terres, savaient que désormais il faudrait compter sans eux.

Ernest Mazaud 1897-1980 : La chance au milieu de l'enfer

Témoignages rassemblés par Alain Pérel

Ernest Mazaud, mon grand-oncle, est né le 15 février 1897, à Pérols-sur-Vézère en Corrèze. Il est engagé volontaire en 1915 à dix-huit ans et peut ainsi choisir son arme : l'artillerie. Brigadier puis maréchal des logis pendant les campagnes de 1916 et 1917 (Somme, Verdun), ses états de service et son bon niveau d'instruction lui valent d'être admis à suivre à Vincennes la formation d'élève officier à partir de l'automne 1917 avant d'être réaffecté en mars 1918 au 283e Régiment d'artillerie lourde (4e Groupe, 27e Batterie) en tant qu'aspirant. Le régiment est basé en mars 1918 tout près de Noyon, en protection de Compiègne. L'examen des cartes du front montre qu'il est situé à la limite entre les deux secteurs clés du front : Somme et Aisne. Autrement dit, de mars à juin 1918, il va devoir faire face successivement aux deux grandes attaques allemandes de mars (Somme) et juin (Aisne).
Il se situe plus précisément, au niveau des bois de Thiescourt et du Plémont, sommet d'une ligne de collines qui constitue un point d'installation stratégique pour l'artillerie française.
Les lettres publiées ici sont parfaitement éclairées par la situation du front.
Celles des 1er avril et 16 juin sont saisissantes, elles nous donnent l'impression d'être au cœur des combats. La première montre aussi en termes très durs sa haine des Allemands ; la seconde, comporte un croquis (non publié dans cet article) détaillé et géographiquement très précis des opérations. Je me suis rendu sur place et pense avoir retrouvé l'emplacement exact de la batterie d'Ernest !
Celle du 11 août sent déjà la victoire : le 8, jour noir de l'armée allemande selon Ludendorff, les Français et les Britanniques ont enfoncé le front ennemi sur la Somme. À cela s'ajoute la fierté personnelle d'Ernest d'avoir été promu sous-lieutenant.
La journée du 16 septembre montre que les Allemands résistent encore avec acharnement sur la ligne Hindenburg.
Le 8 novembre, Ernest a pratiquement croisé les plénipotentiaires allemands se rendant auprès du Maréchal Foch. L'émotion est intense. Et que dire du vécu de la journée du 11 novembre…

Des moments terribles

1er /4/1918

Bien chers parents,
Un mot bien vite pour que vous sachiez que je suis en excellent santé et vous désire de même. Ne m'en veuillez pas trop car je n'ai pas un instant à moi sauf quelques heures de sommeil pris à la course car le métier n'est pas une sinécure comme aspirant d'artillerie. D'ailleurs je ne pense pas écrire à Léo plus qu'à vous et d'autre part je ne sais pas si vous recevrez mes lettres car depuis trois jours nous n'avons rien reçu dans toute ma batterie.
J'ai vécu des moments terribles depuis trois jours. J'avais annoncé à Léo que je partais le lendemain matin samedi à 5 h à l'observatoire et pour deux jours. Je ne vous dirai qu'une chose c'est que l'observatoire en question était le Plémont. Aidés de ce renseignement prenez les communiqués et vous comprendrez mes malheurs. J'étais bien tombé ce jour-là où les Boches ont attaqué 60 km de notre front. Je suis parti au Plémont comme c'était convenu avec deux téléphonistes. Juste comme nous arrivions sans avoir entendu un obus jusque-là le tir de barrage boche nous tombe en plein dessus. Nous avons été bloqués

pendant deux heures sous une pluie d'obus dans des boyaux éboulés. Mes compagnons étaient affolés et je n'étais guère fier non plus surtout à un moment où un 150 a éclaté à deux mètres du bord du boyau nous couvrant de terre. Ils voulaient se sauver en terrain découvert pour échapper au barrage. Je les ai maintenus car ils se seraient fait hacher, les obus tombant à gauche et à droite devant derrière. C'est à ce moment que deux divisions boches se lançaient à l'assaut du Plémont défendu par un bataillon et ½.Ils sont arrivés au sommet là où est notre observatoire mais n'ont pu aller plus loin quoique étant à dix contre un même vingt contre un. Peu à peu avec prudence nous nous sommes repliés dans nos boyaux vers l'arrière et je suis allé m'établir avec eux à un ancien observatoire à deux kilomètres plus en arrière et d'où je voyais la bataille. Un nouveau danger est alors venu à ma gauche. Les Boches avec dix mille hommes avaient réussi à prendre un bois presque dans notre dos et menaçaient de nous envelopper et faire prisonniers. L'artillerie a alors tapé dans le tas, notre infanterie en réserve est venue et a conjuré le danger. Le soir à 17 h une division des nôtres nouvellement arrivée est partie à l'attaque et a balayé devant elle les trois divisions boches qui avaient avancé et a repris le Plémont et tout le terrain perdu avec 700 prisonniers que j'ai vu descendre des lignes à mon observatoire. Le soir je suis rentré mais le Commandant ne comptait plus sur moi et avait dit à tous Mazaud est sûrement prisonnier. Seulement on se laisse pas faire. Demain matin j'y reviens avec mon lieutenant. Mais je ne risquerai rien car les Boches ont été encore poussés plus loin du pied du Plémont massif dominant, par nos chasseurs ce soir. Résumé : sur les trois kilom. en face nous 30 000 boches ont attaqué avant-hier. Sans aucun résultat. 10 000 au moins ne mangeront plus de choucroute. Ça a été un massacre de Boches. Ils croyaient qu'ils allaient tout renverser puisqu'ils avaient pour objectif pour le lendemain Compiègne. Ils étaient tellement sûrs qu'ils n'avaient même pas fait de préparation d'artillerie. Aussi nos mitrailleuses toutes intactes et nos canons ont eu beau jeu. De ce jour je me souviendrai aussi longtemps que de la nuit du 17 au 18 août de Verdun puisque j'ai failli être fait prisonnier 2 fois ou pis être démoli sous le barrage boche.
Mais le moral est excellent quand même car on sent qu'ils ne feront pas un pas de plus ces crapules de vermine de Boches et le poilu français conserve une supériorité nette sur eux. À 1 contre cinq il les bat et les fait reculer. Et quand ce sera la grande contre-attaque qu'est ce qui ne va pas se passer ?
Ayez bon espoir en moi et aucune crainte. Bons baisers à ma Léo Joseph et à vous tous.
Ernest

La chance au milieu de l'enfer

16 juin 1918

Bien chers parents,
Aujourd'hui j'ai le temps de vous écrire longuement et de vous raconter ma petite vie depuis le 9, ce dimanche si peu de fête pour nous. Pendant les 8 jours qui ont précédé l'attaque je dirigeais un travail fort pénible par cette chaleur torride et assez loin de ma Batterie avec une nombreuse équipe. Partant à 2 h du matin et rentrant le soir en plein soleil, mangeant la moitié du nécessaire, cela m'avait éreinté. C'est dans ces conditions que je m'étais couché le 8 au soir après avoir écrit à Lyon à 22 h. À 23 h 50 on devait exécuter un violent tir sur les Boches : à 23 h 48 l'artillerie boche avec un ensemble formidable commença son tir de préparation d'attaque. Aussitôt nos batteries tonnèrent et des deux côtés ce fut un vacarme assourdissant. Je sautai aussitôt de mon lit en ajustant mon masque car j'avais entendu le « ploc » peu rassurant des obus à gaz boches qui tombaient partout et ça commençait à sentir leurs drogues. Les marmites pleuvaient comme la grêle. Vers ma cagna c'était une pluie d'éclats. Je traversai en vitesse cette zone dangereuse équipé contre les gaz et aussi les Boches. Il faisait assez clair. Ma Batterie tira toute la nuit avec les masques. Tous se montrèrent merveilleux et entre deux marmites nos gros 220 allaient balayer un débouché important des

Boches où ils durent faucher ferme dans leurs rangs. Jusqu'à 9 h du matin tout allait bien. Le Plémont tenait toujours et les Boches n'avaient guère avancé que de 2 kilomètres en sept heures dans notre secteur. L'idiotie d'un capitaine de l'infanterie qui était autour de nous nous fit beaucoup tort. Il m'envoya un agent de liaison pour demander d'urgence un officier près de lui. Mon chef y alla et peu après revint complètement affolé. Les Boches paraît-il étaient à 300 mètres devant nos pièces et il fallait occuper les tranchées pour les arrêter. Je distribuai plus de cent cartouches par homme. Mon chef prit la moitié des hommes avec lui et alla dans la tranchée avec notre mitrailleuse. Il me dit de faire sauter les pièces et me remplit les bras d'engins à cet effet. Après avoir repris mon sang-froid je jugeai tout cela ridicule. En effet les Boches faisaient leurs tirs de barrage à plus d'un kilomètre devant nous : donc ils étaient encore loin. Avec l'autre moitié de la Batterie je fis continuer le tir jusqu'à épuisement complet des munitions. Aussitôt le tir terminé je fis enlever les culasses et les pièces essentielles des canons qui furent enterrées à 500 mètres à l'arrière dans un coin perdu et je préparai tout pour faire sauter le reste pour que les Boches ne puissent s'en servir. Des reconnaissances de ma Batterie envoyées à 1 kilomètre en avant revinrent sans avoir vu de Boches mais nos fantassins. Donc ça allait bien et j'avais rudement bien fait de ne pas détruire nos canons car on pouvait espérer les sauver intacts. Chacun plia bagage. Des camions arrivèrent et emmenèrent tout le matériel en commençant par le plus précieux. Les culasses furent déterrées et dirigées vers l'échelon ce qui de toute manière rendait les pièces inutilisables. Des tracteurs furent commandés pour emmener les pièces. Entre-temps, avec un side-car, je conduisis les dossiers de la 2e position à l'arrière et je revins. Quand je fus de retour à 4 heures du soir la situation était devenue très dangereuse pour nous. Voila ce qui s'était passé. Notre secteur avait tenu ferme sur les 5 ou 6 kilomètres devant nous mais on ne voyait que ce front. Malheureusement le secteur de gauche avait été enfoncé avant midi et aussitôt les Boches y avaient enfourné des masses d'hommes. Les Boches se trouvaient à ce point à au moins 5 kilomètres plus bas que les positions de gauche et de droite qui tenaient ferme.

Au lieu de persister à nous attaquer de front ils lancèrent une puissante colonne vers l'Est à la lisière sud de la forêt de Thiescourt et dont le but était d'envelopper tout le triangle boisé jusqu'à l'Oise. Son but était sûrement d'atteindre Ribécourt. Tout ce qui était dans le bois eût été pris. Cette fois c'était très grave.

Mon chef ne voulut point faire sauter les pièces encore. On en mit fiévreusement une sur roues. Le 1er tracteur arriva. Pendant ce temps les Boches continuaient leur enveloppement. Au bruit de la fusillade je les sentais passer à 1 kilomètre plus bas et derrière nous puis presque à notre gauche (en se retournant). À ce moment le 2e tracteur arriva et par des prodiges de force la 2e pièce fut attelée. Aussitôt les deux tracteurs furent lancés à toute vitesse sur la dernière route qu'on espérait encore pas atteinte par les Boches. Il était temps car ils n'en étaient plus qu'à une centaine de mètres et leur fusillade n'eut pas le moindre effet sur les tracteurs qui passèrent à leur barbe en sauvant 2 pièces. On fit sauter ce qui restait des deux autres et on partit à pied. Nous ne restions plus qu'une trentaine qui étaient restés jusqu'au dernier moment dont quatre officiers. Mais nous avions pas mal de retard sur les tracteurs et quand on voulut suivre la route, les Boches y étaient arrivés et déjà envoyaient leurs fusées-signaux de là. Donc ce chemin était barré par eux. Nous dûmes quitter la route et appuyer fortement vers l'est à gauche pour essayer de trouver un passage plus loin avant que les Boches y soient. Après avoir sauté boyaux et tranchées on trouva le chemin libre au fond d'un vallon. Mais les Boches étaient arrivés sur la colline en haut. Leurs balles et marmites nous saluèrent sans dommages et une deuxième fois à leur barbe on s'échappa. Après 15 kilomètres de marche le ventre vide depuis la veille on arriva à l'échelon à 9 h du soir. À l'échelon tous les autres du Groupe étaient là, étant partis bien avant nous et ils faisaient déjà leur deuil de nous, annonçant tristement 4 officiers et 25 hommes prisonniers. C'est à ce moment que malgré la fatigue, comme pour une parade, au pas, bien alignés nous fîmes notre entrée parmi les exclamations des copains. On nous

aurait embrassés et le Commandant en pleurait presque. On y trouva les 2 tracteurs et canons arrivés sans encombre et ce fut parfait. Je fus moi-même épaté de retrouver 2 téléphonistes que je croyais prisonniers. Au dernier moment ils avaient été envoyés chez le Commandant à 1 500 mètres. Le 1er frappa respectueusement à la porte du Commandant. Ce sont les Boches qui lui ouvrirent. Il fut saisi et désarmé. D'un geste sans réplique ils lui firent signe de partir dans la Bochie. Il marcha pendant 100 mètres mais la direction du Nord ne lui allait guère. Il se cacha derrière une haie et à toutes jambes il repassa par la Batterie et réussit à échapper aux Boches. L'autre tomba sur un groupe de Boches et comme le 1er se sauva avant d'avoir été vu. Aussitôt après avoir mangé à l'échelon tout le Groupe s'embarqua pour Venette où nous avions déjà cantonné fin mars. Nous sommes un peu plus loin à présent et nous attendons qu'on nous donne du nouveau matériel.
Nous avons eu dans tout le Groupe 2 tués et 2 blessés dans cet enfer grâce à une formidable chance.
Depuis il y a 4 jours j'ai conduit mon convoi de camions chargés de munitions de 75 pendant toute une nuit et les ai distribuées à plusieurs batteries avancées sur le front de bataille. Le reste du temps je me repose et à la bonne table du Commandant mange comme quatre pour me remettre à point de mes fatigues et privations des 10 jours précédents.
Aujourd'hui j'ai reçu deux lettres de Léo et une de la Tante. Ils étaient tous bien inquiets par cette attaque. J'ai reçu aussi votre lettre avant-hier.
J'espère avoir bientôt ma permission si les Boches se calment.
Rien de nouveau.
Mille affectueux baisers à tous.
Ernest

Promu sous-lieutenant

11 août 1918

Bien chers parents,
Ces jours derniers je n'ai pu vous écrire pour les multiples raisons que vous avez devinées à la lecture des journaux : observations, préparations formidables d'artillerie, déménagements, poursuite des Boches puisque la Victoire a adopté définitivement notre cause. Mais je suis en excellente santé et vous désire tous de même. Depuis le 9 je suis officiellement sous-lieutenant et cela à compter du 15 juillet. Vous voyez que la transmission ne se fait pas vite. Je reste donc à la 27e Batterie qui n'a d'ailleurs comme officiers que 2 autres sous-lieutenants.
Je tâcherai de vous écrire au moins tous les 2 jours. Je crois qu'on ne restera pas ici et que nous changerons de secteur sous peu. Tout de même les Boches en voient de dures depuis un mois.
Mille affectueux baisers à tous.
Ernest

Ça tombait de partout

16 septembre 1918

Bien chers parents,
Quelques mots pour vous dire que je suis en excellente santé et vous souhaite tous de même. Hier j'ai vécu une de mes plus dures journées de front qui peut se classer à côté de la nuit du 17 août 17 à Verdun et du 9 juin 1918 à Thiescourt. De bonne heure hier matin je suis monté à l'observatoire pour régler le tir des deux batteries du Groupe. Pendant près de cinq heures les Boches ont exécuté un marmitage terrible sur notre coin. Les 77, 105 et 150 craquaient sans arrêt et il y avait pas mal d'obus toxiques. J'avais trois hommes avec moi : on s'est blotti au fond de notre bout de tranchée pendant tout ce temps. Pendant les accalmies j'ai pu faire tirer les Batteries, mais je n'ai eu fini qu'à 13 h. J'estime qu'on

avait reçu au moins 1 500 coups dans notre coin. Enfin ça tombait de partout. Et puis leurs saletés de gaz ! Je suis rentré fourbu pour manger un peu tardivement mais de bon cœur. Il fait beau en ce moment ici.
Rien de nouveau. Je termine en vous embrassant tous bien affectueusement.
Ernest

La sensation que c'est fini

8 novembre 1918

Bien chers parents,
Une petite lettre pour vous donner de mes nouvelles qui par ces jours de gloire et de grandes espérances ne peuvent être que bonnes. Je vous écris de St Quentin car mon Groupe a été retiré de la bataille avant-hier. En effet pendant ma permission la grippe s'est mise dans ma batterie surtout et plus de quarante hommes ont été évacués pour cela. Cinq sont morts à l'heure actuelle à l'hôpital des complications. Presque tous nos sous-officiers, les conducteurs d'autos sont partis de la sorte, même mon ordonnance. Aucun officier. Aussi on n'était plus en nombre suffisant pour tenir notre place au front et hier matin nous avons quitté la position pour aller à Homblières à l'Échelon et ensuite nous sommes venus cantonner à St Quentin. Nous en repartons après-demain pour aller au-delà de Laon. On changera probablement d'adresse mais aussitôt je vous enverrai la nouvelle.
C'est en passant à Homblières où est le quartier général Debény que j'ai appris que les parlementaires allemands y étaient attendus pour être conduits auprès de Foch. Ils sont arrivés hier soir et cette nuit ils ont passé ici pour aller au rendez-vous de Foch qui est à la Fère où se discutera la paix ou la suite des hostilités. Nous ne savons pas encore le résultat mais il ne fait pas beaucoup de doute car ils sont obligés sous peine des pires catastrophes. Tout le monde a la sensation que c'est fini et la joie de tous est immense et débordante. D'ailleurs l'ennemi s'en va en déroute. Hier Sedan a été pris et presque toute la France est libérée. Ce sont des journées émouvantes et quand on a souffert on les trouve plus belles. On n'en peut croire ses sens qu'en quatre mois la plus formidable des machines de guerre ait été mise en poussière et que d'arrogants et ambitieux conquérants partis pour avoir le monde mendient leur vie à genoux.
Aussi comme on est heureux de sentir que la Vie va renaître partout pour faire vite oublier ces souffrances de quatre ans. Nos quatre ennemis se sont écroulés et les capitulations se sont succédé sans arrêt. La guerre est finie et il fait bon de vivre et de s'en être sorti pour voir ce beau travail.
Je ne sais pas trop ce qu'on va faire de nous. Sans doute on va nous laisser au repos près de Laon car il est tout à fait impossible de continuer avec nos effectifs et aussi nos camions qui ont tant roulé depuis quatre mois qu'ils n'en veulent plus du tout. La preuve c'est que pour aller à Laon on se déplace par batteries car il faut tous les véhicules et les chauffeurs restant au Groupe pour emmener une seule Batterie.
Quelques jours avant ma rentrée la grippe avait passé et depuis il ne s'en parle plus. Je suis en excellente santé et vous désire tous de même. Tout le monde va bien à Lyon dont j'ai eu des nouvelles aujourd'hui.
Est-ce que vous m'avez envoyé tous mes objets oubliés (gants, blaireau, brosse à dents, cadenas). Si ce n'était déjà fait vous y joindriez deux serviettes de toilette car je n'en ai plus ici.
Rien à signaler.
Je vous embrasse tous bien affectueusement. Nette

Quel bonheur : la victoire et la paix !

11 novembre 1918

Bien chers parents,
Un mot pour vous dire que je suis en excellente santé et vous désire tous de même.

Je n'ai encore rien reçu de vous depuis mon retour. Que devenez vous donc ?… Nous sommes à Festieux près de Laon et ma foi puisque depuis aujourd'hui à onze heures la guerre est finie on ne fiche plus rien. Ici c'est un délire universel. Ce ne sont que chants cris et rires. Quel bonheur que la victoire et la paix nous aient enfin souri. J'espère que le grand drapeau de la gare flotte à la façade arrière. Hier on a passé à Laon parmi la population délivrée et heureuse. On ne sait pas ce qu'on va faire de nous mais je ne pense pas qu'on participe à l'occupation qui s'étendra paraît-il jusqu'à une bande de 40 km au-delà du Rhin. Enfin à présent ça nous est égal. Nous sommes ici à la disposition du corps d'armée italien qui opère en France et qui fait partie de notre 3e Armée Humbert. Ça n'a plus guère d'importance d'ailleurs. J'ai chaque jour d'excellentes nouvelles de Lyon.
Rien à signaler.
Mille affectueux baisers à tous.
Votre Nette

Ernest est cité à l'ordre de l'Armée le 19 décembre 1918 pour l'ensemble de ses actions pendant les mois de septembre à novembre et se voit, à ce titre, décerner la Croix de guerre avec palme.
(L'ensemble des lettres conservées d'Ernest Mazaud a été publié dans les revues *D'onte ses* n°14 et 18 de 2016 et 2018).

*
* *

Gabriel Billonnet, poilu d'Orient, mon grand-père inconnu

Daniel Drouard

Retracer le parcours de combattant de ce grand-père que je n'ai pas connu est apparu comme une nécessité pour l'honorer parmi tous ses camarades Poilus d'Orient, envoyés au massacre des Dardanelles, méprisés par Clémenceau qui les avait surnommés les jardiniers de Salonique. Leurs combats victorieux dans les Balkans ont été décisifs sur l'issue de la guerre et en remerciement, ils ont été maintenus en guerre en Crimée.
Gabriel Billonnet, grand-père que j'aurais tant aimé connaître, naît en Haute-Vienne dans le village de Beaumont (devenu Beaumont-du-Lac) le 29 avril 1895, fils de Léonard originaire de Chamberet et de Marie Prabonnaud née à Beaumont, la famille Prabonnaud étant fixée à Beaumont depuis 1870.
En ce début de l'année 1914, il vit paisiblement de l'agriculture dans la ferme paternelle au hameau de Pert. La France entre en guerre le 3 août suivant. Gabriel Billonnet a 19 ans. Il va alors effectuer un périple de quasi 5 années, et qui va le conduire très loin de France.
(Le récit intégral de la guerre de Gabriel Billonnet a été publié dans le n°19 de *D'onte ses* du printemps 2019.)

L'épisode de sa vie guerrière se déroule en cinq temps

Après six mois de formation à Limoges, puis au Camp de Souge en Gironde et enfin à Saintes où le 175e RI est formé, il est plongé dans la tragédie du détroit des Dardanelles. Épisode qui tourne court, effroyable massacre pour rien.
Plus tard, Alexandre Millerand, ministre de la Guerre, décide du soutien de la France à l'armée Serbe et du maintien du 175e régiment d'infanterie dans la région des Balkans. Ce troisième temps est le plus dramatique, Gabriel étant gravement blessé par des balles bulgares.
De retour en France pour une dizaine de mois, puis à peine remis de ses blessures, il doit rejoindre son régiment au combat.
Le 11 novembre 1918 sonne la fin de la guerre mais pas pour Gabriel ! Georges Clémenceau décide de la vie de ces hommes déjà si durement éprouvés. Le 175e ne rentre pas en France mais est envoyé directement en Crimée défendre Sébastopol contre les armées bolcheviques.

L'Armée d'Orient est une grande méconnue. La Marne, Verdun, le chemin des Dames, ou l'Argonne, autant de noms célèbres, racontés, filmés et enseignés de la Première Guerre mondiale. Les Dardanelles, la Macédoine, Monastir ou Salonique, beaucoup moins. Aujourd'hui, peu de Français se souviennent qu'entre 1915 et 1919, plus de 300 000 de leurs aïeux sont passés par les terrains d'opération d'Orient : Dardanelles, Serbie, Albanie, Macédoine, Bessarabie, Crimée, Hongrie, etc. Pourtant, la victoire sur ce front a eu une influence déterminante sur la fin du conflit.
Dans cette région du monde, à cette époque, les premiers ennemis du soldat ne sont ni les balles ni les obus. Le paludisme, la dysenterie, la grippe, sans parler d'autres pathologies comme les pieds gelés, le scorbut, la grippe éclaircissent dangereusement les rangs des unités engagées sur le terrain. Les évacuations sont quotidiennes.
Les problèmes d'hygiène, les privations et les conditions de vie expliquent que ces épidémies ont des conséquences catastrophiques sur les troupes. Les JMO des Services de Santé décrivent épouvantablement les efforts réalisés en matière de maintien de l'hygiène et de prévention.

Les températures sont extrêmes, avoisinant régulièrement les 40 degrés en été et les -20 degrés en hiver. Aux difficultés de vie des soldats en campagne, viennent s'ajouter également les problèmes particuliers liés à l'éloignement des théâtres d'opérations. Cet isolement géographique entraîne un isolement psychologique. Le courrier n'est pas régulier en raison des difficultés de transport, tant en mer que sur terre. Chaque navire coulé est synonyme de la disparition de milliers de lettres et colis attendus par les poilus.
Le tableau général étant brossé, il est temps de revenir à Gabriel Billonnet, soldat du 175e RI. Il est un homme de la terre, pas un littéraire. Peu habitué à disserter, son carnet de guerre n'est qu'un résumé de son périple. Pas de description, pas de pensée profonde, pas même une expression de douleur n'y figure. Ce carnet est lui-même un rescapé. Après le décès de Gabriel en 1941, son épouse vraisemblablement aigrie, a détruit tout ce qui l'agaçait ou qu'elle ne pouvait supporter dans ses récits soldatesques. C'est leur petite fille de 11 ans, ma maman, qui s'en empara pour en éviter la destruction complète et qui, durant plus de 70 ans l'a conservé sans jamais s'en séparer. Les cérémonies du centenaire et beaucoup de persuasion, l'ont décidée à me le prêter !
Par ailleurs, précisons que très peu d'écrits sur ce régiment existent dès lors qu'il a été constitué en 1915 dans le seul et unique but de combattre aux Dardanelles puis dans les Balkans notamment en Serbie et terminer sa mission par la campagne de Crimée. De retour en France, n'ayant plus de raison d'être, il est dissout en 1919. Telles ont été les toutes premières difficultés pour retracer ces années d'un poilu du Limousin. Embarquons avec Gabriel, Poilu d'Orient, 19 ans.

Année 1914 (décembre)
La première affectation de Gabriel est au 63e régiment d'infanterie basé à Limoges et dont la base se situe à la Caserne Beaupuy. Il en repart aussitôt pour La Rochelle.

Année 1915
Début avril 1915, il est envoyé près de Bordeaux, toujours en formation, au Camp de Souge. Il est alors proche de son affectation finale, le 175e régiment d'infanterie qui est en cours de constitution à Saintes pour ce qui est du 3e bataillon. Il semble que la formation de ce bataillon soit en retard si l'on en juge par l'évolution du reste du régiment. En effet, la majeure partie du 175e a déjà embarqué depuis le 4 mars dans trois bateaux à Marseille en direction des Dardanelles alors que Gabriel n'embarque que le 15 mai sur *l'Australien.*
Gabriel vient de vivre son premier semestre de vie militaire et entre en contact avec la guerre. (...)
Le 14 septembre (1918) est la veille d'une attaque et le 175e RI est rapproché de Monastir : Le commandement général de toutes les forces alliées en Orient prépare une attaque sur tout le front qui se voudra finale. Le rôle joué par le 175e RI s'inscrit dans une opération militaire gigantesque menée par le général Franchet d'Esperey qui dirige et maîtrise la totalité des forces alliées en Orient. Cette attaque générale est connue sous le nom de *Offensive du Drobopolje* et aboutit à la libération définitive de la Serbie. L'attaque générale par l'artillerie est déclenchée le 14 septembre à 8 h.
Le 23 septembre le 175e RI arrache le village de Beranci aux Bulgares. Poursuite de l'avancée le 24 septembre vers Sudohol et Kudretin. Le 28, il a atteint Brezovo. La fin des combats contre les Bulgares approche. Leur gouvernement décide le 29 septembre de capituler et immédiatement la 156e division reçoit les ordres.
À la lecture du JMO on prend connaissance du refus des militaires bulgares de se plier aux ordres gouvernementaux. Il leur faudra quelques jours et des menaces de reprise des hostilités pour qu'ils cèdent le passage aux convois français.
Le 8 octobre, le 175e fait étape sur Demir-Hissar, le 9, mouvement de Demir-Hissar à Kicevo.

Le 175e stationne dans les localités de Srbjani, Karbunica et Vranestica aux environs de Kicevo le 11 octobre. Il y est décimé par une épidémie de grippe qui fait 300 victimes.
Par étapes le régiment se transporte le 8 novembre, selon Gabriel, des environs de Kicevo à Monastir où il arrive le 12 novembre.
La grande nouvelle tombe le 11 novembre 1918 : la guerre est finie... enfin, presque.
Il faut imaginer l'état d'esprit des soldats vivant dans cet enfer depuis des mois et à qui on annonce que des trains sont à quai pour les embarquer.
De même leur déception, quand on leur annonce qu'ils ne rentrent pas en France tout de suite, que si en France la guerre est finie, elle ne l'est pas pour eux.
Gabriel quitte Monastir pour Verria et s'apprête à vivre le cinquième et dernier temps de sa vie de guerre.
La question est simple : pourquoi n'est-il pas rapatrié chez lui puisque de toute évidence la guerre est finie ? Les réponses le sont moins.
En premier lieu, le citoyen français a une forte méconnaissance du fait historique. Le 11 novembre 1918, l'armistice n'est qu'une suspension des hostilités et peut être dénoncé par chacune des parties moyennant un délai de deux jours. L'armistice signé à Rethondes dans l'Oise est valable pour une durée de trente six jours. La durée de l'armistice sera renouvelée trois fois : prolongation d'un mois dans le même wagon à Trêves (Allemagne) le 12 décembre 1918, puis reconduction le 16 janvier 1919 et le 16 février, pour une durée illimitée. Le traité de Versailles n'est signé que le 28 juin 1919, date qui commémore l'attentat de Sarajevo.
Bien des hommes sont encore tombés sous les balles durant ces sept mois d'incertitude, mais les hautes instances avaient donné ordres auprès des services d'état-civil de ne plus inscrire de tués à l'ennemi après le 11 novembre 1918, ce qui aurait été très mal perçu par la population. La fin effective des hostilités a été fixée au 24 octobre 1919.
En second lieu, Georges Clémenceau, n'avait pas attendu l'armistice de novembre 1918 pour se trouver un nouvel *ennemi à abattre*. La Russie, jusqu'alors pays allié, n'est plus vraiment un pays ami depuis la prise du pouvoir par les Bolcheviks. Il décide donc d'employer l'armée française d'Orient pour voler au secours des Russes blancs.
L'A.F.O. est donc maintenue, pour partie, là où elle se trouve en attendant d'autres ordres.
En troisième lieu, un petit détail qui n'est pas en faveur de Gabriel, va décider de son maintien sous l'uniforme. En effet, à la fin de 1918, il est décidé de rapatrier en France tous les soldats qui sont présents en Orient depuis plus de dix-huit mois, les autres sont maintenus sur place. Or, Gabriel a passé toute son année 1917 en France. Il n'entre donc pas dans la catégorie des libérables. Le voilà donc reparti pour d'autres dangers.
Le 16 novembre 1918, il arrive à Verria, ville qu'il a déjà connue en septembre 1916. C'est à partir de décembre 1918 que la 156e division d'infanterie, et donc y compris le 175e RI de Gabriel, intègre désormais l'*Armée du Danube*. Le 6 décembre suivant, la 156e division reçoit les ordres de Paris pour son mouvement d'ensemble : Le 8 décembre 1918, les premiers embarquements commencent dans le port de Salonique. Le régiment de Gabriel part un peu plus tard, le 19 décembre écrit-il. Il embarque sur deux bateaux : le *Dobroudja* et le *Varna*
Joyeux Noël 1918 : Gabriel arrive à Sébastopol à 21 heures.

Année 1919

Quelques semaines s'écoulent à Sébastopol sans vraiment d'incidents majeurs. Le 175e séjourne en caserne et son rôle se limite au maintien de l'ordre.
Un peu de répit est appréciable et Gabriel en profite pour s'offrir une séance photo en guise de souvenir.
Il a presque 24 ans et il a déjà tant vécu ! On remarque les chaussures basses, relativement légères et les fameuses bandes molletières réservées aux hommes de troupes alors que les officiers avaient droit aux guêtres en cuir. On distingue mal son ceinturon en cuir modèle

de 1903 à deux ardillons. Dans son dos, la cartouchière toujours en cuir épais dont tout soldat ne se sépare jamais, est maintenue par la sangle qui l'entoure dans son uniforme bleu azur. On note aussi le souci qu'il a d'être parfaitement coiffé pour la pose, même s'il n'a pas pu se séparer de sa cigarette.

Gabriel a cette chance d'être cantonné à Sébastopol, secteur légèrement plus calme pour le premier trimestre au moins. En prévision de l'arrivée des Bolcheviks, le régiment commence l'organisation d'un camp retranché.

Gabriel indique être parti de Sébastopol le 25 mars 1919. Or nous savons que son régiment est embarqué le 28 avril soit un mois plus tard. Toujours est-il qu'il arrive en rade d'Odessa le lendemain 26 mars 1919. Le trajet emprunté est exactement l'inverse de son trajet aller. Le voilà dans le port de Tarente en Italie le 14 avril 1919.



Gabriel Billonnet en 1918 à Salonique. Il a 24 ans.

Gabriel arrive en France le 16 avril 1919, le temps de traverser l'Italie et il ne semble pas être dirigé vers le dépôt du 175e à Grenoble car une semaine plus tard, le 23 avril 1919, le général commandant la 15e région militaire de Marseille décide de l'affecter au 63e RI situé à Limoges, en guise de cadeau pour son 25e anniversaire, où il n'est dirigé que le 13 juin suivant. Il n'est pas encore libéré mais au moins rapproché des siens. Nous pouvons aisément imaginer son soulagement lorsqu'il dépose son barda à terre. Ce fameux barda du Poilu pèse 28 à 30 kilos.

Enfin, repensons à tous les déplacements effectués presque entièrement à pied, tout cet attirail sur le dos ! Quel simple citoyen sans entraînement militaire en serait capable aujourd'hui ? Et pourtant, nos aïeux ont réalisé ces exploits.

Gabriel séjourne encore quelques semaines à la caserne Beaupuy de Limoges et enfin son ordre de démobilisation le libère totalement de ses obligations le 19 septembre 1919, après quatre ans neuf mois et quatre jours au service de la France.

Il peut résumer son bilan de grandes batailles :

- Bataille des Dardanelles en été 1915 soldée par un échec ;
- Combats de Rabrovo et Kostorino en novembre 1915, en Serbie, soldés par un échec et une retraite ;
- Bataille de la Cerna (1re offensive de Monastir) en novembre 1916 soldée par un échec ;
- Offensive générale du Dobropolje en septembre 1918 soldée par la libération de la Serbie ;
- Campagne de Crimée en janvier 1919 soldée par un échec.

Il résidait à Pert. Il avait 19 ans et vivait en paix de son métier de cultivateur. Il était beau et pleine santé.

Meurtri à jamais

Il revient à Pert. Il a perdu presque cinq années de sa jeunesse. Il a vu et vécu les pires horreurs, frôlé la mort à maintes reprises. Il a tué d'autres soldats et assisté à l'agonie de ses compagnons d'armes. Physiquement atteint dans sa chair, ses pieds ont été gelés, il n'a plus de dent, ses poumons n'ont jamais été soignés correctement et le tueront dans vingt ans.

Pourtant la vie doit reprendre le dessus. Il lui faut travailler et si possible prendre épouse, fonder une famille, mais qui voudra de lui dans cet état ? Son village est composé de sept fermes regroupées en hameau. Chacune d'elle est exploitée par une famille. Il y a sa famille, les Billonnet, puis aussi les Prabonnaud, les Pouyaud, et également les Mazalaigue. Le chef de cette dernière famille décide, comme c'est la coutume, de choisir un époux pour sa fille Anna. Son père a élu Gabriel comme futur gendre.

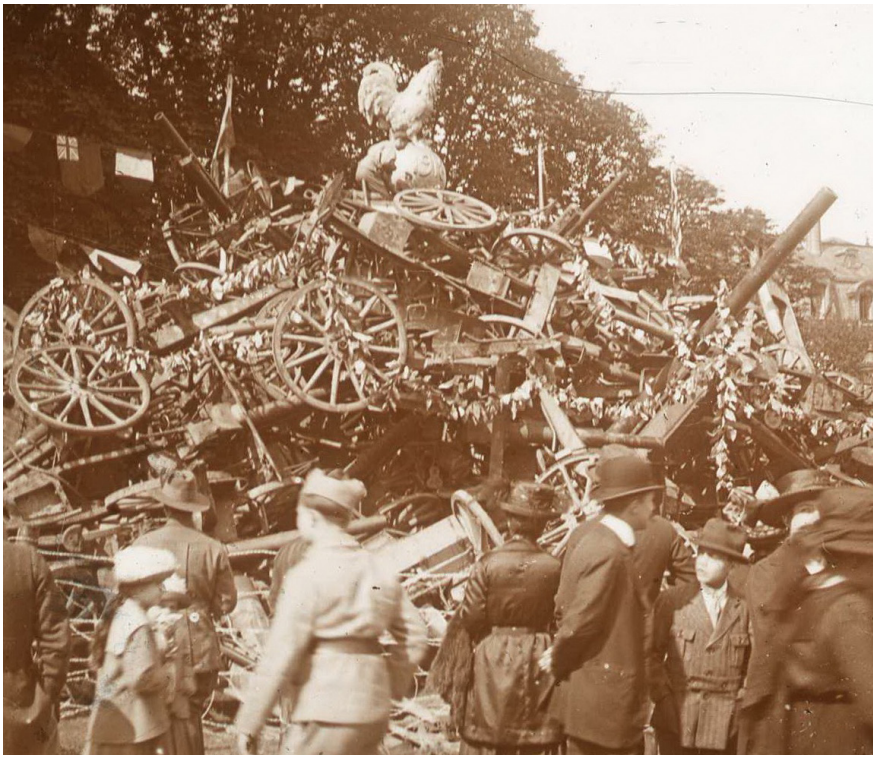
Gabriel et Anna convolent en juste noce un an plus tard dans la petite église de Beaumont le 18 décembre 1920.

Malheureusement, la balle bulgare qui l'a transpercé le 14 novembre 1916, laisse toujours des séquelles dans son corps. On trouve trace des visites qu'il rend au bureau des réformes de Lyon jusqu'en 1932. Le mal évolue en lui. Fier jusqu'à l'entêtement, Gabriel, devenu communiste, refuse jusqu'au bout toute aide ou demande de pension de l'État. Jamais vraiment bien soignés, ses poumons blessés finissent par l'emporter le 6 décembre 1941.

Sans moyens, son épouse ne peut même pas l'inhumer dans la tombe familiale de Beaumont-du-Lac, le cimetière de sa dernière commune de résidence, Villeurbanne (Rhône) l'accueille.

*
* *

Quatrième partie
Revivre et ne pas oublier



14 juillet 1919, un coq sur un champ de ruines. Fonds Jean Labetoulle du Cghml.

1919 : Le grand retour des combattants, la victoire et après

Michel C. Kiener

Le 11 novembre 1918 est un jour inédit dans l'histoire de l'humanité : ce jour-là une quinzaine de millions d'hommes sous les armes, de toutes nations, cessent de se faire la guerre à la minute près ; sur le front le silence se fait brusquement à 11 heures. Et soudain, les cloches ! Elles vont sonner à toute volée la journée durant, et dans les rues tout le monde dehors. Fin de l'angoisse, les hommes ne mourront plus. À Limoges comme ailleurs, ce fut *un délire formidable… Les fabriques avaient lâché leur personnel… Les sursitaires disaient : À présent, nous sommes tous sauvés… Les rues devinrent des fleuves humains… Une orgie de bruit, d'ovations, d'étreintes passionnées, de danse, de baisers et d'amour*[1]. Comme en août 1944 à la Libération. Dans le même temps, des millions de parents, de veuves et de sœurs de « morts pour la France » s'effondrent au milieu de la liesse générale[2].

Sur le front, c'est une autre chanson. Les troupes sortent d'une année de combats très durs imposés par un maréchal Foch peu soucieux du sang des hommes. Les assauts du mois d'août et de l'automne sur l'Aisne ont été chèrement payés. Le silence soudain désoriente des combattants soumis jour et nuit aux éclatements d'obus et aux torpilles. La nuit va redevenir la nuit, faite pour dormir et non pour circuler et préparer l'assaut du lendemain. Certains régiments s'offrent un gigantesque feu d'artifice avec les fusées trouvées chez l'ennemi. Ailleurs… Ce fut souvent comme pour le sergent Lebret, un Corrézien du 100e RI de Tulle : *Ons la apris par une autos qui passer sur la route, […] alors on net sortie de nos trous et nous [nous] sommes promenés en liberté, depuis plus de quatres ans que l'on se terrés comme des lapains traquets. […] çe jour la lon a pus rien trouvait a boire dans çe coin perdu, même pas de l'eau. Et dire que çe jour la lons çetait tant promis dans prendre une bonne cuite mai rien*[3]. Et au 90e Territorial de Limoges, avec ses douze cents *pépères* de plus de 40 ans ? : *11 novembre : Signature… Cessation des hostilités à 11 heures. Repos sur les divers chantiers. / 12 novembre : Reprise des travaux. /13 novembre : reprise d'exercices sommaires de marche et de maniement d'armes. Une heure par jour* [4].

Et ce sera ainsi partout, une « ambiance de caserne » destinée à occuper les hommes. À l'Est, certains ont la chance de « délivrer » en fanfare la Lorraine et l'Alsace, fleurs et parades. Strasbourg ! Ou, dès le 1er décembre par dizaines de divisions, de pénétrer en Allemagne, où ils découvrent, stupéfaits, un pays propre, calme, grouillant d'enfants. D'autres, le 100e et le 63e de Limoges partent en janvier 1919… garder la frontière espagnole, tandis que les régiments de Bergerac, Périgueux et Brive piétinent toujours en Italie ! Partout, les peuples, révoltés, font la loi sur le terrain, tandis qu'à Versailles les Alliés se chamaillent. Bientôt ils enverront ce qu'il leur restait de troupes « rétablir l'ordre » à Istamboul, en Roumanie, en Hongrie à l'aide des jeunes des classes 1917-19. En août 1919, le 412e de Limoges débarque à Mersin ses 2 000 hommes et ses 400 mulets, en Cilicie sur la côte sud de la Turquie. Il avait laissé 3 000 des siens dans les combats de 1918[5], il en perdra 1 200 de plus contre les Turcs[6].

1 *Le Populaire du Centre*, Limoges, numéro du 11 novembre 1919.
2 Sur l'après-armistice, voir en priorité Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée : la sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Seuil, 2004.
3 Léon Lebret, *Journal de guerre*, Arch. dép. Corrèze, Fonds Guy Dintrat, transcription MCK.
4 Journal de marche et d'opérations du 90e RIT.
5 SHD, 26 N 769/3 (V° 166), Colonel 412e RI à ID/58, 6 mars 1919.
6 <www.eliecilicie.net/412ri.htm>

C'est donc cela, la paix ? En juin 1919, Foch s'inquiète, des affiches apparaissent dans les cantonnements *pour protester contre la lenteur de la démobilisation*[7]. Les familles, elles, attendent leurs hommes, qu'on ne relâche qu'à petites doses, les plus de 48 ans en décembre 1918 et puis, de mois en mois, les classes les plus anciennes ; les Alliés tiennent à garder les troupes sur pied de guerre tant que les Allemands n'ont pas signé le traité de Versailles. C'est chose faite le 28 juin 1919, et la France peut alors s'offrir un 14 juillet de folie, dont témoigne la presse locale, drapeaux sortis, bals et farandoles, pour une deuxième journée d'ivresse collective. Mais sans les poilus. Pour la cinquième année, les semailles de printemps, les foins et les moissons ont donc reposé sur le travail des femmes, des vieux et des enfants pour des journées sans fin.

Le Grand retour

Fin août, s'amorce enfin, mais alors seulement, le retour des combattants. En fait, les premiers à revenir furent en novembre et décembre 1918 les 500 000 prisonniers dont l'Allemagne avait hâte de se débarrasser. Un retour délicat. On les fête à leur arrivée en gare, mais avec un peu de gêne. L'accueil se célèbre dans l'intimité des familles, car on ne doit jamais oublier que le commandement français a imposé dès les premiers jours des combats deux règles absolues : on ne recule jamais sauf sur ordre, et on ne se rend pas, on se fait tuer sur place. Sinon c'est le peloton. Cartes postales et journaux n'ont jamais cessé de vanter l'héroïsme de blessés qui supplient qu'on les laisse et qu'on poursuive l'attaque, et qui meurent en criant vive la France. Tout prisonnier est donc potentiellement un lâche, passible du conseil de guerre à son retour, et ces hommes qui ont souvent crevé de faim dans les camps du Reich et vécu des années de déprime se voient opposer la misère qu'ont connue à l'arrière leurs propres familles, et bien sûr la violence des combats qu'ont soutenus jusqu'au bout leurs frères d'armes. Ils ne pourront jamais vraiment parler de leur temps de prisonnier.

Le retour des prisonniers sonne le glas, comme en creux, du rêve de celles et ceux qui espéraient contre tout espoir revoir leurs « disparus », ces hommes lancés à l'attaque et laissés sur le terrain. Prisonniers ? Ramassés par les infirmiers d'en face ? Comme ce Jean Chaulet, natif de Marval (H.-V.), qui « disparaît » le 21 août 1914 dans les Vosges, « présumé blessé ». Un « avis de disparition » officiel n'est pas un avis de décès et l'on a toujours du mal à se résigner au pire, mais le retour des derniers prisonniers oblige à admettre l'irréparable. Cela se soldera pendant les années 1920-21 par des dizaines de milliers de décisions des tribunaux d'instance pour permettre aux 600 000 veuves d'obtenir une pension et aux enfants le titre de pupille de la Nation.

Et soudain les voici, enfin ! Fin août-début septembre 1919, c'est le même scénario, dont rendent compte les journaux, à Bergerac, Angoulême, Limoges, Châteauroux, Bellac, Guéret, Brive, Tulle, Saint-Yrieix…, là où sont les dépôts des régiments. Troisième journée de folie pour le peuple de France dans les villes de garnison[8] ! C'est un festival d'arcs de feuillage, de parades à la romaine et de défilés, d'après-midis sportifs, football, rugby…, une orgie de feux d'artifice et de réceptions dans les hôtels de ville, entre banquets et ivresse, et, pour finir, des bals de quartier. Même à Limoges, siège de la XIIe région militaire, où les choses se passent dans une tension palpable entre la municipalité socialiste du maire Léon Betoulle, viscéralement pacifiste, et les généraux[9]. Vient ensuite la démobilisation, homme par homme, papiers signés et billets de chemin de fer.

Cependant, et c'est d'une violence symbolique rare, les soldats des 63e RI de Limoges - Saint-Yrieix, 78e de Guéret - Limoges et 100e de Tulle, qui reviennent « couverts de gloire » avec à l'épaule « la fourragère des braves » et qui défilent « chez eux » couverts de fleurs comme ils le

7 SHD, 16 N 298, télégramme de Foch, 13 juin 1919.
8 Ainsi à Ribérac le 7 septembre, avec la musique du 50e de Périgueux (*Courrier du Centre*, 9 sept. 1919).
9 Michel C. Kiener, « La mémoire de la Grande Guerre à Limoges : Oublier, témoigner, honorer 1918-2018 », in *11 novembre 18 – Un siècle après Limoges se souvient*, Ville de Limoges, 2019, p. 8-15.

furent à leur départ en août 14, vont apprendre au même moment, comme aussi la population et les autorités locales prises de court et stupéfaites, que l'Armée dissout définitivement leurs régiments. 63e, 78e, 100e, les régiments de ces villes ouvrières mal-pensantes – car c'est de cela qu'il s'agit bien sûr – sont rayés des rôles les premiers, alors qu'est préservé le régiment de Brive, le 126e RI de retour d'Italie. Imaginons ce que représente pour Tulle, ville vouée par sa manufacture à l'industrie des armes, la suppression brutale et sans appel de son régiment, lui qui constituait pour cette petite préfecture corrézienne de 16 000 habitants une source essentielle de revenus et d'animation.

Le retour se fit souvent à pied depuis la gare, parfois en petits groupes. Le fils surgit à l'improviste ou précédé d'un télégramme apporté par le gamin haletant de la postière. Les fiancées, les mères et les pères, les petits frères anxieux et impatients, le regardent arriver, tétanisés. Qu'a-t-il vraiment vécu là-bas dans les tranchées ?

Se retrouver

Ce que furent les retrouvailles on ne peut que l'imaginer. Pour la période de guerre, nous disposons de l'extraordinaire richesse des correspondances, des mémoires et des carnets de guerre que le Centenaire de la Grande Guerre a fait sortir des boites à chaussures. Maris et femmes, mères et fils n'ont pas cessé de s'envoyer des messages, un océan d'archives dans lesquels il suffit de piocher[10]. Mais rien de tout cela sur l'« Après », sur ces vies minuscules d'hommes et de femmes qui se retrouvent après des années de séparation. Finis ces échanges de billets griffonnés tous les trois jours même par les plus mal lettrés. Pas de « carnets de paix » comme il y eut des « carnets de guerre », alors que nous voudrions savoir comment s'est passé le Grand retour de ces survivants comme ils se désignaient eux-mêmes, devenus des civils et des « anciens combattants » en quête de travail.

Ces retrouvailles sont à double détente. Il y a les hommes, qui retrouvent le bonheur d'un corps de femme, et il y a ces femmes qui retrouvent leur mari et vont devoir, à leur façon, changer de vie elles aussi. Éternelles mineures, elles qui n'avaient jamais eu d'argent entre les mains jusque-là, qui n'allaient jamais à la foire auparavant et ne discutaient jamais affaire avec des hommes sauf les gouailleuses invétérées, ces nouvelles femmes n'ont certes pas vu du pays, mais du moins tout autre chose que leur seul intérieur. Voici Marie Rainaud, une agricultrice charentaise ; elle avertit son « ami chéri » en septembre 1916 après avoir coupé la luzerne : *Je suis montée sur la faucheuse* […] *papa a prétendu que je conduisais mieux que Bachon.* […] *Cela me plaît.* […] *Si l'année prochaine tu n'es pas rendu, ce qui vaudrait bien mieux, mon Dieu, je compte bien recommencer. Et même si tu es là si cela te fait plaisir. Bonsoir mon Maurice, je t'aime*[11]. Les ouvrières en porcelaine sous-payées de l'avant-guerre ont appris, à Limoges comme ailleurs, à conduire les tramways, à remplacer les hommes dans les trains comme receveuses, mais aussi devant les machines à écrire dans les bureaux, cessant d'être ces éternelles oies blanches éthérées ou femmes soumises que vantait la chanson populaire, ces jeunes filles énamourées de 17 ou 18 ans qu'un homme de 28 épousait et gérait en homme. Elles se retrouvent, ces femmes désormais en combinaison, face à des maris ou des fiancés devenus parfois alcooliques, des drogués de ce vin rouge dont on ne donnait parfois qu'un verre avant la guerre aux repas de batteuse ! Infirmières, employées, « munitionnettes » mobilisées dans les usines de guerre, elles furent près de mille à Limoges, 900 à Tulle occupées à tourner les obus de 75, des centaines à Saint-Junien et des milliers à produire en masse des godillots et à piquer les harnais pour les chevaux, à percer les ceintures et les bretelles en cuir, à travailler dans les usines textiles pour habiller les hommes de bleu horizon. Qu'on pense à ces adolescentes qui avaient 13 ou 16 ans en 1914 et qui ont appris un métier et acquis une

10 Voir entre autres les travaux d'Odile Roynette, ou l'anthologie de Clémentine Vidal-Naquet, *Correspondances conjugales 1914-1918. Dans l'intimité de la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont, 2014, 1063 p.

11 Arch. dép. Charente-Maritime, 4 J 4801, fonds Maurice Izambard, lettre du 26 septembre 1916.

compétence dans les ateliers de guerre. Quelles femmes, quelles épouses seront-elles ? Quant aux gamins de 1914, contraints d'assumer le travail de la terre ou de l'atelier, ils sont devenus des hommes face au père qui revient.

Chaque homme, de son côté, est un pion qui doit retrouver sa place sur un échiquier familial dont toutes les pièces ont bougé. Les enfants ont grandi, la sœur s'est mariée, l'amie de cœur aussi... Des familles sortent ravagées du conflit, un fils en moins, un autre mutilé, un neveu « disparu », la mère morte de la grippe espagnole. Parfois, le survivant est le seul de trois frères à revenir, ou le seul du village (du hameau), blessé mais ça va, quand les familles des maisons d'à côté pleurent leur mort ; il devra chaque jour affronter leur regard. Il est parfois lui-même une « gueule cassée », un mutilé, un gazé devenu inapte au travail de force…

Et puis se revoir c'est répondre aux questions, tu peux nous dire la vérité maintenant, c'était comment au front ? Mais comment raconter le pire aux familles des morts, comment parler des copains enterrés vivants ou déchiquetés, de leurs cadavres pourrissant sur le glacis entre les lignes ? Comment avouer la peur de la mine que l'ennemi creuse sous vos pieds, expliquer ce qu'étaient les marches épuisantes lors des montées en première ligne par nuit noire tous les quatre ou six jours, la haine (généralisée) des généraux traités en assassins professionnels, les combats à la grenade, les assauts, et l'ennemi qui chante en face à cinquante mètres, avec qui l'on échange tabac et pain ? Comment raconter cela à un Arrière formaté par une presse tenue en laisse par la censure, par les récits répétitifs de pioupious montant à l'assaut de la cote 304 et du Mort-Homme à Verdun en 1916 en chantant la Marseillaise, les clairons sonnant la charge et la baïonnette aux lèvres ! Alors, ces hommes vont se taire, tous ou presque[12], à l'image de Joseph Delage, un père de famille classe 1902, cultivateur des monts d'Ambazac (H.-V.), dont un frère a été tué au Chemin des Dames : *Mon grand-père était un « taiseux ». Il ne parlait pas de cette guerre, et disait juste qu'il avait été malheureux*[13]. Une Creusoise l'écrit à sa sœur, elle ne comprend pas, depuis son retour son mari ne lui parle pas et ne répond pas à ses questions, il ne se sent bien qu'avec ses camarades revenus comme lui. On retrouvera cela chez les déportés rescapés des camps. Quelques-uns, même parmi les plus humbles, se mettent cependant dès 1919 à recopier leurs carnets de route – qui ne seront jamais publiés – pour témoigner de leur vécu.

Il faut aussi se résigner : le taiseux de 14 ne revient pas plus causant, le teigneux ne s'est pas adouci loin de là, des hommes ont changé au contraire, et ne supportent plus les ordres. Changé aussi le jeune « bleuet » des classes 1916 ou 17 parti en patriote sauver la France et la Civilisation, qui s'en revient furieux de l'horreur des premières lignes et de la mort en série de ses copains[14]. Plus que les Boches, ce sont les embusqués et les profiteurs de guerre qu'il va poursuivre de sa haine, désormais. Mieux encore, ces simples paysans, métayers, domestiques ou tâcherons, ces ouvriers partis simples soldats ont été décorés et promus caporaux ou sergents, déclarés aptes aux responsabilités. Ils sont devenus des techniciens formés à la mécanique de précision des mitrailleuses et des moteurs de camions, capables de tout réparer. Devenus conducteurs d'automobiles !, téléphonistes, électriciens, infirmiers… dotés d'une compétence moderne. Et puis, après des années de solidarité et de discussions passionnées entre camarades d'escouade, comment se replacer sous les ordres d'un père qui prétend décider de tout parce qu'il est le père ? Comment revenir et rester à la terre, au village de quatre ou six maisons perdu dans la campagne, quand on a vu du pays et les fermes des Flandres ? Alors que la ville vous appelle et que les fabriques de porcelaine, le bâtiment et les ateliers manquent cruellement de main d'œuvre ! Certains, tel le sergent Champcommunal, paysan des monts d'Ambazac, ou comme ce paysan creusois devenu aviateur, retourneront

12 Une affirmation et un regret qui reviennent en refrain chez la centaine de descendants interrogés.

13 Maryse Machinaud, in *Saint-Laurent-les-Eglises rend hommage à ses « poilus »*, Saint-Laurent, Mairie, 2018, p. 105.

14 À l'image d'un Maurice Pensuet souvent cité : *Écrit du front. Lettres de Maurice Pensuet, 1915-1917*, éd. A. Prost, Paris, Tallandier, 2010.

sans transition à leurs champs, ne rêvant que d'une chose : retrouver la terre nourricière et les leurs, et c'est tout. D'autres décident d'ouvrir un garage ou un commerce, ou partent travailler à la ville. Beaucoup font le choix de s'en aller une fois pour toutes très loin, à Paris ou plus loin encore. C'est alors un exode sévère qui va frapper les campagnes. Saint-Yrieix-la-Perche perd en cinq ans 1 000 habitants, la Creuse 20 % de sa population, la Corrèze 15 %, les départements très ruraux subissant tous de plein fouet le choc de la modernisation qu'a imposée la guerre. Il faut aussi évoquer les inaptes, les blessés et les mutilés, auxquels l'État offre des emplois réservés dans l'administration.

Femmes en rage, femmes en noir

Côté femmes, les choses, on l'a vu, sont vraiment compliquées. Le très conservateur *Courrier du Centre* lui-même évoque en 1919 la question du droit de vote pour les femmes, qui semble faire consensus ; celles-ci ont constitué un comité ad hoc à Limoges pour le promouvoir, et il est voté par une très large majorité à la nouvelle chambre des députés, la chambre conservatrice dite « Bleu horizon » élue le 16 novembre 1919. Mais ce vote sera sans suite, car la proposition de loi sera bloquée par les sénateurs, par peur de voir la République tomber entre les mains des « calotins ». Elles devront donc attendre 1944 pour devenir des citoyennes à part entière. Les femmes subissent ainsi en 1919-20 un choc en retour machiste, un humiliant backlash qui les renvoie à leur condition première.

Il y aussi celles qui seront seules à jamais, des veuves de guerre de vingt-cinq ou trente ans qui ne quitteront plus le noir, sacrifiées à la mémoire du héros[15]. La correspondance entretenue entre une épouse et son mari, une amie et son amour, n'aura fait que rendre plus terrible encore le choc de l'annonce de la mort de l'homme. Tout concourt à enfermer ces femmes dans leur peine et leurs voiles de deuil. Veuves, elles touchent une pension, qu'elles perdent en cas de remariage. Mais la pression sociale, à la campagne, peut jouer le premier rôle. Un petit-fils dit n'avoir appris que tout récemment que sa grand-mère s'était en fait remariée après la guerre ; et avoir enfin compris pourquoi les femmes de son village berrichon passaient devant sa maison sans jamais entrer chez elle.

Le prix du sang versé

À l'arrière, la Victoire s'accompagne de l'arrêt brutal de la production de munitions et d'équipements, donc d'un chômage immédiat pour des milliers d'ouvriers et de « munitionnettes », tandis que la pénurie règne dans les villes[16]. Les mois qui suivent l'armistice se passent dans une ambiance tendue, marquée par des grèves dures, dans les chemins de fer comme dans la porcelaine. En tout cas, « la France d'en bas », dans son immense majorité, ne veut plus entendre parler de guerre ni d'aventures. L'année 1919 est une année de haines politiques d'une violence rare. Un peu partout émerge dans le centre-ouest et le sud-ouest un « Guerre à la guerre » pacifiste rageur, attesté par la presse, porté par des hommes qui pleurent leurs camarades et leur jeunesse mutilée. La droite, de son côté, agite la peur du bolchévisme et du désordre, une image dont les socialistes peinent à se démarquer. Deux discours s'affrontent, qui traversent le pays : celui des bien-pensants qui célèbrent la Revanche tant attendue, et celui de la masse des ouvriers, des paysans – et des maçons creusois –, comme aussi des instituteurs qui ont payé cher, comme officiers ou adjudants, leur potentiel intellectuel[17]. Ceux-ci tentent de parler fraternité entre les peuples, comme le font les députés socialistes de la Haute-Vienne, réélus en novembre 1919. Pour que ce soit vraiment la Der' des der'. En février 1919, le député-maire socialiste de Limoges, Léon Betoulle, demande à la tribune de la Chambre

15 Voir sur ce sujet Stéphanie Petit, *Les veuves de la Grande Guerre. D'éternelles endeuillées ?*, Paris, Éd. du Cygne, 2007, et Stéphane Audoin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre 1914-1918*, Paris, Noesis, 2001, 260 p.
16 Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Seuil, 2004, 555 p.
17 La moitié des instituteurs mobilisés de la Corrèze ont été tués.

des députés le rapatriement rapide des prisonniers allemands qu'on emploie au déminage et au nettoyage des régions dévastées, et qu'attendent leurs familles. De quoi déclencher un hourvari de première. Une provocation aux yeux du camp adverse, assumée à quelques mois des législatives du 16 novembre. Mais Betoulle tient bon, et tous les 2 novembre, jour des morts, il montera au cimetière de Louyat avec ses conseillers porter à égalité des couronnes et des fleurs sur les tombes des soldats français et des soldats allemands enterrés au carré militaire.

Pour ceux qui ont donné leur sang et leur jeunesse pour la patrie, de toute façon, un simple retour à la France d'avant est carrément impensable. On retrouvera cela vingt ans plus tard en 1944-45 avec le programme de la Résistance. En septembre 1919, les soldats du 63e massés en carré sur le champ de foire de Limoges se voient sermonnés par le préfet : *Nous avons la Revanche, nous avons la Paix… Vous allez vous remettre courageusement au travail… Nous qui vivons, nous devons accomplir la part de travail de tous ces glorieux morts*[18]. Sauf que la France d'en bas réclame son dû : des salaires décents, une juste reconnaissance sociale, la journée des huit heures pour une vie meilleure, ou même carrément une révolution sociale à la russe. La France de 1919 est suspendue au verdict des électeurs convoqués pour le 16 novembre. Inutile de dire que, dans cette ambiance, le 11 novembre de cette année-là, pris en otage, passe à la trappe, oublié, ignoré même du *Courrier du Centre* conservateur. Le 16 novembre, le verdict sort des urnes, le camp des modérés ralliés aux durs de la Revanche l'emporte, offrant au pays une « Chambre dite Bleu horizon » conservatrice, peu soucieuse de réformes sociales.

Conflits de mémoire

L'été 1919 fut marqué par les cérémonies à la mémoire des morts pour la France, les « revenus » placés au premier rang. Où pouvaient-elles se tenir ailleurs que dans les églises, seuls lieux assez dignes pour cela ? Le curé en profite pour glisser entre deux discours un *Te Deum*, le vieux chant d'action de grâces qui célébra de tout temps les victoires des rois. Il revient aux « revenus » eux-mêmes de prendre le relais et de porter désormais la douloureuse mémoire des leurs – on retrouvera dans les discours des anciens combattants la même « culpabilité » qu'on a bien identifiée chez les anciens déportés. Dès leur retour au pays, dès septembre-octobre, les démobilisés créent des associations communales afin de défendre les droits qu'ils ont acquis à la reconnaissance de la Nation, regroupées en deux fédérations rivales, l'une, l'UNC, patriote et conservatrice, l'autre, l'ANAC, pacifiste et orientée à gauche.

En fait, c'est pendant la guerre elle-même que s'est mis en place le divorce entre deux façons de vivre le conflit. Pour les catholiques et une partie du clan militaire, la guerre est la sanction logique de la séparation ignominieuse de l'Église et de l'État et des spoliations qui l'ont accompagnée en 1906. Militants du Sacré-Cœur de Jésus, dont ils portent la médaille, officiers et poilus catholiques de toute condition, soldats-martyrs de la cause, s'entendent répéter que la Victoire marquera surtout le triomphe du Droit et de la Civilisation sur la barbarie allemande. Dès le mois d'août 1919, on inaugure à Bellac le chemin de croix de Notre-Dame-de-Lorette en hommage aux disparus de la commune. En septembre, en plein retour des régiments à leurs garnisons, sept évêques et l'archevêque de Bourges célèbrent à Issoudun le cinquantenaire du Sacré-Cœur, et c'est l'évêque de Limoges qui prononce le sermon. Sabres et croix de guerre, offerts à la Vierge en reconnaissance pour sa protection, s'entassent au pied de sa statue. Face à eux, et surtout dans le centre et le sud-ouest largement anticléricaux, les « petites gens » et les instituteurs laïques et républicains sortent de cette « boucherie » farouchement pacifistes. La guerre, ils l'ont faite au Kaiser, pas aux Allemands. Patriotes, ils peuvent l'être aussi, mais sans être chauvins, tels Georges Guingouin, orphelin de guerre, qui sera un normalien passionné d'histoire, instituteur, communiste et résistant, puis chef des FFI de la Haute-Vienne.

18 *Le Populaire du Centre*, 15 septembre 1919. Discours in extenso dans ce numéro.

Cette fracture, rien ne la manifeste mieux que l'affaire des monuments aux morts. Dans les mairies on complète les livres d'or ouverts sur ordre supérieur dès 1915, tandis que les notables prennent ici ou là l'initiative d'une plaque mémorielle à poser dans l'église paroissiale ; elle devient ainsi la chambre d'écho d'un patriotisme qui ne supporte aucune critique. Quand elles existent, les plaques des églises portent les noms des morts de la commune (ou de la paroisse), avec ici et là des exclusions subtiles. Elles ne cachent pas leur caractère religieux, même si elles comportent très souvent des drapeaux tricolores – l'Union sacrée est passée par là. Sur celle de l'église de Chasseneuil en Charente on voit Jésus montrer le Ciel à un soldat mourant. Ou bien c'est une Pièta, une Vierge tenant sur ses genoux le corps de son fils, qui en est la figure centrale. Les panneaux peuvent être encadrés de statues : Jeanne d'Arc, canonisée en 1920, Clovis le roi converti, le Sacré-Cœur ou la Vierge. En contrepoint surgit chez les laïques et les élus républicains l'exigence d'un mémorial public posé en terrain neutre, oublieux des convictions des uns et des autres, d'un « monument aux morts » offert aux « enfants de la commune », dont il faut arrêter la liste. Chose simple en apparence, qui va occuper les maires et la population, souvent sans que leurs débats ne laissent de trace dans les archives. Aux natifs de la commune, résidents ou non en 1914, comment ne pas ajouter les conjoints venus d'ailleurs, et les domestiques qui travaillaient dans les exploitations, et puis les morts des suites de la guerre en 1919, 1920, parfois plus tard encore ? À cela s'ajoute le choix du monument à commander, simple obélisque, ou pyramide agrémentée d'un sujet. Tout n'est pas qu'une question d'argent. Une paysanne tête baissée, une mère venant fleurir la tombe anonyme un enfant à la main, et un soldat fusil en main c'est tout comme : on n'oublie pas ceux qui ont « fait leur devoir de soldat ».

Pour certains, un monument est même de trop. Les morts sont avant tout des victimes, des hommes qu'il faut pleurer, pas des héros. Le maire de Limoges Léon Betoulle, la municipalité communiste de Saint-Junien et d'autres, à Aubusson (Creuse), à Eymoutiers (Haute-Vienne), ne se lanceront dans l'opération qu'à regret, sous la pression des familles. Limoges n'aura le sien qu'en 1931, sans inauguration officielle ; à Saint-Junien ce sera une pyramide ouvertement pacifiste avec citations de Jean-Jaurès.

Dans toutes les familles, de toute façon, la guerre demeurera un traumatisme absolu et intime. Particularité nationale[19], des milliers de familles se lancèrent dans le rapatriement des corps retrouvés, un transfert que l'État finit par accepter de financer en partie. Les morts rejoignent alors la tombe familiale, encourageant les parents des « disparus » à placer à leur tour sur la leur, faute de mieux, une plaque mémorielle en porcelaine. D'autres, par choix ou faute de moyens, laissent leur mort reposer là-bas au milieu de ses camarades. Ce travail de deuil pèsera lourd dans la vie des enfants de la guerre, et on ne peut pas comprendre le prétendu « lâche soulagement » des Français approuvant massivement en septembre 1938 les accords de Munich sans voir qu'ils s'étaient juré de ne plus jamais se faire avoir. Mourir pour la Tchéco-Slovaquie, après qu'on les ait obligés à le faire pour la Serbie ? Jamais plus.

Et puis ce sera la guerre à nouveau, et tout rejouera dans les têtes, la fureur devant la déroute de mai 1940 et la nullité des généraux. Elle mènera à la Résistance, quand d'autres en resteront à Pétain, drapé dans son déguisement de vainqueur de Verdun et d'ami de la troupe. Un remake d'horreurs, d'où sortira plus que jamais la honte d'une Grande Guerre faite pour rien, qu'il vaut mieux oublier.

19 Les Britanniques, habitués à immerger leurs morts en mer, laissent les leurs reposer en paix dans les cimetières jardins du Nord et de Belgique.

*
* *

Portrait statistique : Les 3 003 enfants de Limoges Morts pour la France de 1914-1919

Luc Fessemaz

Une grande diversité de noms

Un siècle après la Grande Guerre, se souvenir de ceux qui sont décédés lors de ce conflit, c'est d'abord leur donner un nom. Dans les petites communes, les noms sont gravés à jamais sur le monument aux morts, ce qui n'est pas le cas de villes plus importantes comme Limoges ou Tulle. D'où l'importance du travail mené par les Archives municipales de ces villes pour dresser cette liste de noms qui répond au devoir de mémoire.

Sur l'écritoire entourant le monument aux morts de Limoges situé place Jourdan et inauguré le 11 novembre 2018, figurent dans l'ordre alphabétique : les noms des 3 003 morts pour la France de Limoges sur la période 1914-1919, auxquels ont été ajoutés 2 autres morts pour la France reconnus postérieurement en tant que grands invalides de guerre ainsi que ceux des 4 fusillés pour l'exemple originaires de Limoges soit 3 009 noms.

Dans la liste des 3 003 Morts pour la France de Limoges, on compte 1 961 noms différents. 1 476 noms figurent une seule fois (49% des Morts) et 485 noms (51% des Morts) figurent de deux à dix-sept fois. Ces statistiques traduisent la grande diversité du stock des noms en France par rapport à de nombreux autres pays. Cette diversité est cependant moindre que celle que l'on peut observer aujourd'hui, car la liste porte sur des générations nées à la fin du XIXe siècle, époque où l'effet des migrations de population au niveau national ou international reste encore faible dans un département comme la Haute-Vienne.

Parmi les 9 soldats nés à l'étranger, seulement deux ont un nom à consonance étrangère : Korngut (né en Autriche) et Canellakis (né en Grèce). On note que cinq noms Thomas, Dupuy, Faure, Faucher, Texier, apparaissent de douze à dix-sept fois dans la liste (synthèse : indicateur 1), il s'agit de patronymes très courants dans le département. On remarque également la présence de noms typiquement haut-viennois comme Nouhaud (9 fois), Laplaud (4 fois), Boulesteix et Lathière (seulement 2 fois)[1].

Une forte concentration des prénoms

Le prénom est le second marqueur d'identité pour une personne. Sur les monuments aux morts ne figurent parfois que l'initiale du prénom d'usage, par contre sur les fiches individuelles des Morts pour la France, on trouve l'ensemble des prénoms dans l'ordre de l'état civil. La majorité des Morts pour la France de Limoges s'inscrit encore dans ce que la sociologie des prénoms[2] appelle le modèle classique caractérisé par un prénom unique transmis par parrainage[3]. On compte 1 692 Morts avec un seul prénom (56%) et 1 311 Morts avec deux à cinq prénoms (synthèse : indicateur 2a).

Les premiers prénoms

Pour les premiers prénoms, les 3 003 Morts mobilisent un stock de 158 prénoms. Dans ce stock de premiers prénoms, la concentration est forte car les dix prénoms les plus fréquents

1 Article *Patronymes et toponymes courants en Limousin : un déterminisme géographique*. Auteur : Joselito Mancuso - Insee Limousin, novembre 2007.

2 *Sociologie des prénoms*, Baptiste Coulmont, collection Repères, Éditions La Découverte, octobre 2014.

3 *La Cote des prénoms* (ouvrage annuel de 1986 à 2009), Philippe Besnard, Guy Desplanques, Éditions Balland, octobre 1994.

rassemblent 59% des Morts[4]. Deux prénoms se détachent : Jean est nettement en première position (482 Morts ; 16,1%), Pierre vient en seconde position (314 Morts ; 10,4%). Plus loin dans le classement, on trouve Joseph (8e position) et André (10e position). Ces premiers prénoms correspondent aux grands prénoms chrétiens qui se sont imposés en France à partir du XIIIe siècle. Il y a également des prénoms royaux comme François (3e position, prénom doté de saints patrons importants), Louis (4e position seulement alors qu'il est le premier prénom en France sur la période 1890-1899), et Henri (6e position, ce prénom ne bénéficiant pas d'un saint patron important n'a pas été courant avant la fin du XIXe siècle). On retiendra enfin la présence de prénoms typiquement limousins avec Léonard (5e position), son diminutif Léon, plus moderne (7e position), et Martial (9e position)[5]. À l'inverse ne figurent pas dans ce classement les prénoms de Marcel, Georges, Paul et Émile situés de la 5e à la 10e position dans le classement des dix premiers prénoms masculins en France sur la période 1890-1899.

Les deuxièmes prénoms

1 311 Morts pour la France de Limoges (44%) ont un deuxième prénom et mobilisent un stock de 150 prénoms. Dans ce stock de deuxièmes prénoms, la concentration est un peu moins forte car les dix prénoms les plus fréquents rassemblent 48 % des Morts. Par rapport au classement des premiers prénoms, les deux modifications importantes consistent en l'apparition de Baptiste[6] (1re position) et de Marie (3e position, prénom féminin protecteur choisi dans la tradition chrétienne). On retrouve dans ce classement les prénoms classiques de Haute-Vienne pour l'époque : Jean passe en 2e position, Louis se maintient en 4e position, viennent ensuite Pierre, Joseph, François, Henri, et les prénoms locaux Léon et Léonard.

Les troisièmes prénoms

382 Morts pour la France de Limoges (13%) ont un troisième prénom et mobilisent un stock de 95 prénoms. Dans ce stock de troisièmes prénoms, les dix premiers prénoms rassemblent 49% des Morts. On retrouve aux trois premières places les prénoms chrétiens Baptiste, Joseph, Marie qui témoignent encore de l'ancrage religieux d'une partie de la population de la Haute-Vienne. On retrouve également des prénoms classiques qui dominaient les deux classements précédents : Louis, Henri, Jean, André, François. On note aussi l'apparition de René (5e position), un prénom typique de l'Anjou et de Gabriel (10e position), prénom du troisième archange dans la Bible.

Les quatrièmes prénoms

Plus marginal statistiquement, on observe que 92 Morts pour la France de Limoges (3%) ont un quatrième prénom et mobilisent un stock de seulement 46 prénoms. La concentration est comparable aux deux classements précédents puisque les onze quatrièmes prénoms les plus fréquents rassemblent 48% des Morts. On retrouve dans ce classement les prénoms chrétiens de Marie, Joseph, Antoine, André, et le prénom local Martial. Le reste du classement

4 *De Jean à Théo, de Marie à Léa : un siècle de prénoms.* Auteur : Joselito Mancuso - Insee Limousin, novembre 2005. L'article montre que le stock des prénoms a quadruplé en Limousin en un siècle : *Jusqu'à la fin des années 1940, la palette des prénoms attribués oscillait entre 200 et 300 prénoms pour les femmes, et entre 150 et 200 prénoms pour les hommes. (...) Au début du siècle dernier, les dix prénoms les plus fréquemment attribués représentent plus de la moitié des naissances. Aujourd'hui, seulement un nouveau-né sur cinq porte l'un des dix prénoms les plus couramment donnés aux enfants.*

5 *Léonard, Marie, Jean et les autres : les prénoms en Limousin depuis un millénaire* [par] Louis Perouas, Bernadette Barrière, Jean Boutier, Jean-Claude Peyronnet, Jean Tricard et le groupe Rencontre des historiens du Limousin. Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1984.

6 Il est impossible de distinguer les prénoms simples des prénoms composés dans les fiches individuelles des Morts pour la France. En conséquence dans cette étude, tous les prénoms ont été traités comme des prénoms simples. Il en résulte un biais dans les classements : par exemple, la non prise en compte du prénom composé Jean-Baptiste entraîne une surestimation du prénom simple Jean dans le classement des premiers prénoms et du prénom simple Baptiste dans les deuxièmes prénoms.

fait apparaître des prénoms à la mode à la fin du XIXe siècle comme Charles, Edouard, René, Alfred, Émile et Lucien.

Les cinquièmes prénoms

La présence d'un cinquième prénom est exceptionnelle car elle ne concerne que 9 Morts pour la France de Limoges (0,3%). Dans les 7 cinquièmes prénoms, on retrouve encore des grands classiques comme Jean, Pierre, Antoine, Joseph et Marie. On note la présence de deux prénoms plus originaux que sont Casimir et Xavier. On peut avancer qu'en tendance, il existe une relation entre le nombre de prénoms et le niveau social de l'individu. Dans cette étude, le seul indicateur qui mesure approximativement le milieu social est le grade. On observe qu'il n'y a qu'un seul soldat de seconde classe parmi les 9 Morts pour la France ayant un cinquième prénom, les 8 autres ont des grades plus ou moins élevés (capitaine, lieutenant, médecin auxiliaire, adjudant, sergent, brigadier et caporal). Il faudrait connaître le milieu socioprofessionnel et socioculturel des familles pour affiner cette analyse.

Les deux générations les plus frappées : 1893 et 1894

La répartition des Morts pour la France de Limoges selon les générations est liée à l'organisation de l'armée française et à sa mobilisation à partir du 2 août 1914. Les hommes de 21 à 23 ans de l'armée d'active et les hommes de 24 à 34 ans de la réserve de l'armée d'active sont mobilisés en premier et envoyés au front. Les hommes de 35 à 41 ans de l'armée territoriale et ceux de 42 à 48 ans de la réserve de l'armée territoriale sont mobilisés plus tardivement et à l'arrière du front.

Cette structure par âge de l'armée française explique que les décès se concentrent sur les générations nées entre 1881 (classe 1901 âgée de 33 ans à la mobilisation générale en août 1914) et 1896 (classe 1916 mobilisée en avril 1915). Les deux générations les plus frappées sont celles de 1893 avec 217 Morts et de 1894 avec 190 Morts. Dans les générations les plus âgées, on compte quelque Morts pour ceux qui sont nés entre 1853 (les 50 ans et plus sont des militaires de carrière) et 1871. Dans les générations les plus jeunes mobilisées au cours de la guerre, on recense également deux à trois Morts pour ceux nés en 1900 et 1901 (des apprentis marins et de jeunes engagés).

62% sont nés à Limoges

La liste des 3 003 Morts pour la France de Limoges est construite à partir de deux critères : le lieu de naissance à Limoges et/ou le lieu de résidence au décès à Limoges. 1 855 Morts sont nés à Limoges, soit une proportion un peu en dessous de deux sur trois (62%). L'ensemble restant (38%) rassemble des Morts dont la commune de résidence au décès est Limoges mais qui sont nés dans une autre commune. Dans le détail, on observe que 749 Morts (25%) sont nés dans des communes de Haute-Vienne en dehors de Limoges ; 390 Morts (13%) sont nés dans des communes d'autres départements français (principalement des départements limitrophes), et 9 Morts sont nés dans des colonies françaises ou des pays étrangers (dont 5 en Algérie).

On peut avancer que ces proportions reflètent la situation démographique de la ville de Limoges à la veille de la Première Guerre mondiale (la commune compte 92 181 habitants au recensement de 1911), mais il faudrait connaître les flux migratoires et comparer avec d'autres villes pour pouvoir les apprécier.

Les morts pour la France de Limoges nés en Haute-Vienne

Les 2 604 Morts pour la France de Limoges nés en Haute-Vienne se répartissent dans 130 communes. En dehors de Limoges qui compte 1 868 Morts (y compris Beaune et Landouge), les communes de naissance se situent à la périphérie de la capitale régionale, et d'une façon plus large, essentiellement dans la partie sud du département.

Les morts pour la France de Limoges nés hors de la Haute-Vienne

En dehors des 2 604 Morts pour la France de Limoges nés en Haute-Vienne (86,7%) ; 390 Morts sont nés dans 66 autres départements français (13%), principalement des départements périphériques (Corrèze, Dordogne, Charente, Creuse, Gironde, Allier) ou des départements caractérisés par des mouvements migratoires importants (Paris, Nord) et 9 Morts (0,3%) sont nés dans des colonies françaises (Algérie, Indochine) ou des pays étrangers (Argentine, Autriche, Grèce). Il est impossible, dans le cadre de cet article, de justifier dans le détail cette répartition géographique car il faudrait pour cela connaître l'histoire de chaque famille conduisant, à un moment donné, à une migration vers Limoges.

Une majorité de morts entre 1914 et 1915

Le nombre de morts par année

En rassemblant la moitié des décès, les deux premières années de la Grande Guerre sont les plus meurtrières : on compte 776 Morts pour la France, de Limoges en 1914 (26%) et 725 Morts en 1915 (24%). L'année 1916 enregistre des décès légèrement inférieurs à ceux de l'année 1918 avec 543 Morts (18%) contre 578 Morts (19%). L'année 1917 est la moins meurtrière avec 354 Morts (12%), si l'on met à part l'année 1919 qui fait suite à l'Armistice du 11 novembre 1918 et qui ne compte que 27 Morts (En dehors du cas particulier d'un matelot disparu en mer Noire, les autres cas concernent des décès des suites de *maladie en service* et de *blessures de guerre* principalement dans des hôpitaux français).

Le nombre de morts par mois

Si l'on examine le nombre de Morts par mois, cinq mois se détachent nettement en se situant bien au-delà de 100 Morts, alors que la moyenne sur les 52 mois du conflit est de 57 Morts. Les deux premiers mois de la guerre sont les plus meurtriers avec 230 Morts en août 1914 et 300 Morts en septembre 1914 (maximum absolu). Cette période correspond à la guerre de mouvement qui a vu le choc brutal des armées française et allemande se dérouler en plusieurs phases : échec des offensives françaises et grande retraite, arrêt de l'offensive allemande avec la bataille de la Marne et poursuite.

D'octobre 1914 à juin 1915, le nombre mensuel de Morts reste à un niveau élevé (toujours plus de 50 Morts) : après la phase de *la course à la mer* qui se termine en décembre 1914 (113 Morts), les armées s'installent dans la guerre des tranchées. La stratégie du *grignotage* du général en chef Joffre coûte la vie inutilement à des milliers de soldats français[7]. Un nouveau sommet dans l'horreur est atteint avec les pertes catastrophiques liées à l'échec de la grande offensive française en Artois et en Champagne[8]. Cela se traduit par 148 Morts en septembre 1915. L'année 1916 connaît des fluctuations mensuelles en rapport avec la bataille de Verdun et la bataille de la Somme. En 1917, le nombre de Morts atteint un sommet relatif de 76 Morts en avril, lors de l'échec de l'offensive du Chemin des Dames. Après une phase moins meurtrière pendant l'hiver 1917-1918, la guerre de mouvement reprend et le nombre de Morts s'élève de nouveau de juin (59 Morts) à octobre 1918 (126 Morts), au moment de la contre-offensive des Alliés qui allait mener à la Victoire.

Les trois mois les plus meurtriers

Si l'on se focalise sur les trois mois les plus meurtriers, on observe que les profils journaliers sont très différents.

Dans la première quinzaine d'août 1914, on ne compte que 3 Morts pour la France de Limoges en Alsace-Lorraine, car pour la plupart des régiments, c'est la phase d'acheminement des troupes vers le front. Avec la multiplication des combats lors de la bataille des frontières,

7 *1915. L'enlisement*. Jean-Yves Le Naour, Éditions Perrin, 2013.

8 *D'onte ses* n°12 - automne-hiver 2015 - *L'offensive d'Artois : le rêve brisé de la percée décisive*, Philippe Grandcoing, p.19-22.

les pertes s'élèvent à 27 Morts le 22 août 1914, jour le plus meurtrier pour l'ensemble des armées françaises avec 27 000 Morts[9]. Par contre, pour les soldats de Limoges, le jour le plus meurtrier de la Grande Guerre se situe le 28 août 1914[10] avec 132 Morts, car il coïncide avec l'engagement simultané de plusieurs régiments limousins (63e RI, 78e RI, 100e RI, 263e RI, 278e RI, 338e RI) lors de la phase de la Grande Retraite des armées françaises.
En septembre 1914, suite à la bataille de la Marne et à la poursuite des armées allemandes, on n'observe pas de jours de pertes qui se détachent nettement. La moyenne est de 10 Morts par jour, avec des fluctuations allant d'un minimum absolu de 1 Mort le 18 septembre, à deux maximums relatifs de 37 Morts le 20 septembre et de 48 Morts le 26 septembre 1914, lors de la fixation du front dans la Marne et dans l'Oise.
Par contre, en septembre 1915, le profil journalier des Morts est très irrégulier. Dans l'attente de l'offensive, les pertes sont minimes, mais le 25 septembre 1915, elles grimpent à un maximum absolu de 86 Morts. Le premier jour de la double offensive en Artois et en Champagne est le deuxième jour le plus meurtrier de la Grande Guerre pour les soldats de Limoges. Face à l'ampleur des pertes, l'offensive est stoppée le 29 septembre, avant de reprendre du 6 au 8 octobre 1915.

L'âge au décès le plus fréquent est de 21 ans

L'âge au décès est en rapport avec la date de naissance, dont on a vu qu'elle déterminait l'appartenance aux différentes structures de l'armée française (armée d'active, armée de réserve, armée territoriale). On retrouve donc un profil de graphique qui est comparable à celui fonction de la date de naissance. L'écart entre les deux provient de la date de décès : pour une même année de naissance, l'âge au décès peut varier selon que le soldat est mort au début de la guerre ou 4 ans plus tard, à la fin de la guerre. L'âge au décès le plus fréquent des Morts pour la France de Limoges est de 21 ans avec 253 Morts. Les âges de 20 à 33 ans rassemblent 2 306 Morts, soit plus des 3/4 de l'ensemble (77%). Parmi les plus jeunes, il y a cependant 116 décès de 17 à 19 ans (4%) ; et à l'opposé l'âge au décès s'étale de 34 à 61 ans (19% des Morts), mais en voyant le nombre de Morts diminuer. L'ensemble du profil statistique fait que l'âge moyen au décès se situe à 28,5 ans.

91% des décès sont localisés en France

Avec 2 743 Morts (91% du total des 3 003 Morts), l'immense majorité des décès de la Grande Guerre a lieu sur le sol français, car le pays doit faire face pendant plus de quatre ans à l'occupation d'une partie de son territoire par l'Allemagne. On compte cependant 260 Morts (9%) dans des pays étrangers, des colonies françaises ou en mer.

Les morts selon les départements de décès

Les principaux départements de décès se trouvent sur la ligne de front. Deux départements se détachent : la Marne avec 727 Morts (27% sur un total de 2 743 Morts en France), et la Meuse avec 473 Morts (17%). Viennent ensuite trois autres départements : le Pas-de-Calais avec 295 Morts (11%), l'Aisne avec 260 Morts (10%) et la Somme avec 245 Morts (9%). Ces cinq premiers départements de décès rassemblent presque les 3/4 des Morts pour la France de Limoges (73% des Morts en France). Les huit départements de décès suivants rassemblent 19 % des Morts : en dehors de six départements du front (Oise, Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Haut-Rhin - département qui fait partie à l'époque de l'Alsace annexée à l'empire allemand depuis 1870 -, Vosges, Nord), on note la présence de deux départements de l'arrière (Haute-

9 *Le Jour le plus meurtrier de l'histoire de France : 22 août 1914*. Jean-Michel Steg, Éditions Fayard, 2013.
10 *Le 28 août, le 63e RI subit d'effroyables pertes : 724 hommes et 9 officiers furent mis hors de combats en moins de trois heures. (…) Ce même 28 août, plus à l'ouest, les 263e, 278e et 338e RI défendent les passages de la Somme dans le secteur de Péronne. Près de 2 500 hommes sont tués, blessés ou faits prisonniers. D'onte ses* n°10 - automne-hiver 2014 - « 1914. Le grand massacre des régiments limousins », Philippe Grandcoing, p.81-88.

Vienne, Paris) qui enregistrent pour l'essentiel des Morts dans des hôpitaux liés à des maladies ou des suites de blessures. La Haute-Vienne est le département de l'arrière qui compte le plus de Morts car c'est le lieu d'origine des soldats, pour Paris cela s'explique par l'existence de grandes infrastructures médicales permettant de soigner les malades et les blessés. Le reste des Morts pour la France de Limoges se répartit dans 61 autres départements de l'arrière (215 Morts ; 8%).

Les morts dans les pays étrangers

Sur les 260 Morts pour la France de Limoges dans des pays étrangers, presque la moitié est décédée en Belgique (48%), le plus souvent au moment de la bataille des frontières (21-22 août 1914), ou pendant la première bataille d'Ypres (24 octobre- 24 novembre 1914).

On recense ensuite 34 Morts en captivité en Allemagne (13%) de septembre 1914 à décembre 1918. Le genre de mort n'est pas toujours précisé sur les fiches individuelles, mais les prisonniers de guerre sont décédés le plus souvent de maladie ou des suites de blessures de guerre.

On enregistre 58 Morts liés au parcours de l'Armée d'Orient : 10 Morts en Turquie lors de la Bataille des Dardanelles (avril-juillet 1915)[11], 17 Morts en Grèce (le plus souvent de maladie), 28 Morts en Serbie et en Macédoine (principalement en 1917-1918), 2 morts en Bulgarie et 1 Mort en Roumanie décédés de maladie après la signature des armistices à l'automne 1918 par les alliés de l'Allemagne (Autriche-Hongrie, Bulgarie, Empire Ottoman).

On compte également 18 Morts sur le front italien liés aux divisions françaises envoyées pour soutenir l'armée italienne éprouvée par la défaite de Caporetto en octobre 1917. Les soldats morts au combat sont tombés dans la région d'Asiago de février à juin 1918, et lors de la bataille du Piave en octobre 1918.

Les 16 Morts en mer sont le plus souvent liés à des torpillages de navires (*Léon Gambetta*, *Provence II*, *Gallia*), mais il y a aussi des décès sur des navires hôpitaux des suites de blessures de guerre ou de maladie.

En marge du conflit en Europe, on trouve 8 Morts dans les colonies françaises d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie), 1 Mort de la Colonne Expéditionnaire du Cameroun (colonie allemande conquise début 1916), et 1 Mort du 16e RIC envoyé en août 1918 en Extrême-Orient combattre l'Armée rouge (Sibérie).

84% des morts avaient Limoges comme résidence au décès

La liste des 3 003 Morts pour la France de Limoges est construite à partir de deux critères : la naissance à Limoges et/ou la résidence à Limoges au moment du décès à la Grande Guerre. Pour obtenir les données statistiques, deux sources ont été utilisées : le Livre d'or des Morts pour la France de Limoges disponible en ligne sur le site des Archives nationales, et les fiches individuelles des Morts pour la France du site Mémoire des hommes. Le Livre d'or de Limoges comporte 2 504 Morts (7 doubles ont été éliminés), il faut y ajouter 9 marins comptés à part et un Mort absent du Livre d'or, ainsi que 489 Morts pour la France nés à Limoges, mais dont les actes de décès ont été transcrits dans d'autres communes. Cette structure reflète l'importance des mouvements de population entre Limoges et d'autres communes de Haute-Vienne ou du reste de la France.

84% des Morts pour la France de Limoges ont Limoges comme lieu de résidence au décès. Dans cet ensemble de 2 514 Morts on peut distinguer trois sous-ensembles : 1 366 Morts sont à la fois résidents au décès et nés à Limoges ; 750 sont résidents au décès mais sont nés dans d'autres communes de Haute-Vienne ; 398 Morts sont résidents au décès mais sont nés en dehors de la Haute-Vienne. Autrement dit cela signifie que presque la moitié des Morts de

11 Les deux généraux de la liste des 3 003 Morts sont décédés à la suite de combats dans la presqu'île de Gallipoli : le général de brigade Ganeval le 7 juin 1915 et le général de division Masnou le 17 juillet 1915.

l'ensemble sont nés ailleurs et sont venus à un moment donné résider à Limoges (750 + 398 = 1148 / 2514 = 46%)

Les 16% restants sont nés à Limoges, mais en sont partis pour résider ailleurs au moment de leur décès à la Grande Guerre. Si l'on décompose cet agrégat de 489 Morts, on observe des migrations liées à l'attrait économique ou à la proximité géographique. Pour l'attrait économique, on peut retenir les 160 Morts nés à Limoges et qui ont une résidence au décès dans le département de la Seine (département qui regroupe à l'époque Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne), de même pour ceux qui sont partis résider dans les départements de Gironde (attrait de Bordeaux), Seine-et-Oise (attrait de Versailles), Meurthe-et-Moselle (attrait de Nancy), ou de Loire-Inférieure (attrait de Nantes). Pour la proximité géographique, il s'agit des 114 Morts nés à Limoges et qui ont une résidence au décès en Haute-Vienne, ainsi que ceux partis résider en Creuse, Charente, Dordogne, Corrèze et Indre. Le reste de l'agrégat se disperse dans 47 autres départements et dans deux pays qui font partie de l'empire colonial français (Algérie, Maroc).

Un recrutement régional

78% des Morts pour la France de Limoges sont passés par le centre de recrutement de Limoges au moment de leur service militaire[12]. Les registres matricules des soldats de Haute-Vienne ont été récemment numérisés par les Archives départementales de la Haute-Vienne, pour les consulter, il faut être muni de la classe et du numéro de matricule au recrutement que l'on peut trouver sur les fiches individuelles du site Mémoire des hommes. Pour les 22% restants, cela signifie qu'ils ont été appelés par d'autres centres de recrutement, car leur commune de résidence à 20 ans se situait en dehors de la zone de recrutement du centre de Limoges. On trouve en seconde position les 104 Morts pour la France appelés par les 5 bureaux de recrutement de l'ancien département de la Seine. Les tables de recrutement de la Seine qui fournissent par ordre alphabétique les numéros matricules pour la période (1875-1921), sont disponibles en ligne auprès des Archives de Paris, mais il faut ensuite se rendre en salle de lecture pour consulter les registres matricules militaires. Viennent ensuite des centres de recrutement situés dans le reste du Limousin (Magnac-Laval recrute dans la partie nord du département de la Haute-Vienne à partir des cantons de Saint-Junien, Nantiat et Bessines ; Brive et Tulle recrutent en Corrèze ; Guéret en Creuse), puis des centres situés principalement dans des départements du sud-ouest (Angoulême, Bordeaux, Périgueux, Bergerac, Montauban, Rodez, Toulouse) ou des départements du centre du pays (Châteauroux, Montluçon). En dehors de cette proximité géographique, on trouve les centres de recrutements de Versailles, Lille et Nantes et 90 autres centres avec moins de 6 Morts pour la France de Limoges. Les registres matricules de la plupart des départements sont numérisés et sont indexés sur le site Grand Mémorial du ministère de la culture.

Les morts se concentrent fortement dans l'infanterie

Le régiment au décès est une information importante pour dresser le parcours individuel d'un soldat, car cela permet ensuite de consulter sur le site de Mémoire des hommes les Journaux des Marches et Opérations et l'Historique de ce régiment pendant la Grande Guerre.

Il n'est pas envisagé dans le cadre de cet article de passer en revue tous les régiments associés aux 3 003 Morts pour la France de Limoges. Pour donner une vision synthétique, on a regroupé les données des régiments appartenant à une même catégorie d'un point de vue militaire.

Les statistiques illustrent le fait que les Morts se concentrent très fortement sur l'infanterie : toutes catégories rassemblées (chasseurs, coloniaux, actifs, réservistes, territoriaux), on est presque à la proportion de 9/10 (85%). Dans cet ensemble, les 1 528 Morts de l'infanterie

12 *La réforme de 1889 avait aussi organisé le recrutement des régiments sur une base régionale. D'onte ses* n°10 - automne-hiver 2014 - « 1914. Le grand massacre des régiments limousins », Philippe Grandcoing, p.82.

d'active sont majoritaires (51%), ils se répartissent dans 175 régiments. En seconde position, on trouve l'infanterie de réserve avec 551 Morts (18%) répartis dans 101 régiments. En troisième position on trouve les régiments coloniaux au sens large (infanterie coloniale, tirailleurs, zouaves) avec 237 Morts (8%), ils devancent les bataillons de chasseurs qui comptent 130 Morts (4%) et les soldats plus âgés de l'infanterie territoriale qui comptent 104 Morts (3%).
Dans les autres catégories, on relève 199 Morts dans les régiments d'artillerie (7%), 74 Morts parmi les sapeurs du génie (2%), 70 Morts dans la cavalerie (2%), 27 Morts dans les sections d'infirmiers, 24 Morts dans les escadrons du train des équipages militaires (transport et logistique). On retient seulement 17 morts dans la Marine (la Haute-Vienne n'est pas un département maritime), 16 Morts dans l'aviation (nouvelle arme rattachée à l'armée de terre jusqu'en 1934), et 10 Morts dans l'intendance. Le reste des Morts se situe dans des structures statistiquement marginales : chemins de fer, groupes de cyclistes, gendarmerie, quartier général, télégraphie.

Les morts dans les principaux régiments

Dans les 20 régiments qui comptent le plus de Morts pour la France de Limoges, on compte 19 régiments d'infanterie, dont 11 régiments d'active.
Les conscrits de Limoges étant d'abord affectés à des régiments locaux, cela explique que l'on trouve en première position le 63e régiment d'infanterie avec 187 Morts et le 78e régiment d'infanterie avec 107 Morts, deux régiments casernés à Limoges. Dans la suite du classement, on distingue des régiments du Limousin : des régiments d'active comme les 100e RI de Tulle, 138e RI de Magnac-Laval, 126e RI de Brive ; des régiments de réserve comme les 278e RI de Limoges, 338e RI de Magnac-Laval, 263e RI de Limoges ; un régiment de l'infanterie territoriale, le 89e RIT de Limoges.
On distingue également des régiments casernés dans des départements du sud-ouest : des régiments d'active comme les 11e RI de Montauban, 7e RI de Cahors, 50e RI de Périgueux, 14e RI de Toulouse, 9e RI d'Agen, 107e RI d'Angoulême ; des régiments de réserve comme les 211e RI de Montauban, 207e RI de Cahors et 214e RI de Toulouse. Aux deux dernières positions du classement, on trouve le 2e régiment de zouaves cantonné à Sathonay-Camp dans le Rhône (29 Morts) et le 4e régiment du génie de Grenoble dans l'Isère (26 Morts).
Au total, les 20 premiers régiments de décès rassemblent 1 116 Morts pour la France de Limoges et concentrent 37% des Morts.

70% des morts étaient des hommes de troupe

Toute la hiérarchie militaire est touchée par l'ampleur des pertes. Dans le cas des Morts pour la France de Limoges, on peut retenir les ordres de grandeur suivants : un officier mort pour deux sous-officiers et petits gradés et sept hommes de troupe.
En rassemblant les grades par grandes catégories, on compte 243 Morts (8%) parmi les officiers, 658 Morts (22%) parmi les sous-officiers et les petits gradés (brigadiers et caporaux), et 2 102 Morts (70%) parmi les hommes de troupe (soldats de première classe, maîtres pointeurs de l'artillerie, soldats de seconde classe)
Dans le vaste ensemble des hommes de troupe, on trouve très majoritairement des fantassins (actifs, réservistes, territoriaux, chasseurs, tirailleurs, zouaves…), des artilleurs (maîtres pointeurs, canonniers), des cavaliers (chasseurs, cuirassiers, hussards…), des sapeurs, des infirmiers, des matelots et quelques Morts dans des postes spécifiques (brancardiers, chauffeurs, conducteurs, cyclistes, gendarmes, musiciens, ouvriers…).

Deux morts sur trois tués ou disparus au combat

Le genre de mort est une indication essentielle dans les fiches individuelles, car il détermine l'attribution de la mention *Mort pour la France* fixée par la loi du 2 juillet 1915. Cette mention

est attribuée à tout militaire tué à l'ennemi ou mort de blessures de guerre, ou à tout militaire décédé de maladie ou lors d'un accident survenu en service. La Première Guerre mondiale est synonyme de *mort industrielle de masse*[13], elle se traduit par plus de 1,3 million de militaires décédés avec la mention Mort pour la France.

La première origine des décès est la mort trouvée directement lors des combats : dans cette étude, le genre *tué à l'ennemi* rassemble 1 776 Morts (59%)[14], les fiches précisant parfois les armes qui ont tué (tué par balle ou par éclat d'obus).

La seconde origine est la mort de *blessures de guerre* ou *des suites de blessures de guerre*, elle rassemble 575 Morts (19%). Dans le premier cas, le décès se produit à proximité du front dans des ambulances ou hôpitaux d'évacuation, dans le second cas, le décès se produit plus tardivement dans les hôpitaux de l'arrière.

La troisième origine est *la maladie en service* avec 316 Morts (11%), ce genre de mort rassemble plusieurs types de maladies largement liées aux mauvaises conditions de vie dans les tranchées : fièvre typhoïde, typhus, pneumonie, tuberculose, grippe[15]... La quatrième origine concerne les militaires *disparus* au combat et les cas assimilés (jugement déclaratif et Mort pour la France sans précision du genre de mort) avec 220 Morts (7%), une proportion relativement importante qui résulte de la violence de la guerre qui fait disparaître les corps des victimes.

Administrativement, c'est une position provisoire entre prisonnier et tué, qui a pu se prolonger jusqu'à un jugement déclaratif de décès prononcé par un Tribunal civil après la fin de la guerre. On compte encore 43 Morts en captivité, le plus souvent en Allemagne, 33 Morts pour *accident en service* dont plusieurs accidents de chemin de fer, combats aériens, 16 Morts en mer (le plus souvent suite à un torpillage), 12 Morts en avion (accident, chute, combat), 6 Morts par intoxication par gaz, et enfin 6 Morts dont le genre de mort n'est par renseigné.

Apports et limites du portait statistique

Au total, les 3 003 Morts pour la France de Limoges représentent 3,26% de la population de la ville au recensement de 1911, c'est un pourcentage moindre que celui de Tulle, mais identique à celui calculé au niveau national[16].

Les proportions et les variations du portrait statistique donnent une image synthétique objective de ces générations sacrifiées, mais la froideur des chiffres ne peut rendre compte de toutes les dimensions de la tragédie produite par la Première Guerre mondiale.

13 « La mort en 1914-1918 », André Bach, in *Revue historique des armées*, n°259, 2010, p. 23-32.

14 La part du genre *tué à l'ennemi* atteint 82% en août 1914 et 78% en septembre 1915, deux des mois les plus meurtriers (fichier statistique sur les 3 003 Morts de Limoges selon le genre de mort, feuille *répartition des genres*, en ligne sur le site *La Grande Guerre et le Limousin*.

15 La période août 1918-mars 1919 concentre 43% du total des 316 Morts de maladie : derrière cette proportion élevée, il faut voir l'effet de l'épidémie de *grippe espagnole*. Il est cependant impossible de donner un nombre de Morts concernés car les fiches individuelles ne précisent pas toujours la nature de la maladie à l'origine du décès.

16 Les 3 003 Morts pour la France nés ou transcrits à Limoges représentent 3,26% des 92 181 habitants au recensement de 1911. Sur un périmètre de définition identique, les 648 Morts pour la France nés ou transcrits à Tulle représentent 4,06% des 15 942 habitants au recensement de 1911. Les 1 289 569 Morts pour la France nés en France représentent 3,26% des 39 541 000 habitants au recensement de 1911.

*
* *

La Grande Guerre aux Archives municipales de Limoges

Élisabeth Saby

En exposant de fin mai à fin août 2014 un choix d'écrits et de témoignages sur la Grande Guerre, issus en grande partie de leurs fonds d'archives, les Archives municipales de Limoges ont voulu porter à la connaissance du public le plus large, l'originalité et la richesse de documents d'origine familiale qui viennent compléter les sources militaires, sociales, économiques et diplomatiques qu'elles possèdent. Grâce à ce matériau précieux se dessine le portrait de quatre soldats limousins ou ayant séjourné à Limoges qui appartiennent à des milieux sociaux différents, d'âges et de responsabilités distincts au sein des armées.
Leur point commun est de rendre compte dans leurs écrits et sur la durée, de leur expérience de la guerre dont feront partie les combats, les blessures comme les convalescences, avec pour l'un d'eux, l'évocation de sa captivité en Allemagne. Ces témoins vont ainsi apporter leur contribution à la connaissance de l'événement dans le cadre de productions de première main qui empruntent des formes diverses : un journal de guerre élaboré immédiatement après les faits ; un ensemble de classeurs de souvenirs élaboré à la fin de la vie constitué de textes et de dessins ; un ouvrage de poésie agrémenté de gravures sur bois publié en 1917 ; une correspondance envoyée quotidiennement à sa famille de 1915 à 1919 par un futur officier.
Il sera donc question d'écrits personnels et intimes qui offrent autant de représentations différentes et complémentaires de la Grande Guerre. Toutes caractérisent une expression de l'homme et du soldat dans un contexte qui broie les individualités. Toutes valorisent la ressource dans laquelle puisent ces hommes pour faire face aux épreuves et garder trace de la réalité de leurs expériences.

Honoré-Jean Champcommunal, récit de guerre 1915-1920

Quatre carnets[1] emplis d'une écriture dense, illustrés de frises, dessins, collages et poèmes composent le journal de guerre écrit par un jeune homme de 19 ans, fils de cultivateurs, originaire de Saint-Sylvestre (87). Ce récit autobiographique s'adresse à la famille, comme le précise l'introduction-dédicace, dans le cas où le soldat décéderait. Cependant, passées les premières pages dans lesquelles le texte porte sur l'observation du métier de soldat, l'organisation du cantonnement, la préparation des manœuvres et des combats, il devient vite évident que l'acte d'écriture initial, en raison des circonstances, va prendre une dimension plus large. De fait, il conduira à la production d'une archive de grande qualité dont l'exploitation autorise aujourd'hui de multiples niveaux d'analyse. Le lecteur prend ainsi connaissance des conditions de vie des armées, de la multiplication des assauts dans les différents secteurs du front, en deuxième ligne puis en première ligne. La parole du soldat, sincère, s'attache à décrire tout ce qu'il voit, ce qu'il fait et ce qu'il comprend en évoluant de la confiance initiale lors de son engagement dans la guerre, à la prise de conscience d'une société bouleversée. Les étapes s'enchaîneront avec peu de trêve et de rares permissions. Au fil des carnets, la mise en confidence va permettre de partager bien des aspects de son expérience : son courage face aux événements, sa peur de la mort à Verdun, la beauté tragique d'une veillée de noël en mémoire des camarades disparus, les souffrances physiques et morales des troupes asphyxiées par les gaz (...). Dans cet environnement éprouvant, les incursions poétiques de l'auteur symboliseront les brefs moments d'espoir et de sérénité qui succèdent à d'autres temps de fierté, d'interrogation ou d'abattement.

1 Fonds 32 S, Honoré-Jean Champcommunal.

Les carnets de guerre[2] invitent ainsi à la rencontre avec une personnalité remarquable. Nommé caporal en 1918 et décoré de la Croix de guerre, Honoré-Jean Champcommunal poursuivra son récit jusqu'au début de l'année 1920. Il commentera l'occupation de l'Alsace-Lorraine et de l'Allemagne jusqu'à sa démobilisation suivie des trois premiers mois de sa vie civile. L'impression qui demeure, à l'issue de la lecture, est celle d'un humaniste et d'un soldat éprouvé qui fera part, en fin de journal, de ses convictions pacifistes et de sa volonté de témoigner.

Élie Lascaux, peintre, souvenirs de guerre et de captivité (1914-1917)

L'expérience d'Élie Lascaux, 24 ans, mobilisé dès le début de la guerre est celle d'un homme visionnaire, inspiré, qui fait une expérience de la guerre dans des circonstances particulières. Blessé une première fois puis une deuxième fois très gravement, il est soigné par l'armée allemande sur le champ de bataille en 1915 dans une infirmerie de campagne. Il est ensuite transféré convalescent, au camp de prisonniers de Mersebourg en Allemagne, près de Leipzig jusqu'à la fin de l'année 1917.

Jeune dessinateur de mode, c'est alors qu'il puise dans son activité artistique pour produire des illustrations remises en remerciement aux personnes qui, du côté de l'ennemi, lui sauveront la vie en lui permettant d'échapper à l'arbitraire. Il se sert aussi de son talent naissant pour décrire ses conditions de vie, celles des autres prisonniers et négocier les conditions de sa survie auprès des autorités du camp. Fin 1917, dans le contexte de la révolution russe et de l'agitation très présente en Allemagne, il s'évade et regagne la France. Il évoluera ensuite dans sa carrière de peintre grâce à un réseau d'amis, d'artistes et de mécènes tels Suzanne Valadon et Henry Kahnweiler.

Ce n'est toutefois qu'en 1958 qu'il choisira de confier ses souvenirs à son petit-fils dans le cadre d'une entreprise mémorielle qui retrace l'histoire de sa vie. Il s'en suivra la production d'une dizaine de classeurs, chacun composé de feuillets mêlant textes et dessins qui illustrent les moments les plus marquants. C'est ainsi qu'il réalise, après le premier classeur intitulé *Paysages limousins*, le deuxième classeur[3] qui a pour titre *La guerre, 1914* autour de son expérience de guerre et de captivité[4].

Pierre Soulignac, 1915-1920, correspondance quotidienne entre un fils et sa mère en temps de guerre

Pierre soulignac est issu d'une famille bourgeoise de Limoges. Il est cadre dans l'armée, nommé brigadier puis lieutenant des logis, décoré de la croix de guerre en 1918, affecté sur le front français puis en Italie. Le fonds d'archives est constitué de 1134 lettres[5] adressées à sa mère dans un contexte de censure qui interdit d'évoquer les lieux occupés comme les combats, alors que les conditions de vie sont rudimentaires dans les abris aménagés dans les tranchées. Cette correspondance illustre le lien particulier qui se tisse entre les soldats et l'arrière pour s'informer de l'avancée du pays dans le conflit, supporter le sacrifice imposé, organiser l'envoi des colis et améliorer l'ordinaire, conserver le moral, évoquer les pertes, partager les espoirs, décrire l'emploi du temps des journées de soldat, évoquer les moments d'inaction comme les accélérations du temps. Il s'agit aussi pour le futur officier d'apporter les commentaires d'un encadrant sur les événements. Pierre Soulignac, lettre manuscrite : la tranchée, lieu de vie et de combat en 1915.

2 Suite à l'appel lancé par les Archives municipales pour en réaliser la publication, *Les carnets de guerre d'Honoré-Jean Champcommunal* seront édités aux éditions Culture et Patrimoine en limousin début 2014, avec la labellisation du Centenaire.

3 Collection particulière. Document prêté par la famille dans le cadre de l'exposition, en partenariat avec le musée des Beaux-Arts de Limoges.

4 Les éditions de la galerie Leiris et du musée des Beaux-Arts de Limoges réaliseront la publication du classeur *La guerre, 1914* d'Élie Lascaux au printemps 2014.

5 Fonds 20 S, Pierre Soulignac. Lettres accompagnées d'un cahier avec photographies.

Roger Allard et Raoul Dufy, 1916-1917, poèmes et gravures de guerre

Roger Allard poète et directeur des éditions artistiques à la *Nouvelle Revue Française* à Paris est hospitalisé à Limoges en 1916, suite à une blessure.

Dans un contexte très difficile pour poursuivre ses collaborations avec le milieu artistique auquel il appartient, il réussit à communiquer avec deux graveurs, illustrateurs et peintres : Jean Emile Laboureur et Raoul Dufy. C'est avec ce dernier, qui sera affecté au musée de la guerre à Vincennes après avoir été réformé, que s'élabore le recueil de poésies et de gravures *Les ÉLégies martiales*, inspiré à Roger Allard par l'expérience qu'il traverse et que Raoul Dufy évoquera pour sa part en images.

Ce duo d'artistes réussi, s'inscrit dans la continuité d'autres productions de même nature réalisées avant-guerre[6]. Le résultat est un ouvrage à deux voix de poésies et de gravures, sur le thème de la guerre et sur la convalescence du poète à Limoges (Poèmes : *Un Dimanche limousin, La Convalescence, Le Plus Long Jour de l'année*...).

Le recueil est édité chez Camille Bloch en 1917. Il fera l'objet d'une nouvelle édition sans gravure en 1927. L'acquisition de l'ouvrage par les archives municipales a été complétée par celle d'un fonds de correspondance de Roger Allard qui illustre le parcours de l'écrivain, critique d'art et poète.

6 Raoul Dufy, graveur et peintre a illustré en 1911 « *Le bestiaire ou cortège d'Orphée* » de Guillaume Apollinaire publié chez Deplanche en 120 exemplaires ainsi que « *Les poèmes légendaires de flandre et du Brabant* » d'Émile Verhaeren.

*
* *

Emma Bujardet, morte de chagrin 1855-1915

Bernard Bondieu



Le monument aux morts de la Forêt-du-Temple en Creuse, honore la mémoire d'une femme morte de chagrin ce qui, à notre connaissance, est un cas unique.

Une stèle de granit bleu, érigée sur la place devant les écoles et la mairie, porte sur sa face principale l'épigraphe traditionnelle *Aux héros de la Forêt-du-Temples morts pour la patrie*. Les noms des vingt-cinq victimes figurent sur les deux faces latérales. Mais c'est sur la face arrière de la stèle qu'il faut chercher un nom féminin suivi de l'inscription *morte de chagrin*.

Jean-Baptiste Alexandre Bujardet natif de la commune ayant fait fortune à Paris comme fabricant de produits chimiques constitue, en 1921, une fondation qui porte le nom de son épouse, Emma Bujardet. Cette fondation alloue à la commune 1 000 F de rente pour la réalisation d'un monument aux morts et pour aider les orphelins et les anciens combattants de la Forêt-du-Temple.

Une donation assortie de conditions

Toutefois, cette donation est soumise à conditions. Doivent figurer sur la stèle :

- les noms de ses trois fils, Fernand (mort en 1915), René (tué en 1916), Maurice (tué en1917) ;
- celui de son neveu Marcel (mort en 1915) ;
- celui enfin d'Emma Marie Antonia Bujardet, née Guillot, son épouse, morte de chagrin en 1917, après la mort de ses trois fils.

En même temps qu'elle accepte la donation, la municipalité ouvre une souscription publique pour la compléter.

Conformément au souhait de Jean-Baptiste Bujardet, elle sollicite l'avis des habitants. Seul un donateur sur 98 se prononcera contre l'inscription. Le 25 mai 1922, de nombreux élus creusois assistent à l'inauguration du monument, dont l'originalité provoque polémiques et débats.

Le président de l'association des anciens combattants de la Creuse avait, en janvier 1922, fait part au maire de la commune de l'émotion suscitée chez les membres de son association par l'inscription d'une femme sur un monument élevé à la mémoire des enfants morts pour la France : *Je ne pense pas que malgré tout le mérite qui peut être attribué à la dame en question, elle puisse mériter ce titre glorieux* écrit-il, et de conseiller du même coup à la commune l'apposition d'une simple plaque à la mairie !

Le maire lui répondra que le nom d'Emma Bujardet figure parmi les quatre Bujardet morts pour la France et que cette inscription a été faite par la volonté unanime de ses concitoyens.

La mémoire de Madame Emma Bujardet permet d'inscrire ce monument dans la liste des monuments aux morts, pacifistes.

*
* *

Bibliographie et sources

La Courtine
Histoire de la France contemporaine, livre club Diderot, tome 4.
Guy Marchadier, *Des armes et des larmes, mémoire Creusoise de la Grande Guerre*, éd. Alan Sutton.
Stéphane Capot et Jean-Michel Valade, *Limousin 14-18, un abécédaire de la Grande Guerre en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne,* éd. Les Ardents Éditeurs.
Maurice Torez, *Fils du peuple*, Éditions sociales, 1949.
Henri Barbusse, *Le feu*, éd. J'ai lu, 1957.
Henri Barbusse, *Faits divers*, éd. Flammarion, 1928.
Laurent-Yves Giloux, « Le corps expéditionnaire russe en France pendant la Première Guerre mondiale et la mutinerie du camp de la Courtine », in *Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, tome XLII, p. 142-155, 1984.
Léon Trotsky, *Ma Vie*, Folio, 1978.
Rémi Adam, *1917, la révolte des soldats russes en France*, Éditions Ibc, collection Histoire 2007.
Pascal Plas, *Retour sur les mutineries du camp de La Courtine (Creuse) en 1917* , Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome CXXXVII, 2009.
Pierre Roy, *Pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple*, Fédération nationale laïque des amis des monuments pacifistes, républicains et anticléricaux.
Pierre Poitevin, *La bataille au Centre de la France*, 1934.
Pierre Poitevin, *La Mutinerie de La Courtine*, Payot, 1938.
Rémi Adam, *Histoire des soldats russes en France 1915-1920*, Éditions L'Harmattan, catalogue de l'exposition *Amour guerre et sexualité* organisée en 2007 par la BDIC et le musée de l'Armée.

Sexualité des poilus
Jean-Yves Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les Mœurs sexuelles des Français 1914-1918,* Aubier, 2002.
Françoise Thébaud, Michèle Perrot, *Les Femmes au temps de la guerre de 14,* Petite bibliothèque Payot, 2013.

Femmes de Saint-Junien
Archives municipales de Saint-Junien : Lecture en ligne :
L'Abeille de Saint-Junien 1912-1919. Délibérations du Conseil municipal : série 1 D7 du 6 août 1910 au 19 octobre 1920.
Saint-Junien en Limousin. Ville de Saint-Junien. Maury imprimeur, 1982.
Archives municipales de Saint-Junien : séries *Les dossiers du Chercheur d'or* n°6 novembre 2014 : *1914-1918, Saint-Junien dans la Grande Guerre.*
Collection *L'Illustration* 1914-1918.
Chantal Antier, *Les femmes dans la Grande Guerre*, Collection Vivre dans la guerre, Éditions Soteca 2011.
Christian Dupuy, *Saint-Junien. Un bastion anarchiste en Haute-Vienne (1893-1923),* Faculté des lettres et des sciences humaines de Limoges, PULIM, 18 février 2003.
Evelyne Morin-Rotureau, *Françaises en guerre, 1914-1918,* Éditions Autrement, Paris, 2013.
Jean-Yves Le Naour, *Dictionnaires de la Grande Guerre,* Larousse, 2014.
Yves Pourcher, *Les jours de guerre. La vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918*, Hachette, Collection Pluriel, 1995.
Françoise Thébaud, *La femme au temps de la guerre de 1914,* Petite bibliothèque Payot, 2013.

Denhaut
Dossier François Denhaut du Musée de l'Air et de l'Espace ;
Fiche matricule de François Denhaut aux Archives Départementales de la Creuse ;
Archives de la famille Denhaut ;
Military Aircraft, Origins to 1918 : An Illustrated History of Their Impact.
Justin D. Murphy, *La Belle Époque des pionniers de Port-Aviation,* éd. ABC CLIO, 2005.
Francis Bedei et Jean Molveau, *Le Fana de l'Aviation,* éd. AMATEIS, 2009.
N° 207 article de Jean Lirou, *L'aviation maritime française pendant la Grande Guerre.*
Lucien Morareau et Robert Feuilloy, *Les aéronefs de l'aviation maritime*, éd. ARDHAN, 1999.
Lucien Morareau, éd. ARDHAN, 2008.
Sites internet
http://www.netmarine.net/aero/bases/stmandrier/histoire/histoire01.htm
http://centenaire.org/fr/autour-de-la-grande-guerre/aviation/laeronautique-maritime-dans-la-grande-guerre
http://www.postedeschoufs.com/aeronavale/1870_1918/bapteme_feu/bapteme_feu.htm

Les insignes du Sacré Cœur
La dévotion au Sacré Cœur, site Spiritualité-chrétienne.com
A. Denizot, *Le Sacré Cœur et la Grande Guerre*, Nouvelles éditions latines, Paris.
Archives et photos familiales.
Registres matricules et registres d'état civil sur le site des Archives en ligne de la Creuse.
Site Mémoires des Hommes (Ministère de la Défense).
N.B. : Les ouvrages de référence sur la guerre de 14-18 sont très nombreux, aussi souhaiterais-je seulement, et à titre personnel, faire référence à ceux de Pierre Miquel. À l'Université de Paris X-Nanterre j'ai bénéficié de l'enseignement de ce spécialiste de la Grande Guerre ; c'était aussi un vulgarisateur de l'Histoire auprès du grand public. Sa suite romancée *Les Enfants de la Patrie* (Fayard 2002) peut être une bonne introduction à 14-18.

Bien le bonjour à la maison...
A. Goutard, *La Marne ; victoire inexploitée*, Robert Laffont, 1968.
H. Isselin, La bataille de la Marne, Arthaud, 1964.

Edmund Stillman et les rédacteurs de *Life* : *Les Balkans*. Collection Life, 1965.
Stéphane Capot et Jean-Michel Valade, *Limousin 14-18*, Les Ardents Éditeurs, 2008.
Jean-Pascal Soudagne, *Chemins de mémoire 14-18*, Éditions Ouest-France, 2008.
H. de Bellefon, *Le journal de Jean Brayaud*, Éditions A.D.C.F., 1974.
Danièle Demachy-Dantin, *Histoire des maçons de la Creuse*, Le Puy Fraud, 2011.
Fédération de la Libre Pensée *Creuse 1917, Histoire du soviet de la Courtine*, 2012.
Agenda du centenaire, La Grande Guerre, GD Éditions Saint-Malo, 2014.
1914 – 1918 Auvergne Limousin La Montagne-Le Populaire du Centre, 2013.
Nouveau Petit Larousse Illustré, Librairie Larousse, 1938.
Le panorama de la guerre 1914 – 1918. Bibliothèque contemporaine illustrée du nouveau siècle.
Anthony Livesey, *Atlas de la Première Guerre mondiale 1914-1918*, Éditions Autrement, collection Atlas/Mémoire.

Les Gueules cassées
Jérémy Brunet, *Quand la Grande Guerre s'invite à Brive 1914-1917, Histoire de deux hôpitaux de l'arrière,* Pulim, 2014.
Sophie Delaporte, *Les Gueules cassées, les blessés de la face de la Grande Guerre,* Noêsis, 1996.
Pierre Miquel, *Les Poilus. Terre Humaine*, Plon, 2000.
Anne-Marie Slezec, Georges Legros, *Médecin au front,* Muséum. Éditions Sutton, 2018.

Lettres de poilus : Séste terrible boucherie
Liste des expéditeurs de courrier :
BUVAT Albert, cl. 1906, né Sous-Parsat, maçon migrant, habite Paris en 1913 ; COULAUD Henri, cl. 1894, né Sous-Parsat, maçon migrant, habite Paris depuis 1899 ; COULAUD Victoria, fille d'Henri ; FAYAUBOST Alphonsine dite Alice, sœur de Camille, née en 1891 ; FAYAUBOST Jean Edouard, cl. 1905, né à Lépinas, sabotier, beau-frère de Camille, 5 enfants en 1923, grand mutilé pour perte de la vision ; GIRAUD Maurice, cl. 1905, né Sous-Parsat, sabotier, habite Paris en 1913, 2 fois blessé ; LABONNE Alice, née en 1893, fille de maçon, belle-sœur de Camille LABONNE Armand, cl. 1916, né Sous-Parsat, frère de Camille, tailleur de pierre, blessé en 17, réformé 50% ; LABONNE Célestine, né à Pierre Faye (Le Donzeil), mère de Camille, fille de maçon ; LABONNE Constant, cl. 1907, né Sous-Parsat, cousin de Camille, cultivateur, 2 fois blessé. Tué en 1916 ; LABONNE Ernest, cl. 1904, né Sous-Parsat, tailleur de pierre, blessé en 14, Service Auxiliaire ; LABONNE Joinville, cl. 1905, né Sous-Parsat, cousin de Camille, domestique, réformé avant la guerre ; LABONNE Julien Henri, cl. 1913, né Sous-Parsat, frère de Camille, tailleur de pierre. 138e RI ; LABONNE Victoria, né en 1901, sœur de Camille ; LACHAUD Pierre, avec Camille au 7e RIC, non identifié ; MAI Adolphe Auguste, cl. 1906, né à Saint-Yrieix-la-M., maçon. 7e RIC avec Camille. 2 fois blessé, habite Paris en 1913 ; Marcel, cousin de Camille, non identifié ; MARCILLOUX Louis, non identifié, maçon-migrant, écrit de Paris ; MARCILLOUX Mme, épouse de Louis Marcilloux, Paris ; MAZEAUD Henri, cl. 1906, né Sous-Parsat, cultivateur ; MAZUEL Julien, cl. 1912, né en Corrèze, cordonnier, 7e RIC ; PINGAL Eugène, cl. 1899, né Sous-Parsat, cultivateur, 2 fois blessé, tué en juillet 1916 ; RAPHANAUD Jacques, cl. 1887, Mareilles ; RAPHANAUD Victor, cl. 1916, né à St-Hilaire-la-Pl., serrurier puis mécanicien ; REBIERE François, cl. 1914, Corrézien, maçon, Ahun ; SIMONET Émile, cl. 1899, né Sous-Parsat, tailleur de pierre, Mareilles, réformé ; SIMONET Félicien, cl. 1905, natif d'Issoudun, cultivateur ; SIMONET G. ou J., père de Félicien Simonet.

Les contributeurs du Cghml
Jean-Claude Aréna, Emmanuel Baroulaud (Archives communales de Saint-Junien), Jean-Philippe Barthout, Claude Bayeul, Justine Berlière (directrice des Archives départementales de la Corrèze), Rosette et André Bessette, Annette Bigaud, Marcel Blondet, Bernard Bondieu, Fernande Bonnemain, Evelyne Le Bras-Bregiroux, Alain Bregiroux, Anne-Marie Brisson, Christiane Burdin, Brigitte Caloo, Marc Chappat, Jean-Pierre Chatelain, Thierry Chaumel, Gérard Chevalier, Bernard Combastel, Jean-Marie Courty, Françoise Coutadeur, Guillaume Deguy, Michèle Delame Jacqueline Deschamps, Guy Dintrat, Daniel Drouard, Alain Dubreuil (AD87), Annie Dumaitre, Pierre Fargeaud, Hervé Faure, Patrick Faury, Brigitte Favrie-Banette, Jean-Marc Fayolle, Luc Fessemaz, Philippe Florentin, Éliane Fourgnaud, Gilles Francez, Olivier Frappat, Jean-Claude Frölich, Michèle Froment-Védrine, Monique Gallais, Nicole Garat-Lacotte, Daniel Giraud, Philippe Grandcoing, Frédéric Gravier, Roger Guillemot, Michel C. Kiener, Jean Labetoulle, M. Lagoeyte (Association Éclats de rives Saint-Martin-Château), Marianne Laplaud, Dominique Lecointre-Montagne, Alain Lévêque, Éliane Lissandre, Monique Lornac-Sassatelli, Annick Mala, Jeanne Mallet (directrice des Archives départementales de la Creuse), Guy Marchadier, Pascale Marouseau (directrice des Archives départementales de la Haute-Vienne), Jean-Jacques Mauriat, Jean Mazaud, Valérie Mazet, Julien Mendès (AD19), Jean-Paul Mériguet, Pascal Monnerie, Lucien Morareau, Josette Moré, René Mourissoux, Dominique Navarro, Marie-Dominique Navelet, Nicolle Nion, Marcel Parinaud, Michel Passe, Alain Pérel, Jeanne Perrette-Masboeuf, Jean Peyne, Jacques Peyratou, Puygrenier, Sylvie Regnier-Taillemite, Patrick Renaudie, Pierre Roche, Jacqueline Rouchon, Michel Ruby, Gérald Sabotier, Élisabeth Saby (directrice des Archives municipales de Limoges), Diane de Sainte Foy, Raymond Sauriat, Élisabeth Sauvaget, Michel Sementéry, Alain Solnon, Pascal Soula, Pierre Taillemite, Hélène Taillemite, Alain Terras, Monique Thizy, Alain Thomas, Odette Vieilleribière.

Qu'ils et elles soient remercié(e)s
ainsi que celles et ceux que nous aurions malencontreusement oublié(e)s.

Les auteurs

Annette Bigaud, née à Saint-Junien, professeure agrégée d'histoire aujourd'hui retraitée. Elle a participé à la rédaction des dossiers du *Chercheur d'or* concernant le 15e RAC et Saint-Junien pendant la Grande Guerre.
Bernard Bondieu, creusois, enseignant, auteur de plusieurs ouvrages historiques sur des personnalités creusoises.
Marc Chappat, né à Villeurbanne, une carrière à RVI ; membre du CGHAV, a organisé deux expositions de généalogie en Auvergne.
Jean-Pierre Chatelain, après des études graphiques, les Beaux-Arts, l'académie d'art Roederer à Paris, il a exercé pendant 30 ans le métier d'illustrateur, graphiste publicitaire.
Gérard Chevalier, agriculteur retraité dans la Creuse, aux Châtelards sur la commune de Jouillat. Il est membre de la société des sciences naturelles, archéologiques et historiques de la Creuse.
Bernard Combastel, enfant de Veix, dont les grands-parents ont été acteurs de la Grande Guerre, a effectué des recherches sur ce thème. Il est membre du Cghml.
Guy Dintrat, auteur de la retranscription du carnet de guerre de Léon Lebret.
Daniel Drouard, chef d'entreprise du secteur aéronautique. Né à Lyon d'une ascendance maternelle limousine. Passionné d'histoire. Il est membre du Cghml.
Brigitte Favrie-Banette, originaire de Tarnac en Corrèze. Après des études universitaires d'histoire, elle a suivi les cours d'histoire de l'art de l'École du Louvre. Elle est membre du Cghml.
Luc Fessemaz, professeur de sciences économiques et sociales, rédacteur du site *La Grande Guerre et le Limousin* du réseau Canopé Limoges. Il est membre du Cghml.
Jean-Claude Frölich, cadre retraité de l'aéronautique, passionné d'histoire et de généalogie. Membre de la *Société des Vieilles Pierres de Saint-Junien* et du Cghml.
Philippe Grandcoing, docteur en histoire contemporaine, est l'auteur de nombreux ouvrages sur la société limousine des XIXe et XXe siècles. Contribueur de la revue *D'onte ses* du Cghml.
Frédéric Gravier, 50 ans, travaille dans les métiers de la banque depuis plus de 20 ans. Passionné d'histoire locale et d'archéologie, il est membre du Cghml.
Michel C. Kiener, agrégé d'histoire, il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Nous étions des hommes malgré la guerre 1914-1919* ; Métive 2018. Il est membre du Cghml.
Marianne Laplaud, ancienne cheffe d'établissement de l'éducation nationale, auteure de plusieurs articles dans la revue *D'onte ses.* Elle est membre du Cghml.
Dominique Lecointre-Montagne, lors de la collecte en 2013, des documents familiaux liés à la Guerre de 1914-1918, avait été remis aux Archives 87, deux insignes du Sacré Cœur qui ont été intégrés à la revue Archives en Limousin, n°44, 2014. Elle est membre du Cghml.
Guy Marchadier, auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire et la Creuse.
Jean-Jacques Mauriat, journaliste, ancien d'Europe1 et France Inter. Producteur-réalisateur pour Francetélévision, Canal+ et Équidia. Il est président du Cghml depuis 2015.
Valérie Mazet, professeure des écoles, co-auteur avec Michel C. Kiener de *Nous étions des hommes malgré la guerre 1914-1919* ; Métive 2018.
Alain Pérel, ingénieur, administrateur du Cghml.
Patrick Renaudie, ingénieur, aujourd'hui retraité, féru de généalogie, est le délégué du Cghml pour la Corrèze et trésorier.
Élisabeth Saby, directrice des Archives municipales de Limoges.
Diane de Sainte Foy, directrice de la communication (jusqu'en 2016) de l'Institut français du cheval et de l'équitation (Haras nationaux et l'ENE-Cadre noir de Saumur). Membre du Cghml.
Pascal Soula, professeur des écoles et directeur d'établissement. Il est l'auteur de plusieurs études sur les mouvements de populations lors de la Grande Guerre. Administrateur du Cghml.
Pierre Taillemite, petit-fils d'Albert Lacrocq, graphiste. Auteur du logo du Cghml.

Mémoires de guerre des Limousins

Dès le printemps 2012, le Cercle de généalogie et d'histoire des Marchois et Limousins, a souhaité commémorer la Grande Guerre en faisant appel aux témoignages de conscrits conservés dans les archives des familles de ses membres. Très rapidement des dizaines puis une centaine de témoignages sont parvenus au siège de notre association. Certains étaient fait d'une seule photo, d'une lettre, d'une carte postale, d'autres furent de véritables témoignages sur la guerre : livres intimes, journaux du quotidien, enquête sur un fait de guerre.

Devant la richesse des documents rassemblés, nous avons décidé d'éditer et de publier les « Mémoires de guerre des Limousins » en plusieurs tomes, représentants chacun une année du conflit.

Le présent ouvrage complète et clôt cette série en rappelant que l'ampleur de cet événement a continué d'influencer la vie des familles et des villages au-delà de 1918.

La Mission du Centenaire

La Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale est un groupement d'intérêt public créé dans la perspective de préparer et de mettre en œuvre le programme commémoratif du centenaire de la Première Guerre mondiale. (Site internet : https://centenaire.org.fr)

Elle coordonne et accompagne l'ensemble des initiatives publiques et privées mises en œuvre dans le cadre du Centenaire en proposant notamment un label « Centenaire ».

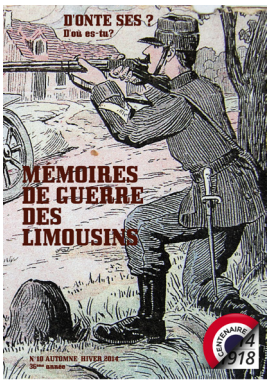
Ce label officiel permet de distinguer les projets les plus innovants et les plus structurants pour les territoires et d'être éligible à un financement de la Mission du Centenaire.

14 Mission 18
CENTENAIRE

Les publications labellisées

Ouvrages publiés par le Cercle de généalogie et d'histoire des Marchois et Limousins et ayant obtenu le label national de la Mission du Centenaire 1914-1918 :

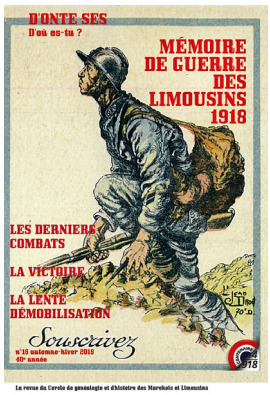
Revues : *D'onte ses, Mémoires de guerre des Limousins, n°10 - 12 - 14 - 16 - 18* :











Hors-séries :

N°13 - *Des hommes et des chevaux dans la Grande Guerre, Du dépôt de Remonte de Saint-Junien au Haras national de Pompadour* - 2015
Collectif

N°14 - *Les enfants de Saint-Auvent morts pour la France 1914-1918* - 2016
Monique Gallais

N°16 - *Les enfants de Saint-Priest-sous-Aixe morts pour la France 1914-1918* - 2016
Monique Gallais

N°17 - *Les enfants de Verneuil-sur-Vienne morts pour la France 1914-1918* - 2017
Monique Gallais

N°19 - *Les enfants de Faux-la-Montagne morts pour la France 1914-1918* - 2018
Christiane Burdin-Dubayle / Brigitte Caloo

N°23 - *Les enfants d'Aixe-sur-Vienne morts pour la France 1914-1918* - 2018
Jeanne Perette-Masboeuf / Jean-Jacques Mauriat

Imprimé en France
Dépôt légal : juin 2019